ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTUDES ET DE LA DOCUMENTATION

L'ÉCONOMIE BELGE EN 1982

BRUXELLES

IMPRIMERIE DES ANC. ÉTABL. AUG. PUVREZ, S. A.
AVENUE FONSNY 59

1983

LA BELGIQUE ÉCONOMIQUE EN 1961

AVERTISSEMENT

L'objectif du présent ouvrage est de fournir un large aperçu de l'évolution économique en Belgique au cours de 1982; c'est ce qui fait l'objet de l'introduction générale, complétée de considérations relatives aux aspects internationaux de la conjoncture économique pendant cette même année.

La situation économique de la Belgique est traitée conformément au schéma des éditions antérieures. A la fin de l'ouvrage paraît aussi le relevé des arrêtés royaux pris au cours de l'année 1982 dans le cadre de la loi sur les pouvoirs spéciaux du 2 février 1982.

Le retard encouru dans la parution de la présente publication par rapport aux années précédentes, est à attribuer notamment au fait que certaines données chiffrées, nécessaires à la rédaction des textes, tableaux et graphiques, n'étaient pas disponibles en temps utile. Dans le cas d'un rapport annuel comme celui-ci, devant comprendre une masse de statistiques, de provenance très variée, relatives à tous les secteurs économiques simultanément, cet inconvénient est presque inévitable. Toutefois, cela pose en même temps le problème de la relation optimale entre la complétude et l'exactitude de l'information et la rapidité avec laquelle elle peut être publiée.

C'est pourquoi l'édition précédente contenait un questionnaire demandant l'avis du lecteur au sujet du contenu et du concept de l'ouvrage. Il a déjà été possible de tenir compte, en partie, des réactions qui nous sont parvenues de nombreux lecteurs, que nous remercions sincèrement ici. C'est surtout dans les prochaines éditions qu'il sera donné suite à leurs desiderata.

Septembre 1983.

INTRODUCTION GENERALE

§ 1. — LA CONJONCTURE INTERNATIONALE

Le fléchissement de l'activité économique, qui s'est amorcé dans le monde industrialisé au début de 1980 et a profondément marqué l'année 1981, s'est poursuivi en 1982.

Cette évolution a entraîné une nouvelle aggravation du chômage, déjà élevé en début d'année, la baisse des prix de l'énergie et de nombreuses matières premières et denrées et des difficultés de paiement accrues pour les pays producteurs de produits primaires.

Au cours des années antérieures, la hausse rapide des prix, renforcée par la politique aggressive du cartel pétrolier, avait amené, la plupart des pays industrialisés à pratiquer une politique budgétaire et monétaire restrictive, destinée à freiner la hausse et à rétablir leur équilibre financier externe, détruit par l'augmentation démesurée de la facture pétrolière.

Cette politique a généralement été poursuivie en 1982, en dépit de ses répercussions défavorables sur le niveau de la demande et de l'activité en général.

Les pays dont l'activité est axée principalement sur les produits du secteur primaire et en particulier les pays producteurs de pétrole, engagés dans des programmes de développement ambitieux, ont vu leurs ressources se réduire rapidement et ils ont dû réduire fortement leur achats à l'étranger. De sorte que les industries des biens d'équipement qui souffraient déjà de la faiblesse de la demande des pays industrialisés ont ainsi dû réduire encore leur activité.

La production industrielle a diminué de près de 5 % dans l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. Le recul a été particulièrement marqué en Amérique du Nord.

Le commerce mondial a diminué de 2 % en volume, en 1982. Le volume des échanges de produits agricoles a augmenté de 1 %, tandis que celui des produits manufacturés a diminué de 1 %. Celui des produits minéraux a fléchi de 7 %.

En dollars, les prix ont baissé de 4 % en moyenne, de sorte qu'en valeur le recul du commerce mondial a été de 6 %.

En ce qui concerne l'évolution des soldes des échanges commerciaux, le gros changement intervenu en 1982 concerne la forte réduction du surplus des pays de l'O.P.E.P. Celui-ci s'est en effet réduit de 122 milliards de dollars, en 1981, à 55 milliards. Pour l'ensemble des pays industrialisés le déficit s'est légèrement réduit, leurs importations ayant diminué plus que leurs exportations grâce à l'amélioration des termes de l'échange. Pour les pays en voie de développement non exportateurs de pétrole il s'est nettement réduit, tout en demeurant considérable.

En ce qui concerne les comptes des opérations courantes des balances des paiements, on constate pour 1982 une augmentation du déficit des pays industrialisés et une légère diminution de celui des pays en voie de développement non producteurs de pétrole. L'évolution la plus marquante concerne cependant encore les pays de l'O.P.E.P., dont le surplus de 65 milliards de dollars en 1981 disparaît totalement en 1982.

Cela découle à la fois d'une augmentation des importations de ces pays et d'une sensible réduction de leurs exportations à la fois en volume et en valeur unitaire.

La progression du chômage s'est poursuivie pendant toute l'année. Pour l'ensemble de l'O.C.D.E., le nombre moyen des chômeurs est passé de 24,7 millions en 1981 à 30,25 millions en 1982 et le taux du chômage de 7,1 à 8,5 %. Pour le deuxième semestre en particulier, le taux du chômage a atteint 9 % et le nombre des chômeurs s'est élevé à 31,75 millions. Le niveau enregistré en 1982 est ainsi le plus élevé depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

La croissance du chômage a été particulièrement sensible en Allemagne fédérale, où le taux moyen est passé de 4,8 à 7 %, mais, parmi les grands pays industrialisés, c'est le Royaume-Uni qui a enregistré le niveau de chômage le plus élevé, avec 12,25 %.

La persistance de déficits budgétaires importants aux Etats-Unis et par conséquent des appels de fonds sur le marché des capitaux ont rendu, pendant toute l'année malaisée la politique des autorités monétaires prises entre la nécessité d'assurer une liquidité suffisante au marché monétaire et en même temps de ne pas dépasser les normes de croissance fixées pour les divers agrégats.

Une réduction sensible des taux extrêmement élevés qui avaient été atteints a pu être réalisée progressivement au cours du deuxième semestre. Compte tenu du ralentissement parallèle de la hausse des prix, le fléchissement des taux réels a cependant été modéré.

Cette persistance de taux d'intérêts élevés a fortement contribué à l'appréciation du dollar sur les marchés des changes et elle a obligé les dirigeants monétaires étrangers à conserver, eux aussi, des taux relativement élevés, de crainte d'accentuer encore la valorisation du dollar par rapport à leur monnaie. Cette valorisation entraîne, en effet, un renchérissement des matières premières et des produits pétroliers importés.

D'autres éléments endogènes, tel la nécessité de freiner l'expansion monétaire et les besoins du secteur public ont également joué un rôle dans l'évolution des taux d'intérêts en dehors des Etats-Unis.

Le dollar a continué de se revaloriser par rapport aux autres devises, pendant la plus grande partie de l'année. Un renversement de tendance est toutefois apparu en novembre, en particulier vis-à-vis du yen et du DM. L'indice pondéré de la Réserve fédérale est passé d'une moyenne de 102,94 en 1981 à 116,97 en juin 1982 et à 124,27 en novembre (mars 1973=100).

La livre sterling, qui est demeurée ferme pendant la plus grande partie de l'année, a fléchi fortement en novembre et en décembre, à la suite de la réduction des taux d'intérêts bancaires en Grande-Bretagne.

Dans le système monétaire européen, deux réalignements monétaires sont intervenus en 1982. Le 21 février, le taux pivot du franc belge et du franc luxembourgeois a été abaissé de 8,5 % par rapport aux autres monnaies participantes, tandis que la couronne danoise a fléchi de 3 %. Le 12 juin, le DM et le florin ont été réévalués de 4,25 % par rapport aux autres monnaies. En même temps, le FF et la lire italienne ont été dévalués respectivement de 5,75 % et de 2,75 %. La faiblesse de la demande a entraîné un fléchissement des prix des matières premières et des produits énergétiques exprimés en dollars. Ceci a généralement compensé pour les pays importateurs les conséquences de l'appréciation du dollar sur les marchés des changes.

Les prix des produits manufacturés exportés, exprimés en dollars, n'ont que faiblement augmenté.

La hausse des salaires s'est d'ailleurs également ralentie : suivant des calculs de l'O.C.D.E., les gains horaires dans les industries manufacturières ont été en moyenne, en 1982, de 7,5 %, contre 8,75 % pour l'année précédente. On relève cependant des écarts considérables d'un pays à l'autre. C'est ainsi qu'en Europe occidentale ont passe de 15 %, en France, à 4 %, en Allemagne fédérale.

La hausse des prix à la consommation s'est également ralentie. Elle serait de 6,4 % pour l'ensemble de l'O.C.D.E., contre 10 % en 1981 et pour la C.E.E., de 8,1 % contre 11,5 %.

Aux Etats-Unis la tendance au fléchissement de l'activité économique a persisté tout au long de l'année.

Le produit national brut a diminué de 1,8 %. Les dépenses privées de consommation, qui représentent plus de 60 % du P.N.B., et les achats de l'Etat ont légèrement augmenté, tandis que le solde du compte courant de la balance des paiements et les investissements bruts du secteur privé se sont nettement détériorés.

La production industrielle a diminué de 8,2 % par rapport à l'année antérieure. Tous les grands secteurs ont été en recul. Dans la construction, l'activité a fléchi pour la quatrième année consécutive. Par rapport à l'année antérieure le fléchissement est de 6 %. Dans l'industrie manufacturière, les rentrées d'ordres ont diminué de 6,4 % à prix courants. La production d'acier a diminué de 40 %. La production automobile a fléchi de 19 %, se situant au niveau le plus bas des 24 dernières années.

Le taux moyen du chômage a été de 9,7 % contre 7,6 % en 1981 et le nombre des Américains en chômage, en décembre s'élevait à 11 millions contre 9 millions un an plus tôt.

Le nombre des faillites a augmenté de 49 % en 1982 pour s'élever à plus de 25 000. C'est le niveau le plus élevé depuis 1932.

A l'actif de 1982 peuvent être cités le sensible ralentissement de la hausse des prix et la baisse des taux d'intérêts.

La hausse de l'indice des prix de détail a été de 3,9 %, au lieu de 8,7 % en 1981. C'est la plus faible avance de l'indice en un an depuis 1972. Cette évolution est liée à la fois à la modération salariale et à la stagnation des prix des matières premières et des denrées pendant la plus grande partie de l'année. La croissance de la productivité par heure de travail dans l'ensemble des entreprises non agricoles a été pratiquement nulle.

Les taux d'intérêts n'ont guère été modifiés au cours du premier semestre. Le taux débiteur préférentiel des banques a plafonné à 16,5 % et le taux de l'escompte est demeuré fixé à 12 %. Au cours du deuxième semestre, par contre, le taux de l'escompte a été réduit en 7 étapes à 8,5 % et le prime rate est revenu progressivement à 11 %.

Les taux d'intérêts à long terme ont suivi le mouvement à la baisse et, en décembre, le taux des obligations du Trésor était de 10,5 %.

Le 9 octobre, le président du Federal Reserve Board avait annoncé que les autorités attacheraient temporairement moins d'importance pour la conduite de la politique monétaire à l'évolution de l'agrégat monétaire M^1 (1).

Le budget de l'exercice 1982 qui s'est terminé le 30 septembre s'est clôturé par un déficit de 110,7 milliards de dollars, montant sans précédent dans l'histoire des Etats-Unis. Lors de sa présentation initiale en janvier 1981, il prévoyait un déficit de 27,5 milliards.

Le déficit de la balance commerciale, s'est élevé à 42,7 milliards. Le recul des exportations de produits manufacturés et de produits agricoles a plus que compensé la diminution de la facture pétrolière. La baisse des exportations atteint 9,2 % et se compare à une hausse de 5,9 % en 1981. Le compte des paiements courants de la balance des paiements a enregistré un déficit, contrairement aux 2 années précédentes qui avaient enregistré des excédents.

La croissance de l'*économie japonaise* s'est notablement ralentie en 1982. Le taux de progression du produit intérieur brut pour l'exercice 1982-1983 atteint à peine 3 %. La production industrielle n'a augmenté que de 1 % et, au cours du dernier trimestre, elle s'est située en dessous de la période correspondante de 1981.

Le chômage a touché en moyenne 2,4 % de la population active en 1982; c'est le taux le plus élevé depuis 1955.

La cause principale de cette évolution réside dans un ralentissement progressif de l'expansion des exportations japonaises, qui n'ont augmenté que de 2,9 % en yens par rapport à l'année précédente.

(1) En principe la moyenne journalière de la masse monétaire.

Compte tenu de l'évolution similaire des importations, le surplus de la balance commerciale est demeurée considérable, de même que celui du compte courant de la balance des paiements. La balance globale des paiements accuse néanmoins un déficit de 4,9 milliards de dollars.

La détérioration de la conjoncture économique a entraîné des moins-values fiscales considérables. Malgré certains ajustements opérés en cours d'année, le déficit budgétaire prévu de 10 440 milliards de yens s'élève en fin de compte à plus de 17 000 milliards, soit plus de 7 % du P.N.B.

La hausse des prix est demeurée très modérée. La hausse moyenne de l'indice des prix de détail a été de 3,1 % en 1982 et l'écart annuel était en décembre de 2,3 %. La hausse moyenne de l'indice des prix de gros n'a été que de 1,8 % en dépit de la faiblesse du yen par rapport au dollar.

La conjoncture économique a enregistré en *France,* au premier semestre, une faible croissance, due à l'augmentation des ressources des ménages.

Cependant, la hausse des prix et des salaires est demeurée beaucoup plus forte qu'à l'étranger et la perte de compétitivité des entreprises s'est répercutée dans une augmentation du déficit de la balance commerciale.

Ceci a entraîné, le 12 juin, un réalignement des parités monétaires à l'intérieur du système monétaire européen. Le FF a été dévalué de 5,75 % par rapport à l'ensemble des monnaies. Par rapport au DM et au florin son recul atteignait cependant 9,59 %.

Le gouvernement a alors estimé devoir donner la priorité à la lutte contre l'inflation. Il a instauré pour une période de 4 mois un blocage des salaires et des prix, qui a provoqué un ralentissement de la hausse des prix mais aussi un net fléchissement de la consommation des ménages, des importations et de l'activité industrielle.

Pour l'ensemble de l'année, le produit *intérieur* brut a progressé de 1,5 % à prix constants. La production industrielle a baissé de 0,8 %, mais l'activité non industrielle a augmenté de 2,7 %. Les dépenses de consommation des ménages ont augmenté de 3,4 %. Les importations se sont accrues de 3,6 %, tandis que les exportations ont diminué de 2 %.

Le déficit de la balance commerciale atteint 92,7 milliards de francs et le déficit du compte courant de la balance des paiements s'est élevé à 85,1 milliards.

L'année 1982 a encore été marquée au *Royaume-Uni* par la stagnation de l'activité économique, malgré une amélioration persistante de la consommation privée au deuxième semestre, par une lente progression du chômage à partir du niveau très élevé déjà atteint en 1981 et par un ralentissement sensible de la hausse des prix et des rémunérations.

Si la demande de crédit du secteur public a pu être réduite, la demande du secteur privé est restée forte, ce qui n'a pas empêché les autorités de favoriser une baisse progressive des taux d'intérêts.

Cependant, après être resté ferme pendant la plus grande partie de l'année, la livre a accusé une tendance à la baisse au cours des derniers mois. A la suite de quoi, les taux d'intérêts ont cessé de fléchir et les prix de gros des matières premières se sont relevés. Sauf pour le pétrole, les exportations n'ont guère progressé en volume. Il en a été de même pour les importations, de sorte que le solde du commerce extérieur a encore été largement positif.

La tendance au repli de l'activité industrielle s'est confirmée en cours d'année en *Allemagne fédérale,* au fur et à mesure que s'affaiblissait la demande extérieure. Le recul du P.N.B. pour 1982 est de 1,2 %, celui de l'activité industrielle, de 3,1 %.

L'emploi a diminué en moyenne de 490 000 unités et le nombre moyen de chômeurs s'est élevé à 1 833 000.

La hausse des prix retenue pour le calcul du P.N.B. a été de 4,8 %, mais la hausse moyenne de l'indice des prix de détail est de 5,3 %. La hausse moyenne des rémunérations a été de 4,1 %, tandis que la productivité industrielle a augmenté de 0,9 % dans l'ensemble de l'économie.

La consommation privée a diminué de 2,2 %, tandis que les dépenses d'investissements productifs ont fléchi de 6,2 %. Les exportations ont augmenté de 2,7 % et les importations de 0,5 %.

Le surplus de la balance commerciale s'est élevé à 51 milliards de DM et celui du compte courant de la balance des paiements à 8 milliards.

§ 2. — LA CONJONCTURE EN BELGIQUE

1. — *La situation économique à l'aube de 1982.*

Si la Belgique ne fut pas seule à souffrir de la crise, tous les signes indiquaient à fin 1981 une accélération de celle-ci sous forme de trois grands déséquilibres :

— Dégradation de la balance commerciale due à une perte de compétitivité de l'économie belge, trouvant son origine en premier lieu dans une disparité des coûts de production par rapport aux pays concurrents, ainsi que dans la persistance d'une adaptation insuffisante de l'appareil de production à la demande mondiale, une orientation géographique déficiente et d'autres facteurs structurels. En 1981, selon les indices établis par la Commission des Communautés Européennes, les coûts salariaux de l'économie belge dans son ensemble, exprimés en monnaie commune, étaient encore supérieurs de 8 % à la moyenne pondérée de ses 7 principaux partenaires commerciaux.

— Montée du chômage due tant à des facteurs économiques que démographiques et sociologiques : citons le ralentissement de la croissance de la demande dans de nombreux secteurs de l'industrie manufacturière et de la construction, la dégradation de la rentabilité de nombreuses entreprises, particulièrement du secteur exposé, enfin la mutation sociale (rapidité de l'augmentation de la population active, fin de la croissance de l'emploi dans les services).

— Déficit des finances publiques, le chômage érodant les recettes et engendrant un surcroît de dépenses, tandis que les charges financières s'accroissaient automatiquement avec le stock de la Dette et le niveau élevé des taux d'intérêt.

Au début de 1982, le gouvernement, sur la base de Pouvoirs spéciaux conférés par le Parlement, établit un programme global de redressement de l'économie belge.

Il comporta essentiellement une dévaluation de 8,5 % du franc et des mesures d'accompagnement, visant les unes à un freinage des coûts (salariaux, du capital et de l'énergie) afin de provoquer une réallocation de ressources du secteur des ménages au secteur des entreprises, les autres à un assainissement budgétaire de

l'ensemble des pouvoirs publics et à une relance de l'investissement des entreprises par des allègements fiscaux (1).

Enfin, afin de mitiger les effets de la dévaluation sur les prix intérieurs et la contraction du pouvoir d'achat, un dispositif de blocage sélectif des prix fut instauré à partir du 1er avril, d'ailleurs prolongé en 1983.

2. — *Un bilan avec des lumières...*

1) *Capacité concurrentielle améliorée et équilibre extérieur.*

En 1982, suivant la Commission des Communautés Européennes, le coût salarial unitaire par rapport aux 19 partenaires commerciaux, exprimé en monnaie commune, a baissé pour l'ensemble de l'économie de 11,8 %, soit 9,2 % à la suite des réalignements à l'intérieur du serpent monétaire européen de février et juin 1982 et 2,8 % par suite du recul des coûts relatifs du travail exprimés en monnaie nationale (2).

Jointe au changement de parité, la modération salariale a donc permis d'accélérer la tendance au redressement de la compétitivité/coûts de la Belgique, amorcée depuis 1978, mais de façon insuffisante comme indiqué plus haut.

L'inflexion est d'ailleurs plus marquée pour le secteur manufacturier (14,6 %) que pour l'économie prise dans son ensemble : suivant la même source, l'indice belge du coût salarial unitaire « manufacturier » n'atteindrait plus que 81,1 (1970 = 100) contre 115 pour l'Allemagne et 99,8 pour les Pays-Bas.

Cette restauration de la compétitivité/coûts s'est traduite dans une stabilisation du déficit de la balance commerciale à 247 milliards de francs (suivant les statistiques douanières), niveau de l'année antérieure. Toutefois une amélioration notable s'est développée au cours du second semestre.

Cette stabilisation du déficit commercial est le résultat d'une orientation positive du volume des exportations (+1,4 % contre +0,1 % en 1981) alors que le commerce mondial régressait et des valeurs unitaires à l'exportation (+14 % contre +9 % en 1981). Quant aux importations, la légère croissance en volume fut

(1) Le lecteur trouvera en annexe une synthèse des arrêtés royaux.
(2) « Economie Européenne », nº 15 de mars 1983 : les coûts salariaux relatifs s'entendent des coûts salariaux belges par unité produite comparés à la moyenne pondérée des coûts salariaux des 19 partenaires commerciaux.

compensée par une évolution favorable de leur prix due à la baisse des matières premières et des taux d'inflation dans les pays fournisseurs.

Elle se serait aussi accompagnée d'une certaine substitution des biens produits à l'intérieur, devenus relativement moins chers, aux biens importés.

L'excédent laissé par l'ensemble des opérations invisibles (services ...) se serait élargi.

Enfin les sorties de capitaux privés des résidents se sont réduites assez fortement par suite de la persistance (et même de l'accroissement) du différentiel d'intérêt à court terme en faveur des placements en FB et d'une plus grande préférence pour des placements en valeurs mobilières encouragés par la nouvelle législation belge sur la relance du capital à risque. La perte des réserves de change fut réduite à 38 milliards de francs en 1982 contre 96 milliards en 1981.

2) *Rentabilité des entreprises.*

A l'effritement continu pendant les années soixante-dix de la rentabilité des entreprises, a succédé une certaine amélioration. Les données bilantaires manquent encore mais suivant des estimations de la Banque Nationale dans son rapport sur l'exercice 1982, il y aurait un revirement favorable de l'excédent brut d'exploitation, sous l'effet d'un net élargissement entre le prix de vente et le coût par unité produite.

Il semble que les entreprises exportatrices aient davantage tiré parti de la dévaluation pour rétablir leurs marges bénéficiaires que pour accroître leurs parts de marchés, encore que le progrès de ces dernières ne fut pas négligeable.

L'amélioration de la rentabilité des entreprises est due, outre la maîtrise des coûts salariaux et la baisse du coût unitaire à l'importation, à la hausse des prix de vente (hors taxes) qui fut bien plus prononcée dans le secteur exportateur que dans le secteur des ventes intérieures handicapé par le recul du pouvoir d'achat et des débouchés.

Il est certain que les résultats publiés plus tard feront apparaître également les impacts des réductions des charges sociales, fiscales et financières ainsi que de l'amélioration de la productivité du travail (en particulier pour l'industrie manufacturière : +4,7 % contre 3,9 % en 1981).

La meilleure capacité bénéficiaire des entreprises en 1982 constitue donc le résultat d'une nouvelle réallocation des ressources nationales qui sera d'ailleurs poursuivie en 1983 et 1984.

3) *Production soutenue dans des circonstances difficiles.*

En opposition avec la baisse de production constatée en 1981 et 1980, le niveau de la production industrielle (sans la construction) a pu être maintenu en 1982 (+0,3 %).

En termes de stades de production, ce sont les biens de consommation qui ont soutenu ce niveau : la croissance en tant que groupe a atteint 3 % en moyenne, principalement sous l'influence des marchés étrangers, car la demande interne souffrit d'une contraction des débouchés. Les secteurs de l'alimentation, vêtements et chaussures et de l'assemblage de voitures furent les bénéficiaires du mouvement.

Par contre les biens d'investissement stagnèrent. La régression fut de 2 % pour les matières premières et biens intermédiaires où le recul des industries des métaux ferreux et sidérurgique fut particulièrement apparent (−20 %) à la suite de la crise internationale du secteur. Quoique la production des demis-produits fut assez étale en général, la reprise des métaux non ferreux et du plastique est importante cependant. Enfin les industries pétrolière et de la construction restèrent déprimées : cette dernière très profondément, puisque le volume des logements commencés tomba au tiers de son sommet de 1975-1976 et à la moitié de son trend compté sur 15 ans.

Elle continue à pâtir de causes structurelles (vieillissement de la population, préférence des ménages pour la construction rénovée...) aussi bien que conjoncturelles (revenu net actuel des ménages et incertitudes de l'avenir, stock élevé d'invendus, coût du crédit, taux de rendement en baisse).

L'état délabré des finances publiques retentit sur les travaux de génie civil et la construction sociale. La construction non résidentielle, par contre, s'est trouvée en face de nouvelles commandes qui lui assurèrent un volume supplémentaire d'activité de 1,5 % environ en 1982.

En tout, l'évolution de l'activité industrielle a été moins mauvaise que celle des principaux partenaires commerciaux et les prévisions des chefs d'entreprises sont devenues moins pessimistes vers la fin de l'année.

4) *La demande interne : progrès dans l'investissement mais marché intérieur déprimé.*

Sur base des comptes nationaux, l'année 1982 fut légèrement meilleure, +0,7 % contre −1,2 % en 1981. Une nouvelle baisse de la demande intérieure s'est trouvée neutralisée jusqu'à un certain point par l'effet positif des opérations extérieures de la Belgique. Alors que l'évolution des investissements en 1981 avait été nettement négative, (−13,5 % en volume), dès la fin de cette année un redressement se faisait jour. Initié dans les entreprises du secteur tertiaire, il s'est par la suite affirmé et étendu aux industries manufacturières. Pour l'ensemble des déclarants à la T.V.A. la progression des investissements de 1981 à 1982 atteint 12 % en valeur soit 9 % pour les entreprises industrielles (y compris les secteurs d'utilité publique et la construction) et 14 % pour les entreprises non industrielles. Si en valeur la reprise a été généralisée à la plupart des branches d'activité, elle ne se solde toutefois pas pour toutes en un accroissement en volume par rapport à l'année antérieure. Globalement cependant la formation brute de capital fixe (hormis la construction d'immeubles résidentiels) aura légèrement cru en volume en 1982.

Contrastant avec l'évolution manufacturière en 1981, les investissements dans le secteur manufacturier se sont particulièrement accrus en 1982. Certes le rôle joué par deux branches d'activité — la sidérurgie et la construction d'automobiles — a été déterminant pour les performances d'ensemble du secteur, cependant rares sont les industries qui n'ont pas connu une évolution favorable. Du côté du tertiaire doit être relevée l'augmentation des investissements dans le commerce de gros, les transports et communications, les banques, les investissements de crédit et les services aux entreprises.

Sans être expliquée par l'évolution de la demande, la progression des investissements en 1982 s'inscrit pour l'essentiel dans le mouvement d'adaptation de l'outil industriel aux nouvelles conditions internationales de la production ainsi que pour le secteur tertiaire, dans la recherche d'une productivité accrue et d'une réponse qualitativement adaptée aux exigences nouvelles des utilisateurs.

A la demande extérieure en progrès et à l'investissement qui se redressait a fait contrepoint un autre segment de la demande finale, important s'il en est, la consommation privée.

La modération salariale, la réduction de l'emploi, l'alourdissement des charges fiscales et parafiscales, et la diminution de certaines allocations sociales ont réduit le revenu réel disponible

des ménages. La diminution du taux d'épargne en a provisoirement amorti l'impact sur la consommation privée. Elle a été soutenue par deux vagues d'achat, l'une en mars pendant le blocage des prix et l'autre en décembre, en anticipation du relèvement des taux de T.V.A. en janvier 1983; sauf pendant ces deux périodes, les achats se sont constamment ralentis au fur et à mesure de l'année.

Les biens durables ont pâti de cette évolution : les automobiles et biens d'équipement des ménages sont en recul en volume. Les ventes de biens de consommation courante se sont maintenues, connaissant une stagnation réelle; quant à la consommation de services, elle a continué à s'accroître à un taux modéré.

C'est en fin d'année que la perception de la réduction du niveau de vie devait être la plus sensible puisque, si on enregistre une baisse moyenne de plus de 2 % du pouvoir d'achat de la masse salariale en 1982, à la fin de l'année, ce taux était de 4,5 % par rapport au même mois de l'année précédente. Le très fort recul des achats, enregistré au début 1983, en témoigne.

Enfin, la hausse des prix à la consommation a été supérieure en 1982 (8,7 % contre 7,6 % en 1981) alors que dans la plupart des autres pays la hausse s'est ralentie. Compte tenu de l'effet de renchérissement des importations lié à la dévaluation, elle apparaît comme ayant été bien maîtrisée.

Le blocage des prix à leur niveau du 15 février jusqu'au 31 mai comportait la possibilité d'exemptions sélectives à partir du 1er avril, en fonction des « nécessités économiques ». A la fin du mois de mai, le blocage sélectif a été prolongé jusqu'à la fin de 1982 comportant la possibilité d'exclusion pour les petites et moyennes entreprises et la limitation des marges de profit en valeur absolue.

La hausse comporta d'importantes augmentations des produits alimentaires dues notamment aux prix de production des produits agricoles, aux décisions prises en 1982 par la Communauté Economique Européenne dans le cadre de la politique agricole commune et à la double dévaluation du franc vert en mai et octobre 1982. Les produits non alimentaires autres qu'énergétiques et les services subirent l'effet résiduel de l'opération Maribel de la majoration des droits d'accises et du relèvement de certains tarifs publics.

3. — *Les ombres : finances publiques et emploi.*

Dans le domaine des finances publiques, l'objectif budgétaire fixé pour 1982, soit un solde net à financer de 464 milliards de

francs n'a pas été atteint : les résultats de caisse du Trésor font état d'un solde net déficitaire de 519,3 milliards de francs (13,5 % du P.N.B. contre 12,7 % en 1981).

Mais pourtant un point de retournement a été atteint : le rythme de croissance du déficit budgétaire s'est fort ralenti en 1982 par comparaison avec celui des années 1981 et 1980. Pour l'ensemble des Pouvoirs publics, sur base des données partielles déjà disponibles, une tendance identique semble se dessiner; exprimé en pour-cent du P.N.B., le déficit de l'ensemble des pouvoirs publics pourrait même s'être stabilisé.

La part des dépenses courantes et de capital de l'ensemble des Pouvoirs publics en pourcentage du produit national brut continue de croître (64,9 % du P.N.B. en 1982 contre 63,2 % en 1981 d'après les estimations contenues dans le rapport 1982 de la Banque Nationale). En particulier, les dépenses courantes de 1982 accusent une augmentation moyenne de 10 % relativement à 1981 dont 28 % pour les charges de la Dette, 13 % pour les dépenses de chômage et de promotion de l'emploi, 7 % pour les autres prestations de sécurité sociale, 6,4 % pour les traitements et pensions et 5 % pour les subventions aux entreprises.

Mises à part les charges d'intérêt influencées par le déficit structurel et les taux d'intérêt élevés auxquels les emprunts ont été antérieurement contractés, les autres catégories de dépenses courantes marquent une stabilisation à l'intérieur du P.N.B. grâce aux nombreuses mesures de modération des revenus et d'économie mises en application par le gouvernement.

Il ne fait pas de doute que le poids de la Dette publique du Pouvoir central devient très préoccupant (80 % du P.N.B., dont 17 % en devises) et ce d'autant plus qu'à partir de 1978 elle doit être financée partiellement à l'étranger. La création interne de monnaie a cependant pu être réduite en 1982 (48,2 % du déficit annuel contre 63 % en 1981) grâce à des émissions plus substantielles d'obligations publiques sur le marché belge. C'est un signe de regain de confiance des épargnants pour les placements en francs belges.

La politique monétaire a accompagné la détente des taux d'intérêt internationaux et ce tant pour le court que pour le long terme, de sorte qu'à fin 1982 le taux d'escompte avait pu être ramené à 11,5 % (15 % à fin 1981) et la structure normale des taux restaurée.

Toutefois l'écart entre taux des placements en francs belges et en monnaies fortes a été plus élevé en 1982 qu'en 1981. Dès après le second réalignement des monnaies au sein du S.M.E., la confiance dans la devise belge s'est cependant accrue.

La stabilisation de la production industrielle n'a pu empêcher la diminution de l'emploi dans ce secteur, mais cette diminution s'affaiblissait au second semestre; le chômage partiel se résorbait avant de reprendre quelque vigueur en fin d'année. Des modifications dans les conditions techniques — introduction de nouveaux équipements — et économiques — mise en faillite des unités les moins performantes — de la production expliquent pour l'essentiel cette nouvelle réduction de l'emploi industriel. En outre, des phénomènes de rationalisation de l'organisation du travail, de pression du chômage sur les actifs et d'absence de réduction des heures de travail pouvaient constituer des arbitrages en faveur d'une élévation supplémentaire de la productivité plutôt qu'au recours à l'embauche.

La forte dépression de la demande de logements et la diminution du volume des travaux publics ont eu des effets immédiats fort marqués sur l'emploi dans le secteur de la construction en 1981 et 1982.

Le tarissement de la création d'emplois dans le secteur tertiaire s'est confirmé, pour aboutir à une croissance zéro dans le secteur public en fin d'année et à un recul dans le secteur tertiaire privé.

Les composantes de la demande d'emploi n'ont pas accru leur pression sur le chômage, la population en âge de travailler s'accroissant d'un même montant que l'année précédente et le taux d'activité globale diminuant dans la même mesure qu'en 1981.

Le chômage complet au sens large s'est ainsi accru de 80 000 personnes environ, dont 65 000 chômeurs complets indemnisés en moyenne pour 1982. Cette dernière donnée représente un taux de chômage moyen de 11 % par rapport à la population active.

Le chômage des hommes a augmenté dans une proportion nettement plus élevée que celui des femmes, tandis que la quasi-totalité de l'accroissement du chômage complet indemnisé est imputable à la série des chômeurs d'aptitude normale. Par tranche d'âge, c'est la catégorie de 25 à 40 ans qui enregistre la croissance la plus forte. Ces caractéristiques étaient déjà celles de l'évolution des deux années précédentes et différencient quelque peu la période récente de l'évolution antérieure.

L'augmentation a été généralisée dans tous les secteurs d'activité avec des pointes relevées pour la construction, les services, le commerce, les transports et communications et les fabrications métalliques.

4. — *Conclusion.*

En 1982, les Etats-Unis connurent la plus profonde récession (−1,8 % du P.N.B. en volume) de l'après-guerre; leur compétitivité se dégrada suite à la vive hausse du dollar de janvier à novembre 1982 et à une baisse de productivité. L'Europe enregistra globalement une stagnation et le Japon une croissance amoindrie (+2,5 %).

L'aggravation de la récession dans les économies industrielles, la disparition des excédents antérieurs des pays de l'O.P.E.P., les difficultés financières rencontrées par nombre de pays en voie de développement, par des nouveaux pays industrialisés et dans quelques pays à commerce d'Etat, de même que la montée des mesures protectionnistes dans la majorité des Etats, ont causé une restriction des échanges commerciaux mondiaux.

L'évolution divergente des performances des pays de la C.E.E. entraîna tout naturellement des déséquilibres sur le marché des changes, provoquant les réalignements de février et juin 1982 au sein du système monétaire européen. Ces disparités reflétaient notamment le manque de convergence des politiques économiques de ces pays.

A partir de la fin de l'année, cependant, la conjoncture internationale montre des signes d'amélioration, tant aux Etats-Unis que dans certains pays de la Communauté Européenne : la baisse des taux d'intérêt et des prix du pétrole, le ralentissement de l'inflation, l'amélioration des balances des paiements et la volonté d'une meilleure allocation des dépenses publiques constituent autant de conditions favorables à une sortie de la dépression.

La Belgique reste très dépendante de cet environnement et de son évolution.

L'année 1982 laisse l'image d'une évolution économique plus conforme au rétablissement des grands équilibres macroéconomiques. Le déficit extérieur de la balance des paiements courants s'est résorbé et celui des finances publiques stabilisé.

Les autres éléments marquants de l'évolution furent : la redistribution du revenu national au profit des entreprises dont le surplus s'est accru en 1982 et au détriment des ménages dont le

revenu disponible a baissé la même année; une évolution des prix à la consommation qui n'a pas accusé de dérapage mais plutôt un palier dans une tendance à la baisse; enfin, une modification de nature plus psychologique, c'est-à-dire un certain changement de climat chez les dirigeants d'entreprises.

Ces divers éléments ont eu pour conséquences une stabilisation du niveau de l'investissement des entreprises, tandis que la construction de logements a poursuivi sa chute. La consommation privée connaît une stabilisation. L'épargne brute de la nation s'est redressée principalement par la reconstitution des bénéfices des entreprises.

Ils n'ont eu que peu de répercussion sur l'emploi qui a continué à se détériorer, cependant que la diminution des postes de travail dans l'industrie semblait se ralentir en fin d'année.

*
* *

MESURES DE POLITIQUE ECONOMIQUE

En décidant le 22 février, de dévaluer la monnaie de 8,5 % et en prenant par après des mesures dans le cadre de la loi sur les pouvoirs spéciaux du 2 février 1982, le gouvernement s'est efforcé avant tout de freiner les déficits du budget de l'Etat et de la balance des paiements, d'encourager les investissements des entreprises et de favoriser leur position concurrentielle. Les 192 arrêtés royaux, promulgués en 1982 en exécution de la loi sur les pouvoirs spéciaux, ont apporté des modifications assez profondes à la vie socio-économique de la Belgique; ils se rapportent à toute une série de secteurs, dont le secteur public et les institutions parastatales, l'enseignement, les salaires, pensions et allocations familiales, les entreprises, la législation sociale et fiscale, etc. Cinquante arrêtés royaux environ ont pour but l'assainissement du secteur de l'enseignement, tandis qu'une quarantaine d'autres visent le même objectif pour les institutions parastatales et les services publics. Environ 25 arrêtés sont destinés à favoriser l'emploi et autant d'autres la stimulation de l'activité des entreprises ainsi que leur position concurrentielle.

Les arrêtés s'afférant à l'emploi, visent notamment, une exonération temporaire des cotisations patronales lors du recrutement de jeunes chômeurs et une réduction de ces cotisations lors du recrutement d'un premier travailleur; la législation sociale existante est adaptée en vue d'encourager le travail à temps partiel; le chômage est combattu par l'octroi d'une prépension de retraite aux travailleurs masculins à partir de 60 ans; pour les services publics, un troisième circuit de travail est instauré, de même qu'un Fonds budgétaire interdépartemental pour la promotion de l'emploi dans le secteur non marchand.

Dans les services publics, des restrictions plus sévères sont imposées en matière de cumul d'activités professionnelles; en outre, il leur est imposé des critères plus sévères pour le recrutement de personnel. Il sera tenté également d'améliorer les structures administratives par une promotion de la mobilité des fonctionnaires.

Les institutions d'utilité publique sont tenues à diminuer d'un certain pourcentage leurs frais de fonctionnement et le coût du personnel. De plus, les subventions aux institutions déficitaires sont réduites et elles doivent, au plus tard au 31 décembre 1989, rétablir l'équilibre entre les recettes et les dépenses. Une autre décision

importante du gouvernement est l'octroi, aux communes, d'une plus grande autonomie financière, avec comme règle de droit, qu'à partir de l'année budgétaire 1988, les budgets communaux ne peuvent en aucun cas présenter encore des soldes déficitaires. Le secteur de l'enseignement, lui aussi, a fait l'objet d'une série considérable de restrictions budgétaires importantes.

Enfin, une série de mesures spécifiques ont été prises en faveur des entreprises, dans le but, comme dit plus haut, d'améliorer leur position concurrentielle et de promouvir de nouveaux investissements. Certaines d'entre elles présentent même une influence stimulante pour l'emploi; c'est le cas, notamment, de la provision exonérée d'impôt pour le passif social dans le cas d'embauche de travailleurs supplémentaires. Parmi les autres mesures, dont il est espéré qu'elles auront à court ou à plus long terme une répercussion favorable sur la vie économique, il y a encore lieu de citer : la réduction du taux de l'impôt des sociétés; la déduction pour investissement permettant aux entreprises de diminuer leurs bénéfices imposables d'un certain pourcentage du prix d'acquisition ou de fabrication des nouveaux investissements; les revenus distribués aux actions ou aux parts représentatives de sociétés constituées ou procédant à des augmentations de capital sont, dans certaines conditions, exclus des bénéfices sociaux imposables à l'impôt des sociétés; des zones d'emplois seront créées et réservées à de nouvelles entreprises industrielles; celles-ci seront temporairement exonérées de l'impôt des sociétés, à condition qu'elles occupent dans les deux ans un certain nombre de travailleurs; la création de centres de coordination qui bénéficient de l'exonération d'impôt sur leur gains et, enfin, une exonération temporaire ou une réduction des cotisations patronales dans le cas de l'embauche de jeunes chômeurs ou d'un premier travailler (déjà cité ci-avant).

*
* *

PREMIERE PARTIE

POPULATION ET EMPLOI

CHAPITRE PREMIER

POPULATION

Au 31 décembre 1982, la population de la Belgique comprenait 9 858 086 personnes, soit 3 497 personnes de plus qu'au 31 décembre 1981. Il faut attirer ici l'attention du lecteur sur le fait que ces nouvelles données sont établies sur la base de la population enregistrée par le recensement de 1981. La population totale mentionnée ne se compare dès lors pas à celle de 9 867 953 personnes précédemment établie, mais aux 9 854 589 personnes recensées au 31 décembre 1981 après le recensement de mars 1981.

L'accroissement de population très limité, relevé pendant l'année 1982, suit la tendance des années 1978, 1980 et 1981. Les causes de cette évolution démographique sont un solde migratoire négatif, phénomène initié en 1978, et un nombre de naissances assez bas, tandis que le nombre de décès n'a guère varié. On peut rappeler ici que l'exactitude de la donnée doit être relativisée; en effet le solde des migrations intérieures devrait être nul et il ne l'est pas; or, il arrive que les faibles mouvements de population actuellement relevés soient d'un niveau comparable à cette erreur. Ce sont plutôt donc les ordres de grandeur des mouvements qu'il faut retenir. De 1971 à 1975, on enregistrait encore des mouvements de population de l'ordre de 25 000 à 45 000 personnes ou de 2,5 à 4,5 pour mille, tandis que depuis on tend vers une stagnation.

Le taux de natalité, en baisse constante depuis les années 60, était légèrement remonté de 1976 à 1981; il baisse à nouveau en 1982, atteignant 12,22 ‰ contre 12,64 ‰ l'année précédente. Le taux de mortalité reste assez stable.

En tout état de cause, le faible accroissement de la population en 1982 est dû entièrement à l'accroissement naturel, qui lui-même est assez bas.

Tant les soldes migratoires que les mouvements naturels, sont négatifs en Wallonie et à Bruxelles tandis que, contrairement à l'année précédente, la Flandre retrouve un solde migratoire positif. Cette région connaît toujours un excès des naissances sur les décès, de l'ordre de 11 000 personnes environ. Ces différences régionales sont plus dues aux écarts entre taux de mortalité qu'entre ceux de natalité, supérieurs à 2 ‰ pour les premiers et à seulement 0,3 ‰ pour les seconds.

L'ordre des taux de natalité et de mortalité par provinces et arrondissements ne se modifie guère. Les premiers sont toujours les plus élevés dans le Limbourg, le Luxembourg et le Namurois, tandis que les seconds sont les plus bas dans le Limbourg, la province d'Anvers et la Flandre occidentale. La natalité est la plus basse dans les provinces de Liège et du Hainaut, deux provinces où les taux de mortalité sont aussi les plus élevés. L'examen par arrondissement souligne toujours les natalités les plus élevées dans les trois arrondissements du Limbourg, de Turnhout, de Verviers, de Marche-en-Famenne et d'Arlon, et les mortalités les plus fortes dans les arrondissements de Huy, Waremme, Tournai, Ath, Soignies, Bastogne et seulement de Gand en région flamande.

*
* *

Naissances, décès, accroissement démographique et population totale

PERIODE	Naissances	Décès	Accroissement de la population			Effectif de la population (a)
			Naturel	Migratoire	Total	
1971	139 104	118 853	20 251	24 184	44 435	9 695 379
1972	134 437	116 743	17 694	13 777	31 471	9 726 850
1973	129 425	118 313	11 112	18 628	29 740	9 756 590
1974	123 155	116 039	7 116	24 542	31 658	9 788 248
1975	119 273	119 273	—	24 904	24 904	9 813 152
1976	120 472	118 765	1 707	8 443	10 150	9 823 302
1977	121 523	112 208	9 315	4 796	14 111	9 837 413
1978	121 983	115 060	6 923	− 2 682	4 241	9 841 654
1979	123 658	112 156	11 502	1 954	13 456	9 855 110
1980	124 794	114 364	10 430	− 2 166	8 264	9 863 374
1981	124 827	113 308	11 519	− 6 940	4 579	9 867 953 (b)
1982	120 451	112 506	7 945	− 4 448	3 497	9 858 086 (b)

Source : Institut National de Statistique.

(a) Population calculée sur la base du recensement de 1970. Etablie au 31 décembre.
(b) Sur base du recensement de 1981, la population au 31 décembre 1981 était de 9 854 589 personnes. De fin 1981 à fin 1982, il y a donc toujours un accroissement et non une diminution comme le laisserait apparaître la dernière colonne.

Mouvement de la population en 1982

REGION	Naissances (a)		Décès (a)		Soldes			Situation au 1er janvier 1982	Situation au 1er janvier 1983
					Accroissement naturel	Solde migratoire	Accroissement total		
	Chiffres absolus	‰ (b)	chiffres absolus	‰ (b)	Chiffres absolus	Chiffres absolus	Chiffres absolus	Chiffres absolus	Chiffres absolus
Anvers	*11 088*	*12,05*	*10 464*	*11,38*	*+ 624*	*+ 2 440*	*+ 3 064*	*916 780*	*919 844*
Malines	*3 548*	*12,08*	*3 351*	*11,41*	*+ 197*	*+ 594*	*+ 791*	*292 910*	*293 701*
Turnhout	*4 810*	*13,23*	*2 855*	*7,85*	*+ 1 955*	*+ 344*	*+ 2 299*	*361 402*	*363 701*
Anvers	**19 446**	**12,33**	**16 670**	**10,57**	**+ 2 776**	**+ 3 378**	**+ 6 154**	**1 571 092**	**1 577 246**
Bruxelles-Capitale	*11 863*	*11,98*	*12 853*	*12,98*	*− 990*	*− 3 907*	*− 4 897*	*994 774*	*989 877*
Hal-Vilvorde	*5 877*	*11,32*	*5 629*	*10,84*	*+ 248*	*− 114*	*+ 134*	*518 962*	*519 096*
Louvain	*4 932*	*11,80*	*4 281*	*10,24*	*+ 651*	*+ 995*	*+ 1 646*	*416 299*	*417 945*
Nivelles	*3 420*	*11,61*	*2 977*	*10,11*	*+ 443*	*+ 1 083*	*+ 1 526*	*292 939*	*294 465*
Brabant	**26 092**	**11,75**	**25 740**	**11,47**	**+ 352**	**− 1 943**	**− 2 295**	**2 222 974**	**2 221 383**
Ath	*847*	*11,00*	*1 078*	*14,00*	*− 231*	*− 18*	*− 249*	*77 264*	*77 015*
Charleroi	*5 249*	*11,98*	*5 764*	*13,16*	*− 515*	*− 2 411*	*− 2 926*	*441 040*	*438 114*
Mons	*3 040*	*11,94*	*3 327*	*13,07*	*− 287*	*− 1 224*	*− 1 511*	*256 025*	*254 514*
Mouscron	*877*	*12,06*	*908*	*12,49*	*− 31*	*− 44*	*− 75*	*72 769*	*72 694*
Soignies	*1 975*	*11,86*	*2 266*	*13,61*	*− 291*	*− 172*	*− 463*	*166 952*	*166 549*
Thuin	*1 637*	*11,56*	*1 855*	*13,10*	*− 218*	*+ 450*	*+ 232*	*141 378*	*141 610*
Tournai	*1 646*	*11,66*	*1 988*	*14,09*	*− 342*	*+ 165*	*− 177*	*141 291*	*141 114*
Hainaut	**15 271**	**11,82**	**17 126**	**13,26**	**− 1 855**	**− 3 254**	**− 5 109**	**1 296 719**	**1 291 610**
Huy	*1 065*	*11,92*	*1 282*	*14,35*	*− 417*	*+ 888*	*+ 471*	*88 645*	*89 316*
Liège	*6 632*	*11,08*	*7 940*	*13,27*	*− 1 308*	*− 2 769*	*− 4 077*	*602 637*	*598 560*
Verviers	*3 298*	*13,36*	*2 849*	*11,54*	*449*	*+ 493*	*+ 942*	*245 859*	*246 801*
Waremme	*653*	*10,72*	*866*	*14,22*	*− 213*	*+ 246*	*+ 33*	*60 866*	*60 899*
Marseille	*2 972*	*15,61*	*1 151*	*6,04*	*+ 1 821*	*− 705*	*+ 1 116*	*[illegible]*	*[illegible]*

Tongres	2 411	13,59	1 563	8,81	+ 848	− 246	+ 602	176 819	177 352
Limbourg	**10 539**	**14,56**	**5 374**	**7,42**	**+ 5 165**	**− 1 830**	**+ 3 335**	**720 766**	**724 032**
Arlon	629	13,37	520	11,05	+ 109	− 396	− 287	47 334	47 047
Bastogne	471	12,94	502	13,79	− 31	+ 100	+ 69	36 322	36 391
Marche-en-Famenne	663	15,33	551	12,74	+ 112	+ 138	+ 250	43 003	43 253
Neufchâteau	679	13,10	632	12,20	+ 47	+ 135	+ 182	51 636	51 818
Virton	567	12,81	536	12,11	+ 31	+ 102	+ 133	44 142	44 275
Luxembourg	**3 009**	**13,51**	**2 741**	**12,30**	**+ 268**	**+ 79**	**+ 347**	**222 437**	**222 784**
Dinant	1 188	13,27	1 115	12,45	+ 73	+ 306	+ 379	89 152	89 531
Namur	3 406	13,03	3 239	12,39	+ 167	+ 27	+ 194	261 292	261 486
Philippeville	689	11,94	679	11,76	+ 10	+ 24	+ 34	57 690	57 724
Namur	**5 283**	**12,93**	**5 033**	**12,31**	**+ 250**	**+ 357**	**+ 607**	**408 134**	**408 741**
Alost	2 975	11,36	2 933	11,20	+ 42	− 641	− 599	262 368	261 769
Termonde	2 147	11,82	2 027	11,16	+ 120	+ 241	+ 361	181 306	181 667
Eeklo	867	10,83	881	11,00	− 14	+ 13	− 1	80 082	80 081
Gand	5 770	11,89	5 717	11,78	− 53	− 364	− 417	485 696	485 385
Audenarde	1 245	11,09	1 491	13,28	− 246	+ 101	+ 145	112 402	112 257
Saint-Nicolas	2 681	12,70	2 271	10,76	+ 410	+ 3	+ 413	210 693	211 106
Flandre orientale	**15 685**	**11,77**	**15 320**	**11,50**	**+ 365**	**− 647**	**− 282**	**1 332 547**	**1 332 265**
Bruges	3 076	12,00	2 509	9,78	+ 567	+ 691	+ 124	255 166	256 424
Dixmude	579	12,21	506	10,67	+ 73	− 200	− 127	47 565	47 438
Ypres	1 328	12,76	1 162	11,16	+ 166	− 119	+ 47	104 042	104 089
Courtrai	3 568	13,09	2 980	10,93	+ 588	− 36	+ 552	272 038	272 590
Ostende	1 533	11,50	1 537	11,53	− 4	+ 210	+ 206	133 142	133 348
Roulers	1 733	12,65	1 358	9,91	+ 375	− 509	− 134	137 126	136 992
Tielt	1 059	12,48	948	11,17	+ 111	− 11	+ 100	84 740	84 840
Furnes	602	12,37	565	11,61	+ 37	+ 528	+ 565	48 094	48 659
Flandre occidentale	**13 478**	**12,43**	**11 565**	**10,67**	**+ 1 913**	**+ 554**	**+ 2 467**	**1 081 913**	**1 084 380**
Bruxelles-Capitale	**11 863**	**11,98**	**12 853**	**12,98**	**− 990**	**− 3 907**	**− 4 897**	**994 774**	**989 877**
Région flamande	**69 957**	**12,37**	**58 839**	**10,40**	**+11 118**	**+ 2 336**	**+13 454**	**5 641 579**	**5 655 033**
Région wallonne	**38 631**	**12,02**	**40 814**	**12,70**	**− 2 183**	**− 2 877**	**− 5 060**	**3 218 236**	**3 213 176**
dont : rég. de langue allemande									
Le Royaume	**120 451**	**12,22**	**112 506**	**11,41**	**+ 7 945**	**− 4 448**	**+ 3 497**	**9 854 589**	**9 858 086**

(a) Non compris les mort-nés et les autres enfants présentés sans vie.
(b) Calculé par rapport à la population totale au 1er janvier 1983.

Source : Institut National de Statistique.

CHAPITRE II

EMPLOI ET CHOMAGE

SECTION I. — EMPLOI

En Belgique tout comme dans les pays de la Communauté européenne, l'évolution de l'emploi et du chômage a été en 1982 assez semblable à celle enregistrée l'année précédente. Cette constatation est d'ailleurs valable pour la plupart des indicateurs économiques dans une majorité de pays; on pourrait parler d'une seule évolution typique de l'activité initiée en 1980 et qui s'est poursuivie jusqu'en 1983, avec quelques velléités insignifiantes de hausses à certains moments comme à la fin de 1981 ou à la fin de 1982.

Presque trois années de stagnation conjoncturelle ne pouvaient manquer d'affecter profondément l'emploi, le chômage, leur montant, leur progression et leur structure, et ce de manière plus grave et plus irréversible encore que ce qui s'est passé en 1975.

Si l'évolution est appréciée à partir des mouvements de l'emploi et du chômage ainsi que du niveau des taux de chômage, on constate que l'emploi total a fortement baissé en 1981 et 1982 dans la Communauté, soit de 1,5 et 1,1 % respectivement. Les pays les plus atteints furent le Royaume-Uni, la Belgique et le Danemark en 1980, les mêmes et les Pays-Bas en 1981, tandis qu'en 1982 la République fédérale d'Allemagne enregistrait à son tour, et avec quelque retard sur ses partenaires européens, une très forte perte d'emplois.

Au cours des deux années, les pays les plus touchés auront été le Royaume-Uni et la Belgique; les croissances les plus fortes du chômage (1) en 1982 ont été enregistrées au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et en Allemagne. Les taux de chômage ont naturellement enregistré cette évolution puisqu'ils ont été multipliés en deux années et demi par 2,5 aux Pays-Bas, par 2 au Royaume-Uni et en Allemagne, évolutions vraiment impressionnantes. La Belgique est passée de 9,4 à 13,9 %; l'évolution paraît moins forte mais elle l'est tout autant car elle partait d'un niveau de chômage nettement plus élevé, qui reste d'ailleurs le record de la Communauté européenne.

(1) D'après les définitions retenues par la Communauté européenne.

Pour l'ensemble de la Communauté, le chômage enregistré est ainsi passé d'une moyenne de 6,8 millions de personnes en 1980 à 11,5 millions à fin 1982.

Ces évolutions ont aussi modifié la structure de l'emploi et les parts respectives des grands secteurs dans l'emploi total. La part de l'industrie manufacturière est passée, en Europe, de 30,3 % en 1973 à 26,6 % en 1981. La Belgique ainsi que les Pays-Bas sont les plus frappés par le phénomène. L'Allemagne, la France et surtout l'Italie enregistrent des baisses beaucoup plus limitées. Les petits pays sont les plus atteints. Au Royaume-Uni, la baisse de l'emploi industriel est antérieure à 1974. Dans le secteur de l'agriculture, la sylviculture et la pêche, la Belgique a aussi enregistré le taux moyen le plus élevé de baisse de l'emploi de toute la Communauté européenne. Quant aux services, la Belgique vient en deuxième place, après l'Italie, pour la croissance de l'emploi dans ce secteur; cette croissance s'est surtout manifestée, pour notre pays, dans la restauration, les administrations publiques et les services non marchands, sous-secteurs où les taux de croissance de l'emploi sont les plus élevés de la Communauté. Il peut être fragile et problématique que cette évolution repose essentiellement sur un financement public; l'appréciation doit cependant tenir compte aussi de la contribution de ces nouveaux emplois à la création nette de richesses.

La désindustrialisation et la tertiarisation sont les caractéristiques communes à la majorité des économies européennes, mais elles ont été particulièrement vives en Belgique.

Le recul de l'emploi salarié en Belgique a atteint 43 558 personnes au 30 juin 1982 par rapport au 30 juin 1981, selon les statistiques de l'O.N.S.S. Cette évolution globale est inférieure à celle enregistrée la période précédente (1), mais elle reste à un niveau élevé, et elle est supérieure à tout ce qui a été enregistré précédemment, hormis 1981. En pourcentages, cela fait −1,5 % contre −1,7 % l'année antérieure.

Ce résultat est le solde de différents mouvements et, à ce niveau il faut enregistrer, depuis le courant de l'année 1981, une modification par rapport aux tendances antérieures. En effet, les pertes d'emploi ont été relativement constantes dans l'industrie depuis 1975, avec des amplitudes différentes selon les années; il est relevé chaque année au mois de juin des niveaux inférieurs à ceux des années précédentes d'un ordre variant de 25 000 à 50 000 (sauf en juin 1975 et 1980, avec −67 000 et −19 000). Mais depuis deux ans sont venus s'ajouter la très forte régression de l'emploi dans la construction d'une part, le début d'une décroissance de l'emploi dans le tertiaire privé ensuite et enfin la plus faible croissance de l'emploi dans le secteur public qui débouche sur une stagnation à fin 1982.

(1) Les périodes sous revue vont toujours du 30 juin d'une année à la même date de l'année suivante. Sauf mention contraire, il en sera toujours ainsi dans ce chapitre.

Evolution de l'emploi O.N.S.S. au 30 juin

SECTEURS	1979/1978	1980/1979	1981/1980	1982/1981	1982/1974
Industrie (a)	−24 361	−18 613	−46 973	−30 961	−310 225
Bâtiment et génie civil	+ 1 390	− 8 913	−28 510	−22 304	− 56 529
Tertiaire privé	+18 685	+ 9 734	− 8 637	− 1 887	+ 65 647
Secteur public	+25 361	+17 458	+ 4 594	+11 934	+161 603

Sources : Office National de Sécurité Sociale.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Au sens strict, c'est-à-dire sans « Energie et eau ».

Les caractéristiques de l'évolution sont quasi semblables en 1982 et en 1981, le niveau de dégradation étant moins fort l'année écoulée.

Toutes les séries relatives au secteur privé continuent à baisser; une mutation est à relever ici : alors que l'emploi intellectuel féminin dans le secteur tertiaire privé avait encore très légèrement augmenté en 1981, il commence à régresser l'année suivante. Seul enregistrait encore une hausse en 1982 l'emploi intellectuel dans le secteur public; cela se localisait dans l'administration générale, l'enseignement, la santé, et les autres services sociaux. Cependant cela ne se poursuivait en principe pas au second semestre de 1982 et au-delà, au vu des mesures gouvernementales, de la situation des finances publiques de l'Etat central et des administrations locales.

Evolution de l'emploi O.N.S.S. au 30 juin

SECTEURS	1979/1978	1980/1979	1981/1980	1982/1981	1982/1974
Secteur privé	− 6 274	−18 736	−84 872	−55 492	−312 888
Secteur public	+37 909	+17 458	+ 4 594	+11 934	+164 266
dont : C.S.T.	+20 525	+ 2 288	− 8 003	− 3 700 (a)	
hors C.S.T.	+17 384	+15 170	+12 597	+15 634 (a)	

Sources : Office National de Sécurité Sociale.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Estimation.

Afin d'avoir une appréciation plus juste de l'évolution de l'emploi dans le secteur public, le nombre de personnes occupées dans un cadre spécial temporaire du secteur public a été défalqué.

Dans l'évolution de l'emploi public ces dernières années, l'Etat central et les communes ont pris une part quasi identique, avant l'enseignement. En pourcentage, la croissance a été la plus forte pour les communes et les provinces; au sein de celles-ci, ce sont l'administration générale, les C.P.A.S. et les « autres services » qui contribuent le plus à cette croissance. Les « autres services » de l'Etat central ainsi que l'enseignement libre ont connu une augmentation de personnel soutenue. Ces rubriques sont précisément celles dans lesquelles un coup de frein a été donné au milieu de 1982 ou le sera en 1983, périodes non encore couvertes par les données disponibles.

L'industrie a perdu ou supprimé 31 000 emplois en 1982 (1), soit 3,8 %. La perte est toujours plus forte en montant absolu chez les hommes et en pourcentage chez les femmes, et dans les deux approches pour les travailleurs manuels. En deux ans, c'est ainsi 78 000 postes de travail qui ont disparu.

Une caractéristique de l'évolution récente est l'inversion, par rapport aux tendances passées, du classement des pertes d'emplois d'après les trois grandes subdivisions de l'industrie.

Evolution de l'emploi O.N.S.S. dans l'industrie (a)

GROUPES D'INDUSTRIES	1981/1980	1982/1981	1982/1974
Industrie transformatrice des métaux, mécanique de précision	−5,7 %	−5,0 %	−23,2 %
Extraction et transformation de minéraux non énergétiques et dérivés, industrie chimique	−5,4 %	−3,7 %	−26,6 %
Autres industries manufacturières	−5,1 %	−3,1 %	−32,7 %

Sources : Office National de Sécurité Sociale.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Au sens strict, c'est-à-dire sans « Energie et eau ».

Alors que les « autres industries manufacturières » ont connu, en pourcent, la plus forte régression d'emplois jusqu'à 1981, ces deux dernières années ce sont les fabrications métalliques, mécaniques et électriques qui prennent la tête du classement.

Un examen plus détaillé par sous-secteurs révèle la poursuite des tendances pour une série d'entre eux. Les plus mal-portants ont continué leurs pertes d'emplois : le cuir, la chaussure, l'habillement, le textile, le verre et les ouvrages en métaux.

(1) L'industrie au sens strict, c'est-à-dire sans « Energie et eau ».

L'industrie des produits minéraux non métalliques enregistre des reculs d'emplois considérables, −11,5 % en 1981 et −10,5 % en 1982, en liaison avec la crise de la construction.

La métallurgie, le bois et le papier connaissent des diminutions moins fortes, dans la moyenne de l'ensemble.

Enfin, l'automobile et les matériels de transport, la chimie, l'industrie des produits alimentaires et celle des matières plastiques ont connu les plus faibles pertes d'emploi sur l'ensemble de la période. Ce mouvement s'est poursuivi en 1981 (sauf pour l'automobile et les matériels de transport, qui enregistraient −5,3 % cette année là) et en 1982, année où une légère hausse de l'emploi est même enregistrée dans l'industrie des produits alimentaires (+0,3 %).

Sur l'ensemble de la période de 1974 à 1982, 200 000 hommes et 110 000 femmes ont perdu leur emploi dans l'industrie, soit 25 % et 37 % respectivement. C'est essentiellement d'ouvriers qu'il s'agit, 280 000, pour 30 000 employés. Ce sont les pertes d'emplois manuels féminins qui ont été proportionnellement les plus fortes, puisqu'elles s'élèvent à 43 %; ce dernier phénomène est le plus accusé dans le textile, l'habillement et la construction électrique et électronique, où un emploi féminin sur deux a été perdu.

L'écart entre les pertes d'emploi chez les hommes et chez les femmes s'est resserré ces deux dernières années, les pertes d'emploi frappant plus qu'auparavant des secteurs où la proportion de main d'œuvre masculine est plus forte.

Dans le *tertiaire privé*, le recul de l'emploi a commencé dans le courant de l'année 1980.

Evolution de l'emploi O.N.S.S. au 30 juin dans le tertiaire privé

SECTEURS	1980/1979	1981/1980	1982/1981	1982/1974
Commerce, restauration et hébergement, réparations	+1 255	−7 741	−3 032	+ 707
Transports et communications	+ 56	−2 293	− 285	+ 302
Institutions de crédit, assurances, services entreprises, locations	+3 869	−1 919	−1 046	+15 356
Autres services	+4 554	+3 316	+2 476	+49 282

Sources : Office National de Sécurité Sociale.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

La hausse de l'emploi dans cette branche s'est poursuivie en 1975, 1976, et 1977 et s'est ralentie en 1978 et 1979. Le recul constaté depuis lors a commencé plus tôt et est plus fort pour les hommes que pour les femmes. Pour le premier sous-secteur,

Evolution de l'emploi O.N.S.S. (a)

TRIMESTRES	Total		Travailleurs manuels		Travailleurs intellectuels		Industrie	
	nombre	%	nombre	%	nombre	%	nombre	%
Mars 1980	+21 555	+0,7	− 5 645	−0,4	+27 200	+1,7	−12 779	−1,4
Juin 1980	− 1 278	0	−29 941	−2,1	+28 663	+1,8	−18 613	−2,1
Septembre 1980	−26 025	−0,9	−48 734	−3,4	+22 709	+1,4	−25 441	−2,9
Décembre 1980	−55 634	−1,9	−68 995	−4,9	+13 361	+0,8	−36 815	−4,2
Mars 1981	−67 307	−2,2	−72 202	−5,2	+ 4 895	+0,3	−43 399	−4,9
Juin 1981	−80 277	−2,7	−80 450	−5,8	+ 173	0	−46 973	−5,4
Septembre 1981	−70 541	−2,4	−75 276	−5,5	+ 4 735	+0,3	−47 274	−5,5
Décembre 1981	−58 281	−2,0	−65 136	−4,9	+ 6 855	+0,4	−41 308	−4,9
Juin 1982	−43 558	−1,5	−46 983	−3,6	+ 3 425	+0,2	−30 961	−3,8

(a) Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente.

Sources : Office National de Sécurité Sociale.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

c'est l'emploi dans le commerce de gros et la réparation de biens de consommation qui baisse, tandis qu'il continue à augmenter dans la restauration. Ce dernier phénomène n'est peut-être pas un accroissement net mais un transfert du travail indépendant vers le travail salarié. Pour le troisième sous-secteur, il y a seulement une baisse de l'emploi dans la rubrique « services rendus aux entreprises, location », qui explique la baisse totale. L'augmentation de l'emploi dans les « autres services » se localise surtout dans les services sociaux, services de santé, et autres services non dénommés ailleurs.

Il reste à cerner l'évolution de l'emploi d'un point de vue plus conjoncturel, c'est-à-dire à l'intérieur de l'année. La comparaison des données de l'O.N.S.S. d'un trimestre à l'autre, n'étant guère praticable pour des raisons saisonnières, on a comparé les données de chaque trimestre à celles du trimestre correspondant de l'année précédente, et examiné l'évolution ainsi obtenue.

La dégradation de l'emploi apparaît ainsi très clairement depuis l'été 1980 et elle est allée en s'amplifiant jusqu'à l'été de l'année suivante. Un infléchissement de l'évolution apparaissait au second semestre de 1981 et ce mouvement se poursuivait en se stabilisant en 1982. D'après des indications partielles, il apparaît que la stabilisation de l'emploi a été assez marquée au milieu de l'année 1982. Il semble par contre que des suppressions d'emploi recommençaient à un rythme élevé dans le courant du second semestre de cette année.

*
* *

Ouvriers et heures-ouvriers dans certains secteurs (a)

(en milliers)

SECTEUR	Ouvriers occupés (moyennes mensuelles)				Heures-ouvriers			
	1979	1980	1981	1982	1979	1980	1981	1982
Charbonnages (b)	15,5	15,2	15,0	15,1	29 191	29 106	29 202	29 063
Cokeries	2,5	2,5	2,5	2,6	4 176	3 939	4 128	4 208
Sidérurgie (c)	37,8	36,8	34,4	33,5	63 237	59 105	54 274	48 016
Métaux non ferreux	11,8	11,6	11,1	10,0	18 820	18 139	16 534	15 414
Fabrications métalliques	224,8	223,4	208,4	196,0	349 451	338 209	308 741	295 994
Caoutchouc	4,8	4,8	4,4	4,2	7 924	7 810	6 895	6 588
Papier (établissements producteurs)	6,1	5,8	5,5	5,3	10 238	9 521	9 379	8 919
Papier (établissements transformateurs)	9,3	9,0	8,4	8,0	15 039	14 251	12 863	12 428
Carrières	3,2	3,1	3,0	2,9	4 700	4 881	4 358	4 319
Chaux, calcaires et dérivés	3,0	3,0	2,9	2,7	5 030	5 066	4 553	4 239
Terre cuite	3,6	3,3	2,5	2,0	5 922	5 045	2 971	2 464
Ciment	2,4	2,3	2,2	2,1	3 784	3 694	3 352	3 137
Verre	13,6	13,0	12,3	11,5	21 741	21 185	19 096	18 512
Bois	28,2	27,3	25,7	24,3	44 591	43 320	38 962	36 755
Céramique	4,3	3,9	3,6	3,3	6 709	6 249	5 357	5 086
Construction	121,8	121,3	105,6	92,5	162 721	166 881	140 013	115 839
Filatures : coton, lin et chanvre (d)	4,7	4,7	4,2	4,1	..	..	..	..
laine, jute, fibres dures	8,4	8,1	7,8	7,4	12 049	12 362	11 199	10 247
Tissages	22,5	21,9	20,8	19,9	34 335	33 240	30 570	29 440
Autres activités textiles	2,1	1,9	1,4	1,4	2 998	2 682	2 220	2 105
Bonneterie	9,2	8,6	7,9	7,5	12 689	12 247	10 709	10 383
Huiles végétales et animales	0,7	0,8	0,8	0,8	1 327	1 241	1 275	1 357
Tabac	5,4	5,1	4,8	4,6	8 116	7 782	6 847	6 400
Cuir	0,9	0,8	0,7	0,7	1 398	1 204	1 171	1 183
Chaussures	2,1	2,0	1,8	1,7	3 158	2 727	2 272	2 418
Pantoufles	0,3	0,3	0,3	0,3	485	507	450	427
Distribution d'eau	4,5	4,5	4,5	4,4	8 249	8 112	7 933	7 821
Port d'Anvers	10,3	9,5	9,2	9,0	..	..	..	..

Sources : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Administration des Mines.
Fédérations professionnelles.

(a) De façon générale, les industries reprises dans ce tableau font l'objet d'une statistique de production et les données portent en principe, sur l'ensemble des établissements sans distinction du nombre d'ouvriers occupés.
(b) Il s'agit du nombre de présences par jour ouvré et du nombre de postes effectués.
(c) A l'exception des usines produisant uniquement des aciers de moulage.
(d) Pour ces branches, nombre de broches-heures de 1979 à 1982 : 2 233, 2 203, 1 645 et 1 733 millions.

Population active (a)

Répartition par branche d'activité

BRANCHES D'ACTIVITÉ	30 juin 1979		30 juin 1980		30 juin 1981	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
	HOMMES					
Occupée en Belgique	**2 453 697**	**93,7**	**2 435 781**	**93,5**	**2 360 980**	**91,1**
Agriculture, sylviculture et pêche	90 602	3,5	87 989	3,4	86 142	3,3
Extraction et transformation des minéraux non énergétiques et produits dérivés; industrie chimique	197 818	7,5	193 104	7,4	182 297	7,0
Industries transformatrices des métaux; mécanique de précision et autres industries manufacturières	522 638	20,0	514 881	19,8	492 793	19,0
Bâtiment et génie	286 301	10,9	277 259	10,6	248 343	9,6
Energie et eau	59 674	2,3	59 172	2,3	58 688	2,3
Commerce, restauration, hébergement, réparation, institutions de crédits, assurances, etc.	536 892	20,5	539 678	20,7	532 086	20,5
Transports et communications	237 451	9,1	241 193	9,3	239 768	9,3
Autres services (y compris militaires de carrières)	522 321	19,9	522 505	20,0	520 873	20,1
Demandeurs d'emploi (b)	**107 020**	**4,1**	**112 657**	**4,3**	**170 174**	**6,6**
Miliciens	**28 290**	**1,1**	**28 707**	**1,1**	**31 639**	**1,2**
Stagiaires en form. profes.	**2 633**	**0,1**	**2 662**	**0,1**	**2 995**	**0,1**
Occupée à l'étranger (c)	**27 068**	**1,1**	**26 287**	**1,0**	**25 775**	**1,0**
Total ...	**2 618 708**	**100,0**	**2 606 094**	**100,0**	**2 591 563**	**100,0**
	FEMMES					
Occupée en Belgique	**1 319 439**	**86,9**	**1 333 398**	**86,3**	**1 326 454**	**84,5**
Agriculture, sylviculture et pêche	27 781	1,8	24 013	1,6	23 149	1,5
Extraction et transformation des minéraux non énergétiques et produits dérivés; industrie chimique	23 815	1,6	23 554	1,5	22 429	1,4
Industries transformatrices des métaux; mécanique de précision et autres industries manufacturières	201 818	13,3	195 166	12,6	181 638	11,6
Bâtiment et génie	10 554	0,7	10 575	0,7	9 918	0,6
Energie et eau	2 922	0,2	3 059	0,2	3 151	0,2
Commerce, restauration, hébergement, réparation, institutions de crédits, assurances, etc.	409 719	27,0	414 857	26,8	414 872	26,4
Transports et communications	34 861	2,3	36 451	2,4	36 970	2,4
Autres services (y compris militaires de carrière)	607 969	40,0	625 723	40,5	634 329	40,4
Demandeurs d'emploi (b)	**184 974**	**12,2**	**198 069**	**12,8**	**228 919**	**14,6**
Stagiaires en form. profes.	**1 963**	**0,1**	**2 115**	**0,1**	**2 162**	**0,1**
Occupée à l'étranger (c)	**12 463**	**0,8**	**12 507**	**0,8**	**12 228**	**0,8**
Total ...	**1.518 839**	**100,0**	**1 546 089**	**100,0**	**1 569 765**	**100,0**

Sources : Ministère de l'Emploi et du Travail.
Institut National de Statistique.

(a) Comprend : salariés et assimilés, indépendants et aidants.
Les données relatives à 1982 ne sont pas encore disponibles.
(b) Chômeurs complets indemnisés et demandeurs d'emploi inscrits volontairement.
(c) Frontaliers et personnel belge des organismes internationaux.

Population active (a)

Répartition par branche d'activité
(hommes et femmes)

BRANCHES D'ACTIVITE	30 juin 1979		30 juin 1980		30 juin 1981	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
Occupée en Belgique	**3 773 136**	**91,2**	**3 769 179**	**90,8**	**3 687 436**	**88,6**
Agriculture, sylviculture et pêche	118 383	2,9	112 002	2,7	109 291	2,6
Extraction et transformation des minéraux non énergétiques et produits dérivés; industrie chimique	221 633	5,3	216 658	5,2	204 726	4,9
Industries transformatrices des métaux; mécanique de précision et autres industries manufacturières	724 456	17,5	710 047	17,1	674 431	16,2
Bâtiment et génie	296 855	7,2	287 834	6,9	258 261	6,2
Energie et eau	62 596	1,5	62 231	1,5	61 839	0,5
Commerce, restauration, hébergement, réparation, institutions de crédits, assurances, etc.	946 611	22,9	954 535	23,0	946 958	22,8
Transports et communications	272 312	6,6	277 644	6,7	276 728	6,6
Autres services (y compris militaires de carrière)	1 130 290	27,3	1 148 228	27,7	1 155 202	27,8
Demandeurs d'emploi (b)	**291 994**	**7,0**	**310 726**	**7,5**	**399 093**	**9,6**
Miliciens	**28 290**	**0,7**	**28 707**	**0,7**	**31 639**	**0,8**
Stagiaires en form. profes.	**4 596**	**0,1**	**4 777**	**0,1**	**5 157**	**0,1**
Occupée à l'étranger (c)	**39 531**	**1,0**	**38 794**	**0,9**	**38 003**	**0,9**
Total ...	**4 137 547**	**100,0**	**4 152 183**	**100,0**	**4 161 328**	**100,0**

Sources : Ministère de l'Emploi et du Travail.
Institut National de Statistique.

(a) Comprend : salariés et assimilés, indépendants et aidants.
Les données pour 1981 ne sont pas encore disponibles.
(b) Chômeurs complets indemnisés et demandeurs d'emploi inscrits volontairement.
(c) Frontaliers et personnel belge des organismes internationaux.

Travailleurs assujettis à la sécurité sociale

DESIGNATION	Travailleurs manuels			Travailleurs intellectuels			Total général
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
31 mars 1979	1 037 089	355 060	1 392 149	933 919	645 689	1 579 608	2 971 757
30 juin 1979	1 057 230	357 739	1 414 969	933 422	646 988	1 580 410	2 995 379
30 septembre 1979	1 062 027	358 951	1 420 978	930 867	649 308	1 580 175	3 001 153
31 décembre 1979	1 053 291	356 722	1 410 013	936 878	660 263	1 597 141	3 007 154
31 mars 1980	1 035 454	351 050	1 386 504	939 206	667 602	1 606 808	2 993 312
30 juin 1980	1 032 949	352 079	1 385 028	938 611	670 462	1 609 073	2 994 101
30 septembre 1980	1 023 449	348 795	1 372 244	933 437	669 447	1 602 884	2 975 128
31 décembre 1980	997 114	343 904	1 341 018	935 880	674 622	1 610 502	2 951 520
31 mars 1981	975 783	338 519	1 314 302	935 642	676 041	1 611 703	2 926 005
30 juin 1981	965 141	339 437	1 304 578	933 499	675 752	1 609 245	2 913 823
30 septembre 1981	957 965	339 003	1 296 968	930 367	677 282	1 607 649	2 904 617
31 décembre 1981	939 648	336 234	1 273 882	934 352	683 005	1 617 417	2 891 299
30 juin 1982	923 680	333 915	1 257 595	930 232	682 438	1 612 670	2 870 265

Source : Office National de Sécurité Sociale.

Répartition (N.A.C.E.) par branche d'activité des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin (a)

(travailleurs manuels et intellectuels)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1974	1981	1982	1982/1981	1982/1981 en %	1982/1974	1982/1974 en %
Agriculture, sylviculture et pêche	12 158	11 113	11 152	+ 39	+ 0,3	— 1 045	— 8,6
Energie et eau (b)	69 403	61 635	60 978	— 657	— 1,1	— 8 425	—12,1
Minéraux non énergétiques et dérivés, industrie chimique	264 225	201 080	193 838	— 7 242	— 3,6	— 70 387	—26,6
Industrie transformatrice des métaux, mécanique de précision	357 535	288 291	274 480	—13 811	— 4,8	— 83 055	—23,2
Autres industries manufacturières :	479 373	332 498	322 590	— 9 908	— 3,0	—156 783	—32,7
— produits alimentaires	*82 013*	*73 692*	*73 983*	*+ 291*	*+ 0,4*	*— 8 030*	*— 9,8*
— boissons	*21 733*	*16 799*	*16 102*	*— 697*	*— 4,1*	*— 5 631*	*—25,9*
— tabac	*8 758*	*6 548*	*6 335*	*— 213*	*— 3,2*	*— 2 423*	*—27,7*
— textile	*104 497*	*62 744*	*59 609*	*— 3 135*	*— 5,0*	*— 44 888*	*—43,0*
— cuir	*5 820*	*2 932*	*2 787*	*— 145*	*— 4,9*	*— 3 033*	*—52,1*
— chaussures et habillement	*90 713*	*47 702*	*45 283*	*— 2 419*	*— 5,1*	*— 45 430*	*—50,1*
— bois et meubles en bois	*54 317*	*36 427*	*35 090*	*— 1 337*	*— 3,7*	*— 19 227*	*—35,4*
— papier et articles en papier	*27 076*	*18 119*	*17 597*	*— 522*	*— 2,9*	*— 9 479*	*—35,0*
— imprimerie et édition	*41 092*	*33 010*	*32 077*	*— 933*	*— 2,8*	*— 9 015*	*—21,9*
— caoutchouc et matières plastiques	*25 158*	*21 119*	*20 667*	*— 452*	*— 2,1*	*— 4 491*	*—17,8*
— divers	*18 196*	*13 406*	*13 060*	*— 346*	*— 2,6*	*— 5 136*	*—28,2*
Bâtiment et génie civil	245 856	211 631	189 327	—22 304	—10,5	— 56 529	—23,0
Commerce, hôtellerie, réparations	414 421	417 009	414 017	— 2 992	— 0,7	— 414	+ 0,1
Transports et communications (c)	191 950	197 284	196 521	— 763	— 0,4	+ 4 571	+ 2,4
Institutions de crédit, assurances, location	188 636	209 585	208 877	— 708	— 0,3	+ 20 241	+10,7
Services publics, enseignement et autres	795 330	983 697	998 485	+14 788	+ 1,5	+203 155	+25,5
Total général ...	**3 018 887**	**2 913 823**	**2 870 265**	**—43 558**	**— 1,5**	**—148 622**	**— 4,9**

Sources : Office National de Sécurité Sociale.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Y compris les travailleurs du « cadre spécial temporaire ».
(b) Y compris les ouvriers mineurs et assimilés ressortissant du F.N.R.O.M.
(c) Y compris les marins de la marine marchande ressortissant de l'O.S.S.M.M., les agents temporaires de la S.N.C.B. et les agents de la S.N.C.V.

Travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin

DÉSIGNATION	1974	1981	1982	1982 — 1981	1982 — en % 1981	1982 — 1974	1982 — en % 1974
Secteur privé :							
Manuels							
Hommes	1 152 490	926 259	887 107	—39 152	—4,2	—265 383	—23,0
Femmes	366 817	279 993	274 313	— 5 680	—2,0	— 92 504	—25,2
Total	**1 519 307**	**1 206 252**	**1 161 420**	**—44 832**	**—3,7**	**—357 887**	**—23,6**
Intellectuels							
Hommes	453 750	467 398	458 398	— 9 000	—1,9	+ 4 648	+ 1,0
Femmes	321 993	364 004	362 344	— 1 660	—0,5	+ 40 351	+12,5
Total	**775 743**	**831 402**	**820 742**	**—10 660**	**—1,3**	**+ 44 999**	**+ 5,8**
Ensemble :							
Hommes	1 606 240	1 393 657	1 345 505	—48 152	—3,5	—260 735	—16,2
Femmes	688 810	643 997	636 657	— 7 340	—1,1	— 52 153	— 7,6
Total	**2 295 050**	**2 037 654**	**1 982 162**	**—55 492**	**—2,7**	**—312 888**	**—13,6**
Secteur public et enseignement							
Manuels							
Hommes	36 790	38 882	36 573	— 2 309	—5,9	— 217	— 0,6
Femmes	47 551	59 444	59 602	+ 158	+0,3	+ 12 051	+25,3

	412 206	466 095	471 834	+ 5 739	+1,2	+ 58 528	+14,2
Femmes	226 190	311 748	320 094	+ 8 346	+2,7	+ 93 904	+41,5
Total	**639 496**	**777 843**	**791 928**	**+14 085**	**+1,8**	**+152 432**	**+23,8**
Ensemble :							
Hommes	450 096	504 977	508 407	+ 3 430	+0,7	+ 58 311	+13,0
Femmes	273 741	371 192	379 696	+ 8 504	+2,3	+105 955	+38,7
Total	**723 837**	**876 169**	**888 103**	**+11 934**	**+2,0**	**+164 266**	**+22,7**
Tous les assujettis :							
Manuels							
Hommes	1 189 280	965 141	923 680	—41 461	—4,3	—265 600	—22,3
Femmes	414 368	339 437	333 915	— 5 522	—1,6	— 80 453	—19,4
Total	**1 603 648**	**1 304 578**	**1 257 595**	**—46 983**	**—3,6**	**—346 053**	**—21,6**
Intellectuels							
Hommes	867 056	933 493	930 232	— 3 261	—0,3	+ 63 176	+ 7,3
Femmes	548 183	675 752	682 438	+ 6 686	+1,0	+134 255	+24,5
Total	**1 415 239**	**1 609 245**	**1 612 670**	**+ 3 425**	**+0,2**	**+197 431**	**+14,0**
Ensemble : *Total*							
Hommes	2 056 336	1 898 634	1 853 912	—44 722	—2,4	—202 424	— 9,8
Femmes	962 551	1 015 189	1 016 353	+ 1 164	+0,1	+ 53 802	+ 5,6
Total	**3 018 887**	**2 913 823**	**2 870 265**	**—43 558**	**—1,5**	**—148 622**	**— 4,9**

Sources : Office National de Sécurité Sociale.
Ministère des Affaires économiques, Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

Travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin dans l'industrie (a)

	1974	1981	1982	1982 / 1981	1982 / 1981 en %	1982 / 1974	1982 / 1974 en %
Manuels :							
Hommes	636 832	476 840	458 185	—18 655	—3,9	—178 647	—28,0
Femmes	234 957	140 348	133 334	— 7 014	—5,0	—101 623	—43,2
Total	**871 789**	**617 188**	**591 519**	**—25 669**	**—4,2**	**—280 270**	**—32,2**
Intellectuels :							
Hommes	168 413	151 566	147 545	— 4 021	—2,6	— 20 868	—12,4
Femmes	60 931	53 115	51 844	— 1 271	—2,5	— 9 087	—14,9
Total	**229 344**	**204 681**	**199 389**	**— 5 292**	**—2,6**	**— 29 955**	**—13,1**
Ensemble :							
Hommes	805 245	628 406	605 730	—22 676	—3,6	—199 515	—24,8
Femmes	295 888	193 463	185 178	— 8 285	—4,5	—110 710	—37,4
Total	**1 101 133**	**821 869**	**790 908**	**—30 961**	**—3,8**	**—310 225**	**—28,2**

Sources : Office National de Sécurité Sociale.
Ministère des Affaires économiques, Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Minéraux non énergétiques et dérivés et industrie chimique, industrie transformatrice de métaux et mécanique de précision, et autres industries manufacturières.
Energie et eau ne sont pas comprises ici.

Evolution de l'emploi et du chômage dans les pays de la Communauté européenne

DESIGNATION	Emploi total Variation en %			Chômage total Variation en %			Taux de chômage en %		
	1980	1981	1982 (a)	1980	1981	1982 (a)	1980	1981	1982 (a)
Allemagne	−0,9	−0,7	−2,0	+ 1,5	+43,1	+44,1	3,4	4,8	6,9
Belgique	−0,1	−2,5	−2,3	+ 8,5	+23,6	+18,6	9,4	11,6	13,9
Danemark	−0,4	−1,9	+0,1	+17,4	+34,6	+ 7,8	6,1	8,3	9,1
France	+0,2	−0,7	−0,2	+ 7,5	+22,2	+13,2	6,4	7,8	8,3
Irlande	+1,6	−1,9	−0,8	+13,3	+25,5	+22,7	8,3	10,5	12,1
Italie	+0,0	+0,4	−0,1	+ 7,4	+12,2	+19,1	8,0	8,8	9,9
Pays-Bas	+0,4	−1,3	−1,8	+18,1	+55,2	+40,8	4,8	7,2	10,4
Royaume-Uni	−1,6	−4,8	−1,8	+29,0	+52,3	+ 6,7	6,9	10,6	12,2
Communauté Economique Européenne (b) ...	**−0,1**	**−1,5**	**−1,1**	**+12,3**	**+31,8**	**+18,4**	**6,0**	**7,8**	**9,4**

(a) Estimations.
(b) Les données pour la Grèce sont incertaines. Celles pour le Luxembourg ne sont pas signifiantes. Aucun des deux pays n'a donc été retenu ici.

Sources : Commission des Communautés Européennes.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

SECTION II. — CHOMAGE

Malgré la légère amélioration, ou plutôt la moindre dégradation enregistrée dans l'évolution des principaux agrégats macro-économiques, le chômage s'est accru en 1982 dans des proportions qui ne sont pas sensiblement divergentes de celles de l'année précédente.

De décembre à décembre, le chômage complet indemnisé s'est accru de 60 000 personnes contre 47 000 en 1981 et 63 000 en 1980. Comme une modification de législation s'est produite, postposant le début de l'indemnisation des jeunes scolarisés, la comparaison en fin d'année est perturbée. Une comparaison avec des données de février 1983 peut être éclairante :

Evolution du chômage complet indemnisé

DÉSIGNATION	1979	1980	1981	1982
De février à février de l'année suivante .	+5 000	+71 000	+75 000	+57 000

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

De la sorte apparaît plus clairement la très forte dégradation des années 1980 et 1981 (surtout au 2e semestre de celle-là et au premier semestre de celle-ci), mais aussi le fait que l'amélioration enregistrée en 1982 n'est que légère.

Le calcul en moyenne annuelle livre un profil qui porte aux mêmes conclusions.

Evolution du chômage complet indemnisé

DÉSIGNATION	1979	1980	1981	1982
Moyenne annuelle	+12 000	+27 000	+70 000	+65 000

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Le taux de chômage calculé par rapport à la population active est passé, en moyenne, de 9,4 % en 1981 à 11,0 % en 1982; en décembre, il atteignait 11,6 %.

Le profil de l'évolution a été la poursuite du trend de 1980 et 1981 jusqu'au 1er trimestre de 1982, une légère stabilisation (peu fondamentale au regard des séries désaisonnalisées) au second trimestre et une nouvelle aggravation au second semestre de 1982.

Les caractéristiques de cette évolution sont assez semblables à celles de 1981 et 1980 et sont toujours signifiantes d'une évolution conjoncturelle et structurelle défavorable. Le chômage des hommes s'est élevé dans une proportion nettement plus élevée que celui des femmes, tandis que la quasi-totalité de l'accroissement du chômage complet indemnisé est imputable à la série des chômeurs d'aptitude normale. Par tranche d'âge, c'est la catégorie des 25 à 40 ans qui enregistre l'augmentation la plus forte. L'augmentation a été généralisée dans tous les secteurs; si l'on combine le montant absolu et le taux de croissance, les augmentations les plus importantes du chômage complet se sont produites dans les secteurs des services, de la construction, des transports et communications et la construction de matériel de transport.

On relève aussi des augmentations non négligeables en nombre absolu dans les secteurs des constructions métalliques, du commerce, et de la restauration. Le phénomène des prépensions diminue la croissance du chômage dans certains secteurs. C'est le cas dans la métallurgie, les fabrications métalliques, mécaniques et électriques, la chimie, le verre, etc...

Ces caractéristiques de l'évolution depuis 3 ans, confirmées en 1982, montrent donc qu'une certaine mutation s'est produite : ce ne sont plus seulement les catégories classiquement les plus vulnérables sur le marché du travail qui continuent à être prioritairement touchées; ainsi le taux de croissance du chômage masculin est supérieur au féminin pour la troisième année consécutive; la proportion des chômeurs à aptitude normale dans le total s'est renforcée. La croissance du chômage continue à être plus élevée, depuis quelques années, chez les Belges que chez les étrangers.

Si, en montants absolus, le chômage des ouvriers augmente plus que celui des employés, en pourcentage c'est l'inverse, avec +21,4 % pour ces derniers contre +14,6 % pour les premiers.

On trouvera, dans la sixième partie, l'évolution plus détaillée de l'emploi et du chômage par région. L'évolution du chômage continue, globalement, à être plus vive en Flandre, et le taux de chômage plus élevé en Wallonie.

Par niveau d'études, on relève une évolution dans le sens d'une légère diminution du poids, dans le total, des chômeurs n'ayant pas dépassé le niveau des primaires, tandis qu'augmente celui de l'enseignement secondaire professionnel ou technique et celui de l'enseignement supérieur non universitaire de type court. L'examen du chômage par niveau d'études, qui montre ainsi toujours une prédominance des faiblement scolarisés, nécessite des remarques. Comme le mentionne l'O.N.Em., un faible niveau d'études ne correspond pas nécessairement à une absence de qualification : en effet, cette dernière peut s'acquérir lors de l'activité professionnelle exercée antérieurement au chômage et non à la suite d'études.

Ensuite, les secteurs industriels — puisqu'il s'agit surtout de ceux-là — les plus touchés depuis le début de la crise occupaient du personnel de qualification réduite et de bas niveau d'études. La structure d'âge y révélait en outre, une forte proportion de personnes assez jeunes qui n'ont pu émarger, dès lors, aux systèmes de prépension. Ainsi la proportion de prépensionnés par rapport aux emplois perdus est faible dans le secteur textile et quasi nulle dans les secteurs du vêtement et de la chaussure. Elle est beaucoup plus forte par contre dans les secteurs des fabrications métalliques, de la métallurgie, de la chimie, du verre et des minéraux non métalliques, où la structure d'âge est plus diversifiée et la qualification plus élevée.

Enfin, les effets du plan de résorption du chômage ont concerné des personnes à niveaux d'études plus élevés dans une plus large proportion que celle qui est la leur dans la structure du chômage.

Le chômage partiel pour raisons économiques (1) avait connu une forte hausse au second semestre de 1980, et surtout au premier semestre de 1981 — il suivait ainsi d'assez près le mouvement du chômage complet — et ralentissait au dernier trimestre de 1981 et en 1982. Il a cependant repris vigueur pendant le dernier trimestre de cette année et au début de 1983. Ce regain était surtout marqué dans les secteurs du bâtiment, parachèvement du bâtiment, des ouvrages en métaux, de la construction de matériel de transport (automobile), des transports et communications et de l'extraction et la transformation des métaux.

Plusieurs facteurs sont déterminants dans l'évolution du chômage partiel. Il peut augmenter sous l'effet d'une détérioration de l'activité susceptible de se retourner, ou il peut être le préalable à une mise en chômage définitive; paradoxalement, dans certains cas il peut aussi se substituer à une perspective de chômage complet définitif si la situation et les perspectives de certaines entreprises s'améliorent. Il peut aussi être transitoire suite à des travaux d'installation ou de modifications d'équipements dans des entreprises. La crise se poursuivait et s'amplifiait surtout dans le bâtiment et le génie civil, avec ses effets négatifs sur l'évolution du chômage partiel.

Si, globalement, le chômage partiel a diminué en 1982, il restait cependant supérieur aux niveaux du début de 1980.

Les offres d'emploi ont atteint un niveau fort bas en 1982, puisque leur total s'élevait à 124 820 contre 140 217 en 1981, pendant laquelle un recul avait déjà été enregistré; près de la moitié des offres sont relatives à des mises au travail par les pouvoirs publics, le stage des jeunes ou le remplacement de prépensionnés légaux. Un peu plus de la moitié sont des offres d'emploi « ordinaires », venant du secteur privé de l'économie; celles-ci ont aussi baissé, un peu moins que celles des pouvoirs publics, et une légère amélioration était notée en fin d'année et au début de 1983. Au total, l'évolution de cet indicateur en 1982 montre une dégradation, avec une légère amélioration en fin d'année.

(1) Donnée la plus utile, car elle exclut le chômage partiel pour intempérie.

L'enquête de la Banque nationale, relative au nombre d'ouvriers occupés dans l'industrie, dont la donnée est le solde des réponses en hausse et en baisse quant aux prévisions à 3 mois des chefs d'entreprises, enregistre un léger mieux en 1982, qui s'amplifiait quelque peu au début de 1983.

On remarquera particulièrement l'évolution du chômage dans le secteur des services. En effet, c'est un secteur dont le poids dans le chômage complet indemnisé total est important et supérieur à tous les autres.

Chômage dans le secteur des services

PÉRIODE	Croissance en % (a)	Part dans le chômage complet indemnisé, en %	Part dans l'accroissement du chômage complet indemnisé en % (a)
Décembre 1975	49,3	13,2	11,2
Décembre 1976	23,0	14,3	22,1
Décembre 1977	16,4	14,6	17,0
Décembre 1978	5,8	15,2	55,4
Décembre 1979	21,0	17,6	70,6
Décembre 1980	30,3	19,2	26,9
Décembre 1981	21,6	20,7	33,3
Décembre 1982	26,1	22,9	38,1

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Par rapport au même mois de l'année précédente.

Ce poids est allé en croissant, et ce, sans discontinuer. Par ailleurs, c'est un secteur dont la part dans la croissance du chômage complet indemnisé a toujours été forte, atteignant même 55 % et 71 % en 1978 et 1979, années de faible croissance du chômage total. La part de ce secteur dans l'évolution des trois dernières années reste importante. Il y a une certaine rigidité dans l'évolution de cette série, qui n'est pas directement liée à l'évolution de l'activité.

Sauf au début de la crise, la croissance du chômage dans ce secteur a toujours été plus élevée que celle du chômage total et se situe parmi les plus fortes de tous les secteurs; c'est plus particulièrement le cas depuis 1979 et 1980.

La décomposition de cette série, qui atteignait donc environ 111 000 personnes en décembre 1982, révèle des concentrations dans les rubriques « services administratifs de l'Etat, des provinces et des communes », « enseignement », « services aux entreprises », « services personnels », et « œuvres sociales, hôpitaux et crèches ». La croissance récente du chômage est la moins forte dans les rubriques « services récréatifs » et « services personnels », qui relèvent surtout du secteur privé; la plus forte est relevée dans les rubriques liées aux pouvoirs publics et para publics. L'enseignement connaît une très brusque élévation du chômage pendant l'été 1982,

au-delà de l'effet saisonnier; cela ne se résorbait d'ailleurs que peu en cours d'année scolaire (1).

Une part importante du phénomène est imputable aux intenses flux d'entrées et de sorties qui se produisent dans les différents circuits de mise au travail par les pouvoirs publics.

Nombre de personnes qui terminent une mise au travail comme chômeur, un cadre spécial temporaire ou un stage des jeunes se retrouvent inscrites au chômage complet dans la branche des services (2). Cela est d'ailleurs aussi valable pour beaucoup de formes de travail temporaire ou précaire.

La branche des services s'avère ainsi être le point d'arrivée, au chômage, de nombreuses personnes qui travaillent dans des statuts précaires; en outre, la diminution pour des raisons budgétaires de la résorption du chômage par les pouvoirs publics, la moindre subsidiation d'une série d'activités, ainsi que la récente détérioration de l'emploi dans le tertiaire privé ont contribué à la forte croissance du chômage, 26,1 %, enregistrée à fin 1982.

En décembre 1982, les prépensions en cours, conventionnelles et légales, étaient au nombre d'environ 105 500. Le total des prépensions accordées dans ces deux régimes depuis leur instauration est d'environ 153 000. L'évolution de la prépension conventionnelle est assez directement affectée par celle de l'activité; ainsi, alors qu'on enregistrait une moyenne de 8 000 entrées par an dans ce régime entre 1977 et 1980, ce montant est passé à 14 500 et 16 000 en 1981 et 1982. La prépension légale était obtenue sur demande, et était donc plus personnalisée; on a enregistré environ 12 000 entrées par an dans ce régime, et ce montant n'a guère varié tout au long de la période de 1977 à 1982. La prépension conventionnelle comprenait 88,5 % d'hommes et 11,5 % de femmes en décembre 1982, et la légale 70,3 % d'hommes et 29,7 % de femmes. Par rapport au total des deux régimes, on constate qu'on y a eu fort recours dans les secteurs de la métallurgie, des constructions métalliques, du textile, de la construction électrique, de la chimie; dans tous les secteurs, sauf les services, le commerce et le textile, la proportion d'hommes dans la prépension dépasse les 75 %. Cela s'explique bien sûr par les structures d'âge respectives des main-d'œuvre féminine et masculine, notamment dans les secteurs qui ont été fort touchés par la crise. Ce phénomène a renforcé la part relative des femmes dans le chômage complet indemnisé.

La prépension spéciale pour chômeurs âgés, actuellement disparue, a eu une structure quelque peu différente, à la fois par sexe, et aussi par origine sectorielle. Comme c'est une solution qui se choisit après une perte de travail, et une plus ou moins longue période de chômage, il est logique que les raisons pour lesquelles il y est recouru et le profil statistique qu'elle présente soient différents des autres régimes.

---

(1) Cela peut concerner autant des membres du personnel administratif, technique et ouvrier que des enseignants, ainsi que des C.M.T., C.S.T., etc...

(2) Il est constaté d'ailleurs un ralentissement de la croissance du chômage dans les services en 1978, année de l'introduction du cadre spécial temporaire.

La série des chômeurs complets indemnisés ne cerne pas entièrement l'évolution du chômage compris dans le sens d'un déficit d'emplois. Différentes manières d'établir ce dernier sont utilisées. Un premier ensemble regroupe le chômage complet indemnisé, les «autres demandeurs d'emploi inscrits obligatoirement » et les « demandeurs d'emploi libres inoccupés », pour arriver à un total des demandeurs d'emploi sans travail. Il faut relever ici la croissance de décembre 1982 par rapport à décembre 1981 de 21 800 personnes ou 29 % dans la série des inscrits obligatoires (1). Une grande partie de cette croissance est imputable à la rubrique chômeurs occupés à temps réduit, surtout les femmes. Il y a eu ainsi, pendant l'année 1982, un transfert du chômage complet indemnisé vers cette rubrique, à travers l'extension du travail à temps partiel proposé aux chômeurs; ceci explique partiellement le léger ralentissement de la croissance du chômage complet indemnisé en 1982.

A ce premier ensemble, il faut ajouter ensuite toutes les formes de mise au travail par les pouvoirs publics. En effet, on part du principe que si ces régimes n'existaient pas, les personnes qui y sont occupées se retrouveraient dans la statistique du chômage complet indemnisé. C'est dans cette optique aussi qu'ont été ajoutées, ultérieurement, les prépensions en cours après licenciements. Si ces formules n'existaient pas, ces personnes aussi se retrouveraient au chômage complet indemnisé. Par contre, n'ont pas été retenues les personnes occupées dans les stages des jeunes, car à l'expérience il s'avère que ceux-ci se substituent à des engagements ordinaires dans la grande majorité des cas. Ce faisant on arrive ainsi à un concept de déficit d'emplois au sens strict. Il y est ajouté ensuite la prépension légale pour obtenir un déficit d'emploi au sens large, car cette dernière formule se pratique sur demande. Ainsi conçue, le total de la demande d'emplois non satisfaite à travers des statuts précaires ou déterminée par des retraits anticipés du marché du travail atteint 740 000 personnes au sens strict et 785 000 personnes au sens large.

La résorption du chômage par les pouvoirs publics a concerné moins de personnes que l'année précédente, puisqu'en décembre 1982 on enregistrait 8 300 cadres spéciaux temporaires, 1 400 chômeurs mis au travail et 900 chômeurs en formation professionnelle de moins qu'en décembre 1981; par contre, le troisième circuit du travail, à ses début, comptait 1 100 personnes à ce moment et ne compensait pas encore la diminution des cadres spéciaux temporaires décidée par les pouvoirs publics.

Par la politique de mise au travail, surtout par la composition de la population qui en a été l'objet, les pouvoirs publics tentaient aussi de ne pas reproduire la discrimination de la structure du chômage. Les deux effets principaux ont été la mise au travail des jeunes et des femmes, dont la proportion dans les C.S.T. et les C.M.T. est allée en augmentant constamment depuis 10 ans. Par ailleurs, les universitaires se sont trouvés surreprésentés dans le C.S.T., tout au moins en

(1) Cette statistique regroupe les chômeurs occupés à temps réduit, les travailleurs à temps réduit au chômage complet, les jeunes scolarisés n'ayant jamais travaillé (= la plus grosse part), des exclus et d'autres catégories comme les ateliers protégés, etc...

référence à leur part dans le chômage complet. L'orientation des pouvoirs publics s'est dès lors modifiée depuis quelque temps et une plus grande adéquation est recherchée entre la structure du chômage de moyenne et longue durée dans une région et les formules de mise au travail qui y sont appliquées;

Outre la politique économique globale des pouvoirs publics en 1982, dont la philosophie est basée sur l'amélioration de la situation financière dégradée des entreprises, ses effets, sur l'investissement et ses effets induits à terme sur l'emploi, une politique spécifique de l'emploi a continué d'être menée en 1982, avec quelques variantes par rapport aux gouvernements précédents. Une série d'arrêtés pris en exécution de la loi du 2 février attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, en matière d'emploi et de chômage, dont on trouvera la liste ailleurs. Les mesures principales étaient l'opération de modération salariale (1), par désindexation partielle d'abord et modification du mécanisme d'indexation ensuite, la réduction du temps de travail de 5 % et d'embauche compensatoire de 3 %; cette dernière partie de l'opération a été menée au premier semestre de 1983. Les nouveautés enregistrées en 1982 sont les suivantes : promotion du travail à temps partiel par la suppression des discriminations que cette forme de travail subissait encore en matière de sécurité sociale, et incitations d'ordre divers à l'extension de ce type de travail; création de zones d'emploi, opérationnelles à partir de 1983 seulement, au sein desquelles les entreprises qui s'y implanteraient obtiendraient certaines exonérations d'impôt durant une période de 10 ans; autorisation de certaines expériences d'aménagement du temps de travail; mobilité plus grande et limitation des cumuls dans la fonction publique; modification des normes dans l'enseignement, ce qui aura plutôt un effet restrictif; suppression du système des primes de réadaptation et d'adaptation (femmes à l'emploi « Dewulf »).

D'autres mesures sont plutôt des modifications ou des élargissements de mesures déja en vigueur: réduction ou exonérations de cotisations de sécurité sociale pour des engagements de jeunes demandeurs d'emploi ou d'un premier travailleur, élargissement du stage des jeunes et instauration du stage à mi-temps, possibilité pour des P.M.E., sous certaines conditions, d'avoir recours à certaines formes de mise au travail classiquement réservées au secteur public ou non lucratif; réduction du cadre spécial temporaire et création du troisième circuit du travail et du Fonds budgétaire interdépartemental pour l'emploi; remplacement de la prépension légale par la prépension de retraite et fin de la prépension légale pour chômeurs âgés.

*

* *

(1) A.R. n°s 11 et 180 (Mon. belge du 27-02-82 et du 18-01-83).

Evolution du chômage

ANNÉE	Chômage complet (a)			Chômage partiel (b) (c)		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
1970	42 387	28 874	71 261	24 997	8 715	33 712
1971	42 368	28 508	70 876	31 830	7 792	39 622
1972	51 855	34 967	86 822	27 405	9 175	36 580
1973	48 608	43 094	91 702	25 511	8 774	34 285
1974	49 841	54 879	104 720	28 790	13 160	41 950
1975	85 158	92 209	177 367	59 536	23 005	82 541
1976	98 304	130 233	228 537	42 913	15 582	58 495
1977	106 286	157 998	264 284	47 814	21 163	68 977
1978	111 239	170 925	282 164	48 122	21 296	69 418
1979	110 006	184 410	294 416	..	..	78.000 (d)
1980	120 719	201 176	321 895	..	..	80 347
1981	166 992	224 794	391 785	..	..	93 588
1982	206 764	249 813	456 577	..	..	82 496

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Statistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets, à l'exclusion des chômeurs occupés par les pouvoirs publics. Situation en fin du mois et moyenne mensuelle pour l'année.
(b) Moyennes journalières.
(c) L'arrêté ministériel du 14 février 1975 (*Moniteur belge* du 8 avril 1975) dispense (depuis le 1er mars 1975) les chômeurs partiels du contrôle communal.
(d) Estimation.

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés (a)

Hommes et femmes

PROVINCE OU RÉGION	1981	1982	$\frac{1981}{1980}$ en %	$\frac{1982}{1981}$ en %	Taux de chômage 1982 (b)
Anvers	57 442	70 325	+24,3	+22,4	15,9
Brabant	80 230	94 199	+23,7	+17,4	13,4
Flandre occidentale	37 835	44 420	+26,2	+17,4	16,2
Flandre orientale	51 451	60 840	+22,4	+18,2	17,1
Hainaut	57 396	64 282	+20,2	+12,0	20,6
Liège	48 031	53 638	+13,5	+11,7	20,5
Limbourg	40 079	46 192	+20,5	+15,3	23,4
Luxembourg	5 041	6 084	+26,6	+20,7	14,9
Namur	14 277	16 600	+24,2	+16,3	19,4
Région flamande	*218 200*	*258 255*	*+ 23,0*	*+ 18,4*	*16,9*
Région wallonne	*133 102*	*150 258*	*+ 19,0*	*+ 12,9*	*19,4*
Bruxelles (c)	*40 482*	*48 064*	*+ 23,9*	*+ 18,7*	*17,7*
Le Royaume ...	**391 784**	**456 577**	**+21,7**	**+16,5**	**17,8**

(a) Situation moyenne en fin de mois.
(b) Par rapport aux assurés contre le chômage.
(c) Bruxelles-Capitale (19 communes).

Source : Office National de l'Emploi.

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés (a)

PROVINCE OU RÉGION	1981	1982	$\frac{1981}{1980}$ en %	$\frac{1982}{1981}$ en %	Taux de chômage 1982 (b)
	HOMMES				
Anvers	23 996	32 197	+45,9	+34,2	11,1
Brabant	37 262	45 653	+37,6	+22,5	12,9
Flandre occidentale	16 929	20 965	+45,9	+23,8	12,2
Flandre orientale	22 448	28 829	+41,3	+28,4	13,0
Hainaut	25 849	30 306	+36,6	+17,2	15,4
Liège	19 613	23 019	+21,2	+17,4	14,4
Limbourg	11 751	14 735	+45,7	+25,4	11,9
Luxembourg	2 304	2 897	+34,0	+25,7	11,0
Namur	6 836	8 163	+79,7	+19,4	15,5
Région flamande	*87 873*	*112 451*	*+44,0*	*+28,0*	*11,7*
Région wallonne	*58 351*	*68 814*	*+32,4*	*+17,9*	*14,3*
Bruxelles (c)	*20 765*	*25 498*	*+33,0*	*+22,8*	*16,6*
Le Royaume ...	**166 991**	**206 763**	**+38,3**	**+23,8**	**12,9**
	FEMMES				
Anvers	33 445	38 126	+12,4	+14,0	24,9
Brabant	42 968	48 547	+13,7	+13,0	19,9
Flandre occidentale	20 906	23 454	+13,8	+12,2	23,1
Flandre orientale	29 002	32 013	+10,9	+10,4	24,0
Hainaut	31 547	33 975	+ 9,4	+ 7,7	29,2
Liège	28 417	30 620	+ 8,8	+ 7,8	29,9
Limbourg	28 328	31 456	+12,4	+11,0	42,7
Luxembourg	2 736	3 187	+20,9	+16,5	22,1
Namur	7 440	8 436	+11,2	+13,4	25,7
Région flamande	*130 324*	*145 804*	*+12,0*	*+18,8*	*25,9*
Région wallonne	*74 745*	*81 444*	*+10,3*	*+ 9,0*	*27,8*
Bruxelles (c)	*19 719*	*22 566*	*+15,6*	*+14,4*	*19,2*
Le Royaume ...	**224 792**	**249 814**	**+11,7**	**+11,1**	**25,7**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Situation moyenne en fin de mois.
(b) Par rapport aux assurés contre le chômage.
(c) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés, aptitude normale (a)

PROVINCE OU RÉGION	1981	1982	$\frac{1981}{1980}$ en %	$\frac{1982}{1981}$ en %	1982 (c)
	HOMMES				
Anvers	20 109	27 983	+55,1	+38,7	86,9
Brabant	34 599	42 910	+41,4	+24,0	94,0
Flandre occidentale	13 823	17 690	+58,5	+28,0	84,4
Flandre orientale	17 669	23 848	+54,7	+35,0	82,7
Hainaut	23 849	28 110	+40,1	+17,9	89,4
Liège	15 451	18 863	+32,7	+22,1	81,9
Limbourg	9 859	12 893	+63,5	+30,8	87,5
Luxembourg	1 949	2 502	+37,5	+28,4	86,4
Namur	4 914	6 020	+55,6	+22,5	85,8
Région flamande	*72 886*	*96 801*	*+ 55,4*	*+ 32,8*	*86,1*
Région wallonne	*49 650*	*59 623*	*+ 40,0*	*+ 20,1*	*86,6*
Bruxelles (b)	*19 681*	*24 396*	*+ 36,0*	*+ 24,0*	*95,7*
Le Royaume ...	**142 217**	**180 820**	**+46,8**	**+27,1**	**87,4**
	FEMMES				
Anvers	30 967	35 714	+14,1	+15,3	93,7
Brabant	39 956	45 650	+15,4	+14,3	94,0
Flandre occidentale	18 307	20 842	+15,9	+13,8	88,9
Flandre orientale	24 841	28 108	+13,5	+13,2	87,8
Hainaut	29 955	32 409	+ 9,7	+ 8,2	92,1
Liège	24 258	26 627	+11,1	+ 9,8	87,0
Limbourg	26 200	29 400	+13,5	+12,2	93,5
Luxembourg	2 492	2 950	+21,0	+18,4	92,6
Namur	5 610	6 542	+16,9	+16,6	90,4
Région flamande	*117 561*	*133 542*	*+ 13,7*	*+ 13,6*	*91,6*
Région wallonne	*66 553*	*73 347*	*+ 11,9*	*+ 10,2*	*90,1*
Bruxelles (b)	*18 469*	*21 352*	*+ 17,9*	*+ 15,6*	*94,6*
Le Royaume ...	**202 583**	**228 241**	**+13,5**	**+12,7**	**91,4**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Situation moyenne en fin de mois.
(b) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).
(c) Part en % des chômeurs d'aptitude normale dans le total des chômeurs complets indemnisés.

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés, aptitude normale (a)

Hommes et femmes

PROVINCE OU RÉGION	1981	1982	$\frac{1981}{1980}$ en %	$\frac{1982}{1981}$ en %	1982 (c)
Anvers	51 075	63 696	+27,3	+24,7	90,6
Brabant	74 555	88 561	+26,2	+18,8	94,0
Flandre occidentale	32 130	38 533	+31,1	+19,9	86,7
Flandre orientale	42 510	51 956	+27,7	+22,2	85,4
Hainaut	53 804	60 519	+21,4	+12,5	90,8
Liège	39 709	45 490	+18,6	+14,6	84,8
Limbourg	36 059	42 293	+23,9	+17,3	91,6
Luxembourg	4 441	5 452	+27,7	+22,8	89,6
Namur	10 524	12 562	+32,2	+19,4	88,1
Région flamande	*190 447*	*230 343*	*+ 26,7*	*+ 20,9*	*89,2*
Région wallonne	*116 203*	*132 970*	*+ 22,4*	*+ 14,4*	*88,5*
Bruxelles (b)	*38 150*	*45 748*	*+ 26,6*	*+ 19,9*	*95,2*
Le Royaume ...	**344 800**	**409 061**	**+25,2**	**+18,6**	**89,6**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Situation moyenne en fin de mois.
(b) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).
(c) Part en % des chômeurs d'aptitude normale dans le total des chômeurs complets indemnisés.

Evolution mensuelle des chômeurs complets indemnisés en 1982

Répartition par sexe et aptitude au travail

MOIS	Aptitude normale	Aptitude partielle	Aptitude très réduite	Total
	HOMMES			
Janvier	172 559	15 855	9 756	198 170
Février	178 611	15 958	9 818	204 387
Mars	179 195	15 979	9 756	204 930
Avril	177 374	15 829	9 733	202 936
Mai	176 188	15 873	9 761	201 822
Juin	174 194	15 905	9 791	199 890
Juillet	181 033	16 179	9 903	207 115
Août	177 430	16 062	9 817	203 309
Septembre	179 993	16 031	9 824	205 848
Octobre	184 569	16 229	9 876	210 674
Novembre	190 533	16 505	10 026	217 064
Décembre	198 168	16 736	10 114	225 018
Moyenne mensuelle ...	**180 821**	**16 095**	**9 848**	**206 764**
	FEMMES			
Janvier	219 626	17 147	4 504	241 277
Février	225 722	17 156	4 487	247 365
Mars	224 985	16 937	4 469	246 391
Avril	222 956	16 877	4 469	244 302
Mai	221 359	16 863	4 482	242 704
Juin	221 157	17 091	4 539	242 787
Juillet	232 731	17 486	4 603	254 820
Août	232 057	17 189	4 585	253 831
Septembre	232 164	17 066	4 553	253 783
Octobre	233 478	16 949	4 533	254 960
Novembre	235 114	16 894	4 591	256 599
Décembre	237 541	16 807	4 593	258 941
Moyenne mensuelle ...	**228 241**	**17 039**	**4 534**	**249 813**
	TOTAL			
Janvier	392 185	33 002	14 260	439 447
Février	404 333	33 114	14 305	451 752
Mars	404 180	32 916	14 225	451 321
Avril	400 330	32 706	14 202	447 238
Mai	397 547	32 736	14 243	444 526
Juin	395 351	32 996	14 330	442 677
Juillet	413 764	33 665	14 506	461 935
Août	409 487	33 251	14 402	457 140
Septembre	412 157	33 097	14 377	459 631
Octobre	418 047	33 178	14 409	465 634
Novembre	425 647	33 399	14 617	473 663
Décembre	435 709	33 543	14 707	483 959
Moyenne mensuelle ...	**409 061**	**33 134**	**14 382**	**456 577**

Source : Office National de l'Emploi.

Répartition par branche d'activité et par sexe des chômeurs complets en 1982 (a)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	HOMMES				FEMMES				TOTAL			
	1981	1982	1981/1980 %	1982/1981 %	1981	1982	1981/1980 %	1982/1981 %	1981	1982	1981/1980 %	1982/1981 %
Agriculture	1 294	1 625	+36,5	+25 6	493	538	+13,1	+ 9,1	1 788	2 163	+29,2	+21,0
Forêt, Chasse	185	247	+58,1	+33,5	20	26	+25,0	+30,0	205	273	+54,1	+33,2
Pêche	228	315	+15,2	+38,2	9	11	+28,6	+22,2	237	326	+15,6	+37,6
Mines	1 883	1 902	—24,1	+ 1,0	100	100	+ 6,4	0,0	1 982	2 002	—23,0	+ 1,0
Pierre	655	823	+29,2	+25,6	107	123	+13,8	+15,0	762	946	+26,8	+24,1
Alimentation	7 553	9 187	+31,7	+21,6	11 855	12 309	+ 4,1	+ 3,8	19 408	21 495	+13,4	+10,8
Tabac	110	139	+25,0	+26,4	2 686	2 849	+ 4,1	+ 6,1	2 796	2 988	+ 4,8	+ 6,9
Textile	4 923	5 469	+25,3	+11,1	12 730	12 874	+ 3,7	+ 1,1	17 653	18 342	+ 8,9	+ 3,9
Vêtement	977	1 111	+ 5,3	+13,7	27 084	27 313	+ 6,2	+ 0,8	28 061	28 424	+ 6,2	+ 1,3
Chaussures	190	201	+ 5,6	+ 5,8	1 525	1 427	— 1,8	— 6,4	1 715	1 628	— 1,0	— 5,1
Bois	4 258	5 076	+40,1	+19,2	2 727	2 722	+ 1,9	— 0,2	6 985	7 798	+22,2	+11,6
Papier	1 396	1 563	+45,1	+12,0	2 589	2 621	+ 5,6	+ 1,2	3 985	4 184	+16,8	+ 5,0
Livre	1 877	2 103	+23,6	+12,0	2 569	2 718	+ 8,9	+ 5,8	4 446	4 821	+14,7	+ 8,4
Cuirs et Peaux	458	492	+ 9,0	+ 7,4	1 115	1 084	— 0,5	— 2,8	1 573	1 576	+ 2,1	+ 0,2
Caoutchouc	690	737	+63,9	+ 6,8	661	667	+ 9,6	+ 0,9	1 350	1 404	+31,8	+ 4,0
Chimie	3 736	4 539	+30,6	+21,5	5 713	5 895	+ 6,4	+ 3,2	9 449	10 434	+ 14,8	+10,4
Céramique, Briqueterie, Ciment	1 612	1 989	+28,1	+23,4	1 169	1 139	— 0,4	— 2,6	2 781	3 128	+14,4	+12,5
Verre	1 055	1 236	+14,9	+17,2	1 359	1 302	— 1,9	— 4,2	2 415	2 538	+ 4,9	+ 5,1
Métallurgie	3 192	3 521	+13,9	+10,3	663	707	+ 4,9	+ 6,6	3 855	4 229	+12,3	+ 9,7
Construction métallique	11 047	13 524	+33,3	+22,4	5 779	5 902	+ 2,5	+ 2,1	16 826	19 425	+20,8	+15,4
Construction mécanique	1 753	2 089	+54,7	+19,2	805	943	+ 5,8	+17,1	2 558	3 032	+35,1	+18,5
Construction électrique	3 040	3 611	+42,5	+18,8	10 735	11 082	+ 8,4	+ 3,2	13 775	14 693	+14,4	+ 6,7
Construction de matériel de transport	6 894	9 421	+68,9	+36,7	2 084	2 262	+13,1	+ 8,5	8 978	11 682	+51,6	+30,1
Diamant	663	724	+21,2	+ 9,2	903	948	+20,4	+ 5,0	1 566	1 671	+20,7	+ 6,7
Industries manuf. diverses	1 300	1 516	+41,8	+16,6	2 161	2 255	+13,8	+ 4,3	3 461	3 771	+22,9	+ 9,0
Construction	48 041	58 230	+52,7	+21,2	2 382	2 750	+24,3	+15,4	50 423	60 980	+50,8	+20,9
Electricité, Eau, Gaz	415	532	+57,2	+28,2	206	266	+48,2	+29,1	621	798	+54,1	+28,5
Commerce	10 950	13 302	+29,4	+21,5	33 412	36 260	+ 8,4	+ 8,5	44 363	49 563	+12,9	+11,7
Banques, Assurances	1 209	1 551	+40,9	+28,3	2 852	3 400	+24,7	+19,2	4 061	4 952	+29,1	+21,9
Transport et Communications	6 752	8 871	+40,3	+31,4	2 672	3 287	+23,2	+23,0	9 424	12 158	+35,0	+29,0
Hôtels, Restaurants	3 588	4 536	+21,5	+26,4	7 584	8 506	+ 9,7	+12,2	11 172	13 041	+13,3	+16,7
Services	22 969	30 736	+47,7	+33,8	56 908	69 406	+26,8	+22,0	79 877	100 141	+32,2	+25,4
Activités mal désignées ou non connues (b)	12 098	15 849	+21,7	+31,0	21 138	26 125	+ 8,4	+23,6	33 236	41 974	+12,9	+26,3
Total général	**166 992**	**206 764**	**+38,3**	**+23,8**	**224 793**	**249 813**	**+11,7**	**+11,1**	**391 785**	**456 577**	**+21,7**	**+16,5**

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires Economiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés. Situation moyenne en fin de mois.
Les chômeurs repris au présent tableau sont répartis selon la branche d'activité dans laquelle ils étaient occupés, quelle que soit leur profession.

(b) Catégorie qui comprend principalement les jeunes gens n'ayant pas encore eu d'activité professionnelle quelconque.

Répartition par branche d'activité et région linguistique des chômeurs complets en 1982 (a)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	FLANDRE				WALLONIE				BRUXELLES (b)			
	1981	1982	1981 —— % 1980	1982 —— % 1981	1981	1982	1981 —— % 1980	1982 —— % 1981	1981	1982	1981 —— % 1980	1982 —— % 1981
Agriculture	1 208	1 448	+30,5	+19,9	499	614	+22,9	+ 23,0	81	102	+ 55,8	+ 25,9
Forêt, Chasse	56	76	+36,6	+35,7	144	190	+61,8	+ 31,9	6	7	+100,0	+ 16,7
Pêche	231	312	+16,1	+35,1	4	12	—33,3	+200,0	1	2	+100,0	+100,0
Mines	1 049	1 209	— 8,3	+15,3	882	734	—36,3	—16,8	51	59	+ 8,5	+ 15,7
Pierre	227	281	+50,3	+23,8	522	648	+18,1	+ 24,1	13	17	+ 62,5	+ 30,8
Alimentation	12 611	14 239	+14,9	+12,9	5 165	5 449	+ 9,6	+ 5,5	1 631	1 807	+ 14,2	+ 10,8
Tabac	2 452	2 646	+ 6,0	+ 7,9	261	252	— 7,1	— 3,4	83	90	+ 13,7	+ 8,4
Textile	12 616	13 330	+ 7,7	+ 5,7	4 591	4 568	+13,2	— 0,5	446	444	+ 0,7	— 0,4
Vêtement	20 398	20 672	+ 7,4	+ 1,3	6 393	6 358	+ 2,4	— 0,5	1 279	1 394	+ 6,2	+ 9,0
Chaussures	1 552	1 467	— 0,9	— 5,5	137	135	0,0	— 1,5	26	26	— 13,3	0,0
Bois	5 632	6 348	+22,6	+12,7	911	995	+15,6	+ 9,2	441	455	+ 30,9	+ 3,2
Papier	1 956	2 112	+11,1	+ 8,0	1 550	1 566	+27,2	+ 1,0	479	505	+ 10,6	+ 5,4
Livre	2 112	2 361	+17,8	+11,8	1 384	1 421	+ 8,6	+ 2,7	950	1 039	+ 17,4	+ 9,4
Cuirs et Peaux	916	913	+ 3,4	— 0,3	273	286	+ 3,4	+ 4,8	384	377	— 1,8	— 1,8
Caoutchouc	825	850	+45,2	+ 3,0	444	469	+14,4	+ 5,6	82	86	+ 20,6	+ 4,9
Chimie	5 260	5 871	+14,1	+11,6	2 808	3 121	+17,0	+ 11,1	1 381	1 442	+ 12,9	+ 4,4
Céramique, Briqueterie, Ciment	1 409	1 680	+22,6	+19,2	1 267	1 359	+ 7,6	+ 7,3	105	90	— 0,9	— 14,3
Verre	564	580	+13,9	+ 2,8	1 806	1 914	+ 2,0	+ 6,0	45	44	+ 21,6	— 2,2
Métallurgie	860	1 096	+22,7	+27,4	2 853	2 960	+ 9,0	+ 3,8	143	173	+ 24,3	+ 21,0
Construction métallique	7 714	9 383	+27,8	+21,6	7 538	8 102	+15,4	+ 7,5	1 573	1 940	+ 15,7	+ 23,3
Construction mécanique	1 410	1 762	+32,6	+25,0	870	969	+33,4	+ 11,4	279	301	+ 55,9	+ 7,9
Construction électrique	9 581	10 316	+17,2	+ 7,7	3 515	3 599	+ 7,6	+ 2,4	679	778	+ 15,1	+ 14,6
Construction de matériel de transport	4 989	7 383	+30,3	+48,0	2 910	3 143	+97,2	+ 8,0	1 079	1 156	+ 74,6	+ 7,1
Diamant	1 539	1 636	+20,8	+ 6,3	11	17	0,0	+ 54,5	16	18	+ 33,3	+ 12,5
Industries manuf. diverses	1 544	1 761	+22,2	+14,1	1 356	1 429	+25,3	+ 5,4	561	582	+ 19,4	+ 3,7
Construction	27 422	33 989	+63,7	+23,9	17 657	20 688	+37,4	+ 17,2	5 344	6 302	+ 39,5	+ 17,9
Electricité, Eau, Gaz	290	384	+65,7	+32,4	265	320	+45,6	+ 20,8	67	95	+ 45,7	+ 41,8
Commerce	20 519	23 322	+16,8	+13,7	17 784	19 233	+ 8,3	+ 8,1	6 060	7 008	+ 14,5	+ 15,6
Banques, Assurances	1 968	2 380	+29,1	+20,9	1 335	1 607	+27,8	+ 20,4	758	964	+ 31,6	+ 27,2
Transport et Communications	4 965	6 287	+33,9	+26,6	3 214	4 340	+42,9	+ 35,0	1 245	1 532	+ 21,5	+ 23,1
Hôtels, Restaurants	5 851	6 809	+12,3	+16,4	3 335	3 853	+11,2	+ 15,5	1 986	2 379	+ 19,9	+ 19,8
Services	40 091	51 112	+32,9	+27,5	28 577	34 992	+32,2	+ 22,4	11 209	14 037	+ 29,6	+ 25,2
Activités mal désignées ou non connues (c)	18 396	24 242	+14,3	+31,8	12 839	14 917	+ 9,1	+ 16,2	2 002	2 815	+ 28,2	+ 40,6
Total général	**218 201**	**258 255**	**+23,0**	**+18,4**	**133 101**	**150 258**	**+19,0**	**+ 12,9**	**40 482**	**48 064**	**+ 23,9**	**+ 18,7**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés. Situation moyenne en fin de mois.
Les chômeurs repris au présent tableau sont répartis selon la branche d'activité dans laquelle ils étaient occupés, quelle que soit leur profession.
(b) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).
(c) Catégorie qui comprend principalement les jeunes gens, n'ayant pas encore eu d'activité professionnelle quelconque.

Taux de chômage (a)

Répartition par branche d'activité et par sexe (b)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	HOMMES				FEMMES				TOTAL			
	1981	Classement	1982	Classement	1981	Classement	1982	Classement	1981	Classement	1982	Classement
Agriculture	14,7	(5)	18,4	(3)	27,0	19	29,4	18	16,8	13	20,3	10
Forêt, Chasse	13,6	(7)	18,2	(5)	32,8	14	42,6	(4)	14,4	18	19,2	12
Pêche	17,7	(2)	24,5	(1)	45,0	(3)	55,0	(1)	18,1	8	24,9	5
Mines	8,1	19	8,2	21	48,8	(1)	48,8	(2)	8,5	25	8,5	27
Pierre	10,1	15	12,7	11	22,8	22	26,2	21	11,0	22	13,6	20
Alimentation	10,1	15	12,3	14	33,0	13	34,2	13	17,6	10	19,5	11
Tabac	3,5	28	4,4	27	38,3	6	40,6	6	27,4	3	29,3	3
Textile	11,3	12	12,6	12	30,3	16	30,6	17	20,7	5	21,5	7
Vêtement	14,6	6	16,7	6	40,7	4	41,0	5	38,3	1	38,8	1
Chaussures	11,7	11	12,4	13	47,2	2	44,1	3	35,3	2	33,5	2
Bois	12,4	9	14,0	10	35,3	9	35,2	12	15,8	15	17,7	16
Papier	9,0	17	10,0	18	36,0	8	36,5	8	17,5	11	18,4	13
Livre	7,1	20	8,0	22	21,9	24	23,2	24	11,7	21	12,7	23
Cuirs et Peaux	15,5	3	16,6	7	35,0	10	34,0	14	25,6	4	25,6	4
Caoutchouc	10,6	13	11,3	16	38,9	5	39,2	7	16,4	14	17,1	17
Chimie	5,4	21	6,6	24	27,7	18	28,6	19	10,6	23	11,7	24
Céramique, Briqueterie, Ciment	5,3	25	6,5	25	32,2	15	31,4	15	8,2	26	9,2	26
Verre	7,1	20	8,3	20	37,6	7	36,0	9	13,0	19	13,7	19
Métallurgie	3,6	27	4,0	28	16,2	26	17,3	27	4,2	29	4,6	30
Construction métallique	15,0	4	18,3	4	35,0	10	35,8	10	18,6	7	21,5	7
Construction mécanique	3,2	29	3,9	29	10,1	30	11,8	31	4,1	30	4,9	29
Construction électrique	5,2	26	6,2	26	30,0	17	31,0	16	14,6	17	15,6	18
Construction de matériel de transport	8,8	18	12,0	15	23,3	21	25,3	22	10,3	24	13,4	22
Diamant	10,3	14	11,2	17	34,0	12	35,7	11	17,2	12	18,47	13
Industries manuf. diverses	2,8	30	3,3	30	16,0	27	16,7	28	5,8	18	6,3	28
Construction	18,8	1	22,8	2	23,9	20	27,6	29	19,0	6	23,0	6
Electricité, Eau, Gaz	1,9	31	2,5	31	9,9	31	12,7	30	2,6	31	3,4	31
Commerce	5,8	23	7,1	23	18,7	25	20,2	25	12,1	20	13,5	21
Banques, Assurances	1,0	32	1,3	32	3,2	32	3,8	32	1,9	32	2,3	32
Transport et Communications	6,5	22	8,5	19	11,4	29	14,0	29	7,4	27	9,5	25
Hôtels, Restaurants	12,6	8	15,9	9	22,5	23	25,2	23	17,9	9	21,0	9
Services	12,2	10	16,4	8	16,0	27	19,5	26	14,7	16	18,4	13
Activités mal désignées ou non connues (c)	49,5	—	64,9	—	56,6	—	70,0	—	53,8	—	68,0	8
Total général ...	**9,8**		**12,1**		**21,7**		**24,1**		**14,3**		**16,6**	

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Chômeurs complets indemnisés/assurés contre le chômage (Assurés contre le chômage : assujettis ONSS + chômeurs complets + frontaliers au 30 juin). Les parenthèses signifient que cette branche d'activité n'a qu'un faible poids dans le total du chômage.

(b) Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés. Situation moyenne en fin de mois.
Les chômeurs repris au présent tableau sont répartis selon la branche d'activité dans laquelle ils étaient occupés, quelle que soit leur profession.

(c) Catégorie qui comprend principalement les jeunes gens, n'ayant pas encore eu d'activité professionnelle quelconque.

Plan en vue de la résorption du chômage

DÉSIGNATION	31 décembre 1980			31 décembre 1981			31 décembre 1982		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Stagiaires :									
— à temps plein	15 596	12 693	28 289	15 826	13 082	28 908	14 387	11 886	26 273
— à mi-temps							2 388	3 681	6 069
Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	21 056	14 466	35 522	19 029	14 144	33 173	18 133	13 639	31 772
Prépensions	56 034	15 787	71 821	69 609	18 056	87 665	84 971	20 413	105 384
— Prépension légale	*24 285*	*12 628*	*36 913*	*27 865*	*13 454*	*41 319*	*31 537*	*13 481*	*45 018*
— Prépension - Convention n° 17 (a)	*31 749*	*3 159*	*34 908*	*41 744*	*4 602*	*46 346*	*53 434*	*6 932*	*60 366*
Prépensions spéciales pour chômeurs âgés (b)	4 098	5 428	9 526	4 928	6 053	10 981	5 485	6 040	11 525
Cadre spécial temporaire	9 451	12 656	22 107	10 830	14 840	25 670	7 088	10 256	17 344
Troisième circuit du travail	—	—	—	—	—	—	394	737	1 131

(a) Convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974; arrêté royal du 16 janvier 1975 (*Moniteur belge* du 31 janvier 1975). Il s'agit de la prépension « après licenciement »; la prépension légale est attribuée « sur demande ».
(b) Il s'agit du nombre de personnes bénéficiant d'une prépension spéciale à ce moment.

Source : Office National de l'Emploi.

Déficits d'emplois

Situation au 31 décembre

DESIGNATION	1980	1981	1982	1982/1981	1982/1981 en %	Taux (f)
A. Chômeurs complets indemnisés	377 081	423 847	483 959	+60 112	+14,2 %	11,6 %
B. Autres demandeurs d'emploi sans travail, dont	53 376	101 552	127 592	+26 040	+25,6 %	
1. inscrits obligatoirement (a)	31 424	75 725 (b)	97 548 (b)	+21 823	+28,8 %	
2. libres inoccupés	21 952	25 827	30 044	+ 4 217	+16,3 %	
Total des demandeurs d'emploi sans travail : A+B	**430 457**	**525 399**	**611 551**	**+86 152**	**+16,4 %**	**14,7 %**
C. Résorption du chômage par les pouvoirs publics (c)	62 792	64 749	55 226	− 9 523	−17,2 %	
1. C.S.T.	22 107	25 670	17 344	− 8 326	−48,0 %	
2. C.M.T.	35 522	33 173	31 772	− 1 401	− 4,4 %	
3. T.C.T.	—	—	1 131	+ 1 131	—	
4. Chômeurs en F.P.	5 163	5 906	4 979	− 927	−18,6 %	
Total des demandeurs d'emploi : A+B+C	**493 249**	**590 148**	**666 777**	**+76 629**	**+13,0 %**	**16,0 %**
D. Prépension après licenciement dont :	47 916	58 400	73 850	+15 450	+26,5 %	
1. conventionnelle	34 908	43 346	60 366	+17 020	+39,3 %	
2. pour travailleurs frontaliers	—	—	459	+ 459	—	
3. spéciale pour chômeurs âgés (d)	13 008	15 054	13 025	− 2 029	+15,6 %	
Déficit d'emplois au sens strict : A+B+C+D	**541 165**	**648 548**	**740 627**	**+92 079**	**+14,2 %**	**17,8 %**
E. Prépension légale (e)	36 913	41 319	45 018	+ 3 699	+ 9,0 %	
Déficit d'emplois au sens large : A+B+C+D+E	**578 078**	**689 867**	**785 645**	**+95 778**	**+13,9 %**	**+18,9 %**

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Comprend notamment les jeunes scolarisés en stage d'attente avant leur inscription au chômage complet indemnisé.
(b) Ce montant comprend des jeunes scolarisés qui, jusqu'en 1980, étaient déjà admis à l'indemnisation à ce moment de l'année.
(c) C.S.T. : Cadre spécial temporaire, C.M.T. : Chômeurs mis au travail, T.C.T. : Troisième circuit du travail, F.P. : Formation professionnelle.
Le stage des jeunes n'est pas repris ici. On ne peut pas le considérer comme représentatif d'un déficit d'emplois, car l'expérience a montré qu'il s'est grandement substitué à des emplois ordinaires.
(d) Somme des bénéficiaires et des demandes en cours d'examen, qui entraînent, dès leur introduction, le retrait du demandeur de la statistique du chômage complet indemnisé.
(e) Dans la mesure où il s'agit d'une prépension, « à la demande » on l'a mise à part car elle n'est pas tout à fait représentative d'un déficit d'emplois.
(f) Par rapport à la population active au 30 juin. Pour 1982, la population active est celle au 30 juin 1981.

Chômeurs complets indemnisés de nationalités belge et étrangère (a)

DÉSIGNATION	1981			1982		
	Nombre	En % du total	1981 / 1979 %	Nombre	En % du total	1982 / 1980 %
Belges						
Hommes	136 703	40,6	+39,7	170 831	43,3	+25,0
Femmes	199 935	59,4	+12,3	223 612	56,7	+11,8
Total ...	*336 638*	*100,0*	*+ 22,0*	*394 443*	*100,0*	*+ 17,2*
Etrangers						
Hommes	30 289	54,9	+32,5	35 933	57,8	+18,6
Femmes	24 858	45,1	+ 7,4	26 201	42,2	+ 5,4
Total ...	*55 148*	*100,0*	*+ 19,9*	*62 134*	*100,0*	*+ 12,7*
Total						
Hommes	**166 992**	**42,6**	**+38,3**	**206 764**	**45,3**	**+23,8**
Femmes	**224 793**	**57,4**	**+11,7**	**249 813**	**54,7**	**+11,1**
Total ...	**391 785**	**100,0**	**+21,7**	**456 577**	**100,0**	**+16,5**

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Situation moyenne en fin de mois.

Faillites et fermetures d'entreprises

DÉSIGNATION	1er trim. 1982	2e trim. 1982	3e trim. 1982	4e trim. 1982	Année 1982	Année 1981
Faillites						
Nombre (a)	1 097	1 147	825	1 161	4 230	4 133
— S.A.	124	152	97	127	500	521
— S.P.R.L.	347	383	290	399	1 419	1 355
— Autres	626	612	438	614	2 311	2 257
Capitaux perdus (millions)	1 361,1	1 589,0	763,8	2 872	6 586	6 275
Faillites						
Nombre (b)	1 142	1 196	780	1 105	4 223	4 147
Fermetures d'entreprises						
Nombre	343	246	171	279	1 039	1 495
Travailleurs touchés	8 531	3 148	4 104	8 525	21 474	47 701

Sources : (a) Eurinform-Dun & Bradstreet pour les faillites.
(b) Centre d'Etudes pour les Risques économiques pour les faillites, Office National de l'Emploi pour les fermetures.

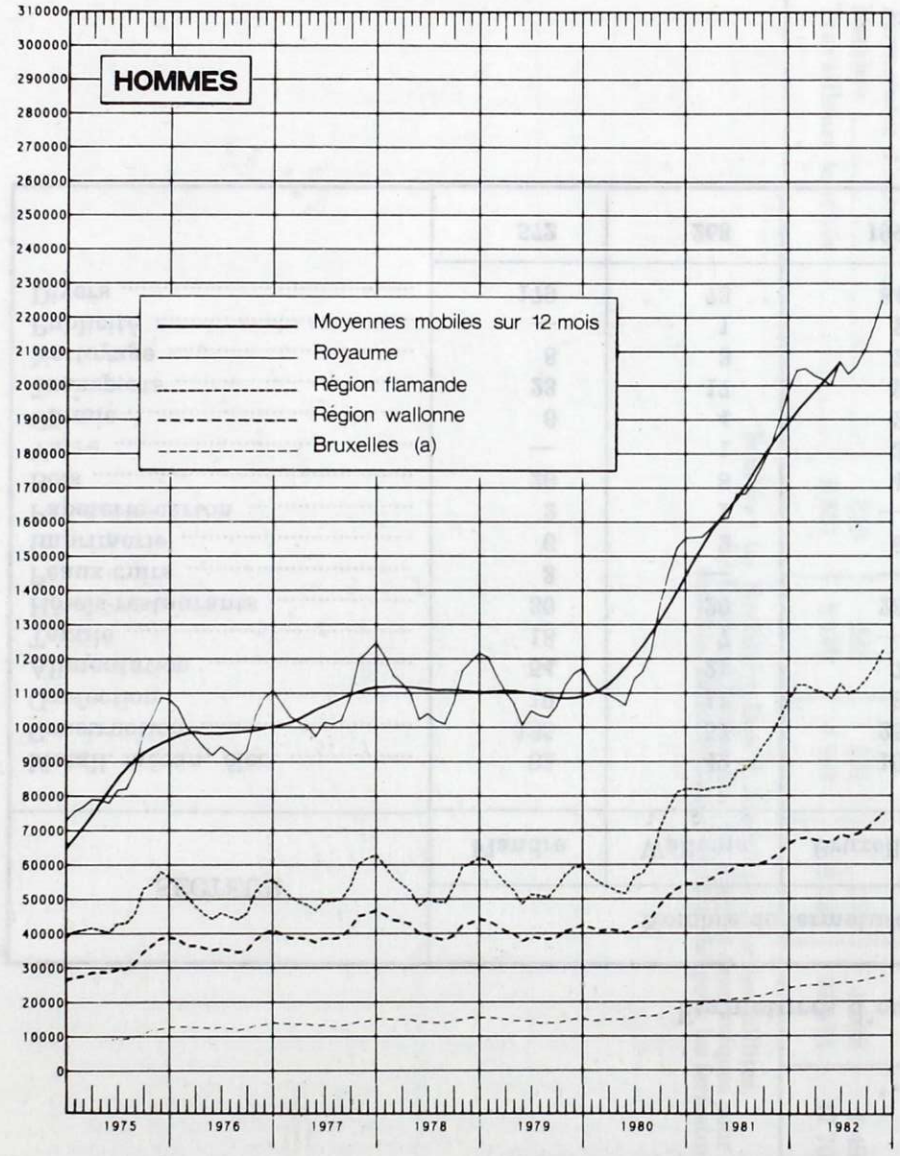
Fermetures d'entreprises en 1982

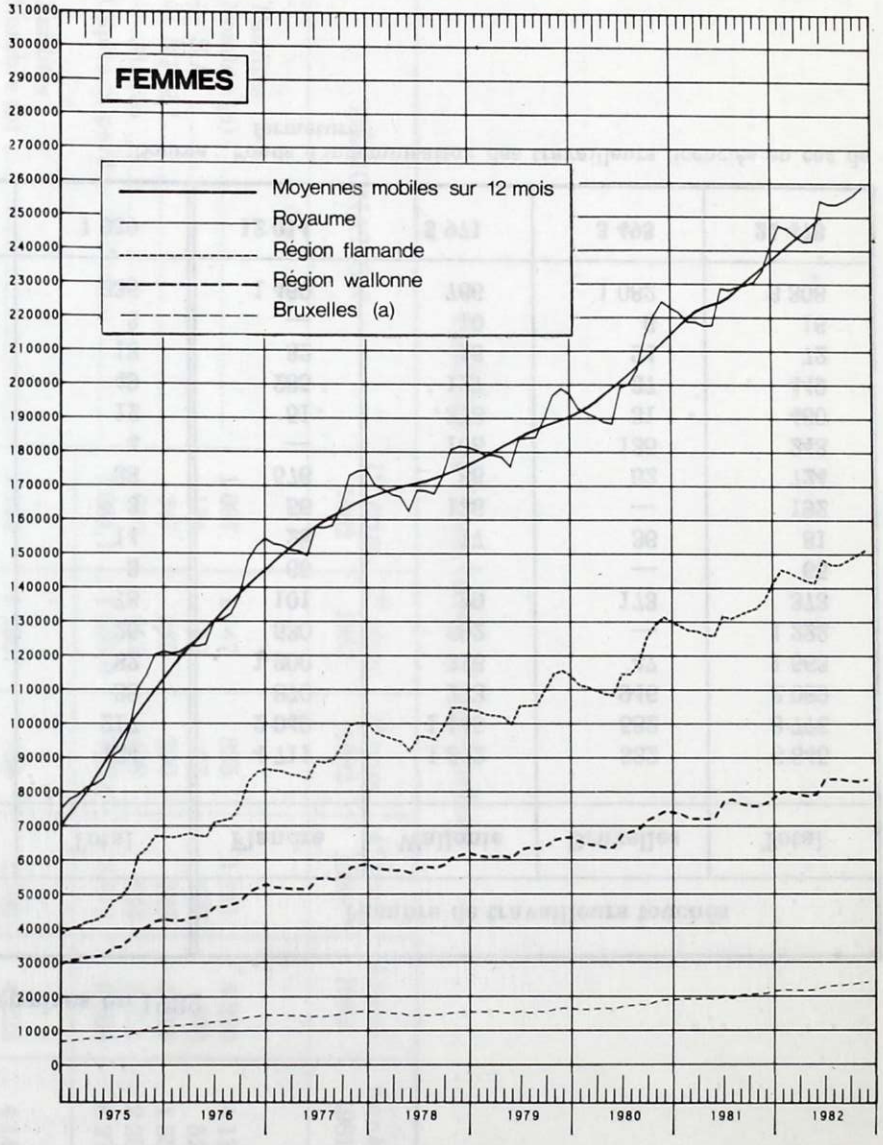
SECTEUR	Nombre de fermetures				Nombre de travailleurs touchés			
	Flandre	Wallonie	Bruxelles	Total	Flandre	Wallonie	Bruxelles	Total
Metall. mécan. élec.	63	42	19	124	4 711	1 802	332	6 845
Construction	135	57	25	217	2 049	1 145	582	3 776
Confection	19	11	8	38	870	273	946	2 089
Alimentation	54	21	7	82	1 200	316	47	1 563
Textile	18	7	—	25	530	692	—	1 222
Hôtels-restaurants	30	20	28	78	101	99	173	373
Peaux-cuirs	3	—	—	3	65	—	—	65
Imprimerie	6	2	6	14	28	17	36	81
Papeterie-carton	2	1	—	3	56	136	—	192
Bois	26	8	4	38	576	86	62	724
Verre	—	1	3	4	—	108	135	243
Chimie	6	4	2	12	51	378	31	460
Transports	23	17	9	49	285	127	37	449
Nettoyage	8	3	2	13	32	16	24	72
Publicité	—	1	2	3	—	10	6	16
Divers	179	73	84	336	1 460	766	1 082	3 308
	572	**268**	**199**	**1 039**	**12 014**	**5 971**	**3 493**	**21 478**

Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois

Toutes catégories





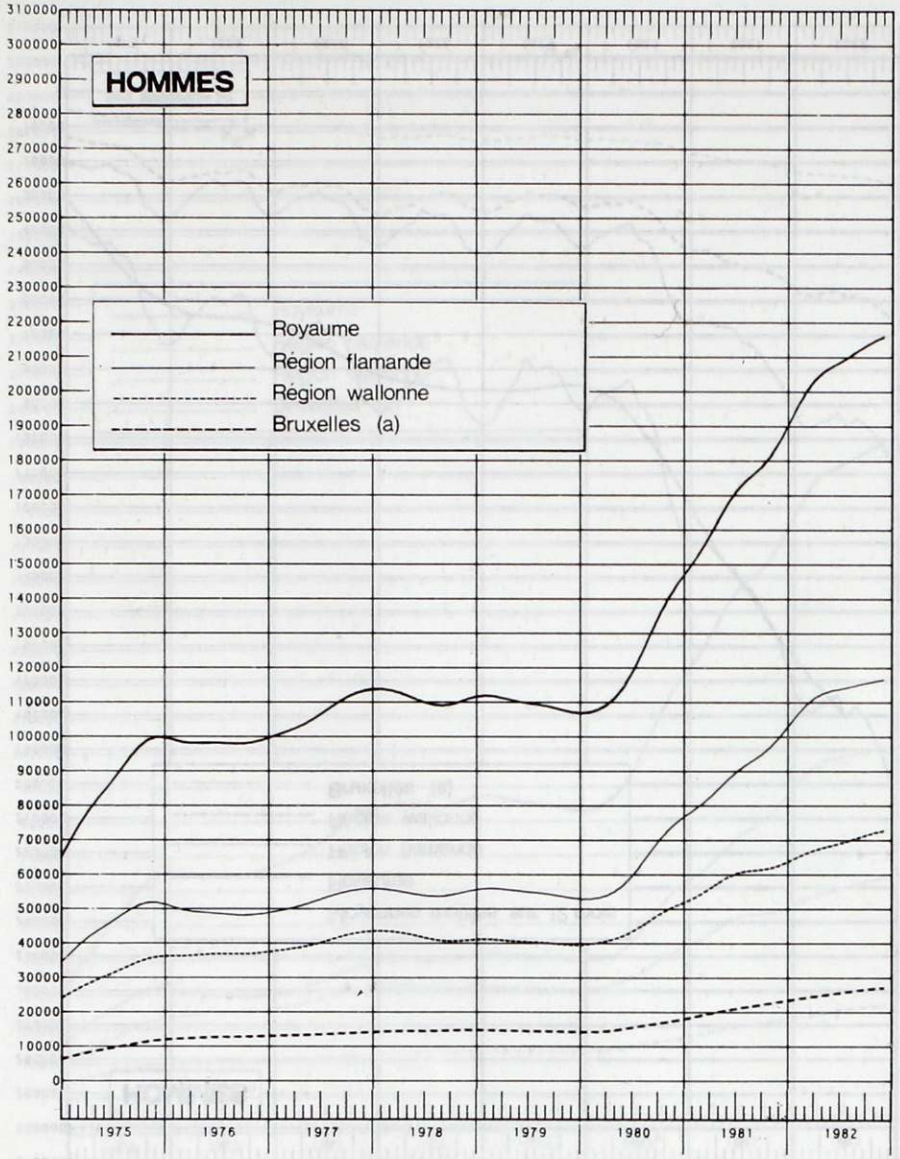
(a) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).

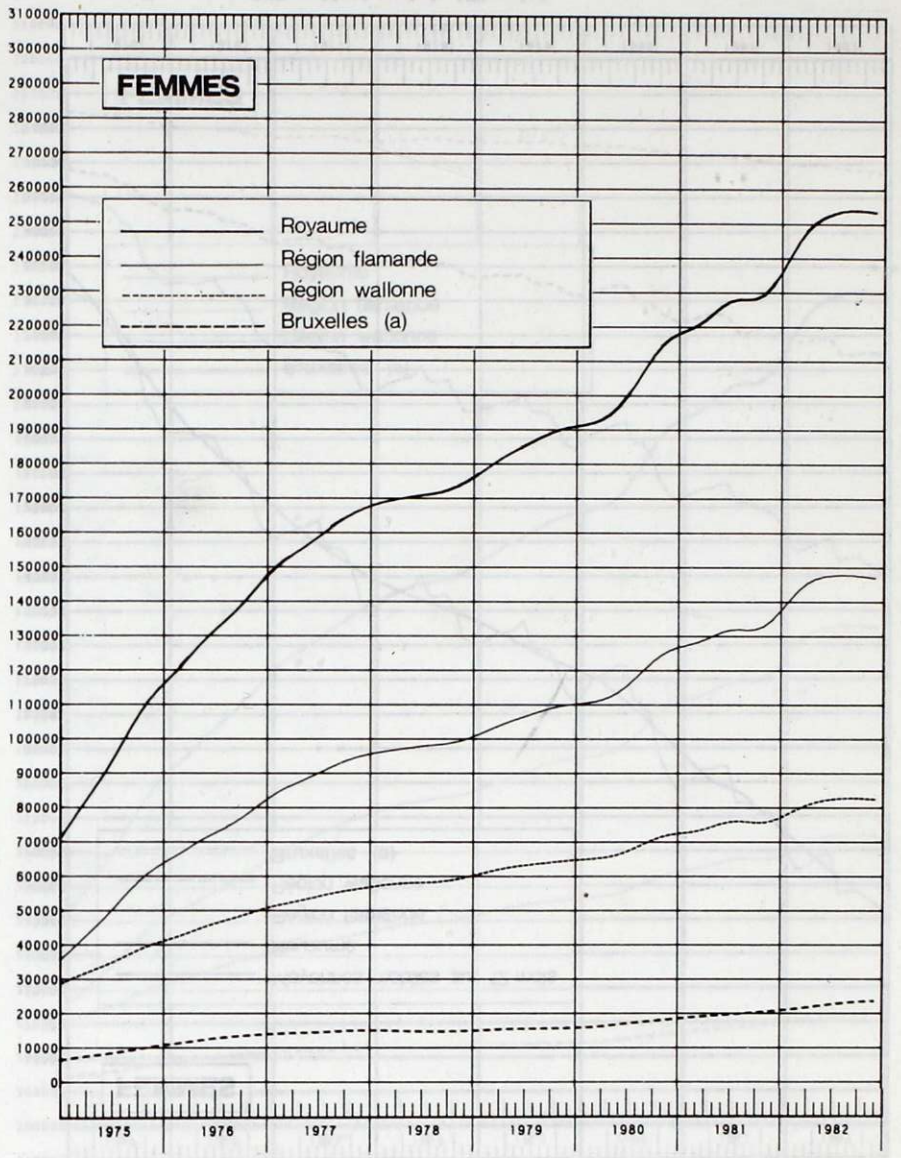
Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois

Toutes catégories

(série désaisonnalisée et lissée)



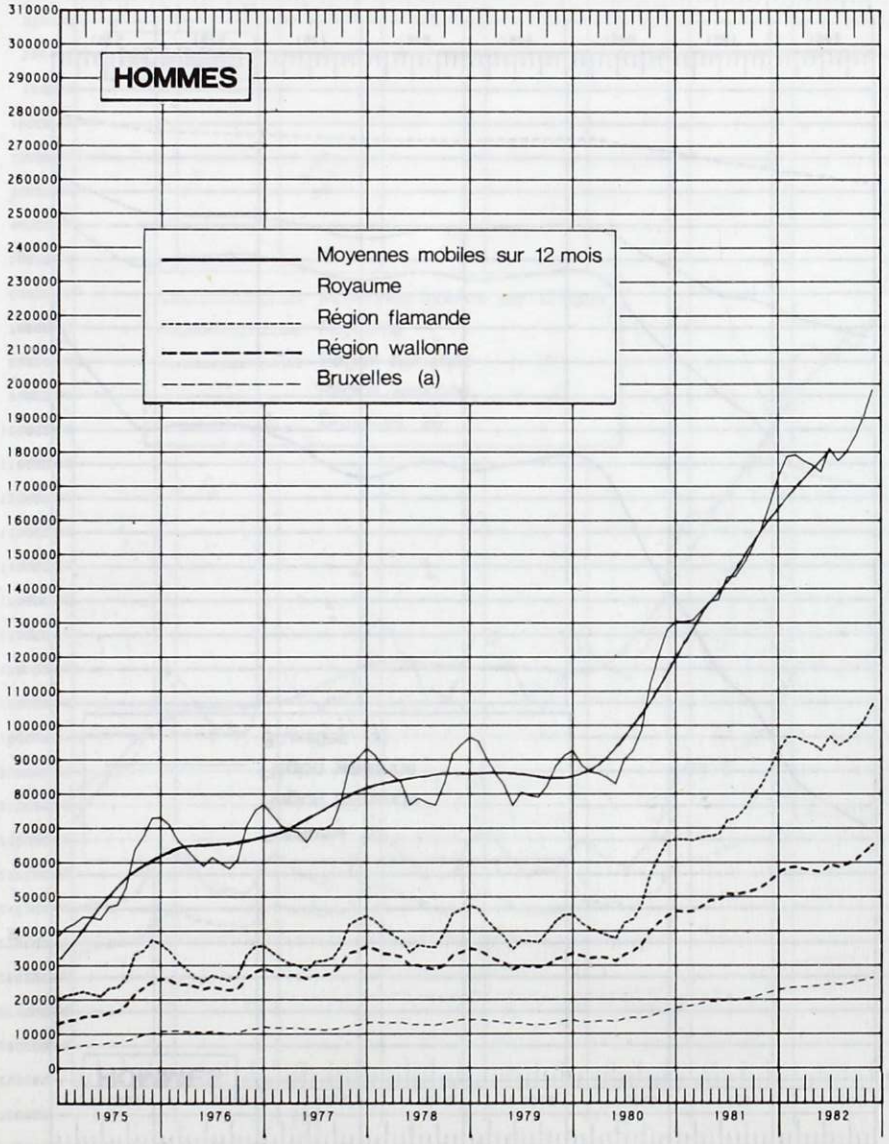


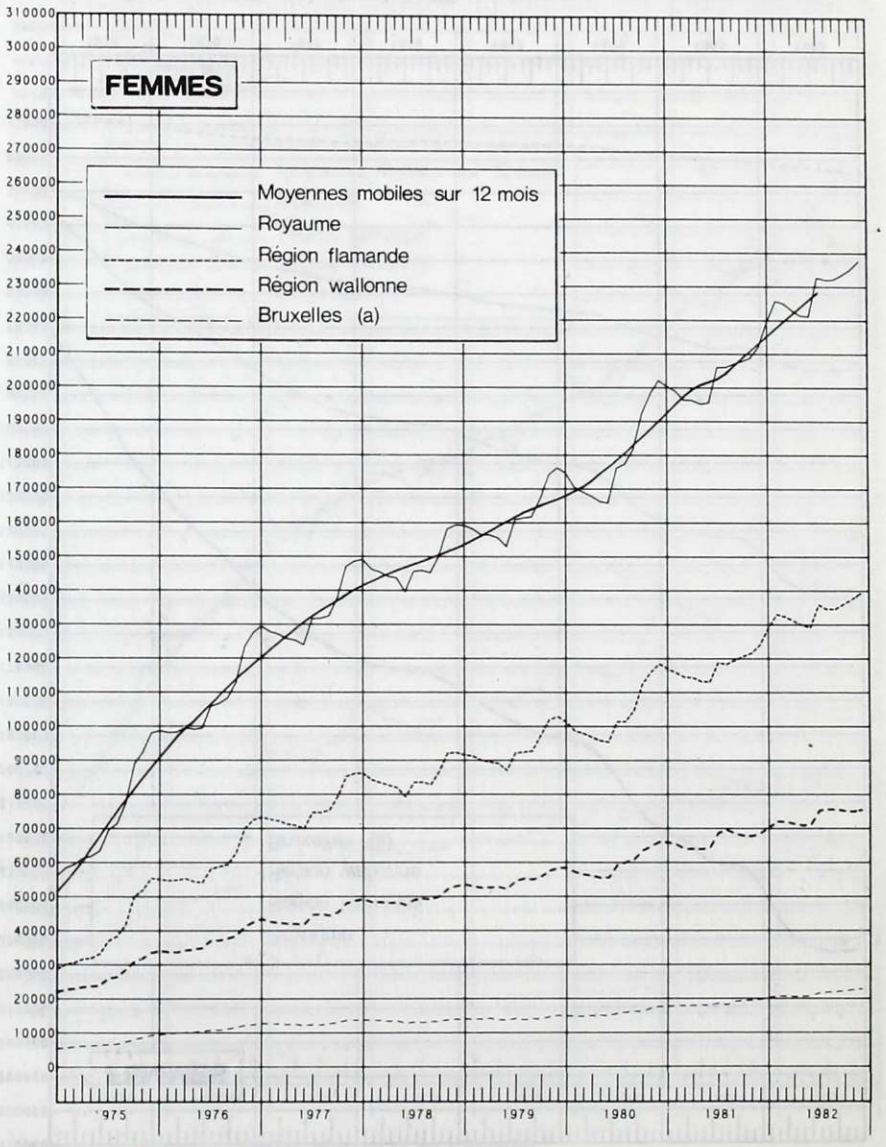
(a) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois

Aptitude normale





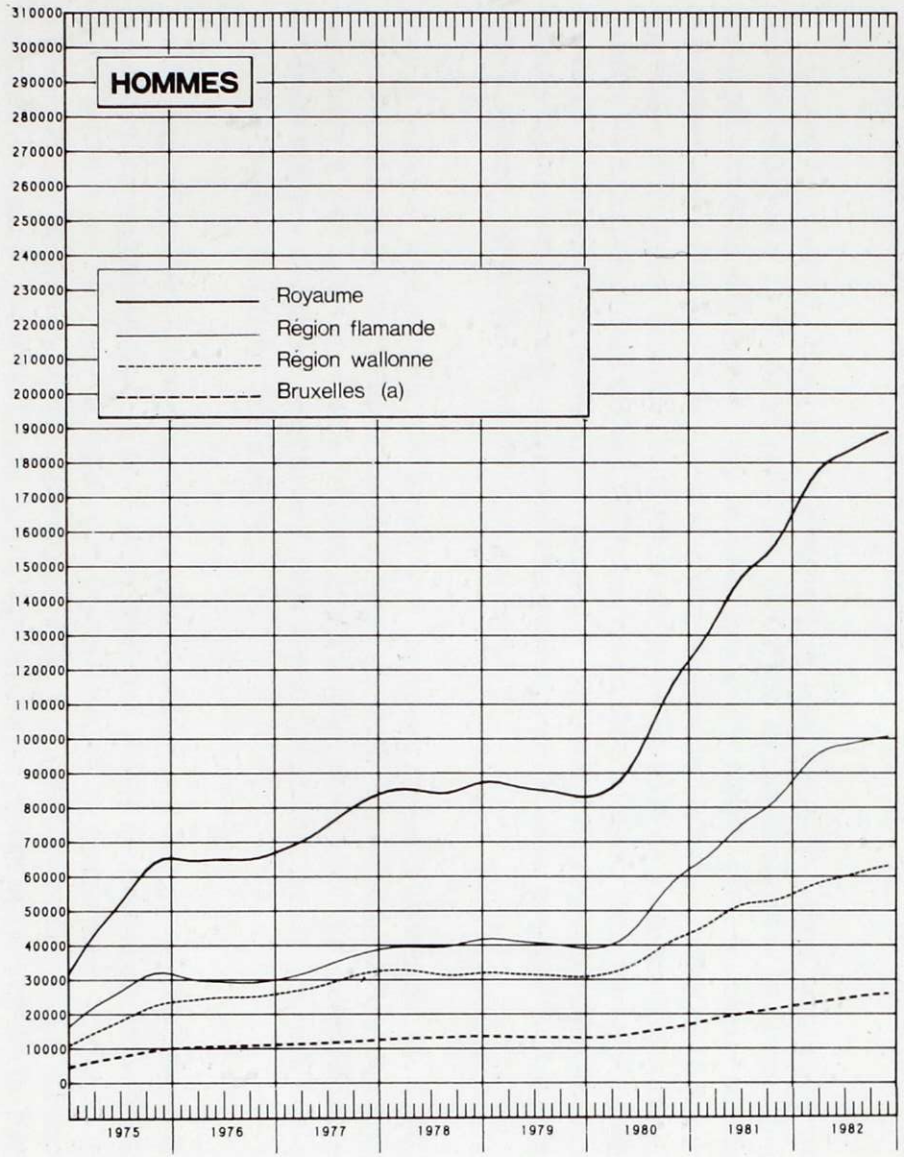
(a) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).

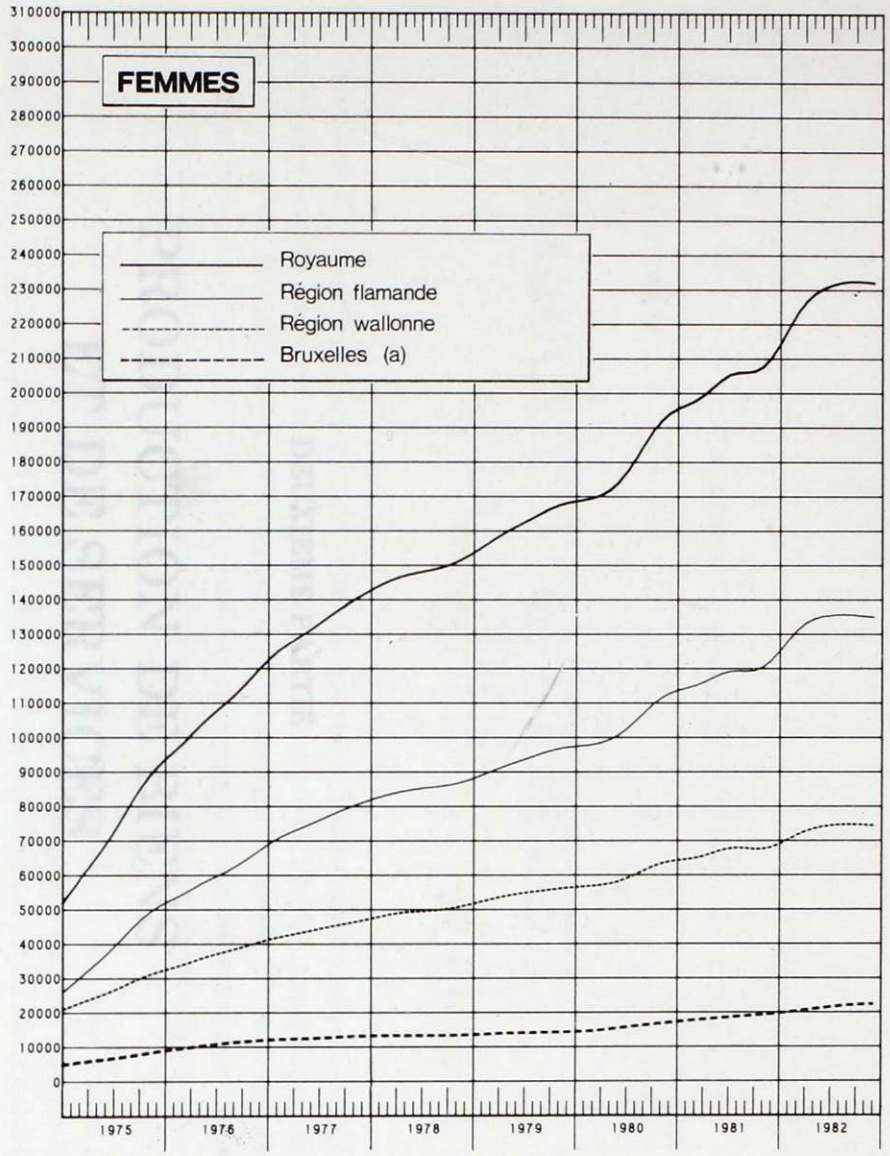
Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois

Aptitude normale

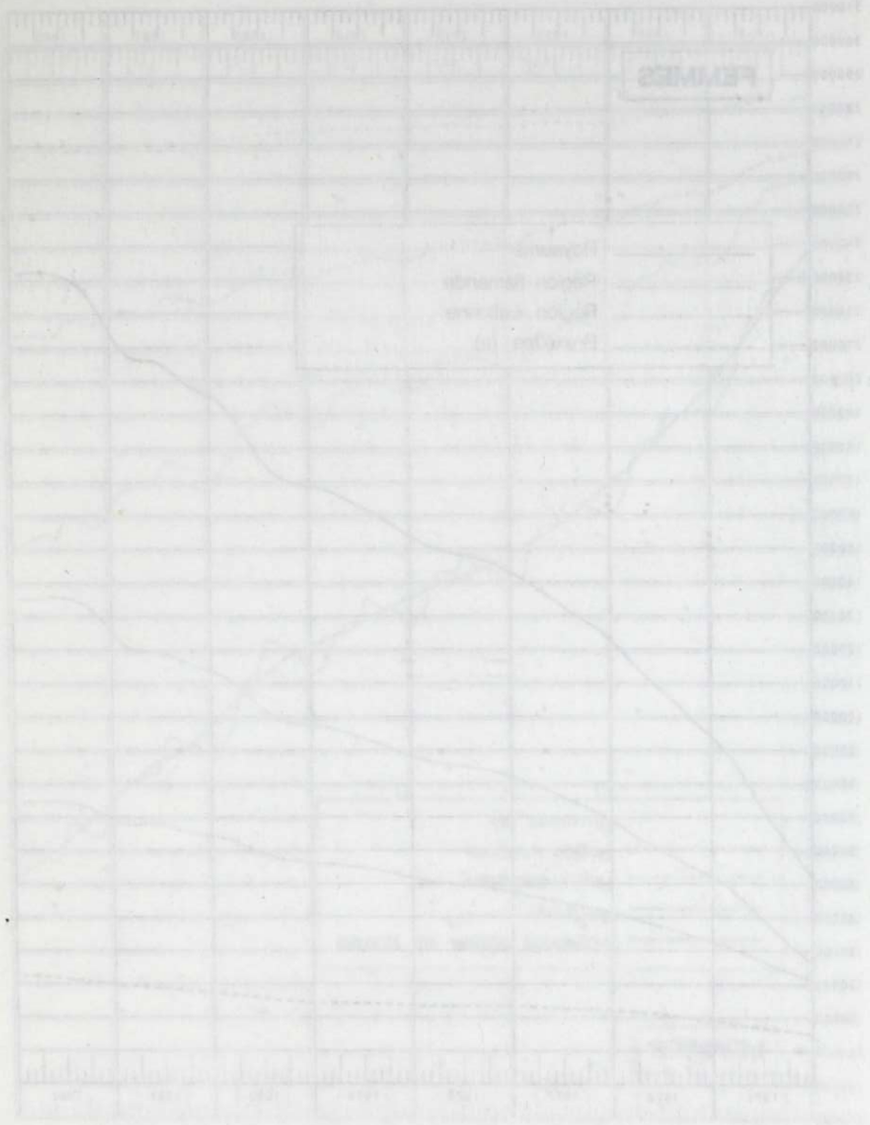
(série désaisonnalisée et lissée)

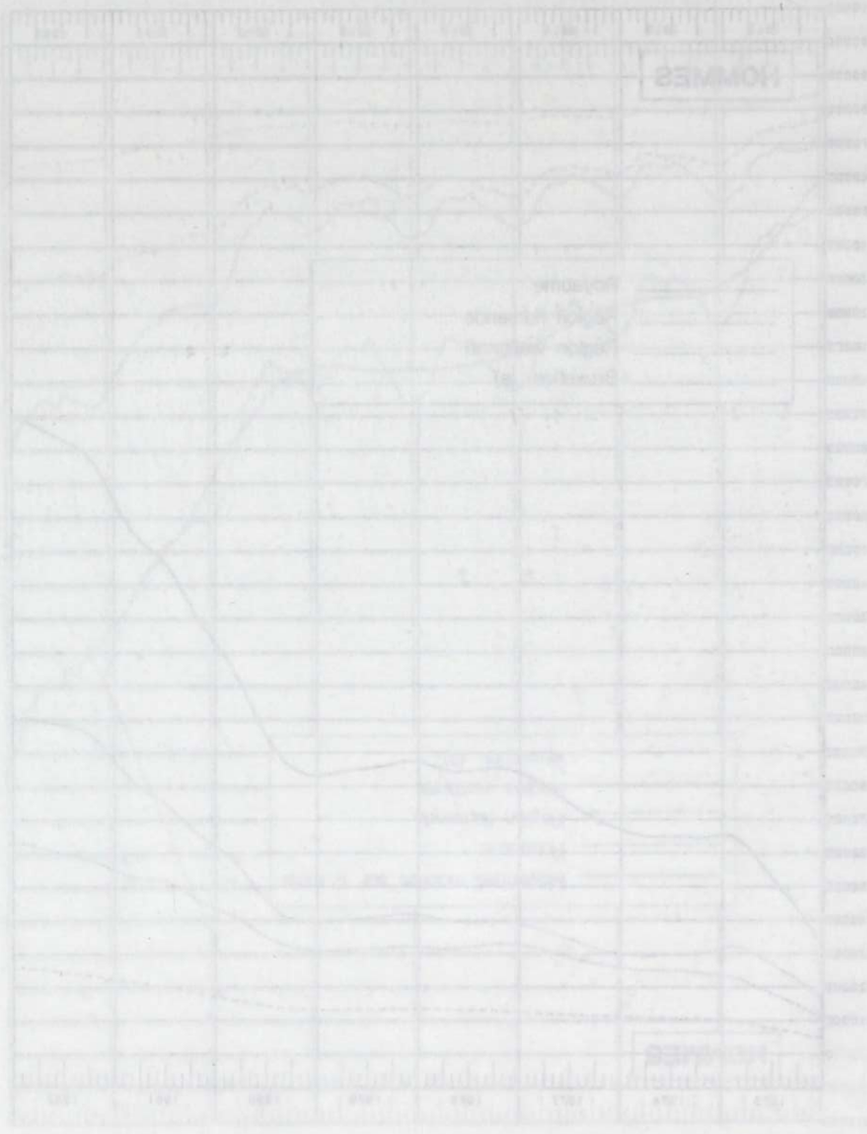




(a) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.





DEUXIEME PARTIE

PRODUCTION DE BIENS ET DE SERVICES

CHAPITRE PREMIER

AGRICULTURE ET PECHE MARITIME

En 1982, la superficie agricole n'a diminué que de 4 934 hectares, soit moins de la moitié de la réduction habituelle depuis 1960 et presque 10 000 hectares de moins que la perte de terrains agricoles enregistrée encore en 1979 et 1980. C'est la première fois que cette statistique subit l'influence du ralentissement dans l'industrie de la construction et dans les travaux d'infrastructure depuis deux ans.

Le second point positif, observé en 1982 pour l'agriculture, se rapporte aux rendements exceptionnellement élevés à l'hectare; la conséquence en a été que pour la plupart des produits agricoles et des plantes fourragères, la production totale dépasse de loin le niveau de l'année précédente, exception faite de quelques cultures dont la superficie s'est sensiblement rétrécie.

Quant au cheptel, quelques glissements se sont produits. Ainsi le nombre de vaches laitières a de nouveau progressé (+0,8 %), en contraste avec la diminution des deux années antérieures. Pour la deuxième année consécutive, le cheptel porcin a régressé, cette fois de 1,4 %. La diminution de plus de 10 % du nombre de chevaux agricoles et l'avance minime du nombre de moutons sont de moindre importance, puisqu'ils ne représentent qu'une petite partie du cheptel total. Pour les volailles de basse-cour un recul a également été enregistré : le nombre de poules pondeuses s'est encore légèrement agrandi, mais celui des poulets a diminué de presque 20 % tandis que le nombre de poules de chair a reculé de 4,4 %.

Le nombre d'abattages de bovidés a régressé considérablement en 1982, notamment à cause de l'expansion du cheptel en 1982. Les abattages de porcs sont demeurés à peu près au même niveau que l'année antérieure. La production de produits laitiers n'a guère augmenté : +0,4 % pour la production de lait, pas tout à fait +0,1 % pour la production d'œufs.

La superficie des cultures horticoles s'est sensiblement élargie en 1982. Surtout la culture de légumes en plein air s'est à nouveau élevée au niveau de 1977-1978, grâce surtout au fait que la culture à destination de la conserverie a connu un accroissement de plus de 30 %, se restituant ainsi à son niveau antérieur. La culture destinée à la consommation immédiate a également progressé de près de 10 %. Par

contre, la culture maraîchère sous verre continue à s'effriter, en raison surtout du coût élevé des combustibles qui n'est pas de nature à favoriser la rentabilité des cultures chaudes.

La culture fruitière sous verre a régressé aussi en raison de la poursuite du démantèlement systématique de la culture de raisins. Par contre et pour la première fois depuis plusieurs années, la culture fruitière en plein air a connu une amélioration. En effet, la superficie de la culture fruitière hautes tiges est devenue tellement restreinte que de nouveaux reculs de 10 % par an n'exercent plus qu'un effet marginal sur l'ensemble. En 1982, ces reculs ont été compensés par une expansion limitée des cultures basses tiges, ainsi que par une expansion assez considérable de la culture de fraises.

Les résultats de la pêche ont été nettement meilleurs en 1982 qu'au cours de l'année précédente. Les arrivages totals ont progressé d'environ 4 %. En outre, leur valeur a beaucoup augmenté, les prix moyens dépassant de plus de 11 % ceux de 1981. La réduction des arrivages de poissons ronds de près de 20 % a été compensée par l'accroissement des arrivages de toutes les autres sortes de poissons. Le niveau des prix a été déterminé surtout par la forte hausse des prix (de plus d'un tiers) pour les poissons ronds et par la stabilisation des prix des poissons plats sous l'influence des prix peu élevés pour les soles.

*
* *

Superficies cultivées

Selon le recensement du 15 mai

(en hectares)

DÉSIGNATION	1978	1979	1980	1981	1982
Céréales	399 771	398 397	390 690	371 731	361 341
Céréales panifiables	*202 548*	*202 979*	*197 709*	*181 378*	*183 883*
— froment	*178 354*	*182 479*	*179 160*	*166 092*	*170 426*
— froment d'hiver	*163 663*	*171 051*	*168 980*	*155 561*	*147 568*
Céréales secondaires	*197 223*	*195 418*	*192 981*	*190 353*	*177 458*
— orge	*153 239*	*155 670*	*152 732*	*152 403*	*131 177*
— orge d'hiver	*120 761*	*126 104*	*129 801*	*133 200*	*110 601*
— avoine	*32 331*	*28 091*	*28 284*	*26 418*	*33 716*
Légumes secs à cosse	2 063	2 081	1 737	1 493	1 838
Plantes industrielles	121 344	125 578	126 972	139 470	135 734
— betteraves sucrières	*109 799*	*115 716*	*117 165*	*130 326*	*123 816*
— lin	*8 548*	*7 282*	*7 257*	*6 352*	*7 678*
Pommes de terre	35 360	36 263	38 132	34 272	36 626
— hâtives	*3 918*	*3 605*	*3 121*	*3 086*	*3 413*
— mi-hâtives	*18 619*	*18 401*	*19 029*	*16 539*	*18 429*
— tardives	*12 823*	*14 257*	*15 982*	*14 647*	*14 784*
Racines fourragères	20 686	18 554	17 584	16 443	17 726
Herbages	720 916	710 183	702 452	697 103	690 635
Fourrages verts	94 669	97 162	98 390	101 562	108 293
— maïs à ensiler	*83 340*	*88 137*	*89 912*	*91 272*	*96 729*
Culture fruitière pour la vente	13 437	12 721	12 148	11 573	11 637
— plein air	*13 121*	*12 421*	*11 891*	*11 326*	*11 405*
— hautes tiges	*2 961*	*2 456*	*2 216*	*1 890*	*1 711*
— basses tiges	*9 443*	*9 299*	*9 014*	*8 754*	*8 925*
— fraises	*597*	*548*	*542*	*564*	*647*
— sous verre	*316*	*300*	*257*	*247*	*232*
— fraises	*128*	*126*	*102*	*111*	*107*
— raisins	*187*	*172*	*154*	*135*	*123*
Cultures maraîchères pour la vente	26 215	19 815	18 926	23 885	28 498
— plein air	*25 298*	*18 878*	*18 026*	*22 994*	*27 618*
— pour l'industrie	*13 091*	*8 561*	*7 773*	*11 568*	*15 062*
— sous verre	*917*	*937*	*900*	*891*	*880*
— tomates	*742*	*731*	*711*	*696*	*688*
Floriculture	1 242	1 269	1 263	1 324	1 348
— plein air	*759*	*763*	*766*	*809*	*828*
— sous verre	*483*	*506*	*497*	*515*	*520*
Pépinières	2 283	2 332	2 412	2 432	2 496
Non dénommés ailleurs	9 002	7 932	7 415	7 705	7 887
Total superficies cultivées	**1 446 988**	**1 432 287**	**1 418 121**	**1 408 993**	**1 404 059**

Source : Institut National de Statistique.

Rendements et production totale des principales cultures

CULTURE	Production par ha (100 kg)			Production totale (1000 t)		
	1980	1981	1982	1980	1981	1982
Froment d'hiver	48,2	53,5	60,9	814,5	832,3	898,7
Froment de printemps	37,6	41,0	48,7	38,3	43,2	111,3
Seigle	37,5	38,3	41,9	38,2	32,0	29,8
Escourgeon	56,7	51,2	59,2	738,0	682,0	658,1
Orge	31,0	36,4	42,3	71,1	69,9	87,0
Avoine	38,5	41,2	45,5	108,9	108,8	153,4
Maïs cultivé pour la graine	62,8	64,8	78,6	39,1	38,3	52,4
Pois secs	30,9	35,6	40,3	2,2	2,6	3,7
Betteraves sucrières	505,8	532,2	600,1	6 936,0	7 708,2	7 430,2
Lin (paille)	60,3	66,4	67,6	43,8	42,2	51,9
Chicorée à café	394,4	402,3	427,5	32,1	34,6	56,4
Pommes de terre tardives	331,9	376,9	388,9	530,4	552,0	575,0
Pommes de terre mi-hâtives	312,1	351,5	360,8	593,9	581,3	664,9
Pommes de terre hâtives	183,1	200,5	205,6	57,1	61,9	70,2
Betteraves fourragères	892,5	955,5	1 121,6	1 541,9	1 548,0	1 934,6
Trèfle ordinaire (foin) (a)	49,0	51,4	51,6	15,6	11,4	14,7
Luzerne (foin)	56,5	57,4	54,4	28,6	22,6	16,9
Foin de prairies permanentes (b)	52,7	53,0	53,8	1 831,0	1 876,4	1 449,3
Maïs à ensiler	400,4	483,4	534,2	3 600,1	4 412,1	5 172,1

Source : Institut National de Statistique.

(a) La production totale comprend la production de toutes les espèces de trèfles.
(b) La production totale comprend la production de tous les herbages.

Cheptel au 15 mai

DÉSIGNATION	1978	1979	1980	1981	1982
	En unités				
Chevaux agricoles	26 361	23 830	20 776	19 015	17 100
Bovidés	2 999 795	3 058 163	3 053 593	3 014 049	3 024 601
dont : vaches laitières	971 407	980 734	976 032	968 589	976 699
Porcs	5 076 146	5 125 260	5 172 536	5 111 938	5 040 404
Moutons	120 740	122 817	112 861	110 877	112 537
	En milliers d'unités				
Poules pondeuses en âge de ponte	11 156	8 982	8 486	8 149	8 211
Poules non en âge de ponte	3 881	4 848	4 327	4 320	3 498
Poulets de chair	9 701	10 138	9 833	9 973	9 532

Source : Institut National de Statistique.

Animaux abattus

Poids en carcasse
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980	1981	1982 (c)
Bœufs	23,2	22,9	23,3	24,2	17,8	18,9
Taureaux	87,5	84,2	85,6	92,4	93,9	82,0
Vaches	78,8	77,4	85,0	94,0	98,7	82,1
Génisses	53,8	51,4	52,6	56,8	62,6	58,0
Veaux	29,8	31,9	34,2	35,0	36,5	33,1
Total des bovidés ...	**273,0**	**267,8**	**280,5**	**302,4**	**309,5**	**274,1**
Porcs (a)	580,7	623,1	650,0	661,0	671,9	675
Moutons et chèvres (a)	4,3	4,2	5,5	5,5	5,7	6
Chevaux et poulains	6,7	6,3	6,2	6,2	6,2	..
Poules	119,0	111,0	120,7	123,3	124,8	..
Autres volailles (b)	9,5	8,5	9,5	9,9	8,2	..
Gibier et lapins (b)	9,1	9,7	9,2	10,9	12,9	..
Total général ...	**1 002,3**	**1 030,6**	**1 081,7**	**1 119,1**	**1 139,1**	..

Source : Institut économique agricole.
Institut National de Statistique.

(a) Y compris une estimation des abattages clandestins et à domicile.
(b) Comprend les canards, oies, dindons, pintades, pigeons. Estimation.
(c) Estimation.

Production de lait et d'œufs

DÉSIGNATION	1978	1979	1980	1981	1982 (a)
	En milliers de tonnes				
Production de lait.					
Livraisons aux laiteries :					
— crèmes converties en lait	76,6	66,1	62,9	55,3	49,4
— lait	2 896,9	2 971,1	2 983,1	3 020,0	3 046,5
Utilisations à la ferme	792,5	733,7	717,0	714,6	708,5
Production totale de lait ...	**3 766,0**	**3 770,9**	**3 763,0**	**3 789,9**	**3 804,4**
	En millions				
Production d'œufs	**3 753**	**3 420**	**3 280**	**3 237**	**3 236**

(a) Estimation.

Sources : Institut économique agricole.
Institut National de Statistiques.

Commerce extérieur des produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1978	1979	1980	1981	1982	1978	1979	1980	1981	1982
A. Produits végétaux	64 067	70 297	74 678	12 043	110 701	23 064	30 480	35 501	41 972	50 435
1. Froment, méteil, non moulus	*6 536*	*9 203*	*10 618*	*11 055*	*11 586*	*1 342*	*4 633*	*4 988*	*4 355*	*4 419*
2. Orge non mondé	*9 658*	*7 679*	*7 803*	*12 016*	*13 190*	*3 105*	*2 358*	*4 092*	*6 702*	*5 162*
3. Maïs non moulu	*11 582*	*13 774*	*13 825*	*16 518*	*20 221*	*5 568*	*8 654*	*10 343*	*12 428*	*17 790*
4. Autres céréales non moulues	*2 072*	*2 381*	*1 787*	*2 009*	*2 872*	*376*	*457*	*448*	*452*	*416*
5. Légumes, plantes potagères et pommes de terre frais	*7 548*	*9 632*	*10 589*	*12 224*	*15 027*	*5 916*	*7 014*	*7 263*	*8 805*	*10 835*
6. Plantes industrielles	*535*	*429*	*732*	*955*	*719*	*132*	*223*	*303*	*380*	*299*
7. Agrumes	*3 069*	*3 437*	*3 562*	*3 918*	*4 329*	*438*	*498*	*510*	*551*	*640*
8. Pommes	*2 387*	*1 881*	*2 189*	*2 659*	*3 805*	*1 045*	*855*	*1 337*	*1 330*	*2 002*
9. Autres fruits et fruits à coque	*3 428*	*3 766*	*4 308*	*4 464*	*4 919*	*893*	*1 091*	*1 161*	*1 295*	*1 668*
10. Foin et fourrage	*465*	*741*	*888*	*895*	*1 171*	*65*	*129*	*107*	*178*	*419*
11. Tabacs bruts et déchets de tabac	*3 645*	*3 939*	*4 177*	*3 999*	*5 686*	*224*	*232*	*258*	*385*	*595*
12. Graines, oléagineux	*9 217*	*9 059*	*9 225*	*16 370*	*21 360*	*357*	*479*	*512*	*472*	*695*
13. Bulbes, tubercules, boutures	*1 240*	*1 527*	*1 762*	*1 859*	*2 218*	*2 985*	*3 063*	*3 405*	*3 750*	*4 385*
14. Graines à ensemencer	*794*	*922*	*930*	*980*	*1 281*	*390*	*567*	*484*	*547*	*703*
15. Divers	*1 891*	*1 927*	*2 283*	*2 122*	*2 517*	*228*	*227*	*290*	*342*	*407*
B. Vin	5 745	6 868	7 200	7 463	8 330	503	417	510	520	657

2. Porcins	*1 933*	*2 944*	*3 599*	*4 895*	*6 823*	*5 250*	*4 713*	*4 594*	*4 209*	*4 872*
3. Volailles de basse-cour	*659*	*1 030*	*1 130*	*1 007*	*1 052*	*365*	*331*	*386*	*673*	*798*
4. Autres animaux vivants	*1 092*	*923*	*1 012*	*1 096*	*1 372*	*892*	*709*	*924*	*701*	*712*
5. Pelleteries brutes	*1 315*	*1 288*	*1 657*	*1 597*	*1 365*	*451*	*381*	*459*	*454*	*215*
6. Laine et poils	*3 398*	*3 876*	*2 987*	*2 632*	*2 373*	*865*	*611*	*721*	*961*	*956*
7. Oeufs d'oiseaux en coquille	*262*	*336*	*474*	*694*	*741*	*2 553*	*2 001*	*2 189*	*2 157*	*1 963*
8. Divers	*500*	*650*	*779*	*812*	*888*	*167*	*195*	*236*	*293*	*311*
E. Produits agricoles exclusivement importés	15 055	16 015	17 154	17 549	20 465	537	1 134	755	1 139	1 007
1. Fruits frais ou secs	*1 106*	*1 230*	*1 547*	*1 630*	*1 939*	*36*	*78*	*109*	*131*	*303*
2. Café non torréfié	*8 729*	*9 303*	*9 498*	*9 537*	*11 036*	*280*	*849*	*475*	*779*	*462*
3. Cacao en fèves ou brisures	*2 108*	*1 996*	*2 364*	*2 331*	*2 592*	*48*	*50*	*27*	*7*	*25*
4. Caoutchouc naturel	*775*	*865*	*1 232*	*1 378*	*1 250*	*24*	*28*	*30*	*28*	*42*
5. Coton	*1 485*	*1 799*	*1 879*	*1 875*	*2 522*	*41*	*31*	*26*	*17*	*39*
6. Divers	*852*	*822*	*634*	*798*	*1 126*	*108*	*98*	*88*	*177*	*136*
F. Produits de la sylviculture	3 839	4 051	4 969	4 410	5 358	1 480	1 558	1 957	1 988	2 245
1. Bois de trituration en rondins	*809*	*914*	*1 277*	*1 331*	*2 454*	*33*	*32*	*29*	*33*	*46*
2. Divers	*3 030*	*3 137*	*3 692*	*3 079*	*2 904*	*1 497*	*1 526*	*1 928*	*1 955*	*2 199*
G. Produits de la pêche	4 631	5 616	6 076	6 302	7 204	999	1 077	1 149	1 366	1 602
1. Poissons frais ou réfrigérés	*1 849*	*2 137*	*2 430*	*2 541*	*2 777*	*730*	*722*	*837*	*1 011*	*1 035*
2. Poissons congelés	*490*	*699*	*582*	*658*	*774*	*58*	*59*	*50*	*70*	*88*
3. Poissons séchés, fumés, salés	*176*	*145*	*140*	*137*	*162*	*43*	*46*	*11*	*19*	*9*
4. Crustacés et mollusques frais	*1 807*	*2 252*	*2 438*	*2 365*	*2 628*	*120*	*191*	*187*	*161*	*333*
5. Divers	*309*	*383*	*486*	*601*	*863*	*48*	*59*	*64*	*105*	*137*
Total général ...	**106 342**	**117 131**	**124 290**	**143 080**	**170 322**	**38 437**	**45 329**	**51 316**	**58 655**	**68 008**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Arrivages de poissons
Quantité
(en milliers de tonnes)

	1978	1979	1980	1981	1982
Hareng et sortes assimilées	**0,00**	**0,02**	**2,47**	**7,52**	**9,25**
Poissons ronds :	**23,28**	**17,53**	**14,10**	**13,70**	**11,21**
dont : cabillaud	15,13	10,23	7,37	7,61	5,88
merlan	2,14	2,65	2,06	2,01	1,89
Poissons plats :	**8,24**	**9,50**	**9,11**	**9,91**	**11,13**
dont : plie	3,65	4,21	3,92	4,62	5,37
sole	2,64	3,44	3,37	3,34	3,60
Autres	**3,82**	**2,82**	**2,47**	**2,44**	**2,54**
Crustacés et mollusques	**2,52**	**2,29**	**2,44**	**2,35**	**3,02**
Total ...	**37,86**	**32,16**	**30,59**	**35,87**	**37,21**

Source : Institut National de Statistique.

Arrivages de poissons
Valeur
(en millions de francs)

	1978	1979	1980	1981	1982
Hareng et sortes assimilées	**0,04**	**0,33**	**26,13**	**72,71**	**109,07**
Poissons ronds :	**625,45**	**540,63**	**461,16**	**481,99**	**534,88**
dont : cabillaud	401,34	332,41	248,81	269,48	289,15
merlan	43,29	50,70	41,54	44,66	56,33
Poissons plats :	**626,73**	**811,70**	**883,86**	**1 054,81**	**1 188,96**
dont : plie	94,29	112,07	100,29	137,20	191,62
dont : sole	429,29	587,13	667,02	778,01	813,97
Autres	**193,58**	**94,34**	**89,26**	**94,14**	**106,69**
Crustacés et mollusques	**147,97**	**131,39**	**157,53**	**157,82**	**191,17**
Total ...	**1 593,77**	**1 578,39**	**1 617,94**	**1 861,48**	**2 130,77**

Source : Institut National de Statistique.

CHAPITRE II

INDUSTRIE

§ 1er. — APERÇU GENERAL

En 1982, la production industrielle est restée au niveau de l'année antérieure. En effet, l'indice provisoire (sans la construction) n'a dépassé que de 0,3 % l'indice définitif de 1981. Comme au cours des dernières années, les indices définitifs se situaient presque toujours 0,5 % à 1 % au-dessous des indices provisoires, l'augmentation de 1982 est trop petite pour pouvoir être considérée comme une croissance réelle.

La situation présente, toutefois, un aspect positif, car au cours des deux années antérieures, la production avait baissé — en 1981, l'indice définitif avait reculé de 2,7 % — et en 1982, la production avait même regressé dans la plupart des pays industrialisés. Si la production belge a pu se maintenir dans un tel contexte, c'est grâce à l'amélioration de la compétitivité des entreprises belges.

Considéré par *genre d'affectation de la production*, les résultats annuels se révèlent assez favorables pour les biens de consommation. En effet, tant la production de biens de consommation non durables que celle de biens durables ont augmenté d'un peu plus de 3 %. En ce qui concerne le premier groupe, l'effet positif est dû surtout aux produits alimentaires, les boissons et le tabac, l'indice des biens durables étant, quant à lui, fortement influencé par l'accroissement de l'assemblage de voitures. Dans les deux cas, l'augmentation de la production semble due surtout à la croissance des débouchés extérieurs, car la demande intérieure des ménages est demeurée très faible. De même, les deux résultats sont meilleurs qu'en 1981, puisque les biens de consommation non durables n'avaient progressé pendant cette année que de 1 % et que les biens durables avaient diminué de presque 3 %.

Selon l'indice provisoire, la production de biens d'équipement (sans la construction) a, par contre, stagné. Il n'est toutefois pas exclu que les données définitives feront apparaître une décroissance, car c'est surtout dans ce groupe de biens que la divergence entre résultats définitifs et provisoires est la plus forte et que ces derniers semblent systématiquement surestimés. Compte tenu de la moindre propension à investir, tant en Belgique qu'à l'étranger, cette évolution est, somme toute, encore positive et de toute manière bien plus favorable que le recul de 3,8 % en 1981.

Le seul groupe de marchandises dont la production a incontestablement regressé a été celui des matières premières et des produits intermédiaires, bien que le recul ait été moins marqué qu'en 1981 (−1,7 % et −4,0 % respectivement). Dans ce résultat, l'élément négatif le plus important a été la chute de presque 20 % de la production sidérurgique. Pour la plupart des autres fabrications de ce groupe, la production est demeurée pratiquement inchangée par rapport à 1981, ou en faible recul; pour certaines, dont les métaux non ferreux et la transformation de plastique, il y avait même une avance considérable.

Dans la construction, le nombre de mises en chantier de logements a encore reculé de 11 % par rapport au creux absolu de l'année antérieure et de presque deux tiers par rapport aux maxima enregistrés en 1975 et 1976. Pour la première fois depuis que la statistique existe, moins de 30 000 logements ont été mis en chantier. Ce n'est non seulement la construction privée qui a continué à s'effriter, mais aussi le logement social a marqué une chute abrupte à la suite des problèmes budgétaires des autorités. Dans la construction non résidentielle, la situation ne s'est pas détériorée au même point, puisque le volume total de la construction n'y a regressé que de 1 %. Toutefois, le creux de 1968 se situait plus bas encore et la diminution par rapport au sommet de 1974 s'est limitée à quelque 40 %.

Les mises en chantier de travaux publics, qui, par le passé, contribuaient à maintenir l'activité à un certain niveau, ont beaucoup diminué en valeur par rapport aux années précédentes, ce qui implique une plus forte décroissance en volume. La situation difficile sur le plan budgétaire ne permet guère de soutenir cette partie du secteur de la construction.

D'un point de vue *sectoriel*, il est estimé que dans la plupart des branches d'activité la production s'est accrue, bien que de quelques pourcents seulement, exception faite des produits alimentaires (+5 %) et du matériel de transport (+6,5 %). Cependant, ces avances étaient contrebalancées par de fortes baisses dans quelques secteurs, principalement les industries de base : métallurgie, matériaux de construction, pétrole.

Les revirements dans la production énergétique sont frappants. Le raffinage de pétrole, qui était jusqu'en 1973 l'un des secteurs où la croissance était la plus forte, a diminué en 1982 de près d'un cinquième à la suite de la mise à l'arrêt de deux raffineries dans le cadre de l'adaptation de la capacité de raffinage au recul de la consommation mondiale de pétrole. La production d'électricité est aussi en baisse depuis 1981 sous l'influence de la conjoncture et d'une consommation plus économe par les entreprises et les ménages. Par contre, la régression ininterrompue de la production charbonnière de 1963 à 1979 semble avoir pris fin.

Sous l'aspect *régional*, les écarts ne se sont pas rétrécis par rapport à 1981. En Flandre, la production a légèrement augmenté durant ces deux années; depuis 1976 l'indice de la production de cette région a marqué une montée constante pour se situer, en 1982, à un niveau de 40 % supérieur à celui de 1970.

En Wallonie, par contre, la production a diminué, en 1981 et 1982, de 6,5 % et 4,4 % respectivement; de la sorte, la croissance enregistrée depuis 1976 a été anéantie, la production étant retombée au-dessous du niveau de 1970. Cette évolution a cependant été fort influencée par d'importantes grèves au cours du premier trimestre.

Les données fournies par la Banque nationale de Belgique au sujet de l'utilisation, dans les industries manufacturières, des capacités, reflètent plus l'élimination structurelle de matériel vétuste que l'évolution conjoncturelle. La moyenne annuelle de l'indice correspondant s'est chiffrée, en 1982, à 76,1 %, soit + 1 % par rapport à l'année antérieure, bien que la conjoncture industrielle n'ait pratiquement pas subi de modification. La hausse est donc la conséquence de la suppression d'une série d'installations surannées, plutôt que d'une croissance de l'activité. Cette constatation est manifeste pour la sidérurgie, où l'utilisation des capacités a augmenté de 69,7 % en 1981 à 75,3 % en 1982, bien qu'au cours de cette même période, la production ait diminué de presque 20 %. Bien que dans une moindre mesure, la même chose s'est produite dans les minéraux non métalliques, où l'utilisation des capacités a progressé d'un point, alors que la production reculait de presque 7 %, ainsi que dans l'industrie textile et l'industrie du papier, où l'utilisation des capacités a connu une progression beaucoup plus forte que la modeste croissance de la production eût pu faire prévoir.

Ce n'est que dans l'industrie chimique et dans les fabrications métalliques que la faible progression de la production correspond à la légère avance de l'utilisation des capacités. Dans deux secteurs qui semblent le moins souffrir de la crise, le potentiel de production ne connaît plus de démantèlement et semble, au contraire, s'intensifier : il s'agit du secteur des produits alimentaires et des boissons, où l'accroissement de la production de quelque 6 % s'est produit avec un taux d'utilisation inchangé, ainsi que du secteur de la transformation du bois, où le taux d'utilisation s'est réduit de presque cinq points, mais avec une production en hausse légère.

Le baromètre général de la conjoncture, établi par la Banque nationale, qui reflète la perception de la conjoncture par les chefs d'entreprise, surtout ceux des entreprises industrielles, a regressé au cours des derniers mois de 1982. Ce pessimisme était dû à la progression des stocks et à la diminution de la demande étrangère pendant le second semestre, ainsi qu'aux prévisions moins favorables en matière d'emploi et de demande globale.

D'une manière générale, les changements profonds de la politique économique en 1982 n'ont pas amené un revirement important dans la production industrielle, ce qui n'était d'ailleurs pas réalisable, compte tenu des malaises internationaux prévalents et ce, d'autant moins que, dans les structures économiques belges, les industries traditionnelles prennent encore une part fort importante et que ces branches d'activité comptent encore un certain nombre d'entreprises non adaptées.

*
* *

Moyennes trimestrielles de l'indice mensuel désaisonnalisé de la production industrielle (a)

(1970 = 100)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1981				1982							
	Indice				Indice				Ecart procentuel par rapport au trimestre précédent			
	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
Indice général *(non compris la construction)* ..	**120,1**	**120,7**	**121,2**	**122,2**	**120,7**	**122,0**	**121,2**	**120,7**	**— 1,3**	**+ 1,1**	**— 0,7**	**— 0,4**
Indice général *(y compris la construction)*	**107,1**	**107,8**	**106,8**	**106,4**	**105,8**	**106,8**	**105,7**	**106,5**	**— 0,6**	**+ 1,0**	**— 1,0**	**+ 0,7**
Indices par genre d'affectation de la production :												
Matières premières et biens intermédiaires	118,1	117,8	118,9	119,5	114,4	118,5	116,9	115,6	— 4,3	+ 3,6	— 1,3	— 1,1
Biens de consommation non durables	125,6	125,4	126,5	128,6	128,9	130,1	131,2	131,9	+ 0,2	+ 1,0	+ 0,9	+ 0,5
Biens de consommation durables	116,4	119,0	117,4	118,1	120,2	120,7	120,7	122,6	+ 1,7	+ 0,4	+ 0,1	+ 1,5
Biens d'investissements (non compris la construction)	122,6	124,8	123,9	124,3	124,3	122,3	121,5	123,7	0,0	— 1,6	— 0,6	+ 1,8
Construction	**63,1**	**63,2**	**59,6**	**55,8**	**59,2**	**57,3**	**56,4**	**61,0**	**+ 6,0**	**— 3,2**	**— 1,6**	**+ 8,2**
Industries extractives	**52,0**	**52,1**	**53,1**	**49,8**	**51,6**	**51,8**	**49,9**	**53,5**	**+ 3,6**	**+ 0,4**	**— 3,7**	**+ 7,3**
Charbonnages	38,7	38,8	39,8	37,0	38,0	38,6	38,6	42,8	+ 2,6	+ 1,7	— 0,1	+ 10,8
Carrières (incl. calcaires)	109,7	107,8	107,3	108,2	109,4	103,2	95,3	91,3	+ 1,0	— 5,6	— 7,7	— 4,2
Industries manufacturières (indice général) ...	**124,3**	**124,8**	**125,2**	**126,3**	**124,7**	**126,2**	**125,2**	**124,7**	**— 1,3**	**+ 1,2**	**— 0,8**	**— 0,4**
Industries alimentaires et fabrication des boissons	137,2	136,6	136,8	139,2	140,4	141,6	145,9	146,9	+ 0,9	+ 0,9	+ 3,0	+ 0,7
Industrie du tabac	118,1	126,7	124,8	127,6	131,2	128,0	131,0	123,6	+ 2,8	— 2,5	+ 2,4	— 5,7
Industries textiles	89,3	89,1	85,8	86,9	86,4	88,2	86,0	88,2	— 0,7	+ 2,1	— 2,5	+ 2,6
Industrie de la confection et de chaussures	89,8	89,8	90,1	90,8	93,1	93,2	90,6	92,1	+ 2,5	+ 0,1	— 2,7	+ 1,7
Industrie du bois	175,5	177,1	172,4	171,1	169,5	174,6	176,6	180,2	— 1,0	+ 3,0	+ 1,2	+ 2,0
Industrie du papier et du carton	121,8	123,3	125,5	125,8	122,6	127,1	125,7	125,2	— 2,6	+ 3,6	— 1,1	— 0,4
Industrie chimique et du caoutchouc	155,7	152,6	155,3	158,0	156,1	160,2	158,9	157,0	— 1,2	+ 2,6	— 0,8	— 1,2
Raffineries de pétrole	100,5	85,0	98,3	89,4	81,7	91,0	75,6	69,6	— 8,5	+ 11,4	—17,0	— 7,9
Industrie des produits minéraux non métalliques	98,9	98,8	98,6	94,2	92,1	93,6	90,0	87,6	— 2,2	+ 1,7	— 3,8	— 2,7
Industries métallurgiques de base	89,6	99,7	104,1	107,8	93,6	98,9	93,6	88,1	— 13,2	+ 5,6	— 5,3	— 5,9
Industrie des fabrications métalliques	123,9	126,3	123,7	126,6	127,8	127,1	125,2	127,6	+ 1,0	— 0,5	— 1,5	+ 1,9
Ouvrages en métaux non mécaniques	*119,6*	*119,4*	*118,5*	*118,8*	*116,9*	*118,6*	*118,8*	*121,0*	*— 1,6*	*+ 1,4*	*+ 0,2*	*+ 1,8*
Machines non électriques et mécanique fine	*123,2*	*121,7*	*119,9*	*120,1*	*118,3*	*118,9*	*115,4*	*114,7*	*— 1,5*	*+ 0,5*	*— 3,0*	*— 0,6*
Matériel de transport	*161,5*	*171,9*	*172,8*	*180,8*	*187,2*	*184,2*	*171,6*	*184,6*	*+ 3,8*	*— 1,8*	*— 6,9*	*+ 7,6*
Machines et appareils électriques	*117,0*	*120,0*	*117,1*	*116,7*	*116,5*	*115,4*	*118,5*	*121,4*	*— 0,1*	*— 1,0*	*+ 2,7*	*+ 2,5*
Electricité	173,1	165,9	167,6	169,5	163,3	166,8	166,3	166,4	— 3,7	+ 2,1	— 0,3	+ 0,1

(a) Données provisoires.

Source : Ministère des Affaires Economiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Indices bruts de la production industrielle

(1970 = 100)

DESIGNATION	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982 (a)	1982 (a) 1er trim.	1982 (a) 2e trim.	1982 (a) 3e trim.	1982 (a) 4e trim.
Indice général de la production industrielle (à l'exclusion de la construction)	**118,0**	**117,9**	**120,3**	**126,0**	**124,4**	**121,2**	**121,4**	**122,8**	**126,2**	**111,8**	**124,6**
Indice général de la production industrielle (y compris la construction)	**113,7**	**113,2**	**113,5**	**113,7**	**113,7**	**107,2**	**106,4**	**104,4**	**114,2**	**98,7**	**108,4**
Indices par genre d'affectation de la production :											
Matières premières et biens intermédiaires	114,6	114,7	118,5	125,1	123,3	118,5	116,5	116,6	122,8	106,4	120,0
Biens de consommation non durables	118,4	121,6	121,1	125,5	125,2	126,4	130,8	129,4	133,4	124,7	135,7
Biens de consommation durables	124,8	119,8	118,0	121,6	120,9	117,7	121,4	127,4	123,1	111,6	123,5
Biens d'investissements (à l'exclusion de la construction)	125,0	124,9	129,0	132,8	128,6	123,6	123,9	128,6	124,0	113,9	129,2
Biens d'investissements (y compris la construction)	103,1	101,9	98,3	86,3	88,2	76,7	74,7	68,9	84,7	70,1	75,0
Construction	**94,9**	**93,3**	**86,8**	**69,9**	**73,3**	**60,6**	**58,3**	**50,5**	**70,2**	**55,2**	**57,0**

(a) Données provisoires.

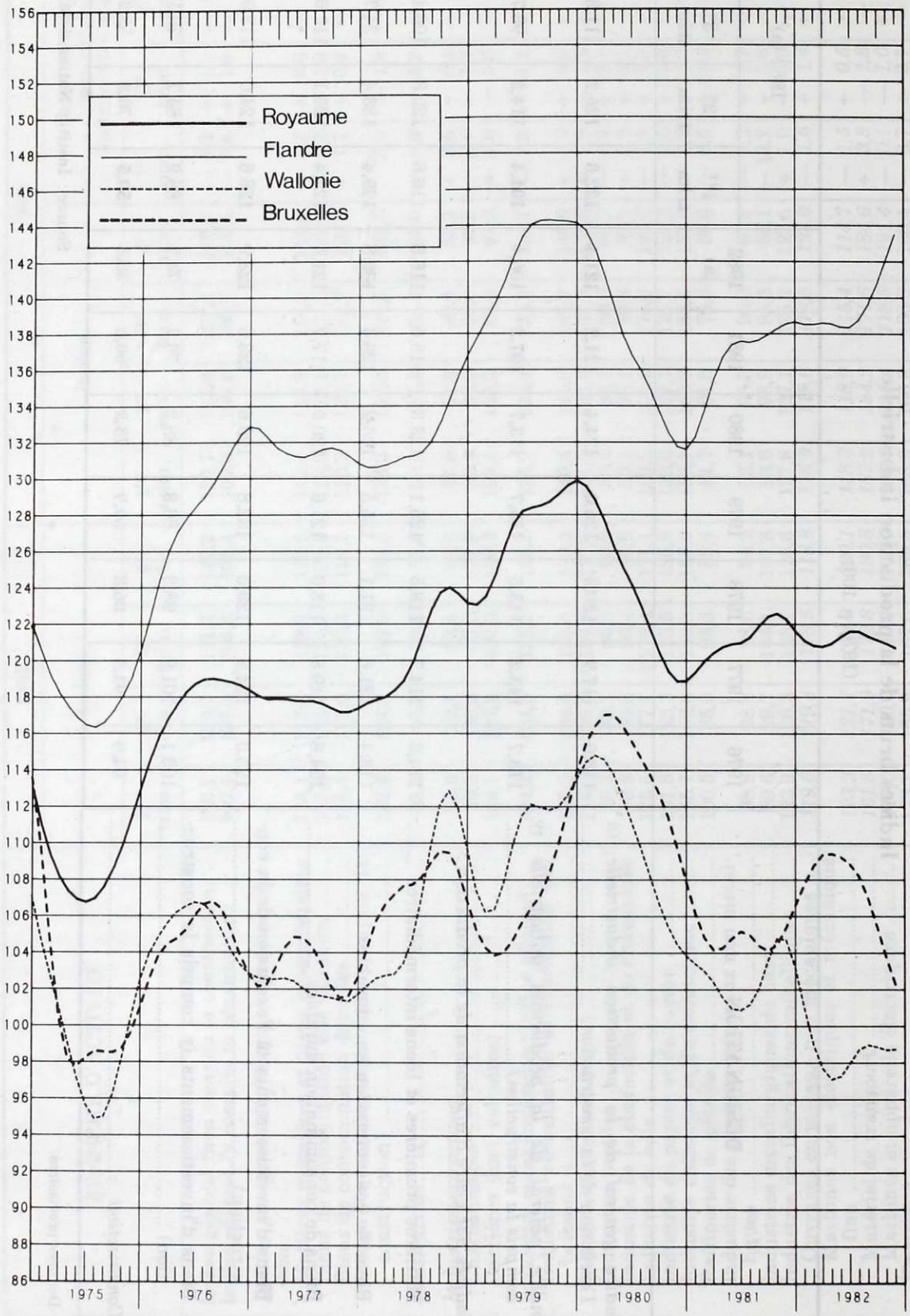
Source : Institut National de Statistique.

Production industrielle

Indice général, construction exclue

Séries désaisonnalisées et lissées

(indices bruts 1970=100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1981						1982					
	Coeff.de pondération	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle	Coeff.de pondération	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle
Indice général (y compris la construction) (a)	**100,0**	**105,8**	**113,2**	**99,8**	**109,2**	**107,2**	**100,0**	**104,4**	**113,7**	**98,7**	**108,3**	**106,3**
Indice général (non compris la construction) (b)	**78,7**	**122,8**	**122,7**	**112,0**	**126,4**	**121,2**	**77,9**	**122,8**	**125,2**	**111,8**	**124,6**	**121,1**
Industries extractives	**2,7**	**53,9**	**54,4**	**46,4**	**51,4**	**51,5**	**2,5**	**52,6**	**54,8**	**45,7**	**54,2**	**52,0**
Charbonnages	*2,1*	*42,3*	*39,6*	*33,4*	*38,3*	*38,4*	*1,9*	*41,4*	*39,8*	*33,8*	*43,6*	*39,8*
Autres industries extractives	*0,6*	*92,4*	*123,2*	*107,5*	*107,5*	*107,7*	*0,6*	*94,2*	*122,6*	*97,7*	*90,3*	*101,2*
Carrières		91,2	123,6	108,0	105,2	107,0		98,6	125,6	96,9	88,4	102,4
de porphyre		54,0	72,0	71,8	75,3	68,2		54,6	83,6	67,2	63,9	67,3
de petit granit		200,6	202,7	176,8	178,2	189,6		188,3	177,3	114,9	105,0	146,4
de marbre		38,2	40,2	47,7	44,7	42,7		43,4	46,4	22,6	27,5	35,1
de grès		58,0	161,8	122,0	108,2	112,4		70,6	143,0	123,6	114,4	113,0
de sable		75,3	107,1	88,0	79,9	87,6		75,3	101,9	88,4	81,5	86,7
Calcaires et carbonates naturels		95,3	123,0	107,9	112,4	109,6		87,0	118,1	99,7	94,5	99,8
Industries manufacturières (b)	**76,0**	**126,8**	**126,8**	**115,9**	**130,8**	**125,3**	**75,4**	**126,9**	**129,3**	**115,8**	**128,5**	**125,2**
Industries alimentaires et fabricat. des boissons	*7,2*	*128,5*	*136,0*	*134,8*	*150,7*	*137,8*	*7,0*	*132,4*	*142,8*	*143,7*	*159,8*	*144,7*
Industries alimentaires	5,1	136,1	141,8	146,1	174,5	149,7	5,2	143,7	150,6	154,8	181,6	157,7
Confitures et produits connexes		131,3	116,4	156,1	132,7	134,2		105,3	102,5	159,6	159,6	131,8
Meuneries		138,0	135,0	117,6	139,7	132,6		135,6	112,6	127,1	122,4	124,4
Sucre		32,8	38,6	39,0	514,2	156,2		76,7	34,4	62,9	544,9	179,8
Huiles végétales et animales		313,8	297,1	225,1	321,7	289,5		352,3	364,7	295,9	389,2	350,5
Margarine		121,6	108,7	95,9	115,2	110,3		114,0	114,5	110,0	136,5	118,7
Fabrication des boissons	2,1	112,3	122,9	111,4	103,5	112,5	1,8	108,6	126,7	120,1	112,8	117,0
Brasseries		113,2	124,1	113,0	103,7	113,5		109,8	128,6	122,1	113,0	118,4
Alcool		71,4	75,0	60,8	75,5	70,7		65,2	69,9	63,9	80,8	70,0
Industrie du tabac	*0,6*	*122,7*	*136,4*	*110,8*	*125,6*	*123,9*	*0,6*	*140,6*	*140,8*	*118,3*	*120,6*	*130,1*
Industries textiles	*4,6*	*95,1*	*92,1*	*73,6*	*90,5*	*87,9*	*3,8*	*92,0*	*93,4*	*73,6*	*90,1*	*87,3*
Filature et tissage		102,3	98,8	80,1	99,6	95,4		99,7	100,6	79,5	98,2	94,5
Préparation des fibres textiles		79,6	68,9	60,0	69,5	69,5		66,6	68,4	51,9	59,4	61,6
Filatures		68,6	65,8	51,1	65,8	62,8		66,0	66,7	52,0	61,5	61,6
Coton fin Cardes fileuses		55,3	57,0	42,0	60,6	53,7		60,7	61,1	55,6	61,0	59,6
Cocons		20,7	17,4	13,5	15,2	16,7		18,3	15,6	13,1	16,2	15,8
Laine cardée		174,5	171,3	128,2	172,2	161,6		174,5	170,4	131,2	173,2	162,4
Laine peignée		79,4	72,3	56,6	68,8	69,3		66,3	70,4	48,3	56,7	60,4
Lin et chanvre		69,6	64,8	64,2	75,0	68,4		84,6	75,3	57,7	66,6	71,0
Jute		20,3	19,8	15,1	17,7	18,2		17,8	18,4	13,0	17,9	16,8
Tissage		141,0	135,5	112,5	138,0	131,7		136,6	136,5	108,8	137,0	129,9
Tissus de coton		69,0	69,2	55,9	76,4	67,6		76,5	78,2	68,7	79,4	75,7
Tissus de lin		53,5	53,0	42,9	50,4	49,9		54,6	54,3	40,4	51,3	50,2
Tissus de laine		100,0	91,9	75,0	97,5	91,0		96,4	92,6	65,4	86,9	85,3
Tissus de rayonne et fibres de rayonne		422,8	403,7	343,9	387,9	389,7		373,7	364,3	308,6	391,5	360,4
Tissus de jute		13,3	14,6	13,8	16,9	14,7		15,3	17,8	12,3	19,1	16,1
Bonneterie		70,6	69,3	52,1	60,7	63,2		66,7	68,4	54,1	64,6	63,5
Filatures et corderies de fibres dures		52,6	54,2	40,2	46,5	48,4		44,5	52,0	40,8	39,6	44,2
Fabrication d'articles non dénom. ailleurs		83,4	91,3	68,2	88,8	82,9		89,3	98,5	69,8	78,9	84,1

(suite page 66)

Indices bruts annuels et trimestriels de l'activité industrielle (1970 = 100) *(suite)*

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1981						1982					
	Coeff.de pondération	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle	Coeff.de pondération	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle
Fabrication d'articles d'habillement; confection d'ouvrages divers en tissu; fabrication de chaussures ..	*2,9*	*100,2*	*86,8*	*89,1*	*84,4*	*90,1*	*2,5*	*104,6*	*91,4*	*90,2*	*83,9*	*92,4*
Articles d'habillement		121,3	105,2	108,9	102,0	109,4		125,6	110,5	109,7	101,1	111,6
Autres ouvrages en tissu		45,5	43,9	37,1	42,8	42,3		47,0	46,4	38,3	45,4	44,3
Chaussures et pantoufles		28,1	23,5	21,9	23,2	24,2		34,0	25,5	24,0	24,5	27,0
Industrie du bois et industries connexes	*3,9*	*181,3*	*187,4*	*147,8*	*179,7*	*173,9*	*3,7*	*176,5*	*188,3*	*151,6*	*187,7*	*176,2*
Industrie du papier et du carton	*1,7*	*126,4*	*127,6*	*115,7*	*126,0*	*123,9*	*1,7*	*127,0*	*132,9*	*116,8*	*123,0*	*124,9*
Production		123,4	120,0	114,1	126,9	121,0		123,6	123,2	114,1	114,6	118,9
Transformation		127,9	133,0	116,3	124,4	125,4		128,9	140,6	118,2	129,5	129,2
Industrie du cuir	*0,2*	*32,6*	*41,6*	*32,4*	*44,1*	*37,6*	*0,1*	*42,6*	*46,5*	*33,0*	*42,1*	*41,1*
Cuirs lourds		95,8	91,8	61,1	87,2	83,9		89,4	84,4	53,6	77,8	76,3
Cuirs légers		28,3	37,7	30,0	40,3	34,1		39,0	43,6	31,4	39,3	38,3
Industrie chimique et du caoutchouc	*10,1*	*160,2*	*157,3*	*141,7*	*161,3*	*155,2*	*10,1*	*161,3*	*166,9*	*144,5*	*159,2*	*158,0*
Industrie chimique	9,6	158,1	155,1	141,4	160,0	153,7	9,6	160,6	165,9	144,4	157,0	157,0
Chimie de base		139,2	133,6	123,8	140,9	134,4		140,3	141,7	121,6	135,0	134,6
Transformation des matières plastiques		264,9	267,4	236,3	276,0	261,1		282,8	297,7	264,9	288,2	283,4
Savon		188,9	205,1	178,9	191,1	191,1		211,7	216,6	194,7	197,5	205,1
Azote		109,1	110,0	112,1	114,2	111,3		87,3	107,7	104,5	107,2	101,7
Industrie du caoutchouc	0,5	182,7	182,5	126,4	163,7	163,9	0,5	154,2	163,0	128,5	167,5	153,2
Industrie des dérivés du pétrole et du charbon	*0,4*	*63,9*	*54,6*	*65,3*	*60,2*	*61,0*	*0,7*	*53,0*	*58,8*	*51,6*	*45,9*	*52,3*
Raffineries de pétrole		97,6	82,6	102,2	90,8	93,4		79,3	89,0	79,5	69,3	79,3
Agglomérés de houille		9,2	6,0	5,0	8,8	7,3		9,0	6,5	3,1	8,4	6,7
Industrie des produits minéraux non-métalliques	*4,0*	*84,5*	*110,4*	*99,8*	*95,3*	*97,5*	*3,9*	*79,0*	*106,4*	*91,2*	*87,5*	*91,1*
Terre cuite		31,7	70,0	58,5	54,3	53,6		18,4	60,4	46,3	48,0	43,3
Verre		115,7	126,6	120,5	124,9	121,9		118,3	127,1	107,8	111,0	116,0
Verre plat		95,7	111,8	115,1	120,4	110,8		111,5	110,8	80,5	110,2	103,3
Verre creux		128,8	134,0	118,7	122,3	125,9		118,0	136,2	129,8	104,8	122,2
Ciment		78,5	121,5	107,3	91,2	99,6		73,1	113,6	102,1	87,3	94,1
Produits céramiques		59,7	64,4	56,5	62,0	60,7		62,3	65,6	51,6	61,7	60,5
Chaux, dolomie, plâtre, etc.		103,2	111,5	100,8	98,1	103,4		96,5	98,5	86,7	79,4	90,3
Industries métallurgiques de base	*8,5*	*101,7*	*106,0*	*93,2*	*108,6*	*103,6*	*8,1*	*95,6*	*107,5*	*81,3*	*88,2*	*93,2*
Sidérurgie		93,5	101,7	88,3	104,3	99,1		78,4	99,4	70,8	71,3	80,0
Fonte		85,8	93,6	85,4	97,1	90,5		73,2	90,4	63,2	62,9	72,5
Acier brut		93,0	102,6	92,5	103,7	104,0		80,8	97,7	69,2	67,9	78,8
Produits finis		100,4	107,4	87,7	110,6	102,7		80,8	106,6	75,0	78,7	85,8

(suite page 67)

Indices bruts annuels et trimestriels de l'activité industrielle (1970 = 100) *(suite)*

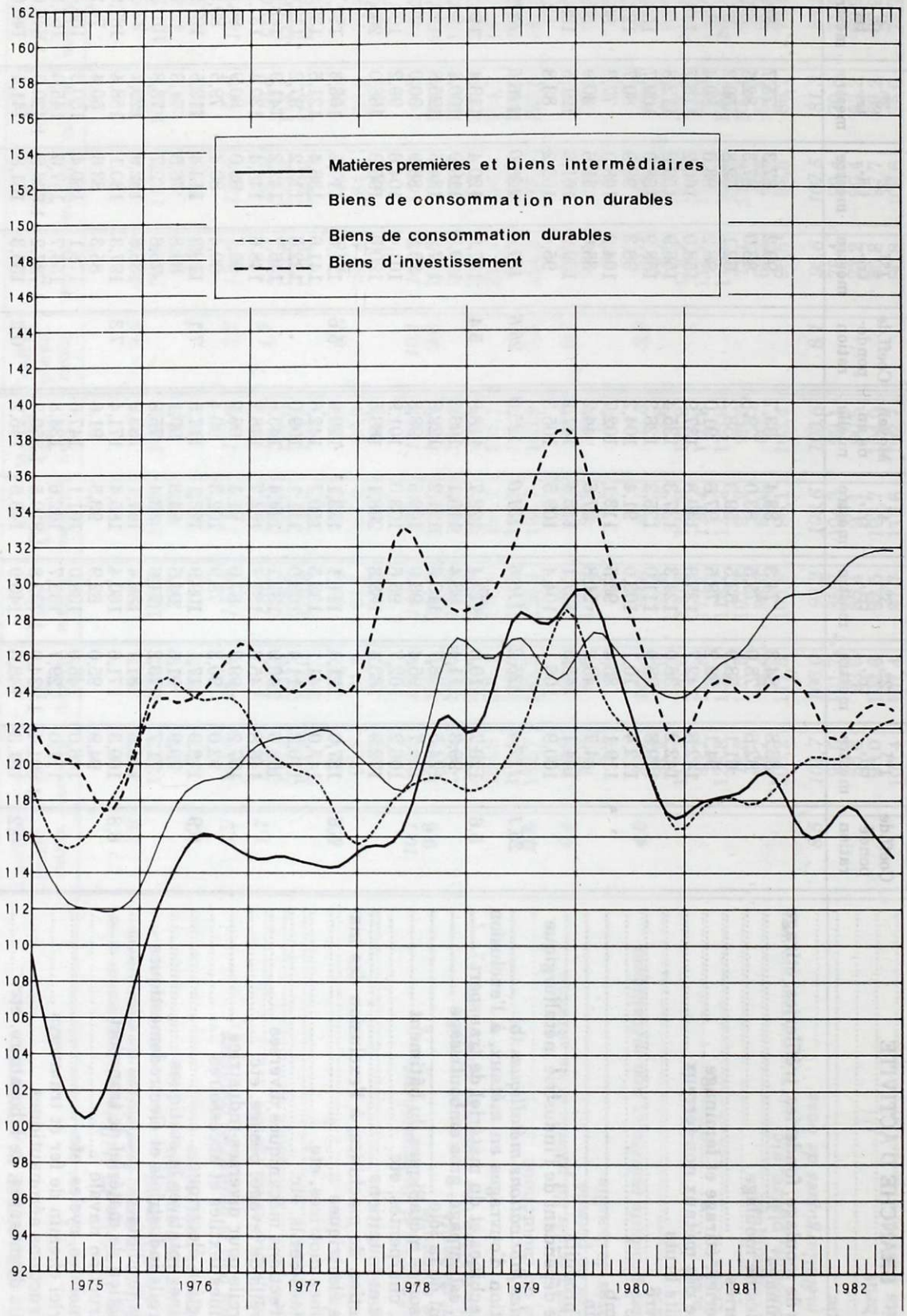
BRANCHE D'ACTIVITÉ	1981						1982					
	Coeff.de pondération	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle	Coeff.de pondération	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle
Aciéries de moulage, fonderies, tréfileries, étirage et laminage		86,8	84,3	74,3	88,4	83,7		90,2	87,3	75,7	80,9	83,5
Aciéries de moulage		82,6	78,0	75,5	83,0	79,8		86,0	87,3	82,5	82,4	84,6
Fonderies		61,1	58,9	53,5	59,3	58,2		62,1	62,8	50,2	53,1	57,1
Tréfileries, étirage et laminage		94,1	92,2	78,5	97,6	91,0		98,2	93,0	80,4	88,3	90,0
Industrie des métaux non-ferreux		142,8	142,7	125,3	140,8	137,9		158,0	160,2	116,7	148,0	145,8
Produits bruts		142,2	138,0	124,3	137,3	135,4		156,9	159,8	112,8	156,1	146,4
Cuivre		129,8	128,9	111,0	135,3	126,3		158,9	158,0	109,7	153,9	145,1
Zinc		112,4	110,1	103,0	91,4	104,2		98,3	98,9	80,7	122,9	100,2
Plomb		119,1	85,4	93,5	113,1	102,7		104,2	108,0	77,3	83,1	93,1
Etain		44,7	43,2	51,8	37,6	44,2		35,6	51,6	30,9	37,4	38,9
Demi-produits		144,1	148,5	127,1	145,4	141,2		159,9	161,3	121,5	139,9	145,7
Cokeries dépendant de l'industrie métallurgique		100,9	106,1	104,4	109,5	105,3		95,4	103,2	83,8	82,6	91,3
Industrie des fabrications métalliques (b)	*25,1*	*127,4*	*125,2*	*116,6*	*131,0*	*125,0*	*25,6*	*131,4*	*126,0*	*116,6*	*131,6*	*126,4*
Fabrication d'ouvrages en métaux, à l'exclusion des machines et du matériel de transport	5,6	120,7	119,0	113,4	122,7	118,8	5,4	117,9	120,4	113,4	124,7	119,1
Forge, estampage, gros emboutissage		99,3	111,4	98,4	116,1	106,3		119,7	119,9	100,2	99,5	109,8
Travail de la tôle		124,5	126,7	119,3	121,2	122,9		117,1	134,5	125,8	129,9	126,8
Accessoires métalliques du bâtiment		104,7	95,4	93,0	100,5	98,3		95,8	88,9	90,0	98,0	93,2
Ponts, charpentes, etc.		106,2	102,7	95,6	103,0	101,9		101,4	104,6	99,2	103,8	102,2
Armes et munitions		172,9	183,4	183,3	208,1	186,5		190,9	195,3	168,0	205,5	189,9
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	5,6	127,0	121,4	111,1	123,1	120,6	5,6	121,8	117,8	106,3	117,1	115,8
Machines motrices, etc.		145,0	141,1	133,5	150,7	142,6		141,6	136,4	121,6	136,9	134,2
Machines-outils, etc.		110,2	111,4	103,0	111,1	109,0		122,6	112,2	97,2	112,6	108,7
Constructions mécaniques diverses		154,6	143,9	131,1	144,4	143,8		146,7	142,2	141,9	148,9	145,0
Appareils de levage, pesage, etc.		146,8	145,6	137,7	154,7	146,2		148,6	146,4	130,4	137,2	140,6
Appareils pour diverses industries		107,2	99,3	87,0	91,4	96,2		96,7	93,0	80,9	84,3	88,7
Machines textiles et accessoires		92,0	90,3	78,9	102,3	90,4		90,4	80,4	79,5	89,5	84,9
Construction électrique	6,9	119,9	117,1	109,9	123,1	117,5	7,1	119,3	114,4	112,5	127,9	117,4
Machines rotatives et statiques		79,9	91,6	94,5	94,3	90,1		84,8	76,5	71,3	..	..
Appareils industriels et électrodomestiques		71,7	70,2	71,6	83,4	75,8		75,6	72,7	73,8	..	..
Autres produits		136,5	131,7	130,4	137,1	133,9		136,8	132,9	129,7	..	..
Construction de matériel de tránsport	6,8	169,3	171,6	160,4	185,4	171,4	7,3	197,3	180,1	158,4	187,9	182,3
Construction navale		94,9	95,0	82,9	93,5	91,6		85,3	83,6	50,4	74,2	69,1
Automobiles, cycles, etc.		146,0	146,0	138,0	161,1	147,6		178,1	160,4	150,3	168,4	164,9
Matériel chemin de fer et tramways		111,0	129,7	135,7	162,6	134,8		153,7	147,6	145,3	167,8	155,6
Constructions aéronautiques		1 891,4	1 934,9	1 752,8	1 819,5	1 850,7		1 737,2	1 626,8	1 420,9	1 646,0	1 688,0
Appareils de mesures, de laboratoire, etc.	0,2	151,3	148,5	140,9	143,5	146,2	0,2	155,3	151,8	141,4	140,6	148,3
Electricité	*5,4*	*181,8*	*154,7*	*144,2*	*185,3*	*166,4*	*6,1*	*173,9*	*159,8*	*144,7*	*184,1*	*165,6*
Distribution d'eau	*1,4*	*134,1*	*137,2*	*134,1*	*136,1*	*135,4*	*1,5*	*140,8*	*140,6*	*140,4*	*135,6*	*139,3*
Construction (a)	**21,3**	**53,1**	**75,5**	**58,3**	**55,5**	**60,6**	**22,1**	**50,5**	**70,2**	**55,2**	**57,0**	**58,3**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données pour 1982 sont provisoires.
(b) Les données sont provisoires à partir du 2e trimestre 1982.

Evolution de la production industrielle par catégorie de bien

Séries désaisonnalisées et lissées
(indices bruts 1970=100)



Source : Ministère des Affaires Economiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

§ 2. — METALLURGIE DE BASE

La production et première transformation de métaux est le secteur le plus sensible aux fluctuations conjoncturelles et apparemment aussi aux modifications structurelles observées dans l'économie de la Belgique et au niveau mondial. C'est ce qui appert également des résultats annuels pour 1982, puisque l'indice de la métallurgie de base a reculé d'environ 9 %, soit la baisse la plus forte de tous les secteurs, exception faite des raffineries de pétrole, qui sont aussi sujettes à d'importantes adaptations structurelles.

La régression de 1982 a été presque entièrement imputable au recul de près de 18 % en sidérurgie. En effet, la première transformation d'acier (fonderies et surtout laminage à froid) est restée presque inchangée et la production de métaux non ferreux a même augmenté de près de 6 %.

Pour les *métaux non ferreux,* la montée de l'indice général est due en grande partie au relèvement de la production des métaux bruts. Au sein de ce groupe, seule la production du cuivre a beaucoup augmenté. Comme ce métal représente presque 60 % de la production totale du secteur, cette croissance a suffi pour compenser largement la régression des autres produits (exception faite de l'aluminium, d'ailleurs peu important).

Pour les *produits intermédiaires,* le gain de production a été limité à 3 % environ. En effet, la transformation du cuivre, qui représente ici également près de la moitié de la production globale, s'est maintenue au niveau de l'année antérieure. D'autre part, la transformation de l'aluminium, le second poste en ordre d'importance dans cette statistique, a continué à récupérer la perte de 1980, pour revenir au niveau de 1976-1979. La transformation du plomb et du zinc a enregistré également une amélioration, mais elle n'exerce qu'une influence marginale sur l'ensemble du groupe.

La croissance, inférieure à 1 %, de la *première transformation* ne peut être interprétée que comme une stabilisation au bas niveau de l'année précédente. Il faut signaler toutefois que depuis 1970, ce sous-secteur n'avait jamais enregistré d'accroissement significatif : au sommet de la conjoncture sidérurgique en 1974, la production n'était que de 6 % supérieure à celle de 1970 et pendant toutes les autres années, elle était encore nettement plus basse. C'est ainsi qu'en 1982, le niveau de la production a été de 16 % inférieur à celui de 1970 et de près de 21 % plus bas que le maximum atteint en 1974.

La stabilisation en 1982 est la conséquence d'une production quasiment inchangée du laminage à froid et de la tréfilerie, à laquelle s'ajoute encore l'influence des fonderies de métaux, sous-secteur cependant de moindre importance. Dans les fonderies de fer, la production est fondamentalement orientée à la baisse et depuis 1969, elle a diminué de près de la moitié ; en 1982, elle a encore perdu quelques pourcents. Dans les aciéries de moulage, par contre, la production est en hausse depuis 1979 et en 1982, elle a enregistré une croissance d'environ 7 %.

Les problèmes les plus graves se sont posés dans *l'industrie sidérurgique*. Cette traditionnelle épine dorsale de l'industrie éprouve de grandes difficultés dans tous les pays industrialisés, la part de l'acier dans l'ensemble industriel s'étant fortement amenuisée. En effet, le fléchissement de la demande affecte surtout les secteurs de la transformation d'acier : les biens d'équipement et les biens de consommation durables.

Après avoir atteint un sommet historique en 1974, suivi d'une dépression en 1975, la production mondiale a eu tendance à stagner ou à diminuer légèrement jusqu'à 1981. En 1982, par contre, la situation s'est beaucoup détériorée, surtout aux Etats-Unis, où le recul a été de 40 % par rapport à l'année précédente. La production d'acier brut n'a pas dépassé 66 millions de tonnes, soit exactement la moitié du montant de 1974. Au Japon, la perte a été limitée à 2 % par rapport à l'année précédente et à 15 % en comparaison avec 1974 ; toutefois, là aussi, un seuil psychologique a été dépassé puisque pour la première fois depuis plus de dix ans, la production d'acier brut y a été inférieure à 100 millions de tonnes.

Dans la Communauté européenne, la production d'acier brut avait encore été de 156 millions de tonnes en 1974. En 1975, elle était tombée à 125 millions de tonnes et ce n'est qu'en 1976, 1978 et surtout en 1979 qu'un dépassement sensible de ce niveau a pu être enregistré ; en 1979 a d'ailleurs été enregistré le seul vrai sommet conjoncturel depuis le début de la crise, mais même en cette année la production d'acier n'a pas dépassé 140 millions de tonnes, soit encore 10 % de moins qu'en 1974. En 1982, la situation s'est encore détériorée davantage : la production d'acier ayant perdu encore 11,7 %, pour retomber à 111 millions de tonnes seulement, soit 30 % de moins qu'en 1974.

Dans ce contexte international très déprimé, la Belgique doit faire face à un double handicap. Tout d'abord la production belge d'acier est si élevée que la majeure partie doit être vendue sur les marchés extérieurs, tandis que la plupart des autres producteurs d'acier n'ont à exporter qu'une partie marginale de leur production. Le second handicap est beaucoup plus fondamental ; c'est la faiblesse structurelle de la plus importante entreprise sidérurgique du pays, qui assure plus de la moitié de la production totale et qui n'a pu survivre en 1982 que grâce à d'importantes subventions de l'Etat.

Il ne doit donc pas surprendre que la production belge d'acier a diminué plus que la moyenne européenne. En 1982, et ce pour la première fois depuis 1967, la production d'acier brut a été inférieure à 10 millions de tonnes. Par rapport à l'année précédente, elle accuse un recul de 19,4 % et, en comparaison avec 1974, de près de 40 %. Parmi toutes les grandes industries sidérurgiques d'Europe, seule celle du Grand Duché du Luxembourg a enregistré une baisse encore plus considérable par rapport à 1974 (−46 %) puisque, pour la vente de son acier, ce pays dépend, plus encore que la Belgique, des marchés extérieurs.

L'indice des produits finis de la sidérurgie — essentiellement le laminage à chaud — s'est stabilisé depuis 1976 à un niveau supérieur à celui de la production d'acier brut, parce qu'une plus grande partie de cette dernière a été convertie en

produits plus transformés. Cependant, cet indice a aussi beaucoup reculé, de 10,0 % en 1981 et de 16,0 % en 1982, ce qui fait qu'en 1982 il était inférieur au niveau de crise enregistré en 1975.

*

* *

Production de fonte brute et d'acier brut dans la Communauté européenne

(1 000 tonnes)

PAYS	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
	FONTE BRUTE								
République Fédérale d'Allemagne	40 221	30 074	31 849	28 965	30 148	35 167	33 873	31 876	27 621
France	22 517	17 921	19 024	18 257	18 497	19 415	19 159	17 274	15 047
Italie	11 761	11 412	11 696	11 474	11 405	11 398	12 219	12 319	11 596
Pays-Bas	4 804	3 970	4 265	3 922	4 613	4 814	4 328	4 600	3 618
U.E.B.L. : Belgique	13 152	9 180	9 961	8 979	10 206	10 875	9 905	9 809	7 862
Luxembourg	5 468	3 889	3 756	3 568	3 721	3 801	3 568	2 889	2 587
Royaume-Uni	14 155	12 138	14 099	12 399	11 600	13 030	6 412	9 461	8 465
Irlande									
Danemark									
Grèce									
Communauté européenne	**112 079**	**88 582**	**94 650**	**87 564**	**90 190**	**98 499**	**89 463**	**88 228**	**76 796**
	ACIER BRUT								
République Fédérale d'Allemagne	53 232	40 415	42 415	38 985	41 253	46 040	43 838	41 610	35 880
France	27 020	21 530	23 221	22 089	22 837	23 360	23 172	21 245	18 403
Italie	23 798	21 837	23 447	23 333	24 283	24 250	26 501	24 778	24 009
Pays-Bas	5 840	4 826	5 186	4 923	5 583	5 805	5 272	5 472	4 354
U.E.B.L. : Belgique	16 225	11 584	12 145	11 256	12 601	13 442	12 321	12 283	9 896
Luxembourg	6 448	4 624	4 566	4 329	4 790	4 950	4 619	3 790	3 510
Royaume-Uni	22 379	19 780	22 396	20 474	20 302	21 472	11 278	15 321	13 740
Irlande	110	81	58	47	68	72	2	33	61
Danemark	535	558	722	685	863	804	734	612	560
Grèce	..	..	..	..	..	..	..	909	933
Communauté européenne	**155 587**	**125 235**	**134 156**	**126 121**	**132 580**	**140 195**	**127 738**	**126 053**	**111 346**

Source : Office statistique des Communautés européennes : Sidérurgie.

Production des produits finis et produits finals de la sidérurgie

(en milliers de tonnes)

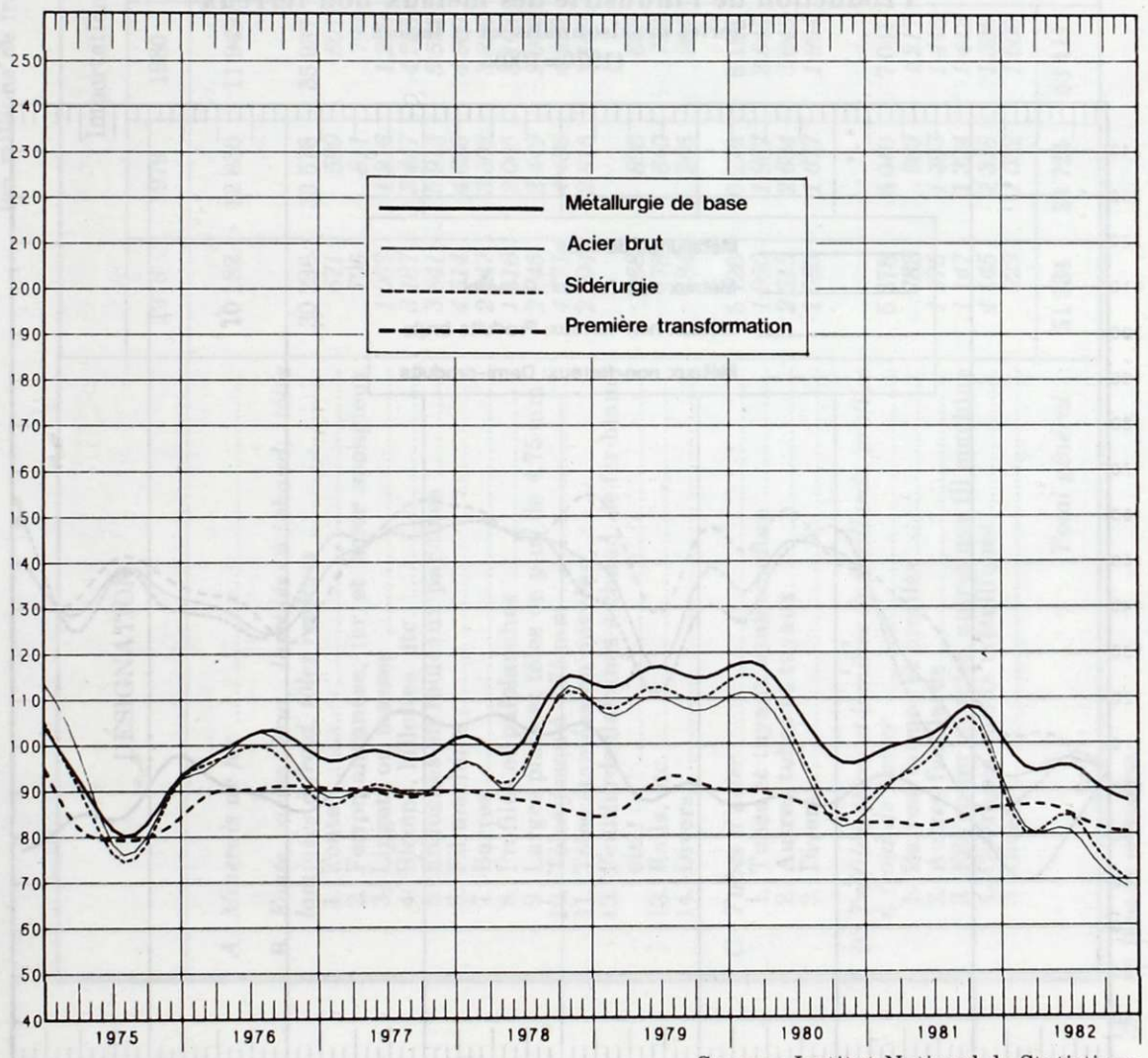
DÉSIGNATION	1978	1979	1980	1981	1982
Produits finis.					
Aciers marchands	911,5	1 133,1	936,5	684,9	567,3
Profilés et zores	1 254,4	1 130,3	943,2	796,6	438,5
Fils machine	697,9	798,9	787,4	795,1	733,2
Tôles fortes (4,76 mm et plus)	1 591,9	1 730,3	1 788,1	1 957,1	1 518,9
Tôles moyennes (3 à 4,76 mm)	901,3	1 004,2	771,1	764,0	631,7
Tôles fines noires (a)	4 232,6	4 449,8	4 168,8	3 707,6	3 239,2
Autres	106,6	117,4	122,4	197,7	235,3
Total ...	**9 696,2**	**10 364,0**	**9 517,4**	**8 902,5**	**7 364,1**
Produits finals. (b)					
Tubes d'acier	283,7	294,8	225,2	238,2	258,2
Tôles galvanisées, plombées, étamées	1 129,7	1 242,9	1 265,0	1 220,4	1 085,8

Source : Institut National de Statistique.

(a) Y compris les tôles destinées à être étamées, galvanisées ou plombées.
(b) Y compris, outre les quantités produites par la sidérurgie, celles qui sont produites par les industries transformatrices.

Production dans la sidérurgie et première transformation

(1970=100; séries désaisonnalisées et lissées)



Source : Institut National de Statistique.

Production de métaux non ferreux

(en milliers de tonnes)

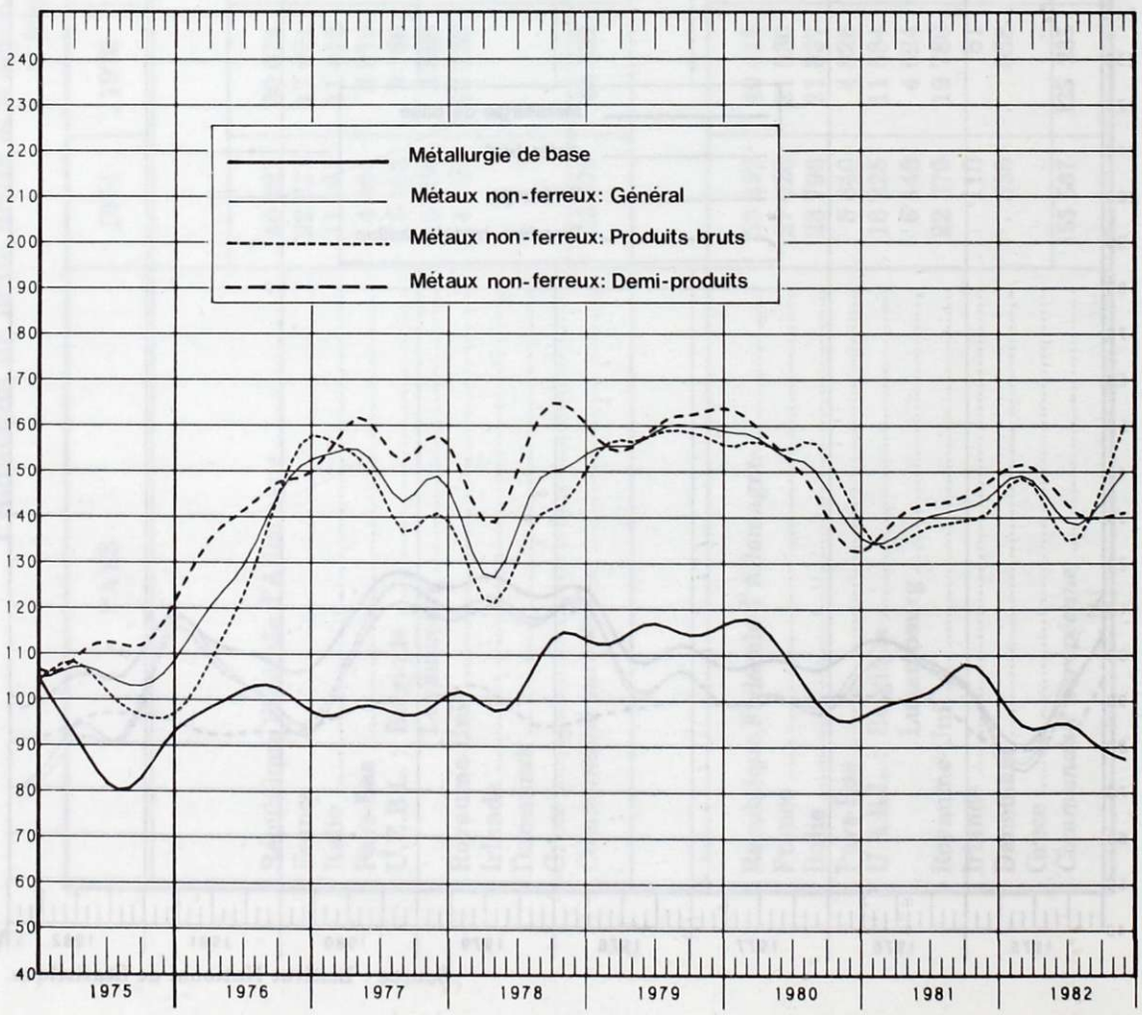
DÉSIGNATION	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Métaux (1re et 2e fusions) :								
Zinc	225,0	241,2	258,2	240,5	261,7	249,2	250,4	240,9
Cuivre	357,0	481,8	563,3	504,9	519,9	526,3	436,6	501,6
Plomb	114,9	121,5	122,8	125,0	113,4	127,9	109,9	99,7
Etain	5,5	6,1	5,0	5,2	4,7	5,0	2,5	2,2
Cadmium	1,0	1,2	1,4	1,2	1,4	1,5	1,2	1,0
Aluminium et divers	8,2	8,6	7,0	3,6	4,6	4,1	3,4	4,2
Poussières de zinc	46,3	42,4	43,6	32,9	27,4	30,1	26,2	23,5
Total ...	**757,9**	**902,8**	**1001,4**	**913,3**	**933,2**	**944,1**	**830,2**	**873,1**
Demi-produits :								
Cuivre	217,7	274,2	338,5	327,6	340,0	341,2	295,5	296,2
Plomb	15,7	15,8	18,1	19,2	17,5	16,3	16,0	17,9
Aluminium	208,1	262,5	261,8	264,1	275,1	247,5	251,2	266,1
Zinc	29,6	36,7	34,1	32,3	32,4	33,4	28,6	30,0
Autres	1,1	1,5	0,7	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3
Total ...	**472,3**	**590,7**	**653,2**	**643,6**	**665,4**	**638,8**	**591,6**	**610,5**

Source : Institut National de Statistique.

Production de l'industrie des métaux non ferreux

Séries désaisonnalisées et lissées

(1970=100)



Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur de minerais de fer et de métaux ferreux

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1978	1979	1980	1981	1982	1978	1979	1980	1981	1982
A. *Minerais de fer*	10 182	12 830	11 949	14 706	14 553	87	70	116	79	89
B. *Fonte, acier brut, laminés à chaud, tôles laminées à froid, tôles revêtues*	30 298	33 576	35 937	36 246	43 740	130 429	156 647	157 986	153 234	160 592
1. Fonte	*671*	*599*	*601*	*587*	*683*	*217*	*136*	*89*	*122*	*82*
2. Ferromanganèse, fer et acier spongieux	*705*	*811*	*799*	*1 065*	*619*	*305*	*518*	*436*	*137*	*203*
3. Lingots ou masses	*1 067*	*1 316*	*1 205*	*655*	*770*	*103*	*225*	*89*	*110*	*34*
4. Blooms, billettes, etc.	*3 187*	*3 447*	*4 255*	*4 310*	*4 112*	*4 786*	*7 404*	*6 348*	*5 564*	*5 916*
5. Ebauches en rouleaux par tôles	*3 841*	*5 913*	*5 522*	*7 227*	*8 692*	*19 163*	*25 126*	*23 970*	*22 772*	*23 390*
6. Fil machine	*4 514*	*4 620*	*4 909*	*5 108*	*6 518*	*5 005*	*6 345*	*6 671*	*6 860*	*7 385*
7. Barres	*2 947*	*3 302*	*3 836*	*3 284*	*3 851*	*7 915*	*9 881*	*10 188*	*7 922*	*9 209*
8. Profilés et palplanches	*1 816*	*2 065*	*2 108*	*2 023*	*3 004*	*26 444*	*28 461*	*29 052*	*28 146*	*26 421*
9. Larges plats et tôles de plus de 4,75 mm	*2 245*	*2 449*	*2 906*	*2 525*	*2 647*	*12 574*	*14 420*	*16 760*	*20 447*	*20 548*
10. Tôles jusqu'à 4,75 mm	*4 771*	*4 436*	*4 992*	*4 627*	*6 243*	*32 108*	*39 363*	*38 463*	*36 351*	*40 959*
11. Tôles étamées ou ouvrées	*2 904*	*2 815*	*3 169*	*3 661*	*5 320*	*13 811*	*16 359*	*17 185*	*17 796*	*20 403*
12. Feuillards (laminés à chaud, de fer-blanc, etc.)	*968*	*898*	*689*	*581*	*890*	*5 560*	*5 976*	*6 121*	*4 644*	*3 714*
13. Rails, etc.	*478*	*640*	*739*	*392*	*218*	*623*	*800*	*889*	*961*	*946*
14. Divers	*184*	*265*	*207*	*201*	*173*	*1 815*	*1 633*	*1 725*	*1 402*	*1 382*
C. *Tubes d'acier*	5 726	6 278	8 184	7 846	11 471	6 833	6 978	7 094	8 689	11 683
1. Tubes et tuyaux sans soudure	*1 950*	*1 967*	*2 545*	*3 041*	*4 220*	*1 634*	*1 372*	*1 594*	*3 771*	*5 821*
2. Autres tubes et tuyaux	*2 213*	*2 634*	*3 645*	*2 701*	*4 922*	*4 385*	*4 891*	*4 506*	*3 870*	*4 629*
3. Divers	*1 563*	*1 677*	*1 994*	*2 104*	*2 329*	*814*	*715*	*994*	*1 048*	*1 233*
D. *Tréfilés, étirés et laminés de feuillards, profilés à froid de l'acier*	5 378	6 040	7 041	6 763	8 230	27 798	29 147	30 801	31 006	35 907
1. Barres, formes et profilés	*782*	*969*	*1 217*	*1 242*	*1 482*	*1 117*	*864*	*982*	*920*	*1 253*
2. Autres feuillards	*1 375*	*1 397*	*1 446*	*1 438*	*1 983*	*4 481*	*5 117*	*5 180*	*4 877*	*5 922*
3. Fils en fer ou acier, autres que fil machine	*1 147*	*1 324*	*1 442*	*1 309*	*1 755*	*9 844*	*10 601*	*11 341*	*12 115*	*13 925*
4. Ouvrages en fils métalliques	*1 145*	*1 318*	*1 336*	*1 560*	*1 540*	*5 315*	*6 139*	*5 577*	(a)*11 001*	(a)*12 566*
5. Divers	*929*	*1 032*	*1 600*	*1 214*	*1 470*	*7 041*	*6 426*	*7 721*	(a) *2 093*	(a) *2 241*
Total général ...	**51 584**	**58 724**	**63 111**	**65 561**	**77 994**	**165 147**	**192 842**	**195 997**	**193 008**	**208 271**

(a) Données provisoires.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de matières radio-actives, de minerais de métaux non ferreux et de métaux non ferreux

Valeur

(en millions de francs)

DESIGNATION	Importations					Exportations				
	1978	1979	1980	1981	1982	1978	1979	1980	1981	1982
A. Matières radio-actives	**10 750**	**9 531**	**8 277**	**11 277**	**17 506**	**7 984**	**8 953**	**7 329**	**8 857**	**15 980**
B. Minerais de métaux non ferreux	**9 685**	**14 287**	**16 628**	**20 678**	**18 030**	**1 452**	**2 560**	**3 236**	**5 468**	**3 957**
1. Minerais de plomb	*1 339*	*2 215*	*3 751*	*3 468*	*3 535*	—	*17*	*174*	—	*1*
2. Minerais de zinc	*2 993*	*3 718*	*2 986*	*4 336*	*5 003*	*61*	*387*	*348*	*806*	*455*
3. Minerais d'étain	*1 367*	*940*	*1 086*	*16*	*18*	*12*	*20*	—	—	—
4. Minerais de molybdène, de niobium, etc.	*3 075*	*6 020*	*7 040*	*9 407*	*6 540*	*1 264*	*2 062*	*2 602*	*4 563*	*3 362*
5. Divers	*911*	*1 394*	*1 765*	*3 451*	*2 934*	*115*	*74*	*112*	*99*	*139*
C. Métaux non ferreux	**73 005**	**96 872**	**147 613**	**143 090**	**138 972**	**71 017**	**98 074**	**132 408**	**112 662**	**134 081**
I. Bruts	36 402	45 054	55 913	68 020	58 532	21 097	26 670	30 292	35 510	34 910
1. Cuivre pour affinage	*8 176*	*10 638*	*17 070*	*16 402*	*17 190*	*89*	*173*	*392*	*746*	*729*
2. Cuivre affiné	*14 622*	*18 569*	*20 112*	*17 502*	*17 022*	*13 439*	*16 715*	*19 916*	*19 050*	*19 962*
3. Aluminium et alliages	*10 076*	*11 031*	*13 170*	*13 414*	*14 517*	*372*	*492*	*1 076*	*1 574*	*672*
4. Plomb et alliages	*1 316*	*2 253*	*2 210*	*1 434*	*1 709*	*2 149*	*3 283*	*3 164*	*2 648*	*2 756*
5. Zinc et alliages	*457*	*1 084*	*909*	*1 360*	*1 458*	*3 671*	*4 540*	*3 847*	*4 767*	*5 726*
6. Etain et alliages	*857*	*1 171*	*1 359*	*1 384*	*1 360*	*955*	*1 014*	*1 398*	*389*	*209*
7. Divers	*898*	*1 208*	*1 083*	(a) *16 524*	(a) *5 276*	*422*	*453*	*498*	(a) *6 336*	(a) *4 856*
II. Demi-produits	36 603	50 918	91 700	75 070	80 440	49 920	71 404	103 116	77 152	99 171
1.Barres, profilés et fils de cuivre	*1 383*	*1 667*	*1 652*	*1 489*	*1 584*	*10 991*	*13 688*	*15 891*	*14 458*	*15 867*
2. Autres demi-produits de cuivre	*1 606*	*1 811*	*2 121*	*1 870*	*2 135*	*3 688*	*4 865*	*5 289*	*4 325*	*4 722*
3. Résidus de cuivre	*2 778*	*4 486*	*6 325*	*5 488*	*6 421*	*665*	*1 089*	*1 142*	*1 066*	*1 489*
4. Barres, profilés et fils en aluminium	*1 355*	*1 411*	*1 880*	*1 820*	*2 221*	*3 410*	*4 087*	*5 293*	*4 711*	*5 473*
5. Autres demi-produits en aluminium	*3 075*	*3 851*	*4 274*	*4 393*	*4 877*	*9 069*	*10 221*	*10 273*	*11 365*	*13 652*
6. Demi-produits en nickel	*595*	*449*	*538*	*423*	*574*	*230*	*130*	*170*	*97*	*125*
7. Ferro-alliages	*1 886*	*2 932*	*2 573*	*2 933*	*2 928*	*3 216*	*4 320*	*4 850*	*5 440*	*5 835*
8. Argent	*1 886*	*4 840*	*15 190*	*8 004*	*6 430*	*3 461*	*6 048*	*30 540*	*12 614*	*11 152*
9. Platine, etc.	*577*	*732*	*1 082*	*1 170*	*1 286*	*508*	*593*	*1 222*	*1 509*	*1 479*
10. Or non monétaire	*3 794*	*6 578*	*14 769*	*25 538*	*32 448*	*2 623*	*6 284*	*15 762*	*14 968*	*31 965*
11. Résidus de métaux non ferreux (hormis le cuivre)	*4 390*	*7 271*	*20 435*	*18 936*	*15 898*	*1 593*	*2 406*	*3 161*	*3 070*	*3 197*
12. Divers	*13 278*	*14 890*	*18 155*	(a) *3 006*	(a) *3 638*	*10 466*	*17 673*	*6 885*	(a) *3 529*	(a) *4 215*
Total général ...	**93 440**	**120 691**	**172 518**	**175 045**	**174 508**	**80 453**	**109 587**	**143 973**	**126 987**	**154 018**

(a) Données provisoires.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

§ 3. — INDUSTRIE DES FABRICATIONS METALLIQUES

Le profond malaise, à l'échelle mondiale, de la demande de biens d'équipement a été la cause principale des résultats plutôt modestes, enregistrés en 1982 par l'industrie des fabrications métalliques. Dans ce secteur, l'indice de la production a, certes, augmenté d'environ 2 % et les livraisons ont connu une progression de près de 4 % en volume — au cours de l'année antérieure ces données avaient reculé de 3,5 % et 1,9 % respectivement — mais cette amélioration doit être imputée presque exclusivement au gain de production dans le secteur de l'assemblage automobile.

Selon les indices de production, le matériel de transport a été la seule catégorie de biens ayant connu une nette amélioration : +6,2 % selon un indice encore très provisoire. L'évolution de l'assemblage automobile, le sous-secteur le plus important, a été prépondérante en la matière. Une croissance de plus de 10 % a été notée à la suite de l'introduction de nouveaux modèles dans les différentes entreprises d'assemblage. Le sous-secteur, moins important, du matériel de chemin de fer, a connu également un accroissement de la production. Mais pour la quatrième année consécutive, un recul important a été observé pour la construction navale ; la production n'y a même pas atteint la moitié du maximum de 1978. Dans la construction aéronautique, la rapide expansion des cinq années précédentes est venue à son terme et la production y a régressé de plus de 10 %. Dans ces trois derniers secteurs, l'indice est encore très incomplet et susceptible de subir de très fortes corrections ; la tendance esquissée semble être néanmoins réaliste.

Ces données sont confirmées par les statistiques des livraisons, qui ont augmenté de 26,4 % en valeur pour le matériel de transport à l'exclusion de l'industrie aéronautique ; cela paraît correspondre à une croissance de 14 % en volume. Cet accroissement est dû principalement à la demande extérieure, les livraisons destinées à l'exportation ayant progressé de plus de 15 % en volume, tandis que la demande intérieure n'a augmenté que de 5 %. En 1982, cette dernière n'a plus représenté que 14,6 % de l'ensemble des livraisons.

L'indice de la construction non mécanique s'est maintenu au niveau de l'année précédente. Une légère hausse de la production a été observée, certes, pour la forge et l'estampage ainsi que pour le travail de la tôle, mais la construction métallique (ponts et charpentes) a connu une stagnation et il en est de même pour la production d'armes et munitions. Les accessoires du bâtiment ont accusé une baisse de production de près de 6 %. La dépression dans l'industrie de la construction est la cause de l'affaiblissement de ce secteur, où la production avait stagné dans les années septante mais avait enregistré une reprise limitée en 1979 et 1980 ; cette reprise a toutefois été annihilée au cours des deux années suivantes.

Les données comparables concernant les livraisons font apparaître que les livraisons extérieures de constructions métalliques se sont fortement accrues (de presque 60 % en valeur, soit plus de 45 % en volume) ; les livraisons intérieures, par contre, n'ont guère progressé en valeur, accusant dès lors manifestement un recul en volume. Les accessoires métalliques pour le bâtiment ont également été soutenus par l'augmentation du volume exporté, cependant insuffisant pour compenser le fléchissement du marché intérieur.

Comme en 1981, l'indice de la production dans la construction électrique a baissé d'environ 3 %. Les livraisons correspondantes ont enregistré une diminution de près de 1 % en volume. Dans cette catégorie de biens, les meilleurs résultats ont été enregistrés pour le matériel de télécommunication, dont les livraisons intérieures sont demeurées quasiment stables et les livraisons extérieures ont légèrement progressé en volume. Pour les appareils électroménagers et les biens d'équipement, par contre, les livraisons intérieures ont même baissé en valeur, ce qui implique une décroissance encore plus forte en volume, qui n'a pas pu être compensée par les meilleurs résultats des exportations.

Dans la construction mécanique, enfin, les indices de la production montrent un recul d'un peu plus de 3 %. Seuls les appareils de mesure, la fine mécanique et les constructions mécaniques diverses ont légèrement progressé ; il s'agit par ailleurs de deux sous-secteurs nettement orientés à la hausse au cours des dernières années. Tous les autres sous-secteurs produisant presque exclusivement des biens d'équipement finis pour l'industrie et la construction ont vu diminuer leur production dans une mesure considérable ; l'année antérieure, il en a été de même. A cet égard, il est frappant de constater que, contrairement aux autres branches de l'industrie des fabrications métalliques, l'évolution des livraisons à l'exportation, prises globalement, n'a pas été meilleure que celle des livraisons intérieures (respectivement +7,5 % et +9,8 % en valeur), ce qui s'explique principalement par la demande très déprimée de biens d'équipement au niveau mondial.

La faiblesse de la demande ressort également des commandes qui, dans l'ensemble, n'ont été que de 10 % plus élevées en valeur que celles de l'année précédente ; cela implique une baisse d'environ 1 % en volume. Ce recul a été concentré surtout dans le secteur des biens d'équipement qui n'ont progressé que de 1 % en valeur (−10 % en volume).

Tant pour la première transformation que pour les biens de consommation durables, la progression en valeur des commandes a été plus ou moins parallèle à la hausse des prix (11 % environ), ce qui implique une stabilisation en volume. Ce n'est que dans le domaine du matériel de transport que les commandes ont progressé en volume (+13 %) et ce à la suite du développement de la demande pour l'assemblage automobile belge.

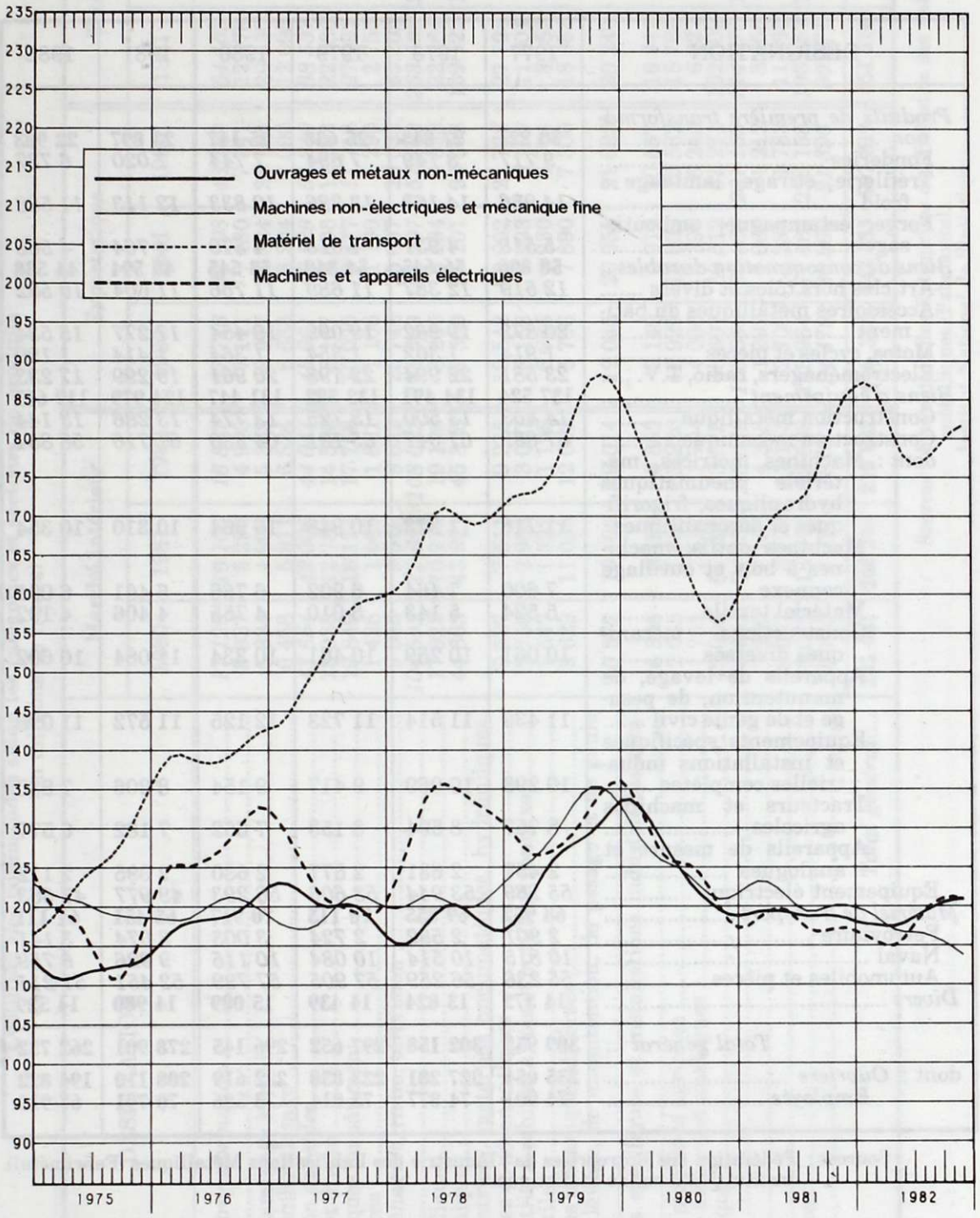
Il y a lieu de signaler que les commandes extérieures ont augmenté de 14,5 % en valeur, alors que les commandes intérieures ont stagné au niveau de l'année précédente (+0,9 %). En volume, cela représente une hausse modeste de 3 % pour les premières et un recul d'environ 10 % pour les secondes. Ainsi, la part des commandes extérieures, qui depuis des années sont orientées à la hausse, s'est élevée en 1982 à 70,7 %.

*
* *

Production de l'industrie des fabrications métalliques

Séries désaisonnalisées et lissées

(1970=100)



Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal).
Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Industrie des fabrications métalliques

Evolution de l'emploi total selon les catégories et secteurs de produits
(moyennes mensuelles en unités)

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Produits de première transformation	**30 221**	**27 843**	**25 638**	**25 147**	**23 897**	**22 983**
Fonderies	*9 717*	*8 749*	*7 694*	*7 744*	*7 020*	*6 737*
Tréfilerie, étirage, laminage à froid	*14 986*	*14 163*	*13 326*	*12 833*	*12 113*	*11 588*
Forge, estampagne, emboutissage	*5 518*	*4 931*	*4 618*	*4 570*	*4 764*	*4 568*
Biens de consommation durables	**58 886**	**56 645**	**54 340**	**53 545**	**49 594**	**44 538**
Articles hors tôles et divers	*12 519*	*12 387*	*11 689*	*11 766*	*11 604*	*10 582*
Accessoires métalliques du bâtiment	*20 872*	*19 962*	*19 099*	*19 454*	*17 277*	*15 534*
Motos, cycles et pièces	*1 914*	*1 302*	*1 354*	*1 364*	*1 414*	*1 199*
Electroménagers, radio, T.V.	*23 581*	*22 994*	*22 198*	*20 961*	*19 299*	*17 233*
Biens d'équipement	**137 524**	**134 491**	**132 522**	**131 447**	**124 979**	**119 661**
Construction métallique	*14 403*	*13 500*	*13 725*	*13 774*	*13 286*	*13 144*
Construction mécanique	*67 852*	*67 047*	*65 191*	*64 380*	*61 716*	*58 854*
dont : Machines motrices, matériels pneumatiques hydrauliques, frigorifiques et aéronautiques	11 716	11 373	10 948	10 964	10 310	10 354
Machines outils, machines à bois et outillage connexe	7 600	7 464	6 902	6 766	6 461	6 091
Matériel textile	5 524	5 143	5 010	4 755	4 406	4 192
Constructions mécaniques diverses	10 061	10 259	10 461	10 334	11 084	10 602
Appareils de levage, de manutention, de pesage et de génie civil	11 439	11 514	11 723	12 125	11 572	11 096
Equipements spécifiques et installations industrielles complètes	10 298	10 069	9 417	9 154	8 306	7 830
Tracteurs et machines agricoles	8 757	8 594	8 153	7 652	7 182	6 577
Appareils de mesure et analogues	2 457	2 631	2 577	2 630	2 395	2 112
Equipement électrique	*55 269*	*53 944*	*53 606*	*53 293*	*49 977*	*47 663*
Matériel de transport	**68 952**	**69 355**	**70 113**	**70 917**	**65 451**	**61 111**
Ferroviaire	*2 901*	*2 582*	*2 724*	*3 003*	*3 074*	*3 141*
Naval	*10 815*	*10 514*	*10 084*	*10 115*	*9 926*	*6 759*
Automobiles et pièces	*55 236*	*56 259*	*57 905*	*57 799*	*52 451*	*51 211*
Divers	**14 372**	**13 824**	**14 439**	**15 089**	**14 980**	**14 529**
Total général	**309 955**	**302 158**	**297 652**	**296 145**	**278 901**	**262 732**
dont : *Ouvriers*	**235 054**	**227 281**	**223 838**	**222 619**	**208 110**	**194 822**
Employés	**74 901**	**74 877**	**73 814**	**73 526**	**70 791**	**67 910**

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal).
Institut National de Statistique.

Industrie des fabrications métalliques

Evolution des commandes selon les catégories et secteurs de produits

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Marché intérieur			Exportations			Total	
	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1981	1982
Produits de première transformation	*17 129*	*16 105*	*16 857*	*37 746*	*37 998*	*43 159*	*54 103*	*60 016*
Fonderies (a)	5 337	5 298	4 940	7 111	7 180	7 941	12 478	12 881
Tréfilerie, étirage, laminage à froid	5 334	4 996	5 393	23 977	24 534	28 128	29 530	33 521
Forge, estampage, emboutissage	6 458	5 811	6 524	6 658	6 284	7 090	12 095	13 614
Biens de consommation durables	*43 654*	*42 008*	*44 041*	*45 061*	*46 529*	*54 249*	*88 537*	*98 290*
Articles hors tôles et divers	13 035	12 781	14 580	8 187	9 805	12 203	22 586	26 783
Accessoires métalliques du bâtiment	19 849	18 114	17 758	10 020	9 877	11 718	27 991	29 476
Motos, cycles et pièces	1 425	1 565	1 881	1 106	1 190	1 290	2 755	3 171
Appareils électroménagers, radio, télévision	9 345	9 548	9 822	25 748	25 657	29 038	35 205	38 860
Biens d'équipement	*104 592*	*111 681*	*108 072*	*145 363*	*151 907*	*157 862*	*263 588*	*265 934*
Construction métallique	17 923	16 270	19 126	8 206	6 194	8 693	22 464	27 819
Construction mécanique	44 663	43 921	45 370	89 550	95 201	96 898	139 122	142 268
dont : Machines motrices, matériels pneumatiques, hydrauliques, frigorifiques et aéronautiques	9 537	7 611	9 275	19 542	20 092	21 728	27 703	31 003
Machines-outils, machines à bois et outillage connexe	2 756	2 908	3 057	8 158	8 993	8 769	11 901	11 826
Matériel textile	1 547	1 322	1 196	6 865	6 930	6 704	8 252	7 900
Constructions mécaniques diverses	9 629	11 093	12 052	5 796	7 890	7 306	18 983	19 358
Matériel de levage, de manutention, de pesage et de génie civil	10 572	10 192	9 014	19 045	20 055	21 022	30 247	30 036
Equipements spécifiques et installations industrielles complètes	6 806	6 423	6 852	9 149	9 918	10 567	16 341	17 419
Tracteurs et machines agricoles	2 065	1 835	2 220	16 929	16 933	15 562	18 768	17 782
Appareils de mesure et analogues	1 751	2 537	1 704	4 066	4 390	5 240	6 927	6 944
Equipement électrique	42 006	51 490	43 576	46 607	50 512	52 271	102 002	95 847
Matériel de transport	*34 451*	*34 038*	*38 049*	*163 669*	*180 839*	*231 153*	*214 877*	*269 202*
Ferroviaire	7 289	7 186	4 358	1 997	1 069	1 212	8 255	5 570
Naval	9 087	8 777	11 153	2 708	2 288	1 783	11 065	12 936
Automobiles et pièces	18 075	18 075	22 538	158 964	177 482	228 158	195 557	250 696
Divers	*5 175*	*4 411*	*3 063*	*24 479*	*26 060*	*21 396*	*30 471*	*24 459*
Total général ...	**205 001**	**208 243**	**210 082**	**416 318**	**443 333**	**507 819**	**651 576**	**717 901**

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications métalliques (Fabrimétal).
Institut National de Statistique.

Industrie des fabrications métalliques

Evolution des livraisons selon les catégories et secteurs de produits

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Marché intérieur			Exportations			Total	
	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1981	1982
Produits de première transformation	*16 533*	*15 266*	*16 565*	*35 837*	*36 440*	*41 779*	*51 796*	*58 344*
Fonderies	4 921	4 627	4 547	5 864	5 869	6 703	10 496	11 250
Tréfilerie, étirage, laminage à froid	5 485	4 828	5 256	23 837	24 076	27 364	28 904	32 620
Forge, estampage, emboutissage	6 127	5 811	6 762	6 136	6 495	7 712	12 306	14 474
Biens de consommation durables	*44 935*	*43 443*	*44 804*	*46 681*	*47 964*	*54 422*	*91 407*	*99 226*
Articles hors tôles et divers	13 338	13 009	14 872	8 210	9 937	11 764	22 946	26 636
Accessoires métalliques du bâtiment	20 671	18 978	18 580	10 373	10 107	11 785	29 085	30 365
Motos, cycles et pièces	1 575	1 687	1 981	1 200	1 228	1 297	2 915	3 278
Appareils électroménagers, radio, télévision	9 351	9 769	9 371	26 898	26 692	29 576	36 461	38 947
Biens d'équipement	*104 148*	*108 061*	*114 240*	*140 894*	*140 299*	*159 087*	*248 360*	*273 327*
Construction métalliques	19 521	19 401	20 121	4 650	5 543	8 838	24 944	28 959
Construction mécanique	42 727	42 983	47 179	90 111	91 151	97 976	134 134	145 155
dont : Machines motrices, matériels pneumatiques, hydrauliques, frigorifiques et aéronautiques	9 415	9 021	9 330	20 825	19 464	20 821	28 485	30 151
Machines-outils, machines à bois et outillage connexe	3 049	2 765	3 145	8 090	8 402	9 527	11 167	12 672
Matériel textile	1 344	1 145	1 322	6 396	6 736	7 546	7 881	8 868
Constructions mécaniques diverses	9 403	11 030	12 388	5 968	7 166	8 034	18 196	20 422
Matériel de levage, de manutention, de pesage et de génie civil	9 706	9 995	10 288	18 504	19 793	21 354	29 788	31 642
Equipements spécifiques et installations industrielles complètes	6 416	5 630	6 527	9 328	9 602	10 651	15 232	17 178
Tracteurs et machines agricoles	2 087	1 843	2 322	17 057	16 185	15 764	18 028	18 086
Appareils de mesure et analogues	1 307	1 554	1 857	3 943	3 803	4 279	5 357	6 136
Equipement électrique	41 900	45 677	46 940	46 133	43 605	52 273	89 282	99 213
Matériel de transport	*31 669*	*33 804*	*39 490*	*166 555*	*180 454*	*231 261*	*214 258*	*270 751*
Ferroviaire	5 654	6 701	7 536	628	668	1 155	7 369	8 691
Naval	7 250	9 345	9 025	6 472	2 561	1 934	11 906	10 959
Automobiles et pièces	18 765	17 758	22 929	159 455	177 225	228 172	194 983	257 101
Divers	*3 282*	*4 232*	*4 467*	*20 562*	*25 986*	*25 261*	*30 218*	*29 728*
Total général ...	**200 567**	**204 806**	**219 566**	**410 529**	**431 143**	**511 810**	**635 949**	**731 376**

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications métalliques (Fabrimétal).
Institut National de Statistique.

Commerce extérieur des produits en métaux à l'exclusion des machines et du matériel de transport

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1978	1979	1980	1981	1982	1978	1979	1980	1981	1982
A. *Produits en fonte*	5 458	7 101	7 039	7 145	7 037	3 578	3 669	4 254	4 117	4 500
dont : produits en fonte bruts, coulés ou moulés	*1 074*	*1 459*	*1 558*	*1 705*	*1 529*	*439*	*493*	*401*	*415*	*460*
B. *Produits en métaux, forgés, estampés, emboutis, découpés, repoussés*	5 045	6 036	6 505	6 634	6 661	3 061	3 342	3 586	3 454	3 526
C. *Vis, boulons, écrous, clous, chaînes, ressorts, produits frittés, travail de la surface*	3 145	3 862	4 771	4 421	5 034	1 900	2 075	2 995	2 329	2 536
dont : clous, vis, boulons, etc.	*2 252*	*2 806*	*3 476*	*3 177*	*3 667*	*990*	*1 068*	*1 382*	*1 215*	*1 279*
D. *Produits de la construction métallique*	6 170	6 691	8 324	8 741	7 962	9 675	8 579	9 231	12 684	15 199
dont : 1. Constructions métalliques en fer ou acier	*4 875*	*5 275*	*6 713*	*7 265*	*6 328*	*7 836*	*6 866*	*6 850*	*10 264*	*11 483*
2. Constructions métalliques en aluminium	*919*	*1 107*	*1 321*	*1 200*	*1 358*	*1 517*	*1 438*	*1 996*	*2 127*	*3 232*
E. *Produits de la chaudronnerie*	2 608	2 381	2 703	2 643	2 789	2 879	2 908	2 927	3 128	3 025
F. *Outillage et articles finis en métaux, à l'exclusion du matériel électrique*	21 433	23 913	27 393	26 243	30 228	16 746	17 952	20 868	21 956	25 645
dont : 1. Articles de chauffage et de cuisson	*1 803*	*2 178*	*2 732*	*2 557*	*3 081*	*803*	*1 064*	*1 853*	*1 466*	*1 209*
2. Sièges	*1 085*	*1 157*	*1 360*	*1 409*	*1 564*	*791*	*796*	*913*	*999*	*1 166*
3. Autres meubles	*1 875*	*1 944*	*2 138*	*1 898*	*2 101*	*1 005*	*984*	*1 048*	*1 171*	*1 265*
4. Outils (scies, limes, tenailles, etc.)	*2 604*	*2 989*	*3 333*	*3 118*	*3 531*	*890*	*988*	*1 235*	*1 248*	*1 580*
5. Coutellerie	*1 025*	*1 075*	*1 296*	*1 261*	*1 408*	*93*	*88*	*151*	*141*	*198*
6. Articles de ménage, etc.	*2 681*	*2 757*	*3 118*	*2 927*	*3 283*	*761*	*811*	*1 004*	*1 100*	*1 346*
7. Articles d'hygiène	*660*	*667*	*721*	*544*	*589*	*275*	*217*	*247*	*213*	*234*
8. Serrures, coffres-forts, etc.	*2 679*	*2 945*	*3 458*	*3 234*	*3 882*	*760*	*855*	*836*	*867*	*1 040*
9. Ouvrages en métaux non ferreux	*1 219*	*1 521*	*1 766*	*1 755*	*2 144*	*1 612*	*1 635*	*2 022*	*2 010*	*2 505*
10. Fûts, boîtes, etc.	*1 866*	*2 395*	*2 868*	*2 991*	*3 621*	*3 625*	*3 585*	*4 538*	*5 816*	*7 559*
11. Tuyaux flexibles, bouchons métalliques, plaques indicatrices, fils et baguette pour soudure, etc.	*1 104*	*1 123*	*1 283*	*1 368*	*1 482*	*739*	*823*	*852*	*846*	*886*
Total général ...	**43 859**	**49 984**	**56 735**	**55 827**	**59 711**	**37 839**	**38 525**	**43 861**	**47 668**	**54 431**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des machines agricoles et industrielles

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1978	1979	1980	1981	1982	1978	1979	1980	1981	1982
A. Machines et tracteurs agricoles	7 140	8 214	6 996	6 628	8 691	12 523	14 237	12 698	12 191	12 468
dont : 1. Machines agricoles	*3 299*	*3 773*	*3 480*	*4 203*	*4 907*	*7 335*	*7 467*	*7 275*	*9 305*	*10 378*
2. Tracteurs agricoles	*3 330*	*3 888*	*2 970*	*1 926*	*3 166*	*4 876*	*6 411*	*5 026*	*2 460*	*1 650*
B. Machines-outils pour le travail des métaux, outillages et outils pour machines	8 303	9 057	13 086	11 911	14 501	8 238	8 756	9 834	10 464	13 244
dont : 1. Outils	*2 373*	*2 835*	*3 361*	*3 453*	*5 162*	*2 348*	*2 648*	*3 089*	*3 328*	*4 090*
2. Machines-outils	*4 683*	*5 185*	*8 275*	*7 032*	*7 304*	*4 436*	*4 782*	*5 530*	*5 825*	*7 144*
C. Machines textiles et leurs accessoires, machines à coudre	4 263	4 531	5 850	5 606	6 413	6 070	7 463	8 484	7 954	8 966
D. Machines et appareils pour les industries alimentaires et chimiques, machines de conditionnement et d'emballage, machines pour le travail du caoutchouc et des matières plastiques	10 831	11 491	14 043	13 390	15 679	11 141	9 761	11 280	12 423	14 781
dont : 1. Pour industrie alimentaire (y compris laiteries)	*1 751*	*1 760*	*1 866*	*1 937*	*2 226*	*1 262*	*1 228*	*1 204*	*2 245*	*2 242*
2. Centrifugeuses, appareils pour filtration et épuration, etc.	*1 235*	*1 367*	*1 865*	*1 679*	*2 114*	*1 564*	*1 429*	*1 477*	*1 596*	*1 883*
3. Machines pour nettoyer, remplir, emballer, etc.	*2 197*	*2 519*	*2 898*	*2 834*	*3 184*	*1 354*	*1 416*	*1 615*	*1 797*	*2 064*
E. Matériel de mines, machines et matériel pour la métallurgie, la préparation de matériaux de										
3. Machines pour le travail des métaux	*1 403*	*1 262*	*1 707*	*2 274*	*2 873*	*1 232*	*1 093*	*1 351*	*1 508*	*1 535*

3. Machines pour le travail des métaux	*1 103*	*1 252*	*1 707*	*2 274*	*2 873*	*1 232*	*1 023*	*1 337*	*1 509*	*1 656*
4. Equipement mécanique de manutention	*9 667*	*9 849*	*11 421*	*11 448*	*12 258*	*4 768*	*4 587*	*5 255*	*5 783*	*5 909*
F. Engrenages et autres organes de transmission, roulements	5 405	6 022	7 291	7 962	8 640	3 657	3 992	5 331	5 846	6 094
dont : Roulements	*1 853*	*2 253*	*2 914*	*3 142*	*3 091*	*493*	*593*	*1 053*	*1 239*	*1 096*
G. Machines pour le travail du bois, du papier, du cuir, de la chaussure; matériel de blanchisserie et de nettoyage à sec	5 593	6 452	7 141	6 308	7 593	2 817	3 315	2 983	3 036	3 151
dont : 1. Machines pour le papier	*1 126*	*1 293*	*1 377*	*1 432*	*1 752*	*680*	*472*	*440*	*554*	*687*
2. Machines pour imprimerie, brochage, etc.	*2 357*	*2 593*	*3 073*	*2 750*	*3 521*	*525*	*566*	*577*	*714*	*795*
3. Machines-outils, autres machines n.d.a. et pièces	*1 418*	*1 431*	*1 748*	*1 279*	*1 454*	*976*	*900*	*1 256*	*1 075*	*899*
H. Autres machines et matériel mécanique	32 888	36 054	41 868	40 934	48 676	38 966	39 268	42 478	47 642	50 223
dont : 1. Machines à vapeur sans chaudières	*916*	*1 149*	*1 019*	*1 169*	*1 481*	*525*	*491*	*302*	*607*	*1 959*
2. Moteurs à explosion, combustion interne (avions et voitures exclus)	*5 379*	*5 808*	*6 751*	*7 911*	*9 072*	*1 622*	*1 976*	*2 558*	*5 862*	*6 609*
3. Turbines à gaz (à l'exclusion des turbo-propulseurs), autres moteurs et machines motrices	*2 075*	*1 768*	*1 995*	*1 106*	*1 421*	*1 507*	*1 033*	*971*	*1 013*	*1 459*
4. Machines pour le chauffage et la réfrigération (à l'exclusion des gazogènes)	*3 216*	*3 565*	*4 297*	*4 220*	*4 777*	*1 754*	*1 761*	*2 080*	*2 167*	*2 261*
5. Pompes	*3 537*	*3 939*	*4 423*	*4 333*	*4 866*	*2 871*	*2 366*	*2 990*	*2 885*	*2 889*
6. Compresseurs, générateurs, pompes à air, ventilateurs, etc.	*3 689*	*3 659*	*4 523*	*4 336*	*5 250*	*3 008*	*3 194*	*3 649*	*11 103*	*12 082*
7. Autres machines non-électriques (e.a. appareils à pesage, appareils à projeter)	*2 208*	*2 522*	*2 700*	*2 541*	*3 226*	*951*	*1 120*	*1 076*	*995*	*1 071*
8. Parties et pièces, non-électriques, n.d.a.	*5 642*	*6 512*	*7 470*	*7 474*	*8 153*	*2 270*	*2 496*	*2 627*	*2 671*	*2 587*
Total général ...	**94 108**	**103 017**	**120 369**	**115 533**	**135 151**	**109 375**	**113 290**	**122 044**	**129 586**	**140 044**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de matériel et fournitures électriques

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1978	1979	1980	1981	1982	1978	1979	1980	1981	1982
A. *Fils et câbles électriques*	2 694	3 064	3 635	3 513	3 777	3 290	3 963	4 394	4 322	5 924
B. *Electromoteurs, générateurs et transformateurs, matériel électrique d'équipement*	12 116	13 167	15 082	16 013	17 403	13 588	13 922	15 588	15 855	16 988
dont : 1. Machines électriques rotatives pour courant alternatif	*2 125*	*2 254*	*2 407*	*2 483*	*3 007*	*1 869*	*1 496*	*1 690*	*1 855*	*1 904*
2. Autres machines électriques rotatives	*1 356*	*1 280*	*1 376*	*1 619*	*1 493*	*1 017*	*755*	*1 137*	*1 135*	*771*
3. Appareils électriques pour production et transformation, etc.	*2 359*	*2 503*	*2 982*	*3 119*	*3 141*	*3 809*	*3 646*	*4 554*	*5 067*	*5 615*
4. Appareillage électrique	*5 574*	*6 004*	*7 330*	*7 851*	*8 826*	*5 573*	*6 600*	*6 911*	*6 411*	*7 124*
C. *Matériel électrique d'utilisation, piles et accumulateurs*	9 266	10 174	11 756	12 852	15 160	10 436	11 777	13 645	16 633	20 169
dont : 1. Piles électriques et accumulateurs	*1 868*	*2 191*	*2 714*	*3 041*	*4 106*	*2 526*	*3 111*	*4 113*	*5 978*	*8 063*
2. Equipement électrique pour moteurs	*2 967*	*3 024*	*3 346*	*2 721*	*3 082*	*2 686*	*3 009*	*3 302*	*6 329*	*7 386*
3. Outils électromécaniques à moteur incorporé	*1 467*	*1 525*	*1 703*	*1 388*	*1 640*	*120*	*135*	*198*	*225*	*184*
4. Machines pour le soudage à l'électricité	*850*	*1 001*	*1 189*	*2 410*	*2 678*	*540*	*574*	*692*	*656*	*725*
D. *Matériel de télécommunication, compteurs, appareils de mesures, matériel électromédical*	21 243	23 594	26 603	29 090	31 384	19 331	19 173	25 419	26 747	25 530
dont : 1. Equipement télécommunication, etc.	*5 455*	*6 609*	*8 404*	*9 273*	*8 917*	*10 592*	*10 048*	*15 209*	*15 161*	*14 119*
2. Appareillage électrique	*3 566*	*3 953*	*4 082*	*3 978*	*4 309*	*2 145*	*2 728*	*2 673*	*2 735*	*3 137*
3. Appareils médicaux et radiolo-										
4. [illegible]	*1 438*	*1 486*	*1 075*	*1 064*	*1 024*	*153*	*[illegible]*	*[illegible]*	*[illegible]*	*[illegible]*

6. Instruments de mesure ou d'analyse électroniques ou électriques, etc.	*5 639*	*6 551*	*7 648*	*8 837*	*10 203*	*2 866*	*2 942*	*3 297*	*4 693*	*3 925*
E. Appareils électroniques, de radio, de télévision, électro-acoustique, disques et bandes magnétiques enregistrés	22 481	23 238	26 645	27 816	26 406	24 911	26 164	26 920	27 394	27 916
dont : 1. Récepteurs de télévision	*3 499*	*3 310*	*4 393*	*3 918*	*3 700*	*9 165*	*8 594*	*8 987*	*8 203*	*8 968*
2. Récepteurs de radiodiffusion	*3 599*	*3 531*	*3 511*	*3 688*	*3 149*	*4 028*	*4 995*	*5 041*	*5 281*	*4 453*
3. Phonographes, etc.	*3 090*	*3 752*	*4 782*	*5 998*	*5 867*	*2 815*	*3 168*	*4 325*	*5 284*	*4 670*
4. Equipement pour télécommunication, etc.	*5 133*	*5 139*	*6 382*	*6 792*	*6 125*	*5 326*	*5 506*	*6 105*	*7 320*	*8 108*
5. Tubes cathodiques pour T.V.	*3 544*	*2 844*	*3 056*	*2 906*	*2 502*	*2 195*	*1*	*2*	*194*	*86*
6. Semi-conducteurs	*1 461*	*2 153*	*1 703*	*1 421*	*1 424*	*486*	*1 347*	*620*	*165*	*143*
F. Appareils électrodomestiques	11 923	12 542	13 576	14 100	14 123	2 130	2 563	2 978	3 304	3 446
dont : 1. Machines à laver et sécher	*2 579*	*2 625*	*2 794*	*3 090*	*3 011*	*324*	*275*	*412*	*378*	*472*
2. Réfrigérateurs et congélateurs	*1 922*	*1 934*	*2 261*	*2 243*	*2 551*	*331*	*355*	*405*	*534*	*662*
3. Appareils électromécaniques ménagers	*2 178*	*2 225*	*2 302*	*2 467*	*2 219*	*329*	*316*	*428*	*382*	*444*
4. Appareils électrothermiques n.d.a.	*4 000*	*4 513*	*4 909*	*4 990*	*5 127*	*1 037*	*1 510*	*1 621*	*1 814*	*1 716*
G. Lampes, matériel d'éclairage	4 719	4 877	5 652	4 824	4 483	4 914	5 429	6 043	5 805	6 526
dont : 1. Lampes et tubes électriques	*2 011*	*1 866*	*2 297*	*1 788*	*1 400*	*2 925*	*3 249*	*3 498*	*3 420*	*3 594*
2. Appareils d'éclairage	*2 175*	*2 352*	*2 686*	*2 445*	*2 475*	*1 297*	*1 539*	*1 836*	*1 774*	*2 008*
Total général ...	**84 442**	**90 656**	**102 949**	**108 208**	**112 736**	**78 600**	**82 991**	**94 987**	**100 060**	**106 499**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des machines de bureau, machines pour le traitement de l'information, instruments de précision, d'optique et similaires

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1978	1979	1980	1981	1982	1978	1979	1980	1981	1982
A. Machines de bureau, machines pour le traitement de l'information	13 804	16 950	19 626	23 514	30 322	6 254	6 981	9 080	10 727	17 417
dont : 1. Machines de bureau	*2 245*	*2 408*	*2 368*	*2 670*	*3 326*	*533*	*718*	*768*	*879*	*1 319*
2. Machines pour le traitement de l'information	*8 436*	*10 564*	*11 970*	*14 564*	*19 365*	*3 622*	*4 308*	*5 437*	*5 757*	*10 760*
B. Instruments de précision, appareils de mesure et de contrôle	3 353	3 820	4 826	4 683	5 735	1 435	1 500	1 993	1 980	2 224
C. Matériel médico-chirurgical, appareils orthopédiques	2 968	3 377	3 769	4 073	4 617	2 717	3 120	3 422	3 623	4 040
D. Instruments d'optique, matériel photographique	5 868	6 160	6 464	6 980	8 336	2 133	2 094	2 251	2 386	3 101
dont : 1. Photographie	*2 392*	*2 481*	*2 382*	*2 568*	*2 804*	*806*	*816*	*823*	*872*	*1 200*
2. Eléments d'optique et lunetterie	*1 196*	*1 320*	*1 422*	*1 507*	*1 726*	*237*	*260*	*333*	*346*	*363*
E. Montres, horloges	2 517	2 682	3 071	3 012	3 191	497	571	810	954	1 004
Total général	**28 510**	**32 989**	**37 756**	**42 262**	**52 201**	**13 036**	**14 266**	**17 556**	**19 670**	**27 786**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des véhicules automobiles et de moteurs automobiles

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1978	1979	1980	1981	1982	1978	1979	1980	1981	1982
A. *Véhicules automobiles et moteurs automobiles*	143 596	160 875	174 225	192 959	234 141	143 662	164 827	158 966	181 147	237 147
dont : 1. Véhicules pour transport de personnes, non en commun	*52 787*	*63 295*	*64 060*	*67 512*	*72 339*	*126 365*	*141 251*	*132 224*	*151 942*	*199 248*
2. Véhicules pour transport en commun de personnes	*632*	*731*	*679*	*590*	*582*	*1 699*	*3 350*	*3 533*	*4 391*	*5 337*
3. Véhicules pour transport de marchandises	*9 026*	*12 097*	*14 679*	*12 885*	*14 224*	*12 891*	*17 463*	*19 755*	*20 617*	*26 221*
4. Véhicules à usages spéciaux	*1 323*	*1 127*	*1 248*	*1 068*	*1 224*	*1 099*	*1 002*	*1 132*	*1 423*	*1 651*
5. Tracteurs routiers et tracteurs à roues	*1 410*	*1 853*	*2 032*	*1 582*	*2 932*	*483*	*527*	*690*	*793*	*1 313*
6. Châssis avec moteur	*1 412*	*1 348*	*1 402*	*2 215*	*1 554*	*282*	*320*	*352*	*594*	*599*
7. Moteurs pour véhicules	*13 051*	*15 546*	*15 684*	*11 212*	*24 187*	*388*	*270*	*246*	*171*	*208*
B. *Carrosseries, remorques et bennes*	3 075	3 235	2 812	2 227	2 170	4 271	4 886	5 625	6 334	7 283
dont : 1. Carrosseries	*852*	*1 071*	*870*	*518*	*616*	*1 611*	*1 938*	*2 383*	*2 303*	*2 950*
2. Remorques pour habitation, etc.	*1 368*	*1 375*	*1 121*	*972*	*765*	*1 408*	*1 553*	*1 572*	*1 828*	*1 591*
3. Remorques pour transport de marchandises	*696*	*645*	*652*	*634*	*650*	*1 131*	*1 315*	*1 617*	*2 068*	*2 588*
C. *Equipement, accessoires et pièces détachées pour automobiles*	41 931	47 420	28 815	26 478	32 479	19 081	23 718	21 659	23 671	25 010
dont : parties et pièces pour véhicules (châssis et carrosseries exclus)	*40 829*	*45 859*	*27 285*	*24 829*	*30 644*	*18 329*	*22 884*	*20 726*	*22 662*	*23 875*
Total général ...	**188 602**	**211 530**	**205 852**	**221 664**	**268 790**	**167 014**	**193 431**	**186 250**	**211 152**	**269 440**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des moyens de transport autres que véhicules automobiles

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1978	1979	1980	1981	1982	1978	1979	1980	1981	1982
A. *Bateaux, paquebots, bateaux de guerre, remorqueurs, engins flottants, matériaux résultant du dépeçage de bateaux*	2 385	1 287	2 216	4 648	4 055	1 970	1 194	4 921	1 480	3 640
B. *Locomotives, autorails, automotrices, tramways, wagons et autre matériel ferroviaire tracté*	835	829	1 376	1 757	1 720	1 109	1 444	973	1 038	1 898
C. *Cycles, motocycles, fauteuils d'invalides*	2 717	2 727	3 606	3 773	4 226	1 073	932	1 290	1 421	1 669
dont : 1. Motocycles, etc. avec moteur	*1 251*	*1 183*	*1 375*	*1 481*	*1 734*	*650*	*494*	*582*	*736*	*952*
2. Vélocipèdes sans moteur	*447*	*567*	*802*	*779*	*860*	*73*	*60*	*136*	*122*	*92*
3. Parties et pièces	*961*	*923*	*1 320*	*1 473*	*1 582*	*348*	*375*	*561*	*556*	*621*
D. *Avions, hélicoptères, hovercraft, missiles, véhicules spatiaux et autres engins aéronautiques*	15 678	19 339	24 920	24 660	26 131	2 464	5 892	11 306	18 683	20 380
dont : 1. Propulseurs à réaction	*3 497*	*2 278*	*3 170*	*3 491*	*2 884*	*265*	*1 519*	*2 048*	*4 486*	*3 557*
2. Turbo-propulseurs et parties	*1 827*	*922*	*1 260*	*1 343*	*1 074*	*434*	*665*	*1 201*	*3 004*	*5 501*
3. Appareils aériens	*2 607*	*3 557*	*5 625*	*1 392*	*1 145*	*265*	*1 081*	*3 162*	*4 314*	*3 706*
4. Parties et pièces pour appareils aériens	*7 716*	*12 551*	*14 663*	*18 246*	*20 851*	*1 447*	*2 574*	*4 815*	*6 789*	*7 348*
E. *Voitures d'enfants et de malades, véhicules à traction animale*	179	242	253	259	288	40	44	46	66	122
Total général ...	**21 794**	**24 424**	**32 371**	**35 097**	**36 420**	**6 656**	**9 506**	**18 536**	**22 688**	**27 709**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

§ 4. — INDUSTRIE CHIMIQUE ET DU CAOUTCHOUC

Pendant les premières années de la crise, l'industrie chimique et du caoutchouc était une des rares branches d'activité où la production restait orientée à la hausse : la dépression de 1975 était déjà récupérée après deux ans et jusqu'en 1979 l'activité y a fortement progressé. Toutefois en 1980 l'indice a connu une chute de 5 % et les hausses réduites des deux années suivantes (+0,9 % en 1981 et +1,9 % en 1982) n'ont pas permis de compenser cette perte.

L'indice général de ce secteur dépend en grande partie de la production dans la chimie de base qui a reculé de 10 % en 1980 et qui depuis lors a stagné au même niveau. Par contre, de la fabrication du savon, il émane une impulsion positive : depuis 1974 elle a augmenté de 4 % en moyenne par an et en 1982 elle a connu une hausse de 7,4 %. La transformation du plastique reste également orientée à la hausse, enregistrant une croissance moyenne de 3,7 % entre 1974 et 1982 et de 8,5 % en 1982. Au cours de cette dernière année, les livraisons en volume des produits intermédiaires en plastique sont restées quasiment inchangées, ce qui représente un résultat très favorable, étant donné qu'une partie considérable de ces livraisons est destinée à l'industrie de la construction qui se trouve dans une profonde crise ; les livraisons des produits finis ont gagné plus de 12 %.

A l'opposé de ces deux sous-secteurs toujours en hausse, il y a la production des engrais chimiques qui a de nouveau diminué en 1982, pour revenir au niveau de stagnation de 1978-1980. Il en ressort que l'amélioration de 1981 n'était que de nature passagère. Cette réaction correspond à l'évolution effective de la demande, puisque dans les régions rurales fortement développées, l'utilisation d'engrais par hectare ne montre guère de progression et dans les pays en voie de développement les possibilités de débouchés sont très limitées en raison de la crise internationale. En outre, la production s'est encore rétrécie pour la deuxième année consécutive dans l'industrie du caoutchouc. Cette fois, la baisse s'élève à 6,4 % et elle est imputable principalement à la faible demande de voitures au niveau international et à la pression de substitution en provenance de la transformation du plastique.

Toutefois les chefs d'entreprise sont d'avis que 1982 a été une année positive, compte tenu du fait que l'industrie belge a enregistré une stabilisation, dans un contexte international très déprimé. En outre, les résultats d'exploitation se sont considérablement améliorés. Ceci est dû en premier lieu à la meilleure position à l'exportation, grâce à la dévaluation accompagnée de la modération salariale. Il en résulte que la part des exportations dans le chiffre d'affaires global a progressé de 61,7 % en 1981 à 64,6 % en 1982.

*

* *

Production dans quelques branches de l'industrie chimique

DÉSIGNATION	Unité	1978	1979	1980	1981	1982
Produits en caoutchouc ...	t	123 694	132 649	142 351	133 998	123 616
dont : pneus	t	(45 519)	(48 865)	(52 801)	(46 264)	(43 390)
Savons et détergents :						
Savons	t	29 446	28 607	29 874	30 505	31 327
Poudres à lessiver	t	129 485	114 574	136 830	142 159	154 407
Autres produits de lavage	t	127 700	131 910	134 708	144 168	154 222
Acide nitrique	1 000 t	1 048	1 055	1 167	1 315	1 297
Acide sulfurique et oleum (a)	1 000 t	2 112	2 299	2 151	1 975	1 714
Oxygène	1 000 m³	1 008	1 077	962	913	781
Acétylène	t	2 760	2 443	2 334	2 328	2 055
Produits de la distillation de la houille :						
Benzène	1 000 t	39	46	39	47	41
Benzol brut	1 000 t	41	44	34	30	25
Goudron brut	1 000 t	164	203	188	199	174
Colles à froid, gélatines, osséine	t	21 234	20 215	17 826	17 508	18 117
Colles synthétiques	t	18 216	7 996	..	..	..
Peintures, émaux, vernis (b)	t	116 917	115 843	106 263	114 137	112 995
Produits d'entretien	t	55 130	55 786	60 599	65 237	70 467
Ammoniaque de synthèse et dérivés :						
N primaire	t-N	539 699	530 618	541 643	588 549	509 189
dont : — engrais	t-N	(392 994)	(388 343)	(383 429)	(432 817)	(431 420)
— produits techniques	t-N	(67 732)	(59 515)	(45 715)	(63 951)	(52 249)
Sulfate d'ammonium de récupération	t-N	129 941	147 508	121 204	113 098	104 527
Engrais phosphatés	1 000 t	599	627	696	707	703
Scories thomas moulues ..	1 000 t	928	1 052	893	496	393
Engrais composés :						
Produits par les producteurs des matières premières	1 000 t	1 553	1 647	1 695	1 585	1 516
Produits par les mélangeurs	1 000 t	333	301	374	342	..

Source : Institut National de Statistique.

(a) Ramenés à 100 % monohydratés.
(b) Y compris les diluants et solvants d'accompagnement.

Consommation de matières premières et livraisons de l'industrie de transformation des matières plastiques

(en tonnes)

DÉSIGNATION	1978	1979	1980	1981	1982 (a)
Consommation de matières premières ..	447 661	502 504	489 385	512 991	552 902
Livraisons :					
Demi-produits	211 906	245 799	248 659	256 154	256 486
Produits finis	187 674	202 111	194 309	219 045	246 516
Réservoirs, fûts, etc.	3 859	4 574	3 864	3 491	3 432
Articles d'emballage :					
— sacs	56 262	60 736	60 149	59 019	60 730
— bouteilles et flacons	16 015	19 997	17 476	15 265	14 294
— autres	33 800	38 233	37 191	37 713	42 178
Articles de ménage, de toilette, de camping, etc.	22 993	24 232	24 938	27 537	30 988
Accessoires pour le bâtiment, meubles	22 086	24 647	22 614	21 055	26 418
Articles de sport, jeux, jouets et disques	1 269	1 278	1 230	1 619	1 253
Pièces et équipement de l'industrie, pièces pour matériel de transport	27 691	25 040	23 688	23 366	28 767
Produits divers non dénommés ailleurs	3 699	3 374	3 736	29 980	38 457

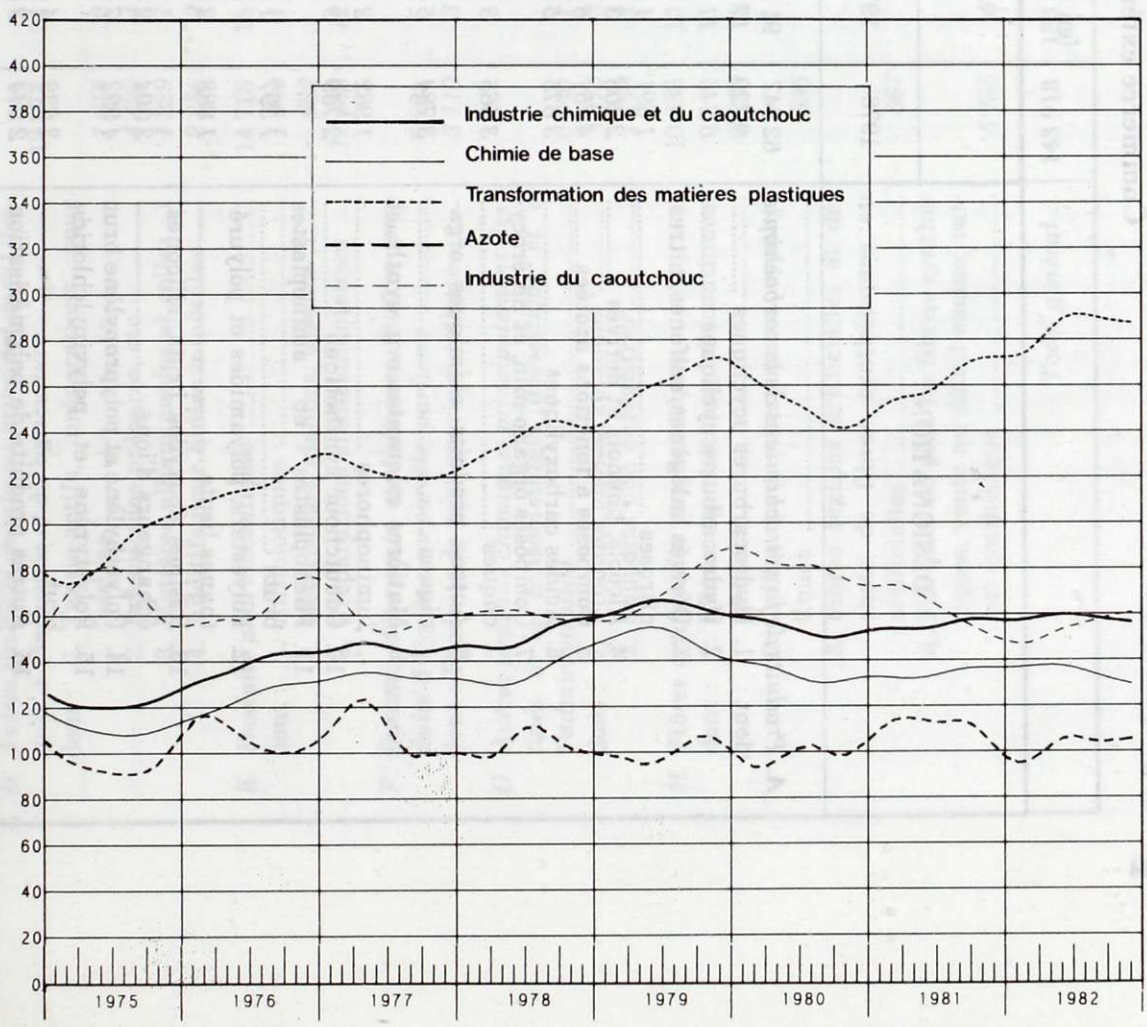
(a) Données provisoires.

Source : Institut National de Statistique.

Production de l'industrie chimique et industrie du caoutchouc

Séries désaisonnalisées et lissées

(1970=100)



Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur des produits chimiques

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1978	1979	1980	1981	1982	1978	1979	1980	1981	1982
A. Produits de la pétrochimie et de la carbochimie	62 947	91 223	97 813	113 452	135 928	80 729	114 324	118 663	133 624	155 822
dont : 1. Hydrocarbures acycliques	*9 729*	*17 788*	*20 759*	*22 955*	*26 161*	*1 392*	*2 310*	*2 085*	*2 094*	*2 586*
2. Hydrocarbures cycliques	*6 245*	*11 703*	*11 730*	*20 106*	*21 626*	*1 196*	*2 602*	*2 188*	(a) *7 477*	(a) *9 198*
3. Dérivés halogènes, sulfones, nitres, nitroses	*1 691*	*1 883*	*2 120*	*1 991*	*2 438*	*3 435*	*1 011*	*1 189*	(a) *7 092*	(a) *8 598*
4. Alcools, phénols et dérivés	*2 208*	*3 715*	*4 265*	*6 148*	*7 519*	*2 231*	*3 224*	*2 843*	*2 927*	*3 183*
5. Composés à fonctions azotées	*4 751*	*6 401*	*5 596*	*5 579*	*6 789*	*2 670*	*3 573*	*3 291*	*5 866*	*7 443*
6. Acides carboxyliques	*3 675*	*5 202*	*5 230*	*7 094*	*8 465*	*4 129*	*5 444*	*5 916*	*14 778*	*17 549*
7. Composés organo-min. et hétérocycliques	*3 565*	*3 818*	*4 397*	*7 000*	*9 997*	*12 352*	*14 450*	*15 424*	*20 638*	*23 042*
8. Autres produits chimiques organiques	*3 784*	*5 825*	*5 588*	*6 731*	*9 366*	*2 909*	*4 243*	*4 615*	*5 432*	*5 547*
9. Matières colorantes org. synth. et luminophores	*1 982*	*2 159*	*2 010*	*2 099*	*2 595*	*1 185*	*1 010*	*1 019*	*1 058*	*1 321*
10. Caoutchouc synthétique	*2 769*	*3 472*	*4 052*	*4 877*	*5 808*	*3 836*	*4 686*	*5 035*	*6 858*	*7 907*
11. Phénoplastes et aminoplastes bruts	*1 397*	*1 493*	*1 696*	*2 088*	*2 342*	*647*	*721*	*822*	*768*	*870*
12. Polyesters, polyamides et polyuréthanes bruts	*1 888*	*2 650*	*2 299*	*2 877*	*4 057*	*1 816*	*1 874*	*1 976*	*5 014*	*5 711*
13. Résines époxydes bruts, silicones, échangeurs d'ions	*2 304*	*2 482*	*2 551*	*1 744*	*2 219*	*4 580*	*6 207*	*4 382*	*1 028*	*1 009*
14. Polyéthylène et polypropylène brut	*4 992*	*7 165*	*8 567*	*9 231*	*11 461*	*13 905*	*23 635*	*26 045*	*28 823*	*34 015*
15. Polystyrène et polyvinylchloride brut	*3 639*	*4 990*	*5 149*	*5 285*	*6 192*	*10 985*	*15 745*	*15 651*	*15 940*	*18 351*
16. Autres produits de polymérisation	*2 944*	*3 628*	*4 224*	*4 830*	*5 534*	*3 207*	*3 852*	*3 154*	*3 778*	*4 320*
17. Nitrates et acétates de cellulose, etc.	*1 062*	*985*	*1 174*	*1 561*	*1 843*	*247*	*233*	*243*	(a) *1 324*	(a) *1 541*
B. Autres produits chimiques de base	19 997	22 861	27 266	30 227	36 536	36 596	42 357	46 159	52 737	62 802
dont : 1. Eléments, oxydes, acides	*3 650*	*4 025*	*4 883*	*8 847*	*10 882*	*4 748*	*5 440*	*5 488*	(a) *12 031*	(a) *14 632*
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

C. *Enduits, peintures, vernis et encres d'imprimerie*	3 537	4 142	4 881	5 212	6 193	3 958	4 768	5 470	6 318	7 566
dont : Vernis et peintures	*2 200*	*2 544*	*2 908*	*3 183*	*3 852*	*2 219*	*2 699*	*2 999*	*3 278*	*4 048*
D. *Autres produits chimiques principalement destinés à l'industrie et à l'agriculture*	19 973	23 579	26 078	29 328	35 418	22 470	27 867	35 466	37 873	48 139
dont : 1. Tensio-actifs, préparations pour lessives	*1 618*	*2 211*	*2 458*	*2 753*	*3 305*	*1 959*	*2 710*	*3 185*	*4 094*	*4 553*
2. Insecticides préparés, etc.	*4 409*	*4 587*	*4 208*	*4 163*	*4 738*	*4 812*	*6 899*	*11 207*	*9 368*	*10 576*
3. Matières albuminoïdes et colles	*1 229*	*1 529*	*1 509*	*1 779*	*2 307*	*1 291*	*1 449*	*2 151*	*3 112*	*4 364*
4. Additifs pour huiles minérales	*2 256*	*2 639*	*3 393*	*3 755*	*4 495*	*2 566*	*2 890*	*3 812*	*4 611*	*6 310*
E. *Produits pharmaceutiques*	14 718	15 992	17 494	18 475	21 302	15 013	16 104	18 730	22 057	27 249
dont : 1. Antibiotiques	*1 944*	*1 905*	*2 200*	*2 270*	*2 414*	*1 518*	*1 542*	*1 709*	*1 638*	*2 265*
2. Hétérosides, glandes, sérums	*682*	*843*	*1 013*	*713*	*679*	*332*	*403*	*517*	*677*	*860*
3. Préparations médicamenteuses	*11 153*	*12 196*	*13 047*	*14 123*	*16 492*	*12 712*	*13 741*	*16 031*	*19 236*	*23 363*
F. *Savons, détergents synthétiques, autres produits d'hygiène corporelle, parfums*	5 221	5 409	6 102	6 588	8 134	5 534	5 715	6 750	7 923	9 351
dont : Produits de parfumerie et toilette	*3 110*	*3 268*	*3 766*	*4 124*	*4 917*	*2 562*	*2 727*	*3 066*	*3 471*	*4 041*
G. *Autres produits chimiques principalement destinés à la consommation domestique et à l'administration*	6 640	7 333	8 702	10 386	14 144	19 632	22 839	31 750	37 177	42 576
dont : 1. Produits photographiques	*3 470*	*3 857*	*5 157*	*6 107*	*7 843*	*14 788*	*16 940*	*24 961*	*29 163*	*34 611*
2. Supports non enregistrés	*1 198*	*1 192*	*1 106*	*1 587*	*2 763*	*1 150*	*1 227*	*972*	*1 454*	*2 173*
H. *Fibres artificielles et synthétiques*	10 885	13 048	15 097	17 530	20 250	7 606	8 138	7 884	8 296	8 056
dont : 1. Fibres synthétiques discontinues, brutes	*3 289*	*3 868*	*3 797*	*4 569*	*4 635*	*207*	*214*	*254*	(a) *930*	(a) *575*
2. Câbles pour discontinus synthétiques	*595*	*755*	*818*	*1 047*	*1 052*	*14*	*12*	*9*	(a) *10*	(a) *189*
3. Fibres textiles artificielles et déchets de fibres synthétiques ou artificielles	*567*	*770*	*941*	*1 234*	*1 538*	*997*	*1 145*	*1 050*	*2 236*	*2 182*
4. Fils 85 % et plus de fibres synthétiques, vente au détail exclue; catgut synthétique	*5 785*	*6 879*	*8 698*	*9 929*	*11 934*	*3 690*	*3 918*	*3 543*	*3 668*	*4 312*
Total général ...	**143 918**	**183 587**	**203 433**	**231 198**	**277 905**	**191 538**	**242 112**	**270 872**	**306 005**	**361 561**

(a) Données provisoires.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

§ 5. — INDUSTRIE TEXTILE

En 1982, l'indice de la production de l'industrie textile a régressé d'un taux négligeable (−0,5 %). Cette branche industrielle a connu un creux en 1978, mais dès 1979, elle s'est stabilisée à un niveau de 12 à 13 % plus bas que celui de 1970, et de 18 % inférieur au sommet historique de la production de 1972-1973.

La baisse de production dans la filature s'est limitée, en 1982, à 2 % seulement. Les filatures de coton ont marqué une avance de près de 11 %, compensant ainsi une large part du recul considérable de l'année antérieure. Dans les filatures de laine, par contre, la situation s'est sensiblement détériorée. En effet, la croissance systématique de la production dans les filatures de laine cardée s'est arrêtée, tandis que dans les filatures de laine peignée la baisse a continué atteignant cette fois 12,8 %. Il est évident que le deuxième procédé est de plus en plus remplacé par le premier ; en 1982, pour la première fois, la production de laine cardée a été supérieure à celle de laine peignée. Les filatures de lin et de chanvre ont connu une légère amélioration, après la forte dépression de l'année antérieure, et dans les filatures de jute, la diminution systématique de la production s'est poursuivie. Dans cette branche d'activité, la production a reculé de plus de quatre cinquièmes depuis 1970, à la suite de la substitution du jute par des matières plastiques.

Pour la première fois depuis quatre ans, les tissages ont enregistré une régression de leur activité, bien qu'elle ne se chiffre qu'à 1,5 %. Dans ce secteur également, la tendance des années précédentes ne s'est pas confirmée pour plusieurs produits. C'est ainsi que dans les tissages de coton, manifestement en recul depuis une dizaine d'années, la production a augmenté de 12 % et même pour les tissages de jute, presque entièrement disparus, une hausse de 10 % a été observée. Les tissages de laine, par contre, qui s'étaient nettement redressés depuis 1978, ont enregistré un recul de plus de 6 % et même dans les tissages de fibres synthétiques, le secteur de croissance par excellence, la production s'est rétrécie de 7,7 %.

Dans la bonneterie, où entre 1973 et 1981 la production a diminué systématiquement d'environ un tiers, la situation s'est stabilisée en 1982 au niveau peu élevé de l'année antérieure. Dans la confection, par contre, l'activité a progressé d'environ 2 %. Il s'agit là de la première progression de la production depuis 1974 dans ce sous-secteur, lequel a cependant moins souffert de la dépression que l'industrie textile prise globalement, puisque d'année en année la diminution a été très limitée. Ainsi, la production de 1982 n'a été que de 14,5 % moindre que celle enregistrée en 1974 et qu'elle dépassait de 30 % celle de 1968.

*

* *

Filatures, tissages, préparation de la laine
(en tonnes)

DÉSIGNATION	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Préparation de la laine :							
Lavage et carbonisage de la laine	12 852	10 248	9 499	9 675	9 903	8 035	7 194
Peignage de laine	37 639	35 913	35 986	35 616	35 753	28 422	24 961
Filatures :							
Coton	68 810	52 980	51 923	57 208	56 663	49 294	55 354
dont : coton fin et filés mixtes	(47 142)	(35 080)	(39 463)	(46 402)	(46 251)	(39 662)	(45 023)
fibres de rayonne	(15 263)	(12 277)	(11 212)	(9 494)	(9 229)	(8 727)	(9 474)
Laine cardée	30 850	29 599	32 385	35 232	37 470	38 952	39 131
Laine peignée	50 278	47 319	41 596	41 041	43 379	39 639	34 579
Lin	10 560	8 964	9 004	9 607	9 369	8 149	8 496
Jute	37 188	29 692	23 133	16 875	14 366	14 038	12 925
Fibres dures	38 561	27 215	27 668	29 426	27 766	27 757	25 381
dont : fils simples	(33 697)	(22 535)	(21 988)	(22 663)	(19 104)	(19 263)	(17 502)
ficellerie et cordages	(4 864)	(4 680)	(5 680)	(6 763)	(8 662)	(8 494)	(7 879)
Fils et fibres artificiels	..	..	..	..	..	..	..
dont : fils viscose	(4 043)	(3 210)	(3 929)	(4 076)	(4 504)	(4 207)	(4 347)
fils acétate	..	..	..	..	..	..	..
fibres	(21 402)	(23 025)	(24 579)	(26 836)	(22 029)	(14 582)	(8 413)
Tissages :							
Coton (a)	63 076	48 676	45 339	51 659	50 773	47 487	53 175
Lin	5 033	4 346	5 588	4 876	4 153	3 888	3 910
Laine (a)	33 972	27 365	27 609	30 691	35 716	35 585	33 357
Rayonne et fibres de rayonne (a)	30 823	32 030	33 218	33 972	33 668	35 606	33 299
Fibres synthétiques (a)	160 720	169 411	164 938	190 481	205 634	228 272	210 136
Jute (b)	5 826	5 171	4 485	5 986	5 922	5 023	5 509
Tapis :							
Coton	2 678	1 922	1 505	1 431	1 806	1 441	1 180
Laine	26 894	22 840	23 109	26 150	30 694	30 940	29 009
Jute	1 536	2 392	2 030	2 152	3 187	2 440	2 959
Couvertures (coton et laine) (c)	4 020	3 233	2 652	3 222	3 035	2 921	2 422
Tissus, velours et peluches d'ameublement (d)	43 107	40 287	39 889	39 498	38 369	39 901	36 116
dont : coton	(15 284)	(9 327)	(7 036)	(6 398)	(6 473)	(6 928)	(6 943)

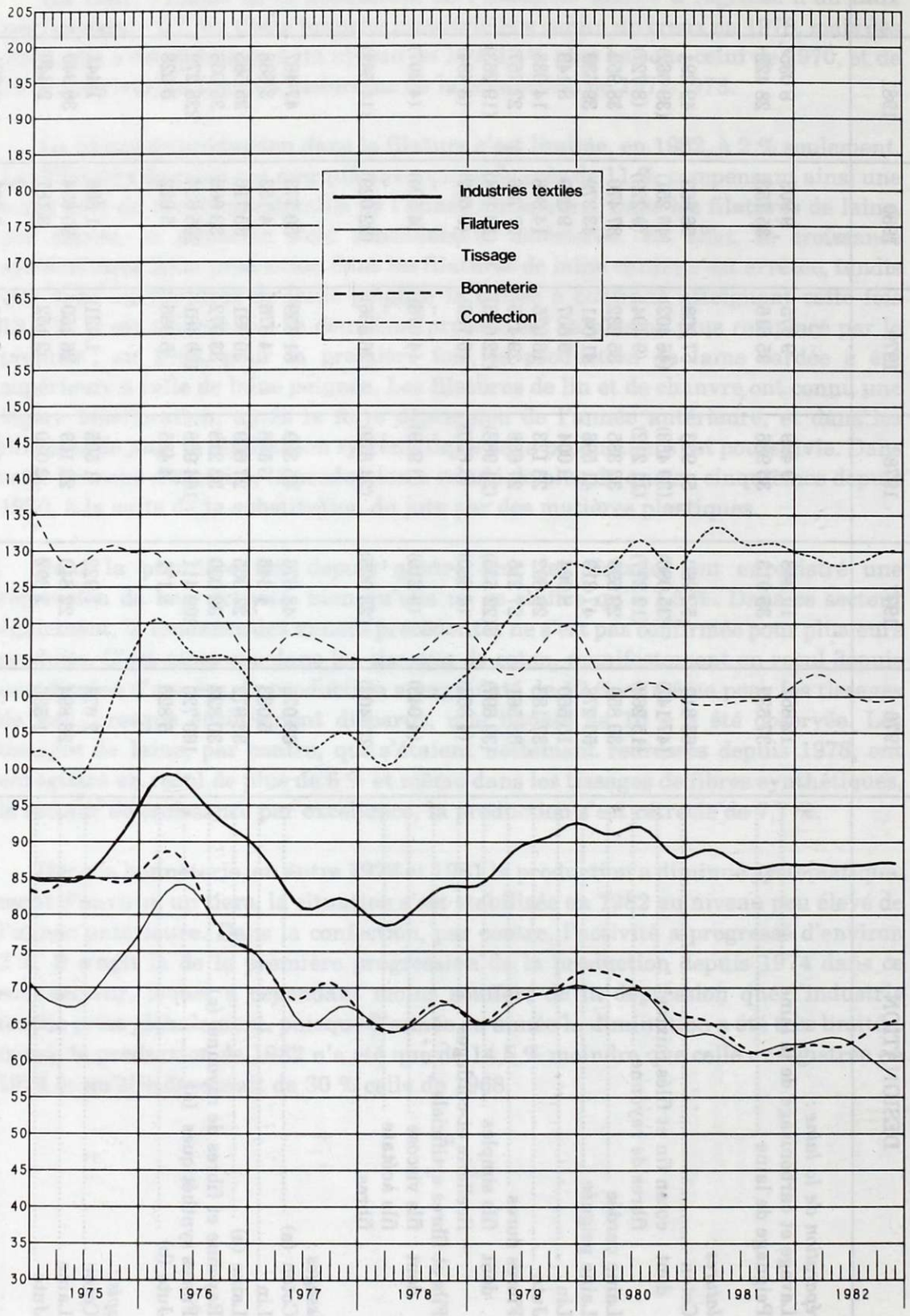
(a) Y compris tapis et couvertures.
(b) Y compris les tapis.
(c) Y compris les couvertures en fibres de rayonne et fibres synthétiques.
(d) Y compris les tissus, velours et peluches d'ameublement en fibres de rayonne et synthétiques.

Source : Institut National de Statistique.

Industries textiles

Séries désaisonnalisées et lissées

(1970=100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Stocks de tissus

Situation au 31 décembre
(en tonnes)

NATURE DES TISSUS	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Coton	13 885	15 208	14 007	14 192	14 716	13 214	12 669
Lin	880	813	835	791	639	668	628
Laine	6 498	6 113	5 440	6 293	6 991	6 623	6 382
Rayonne et fibres de rayonne	4 610	4 732	4 316	3 919	3 892	3 615	3 583
Fibres synthétiques	19 493	22 546	20 277	19 654	22 121	23 812	24 094
Jute	637	567	384	582	546	463	483
Tapis de fibres dures	580	812	811	1 155	744	638	649

Source : Institut National de Statistique.

Production de la bonneterie

DÉSIGNATION	Unité	1978	1979	1980	1981	1982
Tissus à mailles :						
Sous-vêtements	t	3 407	3 541	3 803	3 202	3 216
Vêtements de dessus	t	3 499	3 875	4 159	4 090	4 395
Autres	t	1 529	1 820	1 462	1 442	1 405
Total ...	t	**8 435**	**9 236**	**9 424**	**8 734**	**9 016**
Articles finis :						
Sous-vêtements	1 000 dz.	2 042	1 915	2 112	1 732	1 761
Bas pour dames en fils synthétiques	1 000 dz. p.	193	181	170	126	150
Panties	1 000 dz.	971	916	934	733	793
Chaussettes, bas 3/4, socquettes en fils synthétiques	1 000 dz. p.	725	720	585	541	537
Autres	1 000 dz. p.	1 028	1 079	1 105	1 088	1 022
Articles de vêtements de dessus	1 000 pièces	13 281	12 332	12 739	11 829	11 900
T-shirts et chemises polo	1 000 pièces	1 484	2 192	2 334	2 197	2 228

Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur des produits textiles

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1978	1979	1980	1981	1982	1978	1979	1980	1981	1982
A. Fibres textiles préparées, produits de filature, filterie, pelotonnage	18 674	21 082	23 428	24 225	27 207	18 478	20 205	23 193	23 029	26 089
1. Lin traité, étoupes et déchets de lin	*1 209*	*1 272*	*1 028*	*947*	*1 258*	*2 176*	*2 446*	*2 192*	*2 197*	*3 073*
2. Fibres synthétiques discontinues travaillées	*701*	*711*	*765*	*876*	*783*	*144*	*110*	*66*	*844*	*665*
3. Laine (dégraissée, blanchie), poils, etc.	*2 681*	*2 947*	*3 439*	*3 635*	*3 892*	*1 940*	*1 944*	*2 091*	*1 840*	*1 711*
4. Fils de laine ou de poils	*3 485*	*3 993*	*4 619*	*4 581*	*4 378*	*5 300*	*5 889*	*7 299*	*7 237*	*7 591*
5. Fils de coton	*3 243*	*4 230*	*4 905*	*4 889*	*6 411*	*1 976*	*2 524*	*3 117*	*3 074*	*3 811*
6. Fils 85 % et plus de fibres synthétiques, la vente au détail exclue	*2 429*	*2 723*	*3 027*	*3 590*	*3 880*	*1 970*	*2 138*	*2 742*	*2 931*	*2 870*
7. Fils moins de 85 % de fibres synthétiques	*1 274*	*1 449*	*1 488*	*1 577*	*2 222*	*1 761*	*1 871*	*2 003*	*2 148*	*2 462*
8. Fils de fibres artificielles, vente au détail exclue	*1 892*	*1 851*	*1 965*	*2 003*	*2 170*	*384*	*364*	*448*	*346*	*421*
9. Divers	*1 760*	*1 906*	*2 192*	*2 127*	*2 213*	*2 827*	*2 919*	*3 235*	*2 412*	*3 485*
B. Tissus, velours	18 934	20 347	20 762	19 912	23 332	25 065	27 371	28 313	29 774	35 256
1. Tissus de coton écrus	*504*	*672*	*977*	*1 061*	*2 043*	*568*	*996*	*947*	*676*	*906*
2. Velours	*2 790*	*3 356*	*2 886*	*2 113*	*2 124*	*2 722*	*3 102*	*2 196*	*2 486*	*2 635*
3. Autres tissus 85 % de coton ou plus	*3 963*	*3 938*	*4 628*	*5 089*	*6 242*	*3 355*	*3 865*	*5 062*	*5 686*	*7 587*
4. Autres tissus de coton travaillés	*823*	*831*	*871*	*624*	*850*	*796*	*1 073*	*799*	*906*	*1 262*
5. Tissus de fibres synthétiques continues	*2 068*	*2 391*	*2 449*	*2 682*	*2 808*	*1 527*	*2 017*	*2 563*	*2 911*	*4 068*
6. Tissus principalement de fibres synthétiques discontinues	*3 825*	*4 054*	*4 313*	*4 081*	*4 841*	*2 385*	*2 251*	*2 445*	*2 566*	*2 979*
7. Autres tissus de fibres artificielles										

2. Chandails, vestes, blouses, etc.	5 036	5 310	6 255	7 382	8 291	1 449	1 347	1 600	2 063	2 121
3. Robes, jupes, costumes, tailleurs, etc.	1 659	1 880	2 455	2 403	2 484	681	794	899	738	882
4. Autres vêtements de bonneterie non élastiques	1 831	1 935	2 319	2 550	2 927	408	455	618	591	688
5. Sous-vêtements de bonneterie	3 474	3 914	4 759	5 078	6 068	786	910	1 097	1 197	1 404
6. Ganterie, bas, chaussettes, e.s.	1 096	1 223	1 380	1 440	1 768	415	485	571	558	611
7. Divers	314	352	501	551	678	52	57	47	61	94
D. Tapis, tissus enduits, toiles cirées, linoleums, tapisseries	6 123	6 555	7 082	6 504	6 980	27 604	29 457	34 912	38 391	42 470
1. Tissus imprégnés ou enduits	912	986	1 102	1 056	1 100	1 264	1 531	1 665	1 787	2 139
2. Tapis à points noués ou enroulés ..	1 474	1 690	1 916	1 761	1 733	138	200	191	208	294
3. Tapis de matières synthétiques ou artificielles	2 221	2 227	2 222	2 005	2 385	17 461	18 469	21 145	23 790	26 863
4. Divers	1 516	1 652	1 842	1 682	1 762	8 741	9 257	11 911	12 606	13 174
E. Autres produits textiles	4 026	4 726	5 378	5 463	6 818	8 986	10 350	11 700	12 450	12 709
F. Articles d'habillement et accessoires d'habillement	27 969	31 131	34 196	37 059	42 185	21 202	22 323	24 040	24 920	28 235
1. Costumes et complets	1 907	1 981	2 173	2 064	1 904	600	679	972	586	569
2. Pantalons et culottes	4 848	6 031	6 597	7 576	8 778	9 411	9 995	11 049	12 090	13 160
3. Vestes et vestons, pardessus, etc. .	1 557	1 460	1 612	1 838	1 981	1 028	947	1 066	1 140	1 389
4. Autres vêtements pour hommes et garçonnets	2 014	2 168	2 758	3 323	3 847	1 720	1 901	2 109	2 204	2 392
5. Manteaux et vestes pour femmes, fillettes et enfants	2 308	2 463	2 572	2 727	3 174	1 736	1 708	1 614	1 513	1 832
6. Robes	3 271	3 496	3 335	3 278	3 430	1 105	1 080	1 232	1 315	1 461
7. Jupes	1 271	1 159	1 387	1 569	1 767	965	923	1 023	1 123	1 181
8. Blouses	1 209	1 327	1 513	1 863	2 234	579	629	682	667	917
9. Autres vêtements de dessus pour femmes, fillettes et enfants	4 115	4 824	5 555	6 316	7 366	1 732	2 090	1 992	2 263	2 874
10. Sous-vêtements, bonneterie exclue	2 137	2 905	3 134	2 540	2 851	884	1 040	870	703	811
11. Soutiens-gorge, corsets, gaines, etc.	811	866	907	1 037	1 202	460	451	490	434	352
12. Divers	2 521	2 451	2 653	2 928	3 651	982	880	941	882	1 297
G. Linge de maison, articles de literie, d'ameublement, tentes, bâches, voiles, drapeaux, sacs	4 031	4 336	5 429	5 317	5 981	5 247	5 688	6 701	6 709	7 758
1. Linge de lit, de table, etc.	1 911	2 041	2 295	2 049	2 328	3 051	3 456	3 920	3 808	4 618
2. Divers	2 120	2 295	3 134	3 268	3 653	2 196	2 232	2 781	2 901	3 140
H. Articles en fourrure	1 274	1 751	2 061	1 771	1 594	1 228	1 554	1 813	1 795	1 837
Total général ...	**97 629**	**108 039**	**119 574**	**123 106**	**140 753**	**113 504**	**123 357**	**138 032**	**145 085**	**163 465**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

§ 6. — INDUSTRIE DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET DES BOISSONS

Dans la période 1974-1980, où la plupart des branches d'activité ont connu de grandes variations de production, l'industrie des produits alimentaires et des boissons était restée assez stable. En 1975, le recul n'était que de 1,5 % et depuis lors la production a toujours légèrement progressé d'année en année, d'en moyenne 1,5 % par an. Mais en 1981 la croissance de la production s'est accélérée jusqu'à 3,9 % et en 1982, l'indice s'est même accru de plus de 5 %, ce qui représente un des meilleurs résultats sectoriels de l'année.

Deux hausses importantes en 1982 étaient dues aux récoltes exceptionnellement bonnes : celle du sucre brut (+20 %) et celle des conserves de légumes (+34,2 %).

Une avance exceptionnelle, de 20 %, a aussi été observée pour les huileries et les raffineries d'huile, sans aucun doute le sous-secteur le plus expansif dans cette branche d'activité, étant donné que dans les 10 dernières années la production y a progressé de 12 % en moyenne par an. L'industrie de la confiserie a également obtenu des résultats remarquables (+15 %), confirmant le revirement observé en 1980 après des années de recul et de stagnation. En ce qui concerne la torréfaction de café, la tendance ascendante des dernières années se poursuit à un taux élevé (+10,3 %) et il en est de même pour les biscuiteries et les chocolateries, bien qu'ici, la progression n'était que d'environ 4 %. Dans les brasseries aussi, la production était nettement supérieure au niveau de stagnation des années antérieures. C'était aussi le cas pour la production de margarine, dont la perte de l'année précédente a été largement récupérée. Même le petit sous-secteur de la fabrication du vinaigre a accusé un gain de production inattendu et pour la première fois depuis plusieurs années, la transformation de la chicorée n'a plus reculé ni stagné, mais a enregistré une nette amélioration.

Ce n'est que dans quelques sous-secteurs que la production est restée au niveau de l'année précédente. Il s'agit principalement des laiteries, mais aussi de la distillation d'alcool, qui n'a pas dépassé le bas niveau de l'année précédente.

En outre, les baisses de production étaient le plus souvent peu nombreuses et d'importance limitée. Une régression de 3 % ou moins s'est produite dans l'industrie de la confiture et des conserves de fruits et dans les raffineries de sucre. Dans les meuneries, l'accroissement exceptionnellement élevé de l'année précédente a été partiellement perdu par la baisse de la production de 5,9 %. D'après des estimations, l'activité des abattoirs aurait diminué d'environ 5 % et celle des conserves de viande y afférentes de 12,7 %, ce qui constitue le résultat le plus défavorable de cette branche d'activité pour 1982.

Dans l'industrie des produits alimentaires et des boissons les résultats étaient déjà considérablement influencés par l'amélioration de leur compétitivité internationale, puisque sur le marché intérieur, les ventes étaient plutôt orientées à la baisse, tandis que les exportations ont accusé une nette progression. En 1982, un quart environ de la production totale a été exporté et la part de cette branche d'activité dans l'ensemble des exportations s'est élevée à 6,1 % contre 5,1 % en 1981.

*
* *

Activité dans quelques branches de l'industrie alimentaire

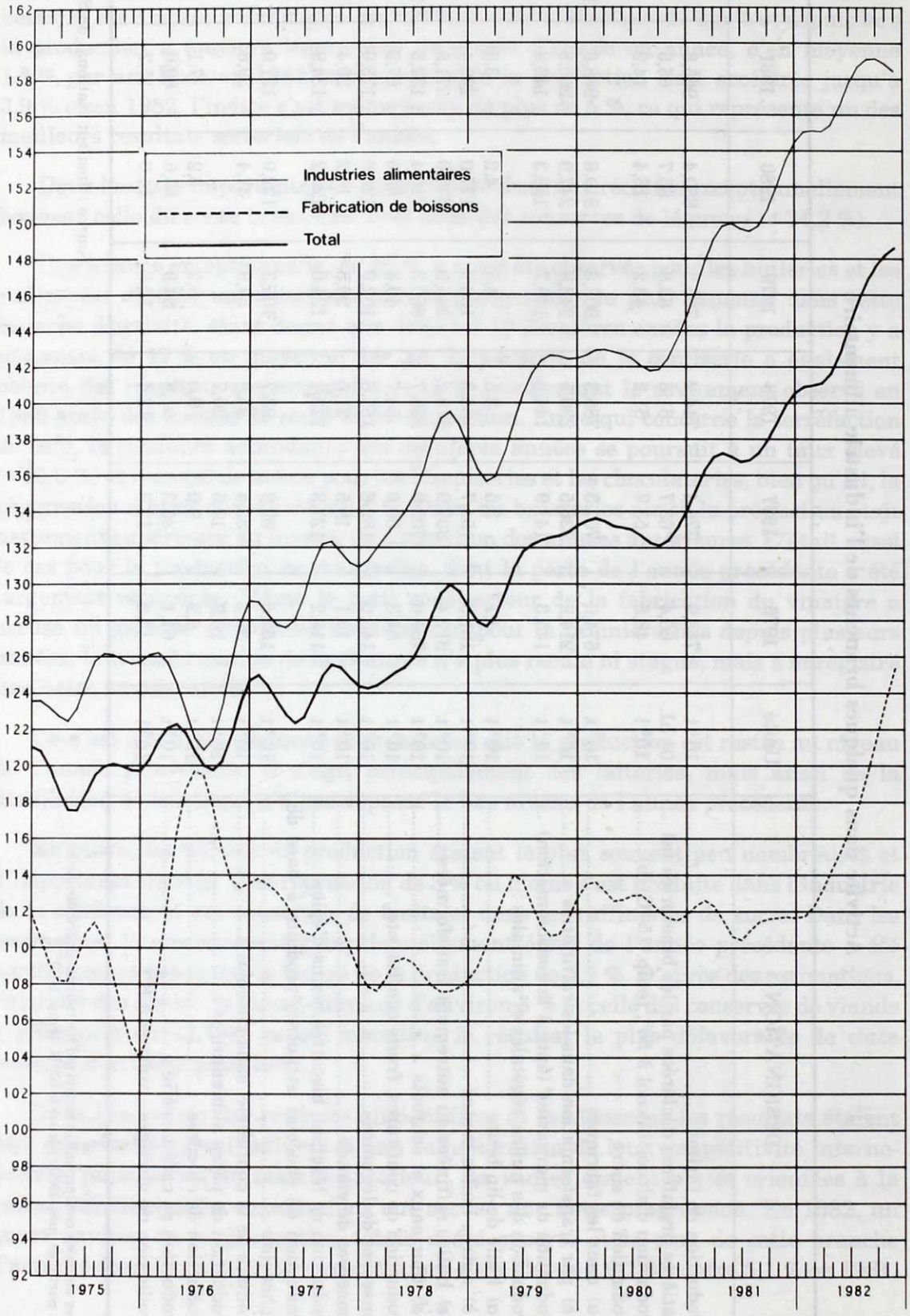
DÉSIGNATION	Unité	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Production de farine	10^3 t	748,9	776,4	744,2	766,2	850,4	965,8	909,2
Matières premières déclarées par les brasseries (a)	10^6 hl.	66,4	63,7	61,8	63,8	65,7	65,5	68,4
Production d'alcool (alcool à 50°, temp. 15 °C) (b)	10^6 l	48,8	53,7	51,2	43,2	16,4	14,3	14,2
Production de sucre :								
a) dans les fabriques	10^3 t	674,0	707,3	788,3	908,3	819,6	968,6	1 162,2
b) par transformation dans les raffineries	10^3 t	214,9	226,5	230,5	243,9	247,9	260,8	252,6
Production de margarine (apte à la consommation)	10^3 t	145,3	141,9	144,8	149,7	158,3	149,9	161,4
Production des huiles végétales et animales :								
a) huile de lin brute	10^3 t	4,1	3,5	3,5	4,3	4,2	3,5	3,5
b) autres huiles brutes	10^3 t	181,3	154,7	186,3	193,9	177,0	299,4	343,3
c) huiles raffinées ou autrement transformées	10^3 t	312,4	307,9	318,2	345,9	372,0	371,5	445,7
d) tourteaux et schroots	10^3 t	754,0	703,0	858,7	860,3	716,4	1 132,5	1 394,1
Production de confitures, fruits confits, etc.	10^3 t	54,3	50,0	54,7	49,3	52,6	57,2	56,2
Conserves de légumes	10^3 t	145,6	182,6	155,6	152,9	125,6	173,0	232,1
Conserves de viande	10^3 t	19,1	19,5	21,5	20,8	19,2	20,4	17,8
Production de biscuits, biscottes, pains d'épice	10^3 t	113,2	127,3	125,1	124,0	129,2	134,9	139,5
Production de chocolat et autres produits à base de chocolat	10^3 t	103,5	99,9	93,7	105,3	122,0	127,0	132,4
Produits de la confiserie, sans chocolat	10^3 t	39,2	33,4	35,3	34,9	37,4	39,6	45,6
Production de pâtes alimentaires	10^3 t	20,9	19,5	20,7	..	..	..	..
Production de chicorée	10^3 t	9,2	9,0	9,0	8,2	8,2	7,1	7,6
Production de café torréfié	10^3 t	61,1	45,2	51,8	54,9	56,6	60,0	66,2
Production de vinaigre (ramené à 8°)	10^6 l	14,6	13,6	12,4	12,6	14,0	15,2	20,5

(a) Les données concernent le nombre d'hectolitres-degré déclarés.
(b) A partir de juin 1980 : alcool à 100 %, temp. 20 °C.

Source : Institut National de Statistique.

Alimentation

Séries désaisonnalisées et lissées
(1970=100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Activité des laiteries et fromageries

DÉSIGNATION	Unités (a)	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Réception :								
Lait	10^3 l	2 610 873	2 663 267	2 818 465	2 888 041	2 904 388	2 947 864	2 962 556
Crème	t	10 649	9 783	8 917	8 252	8 461	8 845	7 014
Préparation pour la consommation :								
Lait :								
a) Lait de laiterie avec marque de contrôle (b)	10^3 l	63 770	73 447	84 066	97 251	107 392	105 927	97 516
b) Lait ordinaire	10^3 l	460 370	434 480	414 093	406 026	405 044	420 853	422 354
c) Lait partiellement écrémé	10^3 l	61 896	74 255	78 868	92 670	107 247	121 215	129 659
d) Lait écrémé	10^3 l	71 606	76 645	73 542	71 560	71 897	70 847	67 743
e) Lait battu	10^3 l	30 989	25 810	25 689	26 303	26 569	26 903	27 113
Crème	10^3 l	9 888	11 114	11 780	12 337	13 700	15 100	18 509
Fabrications :								
Beurre	t	70 129	63 990	77 439	76 582	69 340	69 124	71 960
Fromages :								
a) Frais	t	19 908	22 880	22 233	18 693	20 308	19 882	18 165
b) Autres (c)	t	19 423	21 060	19 737	22 092	23 555	27 513	31 222
Poudre de lait	t	136 292	146 142	154 692	163 013	164 273	156 623	157 059
Crème glacée	10^3 l	34 097	33 213	33 122	50 811	52 112	53 695	52 289
Yoghourt	10^3 l	34 944	33 303	35 025	38 421	40 813	42 513	37 347

Source : Institut National de Statistique.

(a) Toutes teneurs d'eau ou de graisse.
(b) Lait à 32 g/l de matière grasse.
(c) Non compris le fromage de Herve et le fromage fondu.

Commerce extérieur de viandes, préparations et conserves de viande et d'autres produits de l'abattage

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1978	1979	1980	1981	1982	1978	1979	1980	1981	1982
1. *Viandes et déchets d'abattoirs*	*11 917*	*12 201*	*12 407*	*13 414*	*16 194*	*18 099*	*19 750*	*22 422*	*28 538*	*30 206*
dont : viandes de bovins	*(4 823)*	*(4 642)*	*(3 653)*	*(3 769)*	*(4 661)*	*(3 194)*	*(3 587)*	*(4 952)*	*(6 880)*	*(5 935)*
viandes ovines et caprines	*(1 288)*	*(1 448)*	*(1 693)*	*(1 750)*	*(1 927)*	*(30)*	*(29)*	*(46)*	*(89)*	*(218)*
viandes porcines	*(498)*	*(578)*	*(815)*	*(1 238)*	*(1 931)*	*(11 862)*	*(12 804)*	*(13 675)*	*(16 862)*	*(18 830)*
de volailles mortes de basse-cour	*(951)*	*(956)*	*(1 143)*	*(1 354)*	*(1 486)*	*(778)*	*(802)*	*(799)*	*(811)*	*(756)*
de chevaux, etc.	*(2 480)*	*(2 549)*	*(2 769)*	*(3 134)*	*(3 419)*	*(364)*	*(342)*	*(437)*	*(620)*	*(699)*
2. *Préparations de viandes, extraits de poisson*	*2 101*	*2 415*	*2 772*	*2 839*	*3 033*	*5 815*	*6 547*	*7 244*	*8 265*	*9 732*
3. *Graisses de porc et de volaille*	*323*	*313*	*299*	*456*	*457*	*778*	*849*	*756*	*1 010*	*1 100*
4. *Cuirs et peaux bruts*	*1 018*	*1 500*	*957*	*1 000*	*1 685*	*1 507*	*2 140*	*1 285*	*1 763*	*2 218*
5. *Matières brutes animales*	*968*	*1 138*	*1 104*	*1 219*	*1 672*	*1 190*	*1 197*	*1 003*	*1 137*	*1 039*
dont : os, ivoire, etc.	*(426)*	*(558)*	*(351)*	*(322)*	*(524)*	*(536)*	*(477)*	*(225)*	*(220)*	*(195)*
6. *Huiles et graisses animales*	*851*	*951*	*808*	*1 241*	*1 512*	*273*	*300*	*381*	*474*	*547*
Total général	**17 178**	**18 518**	**18 347**	**20 169**	**24 553**	**27 662**	**30 783**	**33 091**	**41 187**	**44 842**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de lait et de produits laitiers

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1978	1979	1980	1981	1982	1978	1979	1980	1981	1982
A. *Lait et crème*	2 828	3 097	3 939	4 477	7 520	6 158	7 709	8 733	12 469	14 052
1. Lait en poudre	*1 628*	*1 483*	*2 087*	*2 172*	*4 347*	*4 516*	*5 803*	*6 405*	*9 108*	*9 673*
2. Lait et crème, frais	*336*	*495*	*567*	*918*	*1 626*	*1 480*	*1 660*	*1 898*	*2 718*	*3 196*
3. Divers	*864*	*1 119*	*1 285*	*1 387*	*1 547*	*162*	*246*	*430*	*643*	*1 183*
B. *Beurre*	10 971	10 944	11 903	16 363	23 538	9 798	11 435	12 775	12 616	20 221
C. *Fromage et caillebotte*	9 084	9 789	10 838	11 694	13 616	2 119	2 710	3 157	3 466	3 822
D. *Autres produits laitiers*	376	458	592	528	591	309	496	605	734	716
Total général ...	**23 259**	**24 288**	**27 272**	**33 062**	**45 265**	**18 384**	**22 350**	**25 270**	**29 285**	**38 811**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur d'autres produits alimentaires

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1978	1979	1980	1981	1982	1978	1979	1980	1981	1982
A. Corps gras végétaux et animaux	11 843	13 665	15 295	17 154	21 069	10 624	11 157	11 536	18 799	24 601
1. Tourteaux et résidus similaires	*5 801*	*5 984*	*7 826*	*8 790*	*11 217*	*4 084*	*3 934*	*3 979*	*8 311*	*11 693*
2. Huiles végétales fixes douces	*2 318*	*2 739*	*2 632*	*3 327*	*4 048*	*3 659*	*3 630*	*3 289*	*5 818*	*7 182*
3. Autres huiles végétales fixes	*1 897*	*2 527*	*2 473*	*2 471*	*2 915*	*915*	*1 122*	*1 369*	*1 470*	*1 975*
4. Huiles et graisses préparées, cires (animales et végétales)	*1 248*	*1 639*	*1 429*	*1 549*	*1 650*	*760*	*1 008*	*1 159*	*994*	*1 139*
5. Divers	*579*	*776*	*935*	*1 017*	*1 239*	*1 206*	*1 463*	*1 740*	*2 206*	*2 612*
B. Conserves et jus de fruits et de légumes	8 255	9 238	10 338	12 099	13 919	6 065	6 346	6 496	8 435	11 388
1. Légumes, racines, préparés, conservés	*3 068*	*3 349*	*3 605*	*3 945*	*4 667*	*2 878*	*2 938*	*2 877*	*3 571*	*4 621*
2. Raisins secs, figues, fruits à coque et autres fruits séchés	*849*	*957*	*1 133*	*1 266*	*1 271*	*21*	*30*	*28*	*67*	*52*
3. Préparations et conserves de fruits	*3 734*	*4 007*	*4 466*	*5 502*	*6 326*	*2 423*	*2 413*	*2 312*	*2 881*	*3 871*
4. Divers	*604*	*925*	*1 134*	*1 386*	*1 655*	*743*	*965*	*1 279*	*1 916*	*2 844*
C. Conserves de poissons et d'autres produits de la mer, pour alimentation humaine	4 546	4 992	5 172	5 735	6 512	833	866	940	1 051	1 462
1. Poissons, crustacés et mollusques préparés ou conservés	*3 361*	*3 693*	*3 783*	*4 330*	*4 922*	*448*	*467*	*550*	*610*	*899*
2. Poissons et filets de poisson, con-										

2. Sons, remoulages et similaires	*1 745*	*2 427*	*2 663*	*2 870*	*2 878*	*307*	*348*	*377*	*370*	*470*
3. Farines	*480*	*343*	*326*	*364*	*394*	*1 528*	*1 413*	*2 269*	*3 566*	*3 813*
4. Divers	*526*	*779*	*642*	*913*	*967*	*312*	*495*	*355*	*298*	*385*
E. Pâtes alimentaires	422	532	618	817	965	194	272	288	360	378
F. Produits amylacés	1 360	1 531	1 715	1 833	1 577	2 848	3 048	3 405	4 173	5 678
G. Pains, biscottes, biscuits, produits de la pâtisserie	2 601	2 862	3 258	3 667	4 301	3 974	4 106	4 960	5 431	6 440
H. Sucre	3 045	4 786	3 607	4 545	5 649	5 666	7 455	10 473	14 814	12 419
I. Produits à base de cacao, sucreries, glaces de consommation	7 127	7 146	7 857	7 564	8 660	5 925	7 104	8 467	9 190	10 837
1. Sucreries sans cacao	*1 235*	*1 354*	*1 311*	*1 382*	*1 492*	*1 003*	*1 028*	*1 215*	*1 294*	*1 677*
2. Cacao en poudre, beurre et pâte de cacao	*2 420*	*2 440*	*2 887*	*2 418*	*3 022*	*43*	*92*	*237*	*529*	*583*
3. Chocolat et préparations au chocolat	*3 206*	*3 228*	*3 526*	*3 629*	*3 974*	*4 239*	*5 060*	*6 268*	*6 641*	*7 635*
4. Divers	*266*	*124*	*133*	*135*	*172*	*640*	*924*	*747*	*726*	*942*
J. Produits pour l'alimentation des animaux	4 272	5 235	5 616	6 976	8 456	2 910	3 406	3 862	5 810	8 338
K. Autres produits alimentaires	6 671	7 470	8 320	8 908	10 543	5 853	6 588	7 963	11 579	11 204
1. Café et succédanés	*2 136*	*2 302*	*2 265*	*2 635*	*3 390*	*2 163*	*2 467*	*2 930*	*3 064*	*3 723*
2. Préparations pour soupes ou bouillons	*1 374*	*1 464*	*1 647*	*1 624*	*1 976*	*183*	*174*	*194*	*229*	*286*
3. Divers	*3 161*	*3 704*	*4 408*	*4 649*	*5 177*	*3 507*	*3 147*	*4 839*	*8 286*	*7 195*
Total général ...	**54 596**	**62 857**	**67 748**	**76 958**	**90 130**	**48 387**	**54 594**	**64 043**	**87 208**	**102 205**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de boissons et de produits à base de tabacs

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1978	1979	1980	1981	1982	1978	1979	1980	1981	1982
A. Levures, alcool éthylique, boissons distillées ...	3 079	3 596	4 255	4 082	4 122	371	432	426	475	399
1. Eaux de vie, whisky	*1 631*	*1 853*	*2 183*	*2 013*	*2 051*	*32*	*34*	*38*	*40*	*46*
2. Divers	*1 448*	*1 743*	*2 072*	*2 069*	*2 071*	*339*	*398*	*388*	*435*	*353*
B. Champagne, vins mousseux, apéritifs à base de vin	2 425	2 827	3 143	3 160	3 737	391	368	427	468	606
1. Vins et moûts de raisin mutés à l'alcool	*1 699*	*2 033*	*2 297*	*2 237*	*2 591*	*47*	*61*	*80*	*77*	*139*
2. Apéritifs	*726*	*794*	*846*	*923*	*1 146*	*344*	*307*	*347*	*391*	*467*
C. Cidre et autres vins de fruits	38	40	50	49	71	61	64	61	69	106
D. Bière, malt	2 029	1 779	1 984	2 195	2 651	5 581	5 608	5 353	7 182	8 256
1. Bière	*1 269*	*1 271*	*1 315*	*1 329*	*1 368*	*1 758*	*2 142*	*2 465*	*2 824*	*3 147*
2. Malt	*726*	*483*	*663*	*859*	*1 278*	*3 816*	*3 456*	*2 873*	*4 344*	*5 093*
3. Divers	*34*	*25*	*6*	*7*	*5*	*7*	*10*	*15*	*14*	*16*
E. Eaux minérales, limonades	1 432	1 726	2 006	2 481	2 476	683	986	1 325	2 031	2 366
F. Produits à base de tabacs	2 323	2 571	2 561	2 721	4 176	5 079	5 535	6 020	7 228	10 665
1. Cigares et cigarillos	*1 101*	*1 340*	*1 237*	*1 226*	*1 338*	*2 562*	*2 772*	*3 199*	*3 194*	*3 445*
2. Cigarettes	*690*	*678*	*752*	*756*	*1 475*	*2 423*	*2 575*	*2 584*	*3 471*	*6 019*
3. Divers	*532*	*553*	*572*	*739*	*1 363*	*94*	*188*	*237*	*563*	*1 201*
Total général ...	**11 326**	**12 539**	**13 999**	**14 688**	**17 233**	**12 166**	**12 993**	**13 612**	**17 453**	**22 398**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

§ 7. — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

L'intense activité dans la construction au cours de la période de 1975 à 1979, due à la très bonne conjoncture en matière de logements, s'est terminée en 1980. Elle était en grande partie la conséquence du recours des investisseurs aux biens immobiliers dont la valeur est stable dans une période de forte inflation et de taux d'intérêt relativement bas, donnant lieu à des taux réels négatifs pour les investissements à long terme. En somme, la régression de la construction de logements en 1980 ne représentait qu'un retour au niveau plus normal d'avant 1975. Cependant, en 1981, la construction résidentielle s'est vraiment effondrée comme il ressort des statistiques relatives aux mises en chantier, qui ont diminué de 30 % en un an, retombant ainsi au-dessous du niveau le plus bas depuis le début de la statistique en 1968.

Cette situation s'est encore davantage accentuée en 1982, étant donné que le nombre de logements mis en chantier a de nouveau reculé de plus de 11 %, pour s'élever à 28 552 unités seulement. Ce chiffre est de 43 % inférieur à la moyenne de la période « normale » de référence 1968-1974, pendant laquelle un peu plus de 50 000 logements par an ont été érigés. Il est même de 63 % plus bas que le niveau record de 1977 comptant plus de 77 000 logements. Selon le nombre d'autorisations de bâtir délivrées en 1982, la situation ne serait pas meilleure en 1983 : il était encore inférieur à celui de mises en chantier et comme beaucoup d'autorisations de bâtir ne sont pas utilisées, le nombre réel de mises en chantier ne dépasserait pas 25 000 en 1983, de sorte qu'il atteindrait à peine la moitié du niveau normal et seulement un tiers du sommet de 1976-1977.

Une cause importante du recul de la construction de logements réside dans le revirement des facteurs qui avaient occasionné le boom de 1975-1979 : en raison du ralentissement de l'inflation et la hausse des taux d'intérêt entraînant des taux réels élevés, la construction a perdu son attrait pour les investisseurs. Cela s'est répercuté sur la construction d'immeubles à appartements, qui ont régressé de plus de 80 % entre 1977 et 1982, retombant ainsi de 20 025 à 5 567 unités seulement. En outre, la construction pour usage propre est devenue très difficile à la suite des taux d'intérêt hypothécaire très élevés, l'amenuisement de nombre de revenus et l'insécurité en matière d'emploi.

La situation budgétaire très tendue a empêché les autorités de maintenir l'activité dans la construction à un niveau acceptable par le biais de travaux publics. D'après des données encore très incomplètes, les dépenses pour les investissements en immeubles tant pour le pouvoir central que pour les administrations locales se sont situées nettement en-dessous de leur valeur de l'année antérieure. Cela implique une régression encore plus considérable en volume.

Ce n'est que dans la construction non résidentielle que l'évolution est moins inquiétante bien que là aussi, les résultats sont toujours peu satisfaisants. En effet, le nombre de bâtiments mis en chantier a progressé de plus de 10 %, mais le volume de ces immeubles étant en moyenne plus petit que d'ordinaire, le volume global de la

construction s'est rétréci, bien que de 1,1 % seulement. Ce volume est néanmoins toujours supérieur à celui anormalement bas, de 1968, tout en étant néanmoins de 43,8 % inférieur au sommet de 1974 et de plus de 30 % en-dessous de la moyenne de 1968 à 1981.

L'indice de la production pour l'industrie de la construction a reculé de 3,9 % en 1982. Toutefois, cette donnée est peu représentative pour l'ensemble de l'industrie de la construction, puisqu'elle ne concerne que les grandes entreprises et, en plus, ne tient pas suffisamment compte du gain de productivité. De ce fait, même dans la période d'activité record dans l'industrie de la construction (1977-1978), cet indice avait diminué, révélant ainsi une forte sous-estimation de la réalité. Par contre, en 1982, il semble que la conjoncture réelle de la construction a été plutôt surestimée et que la détérioration est beaucoup plus grave qu'indiquée par cet indice.

*
* *

Permis de bâtir et bâtiments commencés

DÉSIGNATION	Unité	1978	1979	1980	1981	1982
Permis de bâtir :						
Bâtiments résidentiels	Nombre	50 218	44 117	36 909	26 967	22 176
Volume	1 000 m³	40 285	35 040	28 290	20 065	16 100
Surface habitable	1 000 m²	7 437	6 538	5 267	3 832	3 102
Surface totale	1 000 m²	12 217	10 704	8 665	6 157	4 987
Logements	Nombre	74 883	62 081	50 671	34 623	27 061
Habitations unifamiliales ..	Nombre	*47 592*	*41 973*	*35 380*	*26 097*	*21 494*
Appartements	Nombre	*27 291*	*20 108*	*15 291*	*8 526*	*5 567*
Bâtiments non-résidentiels ...	Nombre	7 224	7 244	6 603	5 358	5 998
Volume	1 000 m³	27 148	28 448	22 397	21 594	22 920
Surface	1 000 m²	5 408	5 796	4 690	4 188	4 236
Bâtiments commencés :						
Bâtiments résidentiels	Nombre	46 362	48 345	34 161	26 156	23 837
Volume	1 000 m³	36 176	37 338	26 293	19 299	16 781
Surface habitable	1 000 m²	6 650	6 866	4 895	3 614	3 201
Surface totale	1 000 m²	10 929	11 305	8 031	5 866	5 181
Logements	Nombre	65 910	68 407	46 839	32 751	28 552
Habitations unifamiliales ..	Nombre	*44 387*	*46 178*	*32 585*	*25 210*	*23 163*
Appartements	Nombre	*21 523*	*22 229*	*14 254*	*7 541*	*5 389*
Bâtiments non-résidentiels ...	Nombre	5 978	6 766	5 514	4 761	5 257
Volume	1 000 m³	29 298	24 063	19 847	17 324	17 137
Surface	1 000 m²	4 410	5 032	3 950	3 470	3 385

Source : Institut National de Statistique.

§ 8. — MATERIAUX DE CONSTRUCTION

Le niveau anormalement bas de l'activité dans la construction a laissé des traces, en 1981 et 1982, sur les deux secteurs qui produisent principalement des matériaux de construction, à savoir les carrières et les minéraux non métalliques.

Dans les *carrières*, l'indice a reculé de 6,6 % par rapport à l'année antérieure, tombant ainsi au niveau de 1970. Comme, entre 1970 et 1980, ce secteur n'a connu qu'une croissance minime, l'indice de 1982 est inférieur de 11 % seulement à la moyenne de ladite période.

D'un point de vue conjoncturel, la production de ce secteur s'est maintenue pendant le premier trimestre au niveau de l'année précédente, mais au cours des deux trimestres suivants, elle a enregistré une forte régression. Vers la fin de l'année, ce recul semblait se ralentir, mais entre le premier et le dernier trimestre, il s'est chiffré quand même encore à plus de 15 %.

L'indice a été fortement influencé par d'importantes initiatives prises en matière d'exploitation d'ardoiseries, dont la production a presque quadruplé en 1982, alors que ce secteur avait connu une forte régression entre 1970 et 1980. Les deux autres secteurs qui fournissent des pierres de construction plus coûteuses, ont accusé, par contre, une nette détérioration : notamment la pierre de taille et le marbre, pour lesquels l'indice a reculé de 24,6 % et 18,1 % respectivement. Pour les produits utilisés principalement comme ballast pour la construction de routes (grès, porphyre, sable), la production n'a guère changé par rapport au bas niveau de l'année précédente.

L'indice des *minéraux non métalliques* a continué à reculer en 1982, bien que dans une moindre mesure qu'au cours de l'année antérieure (−6,7 % en 1982, contre −12,5 % en 1981). Même avant la crise, ce secteur traditionnel ne s'est pas montré fort expansif, mais entre 1977 et 1980, il a pu se maintenir à un niveau relativement élevé, à la suite, surtout, de la conjoncture favorable de la construction en Belgique. La détérioration des deux années écoulées a entraîné toutefois une baisse de production de près de 20 % par rapport à 1977-1980, ramenant l'indice au-dessous du niveau de l'année de crise 1975.

Considéré par sous-secteur, la dégradation la plus forte a été enregistrée, en 1981 et en 1982, dans *l'industrie de la terre cuite.* Après avoir atteint un modeste sommet en 1977, cette production a été orientée à la baisse depuis 5 ans déjà, partiellement en raison de la substitution des produits cuits par des produits moins chers en béton ou en plastic. Toutefois, le recul des deux dernières années a été inhabituellement important (−36 % en 1981 et −20 % en 1982) ; il doit être imputé en majeure partie au fléchissement du secteur de la construction de logements, à peu près le seul débouché pour ces produits.

L'industrie de la céramique, par contre, a su maintenir sa production en 1982 au niveau par ailleurs très bas de l'année précédente. Depuis 1970, la production n'y a

pas cessé de régresser, parce qu'elle n'a pas su faire face à la pression de la concurrence étrangère. Compte tenu de cette situation, le résultat de 1982 est remarquable, d'autant plus que, nonobstant les difficultés dans la construction résidentielle, il a été obtenu par une hausse importante de la production de tuiles, qui a permis de compenser largement le recul pour les autres produits destinés à la construction résidentielle (dalles et céramique de construction).

La production de ciment subit moins la situation dans la construction de logements, car elle est destinée en grande partie à la construction non résidentielle et aux travaux d'infrastructure. C'est pourquoi le ralentissement de l'activité n'a été que de 10,5 % en 1981 et de 5,4 % en 1982 et que par rapport au sommet de 1977, la perte n'a pas dépassé 18,2 %. La réduction concerne surtout le ciment portland, tandis que la production du ciment métallurgique n'a guère changé depuis 1977. La baisse de 10 % de l'exportation du klinker, qui représente environ 10 % de la production totale, a exercé également une certaine influence négative en 1982.

Dans *l'industrie du verre,* le sous-secteur le plus important dans cette branche industrielle, l'indice de la production a reculé en 1981 et 1982 de respectivement 9,4 % et 4,8 %. Le recul le plus fort a été observé pour l'industrie du verre plat, qui produit en majeure partie des matériaux de construction. D'autre part, au cours de ces deux dernières années, l'industrie du verre creux a perdu le gain de production de 1980 de sorte que l'indice y est revenu au niveau des années antérieures.

Il faut encore signaler finalement la forte décroissance dans *l'industrie de la chaux* en 1981 et 1982. Il n'y a que la production des agglomérés de plâtre — un matériau largement utilisé dans la construction de rénovation — qui a légèrement progressé en 1982. Quant aux autres produits, la baisse de l'année antérieure s'est poursuivie, ce qui a fait descendre la production au-dessous du niveau de 1970.

*
* *

Production de l'industrie du ciment

(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1978	1979	1980	1981	1982
Ciment portland	4 546,5	4 516,7	4 335,7	3 637,4	3 267,1
Ciment métallurgique	2 214,5	2 363,4	2 434,8	2 218,6	2 313,1
Klinker exporté	814,6	822,6	711,9	835,1	740,1
Total ...	**7 575,6**	**7 702,7**	**7 482,4**	**6 691,1**	**6 320,3**

Source : Institut National de Statistique.

Activité dans l'industrie du verre

(1970=100)

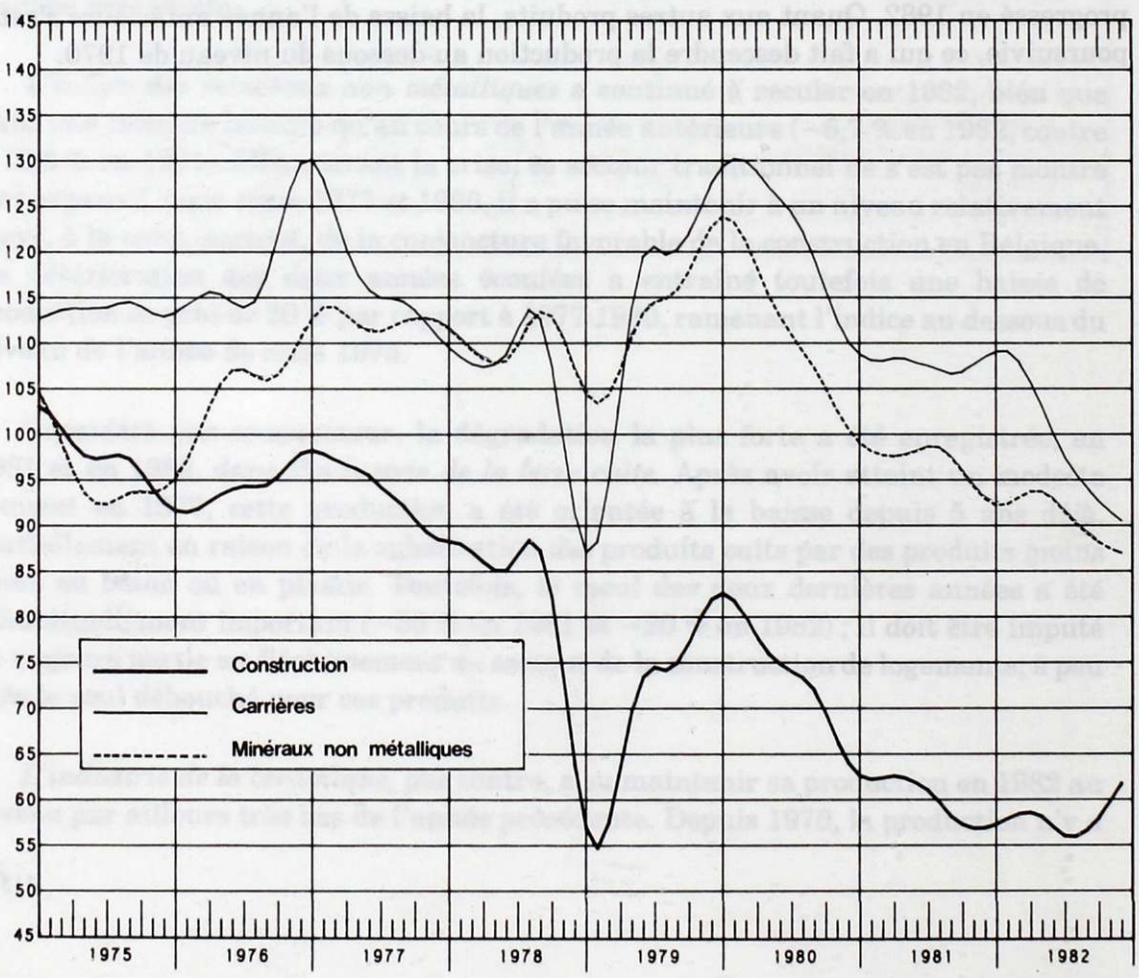
DÉSIGNATION	1978	1979	1980	1981	1982
Verre plat	118,1	124,2	128,8	110,8	103,3
Verre creux	117,5	122,3	131,6	125,9	122,2
Indice général ...	**121,1**	**126,9**	**134,1**	**121,9**	**116,0**

Source : Institut National de Statistique.

Industrie de la construction et des minéraux non métalliques

Production

(1970=100; séries désaisonnalisées et lissées)



Source : Institut National de Statistique.

Production de l'industrie de la terre cuite

DÉSIGNATION	Unité	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Briques pour maçonnerie ordinaire	m^3	2 239 135	2 022 522	1 988 416	1 855 611	1 165 840	996 591
Briques de parement	m^3	568 756	691 108	647 410	623 344	433 549	321 869
Tuyaux de drainage et protège-câbles	t	9 081	2 345	..	..	..	..
Briques creuses pour hourdis	m^2	1 838 160	1 545 555	1 132 684	1 102 643	606 901	517 181
Autres produits en terre cuite (a)	t	8 470	17 450	..	..	..	..

Source : Institut National de Statistique.

(a) Autres que tuiles, céramique architecturale, poterie à fleurs, poterie colombophile, ménagère et artistique.

Production de chaux, calcaire et dérivés

DÉSIGNATION	Unité	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Chaux	10^3 t	2 304,2	2 310,8	2 301,1	2 480,7	2 325,8	1 999,5	1 370,7
Calcaire	10^3 t	24 155,4	29 084,3	27 051,6	27 461,5	29 658,7	27 584,1	24 664,5
Dolomies :								
crues	10^3 t	2 684,9	2 523,5	3 489,3	3 354,3	3 223,5	2 697,1	2 580,8
frittées	10^3 t	209,3	172,4	166,6	163,7	164,7	147,8	159,0
Plâtre	10^3 t	219,7	167,4	183,5	192,9	174,1	154,4	131,0
Agglomérés de plâtre	10^3 m^2	18 331,4	23 065,3	18 750,5	18 683,9	20 408,0	16 108,4	16 916,3
Carbonates naturels	10^3 t	351,5	441,4	427,4	400,2	326,9	273,0	327,7

Source : Institut National de Statistique.

Production de l'industrie céramique

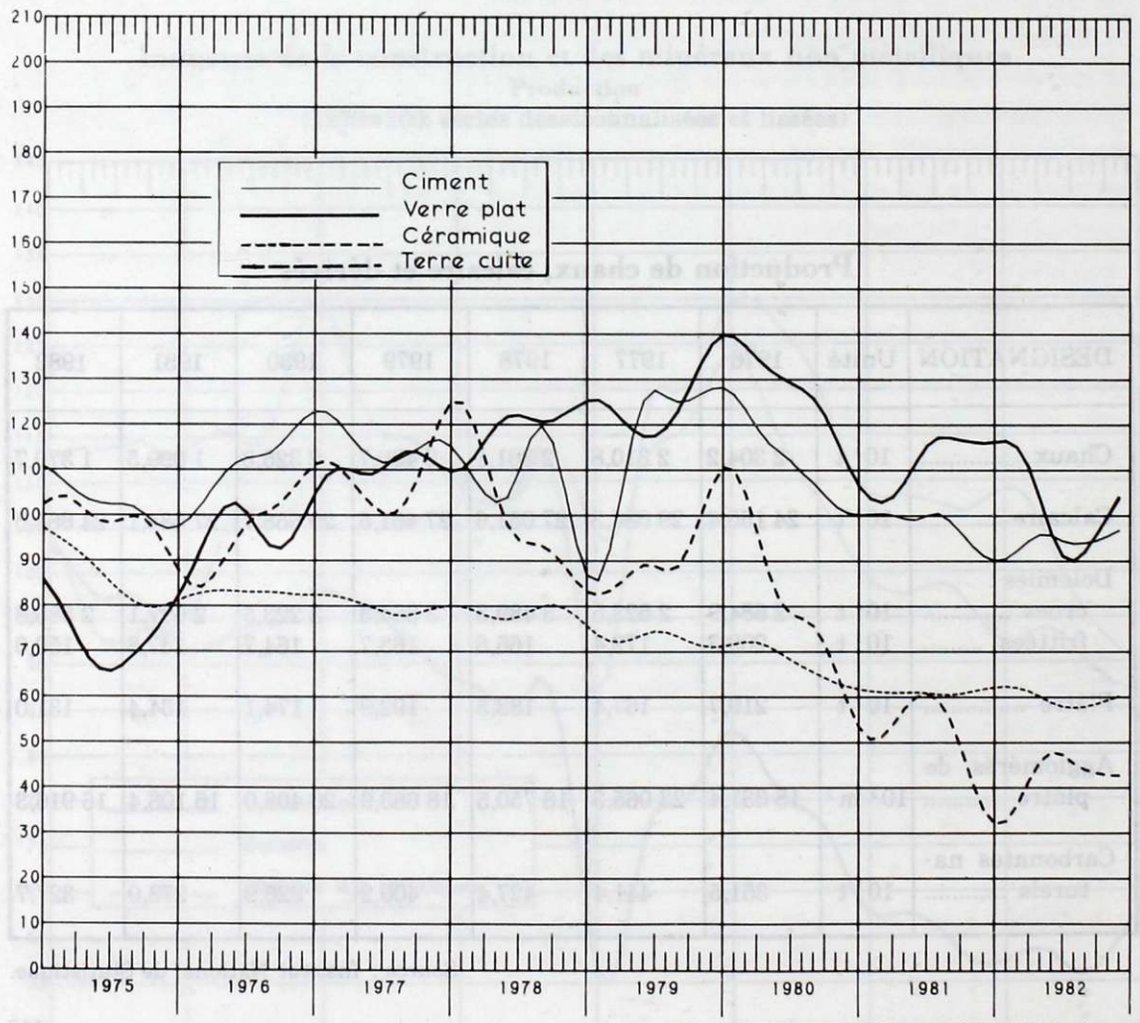
DÉSIGNATION	Unité	1980	1981	1982
Vaisselle de faïence et de porcelaine, porcelaine électro-technique, grès artistique et divers	t	8 761	8 377	8 067
Carreaux de revêtement en faïence et en grès, carreaux de parement en demi-grès	m2	665 315	498 680	210 637
Produits silico-alumineux, produits siliceux et autres	t	124 969	105 552	108 268
Dalles d'usines	t	3 689	3 034	2 801
Tuiles et accessoires	t	105 401	71 726	85 354
Meules abrasives	t	751	570	518
Céramique architecturale	t	18 610	16 582	7 877
Poterie	t	26 481	20 062	20 660
Argiles	t	60 277	53 876	53 123
Quartz et quartzites	t	223 366	193 417	216 643
Silex (broyé et pavé)	t	107 104	71 468	73 972

Source : Institut National de Statistique.

Production des matériaux de construction

Séries désaisonnalisées et lissées

(1970=100)



Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur de matériaux de construction et autres produits à base de minerais non métalliques

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1978	1979	1980	1981	1982	1978	1979	1980	1981	1982
A. *Matériaux de construction et argile*	3 656	4 147	4 844	4 866	5 309	2 949	3 204	3 846	3 871	4 324
1. Pierres naturelles, sable et gravier	*2 541*	*2 878*	*3 302*	*3 266*	*3 328*	*2 553*	*2 779*	*3 375*	*3 653*	*4 005*
2. Argile, craie, etc.	*1 115*	*1 269*	*1 542*	*1 600*	*1 981*	*396*	*425*	*471*	*218*	*319*
B. *Phosphates naturels*	2 539	2 714	4 035	5 290	5 217	13	15	18	34	27
C. *Sel*	947	1 271	1 147	1 352	1 494	230	277	299	315	440
D. *Autres minéraux, tourbe*	2 735	2 789	3 401	3 388	4 107	1 026	1 272	1 462	1 620	2 075
E. *Briques, tuiles, etc.*	1 486	1 585	1 263	954	978	615	496	555	488	523
F. *Ciment, chaux et plâtre*	879	781	776	831	907	3 854	4 388	5 016	5 720	6 343
G. *Matériaux de construction en béton, chaux et plâtre*	2 457	2 529	2 616	2 379	2 770	4 987	5 114	5 582	4 917	6 225
H. *Articles en amiante*	528	571	631	569	655	367	364	421	418	456
I. *Ouvrages en pierre, mica, etc.*	1 996	2 255	2 676	2 429	2 949	1 747	1 871	2 239	2 381	2 838
J. *Meules et autres produits abrasifs appliqués*	736	820	881	932	1 241	678	779	886	1 008	1 140
K. *Verre et ouvrages en verre*	7 896	8 342	9 663	9 023	10 924	18 490	19 078	22 320	23 981	28 181
dont : 1. Verre étiré ou soufflé	*179*	*131*	*129*	*96*	*123*	*1 499*	*1 220*	*868*	*988*	*944*
2. Verre coulé ou laminé	*702*	*927*	*1 239*	*1 402*	*2 161*	*6 132*	*6 582*	*8 205*	*8 291*	*10 477*
3. Glaces ou verres de sécurité	*407*	*497*	*547*	*499*	*575*	*1 525*	*1 507*	*1 414*	*1 573*	*1 804*
4. Ampoules, etc.	*1 141*	*881*	*430*	*191*	*182*	*1 570*	*1 471*	*1 087*	*1 096*	*1 555*
5. Ouvrages en verre	*3 375*	*3 594*	*4 414*	*4 295*	*4 898*	*3 589*	*4 052*	*5 203*	*5 590*	*6 172*
L. *Produits céramiques*	9 042	10 037	11 452	11 589	13 087	4 166	4 622	5 550	6 033	7 658
dont : 1. Matériaux réfractaires	*1 691*	*2 263*	*2 396*	*2 741*	*3 292*	*864*	*971*	*1 136*	*998*	*1 130*
2. Matériaux non réfractaires	*2 985*	*2 994*	*3 588*	*3 332*	*3 345*	*1 063*	*1 018*	*1 183*	*1 046*	*1 644*
3. Poterie	*2 352*	*2 479*	*3 078*	*2 813*	*3 004*	*1 018*	*1 234*	*1 449*	*1 673*	*2 044*
Total général ...	**34 897**	**37 841**	**43 385**	**43 602**	**49 638**	**39 122**	**41 480**	**48 194**	**50 786**	**60 230**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistiques et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

§ 9. — SECTEURS DIVERS

En 1982, l'indice de *l'industrie du papier et du carton* a enregistré une croissance aussi réduite qu'en 1981 (+1,2 %). Ce résultat est dû à un revirement de la tendance des dernières années, tant dans le domaine de la production que de la transformation. En effet, pour la première fois depuis 1977, la production a reculé de plus de 2 %, tandis que la transformation, qui depuis 1976 était plutôt stagnante et qui a même diminué en 1980 et 1981, s'est accrue de 4 % environ en 1982.

Quant à la production du papier, la regression était due presqu'exclusivement à quelques-uns des produits les moins élaborés : la pâte à papier, le papier journal et le papier d'emballage. Quant à ce dernier, le recul s'est chiffré à plus de 30 % par rapport au chiffre, par ailleurs très élevé, de l'année précédente. Par contre, il est enregistré un accroissement de 7 % pour le papier pour impression et écritures, et de près de 10 % pour les autres papiers. Il y avait aussi une croissance limitée pour la production de carton, dont l'importance est d'ailleurs limitée.

En ce qui concerne la transformation, les entreprises spécialisées en la matière ont connu quelque reprise (environ 2 %), après le recul de l'année antérieure. La transformation directe par les producteurs de papier a également accusé une amélioration d'environ 2 %. Dans ce groupe, la production des produits les plus élaborés, à savoir les emballages, a progressé de plus de 5 %, tandis que celle du papier et du carton imprégnés a diminué du même pourcentage. Les autres produits ont connu une stabilisation.

La regression systématique de la production et la transformation du *cuir* depuis le début des années septante, semble avoir pris fin. La reprise de la production en 1981, la première en dix ans dans l'industrie du cuir, a été suivie d'une nouvelle croissance de 8,3 % en 1982. En effet, le recul de la production du cuir lourd a été largement compensé par une nouvelle amélioration considérable du cuir léger.

Pareil revirement paraît aussi avoir eu lieu en 1982 pour *l'industrie des chaussures et pantoufles,* dont l'indice a progressé de 11,5 %. La production de pantoufles était déjà depuis 1980 légèrement orientée à la hausse, mais pour les chaussures, l'année 1982 a été la première année depuis 1971 où la production a nettement monté. L'augmentation de 10,1 % n'a toutefois pas été suffisant pour récupérer la perte de l'année précédente et le niveau actuel de la production est de deux tiers inférieur à celui d'il y a 10 ans.

Dans la *transformation du bois,* la production en volume s'est maintenue en 1982 au niveau de l'année antérieure : +0,6 %. L'affaiblissement de la production dans le deuxième semestre de 1981 s'est converti à partir du printemps 1982 en une croissance persistante. Ainsi cette branche d'activité a-t-elle renoué avec sa tendance à la hausse, qu'elle avait su maintenir après 1975, même dans les années de crise.

En 1982, les résultats ont été fortement conditionnés par l'augmentation réduite des achats de meubles, qui représentent près de 44 % du chiffre d'affaires global de ce secteur. Les livraisons de meubles n'ont progressé que de 3 % en valeur, ce qui implique une baisse en volume du même pourcentage. Dans la menuiserie, les livraisons ont reculé de 3 % en valeur (soit près de 10 % en volume), ce qui représente un résultat étonnamment bon, compte tenu de la très profonde crise de l'industrie de la construction. A l'exception de deux petits postes (vannerie et parquets), les livraisons de tous les autres produits en bois ont monté, tant en valeur qu'en volume.

Pour la deuxième année consécutive, la production dans *l'industrie du tabac* a accusé une nette amélioration, contrairement à la stagnation ou même le recul qui ont caractérisé la période de 1974 à 1980. En 1982, la croissance s'est même chiffrée à 4,2 % (contre 2,5 % en 1981). Ainsi le sommet de production enregistré en 1974 a-t-il été dépassé pour la première fois.

Comme au cours de l'année précédente, l'accroissement était dû essentiellement à la fabrication plus élevée de cigarettes, renforcée cette fois-ci par une hausse de la production de tabac à fumer. Par contre, le recul de la production de cigares et cigarillos s'est poursuivi.

*

* *

Industrie du papier et du carton

Production et transformation

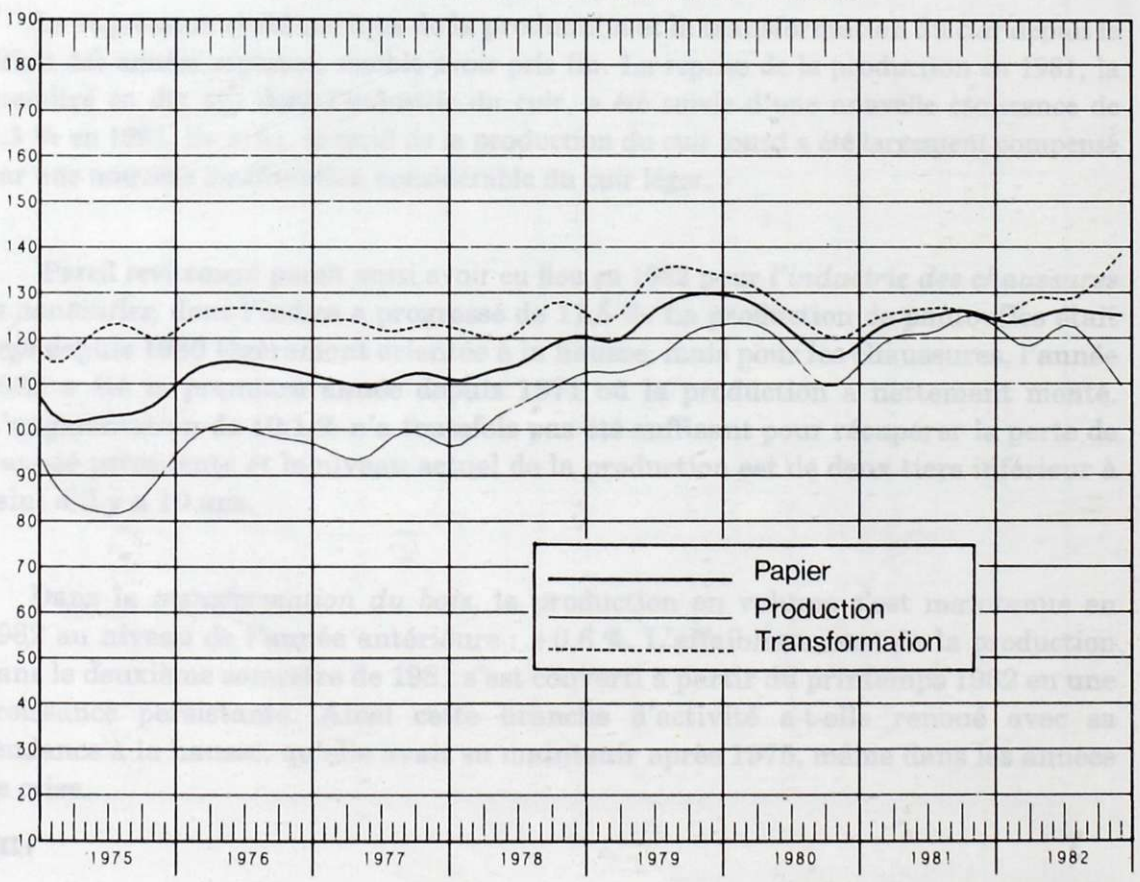
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1978	1979	1980	1981	1982
Production :					
Pâtes à papier	329,5	365,7	389,3	380,6	363,8
Papiers et cartons graphiques	557,7	591,3	601,4	591,0	589,8
dont : Papier journal	(83,8)	(98,8)	(101,7)	(101,7)	(98,5)
Pour impression et écritures, couchés (a)	(227,0)	(252,5)	(252,2)	(259,9)	(278,0)
Papier d'emballage (b)	125,7	151,8	149,5	182,0	125,3
Cartons	58,1	56,8	55,5	62,5	65,9
Autres papiers	70,2	87,4	92,0	94,4	103,4
Total ...	**1 141,3**	**1 253,0**	**1 287,7**	**1 310,5**	**1 248,2**
Transformation :					
Par les producteurs	122,2	136,4	127,8	147,8	150,4
Par les industries transformatrices (c)	619,1	635,4	642,4	623,5	637,2
dont : Emballages	(392,8)	(407,7)	(416,3)	(416,4)	(438,8)
Papiers et cartons imprégnés ..	(176,5)	(182,3)	(163,2)	(154,0)	(145,1)
Total ...	**741,3**	**771,9**	**770,2**	**771,2**	**787,6**

(a) Y compris papiers dits « autocopiants » ou « papiers pour report autographique.
(b) Y compris les papiers et cartons pour cartons ondulés.
(c) A partir de 1979 : sans articles d'ameublement.

Production

(1970=100; séries désaisonnalisées et lissées)



Source : Institut National de Statistique.

Production de cuirs, chaussures et pantoufles

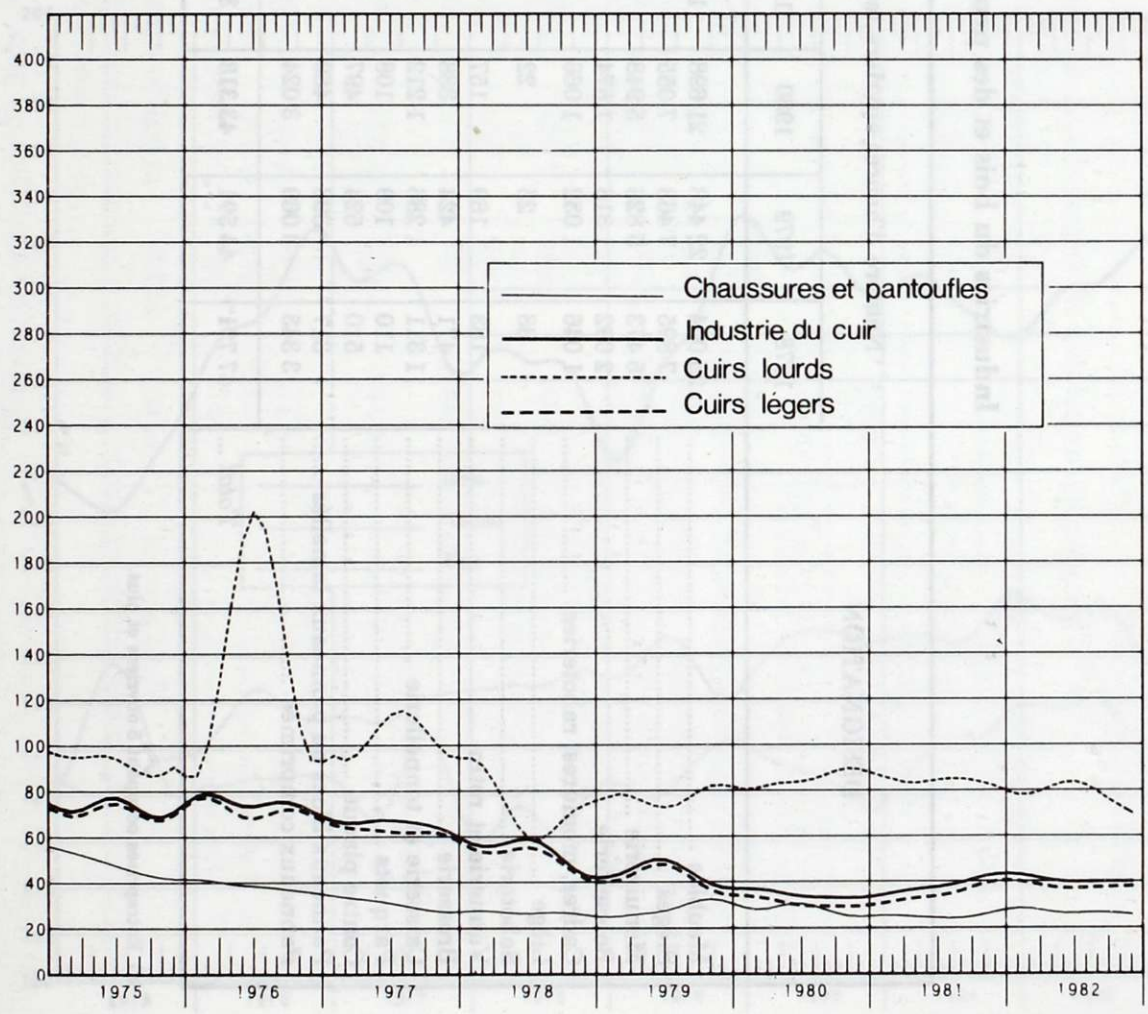
ANNÉE	Cuirs lourds de bovins (en tonnes)	Cuirs légers (en milliers de pieds carrés)	Chaussures (en milliers de paires)	Pantoufles (en milliers de paires)
1971	2 086	60 515	10 556	6 483
1972	1 857	59 736	9 914	6 707
1973	1 862	46 758	8 686	5 294
1974	1 788	44 820	8 324	5 036
1975	1 807	39 158	6 300	4 065
1976	2 014	41 716	5 064	3 485
1977	1 956	35 687	4 129	3 094
1978	1 570	28 527	3 611	2 591
1979	1 563	22 643	3 617	2 451
1980	1 643	17 382	3 625	2 703
1981	1 640	22 238	3 055	2 861
1982	1 492	24 989	3 365	2 946

Source : Institut National de Statistique.

Production de l'industrie du cuir, de chaussures et pantoufles

Séries désaisonnalisées et lissées

(1970=100)



Source : Institut National de Statistique.

Industries du bois et des produits connexes (a)

DÉSIGNATION	Nombre d'heures-ouvriers (en milliers)					Valeur des ventes facturées (en millions de francs)				
	1978	1979	1980	1981	1982	1978	1979	1980	1981	1982
Meubles	25 004	22 448	21 698	19 789	18 785	24 395	24 036	27 493	28 122	28 974
Sièges	7 895	7 463	7 055	6 352	6 049	8 303	8 613	9 521	9 189	9 875
Menuiserie	5 473	5 826	5 948	5 033	4 535	5 626	7 166	8 247	7 625	7 379
Boissellerie	2 092	1 818	1 674	1 508	1 353	1 568	1 577	1 703	1 699	2 012
Cadres, moulures, raboteries	1 046	1 032	1 066	994	954	941	987	1 106	1 151	1 210
Liège	38	25	22	10	9	57	59	54	28	27
Saboterie										
Vannerie et rotin	183	169	157	140	116	241	238	286	261	249
Brosserie	471	424	388	355	347	530	549	571	662	713
Caisserie et tonnellerie	1 311	1 286	1 212	1 003	934	1 609	1 762	1 732	1 696	1 856
Parquets	110	109	108	72	53	135	143	140	107	66
Contre plaqué	510	524	497	466	483	677	707	699	737	909
Panneaux blocs ou panneaux lamellés	317	398	469	457	535	408	579	817	787	995
Panneaux comprimés	3 343	3 069	3 024	2 783	2 602	7 932	8 847	10 385	10 614	11 865
Total ...	**47 791**	**44 591**	**43 318**	**38 962**	**36 755**	**52 423**	**55 264**	**62 754**	**62 677**	**66 131**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Entreprises occupant 5 ouvriers et plus.

Industrie du tabac

Quantités mises en œuvre

(en tonnes)

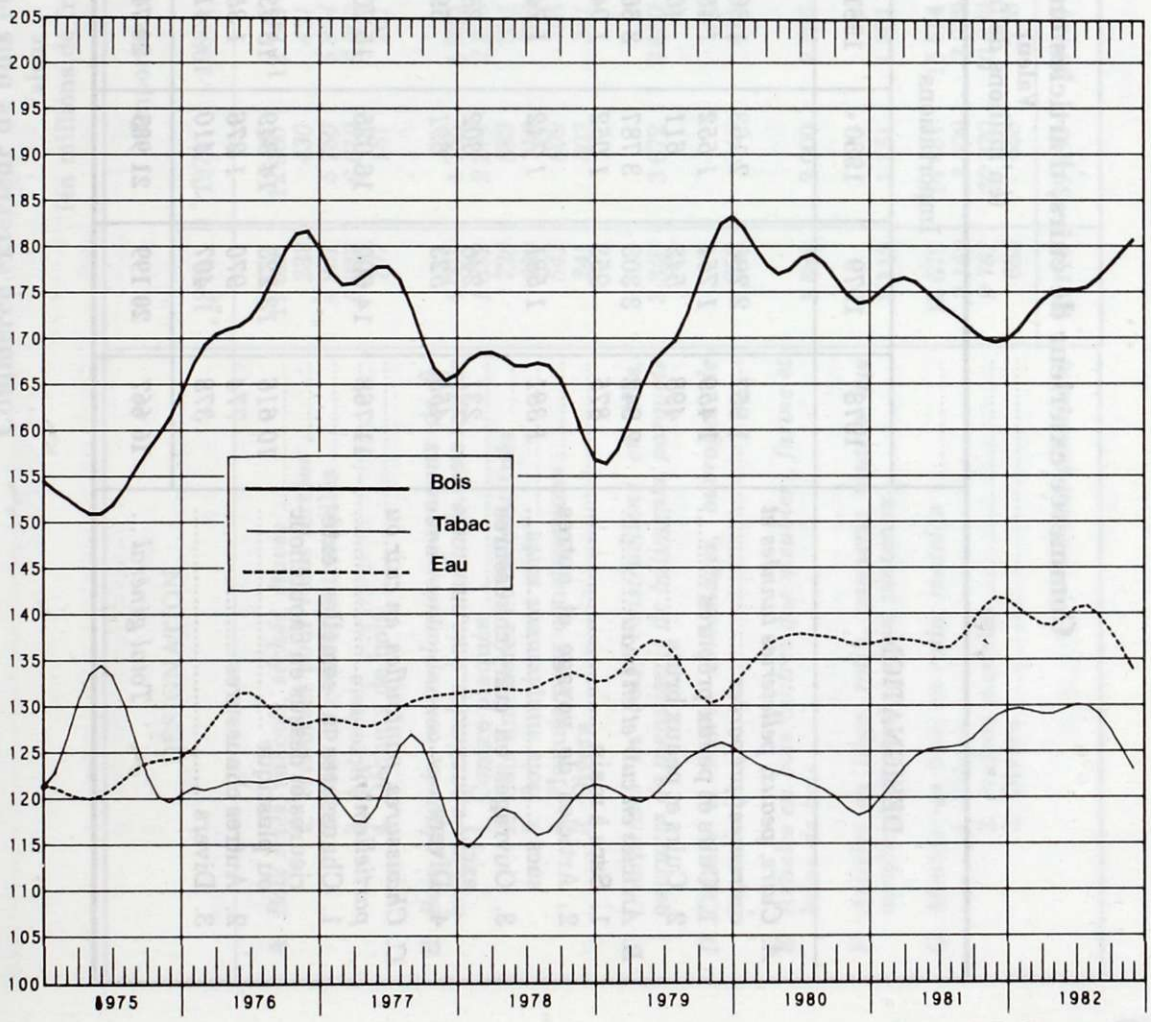
DÉSIGNATION	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Cigares	3 550	3 840	3 852	4 355	3 123	2 540	2 507
Cigarillos	5 189	4 450	4 829	4 627	5 621	5 283	4 929
Cigarettes	25 184	25 102	23 429	24 684	24 576	26 644	28 448
Tabacs à fumer.....	5 225	6 097	5 482	5 576	5 470	5 162	5 702
Autres tabacs	22	16	16	5	2	120	139
Total ...	**39 170**	**39 506**	**37 609**	**39 247**	**38 792**	**39 749**	**41 726**

Source : Institut National de Statistique.

Production dans les industries du bois et du tabac et distribution d'eau

Séries désaisonnalisées et lissées

(1970=100)



Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur de cuirs, d'articles en cuir et en peau et de chaussures

Valeur
(en millions de francs)

DESIGNATION	Importations					Exportations				
	1978	1979	1980	1981	1982	1978	1979	1980	1981	1982
A. Cuirs, peaux, pelleteries tannées et autrement préparées	1 957	2 296	2 163	1 866	2 709	2 116	2 543	2 226	2 393	2 890
1. Cuirs et peaux préparés	*1 459*	*1 754*	*1 552*	*1 462*	*2 100*	*1 757*	*2 169*	*1 911*	*2 136*	*2 548*
2. Cuirs et peaux bruts	*498*	*542*	*611*	*404*	*609*	*359*	*374*	*315*	*257*	*342*
B. Articles en cuir et en peau	2 942	3 303	3 787	3 665	4 013	641	776	872	907	1 196
1. Sacs à main	*875*	*953*	*1 052*	*1 046*	*1 136*	*115*	*112*	*133*	*106*	*151*
2. Articles de voyage et autres sacs	*1 381*	*1 581*	*1 742*	*1 740*	*1 877*	*371*	*503*	*547*	*619*	*815*
3. Ouvrages en cuir (chaussures excl.)	*231*	*246*	*302*	*285*	*359*	*54*	*68*	*76*	*74*	*104*
4. Divers	*455*	*523*	*691*	*594*	*641*	*101*	*93*	*116*	*108*	*126*
C. Chaussures, pantoufles, en cuir ou partiellement	11 768	14 600	16 035	15 209	17 922	1 437	1 843	2 057	1 702	1 935
1. Chaussures à semelles extérieures et dessus en caoutchouc ou plastique	*10 616*	*13 223*	*14 349*	*13 439*	*15 282*	*1 028*	*1 398*	*1 590*	*1 200*	*1 291*
2. Autres chaussures	*774*	*970*	*1 276*	*1 354*	*2 109*	*101*	*135*	*126*	*172*	*256*
3. Divers	*378*	*407*	*410*	*416*	*531*	*308*	*310*	*341*	*330*	*388*
Total général ...	**16 667**	**20 199**	**21 985**	**20 740**	**24 644**	**4 194**	**5 162**	**5 155**	**5 002**	**6 021**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de bois et de meubles en bois

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1978	1979	1980	1981	1982	1978	1979	1980	1981	1982
A. *Bois sciés, rabotés, séchés, étuvés*	11 026	12 980	12 749	11 863	12 618	1 540	1 916	2 329	2 537	3 023
1. Traverses pour voies ferrées	*233*	*430*	*431*	*387*	*337*	*6*	*5*	*8*	*6*	*13*
2. Bois de conifères travaillés	*4 961*	*5 750*	*5 854*	*5 518*	*5 639*	*597*	*745*	*1 054*	*1 181*	*1 424*
3. Autre bois	*5 635*	*6 619*	*6 203*	*5 724*	*6 350*	*919*	*1 143*	*1 229*	*1 302*	*1 508*
4. Déchets de bois	*197*	*181*	*261*	*234*	*292*	*18*	*22*	*38*	*48*	*78*
B. *Bois plaqués, contreplaqués, panneaux de fibres et de particules, bois améliorés, bois traités*	4 001	4 755	4 980	5 360	5 688	6 867	7 769	9 419	9 218	10 447
1. Contre-plaqués	*1 832*	*2 244*	*2 205*	*2 627*	*2 765*	*699*	*978*	*1 110*	*1 277*	*1 304*
2. Bois améliorés et reconstitués	*728*	*883*	*881*	*827*	*815*	*4 660*	*5 155*	*6 215*	*5 962*	*6 460*
3. Bois simplement sciés	*659*	*716*	*788*	*848*	*969*	*1 036*	*1 241*	*1 465*	*1 205*	*1 497*
4. Plaqués pour constructions	*541*	*609*	*755*	*712*	*814*	*139*	*95*	*297*	*404*	*431*
5. Divers	*241*	*303*	*351*	*346*	*325*	*333*	*300*	*332*	*370*	*755*
C. *Charpentes en bois, constructions en bois, ouvrages de menuiserie de bâtiments, parquets*	3 349	3 672	3 650	3 202	3 007	667	807	1 019	1 252	1 798
D. *Caisses et autres emballages, ouvrages de tonnellerie*	352	348	411	376	429	195	207	199	219	245
E. *Articles en bois (autres que meubles), farine et laine de bois*	1 689	2 000	2 325	2 330	2 538	651	705	842	879	1 038
F. *Articles en liège, rotin, vannerie (autres que meubles), brosses, balais, pinceaux*	1 115	1 151	1 301	1 234	1 402	404	409	435	470	574
G. *Meubles en bois, en rotin, matelas*	13 578	14 487	15 514	15 239	14 771	15 297	15 683	18 027	19 048	22 023
1. Sièges	*3 152*	*3 509*	*3 939*	*4 066*	*4 261*	*4 687*	*4 832*	*5 255*	*5 425*	*6 376*
2. Autres meubles	*9 761*	*10 320*	*10 839*	*10 466*	*9 842*	*9 642*	*9 829*	*11 534*	*12 241*	*13 765*
3. Divers	*665*	*658*	*736*	*707*	*668*	*968*	*1 022*	*1 238*	*1 382*	*1 882*
Total général ...	**35 110**	**39 393**	**40 930**	**39 604**	**40 453**	**25 621**	**27 496**	**32 270**	**33 623**	**39 148**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de papier, d'articles en papier et d'articles imprimés

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1978	1979	1980	1981	1982	1978	1979	1980	1981	1982
A. Pâtes, papier, carton	20 045	24 468	27 270	31 575	35 651	14 687	17 436	19 563	21 463	23 870
1. Pâtes mécaniques de bois	*453*	*517*	*635*	*525*	*693*	*12*	*4*	*11*	*2*	*9*
2. Pâtes chimiques de bois	*2 727*	*3 514*	*3 930*	*5 393*	*6 746*	*1 501*	*1 742*	*1 981*	*2 349*	*2 614*
3. Pâtes chimiques de bois bisulfite, etc.	*1 104*	*1 346*	*1 796*	*2 281*	*1 431*	*41*	*17*	*9*	*18*	*7*
4. Papier journal	*1 971*	*2 152*	*2 242*	*2 274*	*2 435*	*309*	*439*	*546*	*668*	*568*
5. Papier pour impression et écriture	*6 389*	*8 516*	*9 012*	*9 700*	*10 965*	*5 622*	*6 122*	*7 206*	*13 918*	*15 754*
6. Papier et carton craft	*2 767*	*3 220*	*3 452*	*4 320*	*4 589*	*427*	*382*	*327*	*490*	*650*
7. Autres papiers et cartons	*3 225*	*3 619*	*4 290*	*4 933*	*5 964*	*1 230*	*1 637*	*2 288*	*3 121*	*3 219*
8. Divers	*1 409*	*1 584*	*1 913*	*2 149*	*2 828*	*5 545*	*7 093*	*7 195*	*897*	*1 049*
B. Articles en pâtes, papier, carton	12 321	14 957	16 707	18 160	21 271	11 999	14 331	16 724	19 460	22 639
1. Papiers et cartons travaillés	*1 726*	*2 198*	*2 137*	*2 098*	*2 228*	*3 237*	*3 693*	*3 935*	*4 232*	*5 214*
2. Papiers et cartons transformés	*1 123*	*1 307*	*1 333*	*1 421*	*1 465*	*375*	*358*	*388*	*408*	*339*
3. Boîtes, sacs et autres emballages	*2 804*	*3 399*	*3 816*	*4 039*	*4 725*	*1 861*	*2 117*	*2 643*	*3 090*	*3 771*
4. Articles de correspondance, registres, cahiers, autres papiers et cartons découpés	*2 402*	*2 762*	*3 411*	*4 045*	*4 982*	*3 176*	*3 709*	*4 651*	*5 470*	*5 696*
5. Tambours, assiettes, mouchoirs, serviettes, etc.	*2 465*	*3 240*	*3 723*	*4 170*	*4 974*	*1 831*	*2 672*	*3 204*	*3 911*	*4 848*
6. Divers	*1 801*	*2 051*	*2 287*	*2 387*	*2 897*	*1 519*	*1 782*	*1 903*	*2 349*	*2 771*
C. Journaux, produits de l'imprimerie, produits de l'édition	11 090	12 553	13 493	14 346	16 973	8 695	9 835	10 663	11 925	13 916
1. Livres, ouvrages cartographiques	*4 506*	*5 163*	*5 579*	*6 021*	*6 892*	*3 909*	*4 365*	*5 014*	*5 541*	*5 838*
2. Journaux et périodiques	*3 222*	*3 627*	*3 782*	*4 036*	*5 197*	*2 311*	*2 565*	*2 790*	*3 087*	*3 733*
3. Imprimés publicitaires, etc.	*1 669*	*1 928*	*2 164*	*2 279*	*2 374*	*905*	*1 128*	*1 369*	*1 760*	*2 420*
4. Divers	*1 693*	*1 835*	*1 968*	*2 010*	*2 510*	*1 570*	*1 777*	*1 490*	*1 537*	*1 925*
Total général	**43 456**	**51 978**	**57 470**	**64 081**	**73 895**	**35 381**	**41 602**	**46 950**	**52 848**	**60 425**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de produits en caoutchouc et de produits en plastique

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1978	1979	1980	1981	1982	1978	1979	1980	1981	1982
A. *Produits en caoutchouc*	11 334	12 401	15 044	15 714	19 012	12 423	13 502	15 858	17 973	21 436
1. Produits en caoutchouc (plaques, fils, tubes, ébonite)	*2 209*	*2 486*	*3 070*	*3 370*	*4 086*	*2 092*	*2 144*	*2 336*	*2 737*	*3 504*
2. Pneumatiques pour voitures	*3 632*	*3 687*	*4 454*	*4 510*	*5 671*	*3 982*	*4 482*	*5 404*	*6 260*	*7 161*
3. Pneumatiques pour autobus et camions	*1 815*	*2 037*	*2 788*	*2 625*	*3 280*	*2 376*	*2 728*	*3 295*	*3 670*	*4 740*
4. Autres pneus	*1 458*	*1 714*	*1 909*	*2 308*	*2 571*	*2 190*	*2 331*	*2 779*	*3 077*	*3 177*
5. Courroies, transporteuses, articles d'hygiène, etc.	*1 762*	*2 026*	*2 342*	*2 179*	*2 507*	*1 420*	*1 469*	*1 597*	*1 737*	*2 164*
6. Divers	*458*	*451*	*481*	*722*	*897*	*363*	*348*	*447*	*492*	*690*
B. *Pneumatiques rechapés*	396	434	496	527	582	458	435	510	518	380
C. *Produits en plastique* (à l'exclusion de produits bruts)	19 968	24 231	27 126	27 545	32 896	23 792	29 238	33 230	37 232	46 231
1. Produits de condensation, d'addition	*1 610*	*1 888*	*2 343*	*2 297*	*2 975*	*5 087*	*6 059*	*6 247*	*7 132*	*8 690*
2. Polyéthylène	*1 022*	*1 416*	*1 675*	*1 470*	*1 792*	*2 094*	*3 276*	*3 408*	*3 104*	*3 755*
3. Polypropylène et polystyrène	*819*	*1 044*	*1 304*	*1 453*	*1 815*	*1 109*	*1 669*	*2 178*	*2 987*	*4 711*
4. Polyvinylchloride	*2 437*	*2 852*	*3 142*	*2 908*	*3 299*	*2 735*	*3 450*	*3 960*	*4 397*	*4 976*
5. Autres produits de polymérisation (a)	*821*	*992*	*991*	*1 154*	*1 358*	*79*	*95*	*1 312*	*1 825*	*2 329*
6. Cellulose et dérivés, matières albuminoïdes (b)	*550*	*693*	*767*	*698*	*965*	*1 467*	*1 638*	*1 480*	*3 177*	*3 976*
7. Sièges en plastique	*450*	*515*	*623*	*570*	*747*	*95*	*102*	*364*	*295*	*291*
8. Articles de transport, emballages en plastique	*3 918*	*5 112*	*5 833*	*6 025*	*7 064*	*3 271*	*4 052*	*4 309*	*4 225*	*4 738*
9. Divers	*8 341*	*9 719*	*10 448*	*10 970*	*12 881*	*7 855*	*8 897*	*9 972*	*10 090*	*12 765*
Total général	**31 698**	**37 066**	**42 666**	**43 786**	**52 490**	**36 673**	**43 175**	**49 598**	**55 723**	**68 047**

(a) Les données confidentielles concernant l'exportation de produits appartenant à cette rubrique ont été ajoutées à la rubrique A16 du tableau « C.E. des produits chimiques ».

(b) Les données confidentielles concernant l'exportation de produits appartenant à cette rubrique ont été ajoutées à la rubrique A17 du tableau « C.E. des produits chimiques ».

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de produits et matériaux destinés à la récupération

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1978	1979	1980	1981	1982	1978	1979	1980	1981	1982
1. Ferrailles	*3 191*	*4 812*	*3 979*	*4 242*	*4 555*	*1 604*	*2 064*	*1 930*	*2 070*	*2 045*
2. Friperie, drilles et chiffons	*557*	*562*	*683*	*915*	*1 110*	*1 084*	*1 050*	*1 231*	*1 647*	*1 807*
3. Déchets de papier et de carton	*69*	*109*	*255*	*154*	*153*	*366*	*505*	*645*	*572*	*718*
4. Véhicules :										
— pour transport de personnes, non en commun	*1 650*	*1 620*	*1 824*	*1 937*	*2 371*	*1 453*	*1 835*	*2 277*	*2 889*	*4 719*
— pour transport en commun de personnes	*258*	*292*	*222*	*278*	*314*	*175*	*188*	*204*	*177*	*183*
— pour transport de marchandises	*632*	*654*	*656*	*887*	*952*	*266*	*407*	*586*	*766*	*980*
5. Objets d'art et collections	*1 042*	*968*	*954*	*751*	*930*	*446*	*533*	*789*	*986*	*1 156*
6. Autres produits	*87*	*87*	*45*	*123*	*202*	*147*	*145*	*116*	*220*	*293*
Total général ...	**7 486**	**9 104**	**8 618**	**9 287**	**10 587**	**5 541**	**6 727**	**7 778**	**9 327**	**11 901**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de produits des autres industries manufacturières

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1978	1979	1980	1981	1982	1978	1979	1980	1981	1982
A. *Bijoux précieux et de fantaisie, produits d'orfèvrerie, lapidairerie, diamants taillés, monnaies, médailles*	98 848	110 205	146 358	145 660	152 515	92 137	102 437	119 667	129 933	149 624
1. Diamants triés	*51 740*	*55 635*	*63 050*	*62 813*	*68 172*	*34 764*	*38 864*	*43 029*	*47 907*	*55 955*
2. Diamants taillés	*39 423*	*41 975*	*46 584*	*41 521*	*52 815*	*51 366*	*54 912*	*64 868*	*70 209*	*76 741*
3. Autres pierres gemmes et perles fines	*434*	*829*	*775*	*1 609*	*3 121*	*272*	*487*	*502*	*1 062*	*1 897*
4. Bijouteries, orfèvrerie, etc.	*2 099*	*2 464*	*2 853*	*2 863*	*4 170*	*1 400*	*1 545*	*1 876*	*2 305*	*2 485*
5. Monnaies	*1 377*	*2 643*	*23 091*	*29 549*	*15 440*	*574*	*2 060*	*5 067*	*2 541*	*6 438*
6. Divers	*3 775*	*6 659*	*10 005*	*7 305*	*8 796*	*3 761*	*4 569*	*4 325*	*5 909*	*6 108*
B. *Instruments de musique*	800	819	972	936	911	210	203	216	182	213
C. *Produits du tirage de films cinématographiques et photographiques*	495	519	629	765	807	345	343	386	465	526
D. *Jeux, jouets, articles de sport*	5 327	5 549	6 340	7 044	8 040	1 773	2 090	2 528	3 149	3 388
1. Jouets	*3 336*	*3 500*	*3 841*	*4 065*	*4 390*	*662*	*962*	*1 056*	*1 496*	*1 537*
2. Articles pour jeux de société et articles pour divertissement	*773*	*824*	*926*	*1 367*	*1 717*	*464*	*483*	*372*	*425*	*442*
3. Divers	*1 218*	*1 225*	*1 573*	*1 612*	*1 933*	*647*	*645*	*1 100*	*1 228*	*1 409*
E. *Porte-plumes, stylos, tampons, cachets, autres produits n.d.a.*	1 754	1 957	2 799	2 251	2 541	1 252	1 336	1 872	2 140	3 078
1. Porte-plumes, porte-mines, plumes à écrire, pointes, cachets, numéroteurs, etc.	*653*	*729*	*834*	*859*	*1 075*	*212*	*211*	*248*	*260*	*368*
2. Divers	*1 101*	*1 228*	*1 965*	*1 392*	*1 466*	*1 040*	*1 125*	*1 624*	*1 880*	*2 710*
Total général ...	**107 224**	**119 049**	**157 098**	**156 656**	**164 814**	**95 717**	**106 409**	**124 669**	**135 869**	**156 829**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

CHAPITRE III

EVOLUTION DU SECTEUR DE L'ENERGIE

§ 1er. — LA POLITIQUE ENERGETIQUE EN 1982

Le 2 juillet 1982, la Chambre des Représentants a adopté une résolution générale et huit résolutions spéciales.

La résolution générale comporte des dispositions en matière de politique énergétique et des options générales à suivre. La Chambre estime qu'il n'est pas possible d'élaborer une politique de progrès social et de développement économique sans, en même temps, établir une politique énergétique cohérente et bien définie.

Pour l'orientation de cette politique, il sera tenu compte :
- du respect et de la protection de l'homme et de son environnement;
- de l'accroissement du bien-être général et de celui des générations futures;
- de la gestion rationnelle des ressources tant naturelles que financières.

Les huit résolutions spéciales se rapportent aux aspects principaux de la politique énergétique générale ou sectorielle.

La *consommation rationnelle* de l'énergie doit avoir la priorité absolue du gouvernement.

La part du *pétrole*, dans le bilan énergétique devrait être réduite encore plus.

Comme l'énergie nucléaire, le *gaz naturel*, pour lequel le réseau de distribution est excellent, est la source énergétique la moins aléatoire. A cet égard, la Chambre souhaite une plus grande diversification de l'approvisionnement sur le plan géopolitique et la priorité pour ses usages spécifiques.

L'accroissement de la part du charbon dans le bilan énergétique constitue une donnée importante pour la politique énergétique. La Chambre demande une réévaluation des possibilités d'utilisation du charbon et une reconversion vers celui-ci lorsque cela s'avère possible du point de vue économique et justifiable du point de vue stratégique.

Elle recommande que le plan national d'équipement de production et de grand transport de *l'électricité* soit établi en fonction d'un critère de minimalisation du prix de revient du kWh en tenant compte de différents scénarios. La sécurité d'alimentation des consommateurs d'électricité doit être assurée aussi parfaitement que possible.

En ce qui concerne, enfin, *l'énergie nucléaire*, la constatation est faite qu'il s'agit là de la méthode de production d'électricité fournissant le kWh la moins chère. L'approvisionnement et les possibilités de stockage du combustible nucléaire contribuent à l'indépendance énergétique de la Belgique. C'est une source d'énergie sûre, car jusqu'à présent dans aucune des 300 centrales en activité un sérieux accident vers l'extérieur s'est produit. Le contrôle de la sécurité des installations nucléaires devrait être confié à des organismes agréés par l'Etat, indépendants des exploitants. Le plan de sécurité doit pouvoir être opérationnel dans les délais prévus et le public doit en être informé.

Enfin, la Chambre a plaidé pour un calcul, transparent et exact pour tout un chacun, du prix du kWh nucléaire. Elle estime que la Belgique doit valoriser les investissements dans le domaine du retraitement des déchets radioactifs et qu'à cet égard les actuelles normes de rejet doivent être respectées.

§ 2. — EVOLUTION DE LA CONSOMMATION D'ENERGIE EN 1982

La production *charbonnière* totale a augmenté de quelque 6 %, ou presque 4000 000 tonnes, atteignant ainsi le niveau le plus élevé depuis 1978. La fermeture progressive de l'unique charbonnage wallon s'est poursuivi. Le nombre d'ouvriers mineurs inscrits continue à diminuer, mais leur absentéisme s'est amenuisé. La production par poste et par ouvrier, qui avait connu, ces dernières années, une évolution peu favorable en Campine, est remontée au niveau le plus élevé depuis 1978.

Les importations se sont accrues également de 400 000 t.

Comme les ventes intérieures n'ont monté que de 350 000 t par rapport à 1981, les stocks sur le carreau de mines se sont amplifiés de plus d'un demi million de tonnes.

Pour la production d'électricité, le charbon est intervenu pour 10 % (600 000 t) de plus qu'en 1981 et de presque 2 millions de tonnes de plus que trois années auparavant. Par contre, les livraisons de charbon à coke en destination de la sidérurgie ont poursuivi leur contraction. Les ventes aux autres secteurs industriels ont continué des variations, mais en raison de la forte chute en 1982, elles ont atteint le niveau le plus bas depuis 1976. Le secteur domestique et assimilé a acheté 6 % (70 000 t) en plus. Cette montée est en contraste avec la tendance depuis longtemps déjà orientée vers la baisse et pourrait être la conséquence des mesures pour stimuler la substitution des hydrocarbures par du charbon dans le secteur de l'horticulture sous verre.

La consommation nette *d'électricité* a diminué de 0,4 % pour se situer au niveau le plus bas depuis 1978. La conjoncture défavorable n'a pu manquer de jouer un rôle à cet égard, mais il est probable que les mesures d'économies d'électricité y ont contribué également, sous l'influence des hausses de prix et des incitations à une consommation plus économe. L'orientation baissière de la consommation d'électricité entamée depuis 1979 est, en effet, en vif contraste avec l'accroissement continuel depuis 1952, interrompu seulement en 1975. Le recul doit être imputé au moindre appel au courant à haute tension qui couvre deux tiers de l'ensemble des livraisons. La consommation à basse tension a encore augmenté de 2,6 %; malgré l'utilisation croissante d'électricité pour le chauffage domestique, cette progression est minime au regard du rythme de croissance de l'ordre de 10 % par an atteint il n'y a pas si longtemps.

La production totale d'électricité est tombée à son niveau le plus bas depuis 1978. La conversion de l'électricité thermique conventionnelle vers l'énergie nucléaire se poursuit. La première a reculé de 7 % pour se situer à son niveau de 1975, tandis que l'énergie nucléaire a progressé de presque 19 % pour couvrir 31 % de la production nette totale.

A l'intérieur de la production thermique conventionnelle, celle sur base de combustibles solides a atteint un sommet jamais égalé au détriment des combustibles liquides et des gaz; la consommation de gaz naturel a même décrû de 60 % par rapport à 1981, Ainsi, la part des combustibles liquides est retombé à moins d'un quart de la production totale d'électricité, contre 51 % en 1973. Les gaz ne couvrent même plus 10 %, contre plus de 20 % en 1979. De la sorte, la production d'électricité sur base de combustibles solides et d'énergie nucléaire a couvert plus de 60 % de la production globale, contre 15 % seulement en 1973. Ces glissements frappants s'incrivent dans le cadre de la politique énergétique nationale et internationale, qui vise à comprimer autant que possible la consommation du pétrole et de réserver la consommation du gaz naturel à des fins « nobles » et de ne l'utiliser, dans les centrales, que pour compenser les fluctuations des autres consommations.

La vente de *gaz naturel* a diminué de 17 % et retombe ainsi au niveau le plus bas depuis 1972. Si la vente à la distribution a reculé de quelque 4 % pour ne plus atteindre que le niveau de 1979, les livraisons directes de Distrigaz à l'industrie se sont aménuisées (−27 % par rapport à 1981) jusqu'au niveau enregistré au cours des premières années des importations de cette énergie (±1970). Abstraction faite de la conjoncture, cette régression semble principalement due à la forte hausse de prix depuis 1980 et à la substitution systématique du gaz naturel par des combustibles liquides et d'énergie nucléaire dans les centrales électriques. A la suite de l'évolution moins défavorable de la consommation domestique et assimilée, les ventes à la distribution ont été, pour la première fois, plus importantes que celles à la grande industrie.

Par la fermeture ou quasi fermeture de deux raffineries, *le pétrole* brut mis en œuvre a diminué de presque un cinquième. De ce fait, le solde d'exportation de produits raffinés a été ramené de 8 à 3 millions de tonnes, faisant tomber la balance commerciale correspondante de l'U.E.B.L. de 58 à 29 milliards de francs.

Les livraisons au marché intérieur ont encore reculé de 5 à 6 %, ici également à la suite du fléchissement de la demande de combustibles de chauffage (gas-oil, fuel léger et fuel-oils lourds). Les carburants continuent à conserver le mieux leur débouché, bien que depuis quelques années ils ne marquent plus d'avance; la substitution de l'essence par le diesel-oil se poursuit.

La consommation apparente d'énergie primaire a régressé de 4 à 5 %, dépassant à peine le niveau de 1970-1971, alors qu'au cours de la période 1957-1973 (première crise pétrolière) le rythme de croissance moyen de la tendance se situait à 5 % par an. La crise pétrolière semble donc effectivement avoir provoqué une rupture durable de la tendance.

Le recul de la consommation en 1982 se rapporte uniquement aux hydrocarbures : 5 à 6 % en moins pour le pétrole et 17 % en moins pour le gaz naturel. La désaffectation à l'égard des combustibles liquides est la conséquence des hausses des prix et d'un choix systématique politique; le recul de la consommation du gaz naturel est plus récent et est notamment, influencé par le relèvement des prix-frontière. La part des combustibles solides et de l'energie nucléaire dans la consommation globale s'est, dès lors, largement amplifiée pour atteindre 25,6 % et 9,0 % respectivement, alors qu'en 1972, le pétrole couvrait encore 59,4 % des besoins intérieurs, contre 46,6 % seulement à l'heure actuelle. Cette évolution s'inscrit dans le cadre des objectifs des organismes internationaux; à cet égard, il y a lieu de mentionner qu'en Belgique, la part du pétrole est beaucoup moindre et celle de l'énergie nucléaire beaucoup plus grande que dans la plupart des autres pays industrialisés. Dans le domaine du freinage de la consommation énergétique également, les résultats belges sont plus favorables que dans la plupart des pays comparables.

Lorsque l'énergie nucléaire est considérée comme une production énergétique intérieure, la dépendance à l'égard de l'énergie importée est passée de plus de 90 % en 1973 à 80 % en 1982. En effet, la production intérieure en 1982 a atteint environ 8,7 millions de tonnes équivalent pétrole, consistant en 4,7 millions de tonnes de combustibles solides, en ce compris les produits de récupération, et de 3,8 millions de t.e.p. d'énergie nucléaire.

Ici également, la réduction de la consommation intérieure et de la quantité nette d'énergie importée n'a pas su réduire le solde négatif de la balance commerciale de l'U.E.B.L. Bien au contraire, il s'est élargi de 18 % passant de 270 milliards de francs à 340 milliards. Cette amplification est due surtout aux variations des cours de change et aux ajustements contractuels pour le gaz naturel, dont la hausse des prix est des plus frappantes.

Surtout le gaz naturel néerlandais a renchéri à la suite de deux réévaluations du florin par rapport au franc belge. Une répercussion s'est fait sentir également de l'amenée du gaz algérien plus cher, introduit depuis 1982 et importé via la France.

La valeur globale à l'importation du pétrole brut a augmenté de 8 %, bien que la quantité ait régressé de 14 %. Le prix moyen a donc haussé de presque 20 %, soit

plus que l'effet du cours de change à la suite de la dépréciation du franc par rapport au dollar. De plus, en 1982, il s'est agi en théorie de « government sale prices » stables, mais qui, vers la fin de l'année, doivent avoir été plus bas, dans la pratique, pour quelques pays exportateurs de pétrole.

Les prix du charbon importé a également augmenté de 25 % à la suite de la moindre valeur du franc belge à l'égard du dollar, mais aussi par la hausse du prix fob du charbon exporté.

*

* *

Main-d'œuvre dans les mines de houille

ANNÉE	Nombre d'ouvriers inscrits (en milliers) (a)			Ouvriers présents par jour ouvré (moyenne mensuelle, en milliers)					
				Sud		Campine		Le Royaume	
	Sud	Campine	Le Royaume	Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface
1972	13,6	19,1	32,8	7,2	10,5	11,5	15,7	18,7	26,2
1973	10,9	17,5	28,5	6,1	8,8	10,2	14,2	16,3	23,0
1974	9,0	18,8	27,9	4,6	6,8	9,9	13,7	14,6	20,5
1975	7,7	19,0	26,7	3,6	5,3	11,0	14,6	14,6	19,9
1976	5,8	18,9	24,7	2,7	4,1	10,7	14,2	13,4	18,3
1977	4,1	18,6	22,7	2,0	3,1	10,9	14,3	12,4	17,4
1978	3,4	18,7	22,1	1,5	2,3	10,6	13,8	12,1	16,1
1979	2,7	18,6	21,3	1,2	1,8	10,6	13,7	11,7	15,5
1980	1,8	18,6	20,4	0,8	1,2	10,9	14,0	11,7	15,2
1981	1,5	18,7	20,2	0,6	1,0	11,0	14,0	11,6	15,0
1982 (b)	1,3	18,3	19,6	0,5	0,8	11,2	14,3	11,7	15,1

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

(a) Fin de la période.
(b) Données provisoires.

Rendement dans les mines de houille

ANNÉE	Production par poste et par ouvrier (moyenne mensuelle en kilogrammes) (a)					
	Sud		Campine		Le Royaume	
	Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface
1972	1 767	1 187	2 643	1 917	2 298	1 616
1973	1 715	1 162	2 522	1 806	2 219	1 555
1974	1 736	1 168	2 505	1 809	2 254	1 590
1975	1 696	1 122	2 254	1 677	2 114	1 525
1976	1 641	1 069	2 335	1 747	2 191	1 590
1977	1 582	1 008	2 465	1 859	2 319	1 698
1978	1 680	1 069	2 397	1 818	2 304	1 704
1979	1 785	1 095	2 321	1 764	2 265	1 678
1980	1 804	1 165	2 338	1 794	2 297	1 738
1981	2 009	1 277	2 207	1 710	2 196	1 681
1982 (b) ..	2 073	1 272	2 355	1 832	2 342	1 800

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

(a) Y compris le personnel de cadre et de surveillance.
(b) Données provisoires.

Balance charbonnière

(en milliers de tonnes)

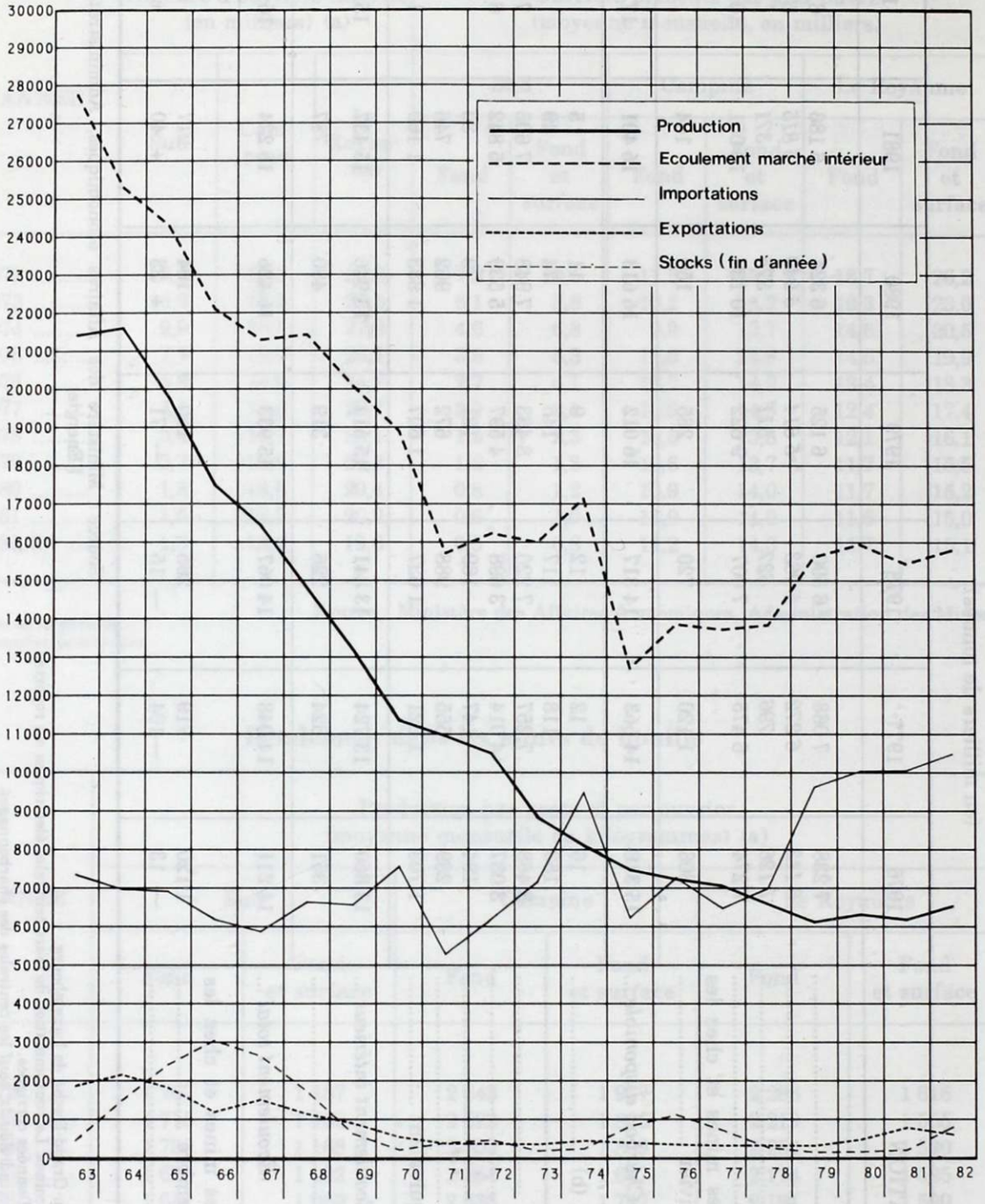
DÉSIGNATION	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982 (f)
Production nette	7 238	7 068	6 590	6 125	6 324	6 186	6 539
Campine	*6 112*	*6 272*	*5 963*	*5 614*	*5 949*	*5 815*	*6 277*
Sud	*1 126*	*796*	*627*	*511*	*375*	*371*	*262*
Importations (a)	7 274	6 475	7 007	9 622	10 139	10 051	10 484
Stocks sur le carreau des mines et chez les importateurs au 1er janvier	806	1 120	720	265	150	164	217
Charbon disponible	**15 318**	**14 663**	**14 317**	**16 012**	**16 613**	**16 401**	**17 240**
Consommation des mines (b)	16	12	12	9	11	5	6
Fabriques d'agglomérés	153	118	117	145	74	49	47
Cokeries et usines à gaz	8 468	7 257	7 220	8 463	7 948	7 605	7 555
Centrales électriques (c)	3 037	4 014	3 698	4 597	5 539	5 842	6 429
Sidérurgie (d)	194	147	169	121	79	30	30
Autres industries	289	555	988	672	962	746	495
Usages domestiques et équivalent	1 703	1 621	1 637	1 607	1 333	1 160	1 231
Ecoulement intérieur	**13 860**	**13 724**	**13 841**	**15 614**	**15 946**	**15 437**	**15 793**
Exportations (e)	351	324	226	319	480	787	606
Ecoulement total	**14 211**	**14 048**	**14 067**	**15 933**	**16 426**	**16 224**	**16 399**
Stocks sur le carreau des mines et chez les importateurs au 31 décembre	1 120	719	265	150	164	217	801
Erreurs et omissions	— 13	—104	— 15	— 71	+ 23	+ 40	+ 40

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Non compris les importations du Grand-Duché de Luxembourg.
(b) Uniquement consommation des mines. La consommation de leurs centrales électriques est reportée sous « Centrales électriques ». Données corrigées.
(c) Non compris les autoproducteurs individuels, sauf les centrales des charbonnages.
(d) Pour d'autres usages que la cokéfaction.
(e) Y compris les exportations vers le Grand-Duché de Luxembourg.
(f) Données provisoires.

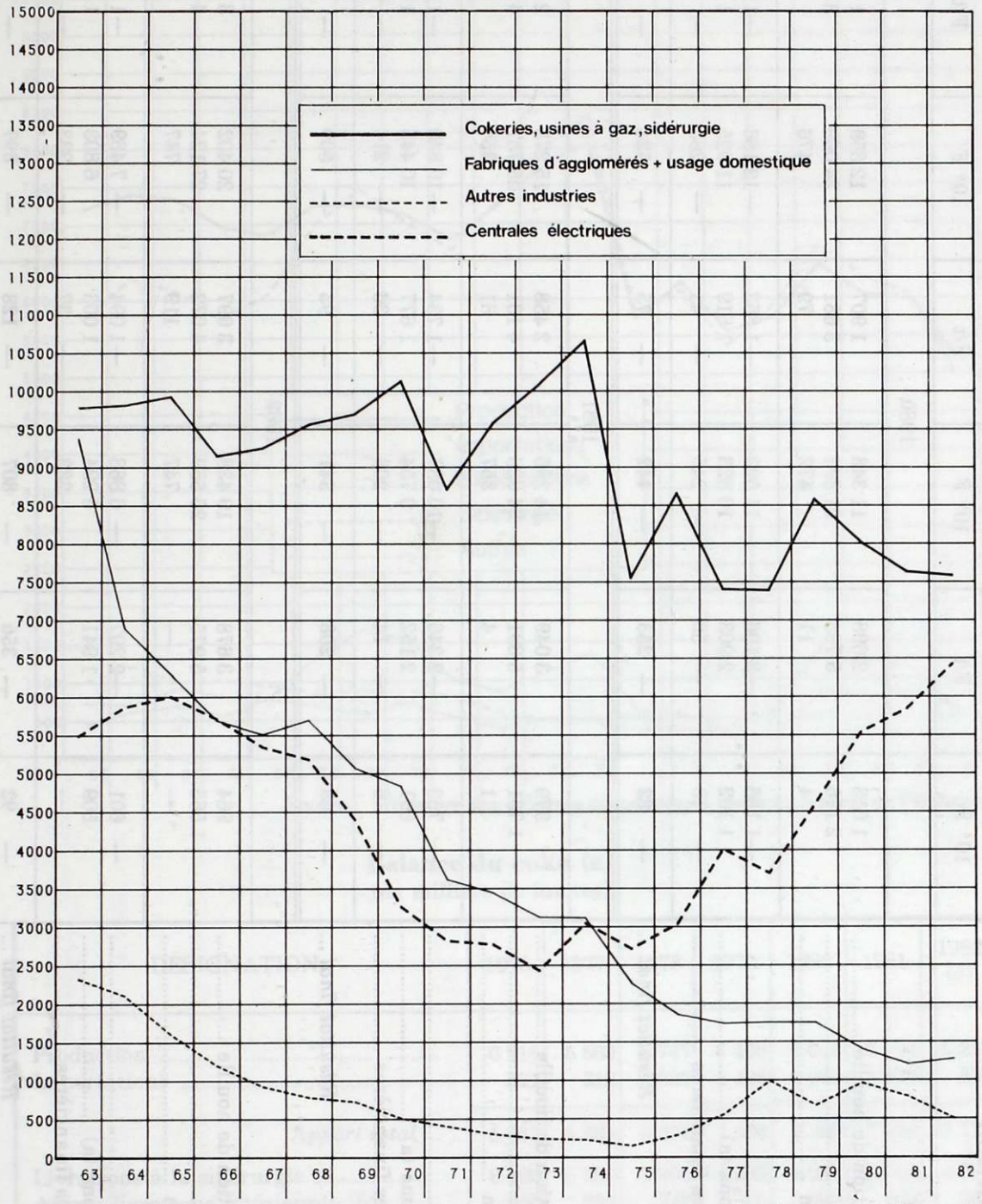
Balance charbonnière

(en milliers de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Livraisons de charbons aux grands secteurs de consommation intérieure
(en milliers de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

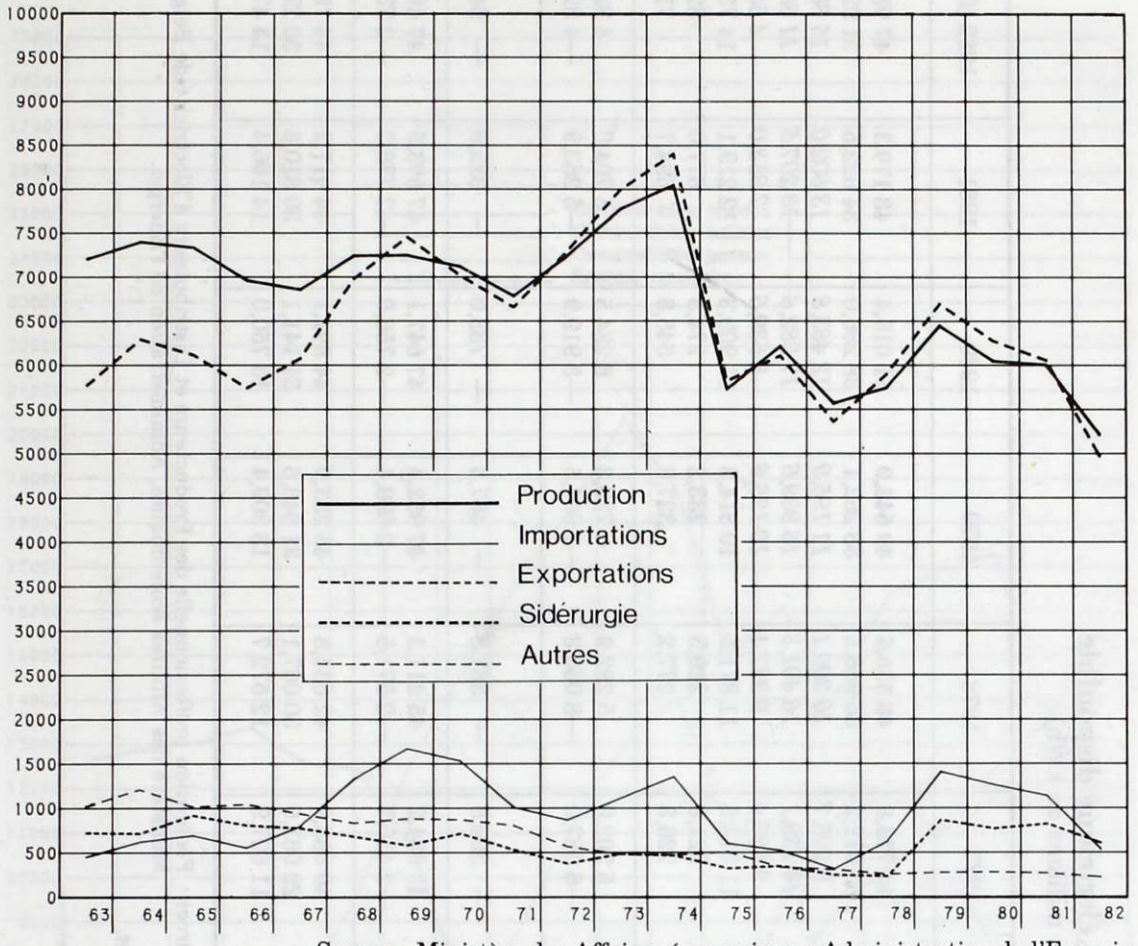
Résultats comptables de l'exploitation des mines de houille de 1980 à 1982

DÉSIGNATION	Sud		Campine		Le Royaume	
	10^6 F	F/t	10^6 F	F/t	10^6 F	F/t
	1980					
Valeur nette de la production de houille	1 013	2 698	11 346	1 907	12 359	1 954
Dépenses d'exploitation	2 175	5 793	21 894	3 681	24 069	3 806
Dépenses d'immobilisation	4	11	472	79	476	75
Résultat d'exploitation	—1 166	—3 106	—11 020	—1 853	—12 186	—1 927
Subventions et rectifications (a)	1 102	2 903	10 823	1 819	11 925	1 886
Amortissements et charges financières	— 18	— 50	— 245	— 41	— 263	— 42
Résultat final ...	**— 82**	**— 253**	**— 442**	**— 75**	**— 524**	**— 83**
	1981					
Valeur nette de la production de houille	979	3 049	14 296	2 458	15 275	2 489
Dépenses d'exploitations	1 731	5 391	24 026	4 131	25 757	4 197
Dépenses d'immobilisation	1	4	357	61	358	65
Résultat d'exploitation	— 753	—2 346	—10 087	—1 734	—10 840	—1 773
Subventions et rectifications (a)	691	2 152	9 754	1 677	10 445	1 702
Amortissements et charges financières	— 6	— 14	— 208	— 36	— 214	— 34
Résultat final ...	**— 68**	**— 208**	**— 541**	**— 93**	**— 609**	**— 105**
	1982					
Valeur nette de la production de houille	964	3 678	19 438	3 097	20 402	3 120
Dépenses d'exploitation	1 565	5 975	25 559	4 072	27 124	4 148
Dépenses d'immobilisation	—	—	747	119	747	114
Résultat d'exploitation	— 601	—2 297	— 6 868	—1 094	— 7 469	—1 142
Subventions et rectifications (a)	509	1 941	6 294	1 003	6 803	1 040
Amortissements et charges financières	—	—	— 233	— 37	— 233	— 37
Résultat final ...	**— 92**	**— 356**	**— 807**	**— 128**	**— 899**	**— 139**

(a) Le solde éventuel de l'ancien Fonds de Solidarité, les différences d'estimation des matières consommées et les autres subventions provenant de l'Etat et de la C.E.C.A.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

Coke de four
(en milliers de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Balance du coke (a)
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982 (c)
Production	6 216	5 569	5 747	6 450	6 048	6 004	5 217
Importations	521	312	625	1 408	1 261	1 136	536
Apport total ...	**6 737**	**5 881**	**6 372**	**7 858**	**7 309**	**7 140**	**5 753**
Livraisons à la sidérurgie	6 108	5 360	5 900	6 695	6 277	6 058	4 975
Autres livraisons intérieures (b)	306	254	273	278	265	222	262
Livraisons intérieures totales ...	**6 414**	**5 614**	**6 173**	**6 973**	**6 542**	**6 280**	**5 237**
Exportations	344	245	230	864	768	822	472
Ecoulement total ...	**6 758**	**5 859**	**6 403**	**7 837**	**7 310**	**7 102**	**5 709**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Coke de four, semi-coke de houille.
(b) Y compris l'autoconsommation.
(c) Données provisoires.

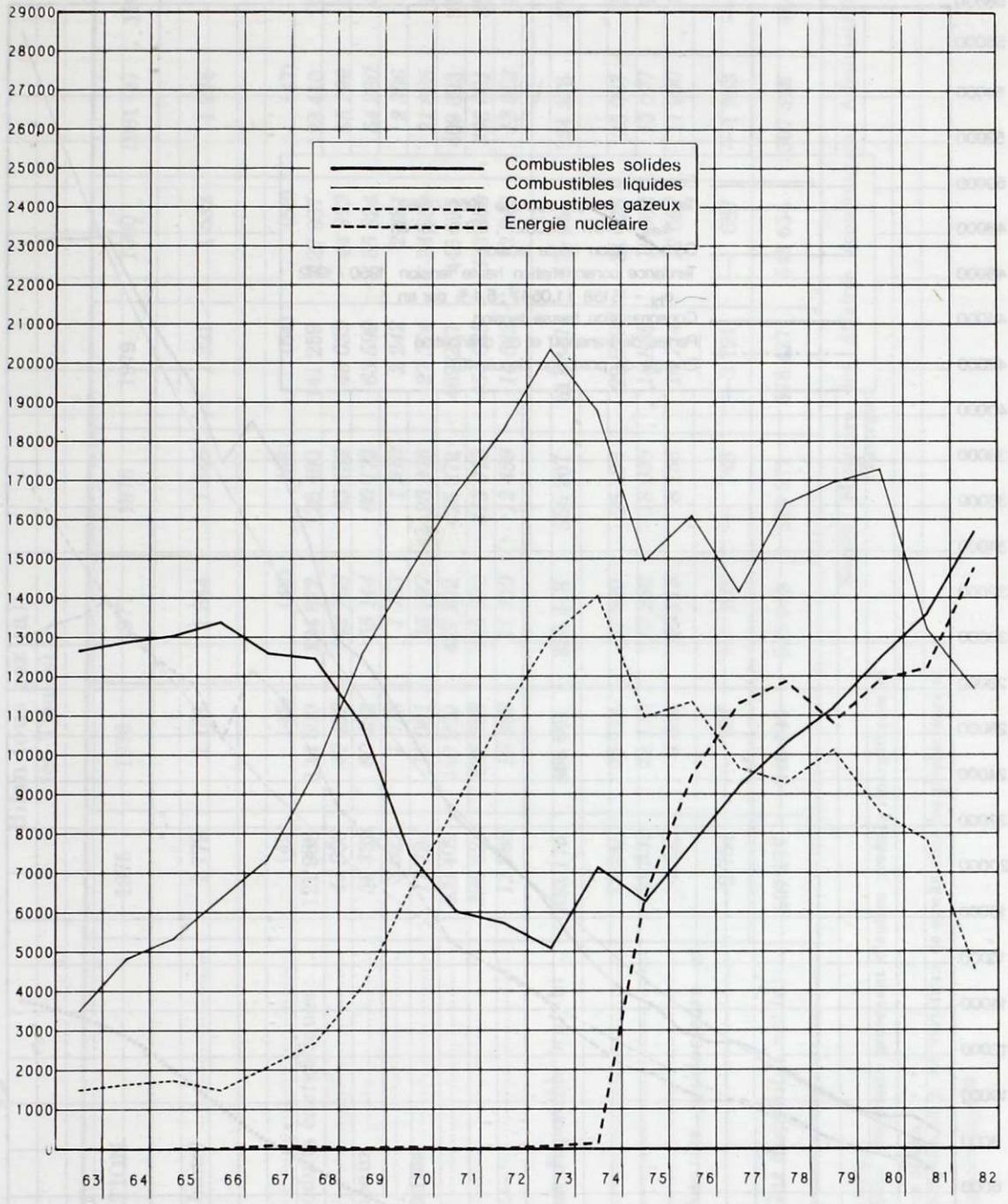
Energie électrique disponible
(en millions de kWh)

DÉSIGNATION	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982 (f)
Production nette	**45 000,6**	**44 773,8**	**48 356,5**	**49 648,0**	**51 015,4**	**48 179,3**	**47 936,1**
Production thermique conventionnelle	35 184,8	33 012,2	35 988,5	38 262,1	38 286,0	34 622,5	31 925,3
a partir de : combustibles solides (a)	*7 732,6*	*9 206,7*	*10 300,1*	*11 195,9*	*12 463,8*	*13 602,0*	*15 686,2*
combustibles liquides (b)	*16 096,7*	*14 139,1*	*16 401,3*	*16 939,6*	*17 282,6*	*13 207,5*	*11 682,0*
combustibles gazeux (c)	*11 355,5*	*9 666,4*	*9 287,1*	*10 126,6*	*8 539,6*	*7 813,0*	*4 557,1*
Energie nucléaire (d)	9 485,1	11 313,5	11 871,5	10 814,8	11 909,3	12 219,1	14 751,6
Hydraulique	107,7	221,8	219,3	233,2	274,3	377,0	325,1
Centrales de pompages	223,0	226,3	277,2	337,8	545,8	694,7	711,1
Importations (e)	3 240,2	5 202,9	5 282,9	6 736,3	6 284,5	5 704,0	4 826,0
Exportations	—6 602,5	—6 587,0	—8 060,3	—7 964,5	—8 919,9	—5 263,9	—4 327,4
Consommation d'énergie par les pompes de centrales de pompages	— 317,4	— 305,5	— 367,8	— 467,4	— 733,0	— 925,9	— 942,1
Energie appelée en Belgique	**41 320,9**	**43 084,2**	**45 211,3**	**47 952,4**	**47 647,1**	**47 693,5**	**47 492,6**
Pertes sur les réseaux	—2 284,5	—2 410,7	—2 571,5	—2 699,4	—2 756,0	—2 776,3	—2 737,8
Consommation nette	**39 036,4**	**40 668,9**	**42 634,8**	**45 253,9**	**44 891,1**	**44 917,2**	**44 754,8**
dont : Haute tension	28 339,9	29 061,0	30 067,1	31 943,6	31 141,1	30 810,8	30 278,7
Basse tension	10 696,5	11 607,9	12 572,7	13 309,4	13 750,0	14 106,4	14 476,1

Sources : Fédération professionnelle des Producteurs et Distributeurs d'Electricité de Belgique.
Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Y compris l'électricité produite à partir de vapeur achetée et de chaleur récupérée.
(b) Y compris la production à partir de gaz de raffinerie.
(c) Non compris la production à partir de gaz de raffinerie.
(d) Non compris la production de la centrale nucléaire franco-belge de Chooz (France).
(e) Y compris la quote-part belge dans la production nette de la centrale de Chooz.
(f) Données provisoires.

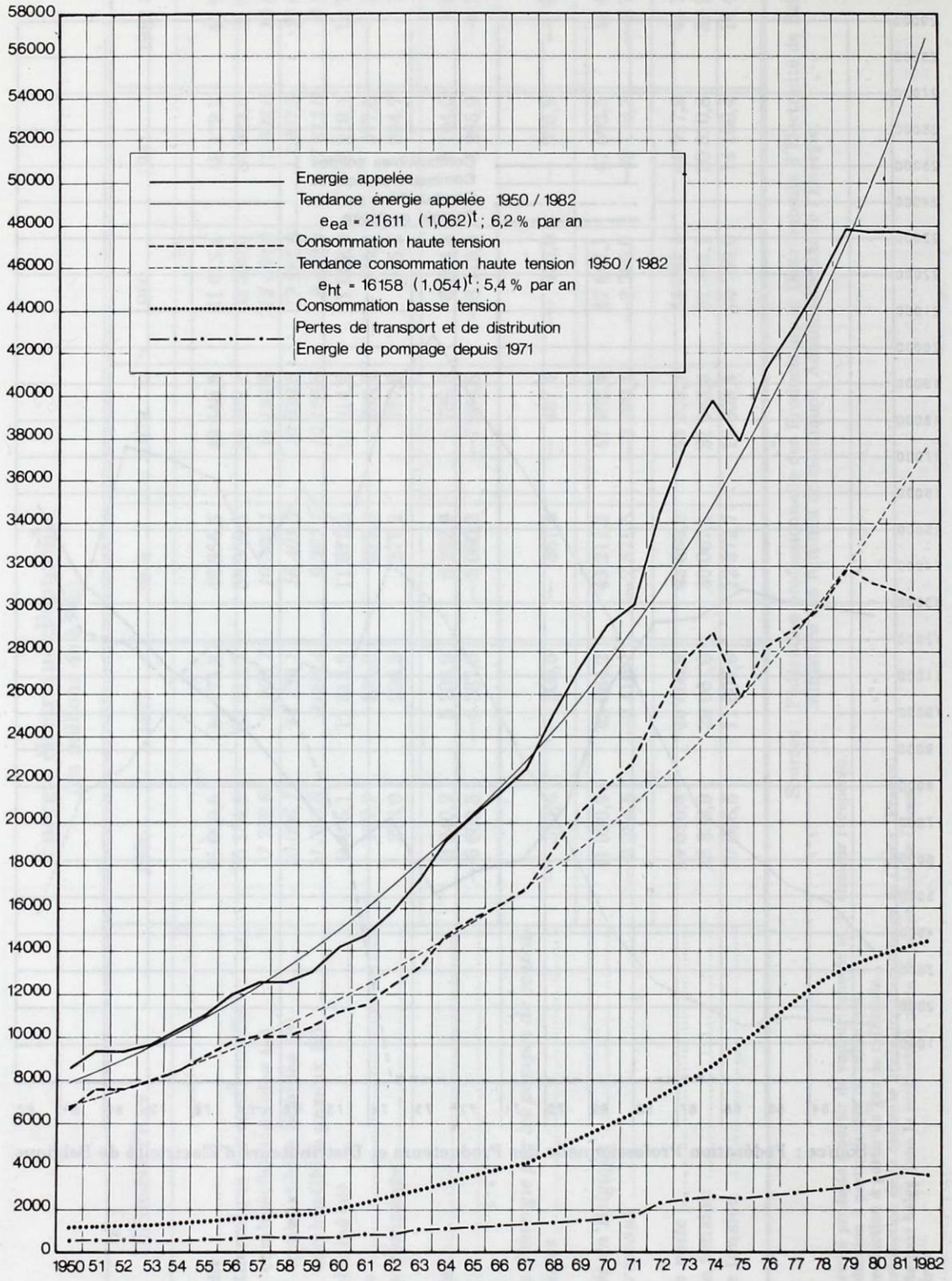
Production nette d'électricité par source d'énergie
(en millions de kWh)



Source : Fédération Professionnelle des Producteurs et Distributeurs d'Electricité de Belgique.

Consommation d'électricité

(en millions de kWh)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Bilan tous gaz (a)

(en Tjoules)

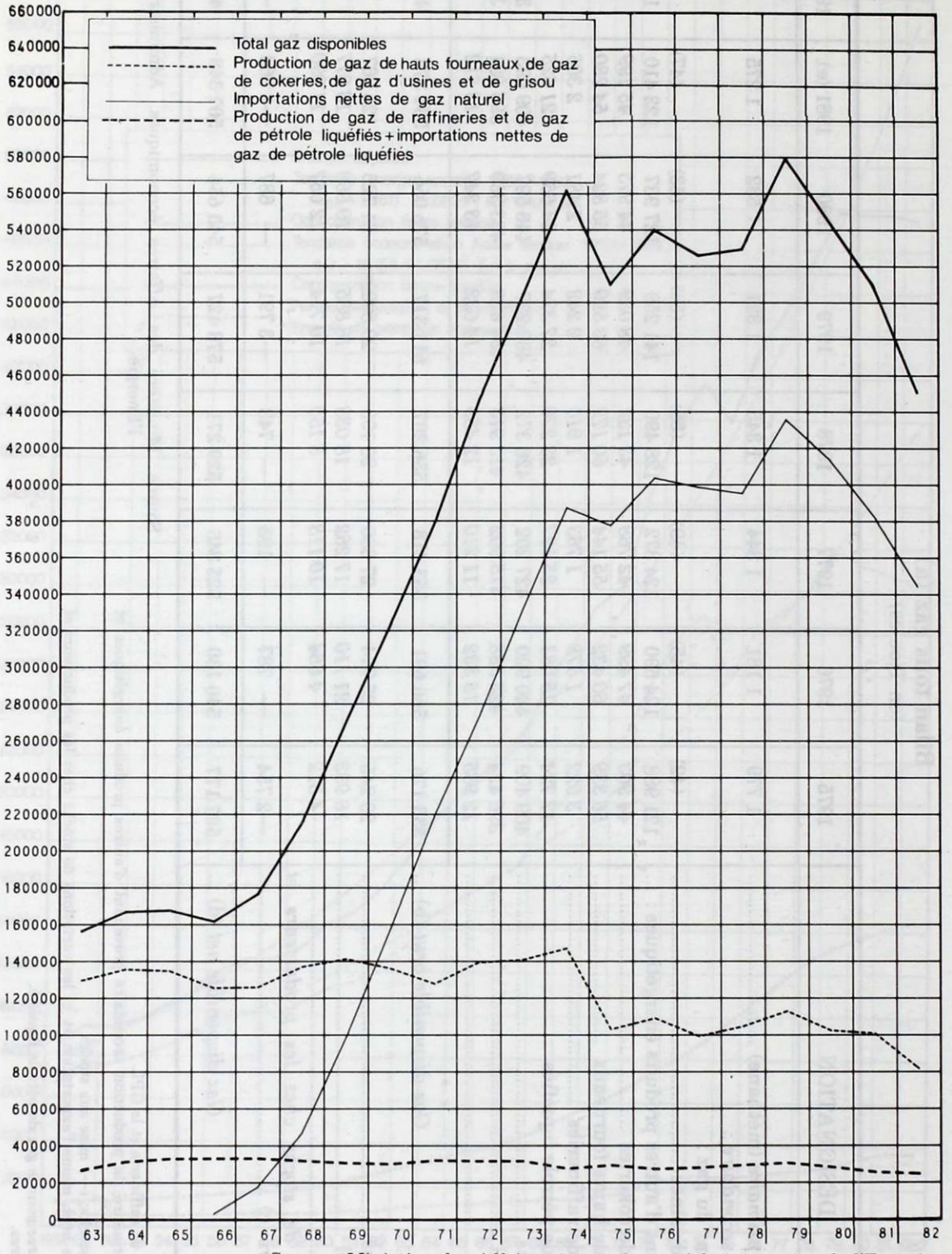
DÉSIGNATION	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981 (e)	1982 (f)
1. *Production primaire* (méthane)	1 779	1 181	1 344	1 345	1 321	1 532	1 275	1 215
2. *Production secondaire :*								
a) Provenant du gaz :								
— Gaz d'usines	(42)	(45)	(49)	(56)	(54)	(53)	(47)	(43)
b) Provenant d'autres produits énergétiques :	121 988	124 590	124 872	128 490	141 259	127 937	123 410	100 582
— Gaz de cokeries	*44 903*	*47 499*	*42 768*	*43 132*	*48 039*	*44 973*	*45 199*	*39 203*
— Gaz de hauts fourneaux	*56 339*	*60 432*	*55 144*	*60 172*	*63 599*	*55 824*	*54 280*	*41 344*
— Gaz de raffineries	*3 022*	*1 578*	*1 763*	*1 910*	*2 242*	*2 481*	*2 306*	*1 165*
— Gaz de pétrole liquéfiés	*17 724*	*15 081*	*25 197*	*23 276*	*27 374*	*24 659*	*21 625*	*18 870*
3. *Importations*	409 409	440 920	427 202	426 372	469 237	446 597	409 693	374 414
Gaz naturel	*396 424*	*425 588*	*415 992*	*413 913*	*454 625*	*433 350*	*396 081*	*355 190*
G.P.L.	*12 985*	*15 332*	*11 210*	*12 459*	*14 632*	*13 247*	*13 612*	*19 224*
Gaz disponible brut (b)	**533 176**	**566 691**	**553 418**	**556 207**	**611 317**	**576 066**	**534 378**	**476 211**
4. *Exportations*	23 245	25 774	27 380	26 193	29 599	31 725	25 067	25 459
Gaz naturel	*18 933*	*21 110*	*17 262*	*18 038*	*18 885*	*19 668*	*13 077*	*10 911*
G.P.L.	*4 312*	*4 664*	*10 118*	*8 155*	*10 714*	*12 057*	*11 990*	*14 548*
5. *Variations de stocks chez les producteurs et importateurs* (c)	—2 754	— 787	— 193	— 743	—3 791	— 687	—1 963	—8 940
Gaz disponible net (d)	**507 177**	**540 130**	**525 845**	**529 271**	**578 427**	**543 654**	**507 348**	**441 812**

(a) Y compris le gaz de raffinerie et le GPL.
(b) La production primaire, la production secondaire provenant d'autres produits énergétiques et l'importation.
(c) (+) Reprise aux stocks; (—) mise aux stocks.
(d) Le gaz disponible brut, moins l'exportation et ± les variations de stocks chez les producteurs et importateurs.
(e) Données provisoires pour le gaz de pétrole liquéfié.
(f) Données provisoires.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Gaz disponibles

(Tjoules)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Transport et distribution du gaz par canalisation
(en Térajoules)

DÉSIGNATION	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982 (a)
A. *Emissions de gaz :*										
1. Gaz de ville :										
— Production totale des usines à gaz et centrales gazières	41	40	42	45	50	56	54	53	47	43
— Gaz de cokeries	96	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Gaz naturel	341 595	408 752	396 424	424 801	415 799	413 170	450 787	432 663	394 117	325 690
3. Gaz riches (grisou et gaz de raffineries)	115	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total ...	**341 847**	**408 792**	**396 466**	**424 846**	**415 849**	**413 226**	**450 841**	**432 716**	**394 164**	**325 733**
B. *Ventes de gaz :*										
1. Ventes des entreprises de distribution :										
— Usages domestiques	50 814	56 222	66 588	76 787	85 861	101 280	114 493	116 770	116 036	110 958
— Usages non-domestiques	16 727	19 858	25 341	30 131	35 583	42 894	48 718	52 393	55 785	52 543
Total ...	**67 541**	**76 080**	**91 929**	**106 918**	**121 444**	**144 174**	**163 211**	**169 163**	**169 821**	**163 551**
2. Ventes directes de Distrigaz à l'industrie	256 506	303 398	275 015	287 613	271 117	245 752	265 742	241 331	208 921	150 669
Total ...	**324 047**	**379 478**	**366 944**	**394 531**	**392 561**	**389 926**	**428 953**	**410 494**	**378 742**	**314 220**
3. Exportations	9 054	11 255	13 375	15 478	16 164	18 038	18 885	19 668	13 077	10 911

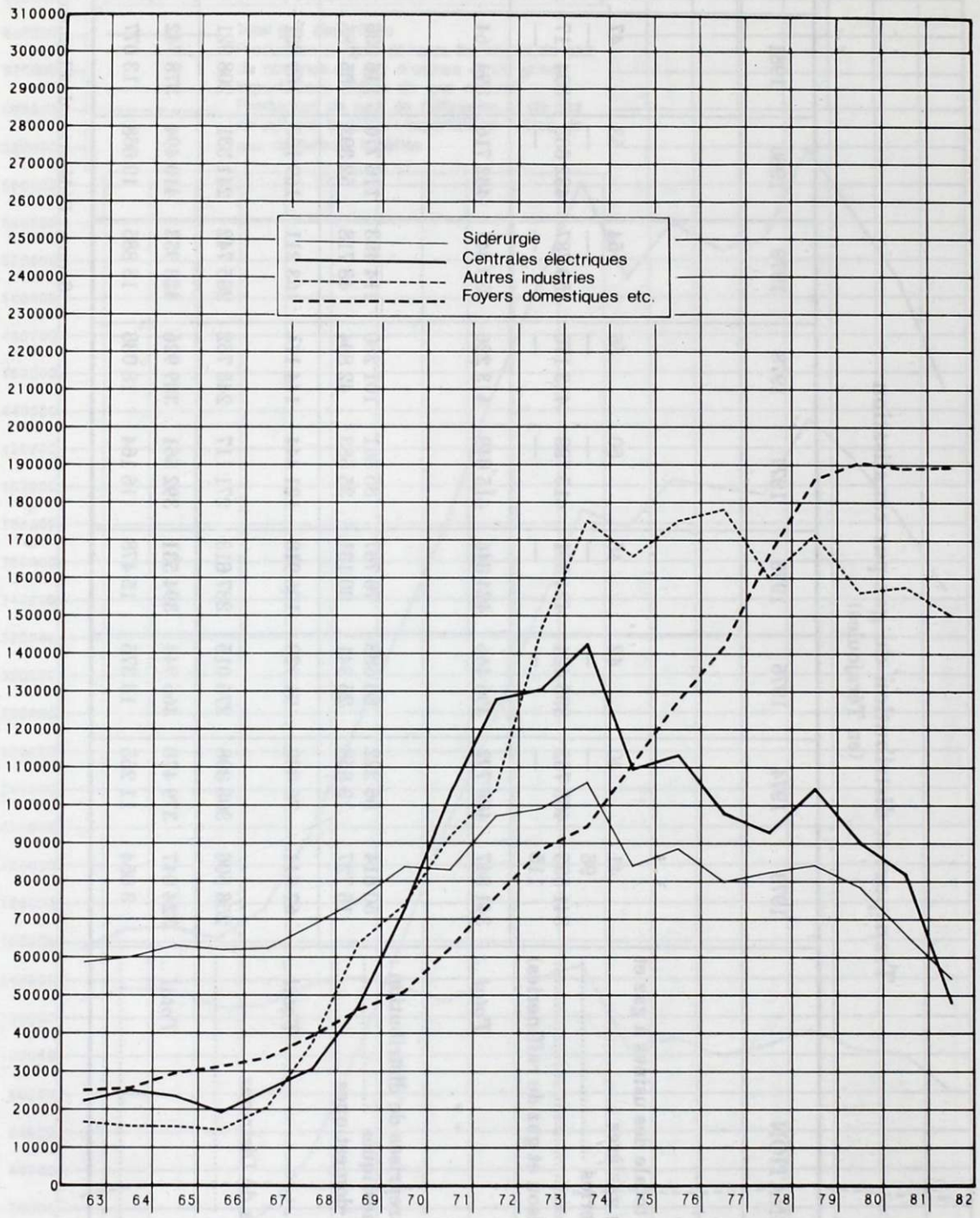
(a) Données provisoires.

Source : Fédération de l'Industrie du Gaz.

Consommation nette de gaz

Tous gaz, y compris GPL et gaz de raffinerie

(Tjoules)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Production et consommation de produits pétroliers

(en milliers de tonnes)

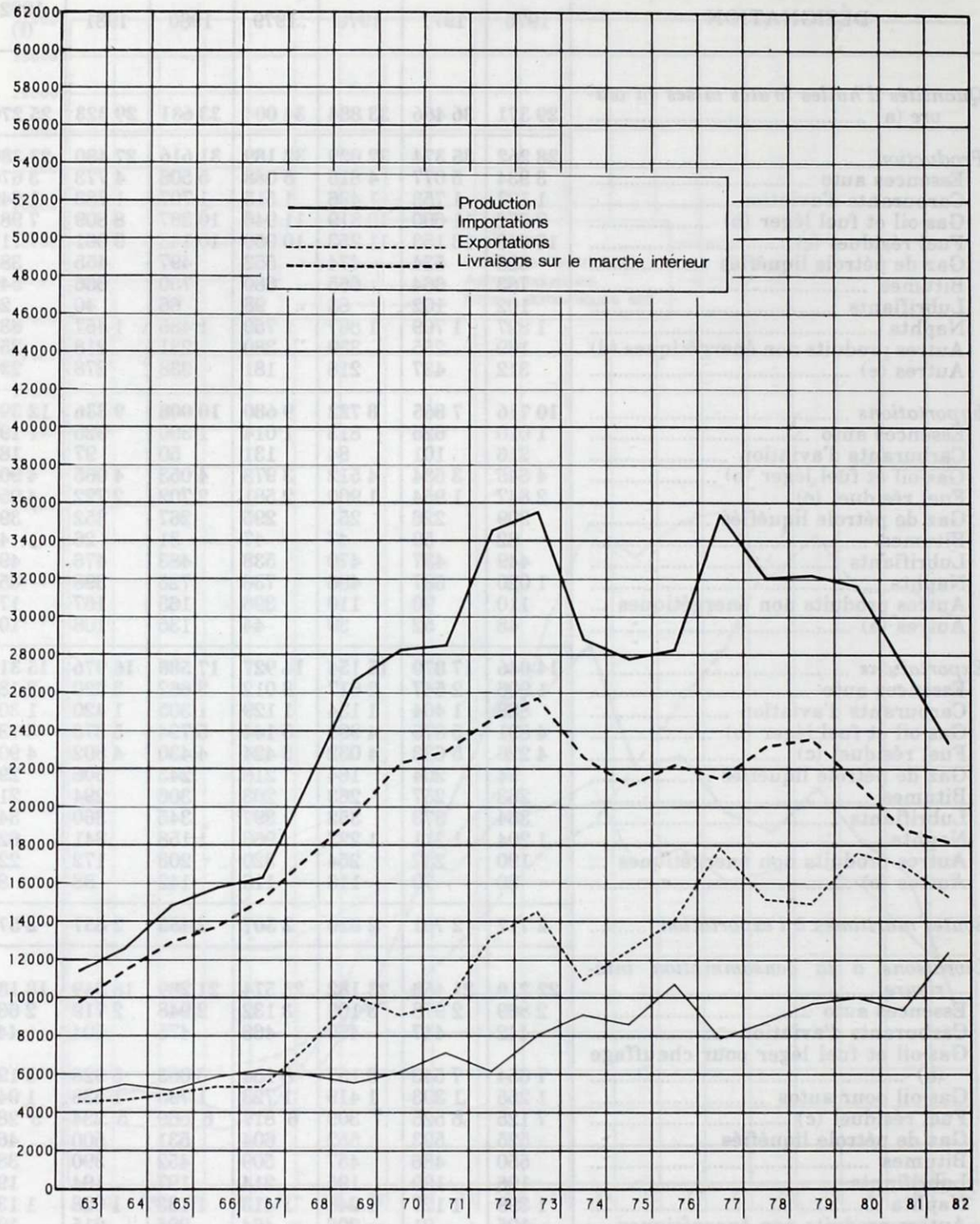
DÉSIGNATION	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982 (f)
Quantités d'huiles brutes mises en œuvre (a)	**29 371**	**36 466**	**33 884**	**34 004**	**33 631**	**29 323**	**25 279**
Production	**28 262**	**35 374**	**32 029**	**32 189**	**31 616**	**27 480**	**23 380**
Essences auto	3 934	5 077	4 815	5 088	5 506	4 773	3 676
Carburants d'aviation	1 107	1 753	1 496	1 515	1 707	1 783	1 649
Gas-oil et fuel léger (b)	9 072	11 690	10 819	11 946	10 387	8 809	7 983
Fuel résiduel (c)	10 648	13 153	11 253	10 950	10 148	9 001	7 717
Gaz de pétrole liquéfiés	328	534	474	552	497	455	385
Bitumes	763	664	665	680	750	666	549
Lubrifiants	102	102	83	98	66	40	26
Naphta	1 827	1 709	1 867	1 759	1 486	1 457	885
Autres produits non énergétiques (d)	169	255	339	380	231	218	253
Autres (e)	312	437	218	181	338	278	257
Importations	**10 716**	**7 865**	**8 722**	**9 680**	**10 008**	**9 336**	**12 391**
Essences auto	1 010	625	813	1 014	1 390	925	1 197
Carburants d'aviation	216	101	84	131	50	97	180
Gas-oil et fuel léger (b)	4 645	3 684	4 512	3 978	4 053	4 065	4 902
Fuel résiduel (c)	2 847	1 954	1 900	2 581	2 702	2 722	4 050
Gaz de pétrole liquéfiés	309	226	251	295	267	352	391
Bitumes	62	59	47	47	31	26	42
Lubrifiants	449	437	470	538	483	476	498
Naphta	1 020	587	496	736	725	398	856
Autres produits non énergétiques	110	90	110	396	163	167	171
Autres (e)	48	52	39	44	135	108	104
Exportations	**14 046**	**17 870**	**15 154**	**14 927**	**17 588**	**16 976**	**15 317**
Essences auto	1 906	2 547	2 617	3 012	3 662	3 320	2 180
Carburants d'aviation	838	1 404	1 134	1 129	1 305	1 420	1 307
Gas-oil et fuel léger (b)	4 891	5 875	4 999	5 144	5 794	5 373	5 131
Fuel résiduel (c)	4 226	5 633	4 032	3 424	4 430	4 802	4 906
Gaz de pétrole liquéfiés	94	204	164	216	243	306	297
Bitumes	263	257	263	203	306	294	212
Lubrifiants	354	373	352	397	345	360	349
Naphta	1 204	1 211	1 223	966	1 158	841	626
Autres produits non énergétiques	190	237	254	320	203	172	220
Autres (e)	80	79	116	116	142	88	89
Soutes maritimes à l'exportation	**2 717**	**2 761**	**2 820**	**2 507**	**2 455**	**2 857**	**2 573**
Livraisons à la consommation intérieure	**22 210**	**21 468**	**23 182**	**23 574**	**21 289**	**18 849**	**18 181**
Essences auto	2 869	2 978	3 108	3 132	2 948	2 719	2 669
Carburants d'aviation	442	447	460	466	475	504	449
Gas-oil et fuel léger pour chauffage (b)	7 654	7 543	8 137	8 154	6 653	5 928	5 195
Gas-oil pour autos	1 255	1 393	1 419	1 723	1 795	1 838	1 944
Fuel résiduel (c)	7 125	6 525	7 309	6 817	6 569	5 234	5 286
Gaz de pétrole liquéfiés	525	523	552	604	531	500	469
Bitumes	550	486	457	509	452	390	386
Lubrifiants	196	199	195	214	197	194	196
Naphta	1 399	1 127	1 248	1 413	1 133	1 028	1 136
Autres produits non énergétiques	105	91	208	464	205	215	197
Autres (e)	90	156	89	78	331	299	254

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Y compris la mise en œuvre de produits intermédiaires.
(b) Y compris pétrole lampant et pétrole tracteur.
(c) Y compris le brai de pétrole résiduel.
(d) Principalement white spirit et essences spéciales.
(e) Y compris le gaz incondensable.
(f) Données provisoires au 15 avril 1983.

Production, importations, exportations et livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur

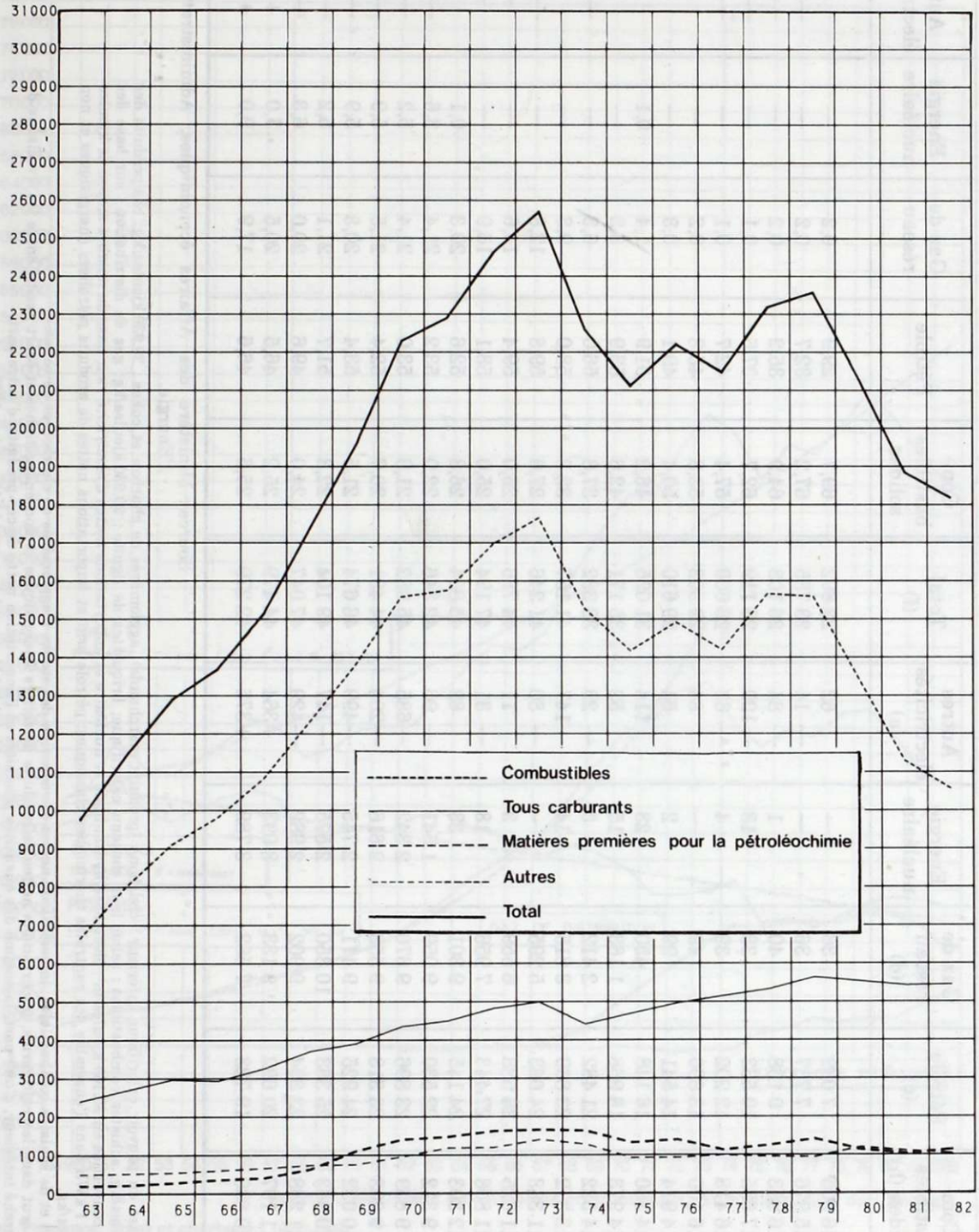
(en milliers de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur (a)

(en milliers de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Non compris l'autoconsommation des raffineries et les soutes maritimes.

Consommation apparente brute d'énergie primaire

ANNÉE	En milliers de tonnes équivalent pétrole (41 860 kjoules/kg) (a)						En pour-cent du total				
	Combustibles solides (b)	Pétrole (c)	Gaz de réseau (d)	Energie nucléaire	Autres électricités (e)	Total (f)	Combustibles solides	Pétrole	Gaz de réseau	Energie nucléaire	Autres électricités
1960	16 505	7 089	36	—	62	23 692	69,7	29,9	0,2	—	0,2
1961	15 976	7 787	36	—	— 14	23 785	67,2	32,7	0,2	—	—0,1
1962	16 953	9 198	40	1	— 84	26 108	64,9	35,2	0,2	—	—0,3
1963	17 635	10 533	38	13	—100	28 119	62,7	37,5	0,1	—	—0,3
1964	16 418	12 202	39	4	— 63	28 600	57,4	42,7	0,1	—	—0,2
1965	16 100	13 690	49	—	64	29 903	53,8	45,8	0,2	—	0,2
1966	14 914	14 541	99	2	54	29 610	50,4	49,1	0,3	—	0,2
1967	14 360	16 148	450	23	114	31 095	46,2	51,9	1,4	0,1	0,4
1968	14 973	18 968	1 163	15	52	35 171	42,6	53,9	3,3	—	0,2
1969	14 522	21 482	2 412	5	— 29	38 392	37,8	56,0	6,3	—	—0,1
1970	13 312	23 869	3 815	14	147	41 157	32,3	58,0	9,3	—	0,4
1971	11 368	24 663	5 295	—	— 80	41 246	27,6	59,8	12,8	—	—0,2
1972	11 625	26 588	6 559	3	11	44 786	26,0	59,4	14,6	—	—
1973	11 808	27 443	7 956	18	— 31	47 194	25,0	58,1	16,9	—	—
1974	12 303	24 145	9 301	33	82	45 864	26,8	52,6	20,3	0,1	0,2
1975	9 312	22 530	9 059	1 541	— 96	42 346	22,0	53,2	21,4	3,6	—0,2
1976	9 859	23 896	9 670	2 342	—685	45 082	21,9	53,0	21,4	5,2	—1,5
1977	9 203	23 313	9 553	2 616	—204	44 481	20,7	52,4	21,5	5,9	—0,5
1978	10 032	24 925	9 471	2 745	—499	46 674	21,5	53,4	20,3	5,9	—1,1
1979	10 963	25 363	10 350	2 575	—147	49 104	22,3	51,7	21,1	5,2	—0,3
1980	11 288	23 304	9 902	2 982	—429	47 047	24,0	49,6	20,0	6,3	—0,9
1981	11 197	20 692	9 133	3 093	+364	44 479	25,2	46,5	20,5	7,0	+0,8
1982 (g)	10 830	19 723	7 562	3 789	+375	42 279	25,6	46,6	17,9	9,0	+0,9

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Taux de conversion sur base du pouvoir calorifique inférieur : charbons (produits marchands), agglomérés de charbon et cokes : 29.930 kjoules/kg; bas-produits des charbonnages : 20.930 kjoules/kg; schistes combustibles : selon leur contenu calorifique; briquettes de lignite : 20.930 kjoules/kg; gaz de distribution : sur base des statistiques préalablement converties en 35.169 kjoules/m³; électricité hydraulique et nucléaire et importations nettes d'électricité : sur base du nombre moyen de kjoules consommées pour produire 1 kWh dans l'ensemble des centrales thermiques classiques; pétrole brut et importations nettes de produits pétroliers énergétiques et non énergétiques : 41.860 kjoules/kg.

(b) Consommation de charbons et de schistes combustibles, importations nettes et réduction des stocks d'agglomérés de charbon et de cokes.

(c) Mise en œuvre de pétrole brut dans les raffineries, importations nettes de produits pétroliers énergétiques et non énergétiques et écart positif entre les livraisons de produits raffinés sur le marché intérieur, d'une part, la somme des quantités produites et l'importation nette de ces produits, d'autre part.

(d) Consommation de grisou capté en Belgique et importations nettes de gaz de réseau, dont de gaz naturel à partir du 10 octobre 1966.

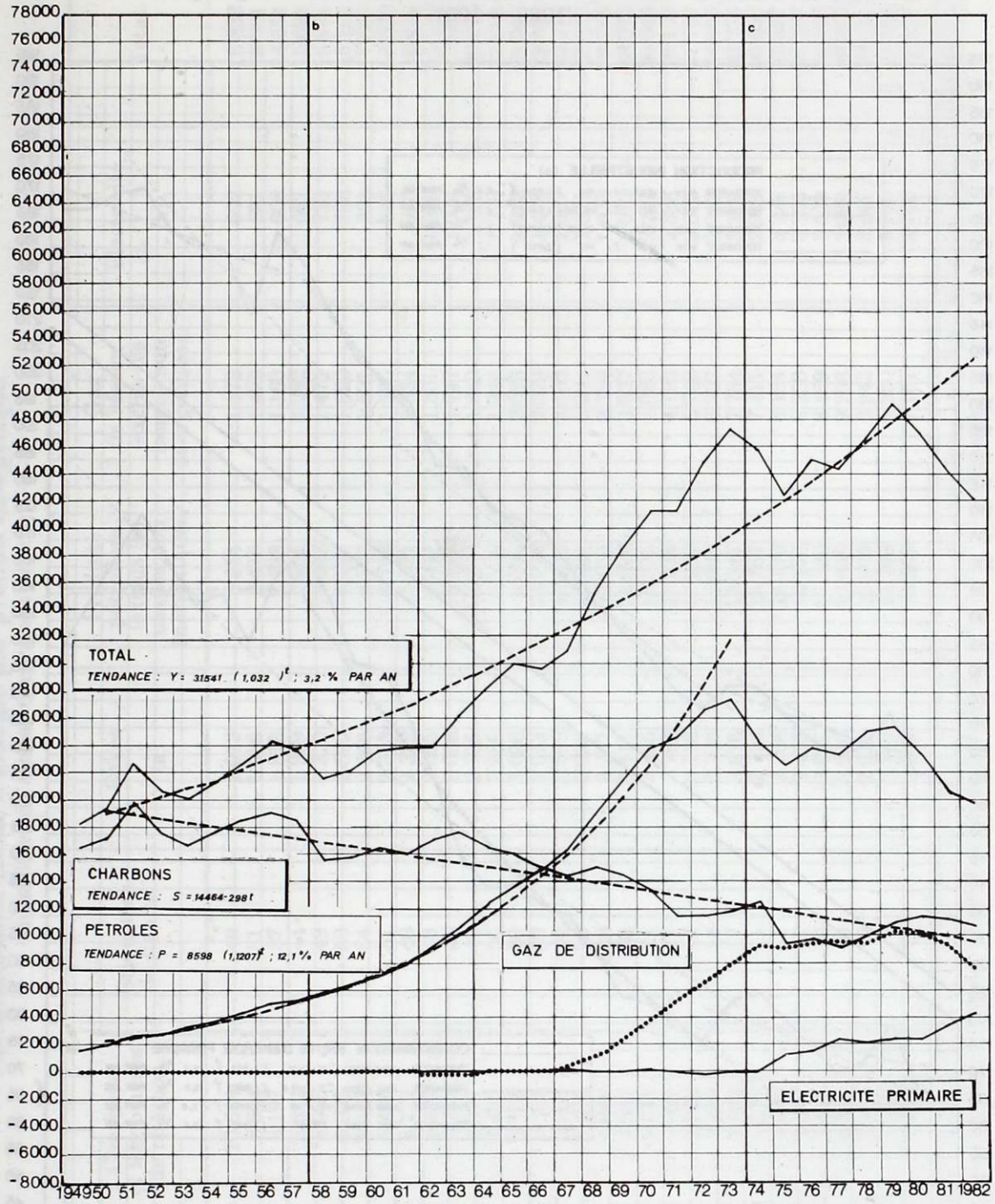
(e) Production d'électricité hydraulique et importations nettes d'électricité; la part belge dans la production de la centrale nucléaire franco-belge de Chooz est comptée parmi les importations.

(f) Le total doit correspondre à la somme des postes « Consommation des producteurs d'énergie primaire, pertes de transformation et de distribution » et « Livraisons à la consommation finale » du tableau « Bilan global de l'Energie ».

(g) Données provisoires.

Consommation apparente d'énergie primaire (a)

(en milliers de tonnes équivalent pétrole)

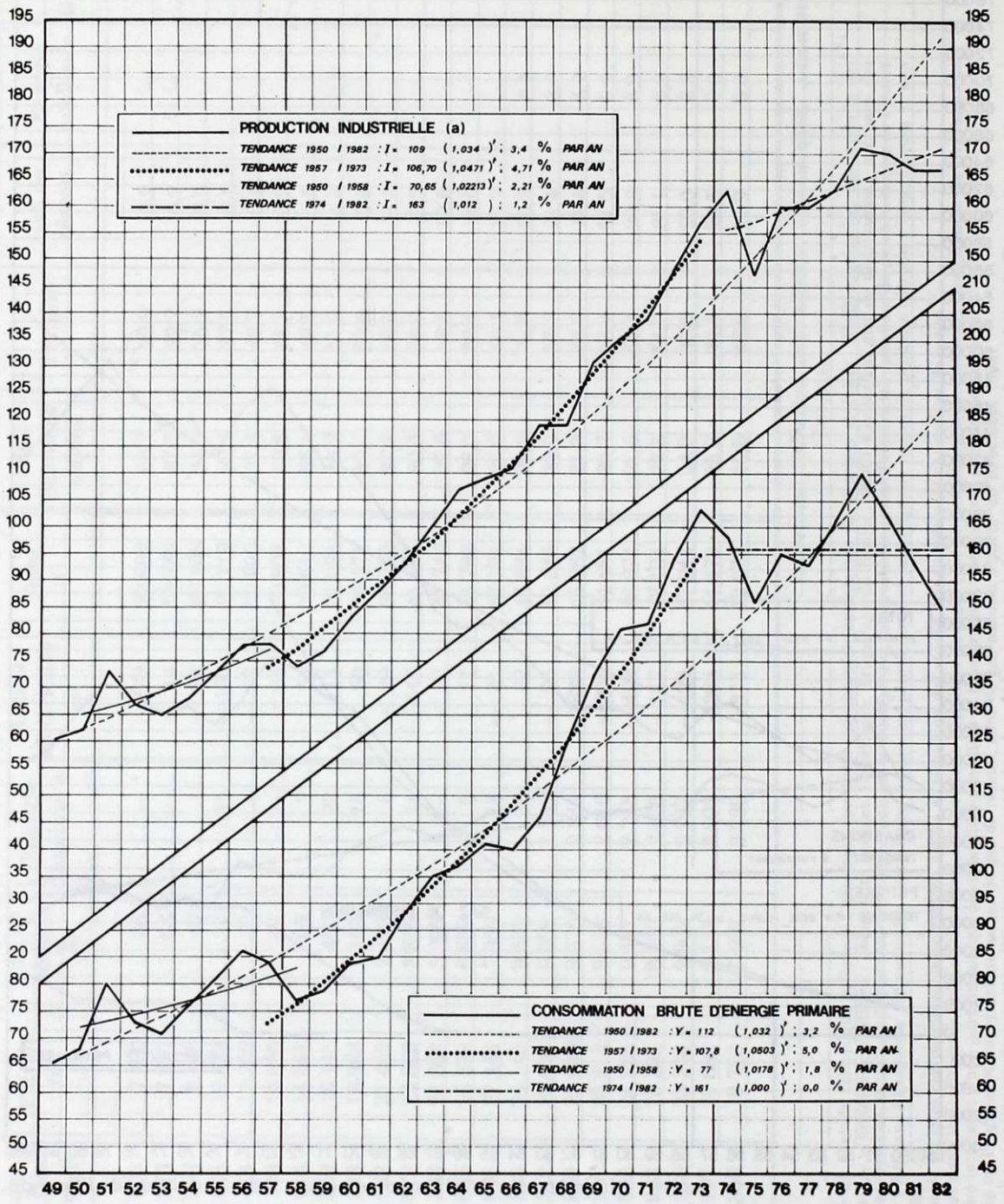


Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Tendance. Total et charbons : 1950-1982.
(b) 1956-1957 : première fermeture du canal de Suez.
1958 : Communauté Economique Européenne.
(c) Fin 1973 : crise pétrolière; nouvelle politique énergétique.

Comparaison de l'évolution de l'indice de la production industrielle et celle de l'indice de la consommation brute d'énergie primaire

(1963 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) De 1949 à 1953, sur base de l'indice I.R.E.S.P., Louvain, 1936-1938 = 100, à partir de 1953, indice I.N.S., 1963 = 100, sans construction.

Consommation finale d'énergie par produit énergétique

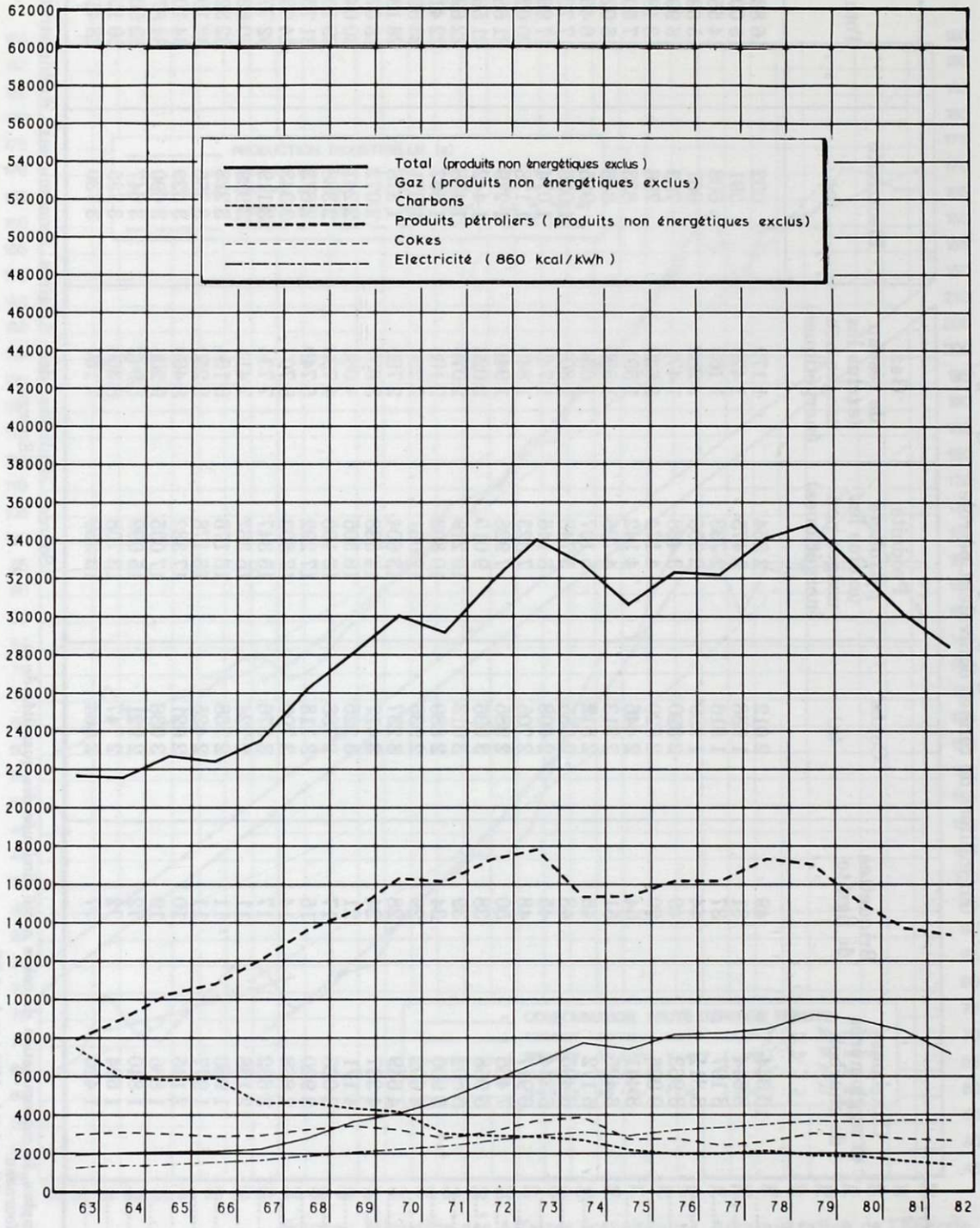
(en milliers de tonnes équivalent pétrole)

ANNÉE	Charbons et agglomérés de charbon	Briquettes de lignite	Cokes (a)	Produits pétroliers (exclus les usages non énergétiques)	Gaz de réseau (exclus les usages non énergétiques)	Electricité (b)	Total
1951	10 644	49	2 012	2 354	1 172	602	16 833
1952	8 644	31	1 986	2 475	1 429	591	15 001
1953	8 197	37	1 816	2 733	1 163	608	14 554
1954	8 811	44	1 989	2 905	1 282	667	15 698
1955	8 963	49	2 320	3 468	1 471	723	16 994
1956	9 026	50	2 520	4 174	1 620	796	13 183
1957	8 441	54	2 446	4 142	1 591	833	17 507
1958	6 425	51	2 313	4 796	1 595	846	16 026
1959	6 172	46	2 512	5 157	1 634	935	16 456
1960	6 495	48	2 585	5 748	1 801	1 026	17 703
1961	6 344	45	2 608	6 146	1 747	1 074	17 964
1962	6 917	48	2 705	7 323	1 849	1 178	20 020
1963	7 465	50	2 985	7 928	1 946	1 279	21 653
1964	5 958	38	3 096	9 010	2 023	1 442	21 567
1965	5 802	39	3 013	10 279	2 079	1 478	22 690
1966	5 900	34	2 889	10 803	2 108	1 567	22 410
1967	4 602	29	2 935	12 061	2 234	1 671	23 532
1968	4 649	28	3 237	13 604	2 789	1 878	26 185
1969	4 337	24	3 417	14 588	3 637	2 072	28 075
1970	4 171	21	3 225	16 305	4 083	2 241	30 046
1971	3 028	17	2 788	16 138	4 793	2 388	29 152
1972	2 920	15	3 118	17 292	5 749	2 673	31 767
1973	2 868	14	3 700	17 803	6 707	2 943	34 035
1974	2 682	17	3 876	15 347	7 734	3 119	32 775
1975	2 188	11	2 724	15 367	7 411	2 929	30 630
1976	1 960	11	2 768	16 176	8 184	3 228	32 327
1977	1 977	11	2 425	16 178	8 250	3 356	32 197
1978	2 145	10	2 621	17 332	8 469	3 529	34 106
1979	1 886	19	3 036	17 035	9 206	3 690	34 872
1980	1 840	72	2 921	15 099	8 942	3 647	32 521
1981	1 594	72	2 747	13 708	8 360	3 735	30 154
1982 (c)	1 420	77	2 664	13 359	7 167	3 730	28 417

(a) Pour éviter des doubles emplois, la consommation de cokes a été diminuée des quantités de la production de gaz de haut fourneau.
(b) Coefficient de conversion pour l'électricité : 3600 kjoules/kWh.
(c) Données provisoires.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

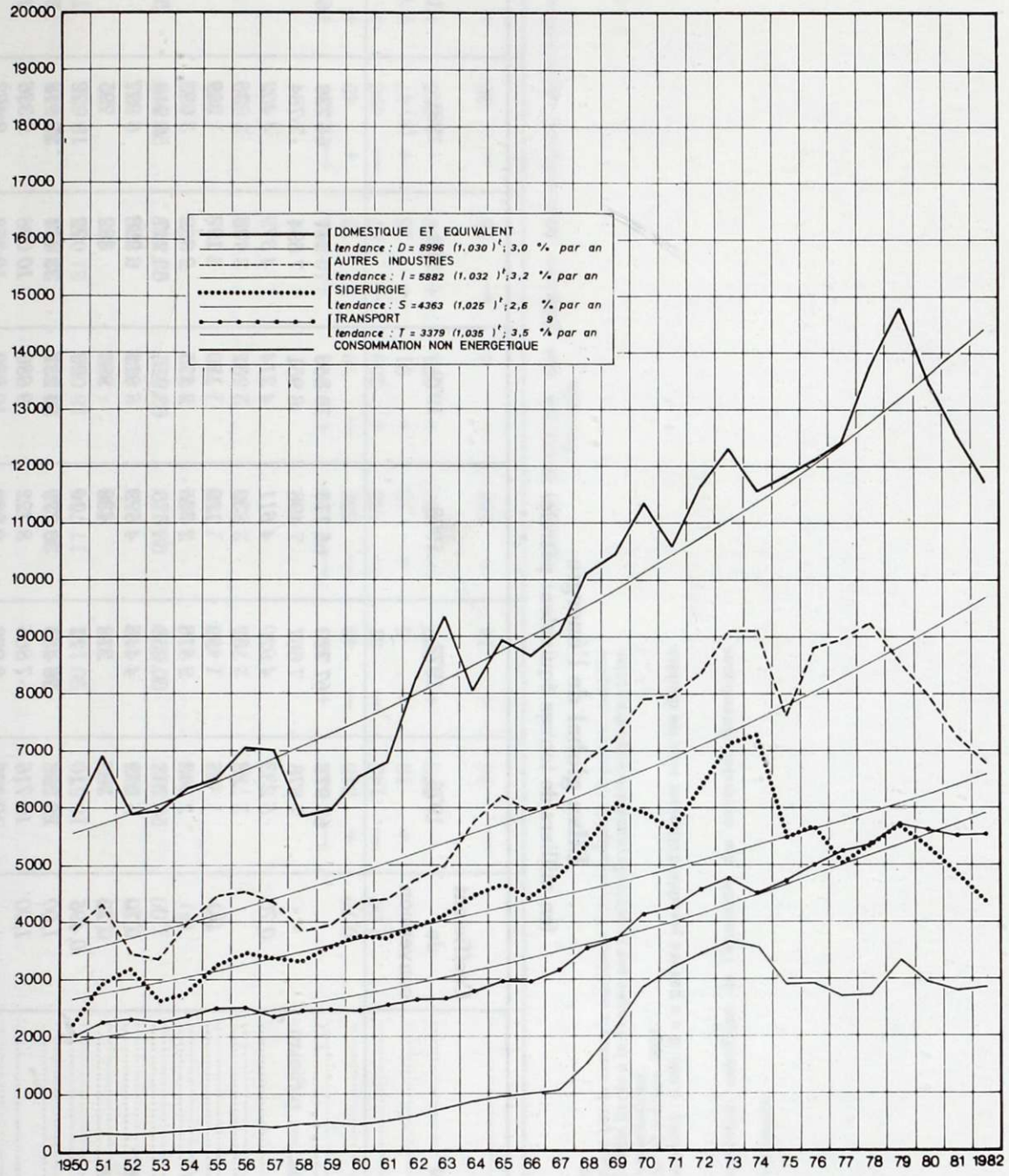
Consommation finale d'énergie (a) par forme d'énergie
(en milliers de tonnes équivalent pétrole)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) N'ayant pas servi à produire une autre forme d'énergie; utilisations non énergétiques et pertes de distribution exclues.

Consommation finale d'énergie par secteur (a)
(en milliers de tonnes équivalent pétrole)



Source : Ministère des Affaires économiques,
Administration de l'Energie.

(a) Tendance 1950-1982.

Bilan global de l'énergie
(en milliers de tonnes équivalent pétrole)

DÉSIGNATION	Coefficient de conversion	1976	1977	1978	1979	1980	1981 (a)	1982 (b)
Ressources		**63 971**	**67 720**	**66 173**	**70 866**	**70 841**	**64 730**	**63 427**
Production primaire		7 678	7 667	7 498	6 951	7 594	7 784	8 745
— Houille	*0,70*	*5 233*	*4 920*	*4 611*	*4 214*	*4 379*	*4 402*	*4 672*
— Grisou		*28*	*32*	*32*	*32*	*36*	*30*	*29*
— Hydro-électricité	(g)	*75*	*99*	*110*	*130*	*197*	*259*	*255*
— Energie nucléaire (c)	(g)	*2 342*	*2 616*	*2 745*	*2 575*	*2 982*	*3 093*	*3 789*
Importations		56 293	60 053	58 675	63 915	63 247	56 946	54 632
— Houille et agglomérés	*0,70*	*5 079*	*4 446*	*4 679*	*6 612*	*6 966*	*6 997*	*7 349*
— Coke	*0,70*	*365*	*218*	*438*	*985*	*882*	*795*	*375*
— Briquettes de lignite	*0,495*	*10*	*11*	*10*	*20*	*72*	*72*	*77*
— Pétrole brut	*1,00*	*29 226*	*36 435*	*33 779*	*34 237*	*33 474*	*28 918*	*26 316*
— Produits pétroliers	*1,00*	*10 716*	*7 865*	*8 722*	*9 680*	*10 008*	*9 336*	*12 391*
— Gaz de réseau (d)		*10 165*	*9 938*	*9 888*	*10 860*	*10 352*	*9 462*	*8 007*
— Electricité (c)	(g)	*732*	*1 140*	*1 159*	*1 521*	*1 493*	*1 366*	*1 167*
Livraisons intérieures (e)		**45 082**	**44 481**	**46 674**	**49 104**	**47 047**	**44 479**	**42 279**
Consommation des producteurs d'énergie								
— Sidérurgie		*5 705*	*5 090*	*5 358*				

— Sidérurgie		5 705	5 090	5 358	5 735	5 293	4 833	4 379
— Autres industries		9 105	8 962	9 272	8 331	7 991	7 288	6 772
— Transports		5 033	5 270	5 400	5 713	5 713	5 509	5 532
— Secteurs domestiques et équival.		12 131	12 447	13 736	14 793	13 561	12 544	11 724
— Produits non-énergétiques		2 914	2 717	2 748	3 324	2 932	2 788	2 862
— Non ventilés		353	398	340	100	—	—	—
Ventes extérieures		**19 293**	**22 913**	**20 524**	**20 573**	**23 535**	**22 542**	**20 031**
Exportations		16 576	20 152	17 704	18 066	21 080	19 685	17 458
— Houille et agglomérés	0,70	293	255	190	286	365	561	498
— Coke	0,70	241	172	161	604	538	575	335
— Produits pétroliers	1,00	14 046	17 870	15 154	14 927	17 588	16 976	15 317
— Gaz de réseau		504	412	431	451	470	312	261
— Electricité (c)	(g)	1 492	1 443	1 768	1 798	2 119	1 261	1 047
Soutes (h)		2 717	2 761	2 820	2 507	2 455	2 857	2 573
Variations stocks producteurs — importateurs — consommateurs		**— 388**	**+ 313**	**— 1 193**	**+ 1 193**	**+ 294**	**— 2 261**	**+ 920**
— Houille et coke	0,70	+ 310	— 48	— 653	— 18	+ 73	+ 49	+ 350
— Pétrole brut	1,00	— 145	— 31	— 153	+ 259	— 87	— 496	+ 299
— Gaz de réseau		+ 19	+ 5	+ 18	+ 91	+ 16	+ 47	+ 214
— Produits pétroliers		— 572	+ 387	— 405	+ 861	+ 292	— 1 866	+ 57
Différence statistique		**— 16**	**+ 13**	**+ 168**	**— 4**	**— 35**	**— 30**	**+ 197**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Données corrigées.
(b) Données provisoires au 10 mai 1983.
(c) L'énergie électrique livrée à la Belgique par la centrale nucléaire franco-belge de Chooz est comptée parmi les importations d'électricité. Celle livrée à la France par la centrale nucléaire belgo-française de Tihange est comptée parmi les exportations.
(d) Y compris le gaz naturel à partir du 10 octobre 1966.
(e) Coefficient de conversion pour l'électricité : 0,086. Il n'a pas été possible d'éliminer tous les doubles emploi.
(f) Calcul par différence.
(g) Estimation sur base de la consommation spécifique de l'ensemble des centrales thermiques classiques.
(h) Soutage navigation maritime internationale.

Bilan résumé par forme d'énergie (a)

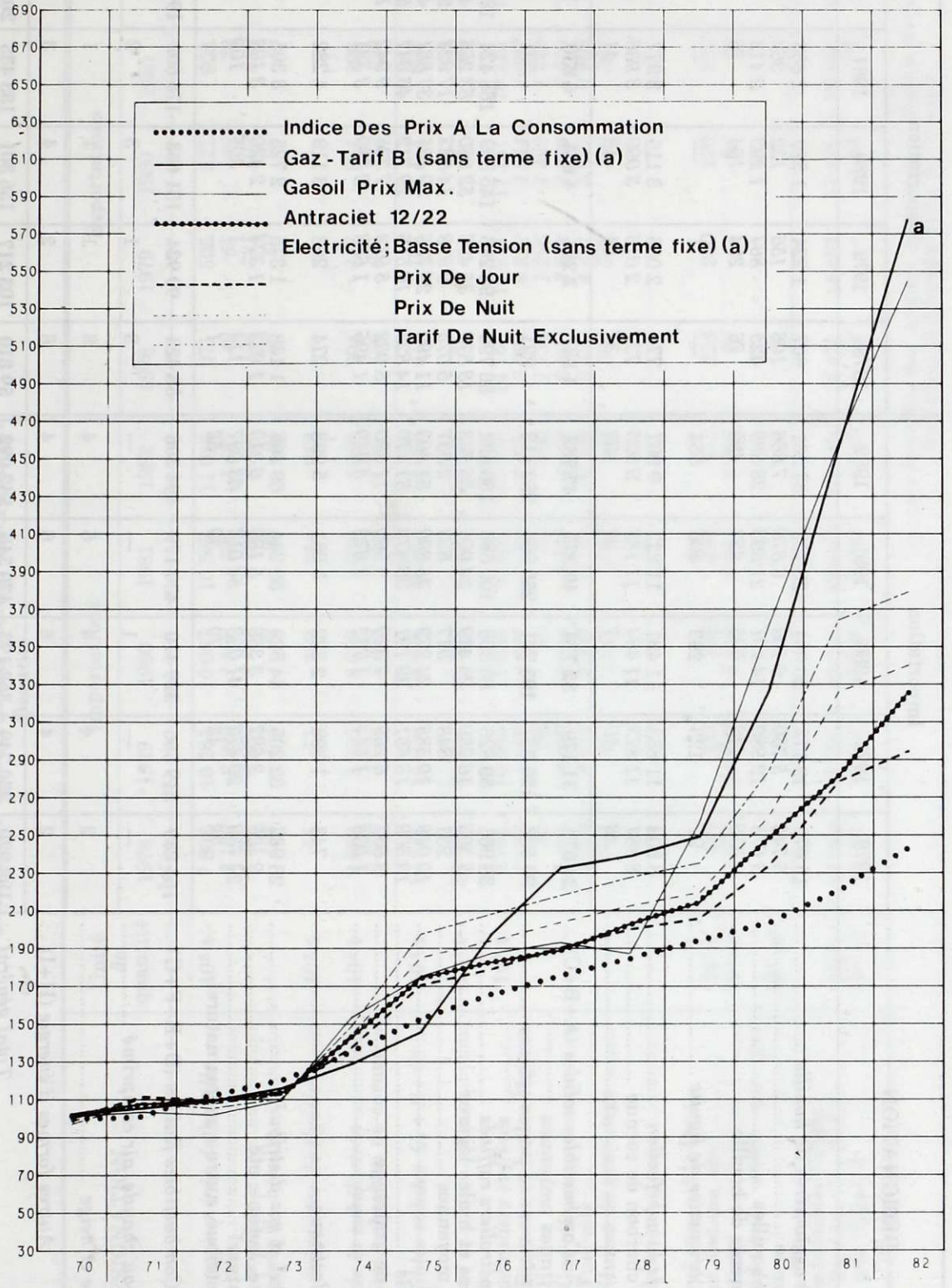
DÉSIGNATION	Houille et agglomérés		Briquettes de lignite		Cokes		Pétrole brut et prod. interm.		Produits pétroliers		Gaz de réseau (b)		Electricité (c)	
	10^3 tec		10^3 t		10^3 t		10^3 t		10^3 t		10^3 Tjoules		10^6 kWh	
	1981	1982	1981	1982	1981	1982	1981	1982	1981	1982	1981	1982	1981	1982
Ressources	**16 285**	**17 173**	**143**	**158**	**7 140**	**5 753**	**28 918**	**25 316**	**38 659**	**37 670**	**497**	**417**	**56 457**	**55 523**
Production primaire (d)	6 285	6 670	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	13 996	16 715
Production secondaire (e)	4	4	—	—	6 004	5 217	—	—	29 323	25 279	100	81	36 757	33 982
Importations de la Communauté (f)	2 751	1 956	143	138	1 069	394	2 659	1 756	6 144	7 302	310	243	5 704	4 826
Importations des pays tiers	7 245	8 543	—	20	67	142	26 259	23 560	3 192	5 089	86	92	—	—
Emplois	**16 285**	**17 173**	**143**	**158**	**7 140**	**5 753**	**28 918**	**25 316**	**38 659**	**37 670**	**497**	**417**	**56 457**	**55 523**
Producteurs d'énergie primaire	6	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	630	618
Cokeries, usines à gaz (g)	7 792	6 883	—	—	—	—	—	—	1	1	26	22	145	130
Centrales électriques (h)	5 513	6 384	—	—	—	—	—	—	3 047	2 652	79	46	6 276	6 441
Raffineries de pétrole	—	—	—	—	—	—	29 323	25 129	1 843	1 542	—	—	709	630
Consommateurs finals	2 324	2 029	143	156	6 285	5 238	—	—	15 801	15 528	377	329	43 433	43 377
Sidérurgie (i)	*30*	*30*	—	—	*6 058*	*4 976*	—	—	*227*	*218*	*66*	*54*	*4 899*	*4 309*
Autres industries (d) (j)	*957*	*646*	*92*	*92*	*190*	*220*	—	—	*2 149*	*2 550*	*112*	*82*	*18 644*	*18 717*
Transports	—	—	—	—	—	—	—	—	*5 423*	*5 444*	—	—	*1 003*	*1 023*
Secteurs domestiques et équivalents	*1 337*	*1 353*	*51*	*64*	*37*	*42*	—	—	*5 909*	*5 147*	*170*	*164*	*18 887*	*19 328*
Autres et non ventilés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Produits non-énergétiques	—	—	—	—	—	—	—	—	*2 093*	*2 169*	*29*	*29*	—	—
Consommation intérieure	15 635	15 302	143	156	6 285	5 238	29 323	25 129	20 692	19 723	482	397	51 193	51 196
Exportations vers la Communauté (f) (k)	727	632	—	2	480	315	86	486	13 340	11 769	13	11	5 264	4 327
Exportations vers les pays tiers	75	79	—	—	342	163	—	—	3 636	3 548	—	—	—	—
Soutes	—	—	—	—	—	—	—	—	2 857	2 573	—	—	—	—
Variation stocks producteurs et importateurs (l)	+56	+425	—	—	+32	+37	—499	+299	—1 866	+57	+2	+9	—	—
Variat. stocks commerce et consommateurs (m)	—19	+38	—	—	+ 1	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Bilan basé sur des statistiques rapidement disponibles. Données provisoires pour 1982.
(b) Tous les gaz fournis ou à être fournis en état gazeux; donc non compris les gaz butane ou propane fournis aux consommateurs finals sous forme liquide (en récipients).
(c) Certains doubles emplois entre la consommation d'électricité et celle d'autres formes d'énergie n'ont pu être éliminés.
(d) Houille : les produits marchands ont été comptés tonne pour tonne et les bas produits ont été convertis en tec à raison de 20.930 kjoules/kg; les schistes combustibles ont été calculés d'après leur contenu calorifique.
Electricité : y compris l'énergie nucléaire. La part belge dans la centrale nucléaire franco-belge de Chooz est comptée parmi les importations.
(e) Houille et agglomérés : consommation de brai par les usines d'agglomérés. Gaz de distribution : production des usines à gaz et des cokeries, achats de gaz à l'industrie pétrolière, consommation globale de gaz de haut fourneau.
(f) Non compris le transit de gaz naturel vers la France.
(g) Gaz de réseau : besoins propres des cokeries et usines à gaz et pertes de distribution.
(h) Y compris la consommation des autoproducteurs. Electricité : y compris la différence entre la production brute et la production nette, ainsi que les pertes du transport et de la distribution et énergie utilisée pour le pompage d'eau dans les centrales de pompage.
(i) Gaz de réseau : y compris le gaz de haut fourneau.
(j) Non compris la consommation en vue de la production d'électricité.
(k) Y compris les schistes combustibles calculés à 15.110 kjoules/kg.
(l) Pétrole brut : différence entre les importations et la mise en œuvre dans les raffineries; produits pétroliers : différence entre la production et l'importation, d'une part, les livraisons d'autre part.
(m) Commerce, cokeries, sidérurgie, chemins de fer, centrales électriques des producteurs-distributeurs et centrales communes.

Evolution des prix moyens de l'énergie

(taxes comprises - 1970 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Commerce extérieur du secteur énergétique

Valeur

(en millions de francs)

DESIGNATION	Importation					Exportation				
	1978	1979	1980	1981	1982	1978	1979	1980	1981	1982
A. Houille et agglomérés de houille	15 679	19 173	20 994	28 722	37 261	607	1 224	1 529	2 853	2 935
1. Anthracite	*5 748*	*5 750*	*6 108*	*6 676*	*7 866*	*106*	*156*	*132*	*364*	*417*
2. Autres houilles	*9 575*	*12 980*	*14 491*	*21 593*	*28 899*	*425*	*864*	*1 293*	*2 413*	*2 452*
3. Agglomérés de houille	*356*	*443*	*395*	*453*	*496*	*76*	*204*	*104*	*76*	*66*
B. Lignite et briquettes de lignite	91	123	293	406	554	—	1	—	—	5
C. Produits de la cokéfaction	8 909	11 883	11 491	11 227	9 967	774	2 066	3 115	3 977	2 536
1. Cokes, charbon de cornue	*8 881*	*11 873*	*11 484*	*11 188*	*9 935*	*737*	*2 015*	*3 099*	*3 936*	*2 531*
2. Divers	*28*	*10*	*7*	*39*	*32*	*37*	*51*	*18*	*41*	*32*
Combustibles solides (A+B+C) ...	**24 679**	**31 179**	**32 778**	**40 355**	**47 782**	**1 381**	**3 291**	**4 644**	**6 830**	**5 476**
D. Pétrole brut	99 593	126 337	193 751	255 666	262 418	221	—	—	591	2 309
E. Produits pétroliers raffinés	36 966	59 626	88 898	109 588	156 422	56 790	98 286	145 809	168 424	185 506
1. Essences et huiles légères	*8 303*	*16 759*	*25 439*	*24 006*	*35 743*	*18 873*	*35 496*	*52 060*	*53 255*	*49 453*
2. Huiles moyennes	*231*	*848*	*917*	*633*	*2 537*	*5 075*	*9 918*	*14 087*	*17 924*	*22 605*
3. Gas-oil	*10 018*	*19 585*	*24 279*	*35 899*	*51 403*	*11 490*	*28 756*	*39 435*	*37 881*	*48 040*
4. Fuel-oils	*13 509*	*15 551*	*29 191*	*36 478*	*51 470*	*14 825*	*16 515*	*29 712*	*46 041*	*50 743*
5. Huiles de graissage	*3 867*	*5 269*	*7 320*	*9 900*	*11 320*	*5 032*	*5 913*	*7 735*	*9 942*	*11 501*
6. Divers	*1 038*	*1 614*	*1 752*	*2 672*	*3 949*	*1 495*	*1 688*	*2 780*	*3 381*	*3 164*
F. Energie électrique	743	1 398	2 232	5 681	5 998	274	263	3 119	4 282	5 067
G. Gaz naturel et gaz distribué	26 937	32 205	44 529	59 244	69 468	1 138	1 375	2 725	3 305	3 986
1. Propane, butane, etc.	*2 126*	*2 687*	*3 366*	*5 188*	*6 319*	*1 023*	*1 374*	*2 420*	*3 196*	*3 882*
2. Gaz naturel	*24 733*	*29 473*	*41 093*	*54 017*	*63 097*	*114*	*1*	*305*	*109*	*104*
3. Gaz distribué, autre que gaz naturel	*78*	*45*	*70*	*39*	*52*	*1*	—	—	—	—
Combustibles fluides (D+E+F+G) ...	**164 239**	**219 566**	**329 410**	**430 179**	**494 306**	**58 423**	**99 924**	**151 653**	**176 602**	**196 868**
H. Vapeur, eau chaude, air comprimé	—	—	1	—	—	3	1	3	2	3
I. Eau, glace et neige	2	4	4	6	4	3	1	1	1	1
Autres formes d'énergie (H+I) ...	2	4	5	6	4	6	2	4	3	4
Total général ...	**188 920**	**250 749**	**362 193**	**470 540**	**542 092**	**59 810**	**103 217**	**156 301**	**183 435**	**202 348**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Administration de l'Energie.

Commerce extérieur du secteur énergétique

Quantité

DÉSIGNATION	Unité de quantité	Importations					Exportations				
		1978	1979	1980	1981	1982	1978	1979	1980	1981	1982
A. *Houille et agglomérés de houille*	10^3 t	7 803	10 264	10 687	10 507	11 016	271	505	577	908	761
1. Anthracite		*2 192*	*2 222*	*1 808*	*1 706*	*1 527*	*49*	*65*	*49*	*72*	*72*
2. Autres houilles		*5 485*	*7 908*	*8 787*	*8 708*	*9 398*	*196*	*381*	*503*	*820*	*677*
3. Agglomérés de houille		*126*	*134*	*92*	*93*	*91*	*26*	*59*	*25*	*16*	*12*
B. *Lignite et briquettes de lignite*	10^3 t	55	71	180	214	213	—	—	—	—	2
C. *Produits de la cokéfaction*	10^3 t	2 663	3 735	3 639	3 032	2 266	204	647	874	896	484
dont : Cokes, charbon de cornue ..		*2 656*	*3 734*	*3 638*	*3 029*	*2 263*	*196*	*641*	*872*	*893*	*482*
Combustibles solides (A + B + C) ...	10^3 t	10 521	14 070	14 506	13 753	13 495	475	1 152	1 451	1 804	1 247
D. *Pétrole brut*	10^3 t	30 796	31 597	30 037	27 213	23 484	81	—	—	59	182
E. *Produits pétroliers raffinés*	10^3 t	9 704	10 865	11 633	10 903	13 655	14 163	14 217	17 151	16 210	15 298
dont : 1. Essences et huiles légères		*1 685*	*2 050*	*2 627*	*1 889*	*2 379*	*3 994*	*4 212*	*4 944*	*4 067*	*3 307*
2. Huiles moyennes		*43*	*96*	*89*	*50*	*165*	*1 134*	*1 296*	*1 450*	*1 443*	*1 530*
3. Gas-oil		*2 485*	*3 086*	*2 816*	*3 335*	*3 882*	*2 866*	*3 572*	*4 326*	*3 510*	*3 685*
4. Fuel-oils		*4 752*	*4 616*	*5 285*	*4 730*	*6 146*	*5 499*	*4 491*	*5 677*	*6 468*	*6 140*
5. Huiles de graissage		*501*	*612*	*547*	*587*	*542*	*333*	*372*	*359*	*367*	*352*
F. *Energie électrique*		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
G. *Gaz naturel et gaz distribué :*											
1. Propane, butane, etc.	10^3 t	*420*	*428*	*396*	*444*	*473*	*228*	*240*	*270*	*287*	*292*
2. Gaz naturel	10^6 m³	*9 676*	*10 539*	*9 736*	*8 144*	*8 707*	*28*	—	*53*	*15*	*16*
3. Gaz distribué, autre que gaz naturel	10^6 m³	*18*	*13*	*12*	*4*	*6*	—	—	—	—	—
Combustibles fluides :											
— liquides (D+E+G1)	10^3 t	40 920	42 890	42 066	38 560	37 612	14 472	14 457	17 421	16 556	15 772
— gaz (G2+G3)	10^6 m³	9 694	10 552	9 748	8 148	8 713	28	—	53	15	16

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Administration de l'Energie.

Solde importateur net du secteur énergétique

DÉSIGNATION	Valeur (en millions de francs)					Quantité (en milliers de tonnes)				
	1978	1979	1980	1981	1982	1978	1979	1980	1981	1982
A. Houille et agglomérés de houille	15 072	17 949	19 465	25 869	34 326	7 532	9 759	10 110	9 559	10 255
B. Lignite et briquettes de lignite	91	122	293	406	549	55	71	180	214	211
C. Produits de la cokéfaction	8 135	9 817	8 376	7 250	7 431	2 459	3 088	2 765	2 136	1 782
D. Pétrole brut	99 372	126 337	193 751	255 075	260 109	30 715	31 597	30 037	27 154	23 302
E. Produits pétroliers raffinés	−19 824	−38 660	−56 911	−58 836	−29 084	−4 459	−3 352	−5 518	−5 307	−1 643
F. Energie électrique	469	1 135	− 887	1 399	931	..	..	..	..	..
G. Gaz naturel et gaz distribué :	25 799	30 830	41 804	55 939	65 482					
1. Propane, butane	*1 103*	*1 313*	*946*	*1 992*	*2 437*	*192*	*188*	*126*	*157*	*181*
2. Gaz naturel et gaz distribué autre que gaz naturel (a)	*24 696*	*29 517*	*40 858*	*53 947*	*63 045*	*(a) 9 666*	*(a) 10 552*	*(a) 9 695*	*(a) 8 133*	*(a) 8 697*
Total ...	**129 114**	**147 530**	**205 891**	**287 102**	**339 744**	**36 494**	**41 351**	**37 700**	**33 953**	**34 088**

(a) La quantité est exprimée en millions de mètres cubes.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Administration de l'Energie.

CHAPITRE IV

TRANSPORTS

§ 1. — TRANSPORT PAR CHEMIN DE FER

Après une année 1981, où la tendance régressive du trafic des marchandises déjà observée en 1980, s'était poursuivie, celui-ci s'était stabilisé à un niveau satisfaisant au cours du premier semestre de 1982. Néanmoins, le volume des échanges de marchandises devait nettement reculer au cours de la seconde moitié de l'année, de sorte que le nombre de tonnes, transportées en 1982, est en recul de 10,4 % par rapport à 1981.

En nombre de tonnes-kilomètres, le transport de marchandises par la S.N.C.B. a reculé de 7 528 millions de tkm en 1981 à 6 788,5 millions de tkm en 1982, soit une diminution de 9,8 %. La situation par grands courants de transport se présente comme suit en 1982 : le transport ferroviaire intérieur a atteint 1 001 millions de tkm en 1982, soit une régression de 5,2 % par rapport à 1981, où il avait été de 1 055 tkm; les importations furent de 1 882 millions de tkm en 1982 contre 2 117 millions de tkm en 1981, soit une diminution de 11,1 %; les exportations sont passées de 1 560 millions de tkm en 1981 à 1 504 millions de tkm en 1982, soit une diminution de 3,6 %. Quant au trafic de transit, il recule de 2 796 millions de tkm en 1981 à 2 401 millions de tkm en 1982, soit une diminution de 14,1 %; il est responsable de plus de la moitié de la diminution globale du trafic.

Par catégories de marchandises, des diminutions ont été relevées pour la plupart des postes. Bien que les transports de marchandises en relation avec la sidérurgie représentent encore les deux tiers du trafic total, la régression globale du trafic (de marchandises) a pu être limitée à 740 millions de tkm du fait des efforts de diversification de la S.N.C.B.

Les minerais et les produits métallurgiques représentent dans ce recul environ 564 millions de tkm soit plus des trois-quarts du total.

C'est surtout en transit que les transports de minerais ont diminué. Ainsi s'explique le recul du trafic en transit cité plus haut.

La régression du transport des produits liés à la sidérurgie est lié à la dépression de la sidérurgie dont la production a été inférieure de 19,2 % en 1982 par rapport à 1981.

En matériaux de construction, l'exportation de ciment et les transports de bois à l'intérieur du pays ont diminué, tandis que le trafic de produits de carrière vers Zeebrugge a augmenté. Le trafic de produits chimiques a baissé dans pratiquement toutes les relations, sauf en transit en provenance des Pays-Bas vers la France. Ces faits sont liés à la conjoncture tant dans la construction que dans l'industrie chimique.

Les huiles minérales ont bien résisté à l'allure négative générale, mais elles ont néanmoins faibli au cours du dernier trimestre, principalement par suite de la diminution des transports de gasoil et d'essence vers le Grand-Duché de Luxembourg et la Suisse. Cette situation est évidemment liée à la moindre consommation de produits pétroliers observée par ailleurs.

Les transports en conteneurs ont reculé pour la première fois après de nombreuses années d'expansion. Ce recul est situé principalement dans le trafic de France et d'Allemagne vers les ports belges ainsi que d'Italie vers la Grande-Bretagne.

Par contre, le secteur des produits agricoles a connu une expansion appréciable, principalement par suite de l'accroissement des transports de céréales de France à l'importation et en transit de ce pays vers les Pays-Bas.

Citons également l'accroissement du trafic de véhicules routiers de et vers l'Allemagne et de produits laminés du Grand-Duché vers les ports belges.

Si les transports de charbons ont connu une expansion jusqu'à la mi-1982, ils ont reculé nettement par la suite. C'est surtout le transit d'Allemagne vers la France et le Grand-Duché de Luxembourg qui a diminué sensiblement; il en était de même des transports de coke à destination de ce dernier pays.

En ce qui concerne le trafic des voyageurs, la tendance favorable qui s'était manisfestée au cours des dernières années surtout dans les relations internationales s'est renversée en 1982. Le nombre de voyageurs-kilomètres a diminué de 7 078 millions en 1981 à 6 879 millions en 1982 soit de 199 millions d'unités ou 2,8 %. Le recul du trafic est apparu seulement au cours du deuxième semestre de l'année. Cette évolution est à mettre en rapport avec la concurrence accrue des autres moyens de transports que le chemin de fer du fait des hausses tarifaires dans ce secteur ainsi qu'avec la modération des revenus et la réduction de l'emploi.

§ 2. — TRANSPORT ROUTIER

Dans ce secteur, l'évolution positive d'activité amorcée au cours du premier semestre 1982 s'est poursuivie au cours du second de sorte que le tonnage transporté s'est accru par rapport à 1981 et ce tant pour les transports intérieurs que pour les transports internationaux. En transports internationaux toutefois, cet accroissement paraît être fortement ralenti vers la fin de 1982.

Cette évolution est à mettre en rapport avec les progrès des commerces intérieur et surtout extérieur ainsi qu'avec la diminution de compétitivité des chemins de fer observée par ailleurs.

§ 3. — TRANSPORT PAR EAU

1. — *Navigation intérieure.*

Après avoir connu un fléchissement en 1981, le trafic intérieur réglementé s'est accru de 3,7 % en 1982 quoiqu'il ait quelque peu diminué au second semestre par rapport au premier.

Le trafic en direction de la France (trafic par la voie du Rhin excepté) s'est accru en 1982 de 12 %. La baisse considérable du tonnage transporté par la flotte belge du Rhin s'est poursuivie en 1982 (le volume transporté est passé de 12 035 000 à 8 778 000 tonnes en 1982).

Par rapport à 1981, la flotte belge du Rhin a transporté quelques 670 000 tonnes (soit 7,1 %) en moins et sa part dans le trafic total est descendu à 7,2 % (contre 7,5 % en 1981 et 8,5 % en 1978). Ces deux faits sont à mettre en relation avec les destrustions d'unités par suite de vétusté, destructions encouragées par des primes afin d'améliorer la modernité de la flotte.

2. — *Ports de mer.*

D'après les statistiques douanières de l'I.N.S., les arrivées de marchandises destinées à l'U.E.B.L. se sont accrues de 6,7 % par rapport à 1981. Ce progrès a été réalisé au cours des trois premiers trimestres; au quatrième trimestre il a fallu, au contraire, enregistrer une baisse de 10,4 %.

Le progrès enregistré en 1982 par rapport à 1981 se confirme au niveau des statistiques établies par les administrations portuaires elles-mêmes.

L'arrivée totale de marchandises a connu en 1982 un accroissement de 9,1 % par rapport à 1981. Ce progrès s'est produit en ordre principal au 1er semestre (+19 %) tandis qu'au second, un léger recul a été enregistré (−0,5 %). Ce dernier s'est fait sentir plus particulièrement au dernier trimestre (−9 %).

Les sorties totales via les ports belges ont diminué de 3,4 % par rapport à 1981. Le taux de diminution a été quasiment aussi considérable au premier semestre qu'au second.

Il faut noter par ailleurs une tendance des petits caboteurs maritimes à s'immiscer dans le trafic intérieur afin de compenser la baisse du trafic maritime à laquelle ils sont confrontés. Si le phénomène ne revêt pas encore une grande ampleur, il s'observe de plus en plus fréquemment au fur et à mesure de la

persistance de la crise. Ici comme ailleurs, la concurrence entre sous-secteurs s'intensifie et ne se limite plus à la concurrence entre entreprises (ici des unités navales ou des compagnies maritimes en l'occurrence).

§ 4. — TRANSPORT AERIEN

1. — *Régie des voies aériennes.*

En 1982, la baisse du nombre de mouvements d'avions sur les terrains d'aviation de la R.V.A. s'est poursuivie mais à un rythme inférieur (−3,5 %) à celui de 1981.

En l'absence de statistiques définitives pour 1982, il semble que le nombre total de mouvements pour l'ensemble de la Belgique n'aurait diminué que de 2,8 % et qu'à Bruxelles-National en particulier, il aurait même atteint un statu-quo par rapport à 1981.

Par opposition à l'accroissement du nombre de passagers observé en 1981, 1982 s'est caractérisé par un recul général (−0,4 %), entièrement imputable à leur diminution à Bruxelles-National (+1,7 % au 1er semestre, mais −2,4 % au second).

L'année 1982 s'est caractérisée également par une diminution de 5,1 % du volume de fret transporté. Ici aussi, la tendance négative observée en 1982 est due à la diminution considérable des commandes enregistrée au second semestre (−11,2 %) car il y avait encore au premier un accroissement de 2,8 %. Le nombre moyen de travailleurs occupés en 1982 s'est accru au total de 2,3 % par rapport au niveau qu'il avait atteint au 31.12.1981.

2. — *S.A.B.E.N.A.*

L'activité, exprimée en tonnes/kilomètres transportées s'est accrue en 1982 de 4,9 % par rapport à l'année précédente. Cet accroissement est dû surtout à l'expansion considérable du trafic de fret et du trafic postal (+8,4 %), ainsi qu'à une légère augmentation du trafic passagers (+1,7 %).

Le taux moyen d'utilisation s'est amélioré en 1982, mais dans une moindre mesure on prévoit que cette évolution continuera.

Si les exportations se sont accrues de 9,9 %, le volume des marchandises transportées par SABENA a néanmoins diminué en 1982 de 1,9 % par rapport à 1981. La cause de cette évolution réside principalement dans la diminution des importations (−10,2 %) et, dans une moindre mesure, dans le recul de 2 % enregistré par le trafic de transit.

En 1982, le transport total de marchandises aurait progressé de 1,9 % par rapport à l'année précédente.

Les recettes unitaires par tonne-kilomètre transportée se sont notablement accrues en 1982, par rapport à 1981. Le taux d'accroissement s'est élevé à 20 % en ce qui concerne le trafic passagers, à 14,5 % en ce qui concerne le trafic de fret et à 14,9 % en ce qui concerne l'ensemble du trafic de fret et du trafic postal.

Les investissements totaux, qui avaient déjà subi un recul considérable en 1981 (−59 %) par rapport à l'année précédente, ont encore diminué de 11,3 % en 1982. Toutefois, il est constaté un accroissement inattendu (+30,9 %) des investissements en matériel volant et en simulateurs de vol.

L'effectif du personnel occupé par la SABENA est allé diminuant ces dernières années. Les salaires et charges n'ont plus accusé de hausse en 1982 qu'en ce qui concerne le personnel de maîtrise navigant (+8 %). L'accroissement de cette charge salariale est dû en ordre principal aux primes de fin de carrière qu'elle comporte, sans quoi il y aurait une baisse de 5 %.

En conclusion, si l'évolution de l'activité de transport peut varier d'un sous-secteur à l'autre, 1982 peut néanmoins être considéré dans l'ensemble comme une bonne année en ce qui concerne l'activité de transport en général mais le progrès d'une année à l'autre y aura été nettement plus faible au second semestre qu'au premier.

*
* *

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic global des marchandises par wagons complets

ANNÉE	Quantité (en milliers de tonnes)					Volume total du transport (en millions de tkm)
	Trafic intérieur	Trafic à l'importation	Trafic à l'exportation	Trafic de transit	Trafic total	
1971 (a)	22 213	19 973	13 106	11 126	66 418	7 328
1972	23 258	21 335	13 638	11 102	69 333	7 490
1973	23 263	24 433	15 350	12 478	75 524	8 183
1974	23 221	26 460	16 371	16 040	82 092	9 146
1975	16 629	18 333	12 044	12 195	59 201	6 757
1976	17 064	19 268	12 241	11 441	60 014	6 648
1977	16 861	16 859	12 036	12 576	58 332	6 485
1978	17 607	18 559	13 019	14 002	63 187	7 119
1979	18 180	22 107	15 584	18 008	73 879	8 535
1980	19 008	20 024	14 216	17 815	71 063	7 999
1981	20 308	20 204	13 393	15 731	69 636	7 258
1982	18 534	18 026	12 249	13 592	62 401	6 788

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

(a) A partir du 1er janvier 1971, le trafic des produits pétroliers au départ des raffineries belges, antérieurement considéré comme de l'importation maritime, est repris dans le trafic au départ de gares belges, et ceci influence de manière sensible les chiffres des courants de trafic.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic des marchandises par wagons complets : répartition du trafic suivant la nature des marchandises

(en millions de tonnes-kilomètre)

NATURE DES MARCHANDISES	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Produits agricoles et alimentaires ..	263	306	327	423	413	425	470
Combustibles solides	1 230	1 205	1 280	1 524	1 451	1 320	1 239
Minerais	1 868	1 522	1 786	2 256	2 055	1 780	1 415
Produits métallurgiques	1 653	1 582	1 761	2 045	1 782	1 724	1 525
Matériaux de construction et produits de carrières	446	401	425	464	493	444	405
Produits textiles	33	22	17	19	18	16	16
Produits chimiques	595	570	600	753	684	648	606
Huiles industrielles, pétrole, brais et goudrons	370	476	456	486	514	579	570
Divers	190	401	467	565	589	592	542
Total ...	**6 648**	**6 485**	**7 119**	**8 535**	**7 999**	**7 528**	**6 788**

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic des voyageurs
(en millions d'unités)

ANNEÉ	Nombre de voyageurs	Nombre de voyageurs-kilomètre			
		Total	Avec billets	Avec abonnements sociaux	Avec tout autre abonnement (a)
1973	237	8 093	2 951	3 490	1 652
1974	237	8 279	3 104	3 479	1 696
1975	232	8 258	3 190	3 436	1 632
1976	227	8 190	3 234	3 333	1 623
1977 (b)	200	7 667	3 118	3 065	1 484
1978	171	7 136	3 058	2 761	1 317
1979	163	6 955	3 128	2 484	1 343
1980	164	6 963	3 133	2 516	1 314
1981	167	7 078	3 256	2 449	1 373
1982	163	6 879	3 091	2 322	1 466

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

(a) Abonnements ordinaires, abonnements scolaires, abonnements réseau, abonnements de commerce, tourrail +16 jours.
(b) Prise en charge de la circulation des autobus par la S.N.C.V. au 1er juillet 1977.

Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux

Nombre de voyageurs
(en milliers)

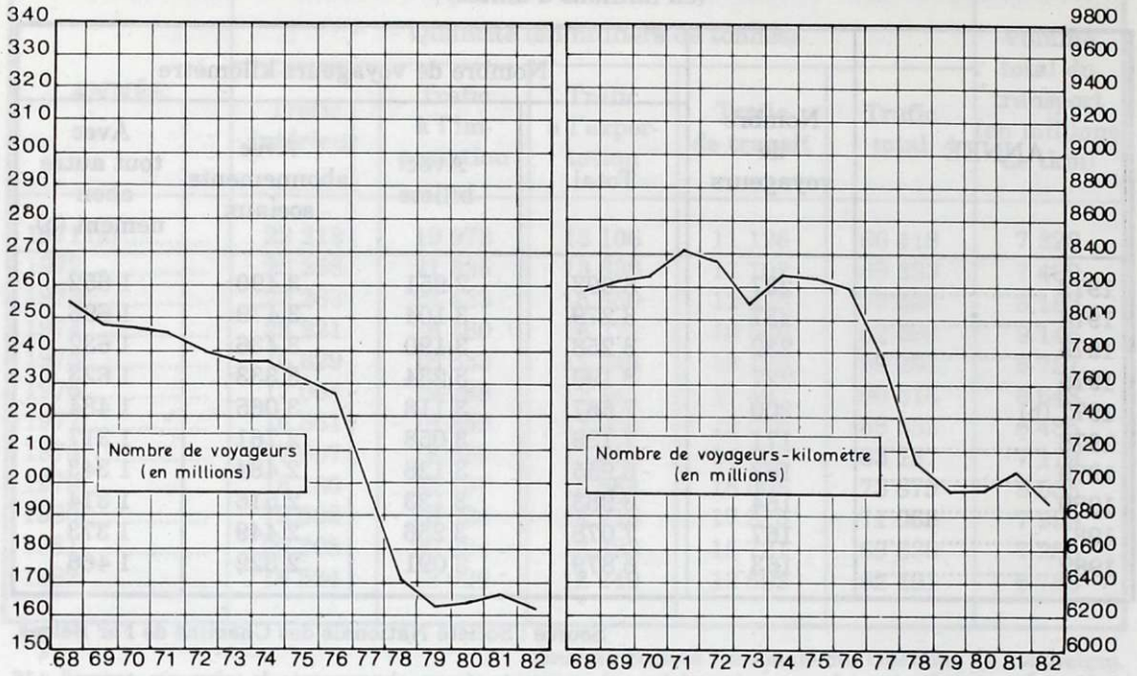
ANNÉE	Total	Services électriques	Services d'automotrices	Services d'autobus
1973	241 102	25 892	272	214 938
1974	238 317	22 857	253	215 205
1975	240 114	22 767	301	246 114
1976	234 836	21 769	327	212 740
1977	267 272	20 260	305	246 707(a)
1978	312 219	17 506	301	294 412
1979	310 233	14 364	277	295 592
1980	306 014	14 125	262	291 627
1981	305 061	14 707	279	290 025
1982	289 655	13 390	300	275 965

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux.

(a) Y compris les services A.B., repris à la S.N.C.B. à partir du 1er juillet 1977.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

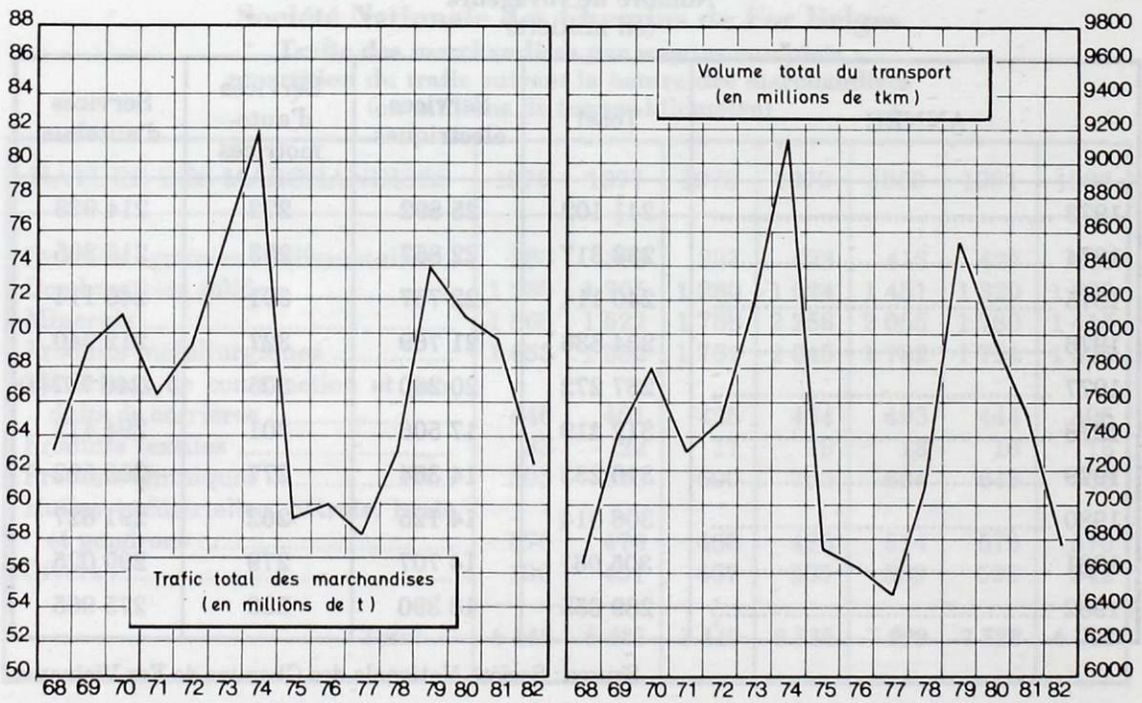
Trafic des voyageurs



Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic global des marchandises par wagons complets



Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

Parc de véhicules routiers

(en milliers d'unités)

ANNÉE	Voitures automobiles (a)	Autobus et autocars (a)	Véhicules utilitaires (a) (b)	Motocycles (a)	Bicyclettes à moteur	Bicyclettes
1973	2 390	19	262	91	439	2 931
1974	2 502	19	268	94	493	3 049
1975	2 614	20	272	95	534	2 969
1976	2 738	20	274	100	554	3 076
1977	2 871	20	277	106	501	3 161
1978	2 973	20	279	106	453	3 235
1979	3 077	20	290	110	428	3 273
1980	3 159	20	299	113	403	3 349
1981	3 206	19	285	117	396	3 473
1982	3 231	19	285	122	..	..

Source : Institut National de Statistique.

(a) Situation au 1er août.
(b) Comprend camions, camionnettes et tracteurs (véhicules spéciaux et tracteurs agricoles exclus).

Evolution du nombre d'entreprises s'occupant du transport de marchandises par route (a)

Au 1er janvier :	Entreprises P		Entreprises V		Total	
	Nombre	Index (1970=100)	Nombre	Index (1970=100)	Nombre	Index (1970=100)
1968	3 558	92,5	8 123	105,0	11 681	100,9
1969	3 775	98,2	7 813	101,0	11 588	100,1
1970	3 846	100,0	7 733	100,0	11 579	100,0
1971	3 709	96,4	7 930	102,5	11 639	100,5
1972	3 999	104,0	7 893	102,1	11 892	102,7
1973	3 972	103,3	7 891	102,0	11 863	102,5
1974	3 503	91,1	7 743	100,1	11 246	97,1
1975	3 356	87,3	7 665	99,1	11 021	95,2
1976	3 047	79,2	7 576	98,0	10 623	91,7
1977	2 780	72,3	7 435	96,1	10 215	88,2
1978	2 736	71,1	7 308	94,5	10 044	86,7
1979	2 527	65,7	7 201	93,1	9 728	84,0
1980	1 710	44,5	7 009	90,6	8 719	75,3
1981	1 857	48,3	6 936	89,7	8 793	75,9
1982	1 799	46,8	6 833	88,4	8 632	74,6
1983	1 601	41,6	6 665	86,2	8 266	71,4

Source : Institut pour le Transport par Route (I.T.R.).

(a) Les entreprises P disposent d'un certificat de transport lequel est valable pour une zone dans un rayon de 25 km.
Les entreprises V ont une autorisation de transport valable à l'échelon national.

Transports fluviaux

Répartition du trafic suivant la nature des marchandises (a)
(en millions de tonnes-kilomètre)

NATURE DES MARCHANDISES (nomenclature N.S.T.)	1977	1978	1979	1980	1981
Produits agricoles et animaux vivants	525	672	626	654	591
Denrées alimentaires et fourrages	406	433	450	414	401
Combustibles minéraux solides	513	491	454	464	444
Produits pétroliers	825	870	927	943	871
Minérais et déchets pour la métallurgie	320	375	390	389	376
Produits métallurgiques	644	643	575	516	485
Minéraux bruts ou manufacturés et matériaux de construction	1 846	1 737	1 727	1 736	1 585
Engrais	226	227	253	288	272
Produits chimiques	394	445	458	407	376
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	61	46	47	42	42
Total ...	**5 761**	**5 939**	**5 908**	**5 853**	**5 442**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données pour 1982 ne sont pas encore disponibles.

Transports fluviaux

Trafic par bassin
(en millions de tonnes-kilomètre)

BASSIN	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Escaut maritime	1 186	1 480	1 517	1 562	1 609	1 591	1 545	1 254
Canaux de la Campine	1 804	2 107	1 980	1 998	2 017	1 991	1 792	1 748
Canaux brabançons	405	424	401	400	412	424	375	321
Meuse et Sambre	635	757	643	644	557	521	495	480
Haut-Escaut	1 004	1 201	1 116	1 224	1 223	1 235	1 148	1 100
Centre et Borinage	73	83	77	67	62	61	60	75
Yser et Côte	16	21	27	24	28	30	27	27
Total ...	**5 123**	**6 072**	**5 761**	**5 939**	**5 908**	**5 853**	**5 442**	**5 004**

Source : Institut National de Statistique.

Composition de la flotte fluviale belge

ANNEÉ	Bateaux automoteurs		Bateaux sans moteur		Barges de poussage		Total	
	Nombre	En milliers de tonnes	Nombre	En milliers de tonnes	Nombre	En milliers de tonnes	Nombre	En milliers de tonnes
Au 1er janvier 1973	4 460	2 167,7	331	247,9	52	66,6	4 843	2 482,2
Au 1er janvier 1974	4 278	2 149,4	278	209,1	59	85,9	4 615	2 444,4
Au 1er janvier 1975	3 929	2 065,3	206	177,5	51	78,6	4 186	2 321,4
Au 1er janvier 1976	3 548	1 814,4	206	177,5	51	78,6	3 805	2 070,5
Au 1er janvier 1977	3 025	1 609,6	138	107,6	59	100,9	3 292	1 818,1
Au 1er janvier 1978	2 994	1 594,8	136	106,0	59	100,9	3 189	1 801,7
Au 1er janvier 1979	2 763	1 499,8	117	88,8	63	112,7	2 943	1 701,3
Au 1er janvier 1980	2 572	1 412,3	105	78,3	74	134,4	2 751	1 625,0
Au 1er janvier 1981	2 478	1 387,8	94	70,0	83	151,2	2 655	1 609,0
Au 1er janvier 1982	2 345	1 346,7	87	65,0	86	163,5	2 518	1 575,4
Au 1er janvier 1983	2 244	1 311,5	79	56,1	87	169,9	2 410	1 537,6

Sources : Ministère des Communications.

Transports fluviaux

Marchandises transportées

ANNÉE	Quantité (en milliers de tonnes)					Volume total du transport (en millions de tkm)
	Trafic intérieur	Trafic à l'importation	Trafic à l'exportation	Trafic de transit	Trafic total	
1973	24 925	42 610	29 038	5 212	101 785	6 494
1974	26 133	46 486	28 800	5 459	106 878	6 853
1975	18 477	36 986	24 091	4 179	83 733	5 123
1976	21 934	42 571	31 124	4 645	100 274	6 072
1977	21 746	41 730	33 671	3 777	100 924	5 761
1978	20 112	44 230	31 370	4 536	100 248	5 935
1979	21 080	45 198	30 813	4 309	101 400	5 908
1980	20 206	44 106	32 323	4 294	100 930	5 853
1981	18 678	43 447	31 301	3 777	97 204	5 442
1982	21 826	37 020	27 787	3 956	90 589	5 004

Source : Institut National de Statistique.

Situation de la marine marchande belge

DÉSIGNATION	1er janvier 1982		1er janvier 1983	
	Nombre	Tonnage brut	Nombre	Tonnage brut
Vraquiers et navires porte-containers	29	914 570	28	985 579
Cargos	18	176 043	16	111 042
Navires polyvalents	2	26 768	2	26 768
Paquebots et cargos	1	13 303	1	13 303
Navires-citernes transporteurs d'hydrocarbures autres que du pétrole brut	4	73 216	4	73 216
Pétroliers	6	260 555	6	259 434
Bateaux citernes pour produits résiduaires	2	1 678	2	1 678
Navires de combinaison	2	45 046	2	45 046
Containers	5	146 327	7	184 739
Navires frigorifiques	5	32 991	4	27 138
Minéraliers	1	38 765	1	38 765
Allèges de mer	6	20 136	6	20 136
Paquebots	1	4 356	1	4 356
Car-ferries	8	37 714	9	43 288
Bateaux citernes pour le gaz	4	86 900	4	86 900
Plate-formes de forage	1	10 372	1	10 372
Bateaux d'approvisionnement « off-shore »	2	2 426	2	2 426
Navires rouliers	5	14 527	4	12 358
Navires pour le transport du bétail	1	941	1	941
Hydroptère	2	578	2	578
Navires O.B.O.	—	—	2	137 538
Total ...	**105**	**1 907 212**	**105**	**2 085 607**

Sources : Ministère des Communications, Administration de la Marine et de la Navigation intérieure.

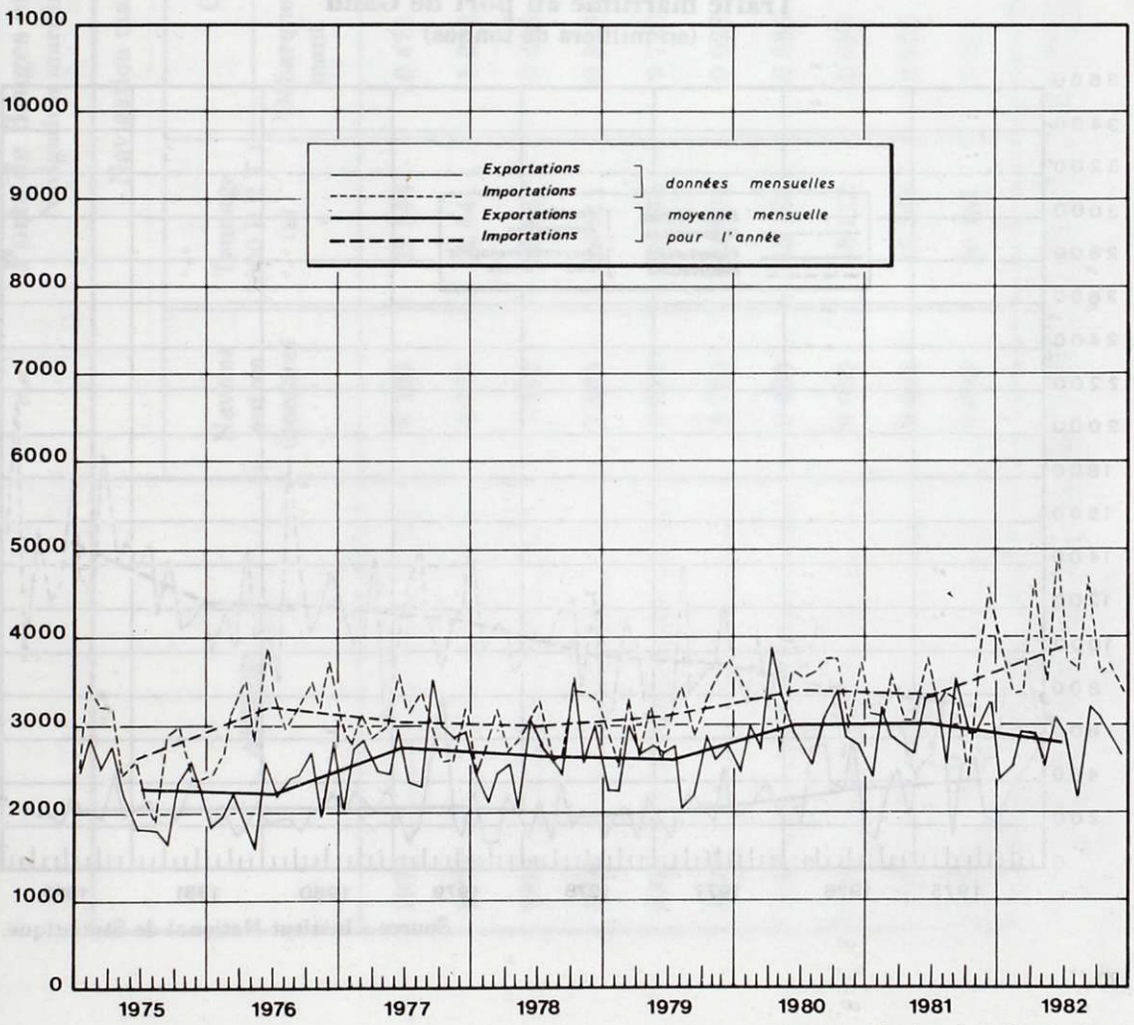
Port d'Anvers
Navigation maritime

ANNÉE	Navires entrés		Chargement (1000 t)		
	Nombre	Tonnage (1000 B.R.T.) (a)	Débar-quement	Embar-quement	Total
1973	18 708	87 686	41 303	30 234	71 537
1974	18 755	87 963	42 550	33 307	75 857
1975	17 376	84 002	32 747	27 734	60 481
1976	17 711	91 384	39 113	26 933	66 046
1977	17 703	94 028	37 440	31 611	69 051
1978	17 382	98 260	39 000	33 100	72 100
1979	17 425	103 542	46 100	33 990	80 090
1980	17 151	102 696	46 549	35 387	81 935
1981	16 802	104 611	43 724	36 036	79 760
1982	17 097	112 683	50 067	34 136	84 203

Source : Ville d'Anvers.

(a) Depuis 1978, le tonnage s'exprime par une nouvelle mesure, à savoir le B.R.T. (bruto register ton). Les données enregistrées les années précédentes en T.N.B. (tonne nette belge) ont été converties en B.R.T.

Trafic maritime au port d'Anvers
(en milliers de tonnes)



Source : Institut National de Statistique.

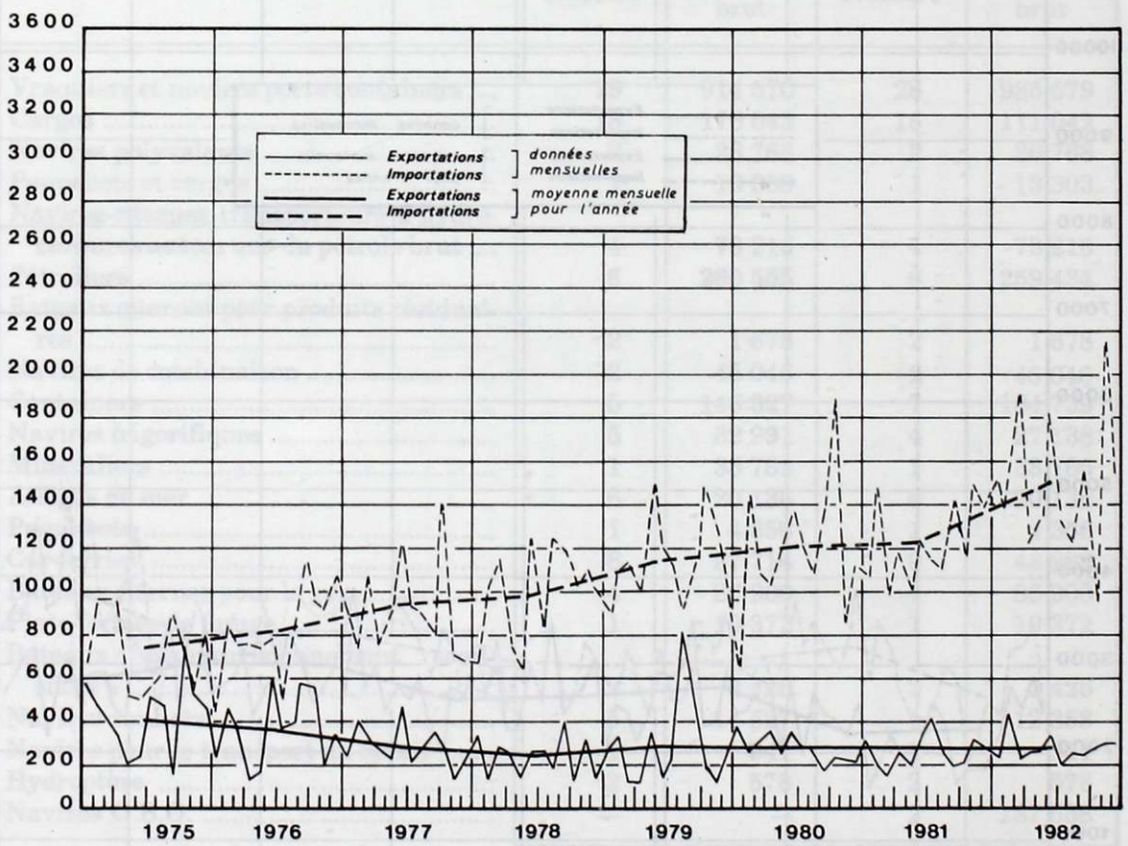
Port de Gand
Navigation maritime

ANNÉE	Navires entrés		Chargement (1000 t)		
	Nombre	Tonnage (1000 B.R.T.) (a)	Débarquement	Embarquement	Total
1973	3 789	10 818	9 715	4 980	14 695
1974	4 093	12 233	10 286	5 564	15 850
1975	3 398	10 760	8 875	4 656	13 531
1976	3 259	12 536	11 156	4 180	15 336
1977	2 927	12 016	11 108	3 520	14 628
1978	2 920	13 002	12 308	3 179	15 487
1979	3 133	15 278	14 293	4 027	18 320
1980	3 260	15 701	15 147	3 277	18 424
1981	3 032	16 648	15 723	3 604	19 327
1982	3 407	18 674	19 011	3 883	22 894

Source : Port de Gand.

(a) Depuis 1978, le tonnage s'exprime par une nouvelle mesure, à savoir la B.R.T. (bruto register ton). Les données enregistrées les années précédentes en T.N.B. (tonne nette belge) ont été converties en B.R.T.

Trafic maritime au port de Gand
(en milliers de tonnes)



Source : Institut National de Statistique.

Ports de Bruges et de Zeebrugge
Navigation maritime et fluviale

ANNÉE	Navigation maritime					Navigation fluviale		Total général (1000 t)
	Navires entrés (nombre)	Tonnage (1000 B.R.T.) (a)	Chargement (1000 t)			Navires entrés (nombre)	Tonnage (1000 t)	
			Débarquement	Embarquement	Total			
1973	6 105	29 546	10 478	2 217	12 695	1 626	544	13 239
1974	6 796	32 541	11 272	2 772	14 044	1 748	592	14 636
1975	7 452	35 987	9 466	2 639	12 105	1 244	415	12 520
1976	7 593	36 511	9 828	2 700	12 528	1 835	623	13 151
1977	8 373	39 654	9 728	3 183	12 911	1531	502	13 413
1978	8 700	42 001	10 028	3 438	13 466	1 481	551	14 017
1979	9 050	45 163	10 885	4 191	15 076	1 802	756	15 832
1980	9 550	48 212	10 088	4 101	14 189	1 856	830	15 019
1981	9 043	45 368	8 552	4 289	12 841	1 654	744	13 585
1982	8 625	39 287	5 261	4 097	9 358	(b)	(b)	(b)

(a) Depuis 1978, le tonnage s'exprime par une nouvelle mesure à savoir le B.R.T. (bruto register ton). Les données enregistrées les années précédentes en T.N.B. (tonne nette belge) ont été converties en B.R.T.

(b) Données non disponibles pour 1982.

Source : « Maatschappij der Brugse Zeevaartinrichtingen ».

Quantités de marchandises transportées par les trois principaux modes de transport

(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1978	1979	1980	1981	1982
Transport routier :					
— trafic intérieur	300 954	286 494	310 711	299 884	..
— importation (a)	22 846	24 845	25 989	28 581	..
— exportation (a)	22 846	24 845	25 989	28 581	..
— transit	7 371	6 335	8 574	10 152	..
Total ...	**354 017**	**342 519**	**371 263**	**367 198**	..
Navigation intérieure :					
— trafic intérieur	20 113	21 080	20 206	18 678	21 826
— importation	44 229	45 198	44 106	43 447	37 020
— exportation	31 370	30 813	32 323	31 301	27 787
— transit	4 534	4 309	4 294	3 777	3 956
Total ...	**100 247**	**101 400**	**100 930**	**97 204**	**90 589**
Chemin de fer :					
— trafic intérieur	17 585	18 181	19 008	20 308	18 505
— importation	18 529	22 107	20 025	20 204	17 992
— exportation	12 993	15 584	14 216	13 393	12 225
— transit	13 981	18 007	17 816	15 731	13 572
Total ...	**63 092**	**73 879**	**71 063**	**69 636**	**62 293**
Total général ...	**517 356**	**517 798**	**543 256**	**534 038**	..

Source : Institut National de Statistique.

(a) L'import, resp. l'export, à l'aide de véhicules étrangers est assimilé forfaitairement à l'export, resp. l'import, à l'aide de véhicules belges.

Comparaison en tkm des trois principaux modes de transport

(en millions de tkm)

DÉSIGNATION	1978	1979	1980	1981	1982
Transport routier :					
— trafic intérieur	9 909	9 861	10 315	10 060	..
— importation (a)	2 131	2 288	2 354	2 483	..
— exportation (a)	2 131	2 288	2 354	2 483	..
— transit	1 474	1 267	1 715	2 031	..
Total ...	**15 645**	**15 704**	**16 738**	**17 056**	..
Navigation intérieure :					
— trafic intérieur	1 609	1 662	1 570	1 364	1 656
— importation	2 255	2 202	2 193	1 120	1 660
— exportation	1 502	1 501	1 550	1 478	1 183
— transit	569	543	540	479	504
Total ...	**5 935**	**5 908**	**5 853**	**5 442**	**5 004**
Chemin de fer :					
— trafic intérieur	1 105	1 132	1 109	1 055	998
— importation	2 207	2 489	2 145	2 116	1 878
— exportation	1 506	1 787	1 661	1 560	1 501
— transit	2 288	3 127	3 084	2 796	2 397
Total ...	**7 105**	**8 535**	**7 999**	**7 528**	**6 774**
Total général ...	**28 685**	**30 147**	**30 590**	**30 026**	..

Source : Institut National de Statistique.

(a) L'import, resp. l'export, à l'aide de véhicules étrangers est assimilé forfaitairement à l'export, resp. l'import, à l'aide de véhicules belges.

Trafic commercial des aérodromes belges (a)

DÉSIGNATION	Trafic		
	Régulier	Irrégulier	Total
Vols (unités)			
1974	74 163	13 911	88 074
1975	71 281	14 821	86 102
1976	75 231	15 476	90 707
1977	77 587	15 577	93 164
1978	81 398	14 393	95 791
1979	86 013	15 716	101 729
1980	84 550	15 789	100 339
1981	80 012	14 122	94 134
1982	69 453	9 701	79 154
Passagers (unités)			
1974	3 343 348	895 996	4 239 344
1975	3 387 404	962 311	4 349 715
1976	3 556 862	1 032 189	4 589 051
1977	3 748 109	1 077 069	4 825 278
1978	3 947 072	1 140 061	5 087 133
1979	4 104 051	1 247 540	5 351 591
1980	4 046 643	1 222 596	5 269 239
1981	4 314 844	1 071 270	5 386 114
1982	4 116 153	1 099 506	5 216 059
Fret (tonnes)			
1974	113 110	6 639	119 749
1975	119 171	10 182	129 353
1976	128 106	22 880	150 986
1977	133 696	15 194	148 890
1978	135 438	17 169	152 607
1979	146 190	19 795	165 985
1980	158 795	20 012	178 807
1981	159 772	14 519	174 291
1982	152 181	4 908	157 089
Courrier (tonnes)			
1974	5 459	50	5 509
1975	5 818	60	5 878
1976	6 679	218	6 897
1977	7 657	41	7 698
1978	8 284	78	8 362
1979	6 933	94	7 027
1980	7 765	205	7 970
1981	9 493	153	9 646
1982	8 797	349	9 152

Source : Régie des Voies Aériennes.

(a) Ensemble du trafic : arrivées et départs, vols locaux non compris.

Trafic de la SABENA

ANNÉE	Voyageurs transportés (milliers)	En millions de voyageurs-kilomètre	Fret (en millions de tonnes-kilomètre)	Courrier (en milliers de tonnes-kilomètre)	En millions de tonnes-kilomètre transportées	En millions de tonnes-kilomètre offertes	Coefficient de chargement (en pourcent)
1972	1 484,8	3 276,7	234,3	8 616,7	540,1	907,6	59,5
1973	1 649,9	4 211,9	240,3	8 972,2	635,5	946,6	67,1
1974	1 693,4	4 535,8	287,1	8 589,9	711,8	1 137,6	62,6
1975	1 680,6	4 581,1	286,8	7 953,1	719,2	1 197,4	60,1
1976	1 764,0	4 453,3	366,7	9 130,7	784,2	1 280,3	61,3
1977	1 954,7	4 495,7	371,4	8 551,4	789,6	1 306,4	60,4
1978	2 027,1	4 500,1	375,8	10 248,9	791,1	1 310,5	60,4
1979	2 043,1	4 822,2	504,2	11 066,3	949,3	1 448,8	65,5
1980	1 974,5	4 853,7	467,9	11 277,7	916,1	1 438,3	63,7
1981	2 053,0	5 204,1	461,9	12 542,4	942,9	1 433,9	65,8
1982	2 002,6	5 287,7	487,5	13 125,8	976,5	1 462,4	66,8

Source : SABENA.

Trafic commercial des aéroports belges

Année	Régulier		Non régulier		Total	
	Passagers	Fret (en millions de tonnes-km)	Passagers	Fret (en millions de tonnes-km)	Passagers	Fret (en millions de tonnes-km)
1970	1					
1971						
1972						
1973						
1974						
1975						
1976						
1977						
1978						
1979						
1980						
1981						
1982						
1983						
1984						
1985						
1986						
1987						
1988						
1989						
1990						
1991						
1992						
1993						
1994						
1995						
1996						
1997						
1998						
1999						
2000						
2001						
2002						
2003						
2004						
2005						
2006						
2007						
2008						
2009						
2010						
2011						
2012						
2013						
2014						
2015						
2016						
2017						
2018						
2019						
2020						
2021						
2022						
2023						
2024						

CHAPITRE V

DISTRIBUTION

Pour la seconde année consécutive, on assiste à un recul en volume de la consommation privée. Celui-ci atteint 1,1 % contre 2 % en 1981. Les dépenses des ménages ont été nettement affectées par la contraction du revenu disponible (−3,5 %) résultant principalement de l'impact des mesures de redressement économique prises par le gouvernement en vertu des pouvoirs spéciaux.

Les modifications des taux de change du FB (dévaluation en février, suivie du blocage des salaires et des prix), les adaptations fiscales (hausses de T.V.A. en janvier 83) et les corrections apportées au régime de sécurité sociale, sont à la base d'une perte du pouvoir d'achat des consommateurs qui s'est répercutée dans tous les secteurs de la distribution.

On constate que les ménages, qui ont d'ailleurs réduit leur épargne de 4,8 % en 1982, ont modifié leurs habitudes de consommation en fonction des restrictions apportées à leur budget. Certaines dépenses, notamment celles consacrées à l'automobile et aux articles ménagers durables, sont réduites ou différées au profit des activités de loisir qui ne paraissent pas souffrir des difficultés économiques actuelles. Les bons résultats des secteurs Horeca et des services récréatifs sont témoins de ce comportement. Par contre, des informations en provenance de la distribution indiquent que de nombreux consommateurs réorientent leurs achats, délaissant les produits sophistiqués ou de haut de gamme pour des produits simples, moins onéreux. Cette nouvelle manière de consommer est même ressentie en alimentation où le succès des produits à marque de distributeur montre le désir des acheteurs de se tourner vers des articles génériques à plus faibles coûts que les produits habituels. L'ensemble de ces substitutions au sein des achats des ménages a une répercussion différente selon le type de commerce et les catégories de biens prises en compte.

Les tableaux du chiffre d'affaires des ventes au détail par type de distribution sont établis à partir de l'enquête effectuée par l'I.N.S. auprès des commerçants. Les indices sont déflatés par les indices de prix correspondants par la D.G.E.D. et le pourcentage de variation des ventes totales de chaque secteur de la distribution est calculé en tenant compte de l'importance relative des différentes rubriques dans les ventes totales. Ces tableaux permettent de se faire une idée de la manière dont la baisse des dépenses des ménages s'est répartie entre les différentes formes de distribution et par catégories de produits.

Sur le plan du type de distribution, seules les entreprises à succursales multiples, dont font partie les plus grandes chaînes de supermarchés du pays, présentent encore un taux de croissance positif grâce à leur bonne position dans l'alimentation et aux excellentes recettes du secteur « autres articles », dont les résultats sont d'ailleurs très difficiles à interpréter car la rubrique comprend des produits différents selon chaque forme de distribution. Le calcul d'un déflateur plausible en est d'autant plus ardu et on se bornera à signaler qu'il s'agit dans le chef d'entreprises à succursales multiples de produits non alimentaires à caractère relativement durable comme les articles de voyage, de sports, les jeux, etc...

Toutes les autres formes de distribution connaissent des taux de croissance négatifs pour toutes les rubriques, excepté le textile où le petit commerce de détail profite des larges perspectives offertes par l'expansion continue du secteur. Les grands magasins voient leur chiffre d'affaires en valeur décroître de 8,6 % contre 3,9 % en 1981 ce qui constitue une indication quant à la désaffection progressive des consommateurs pour ce type de commerce souvent mal localisé au centre des villes. La situation des coopératives de consommation empire, quant à elle, nettement avec une chute des ventes de 17,5 %.

L'analyse des points forts de chaque type de distribution peut s'effectuer à l'aide du tableau des ventes à la consommation par secteur et par catégories d'articles, présenté en indice à base 1970 = 100.

Les trois principaux groupes de points de vente sont les entreprises à succursales multiples pratiquant le libre service (comprenant les supermarchés), les grands magasins et le petit commerce de détail. Si on compare le niveau de leurs résultats de 1982, on constate que les grands magasins se stabilisent à l'indice 250 (1981 = 253) avec comme points forts les tabacs, les articles de librairie et surtout les articles de sports et de voyage (indice 913). Les grandes entreprises à succursales multiples continuent leur progression à l'indice 530 (1981 = 493) mais les supermarchés à eux seuls atteignent l'indice 687 en hausse de 9,8 % par rapport à 1981. Sur le plan des types de produit, le point fort des succursalistes est l'alimentation à l'indice 623 alors que les ventes alimentaires des grands magasins plafonnent à 238 et celles du petit commerce de détail à 207. Les meilleurs crénaux du petit commerce de détail qui atteint l'indice 297 (1981 = 270) se retrouvent dans les catégories des articles d'ameublement (indice 364) et surtout des textiles et habillement (indice 306), en progrès de 11 % par rapport à 1981. En conclusion, on constate une spécialisation de plus en plus marquée des trois principaux types de commerce qui essayent de consolider leurs ventes dans les secteurs où ils disposent d'un avantage qui peut être dû à leur situation géographique, à leur service personnalisé ou encore aux économies d'échelle permises par leur taille. Le petit commerce de détail joue surtout sur sa situation proche du consommateur et sur son service. Les grands magasins insistent également sur leur service et sur l'étendue de leurs gammes de produits, tandis que les succursalistes font valoir la qualité de leurs promotions directes et à la facilité d'approvisionnement des consommateurs, dues à la taille nationale de leur distribution.

Au point de vue de l'évolution des parts de marché de chaque type de distribution, l'étude annuelle, publiée par le Comité belge de la Distribution, permet de suivre la répartition par forme de distribution des ventes au détail. Si l'on s'en tient à une comparaison des ventes totales avec 1981, la part du commerce intégré (grands magasins et succursalistes) reste constante à 19,3 % du marché et le petit commerce indépendant continue à assurer 80,7 % des ventes aux consommateurs.

Par contre, si l'on dissocie les ventes alimentaires et non alimentaires, on voit que le commerce intégré améliore sa position en alimentaire passant de 20 % du marché en 1980 à 31,2 % en 1982 alors que pour les ventes non alimentaires, le petit commerce de détail indépendant rattrape une bonne partie du terrain perdu en passant de 86,8 % en 1980 à 87,5 % en 1982. Il est a souligner que les parts de marché gagnées par le commerce intégré en alimentaire bénéficient surtout aux succursalistes (+2,4 %) qui prennent des ventes en même temps au petit commerce indépendant (−1,7 %), aux grands magasins (−0,5 %), et aux coopératives de consommation (−0,2 %). Celles gagnées par le petit commerce de détail indépendant le sont au détriment de toutes les formes du commerce intégré de 1980 à 1982, les succursalistes voyant leur part se stabiliser à un faible 5,1 % de 1981 à 1982. Comme en 1981, les grands secteurs de la distribution progressent chacun dans le domaine où ils sont les plus efficaces. Le commerce intégré consolide ses positions en alimentation tandis que se confirme le regain récent (à partir de 1981) du petit commerce indépendant spécialisé pour ce qui est des produits non alimentaires où les succursalistes ne parviennent pas à augmenter sensiblement leur part de marché. Enfin, il se confirme que la valeur des ventes comme les parts de marché des coopératives de consommation restent en chute libre pour l'ensemble de l'année.

Deux tableaux apportent des informations sur le développement de l'appareil commercial en Belgique. Le premier fait le bilan de l'application de la loi du 29 juin 1975 relative aux implantations commerciales. A fin décembre 1982, le nombre des demandes d'implantation acceptées, a augmenté de 15 % par rapport à 1981 avec une hausse de 10 % de la surface de vente proposée. Cette augmentation se situe surtout en Flandre et est surtout le fait de commerçants indépendants qui voient leurs propositions essuyer moins de refus que celles des grands distributeurs. Les demandes d'implantations de supermarchés, d'hypermarchés et de shopping-centers, en légère hausse, sont plus souvent refusées, étant donné l'importance des investissements projetés et les problèmes de localisation plus importants pour ces grands ensembles. On peut considérer que, globalement, environ la moitié des demandes totales est refusée ce qui entraîne une plus grande demande d'aménagements et d'extensions à des sites existants. Le second donne les résultats encore provisoires du recensement annuel des magasins en libre service, effectué par le Comité belge de la Distribution. De 1978 à 1982, on retrouve les mêmes tendances à la croissance du nombre de points de vente du commerce intégré (grands magasins et succursalistes) alors que le nombre de points de vente des indépendants et surtout des coopératives de consommation est en constante diminution. Au total, le nombre de point de vente diminue d'environ 3 % par an depuis 1980, ce qui est une évolution similaire à celle, rencontrée dans les autres pays de la Communauté.

Le montant des investissements de la distribution peut être suivi à partir des montants déclarés, relevés par les services de la T.V.A. En 1982, les investissements

ont subi une nette diminution en volume dans le commerce de détail (seulement +3 % en valeur), alors que le commerce de gros (+18,4 %) et le secteur HORECA (+12,1 %) connaissaient une croissance assez soutenue, en relation probable avec la croissance connue par le chiffre d'affaires de ces secteurs. Mais il faut être prudent dans l'interprétation de ces données, étant donné les difficultés de construire des déflateurs cohérents par rapport aux types d'investissement de chaque secteur.

Les statistiques de l'O.N.S.S. qui ne sont disponibles que jusque fin 1981, font état d'une stagnation de l'emploi dans le commerce de détail. Par contre, l'emploi dans le commerce de gros a diminué de 4,2 %. Des informations plus récentes en provenance de la Fedis (1) indiquent que l'emploi a diminué de 5,2 % dans le commerce intégré en 1982. Ces statistiques ne tiennent évidemment compte que des salariés et non des indépendants qui forment la grande majorité dans le petit commerce de détail.

En ce qui concerne le chômage, le taux moyen de l'ensemble du secteur du commerce s'est accru de 1,4 % soit 13,5 % de l'emploi, total du secteur. Le nombre de chômeurs complets indemnisés passe de 44 363 à 49 563 (+11,7 %) soit une hausse nettement inférieure à celle, enregistrée sur le plan national (+16,5 %).

*
* *

(1) Fedis : Fédération des Entreprises de Distribution.

Commerce ambulant

Répartition des commerçants ambulants suivant la nature du commerce (a)

DATE ET RESIDENCE DU COMMERÇANT	Marché public		Voie publique		De porte en porte		Marché public et voie publique		Marché public et de porte en porte		Voie publique et de porte en porte		Marché public, voie publique et de porte en porte		Ensemble		
	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Total
1er janvier 1978 : *Le Royaume* ...	**11 246**	**802**	**1 530**	**134**	**19 708**	**1 296**	**4 676**	**534**	**1 231**	**119**	**1 680**	**105**	**10 471**	**970**	**50 542**	**3 960**	**54 502**
1er janvier 1980 : *Le Royaume* ...	**12 591**	**967**	**1 783**	**172**	**14 139**	**986**	**5 891**	**696**	**1 367**	**120**	**1 457**	**112**	**10 735**	**1 017**	**47 963**	**4 070**	**52 033**
1er janvier 1982 :																	
Anvers	3 456	99	516	16	4 558	22	1 386	68	229	6	169	6	2 551	89	12 865	306	13 171
Brabant	1 637	132	255	29	7 181	1	836	76	81	6	129	5	998	67	11 177	316	11 493
Hainaut	1 028	140	151	33	5 669	16	747	236	115	27	53	6	987	295	8 750	753	9 503
Liège	673	106	144	32	4 034	33	615	120	119	27	135	10	852	218	6 572	546	7 118
Limbourg	683	45	114	6	2 425	16	415	26	170	13	164	10	1 385	80	5 356	196	5 552
Luxembourg	74	10	21	2	778	1	76	5	38	1	12	—	197	7	1 196	26	1 222
Namur	156	9	66	6	1 493	—	273	24	44	5	38	—	341	15	2 411	59	2 470
Fl. Orientale	2 209	30	252	6	4 354	9	953	11	226	6	225	5	1 856	29	10 075	96	10 171
Fl. Occidentale	1 228	14	242	2	3 626	2	651	16	246	—	236	1	1 715	8	7 944	43	7 987
Pays étrangers	14	95	—	8	13	263	6	51	7	14	2	74	30	138	72	643	715
Le Royaume ...	**11 218**	**680**	**1 761**	**140**	**34 131**	**363**	**5 958**	**633**	**1 275**	**105**	**1 163**	**117**	**10 912**	**946**	**66 415**	**2 984**	**69 402**

(a) Le recensement ne se fait que tous les 2 ans.

Source : Institut National de Statistique

Immatriculations et radiations au Registre du Commerce

DÉSIGNATION	1979	1980			1981			1982		
	Total	Commerçants isolés	Sociétés	Total	Commerçants isolés	Sociétés	Total	Commerçants isolés	Sociétés	Total
Immatriculations principales (a) :										
Cour d'Appel de :										
Bruxelles	11 106	7 616	2 872	10 488	8 396	2 899	11 295	8 300	3 275	11 573
Anvers	10 193	7 115	2 234	9 349	7 283	2 397	9 680	7 970	2 862	10 832
Mons	5 321	4 710	693	5 403	4 991	750	5 741	5 078	786	5 864
Liège	7 481	5 944	1 207	7 151	6 567	1 214	7 781	6 714	1 475	8 189
Gand	10 198	7 710	2 032	9 742	7 888	2 200	10 088	8 533	2 478	11 011
Total ...	**44 299**	**33 669**	**9 205**	**42 874**	**35 125**	**9 460**	**44 585**	**36 595**	**16 969**	**47 469**
Radiations par suite de cessation, cession, transfert ou décès :										
Cour d'Appel de :										
Bruxelles	7 028	6 489	818	7 305	6 359	755	7 114	6 408	775	7 183
Anvers	6 726	6 526	532	7 058	6 511	600	7 110	6 531	553	7 064
Mons	4 180	4 220	159	4 379	4 364	195	4 559	4 572	179	4 751
Liège	4 931	4 941	267	5 208	5 140	277	5 417	5 480	282	5 762
Gand	7 784	7 594	434	8 028	7 362	443	7 805	7 255	452	7 707
Total ...	**30 649**	**30 217**	**2 242**	**32 459**	**29 735**	**2 270**	**32 005**	**30 246**	**2 241**	**32 467**
Différence	**+13 650**	**+ 3 452**	**+6 963**	**+10 415**	**+ 5 390**	**+ 7 190**	**+12 580**	**+ 6 349**	**+14 728**	**+15 002**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) Y compris les immatriculations principales par reprise d'une affaire radiée ou transportée, comme suite à une cession, un transport, un décès, etc.

Ventes à la consommation en 1982 (a)

(évolution en %)

MOIS	Petit commerce de détail (b)		Grands magasins à rayons multiples		Coopératives de consommation		Magasins à succursales		Ventes en supermarchés (c)		Total du commerce de détail			
											1981		1982 (b)	
	(d)	(e)	(d)	(e)	(d)	(e)	(d)	(e)	(d)	(e)	(d)	(e)	(d)	(e)
Janvier	4,0	4,3	—0,6	1,3	— 9,3	—12,9	6,7	10,2	0,0	7,3	4,2	4,6	—4,6	—3,2
Février	7,9	5,0	—0,6	1,5	— 8,1	—11,9	14,0	11,3	7,6	8,0	8,3	5,4	—0,3	—2,6
Mars	14,8	6,3	1,8	1,9	— 5,7	—10,9	14,4	12,1	12,2	9,0	14,0	6,6	5,8	1,6
Avril	11,0	6,9	1,3	1,4	— 5,3	—10,1	15,3	12,3	10,8	9,2	10,7	7,1	1,3	—1,3
Mai	8,0	7,5	—5,0	1,0	—13,8	— 9,8	8,9	12,2	4,1	9,5	7,0	7,1	—2,8	—1,0
Juin	2,3	6,9	—1,1	0,5	— 9,2	— 9,8	13,6	12,1	4,5	9,0	3,5	7,0	—7,1	—1,8
Juillet	7,4	7,2	0,4	0,4	— 6,9	— 9,2	17,3	12,9	7,7	9,1	8,2	7,4	—1,6	—1,5
Août	9,1	7,4	0,0	0,4	—10,1	— 8,9	10,6	13,0	4,2	9,2	8,7	7,6	—1,5	—1,5
Septembre	6,0	7,3	—3,3	—0,1	—10,3	— 8,8	14,4	13,0	5,0	9,0	6,3	7,5	—3,5	—1,6
Octobre	4,4	7,2	—5,8	—1,0	—17,1	— 9,3	6,7	12,3	3,0	8,7	4,2	7,3	—6,0	—2,0
Novembre	10,9	7,7	1,6	—0,7	—11,9	— 9,0	12,5	12,4	9,4	9,1	10,4	7,7	0,0	—1,8
Décembre	12,1	8,1	—1,4	—1,1	— 2,7	— 9,2	15,2	12,4	6,9	9,0	11,4	8,0	2,9	—1,5
L'année ...	**8,2**		**—1,1**		**— 9,2**		**12,4**		**8,7**		**8,1**		**—1,4**	

(a) Calculé à partir de l'indice mensuel du chiffre d'affaires en valeur publié à partir de 1969 (1966=100).
(b) Données provisoires.
(c) Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel. Les chiffres d'affaires des supermarchés à grandes surfaces sont compris dans les données, respectivement des grands magasins, des coopératives de consommation et des magasins à succursales.
(d) Indice en valeur par rapport aux mois correspondant de l'année précédente.
(e) Ecart en % de la moyenne mobile sur 12 mois par rapport à la moyenne de l'année précédente (données désaisonnalisées).

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Ventes à la consommation (a)

Indices par secteur et par catégorie d'articles

(moyenne mensuelle 1970 = 100)

DÉSIGNATION	1979	1980	1981	1982 (b)
Grands magasins :				
Indice général	**234**	**248**	**253**	**250**
Alimentation	*229*	*242*	*248*	*238*
périssable	225	236	240	229
non-périssable	262	278	288	279
restaurant	132	140	140	131
Textile et articles d'habillement	*187*	*199*	*200*	*201*
aunages	40	31	25	21
dessus hommes et garçonnets	177	187	197	202
dessus femmes, jeunes filles, fillettes	182	187	187	192
bonneterie, lingerie, chemiserie, chapellerie	200	214	193	195
mercerie, rubans, patrons	179	190	197	189
chaussures, pantoufles	256	268	255	253
articles divers de parure	153	181	192	183
Ameublement	*190*	*189*	*176*	*161*
textiles	235	244	228	212
meubles, lustrerie, ornementation	152	142	130	117
Ménage	*178*	*185*	*184*	*178*
articles de ménage	198	215	223	223
appareils ménagers et électroménagers	145	135	121	106
Tabacs, articles pour fumeurs	*355*	*364*	*373*	*389*
Librairie, papeterie, photographie, etc.	*234*	*248*	*248*	*244*
librairie	430	456	476	458
papeterie	167	179	178	188
articles de photographie et de cinématographie	293	303	275	223
Parfumerie, toilette	*257*	*282*	*297*	*312*
Jeux, jouets, sports, voyages	*738*	*825*	*888*	*913*

DÉSIGNATION	1979	1980	1981	1982 (b)
Ventes en libre service :				
Indice général	**420**	**454**	**493**	**530**
Ventes en supermarchés	*440*	*475*	*513*	*556*
petites et moyennes entreprises de supermarchés	275	295	310	331
supermarchés des grandes entreprises de distribution	534	579	630	687
alimentation périssable	433	469	501	551
alimentation non-périssable et produits divers	445	480	522	560
Autres ventes en libre service des grandes entreprises de distribution	*325*	*356*	*396*	*407*
Coopératives de consommation :				
Indice général	**83**	**82**	**71**	**64**
Boulangerie	*91*	*72*	*46*	*22*
Alimentation (sauf boulangerie)	*72*	*72*	*69*	*62*
Habillement	*40*	*36*	*28*	*20*
Ameublement	*19*	*18*	*7*	*6*
Articles de ménage	*66*	*71*	*67*	*70*
Tabacs	*67*	*59*	*54*	*37*
Appareils ménagers	*28*	*22*	*24*	*14*
Parfumerie, articles de luxe	*17*	*11*	*5*	*4*
Restaurant, tea-room	*35*	*32*	*13*	*5*
Divers	*176*	*179*	*138*	*141*
Entreprises à succursales :				
Indice général	**358**	**387**	**428**	**481**
Alimentation générale	*451*	*499*	*555*	*623*
Produits non-alimentaires	*238*	*243*	*262*	*298*

(a) Calculées sur base des données établies par certaines entreprises de commerce de détail (voir : Arrêté royal du 4 février 1965, *Moniteur belge* du 3 mars 1965).

(b) Données provisoires.

Source : Institut National de Statistique.

Evolution des magasins en libre service au 1er janvier

DÉSIGNATION	1979		1980		1981 (a)		1982 (a)	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
	Répartition par forme de distribution							
Indépendants	2 598	62	2 597	62	2 458	60	2 388	60
Coopératives de consommation	653	16	641	15	586	14	498	13
Grands magasins et maisons à succursales	940	22	959	23	1 059	26	1 082	27
Total ...	**4 191**	**100**	**4 197**	**100**	**4 103**	**100**	**3 968**	**100**
	Répartition selon la surface de vente (m²)							
1 - 99	1 400	33	1 376	33	1 340	33	1 203	30
100 - 199	953	23	950	22	877	21	886	22
200 - 399	722	17	744	18	698	17	673	18
400 et plus sans viande fraîche	191	4	194	4	203	5	203	5
400 - 799	405	10	408	10	430	10	413	10
800 - 999	110	3	11	3	112	3	117	3
1 000 - 2 499	333	8	337	8	363	9	380	10
2 500 et plus	77	2	77	2	80	2	82	2
Total ...	**4 191**	**100**	**4 197**	**100**	**4 103**	**100**	**3 968**	**100**

Source : Comité Belge de la Distribution.

(a) Estimations.

Ventes à la consommation (a)

(1970=100)

ANNÉE	Petit commerce de détail	Grands magasins à rayons multiples	Coopératives de consommation	Entreprises à succursales	Ventes en supermarchés (c)	Total du commerce de détail	
						Valeur	Quantité
1972	123	122	101	135	129	124	115
1973	140	136	98	157	155	141	123
1974	164	157	97	188	185	165	129
1975	179	170	98	220	217	181	127
1976	206	189	98	258	236	208	135
1977	216	205	93	295	254	221	136
1978	226	219	85	323	260	232	139
1979	243	234	84	358	275	250	145
1980	265	249	82	387	295	271	146
1981	275	253	71	428	310	284	142
1982 (b)	298	250	64	481	338	307	140

Source : Institut National de Statistique.

(a) Indice annuel publié à partir de 1967.
(b) Données provisoires.
(c) Petites et moyennes entreprises de supermarchés. Les supermarchés de la grande distribution ne sont pas compris ici, mais dans les « Entreprises à succursales ».

Evolution des ventes au détail par type de distribution (a)

(valeur, en % par rapport à l'année précédente)

DÉSIGNATION	Petit commerce de détail		Grands magasins		Entreprises à succursales multiples (b)		Coopératives de consommation		Supermarchés d'indépendants		Supermarchés de la grande distribution (c)	
	1981	1982	1981	1982	1981	1982	1981	1982	1981	1982	1981	1982
Alimentation	4,3	6,6	2,4	−3,9	11,3	12,2	− 8,4	−12,8	(5,1)	(6,8)	(8,9)	(9,1)
Textiles et habillement .	4,6	11,7	−0,4	−0,5	11,4	4,0	−18,9	−30,8	..	..	..	..
Articles d'ameublement et de ménage	2,0	4,0	−1,6	−4,2	−22,4	−4,5	−10,4	0,3	..	..	..	..
Autres articles	4,8	9,8	5,3	2,6	9,6	28,9	−22,4	0,0	..	..	..	..
Total ...	**4,1**	**8,2**	**1,8**	**−1,1**	**10,6**	**12,4**	**−13,7**	**− 9,2**	**5,1**	**6,8**	**8,9**	**9,1**

(a) Données provisoires pour 1982.
(b) Les supermarchés GB sont compris dans cette rubrique.
(c) Cette rubrique en recoupe d'autres. Son intérêt est de permettre la comparaison avec les supermarchés d'indépendants.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Estimations de la Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des ventes au détail par type de distribution (a)

(quantité, en % par rapport à l'année précédente) (b)

DÉSIGNATION	Petit commerce de détail		Grands magasins		Entreprises à succursales multiples (c)		Coopératives de consommation		Supermarchés d'indépendants		Supermarchés de la grande distribution (d)	
	1981	1982	1981	1982	1981	1982	1981	1982	1981	1982	1981	1982
Alimentation	−1,7	−2,7	−3,5	−12,3	4,9	2,4	−13,7	−20,4	−0,8	−2,6	2,6	−0,5
Textiles et habillement .	1,1	+5,8	−3,8	−5,8	7,6	−1,5	−21,6	−34,5	..	..	..	..
Articles d'ameublement et de ménage	−1,16	−0,6	−4,7	−8,5	−24,8	−8,7	−13,2	−4,1	..	..	..	..
Autres articles	−6,4	−0,8	−0,8	−7,3	3,1	16,4	−27,2	−9,7	..	..	..	..
Total ...	**−2,4**	**−1,8**	**−3,9**	**−8,6**	**4,2**	**3,3**	**−18,6**	**−17,3**	**−0,8**	**−2,6**	**2,6**	**−0,5**

(a) Données provisoires pour 1982.
(b) Les pourcentages de variation totaux tiennent compte de l'importance relative des rubriques de chaque secteur avant déflation par les indices de prix correspondants.
(c) Les supermarchés GB sont compris dans cette rubrique.
(d) Cette rubrique en recoupe d'autres. Son intérêt est de permettre la comparaison avec les supermarchés d'indépendants.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et estimations de la Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Répartition des ventes au détail par formes de distribution (a)

(en %)

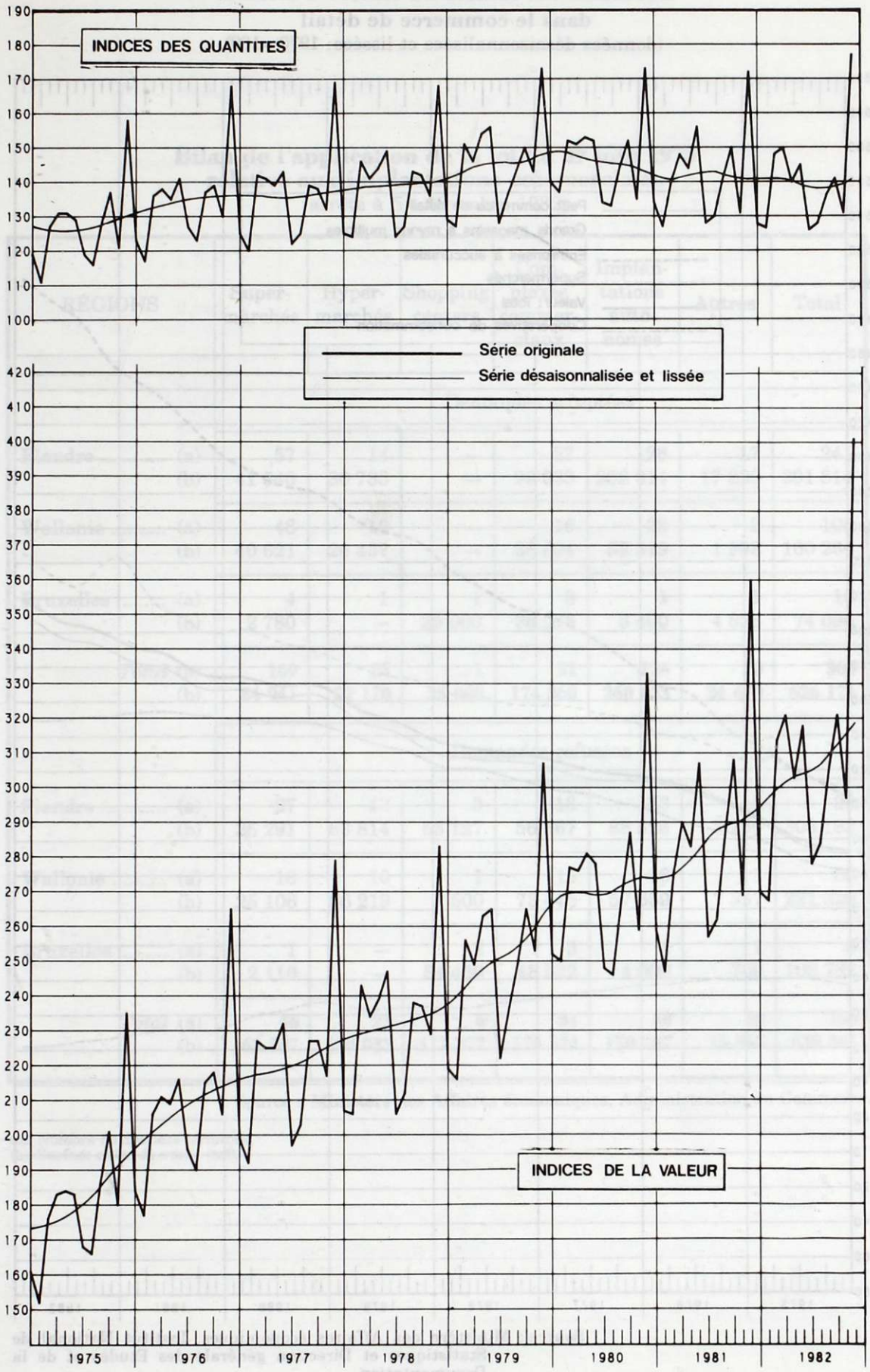
DÉSIGNATION	Ventes alimentaires			Ventes non alimentaires			Ventes totales		
	1979	1980	1981	1979	1980	1981	1979	1980	1981
Coopératives de consommation	1,1	1,0	0,9	0,5	0,4	0,3	0,7	0,7	0,5
Entreprises à succursales multiples	23,8	25,1	26,2	5,4	5,1	5,1	12,0	12,2	12,6
Grands magasins à rayons multiples	5,1	4,9	4,6	6,1	6,1	5,8	5,7	5,6	5,4
Ventes par correspondance	—	—	—	1,2	1,3	1,3	0,8	0,8	0,8
Ventes totales du commerce intégré	**30,0**	**31,0**	**31,7**	**13,2**	**12,9**	**12,5**	**19,2**	**19,3**	**19,3**
Indépendants affiliés à :									
— coopératives d'achat de détaillants	4,2	4,2	4,2	0,9	1,0	1,0	2,0	2,2	2,2
— chaînes volontaires	4,4	4,6	4,5	0,3	0,3	0,2	1,8	1,8	1,8
— entreprises du commerce intégré et franchisseurs spécialisés	5,4	5,6	6,2	1,6	1,7	1,6	3,0	3,0	3,1
Ventes totales du commerce indépendant associé	14,0	14,4	14,9	2,8	3,0	2,8	6,8	7,0	7,1
Ventes du commerce indépendant non associé	56,0	54,6	53,4	84,0	84,1	84,7	74,0	73,7	73,6
Ventes totales du commerce indépendant	**70,0**	**69,0**	**68,3**	**86,8**	**87,1**	**87,5**	**80,8**	**80,7**	**80,7**
Ventes totales du commerce de détail	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Comité Belge de la Distribution.

(a) Les données pour 1982 ne sont pas encore disponibles.

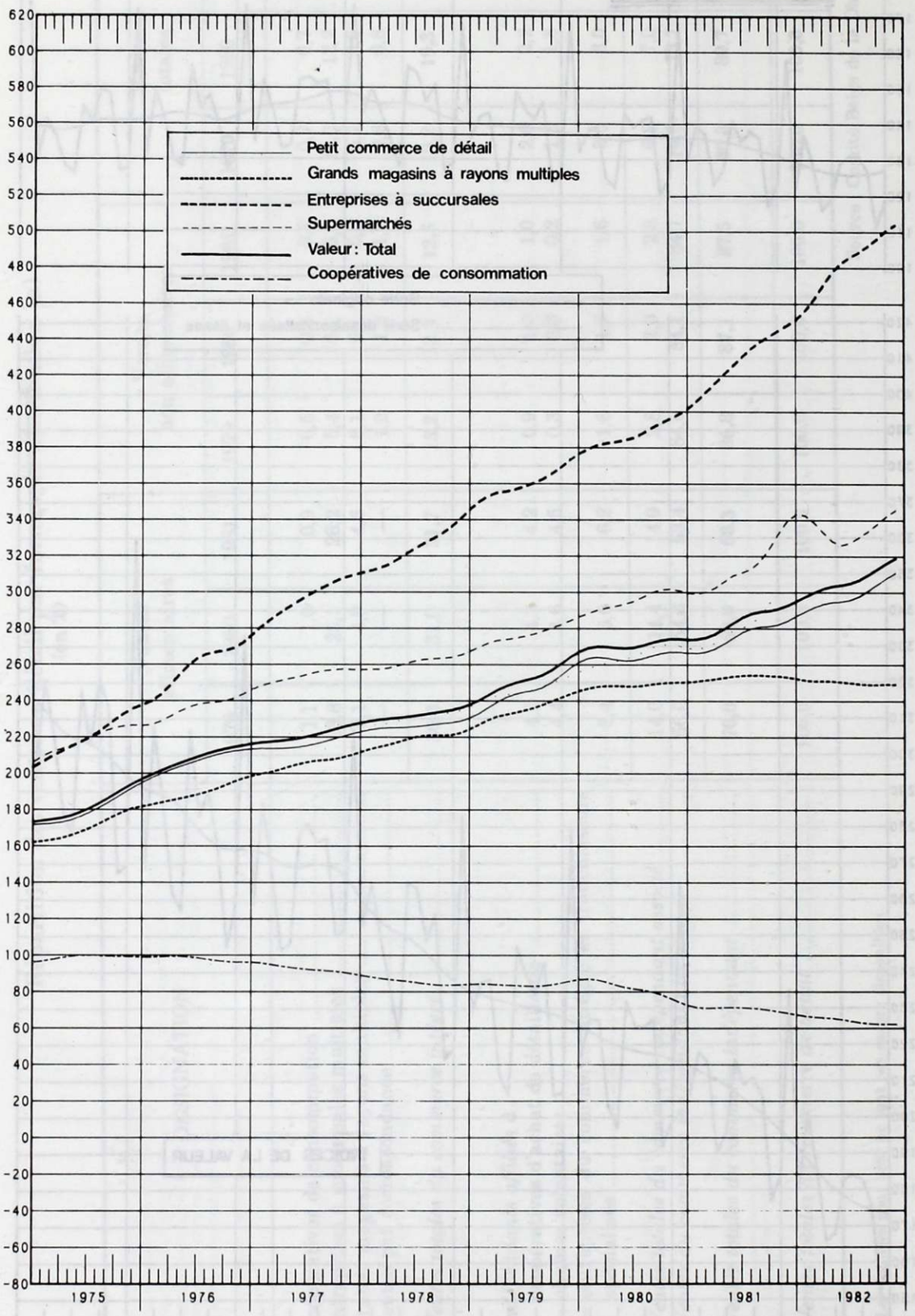
Evolution du chiffre d'affaires dans le commerce de détail

(1970 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des indices du chiffre d'affaires dans le commerce de détail
(données désaisonnalisées et lissées; 1970 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistiques et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Bilan de l'application de la loi du 29 juin 1975 relative aux implantations commerciales

(arrêté à fin décembre 1982)

RÉGIONS		Super-marchés	Hyper-marchés	Shopping centers	Com-plexes commer-ciaux	Implan-tations auto-nomes	Autres	Total
		Demandes acceptées						
Flandre	(a)	57	14	—	27	126	17	241
	(b)	41 540	30 733	—	99 338	202 314	17 839	391 814
Wallonie	(a)	48	10	—	16	29	2	105
	(b)	40 621	26 437	—	38 894	52 319	1 993	160 264
Bruxelles	(a)	4	1	1	8	1	1	16
	(b)	2 780	—	25 000	36 078	5 400	4 838	74 096
Total	(a)	**109**	**25**	**1**	**51**	**156**	**20**	**362**
	(b)	**84 941**	**57 170**	**25 000**	**174 360**	**260 033**	**24 670**	**626 174**
		Demandes refusées						
Flandre	(a)	27	13	3	13	26	8	90
	(b)	36 291	63 814	55 127	56 567	88 628	7 766	308 193
Wallonie	(a)	18	10	1	15	13	1	58
	(b)	25 106	56 219	1 500	73 445	57 659	7 397	221 326
Bruxelles	(a)	1	—	2	3	1	1	8
	(b)	2 110	—	54 450	48 522	4 000	700	109 782
Total	(a)	**46**	**23**	**6**	**31**	**40**	**10**	**156**
	(b)	**63 507**	**120 033**	**111 077**	**178 534**	**150 287**	**15 865**	**639 301**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) Nombre de dossiers terminés.
(b) Surface nette de vente (m²).

Caisse Nationale de Crédit Professionnel

Crédits accordés

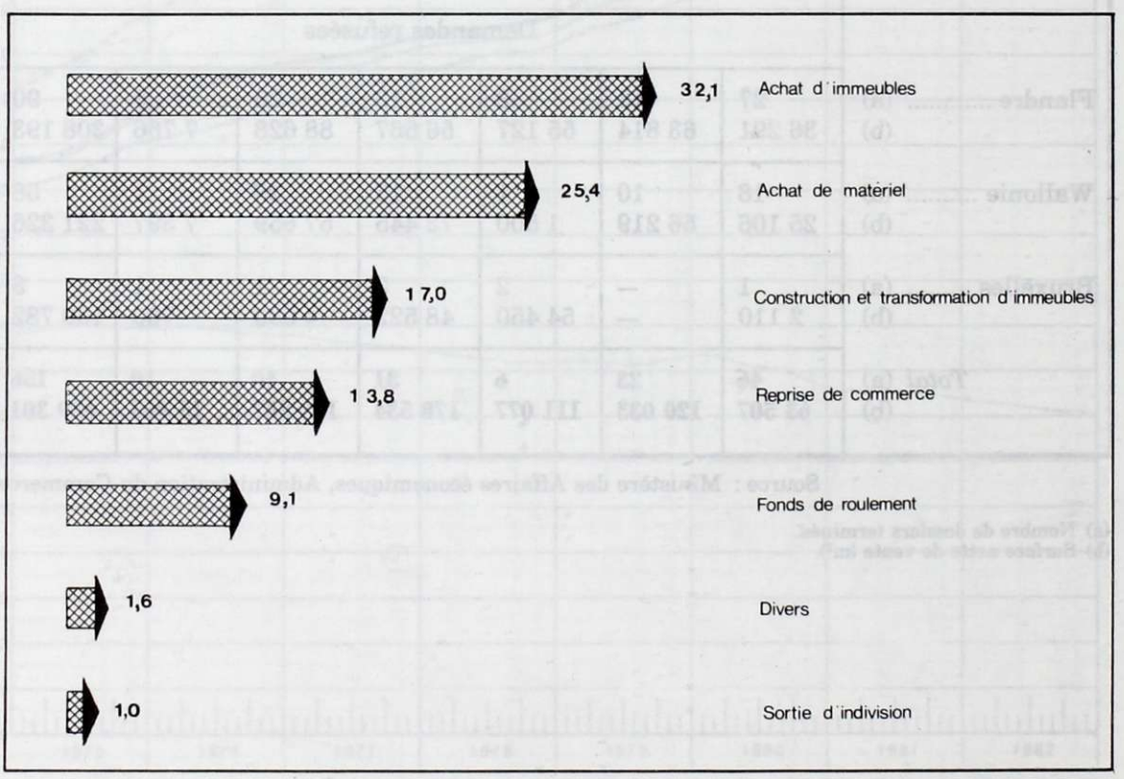
ANNEE	Nombre	En milliers de francs	
		Montant global	Montant moyen par crédit
1971	11 540	5 047 860	437,4
1972	13 341	6 545 185	490,6
1973	14 184	8 494 397	598,9
1974	9 089	6 107 479	672,0
1975	11 458	8 749 742	763,6
1976	12 668	11 903 095	939,6
1977	13 644	14 029 215	1 028,2
1978	14 680	16 239 052	1 106,2
1979	13 372	15 089 707	1 128,5
1980	8 750	10 117 083	1 156,2
1981	7 758	8 831 475	1 138,4
1982	6 082	6 566 842	1 079,7

Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel

Crédits accordés en 1982 d'après leur destination

(en % du montant total)



Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

CHAPITRE VI

TOURISME

En 1982, sur base des données provisoires disponibles à la Banque Nationale, les recettes en provenance du tourisme, au sein de la balance des paiements, c'est-à-dire les dépenses effectuées par les touristes et voyageurs étrangers en Belgique, se sont élevées à 72,1 milliards de francs belges contre 60,6 milliards en 1981, soit un accroissement des recettes de 11,4 milliards à prix courants.

Les dépenses du fait de résidents en Belgique effectuées à l'étranger s'élèvent quant à elles à 100,1 milliards en 1982 contre 107,7 milliards en 1981, soit une diminution de 7,6 milliards.

De ce double mouvement résulte une amélioration du solde de la balance touristique — exprimée en termes de balance de paiements — de 40,3 % par rapport à l'année précédente.

Un incitant important de la demande touristique ressentie par les touristes étrangers pour notre pays est constitué par la compétitivité de notre système touristique. La dévaluation du franc belge consécutive aux réévaluations du D.M., du Florin et de la Livre a rendu notre pays plus attractif pour nos voisins et par conséquent, la tendance à l'accroissement de leurs visites déjà constaté les années antérieures persiste et s'amplifie.

Quant aux Belges, la modération de leurs revenus les a incité à demeurer au pays.

Si la côte belge est la région qui a enregistré la plus forte croissance en 1982, les régions touristiques wallonnes connaissent elles aussi un notable accroissement de leur pouvoir d'attraction.

Quant à des villes d'art telles Bruxelles et Gand, elles recueillent les fruits de leur politique d'équipement et de promotion.

Au total, 1982 fut donc une très bonne année pour le tourisme belge et notre solde touristique traditionnellement négatif s'est fort réduit cette année.

*
* *

Répartition des nuitées par pays de provenance (a)

PAYS DE PROVENANCE	1975		1976		1977		1978		1979		1980		1981		1982	
	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En Milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)
Etranger :																
Grande-Bretagne ...	1 100	206	1 003	187	877	164	823	154	836	156	911	170	944	176	1 020	191
France	976	196	934	188	892	179	726	146	600	121	781	157	780	157	899	181
Pays-Bas	786	234	829	247	941	280	885	263	878	261	892	265	773	230	1 552	462
Allemagne (Occident.)	1 279	761	1 233	734	1 246	742	1 079	642	975	580	1 034	615	984	586	1 112	662
Italie	190	257	177	239	182	246	181	245	183	247	194	262	194	262	195	264
Grand-Duché de Luxembourg	156	325	149	310	126	262	105	219	116	242	118	246	127	265	141	294
Suisse	81	147	78	142	77	140	78	142	70	127	78	142	74	135	83	151
U.S.A.	490	259	511	270	543	287	487	258	510	270	483	256	486	257	561	297
Autres pays	1 127	368	1 063	347	1 114	364	1 064	348	1 085	355	1 122	367	1 155	377	1 180	386
Total ...	**6 185**	**280**	**5 977**	**271**	**5 998**	**272**	**5 428**	**246**	**5 257**	**238**	**5 613**	**254**	**5 517**	**250**	**6 743**	**305**
Belgique	**14 395**	**208**	**14 251**	**206**	**14 503**	**209**	**12 650**	**183**	**11 734**	**169**	**12 291**	**177**	**12 225**	**177**	**13 298**	**192**
Total général ...	**20 580**	**225**	**20 228**	**221**	**20 501**	**224**	**18 078**	**198**	**16 991**	**186**	**17 904**	**196**	**17 742**	**194**	**20 041**	**219**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Sont seulement reprises dans la statistique, les personnes ayant logé en Belgique moyennant paiement, ailleurs qu'en maisons de cure et à l'exclusion du camping.
(b) Sur base 1953=100.

Répartition des nuitées par région touristique et suivant le pays de résidence des touristes en 1981 (a)

(en pourcent)

RÉGION TOURISTIQUE	Selon le pays de résidence		En fonction du total des nuitées		
	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Total
Littoral	65,33	24,0	88,1	11,9	100
Villes d'art	1,91	44,0	10,5	89,5	100
Ardennes-Meuse	18,05	10,7	82,2	17,8	100
Campine	6,13	10,6	61,1	37,9	100
Autres régions	8,56	10,7	68,5	30,5	100
Le Royaume ...	**100,00**	**100,0**	**73,1**	**26,9**	**100**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Données provisoires. Les données pour 1982 ne sont pas encore disponibles.

Répartition des nuitées par saison

(en pourcent)

PÉRIODE	Belges		Etrangers		Total	
	Hors saison (a)	Saison (b)	Hors saison (a)	Saison (b)	Hors saison (a)	Saison (b)
1968	22,0	78,0	38,2	61,8	26,1	73,9
1969	23,9	76,1	40,1	59,9	28,0	72,0
1970	24,6	75,4	40,4	59,6	28,8	71,2
1971	25,0	75,0	40,1	59,9	29,1	70,9
1972	25,2	74,8	42,6	57,4	29,8	70,2
1973	20,2	79,8	35,2	64,8	24,2	75,8
1974	19,0	81,0	36,3	63,7	26,9	73,1
1975	22,5	77,5	37,5	62,5	26,6	73,4
1976	21,3	78,7	36,4	63,6	25,3	74,7
1977	22,6	77,4	38,1	61,9	26,6	73,4
1978	23,2	76,8	40,3	59,7	27,6	72,4
1979	22,7	77,3	40,9	59,1	27,6	72,4
1980	26,8	73,2	43,4	56,6	31,5	68,5
1981 (c)	23,5	76,5	40,2	59,8	28,8	72,0

Source : Institut National de Statistique.

(a) Il s'agit principalement de « week-ends » et d'événements touristiques situés en dehors de la saison proprement dite.
(b) Du 1er juin au 30 septembre.
(c) Données provisoires. Les données pour 1982 ne sont pas encore disponibles.

Nombre des nuitées de camping par saison et par pays de provenance (a)

PAYS	Saison 1978	Saison 1979	Saison 1980	Saison 1981	Saison 1982	Ecart en pourcent	
						de 1981 par rapport à 1980	de 1982 par rapport à 1981
Pays étrangers :							
Grande-Bretagne	183 713	133 610	181 094	154 020	131 368	−15,0	−14,7
France	79 246	80 776	82 680	94 042	92 377	+13,7	− 1,8
Pays-Bas	982 337	1 031 314	924 647	1 044 644	1 121 806	+13,0	+ 7,4
Allemagne (Occidentale)	134 858	133 798	131 960	163 772	186 656	+24,1	+14,0
Italie	16 435	15 807	15 877	18 724	16 462	+17,9	−12,1
Grand-Duché de Luxembourg	9 770	9 053	7 837	7 582	10 532	− 3,3	+38,9
Etats-Unis d'Amérique	6 164	5 385	3 878	4 047	4 529	+ 4,4	+11,9
Autres pays	57 545	56 970	59 620	55 390	71 582	− 7,1	+29,2
Total ...	**1 470 068**	**1 466 713**	**1 407 593**	**1 542 221**	**1 635 312**	**+ 9,6**	**+ 6,0**
Belgique	**5 548 720**	**5 723 504**	**5 163 706**	**6 171 939**	**6 679 945**	**+19,5**	**+ 8,2**
Total général ...	**7 018 788**	**7 190 217**	**6 571 299**	**7 714 160**	**8 315 257**	**+17,4**	**+ 7,8**

(a) La saison va de juin à septembre inclus.

Source : Institut National de Statistique.

Recettes et dépenses du tourisme et des voyageurs

(en milliards de francs)

ANNÉE	Tourisme et voyageurs			Total des transactions sur services (a)		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
1974	27,8	45,7	−17,9	344,4	328,8	+15,6
1975	31,8	51,9	−20,1	365,1	337,0	+28,1
1976	33,0	55,7	−22,7	397,5	354,4	+43,1
1977	41,8	67,9	−26,1	478,6	432,8	+45,8
1978	42,9	71,3	−28,4	526,7	496,7	+30,0
1979	47,9	87,1	−39,2	668,4	656,4	+ 8,0
1980	52,9	95,6	−42,7	935,0	936,1	− 1,1
1981	60,6	107,5	−46,9	1 366,7	1 364,4	+ 2,3
1982	72,1	100,1	−28,0	..	..	+21,0 (b)

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) A partir de 1977, la série a été modifiée par des postes supplémentaires.
(b) Neuf premiers mois.

Mouvement et recette du trafic voyageurs (a)

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

(moyenne mensuelle)

ANNÉE	Voyageurs			Voyageurs/km			Recettes		
	Période non touristique (b) (en milliers d'unités)	Période touristique (c)		Période non touristique (b) (en millions d'unités)	Période touristique (c)		Période non touristique (b) (en milliers de francs)	Période touristique (c)	
		En milliers d'unités	En % de la période non touristique		En millions d'unités	En % de la période non touristique		En milliers de francs	En % de la période non touristique
1974	5 396	5 995	111	220	295	134	266 588	335 458	126
1975	5 410	6 161	114	226	305	135	280 109	358 517	128
1976	5 570	5 751	103	237	292	123	294 135	360 483	123
1977 (d)	4 892	5 070	104	230	279	121	306 150	352 511	115
1978	4 126	4 641	112	219	284	130	313 606	393 498	125
1979	4 148	4 382	106	222	296	133	321 593	410 461	128
1980	4 223	4 629	110	229	283	124	361 222	444 802	122
1981	4 492	4 890	109	236	298	126	384 288	460 347	120
1982	4 321	4 464	108	226	276	122	402 483	478 121	119

(a) A l'exclusion des voyageurs avec abonnement.
(b) L'année, période juin-septembre exclue.
(c) Période juin-septembre.
(d) Non compris le trafic autobus repris par la S.N.C.V. au 1er juillet 1977.

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

Etablissements de tourisme social (a)

Maisons et centres de vacances

DÉSIGNATION	Année	Région flamande	Région wallonne	Total
Nombre d'installations	1974	22	10	32
	1975	19	11	30
	1976	23	12	35
	1977	22	12	34
	1978	27	15	42
	1979	29	15	44
	1980	29	17	46
	1981	126	92	216
Nombre de lits	1974	12 578	4 919	17 497
	1975	13 662	4 918	18 580
	1976	13 980	4 932	18 912
	1977	14 262	5 078	19 340
	1978	15 817	6 138	21 955
	1979	15 090	6 555	21 645
	1980	14 188	6 591	20 779
	1981	14 296	25 113	39 409
Nombre de nuitées (chiffres absolus)	1974	1 195 830	349 733	1 545 563
	1975	1 195 570	364 285	1 559 855
	1976	1 201 778	352 060	1 553 838
	1977	1 254 883	345 371	1 600 254
	1978	1 300 681	345 793	1 646 504
	1979	1 365 214	372 193	1 737 407
	1980	1 379 902	446 803	1 826 705
	1981	1 825 193	948 100	2 835 141
Nombre de nuitées (importance relative)	1974	77,4	22,6	100
	1975	76,6	23,4	100
	1976	77,3	22,7	100
	1977	78,4	21,6	100
	1978	79,0	21,0	100
	1979	78,6	21,4	100
	1980	75,5	24,5	100
	1981	64,4	33,4	100

Source : Commissariat général du Tourisme.

(a) Les données pour 1982 ne sont pas encore disponibles.

TROISIEME PARTIE

FINANCES, MONNAIE ET CREDIT

Etablissements de tourisme social (a)

Maisons et centres de vacances

DÉSIGNATION	Année	Région française	Région wallonne	Total
Nombre d'installations	1974	22	16	38
	1975	14	16	30
	1976	23	12	35
	1977	32	12	44
	1978	27	15	42
	1979	29	15	44
	1980	29	17	46
	1981	120	96	216
Nombre de nuitées (chiffres absolus)	1974	19 078	6 919	25 997
	1975	14 788	5 162	19 950
	1976	13 990	4 852	18 842
	1977	14 202	5 073	19 345
	1978	15 817	6 138	21 955
	1979	15 906	6 855	22 845
	1980	14 153	6 691	20 779
	1981	14 206	25 113	39 209
Nombre de nuitées (chiffres absolus)	1974	1 186 880	649 733	1 845 563
	1975	1 195 570	394 286	1 589 856
	1976	1 201 778	362 060	1 563 838
	1977	1 254 585	345 971	1 600 254
	1978	1 300 681	345 793	1 646 474
	1979	1 385 214	372 193	1 727 407
	1980	1 379 902	446 823	1 826 705
	1981	1 690 193	945 100	2 635 143
Nombre de nuitées (répartition relative)	1974	77,6	22,8	100
	1975	74,6	24,4	100
	1976	77,3	22,7	100
	1977	76,4	21,6	100
	1978	79,0	21,0	100
	1979	78,8	21,4	100
	1980	75,5	24,5	100
	1981	64,4	35,4	100

Source : Commissariat général du Tourisme.

(a) Les fusions pour 1982 ne sont pas encore disponibles.

CHAPITRE I

APERÇU GENERAL

Sur le plan monétaire international, la politique menée aux Etats-Unis a continué à jouer un rôle prépondérant. Les taux d'intérêt élevés — instaurés en vue de lutter contre l'inflation par le biais d'une limitation de la croissance monétaire — ont été maintenus au cours du premier semestre de 1982. Par conséquent, les autres pays ont dû, eux aussi, adapter le niveau de leurs taux d'intérêt à celui des Etats-Unis, bien que pour certains, d'autres facteurs ont également joué un rôle déterminant, comme par exemple, la nécessité de pouvoir mobiliser suffisamment de capitaux pour financer leur déficit public et/ou leur solde négatif de la balance commerciale. A partir de la deuxième moitié de l'année, toutefois, les taux d'intérêt ont commencé à régresser aux Etats-Unis, mais, bien que l'inflation se fût considérablement amenuisée, les taux réels sont restés élevés.

Un deuxième problème a revêtu une forte acuité en 1982 : celui de la difficulté rencontrée par plusieurs pays de rembourser leurs dettes. Dans certains cas, la situation était devenue si grave que les intérêts sur les dettes contractées ne pouvaient être acquittés ou remboursés qu'avec retard. Selon la Banque des Règlements Internationaux (B.R.I.), une crise financière n'a pu être évitée que grâce au fait que toutes les parties concernées ont contribué à la recherche d'une solution. Grâce à la baisse des taux d'intérêt, les problèmes n'ont certes pas pris d'extension provisoirement, mais ils n'ont pas été résolus pour autant. L'un des facteurs nécessitant une solution est la structure de la dette. C'est ainsi que la B.R.I. a rappelé qu'à la fin de 1982, les 24 pays avec l'endettement le plus important étaient redevables de 390 milliards de dollars à l'égard du monde bancaire; 44 % des échéances se situaient dans le courant de l'année.

Ce deuxième problème international n'a pas exercé une influence directe sur l'évolution des grandeurs financières de la Belgique, bien que les conséquences d'un effondrement du système international n'y passeraient pas inaperçues. Par contre, l'évolution des taux d'intérêt aux Etats-Unis et les tensions entre les différentes monnaies du Système Monétaire Européen (S.M.E.) ont exercé une influence essentielle en 1982.

L'épiphénomène de cette dernière évolution a été que le gouvernement a plus facilement que par le passé pu se procurer des capitaux sur le marché des

obligations. Le montant global des émissions a été plus important qu'en 1981 et ce nonobstant le fait au cours de cette année, il a été fait appel à un emprunt obligataire « spécial ».

L'un des objectifs que le gouvernement actuel s'est assigné était et est encore d'en arriver à une contraction telle du déficit public qu'il serait possible de le financer intégralement sur le marché monétaire et le marché des capitaux intérieurs. Il est vrai qu'en 1982, le solde net à financer n'a pas encore montré de décroissance, ni en termes relatifs, ni en termes absolus. Il y a lieu cependant de signaler qu'une partie de ce déficit plus élevé que prévu doit être attribué à un facteur inattendu, à savoir l'utilisation plus intense qu'auparavant des crédits transférés. L'amplification du déficit à financer s'est chiffrée à 14 %, mais il faut rappeler qu'en 1981, elle a été de l'ordre de 58 %; il s'établit ainsi à 13,5 % du produit national brut aux prix du marché.

L'accroissement de la dette publique, qui résulte en majeure partie du déficit net à financer du Trésor, s'est monté à 527 milliards de francs, dont 220 milliards en devises. Bien que la croissance de la dette en devises ait été du même ordre de grandeur qu'il y a un an, une première amélioration s'est faite jour à cet égard. En 1981, 44,4 % de l'augmentation globale de la dette a été imputable au compte de la dette en devises, mais en 1982 ce rapport n'était plus que de 41,7 %.

En dépit de la croissance plus forte du déficit public, cette diminution a pu être réalisée grâce à la plus large possibilité d'un appel au marché primaire des obligations de la Belgique et aussi à la faible demande de crédits de la part des entreprises à l'égard des institutions financières belges, ces dernières pouvant prélever plus d'effets publics (tant à court qu'à long terme).

Sur le marché primaire belge des obligations, un nouveau record de capitaux a été atteint, soit 286 milliards de francs, ou 6 milliards de francs en plus que pour la précédente année record 1978 et ce sans devoir recourir à des avantages spéciaux en faveur des souscripteurs à l'emprunt obligataire, comme en juin 1981. Toutefois les investisseurs ont pu choisir deux fois entre un emprunt classique ou un « emprunt charnière ». La préférence des souscripteurs s'est encore toujours portée sur la formule charnière, devenue très populaire depuis quelques années.

Quant au marché des actions, 1982 sera vraisemblablement l'année du revirement radical. L'arrêté royal n° 15 (voir section « marché des capitaux ») a veillé à ce que les entreprises puissent, à nouveau, recueillir du capital à risques par le biais d'émissions de nouvelles actions; d'autre part, les investisseurs privés ont été incités à acheter des actions. Dès lors, les cours en Bourse de Bruxelles ont connu une orientation très positive. L'indice général de la bourse des valeurs belges sur le marché au comptant a progressé de 18 % pour atteindre 102,88 points (base 1963=100) à la fin de 1982. Le nombre d'effets et de capitaux négociés a également connu une forte progression.

En résumé, il peut être dit qu'en 1982, toutes les variables des secteurs monétaire et financier ont connu un changement positif : des taux d'intérêt en

baisse, une amélioration de la position du franc sur les marchés des changes, une plus forte inclinaison à investir en francs belges, soit en obligations, soit en actions. Seule l'évolution du déficit public, bien que d'une tendance moins négative qu'au cours des années antérieures, jette encore une ombre sur ce tableau optimiste.

*
* *

CHAPITRE II

FINANCES PUBLIQUES

SECTION I. — FINANCES DE L'ETAT

La politique d'assainissement des finances publiques, que le gouvernement mène depuis la fin de 1981, n'a pas encore donné les résultats initialement escomptés; la cause doit partiellement en être cherchée, toutefois, dans des facteurs non liés à l'exécution du budget de 1982 proprement dit. Cependant, comparé à la croissance rapide du solde net à financer pendant les années antérieures, la faible détérioration des finances publiques en 1982 par rapport à 1981, constitue déjà un succès. Bien qu'en 1982, il ait été encore nécessaire de faire appel aux crédits étrangers, une constatation positive s'impose : c'est que la politique actuelle a permis d'élargir à nouveau le financement intérieur à long terme de la dette publique et ceci contraste avec l'évolution au cours des années antérieures (depuis 1979). Il est vrai que le regain de confiance à l'égard du franc belge ainsi que l'abaissement des taux d'intérêt tant au niveau international que national, ont joué un rôle en la matière.

Le solde net à financer du pouvoir central s'est élevé à 519,3 milliards de francs (à l'exclusion des variations de change (1) et de la dette reprise par le Fonds des Routes (2)), contre 454,9 milliards en 1981, soit un accroissement de 14 %. Compte tenu de la croissance du solde net à financer pendant les années précédentes (+40 % en 1980 et +53 % en 1981), ce résultat prend la forme d'une amélioration.

En pourcentage du produit national brut, l'importance du solde net à financer s'est accrue mais dans une bien plus faible mesure qu'en 1981 et 1980 : de 2,7 % en 1974 à 6,5 % en 1979; 8,6 % en 1980 et 12,7 % en 1981. En 1982, ce rapport s'est agrandi encore légèrement pour atteindre 13,5 % du produit national brut aux prix de marché (3).

(1) Variations du cours de change sur les dettes extérieures courantes à long terme : 20,5 milliards de francs en 1981; 34,3 milliards de francs en 1982.
(2) Pour une meilleure comparabilité des données chiffrées à travers les années, la dette des intercommunales reprise par le Fonds des Routes n'est pas prise en considération dans le présent chapitre. Au 1er janvier 1982, la dette s'élevait à 95,5 milliards de francs et s'est amenuisée à 84,7 milliards de francs au 31 décembre 1982.
(3) Calculé sur base d'un P.N.B. estimé à 3 842,5 milliards de francs, aux prix du marché.

Le résultat budgétaire montre un déficit de 486,8 milliards de francs en 1982, contre 435 milliards en 1981. Cette amplification doit être imputée presque exclusivement au déficit des opérations courantes qui s'est élevé à 307,8 milliards de francs, soit une croissance de 43,3 milliards par rapport à 1981. Le déficit des opérations en capital n'a été que de peu supérieur à celui de l'année antérieure : 179 milliards de francs, soit 8,5 milliards de francs de plus.

En ajoutant les amortissements de la dette au solde net à financer, l'on obtient *le solde brut à financer.* C'est là le reflet de l'appel brut que le gouvernement doit faire au marché monétaire et des capitaux à l'intérieur et à l'étranger.

Pour 1982, le solde brut à financer s'élève à 666,5 milliards de francs, contre 612,4 milliards de francs en 1981 (à l'exclusion des variations du change citées ci-avant).

Les soldes brut et net à financer reflètent les évolutions des recettes et des dépenses du pouvoir central. C'est surtout l'accroissement des dépenses qui a donné lieu à l'aggravation du déficit budgétaire jusqu'au niveau cité ci-avant et qui est plus forte qu'estimée initialement. En effet, les prévisions relatives aux recettes de l'Etat pour 1982 se sont révélées beaucoup plus exactes qu'au cours des années antérieures.

L'ensemble des dépenses courantes, sur base de caisse, s'est élevé à 1 458,8 milliards de francs, ou près de 38 % du P.N.B. aux prix de marché, contre 1 276,9 milliards de francs en 1981, soit 35,6 % du P.N.B. de l'époque. En tout et pour tout s'agit-il ici d'une progression de plus de 14 % des dépenses courantes due principalement à la forte augmentation de l'endettement (intérêts et coûts) de pas moins de 38,6 %. La part de ce poste dans la totalité des dépenses courantes s'est donc considérablement élargie : 13 % en 1980, 15 % en 1981 et 18,3 % en 1982. En dehors de la croissance de la dette proprement dite, cette évolution est due aussi à la hausse des taux d'intérêt se poursuivant jusque vers le milieu de 1982. Le taux moyen des intérêts portés en compte est passé au-delà de 10 %, alors qu'en 1975 il s'élevait à 7,1 % et en 1970 à 6,2 % seulement.

En faisant abstraction de l'endettement et en ne considérant que l'ensemble des dépenses courantes, la progression est nettement moindre : 9,9 % de plus en 1982 par rapport à 1981. Sans les charges d'intérêts et les coûts de la dette publique, le taux de croissance reste donc toujours supérieur à l'accroissement du produit national brut aux prix du marché et ce malgré le fait que grâce à la modération des revenus (par le biais de l'indexation limitée) il a été possible d'économiser sur des dépenses considérées auparavant comme incompressibles. En 1982, les salaires, les charges sociales et les pensions ont augmenté encore de plus de 14,5 % (en 1982 ces postes constituaient 23,6 % de l'ensemble des dépenses courantes). En 1981, ils ont monté de 12 % et constituaient 23,8 % des dépenses sur opérations courantes (1).

(1) Pour ce qui concerne les dépenses de pension, il est tenu compte des réserves de la caisse des veuves et orphelins pour un montant de 1,7 milliard en 1981 et de 14,5 milliards en 1982.

Du côté des recettes, les rentrées courantes ont dépassé celles de 1981 de 13,7 % (1 151 milliards de francs en 1982, contre 1 012,4 milliards en 1981). Cette progression, plus forte que celle du taux d'inflation, doit être attribuée en partie aux effets de la majoration des impôts appliquée dès la deuxième moitié de 1981, bien que la réduction générale du taux de la T.V.A. pour la construction (de 17 à 6 %) ait agi dans le sens inverse.

En pour-cent du produit intérieur brut, la pression fiscale et parafiscale globale a d'ailleurs continué à s'accroître en 1982, contrairement à ce qui s'est produit dans la plupart des pays voisins (au Danemark, en République fédérale d'Allemagne, aux Pays-Bas et au Grand-Duché du Luxembourg, une très faible régression a été enregistrée; cfr. les graphiques en la matière). Pour la Belgique, cette plus lourde pression globale (44,3 en 1982 contre 42,9 en 1981) résulte surtout de la majoration des impôts directs (de 18 % à 19 %), et dans une mesure moindre du relèvement des impôts indirects (de 12,1 % à 12,4 %). Par contre, la pression des cotisations sociales est demeurée constante (12,8 %, aussi bien en 1982 qu'en 1981). A titre de comparaison : en 1965, la perception globale représentait 30 % du P.I.B., en 1975 déjà 40 %. La plus forte pression des impôts directs en 1982 peut s'expliquer en partie par le rattrapage du retard encouru durant les années précédentes en matière de l'enrôlement des déclarations fiscales. La pression accrue des impôts indirects a résulté des relèvements fiscaux (c'est-à-dire de la T.V.A.) au cours de la deuxième moitié de 1981, mais dont les effets ne se sont fait sentir qu'en 1982.

La ventilation par grandes catégories des recettes globales du pouvoir central montre l'évolution suivante. En 1982, les impôts directs ont augmenté de 13,7 % par rapport à 1981. Outre au rattrapage précité en matière d'enrôlement, cette croissance doit être attribuée également, en partie, au « volontariat fiscal », permettant aux salariés et appointés d'effectuer, eux-aussi, des paiements anticipés et éviter ainsi un décompte final trop élevé, après déclaration d'impôts. De plus, les déclarants ayant effectué un tel paiement anticipé peuvent prétendre à une certaine « ristourne » sur le montant encore dû lors du décompte final. Le poste « paiements anticipés » a donc connu une progression plus forte que le taux général de croissance des recettes courantes, à savoir 16,3 %.

Pour les recettes en provenance de la T.V.A. et des droits de timbre, l'avance n'a été que de 7,3 %. La réduction de la T.V.A. (de 17 % à 6 %) sur les activités de construction (privée) a exercé ici une influence négative. D'autre part, il ne faut pas perdre de vue que le comportement de la consommation privée n'a pas été des plus encourageants, ce qui s'est répercuté forcément sur les recettes de la T.V.A. En novembre et décembre 1982, par contre, les recettes en provenance de la T.V.A. ont été relativement élevées, grâce aux achats anticipés avant le relèvement de la T.V.A. à partir du 1er janvier 1983 (dont une hausse de 2 % pour la plupart des produits auparavant soumis au taux de 17 %).

Les recettes en capital ont enregistré une légère décroissance (−2 %). Les recettes versées au profit de la C.E.E. — T.V.A. et droits à l'importation — ont monté de 3,4 %, tandis que les recettes fiscales affectées ont reculé de 14,6 %. Ainsi le total des recettes fiscales pour 1982 a été de 1 233,5 milliards de francs, contre

1 092,8 milliards en 1981 (c'est-à-dire une avance de 12,9 %). Alors que pendant les années antérieures, les recettes réelles (sur base de caisse) se sont révélées nettement inférieures aux estimations budgétaires, les résultats finaux de caisse pour 1982 ne se sont situés que de 6,7 milliards de francs (0,5 % des recettes totales) au-dessous des prévisions. Les moins-values les plus importantes par rapport aux estimations se sont produites pour les recettes de la T.V.A. et du précompte professionnel. Par contre, des plus-values considérables ont été notées pour les paiements anticipés, les accises et les recettes non fiscales (toujours par rapport aux estimations budgétaires).

En 1982, *la dette publique* s'est accrue de 645,9 milliards de francs. Ce montant comprend, toutefois, les dettes reprises par le Fonds des Routes et les variations du change. Ces deux postes non pris en considération, la dette publique a augmenté, en 1982, de 526,9 milliards de francs (soit 13,5 % du P.N.B. aux prix de marché de 1982).

La dette publique intérieure consolidée a progressé de 75,6 milliards de francs, dont 56,7 milliards en dettes directes. Ces montants sont considérablement plus élevés que pour les deux années antérieures, lorsque la dette publique intérieure consolidée a augmenté respectivement de 69,6 (1980) et de 26,6 milliards de francs (1981). Ils reflètent le regain progressif de la confiance des investisseurs dans la dette publique à plus long terme, grâce au retour à une structure normale des taux d'intérêt dans le deuxième semestre de 1982.

La plus large possibilité d'un appel au marché intérieur des capitaux n'a pourtant pas pu empêcher que le rythme de croissance de la dette en devises étrangères continue à s'amplifier au même rythme élevé qu'en 1981 (219,8 milliards de francs en 1982, contre 214,3 milliards de francs en 1981, toujours compte non tenu des variations du change).

Il est vrai, cependant que la structure de la durée de la nouvelle dette en devises étrangères a suivi un sens inverse à celui de 1981, lorsque la majeure partie en a été contractée à court terme. En 1982, la plus grande partie de la dette en devises étrangères a été contractée à plus long terme.

Le financement monétaire du déficit public a été moins ample qu'en 1981. Le financement monétaire, *stricto sensu,* est défini ici comme étant la somme de la dette contractée en devises et l'appel du Fonds des Rentes à la Banque nationale (1). Ainsi et toujours compte non tenu des variations du cours du change, le financement monétaire s'est monté en 1982 à 251,3 milliards de francs, dont l'appel élargi du Fonds des Rentes à la Banque nationale représente 31,5 milliards de francs (2). La possibilité pour le Fonds des Rentes, de faire appel à la Banque nationale a d'ailleurs été relevée en janvier et mai 1982 chaque fois de 20 milliards de francs, ce qui a porté le plafond de cette ligne de crédit à 190 milliards de francs. En 1981, le

(1) Dans un sens plus large, le financement monétaire peut également impliquer la dette à court terme contractée à l'égard d'organismes monétaires (67,2 milliards à l'égard des banques en 1982 contre 63,9 milliards en 1981).

(2) Les données sont basées sur les bilans de la B.N.B. au 31 décembre.

financement monétaire a été nettement plus important, principalement en raison du plus grand appel à la Banque nationale par le Fonds des Rentes; ceci a été possible grâce au relèvement, à concurrence de 60 milliards de francs, du plafond de crédit au cours de cette année-là. Le financement monétaire du déficit en 1981 a été de 286,7 milliards de francs. En pourcentage du solde net à financer (tel que défini ci-avant), l'importance du financement monétaire a donc été ramené de 63 % en 1981 à 48,2 % en 1982. Au cours des années antérieures, elle s'était constamment accrue. Le financement monétaire du déficit des pouvoirs publics n'entraîne cependant pas automatiquement un accroissement du stock monétaire de base, compte tenu du caractère compensatoire pour la croissance du stock monétaire des interventions de la Banque nationale sur les marchés de changes (voir également chapitre III, section I. — Marché monétaire).

*

* *

Situation de caisse de Trésorerie et Financement des besoins

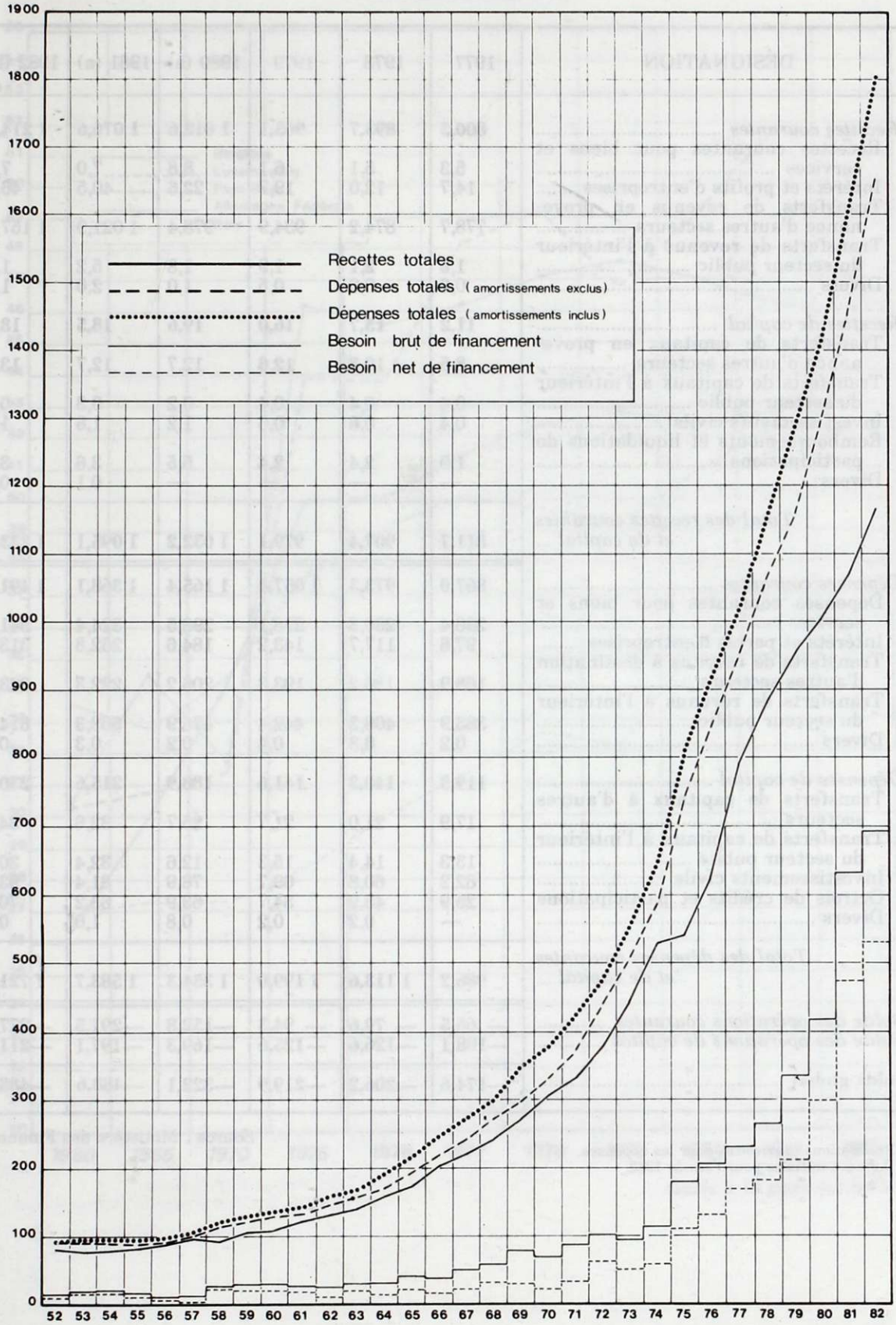
(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1978	1979	1980	1981	1982
A. — *Opérations budgétaires*					
I. Opérations courantes (a)	— 81,0	— 91,2	—147,4	—264,5	—307,8
Recettes	*877,3*	*942,0*	*991,7*	*1 012,3*	*1 150,9*
Dépenses	*958,3*	*1 033,2*	*1 139,1*	*1 276,9*	*1 458,8*
II. Opérations de capital	— 97,7	—113,6	—144,6	170,5	—179,0
Recettes	*10,4*	*12,7*	*12,7*	13,9	*13,6*
Dépenses	*108,1*	*126,3*	*157,3*	184,4	*192,6*
III. Résultat budgétaire	—178,7	—204,8	—292,1	—435,0	—486,9
B. — *Opérations de trésorerie*	— 4,1	— 7,0	— 8,6	— 40,4	— 56,1
C. — *Solde net à financer (=évolution nette de la dette)* (b)	—182,8	—211,8	—300,7	—475,4	—543,0
D. — *Remboursements de la dette*	81,7	120,5	117,7	151,4	149,8
Amortissements contractuels (c)	*56,9*	*79,3*	*80,4*	*89,7*	*110,1*
Remboursements hors budget (d)	*24,8*	*41,2*	*37,3*	*61,7*	*39,7*
E. — *Solde brut à financer (= appel brut à l'emprunt)*	—264,5	—332,3	—418,4	—626,8	—692,8
F. — *Le solde net à financer a été couvert par :*					
I. Variations de l'encours des emprunts consolidés (e)	+ 143,0	+ 136,1	+ 141,3	+ 125,8	+ 214,6
Produit net d'emprunts consolidés	*+ 218,9*	*+ 250,3*	*+ 249,4*	*+ 226,2*	*+ 314,5*
Remboursements hors budget (d)	*— 24,9*	*— 41,2*	*— 37,3*	*— 61,7*	*— 39,7*
Amortissements contractuels (c)	*— 56,9*	*— 79,3*	*— 80,4*	*— 89,7*	*—110,1*
Ajustements (f)	*+ 5,9*	*+ 6,3*	*+ 9,6*	*+ 51,0*	*+ 49,9*
II. Variations des engagements à moyen et à court terme (b)	+ 39,8	+ 75,7	+ 159,4	+ 349,5	+ 328,2
Prélèvement sur la marge auprès de la Banque Nationale	*+ 0,0*	*+ 0,0*	*+ 0,0*	*+ 0,0*	*+ 0,0*
Avances par le biais du Fonds des Rentes	*+ 13,2*	*+ 36,5*	*+ 24,7*	*+ 74,8*	*+ 40,5*
Portefeuille des banques et des caisses d'épargne privées	*+ 26,3*	*+ 17,3*	*+ 99,2*	*+ 63,9*	*+ 65,0*
Portefeuille des institutions parastatales	*— 17,7*	*— 8,1*	*+ 7,7*	*+ 70,8*	*+ 118,4*
Comptes de chèques postaux des particuliers	*+ 3,8*	*— 2,7*	*+ 3,5*	*+ 3,0*	*— 1,0*
Divers (g)	*+ 14,2*	*+ 32,7*	*+ 24,3*	*+ 137,0*	*+ 105,3*
Total des variations de la dette réelle de l'Etat (b) (h)	**+ 182,8**	**+ 211,8**	**+ 300,7**	**+ 475,4**	**+ 542,9**

Source : Ministère des Finances.

(a) Y compris les recettes affectées et un montant équivalent en dépenses; non compris les recettes cédées aux Communautés Européennes.
(b) Les certificats repris par le F.M.I non compris.
(c) Amortissements à charge du Trésor et du Fonds des Routes; effectués par tirage au sort ou par rachat en Bourse durant le terme de l'emprunt.
(d) Il s'agit des remboursements à échéance intermédiaire ou à échéance finale.
(e) Il s'agit des variations de l'encours de la dette consolidée directe et indirecte, en francs belges et en monnaie étrangère.
(f) Comprenant, entre autres, les différences d'émissions et d'amortissements.
(g) Il s'agit notamment à partir de 1978 de la dette à court terme en monnaie étrangère.
(h) A partir de 1982, dettes reprises par le Fonds des routes incluses.

Situation du Trésor
(en milliards de francs)



Source : Ministère des Finances.

Regroupement économique des recettes et des dépenses du pouvoir central

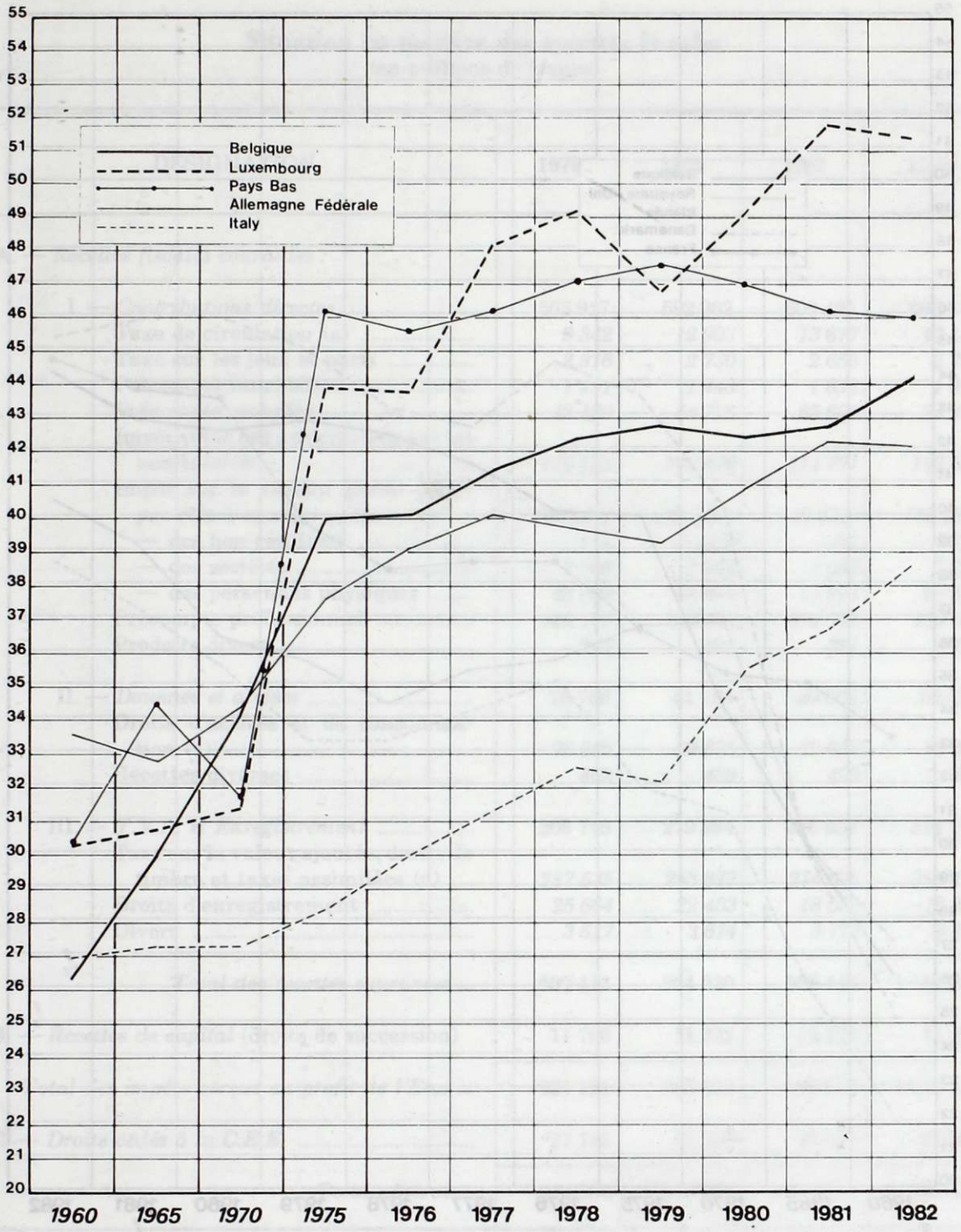
(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980 (a)	1981 (a)	1982 (b)
Recettes courantes	**800,5**	**893,7**	**963,1**	**1 012,6**	**1 076,6**	**1 214,5**
Recettes courantes pour biens et services	5,3	5,1	6,1	8,8	7,0	7,2
Intérêts et profits d'entreprises	14,7	12,0	19,7	22,6	40,5	46,1
Transferts de revenus en provenance d'autres secteurs	778,7	874,2	934,9	978,4	1 021,9	1 157,7
Transferts de revenus à l'intérieur du secteur public	1,6	2,1	1,9	1,8	5,2	1,6
Divers	0,3	0,3	0,5	1,0	2,0	1,9
Recettes de capital	**11,2**	**13,7**	**16,0**	**19,6**	**18,5**	**18,7**
Transferts de capitaux en provenance d'autres secteurs	8,5	10,3	12,6	12,7	12,7	13,1
Transferts de capitaux à l'intérieur du secteur public	0,4	0,4	0,4	0,2	0,3	0,3
Investissements civils	0,4	0,6	0,6	1,2	1,8	1,8
Remboursements et liquidations de participations	1,9	2,4	2,4	5,5	3,6	3,4
Divers	—	—	—	—	0,1	0,1
Total des recettes courantes et de capital ...	**811,7**	**907,4**	**979,1**	**1 032,2**	**1 095,1**	**1 233,2**
Dépenses courantes	**867,0**	**973,3**	**1 057,4**	**1 165,4**	**1 368,1**	**1 491,7**
Dépenses courantes pour biens et services	236,4	260,8	278,1	298,5	324,4	341,3
Intérêts et pertes d'entreprises	97,6	117,7	143,2	184,6	252,8	313,0
Transferts de revenus à destination d'autres secteurs	168,9	186,2	193,3	206,2	222,3	223,2
Transferts de revenus à l'intérieur du secteur public	363,9	408,3	442,4	475,9	568,3	614,0
Divers	0,2	0,3	0,4	0,2	0,3	0,2
Dépenses de capital	**119,3**	**140,3**	**141,6**	**188,9**	**215,6**	**230,0**
Transferts de capitaux à d'autres secteurs	17,9	21,0	21,7	25,7	32,6	34,3
Transferts de capitaux à l'intérieur du secteur public	13,3	14,4	15,3	12,6	32,4	30,6
Investissements civils	62,2	60,8	69,7	78,9	81,4	93,9
Octrois de crédits et participations	25,9	43,9	34,7	63,9	68,2	70,8
Divers	—	0,2	0,2	0,8	1,0	0,4
Total des dépenses courantes et de capital ...	**986,2**	**1 113,6**	**1 199,0**	**1 354,3**	**1 583,7**	**1 721,7**
Solde des opérations courantes	**— 66,5**	**— 79,6**	**— 94,3**	**—152,8**	**—291,5**	**—277,2**
Solde des opérations de capital	**—108,1**	**—126,6**	**—125,6**	**—169,3**	**—197,1**	**—211,3**
Solde global	**—174,6**	**—206,2**	**—219,9**	**—322,1**	**—488,6**	**—488,5**

Source : Ministère des Finances.

(a) Réalisations provisoires pour les dépenses.
(b) Données initiales pour l'année 1982.

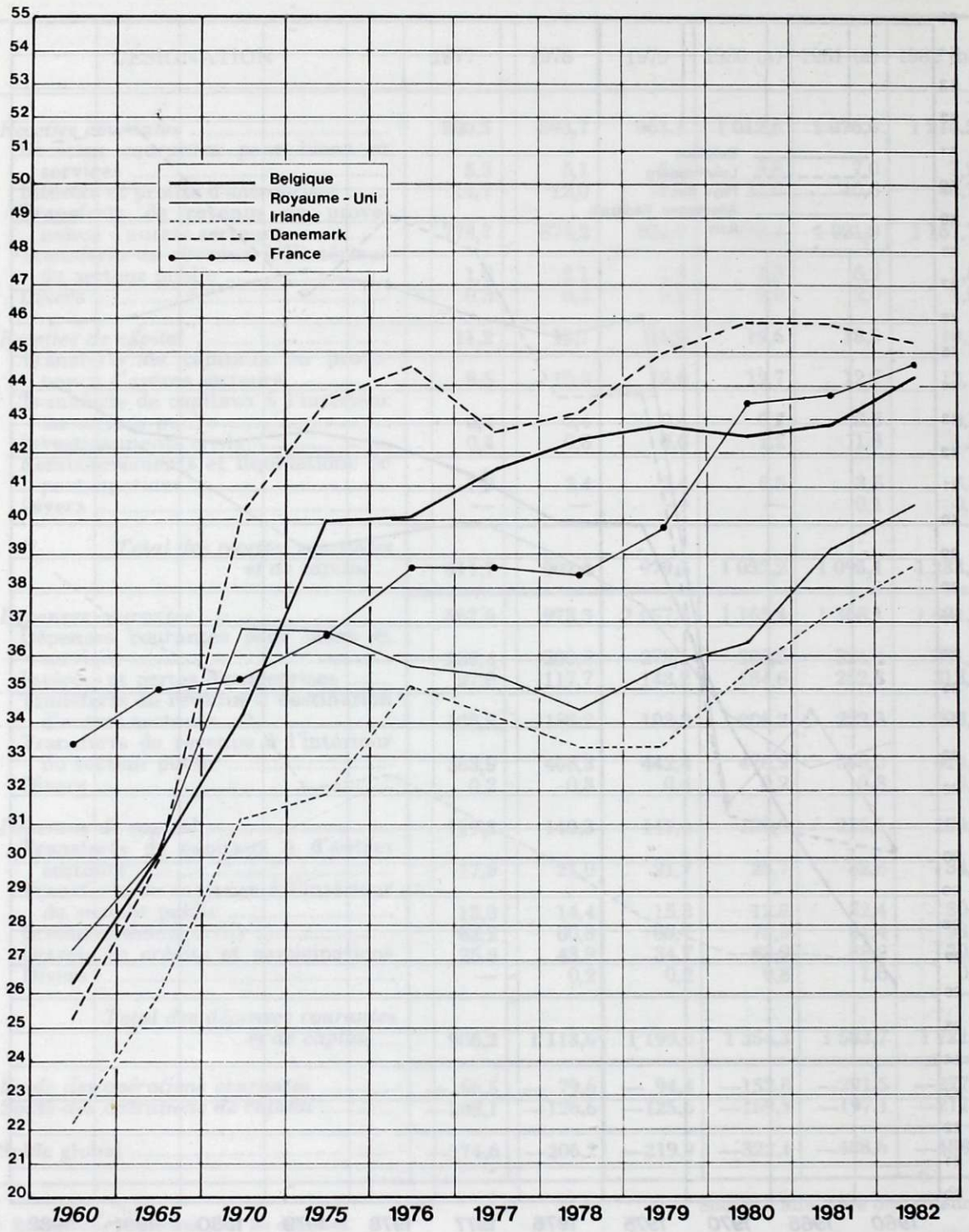
Charge fiscale et parafiscale dans les pays membres des communautés européennes
(en % du P.I.B.)



(suite à la page suivante)

Charge fiscale et parafiscale dans les pays membres des communautés européennes (suite)

(en % du P.I.B.)



Sources : O.C.D.E., Comptes nationaux.
Commission des Communautés européennes.

Situation en matière des recettes fiscales

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1979	1980	1981	1982
A. — *Recettes fiscales courantes :*				
I. — *Contributions directes*	563 917	592 962	609 425	696 546
Taxe de circulation (a)	*9 342*	*12 993*	*13 677*	*19 184*
Taxe sur les jeux et paris	*2 316*	*2 730*	*2 656*	*2 772*
Précompte immobilier	*1 491*	*1 443*	*1 832*	*1 813*
Précompte mobilier	*48 160*	*58 736*	*65 607*	*74 899*
Impôt versé par anticipation par les non-salariés	*129 552*	*122 979*	*114 791*	*133 534*
Impôt sur le revenu global perçu par rôle à change	*(46 046)*	*(29 105)*	*(16 529)*	*(32 221)*
— des non-résidents	*111*	*—354*	*—97*	*—3 724*
— des sociétés	*3 006*	*2 644*	*1 652*	*7 725*
— des personnes physiques	*42 929*	*26 815*	*14 974*	*28 220*
Précompte professionnel	*326 761*	*364 694*	*394 042*	*430 694*
Produits divers	*249*	*285*	*291*	*1 429*
II. — *Douanes et accises*	78 780	81 164	80 066	92 724
Droits d'accises et de consommation (a)	*78 308*	*80 675*	*79 658*	*92 324*
Recettes diverses	*462*	*489*	*408*	*400*
III. — *T.V.A. et Enregistrement*	266 716	279 894	296 958	314 816
Taxe sur la valeur ajoutée, droits de timbre et taxes assimilées (a)	*237 535*	*253 877*	*274 625*	*292 194*
Droits d'enregistrement	*25 664*	*22 403*	*18 558*	*18 524*
Divers	*3 517*	*3 614*	*3 775*	*4 198*
Total des recettes courantes	**909 413**	**954 020**	**986 449**	**1 104 086**
B. — *Recettes de capital* (droits de succession)	**11 708**	**11 332**	**12 174**	**11 453**
Total des impôts perçus au profit de l'Etat	**921 121**	**965 352**	**998 623**	**1 115 539**
C. — *Droits cédés à la C.E.E.*	**27 785**	**31 128**	**35 658**	**36 886**
Total général	**948 906**	**996 480**	**1 034 881**	**1 152 425**

Source : Ministère des Finances.

(a) Y compris les recettes affectées.

Exécution du budget (a)

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1978	1979	1980	1981	1982
Opérations courantes	— 79,6	— 86,9	—122,0	—172,7	—271,3
Recettes	877,3	941,5	992,3	1 022,2	1 153,1
Dépenses	956,9	1 028,4	1 114,2	1 194,9	1 421,4
Opérations de capital	—102,9	—106,5	—132,9	—225,7	—148,2
Recettes	10,4	12,7	12,7	14,0	13,6
Dépenses	113,3	119,2	145,6	239,7	161,8
Opérations de dette	+101,6	+ 98,8	+112,8	+112,5	+157,2
Produit net	157,4	162,9	184,3	184,3	240,2
Amortissement	55,8	64,2	71,5	71,7	82,9
Résultat budgétaire ...	— 81,0	— 94,6	—142,1	—285,9	—262,3

(a) Résultat provisoire.

Source : Ministère des Finances.

Répartition des dépenses budgétaires par nature des dépenses (a)

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1978	1979	1980	1981	1982
Dépenses courantes					
Salaires et charges sociales	161,6	174,5	187,3	199,8	267,3
Achats de biens non durables et de service	44,8	45,8	46,6	53,5	48,0
Achats de biens militaires durables	20,7	20,6	23,4	23,9	21,4
Intérêts et pertes	98,6	118,6	155,8	214,9	282,4
Transferts de revenus à destination d'autres secteurs	113,0	120,9	114,7	138,0	124,5
Transferts de revenus à l'intérieur du secteur public	469,6	487,6	513,6	587,3	593,9
Divers	48,7	60,3	72,8	82,5	83,3
Total ...	956,9	1 028,4	1 114,2	1 299,8	1 363,1
Dépenses du capital					
Transferts de capitaux à d'autres secteurs	7,5	10,0	9,6	11,7	15,1
Transferts de capitaux à l'intérieur du secteur public	55,9	60,0	76,0	81,2	110,6
Investissements (civil)	17,4	21,6	23,2	27,9	28,8
Octrois de crédits et participations	30,5	24,9	32,7	59,7	33,2
Divers	2,0	2,8	4,2	5,3	4,9
Total ...	113,3	119,2	145,6	185,9	192,6
Amortissement de la dette	55,8	64,2	71,5	74,5	82,9
Total des dépenses budgétaires ...	1 126,0	1 211,7	1 331,3	1 560,2	1638,6

(a) Résultat provisoire.

Source : Ministère des Finances.

Dette publique

Situation à fin d'année
(en milliards de francs)

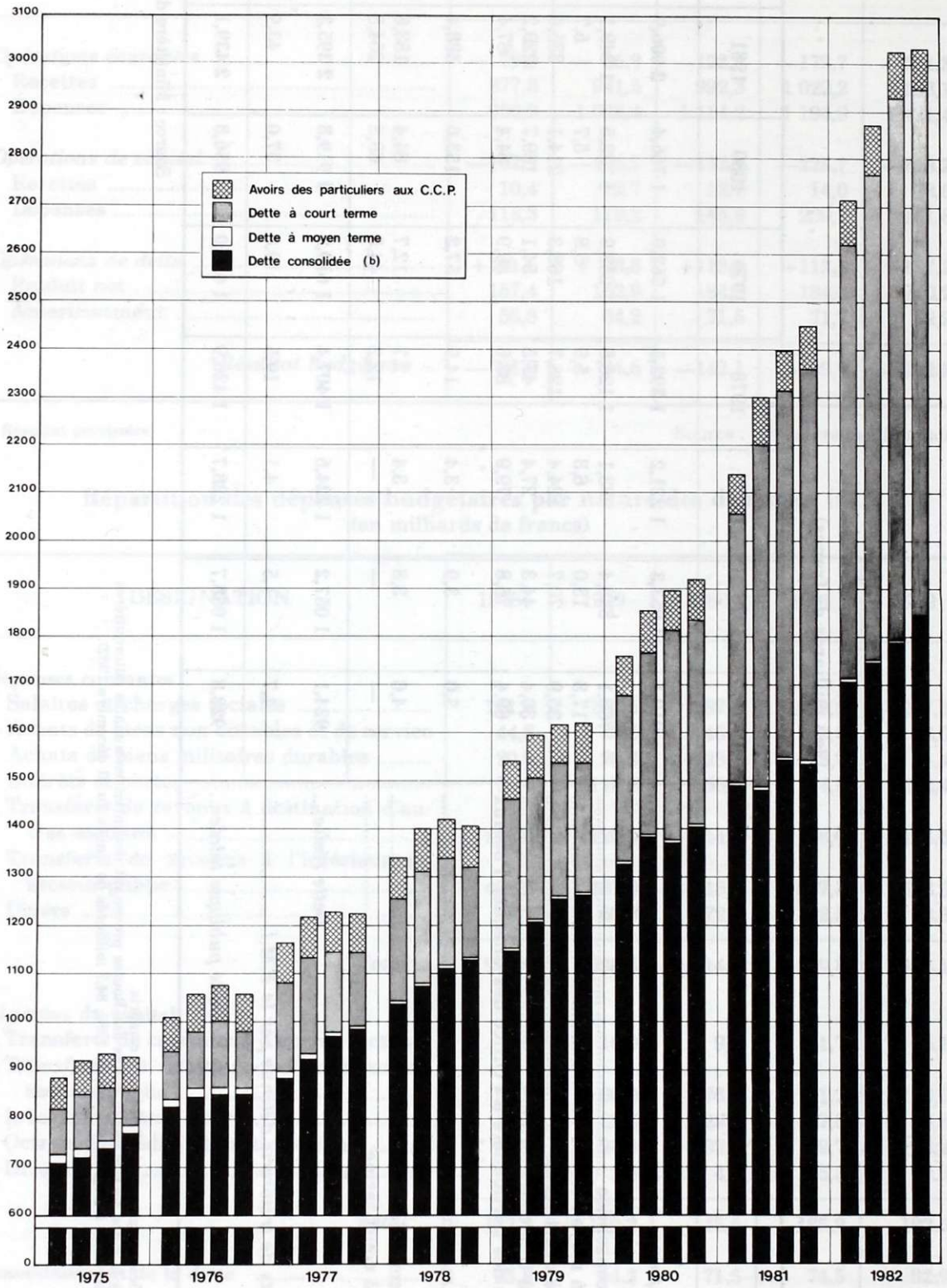
DÉSIGNATION	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982 (b)
Dette en francs belges	**919,1**	**1 053,3**	**1 221,2**	**1 392,5**	**1 562,0**	**1 766,4**	**2 006,9**	**2 391,2**
Dette consolidée	766,1	848,4	983,1	1 126,8	1 252,9	1 322,5	1 349,1	1 509,5
Dette à moyen terme	17,3	13,0	6,3	5,9	5,8	5,7	5,7	3,4
Dette à court terme (a)	35,9	70,7	124,4	128,7	168,3	214,1	335,5	471,7
Dette à très court terme	30,4	44,3	27,4	47,5	54,1	139,7	229,2	320,2
Avoirs des particuliers à l'Office des Chèques Postaux	69,4	76,8	79,9	83,6	80,9	84,4	87,4	86,4
Dette en monnaies étrangères	**5,0**	**3,9**	**3,4**	**14,9**	**57,2**	**153,6**	**388,4**	**642,4**
Dette consolidée	4,6	3,8	3,4	2,7	12,7	84,4	183,6	333,3
Dette à court terme	—	—	—	12,2	44,5	69,2	204,8	309,1
Dette réelle ...	**924,1**	**1 057,2**	**1 224,6**	**1 407,4**	**1 619,2**	**1 919,8**	**2 395,3**	**3 033,6**
Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I.	**4,7**	**1,5**	**4,1**	**19,5**	**19,8**	**37,0**	**43,9**	**51,4**
Dette publique totale ...	**928,8**	**1 058,7**	**1 228,7**	**1 426,9**	**1 639,0**	**1 956,8**	**2 439,1**	**3 085,0**

Source : Ministère des Finances.

(a) Les certificats repris par le F.M.I. non compris.
(b) Y compris la dette reprise par le Fonds des Routes provenant des intercommunales autoroutières (95,5 milliards de francs au 1er janvier 1982; 84,7 milliards de francs au 31 décembre 1982).

Dette publique (a)

Situation à fin de trimestre
(en milliards de francs)



Source : Ministère des Finances.

(a) Les certificats repris par le F.M.I. non compris.
(b) Y compris la dette reprise par le Fonds des Routes depuis le 1er janvier 1982.

Evolution de la dette publique

(en milliards de francs)

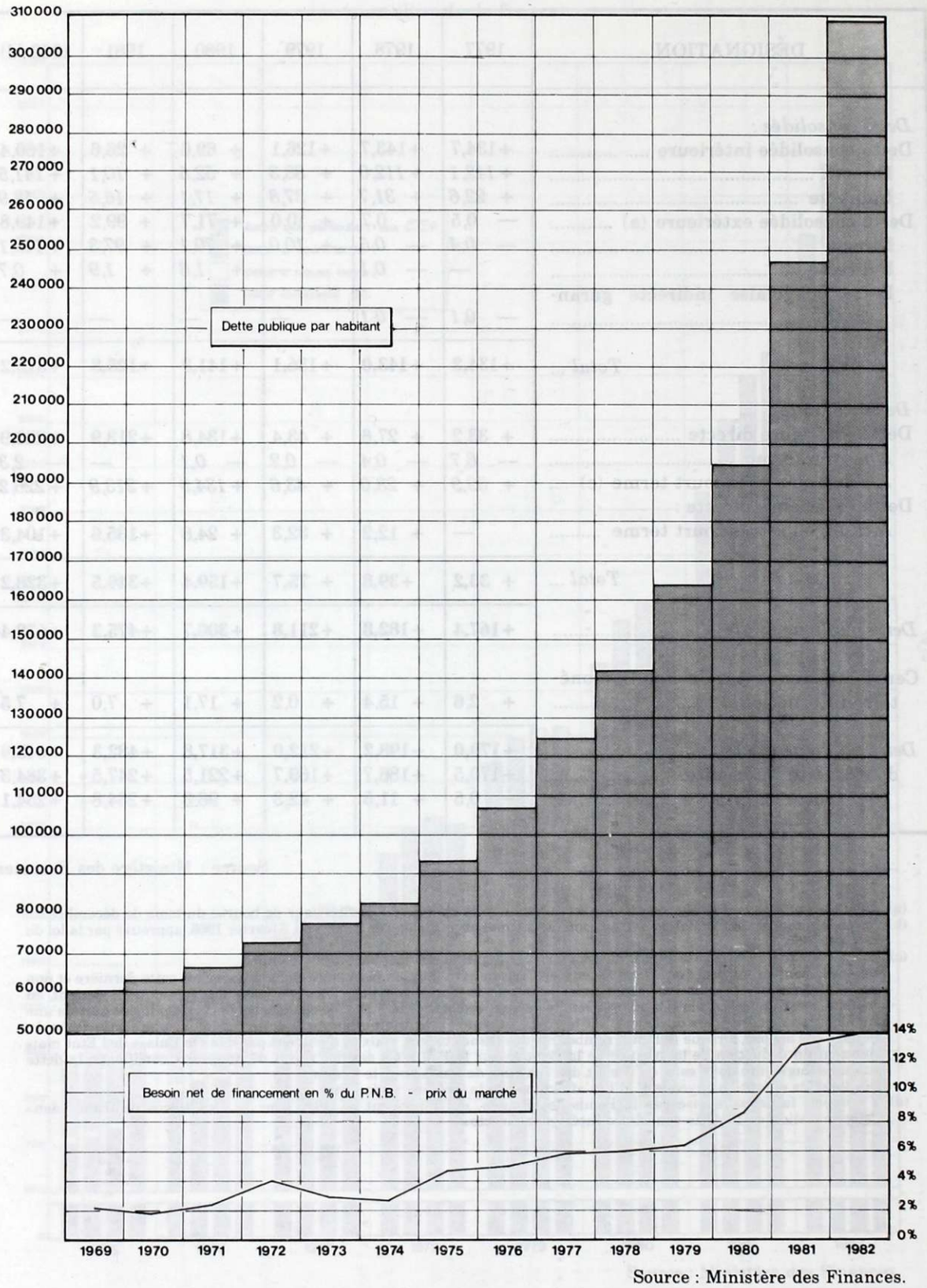
DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980	1981	1982 (d)
Dette consolidée :						
Dette consolidée intérieure	+134,7	+143,7	+126,1	+ 69,6	+ 26,6	+160,4
Directe	*+ 112,1*	*+ 112,0*	*+ 88,3*	*+ 52,5*	*+ 10,1*	*+ 141,5*
Indirecte	*+ 22,6*	*+ 31,7*	*+ 37,8*	*+ 17,1*	*+ 16,5*	*+ 18,9*
Dette consolidée extérieure (a)	— 0,5	— 0,7	+ 10,0	+ 71,7	+ 99,2	+149,8
Directe	*— 0,4*	*— 0,5*	*+ 10,0*	*+ 70,1*	*+ 97,3*	*+ 149,1*
Indirecte	—	*— 0,1*	—	*+ 1,6*	*+ 1,9*	*+ 0,7*
Dette congolaise indirecte garantie (b)	*— 0,1*	*— 0,1*	—	—	—	—
Total ...	**+134,2**	**+143,0**	**+136,1**	**+141,3**	**+125,8**	**+310,2**
Dette flottante :						
Dette intérieure directe	+ 33,2	+ 27,6	+ 43,4	+134,8	+213,9	+223,9
A moyen terme	*— 6,7*	*— 0,4*	*— 0,2*	*— 0,1*	—	*— 2,3*
A court ou à très court terme (c)	*+ 39,9*	*+ 28,0*	*+ 43,6*	*+ 134,9*	*+ 213,9*	*+ 226,2*
Dette extérieure directe :						
A court ou à très court terme	—	+ 12,2	+ 32,3	+ 24,6	+135,6	+104,3
Total ...	**+ 33,2**	**+39,8**	**+ 75,7**	**+159,4**	**+349,5**	**+328,2**
Dette publique totale	**+167,4**	**+182,8**	**+211,8**	**+300,7**	**+475,3**	**+638,4**
Certificats tenus par le Fonds monétaire international	+ 2,6	+ 15,4	+ 0,2	+ 17,1	+ 7,0	+ 7,5
Dette publique totale	**+170,0**	**+198,2**	**+212,0**	**+317,8**	**+482,3**	**+645,9**
dont : dette intérieure	+170,5	+186,7	+169,7	+221,5	+247,5	+384,3
dette extérieure	— 0,5	+ 11,5	+ 42,3	+ 96,3	+234,8	+254,1

Source : Ministère des Finances.

(a) L'équivalent en francs belges, calculés selon les taux de change du dernier jour de bourse du mois de décembre.
(b) Emprunts repris pour la Belgique en raison de la convention Belgo-congolaise du 6 février 1965, approuvé par la loi du 23 avril 1965.
(c) Les certificats repris par le F.M.I. non compris; la dotation des combattants y compris.
Depuis la convention du 14 octobre 1959 entre le Trésor et la Banque Nationale de Belgique, c'est cette dernière et non pas le Trésor qui fournit les francs belges lorsque le F.M.I. mobilise les certificats du Trésor qu'il détient en portefeuille. Dans ce cas, la Banque Nationale devient créditrice du F.M.I. des francs belges versés. Il s'en suit qu'une mobilisation de certificats du Trésor par le F.M.I. entraîne une diminution de la dette publique sans sortie de fonds. Dans le cas opposé, lorsque le F.M.I. rembourse des francs belges, ceux-ci n'entrent pas dans la Caisse de l'Etat mais viennent en déduction de la créance de la Banque sur le F.M.I. Ce dernier reçoit de nouveaux certificats; la dette publique augmente donc sans qu'il y ait des rentrées de fonds pour le Trésor.
Dès lors, les opérations avec le F.M.I. n'affectent pas la Trésorerie de l'Etat.
(d) Y compris la dette reprise par le Fonds des Routes, qui intervient en 1982 pour 84,7 milliards de francs dans l'augmentation de la dette consolidée intérieure directe.

Evolution de la dette de l'Etat (a)

(en francs)

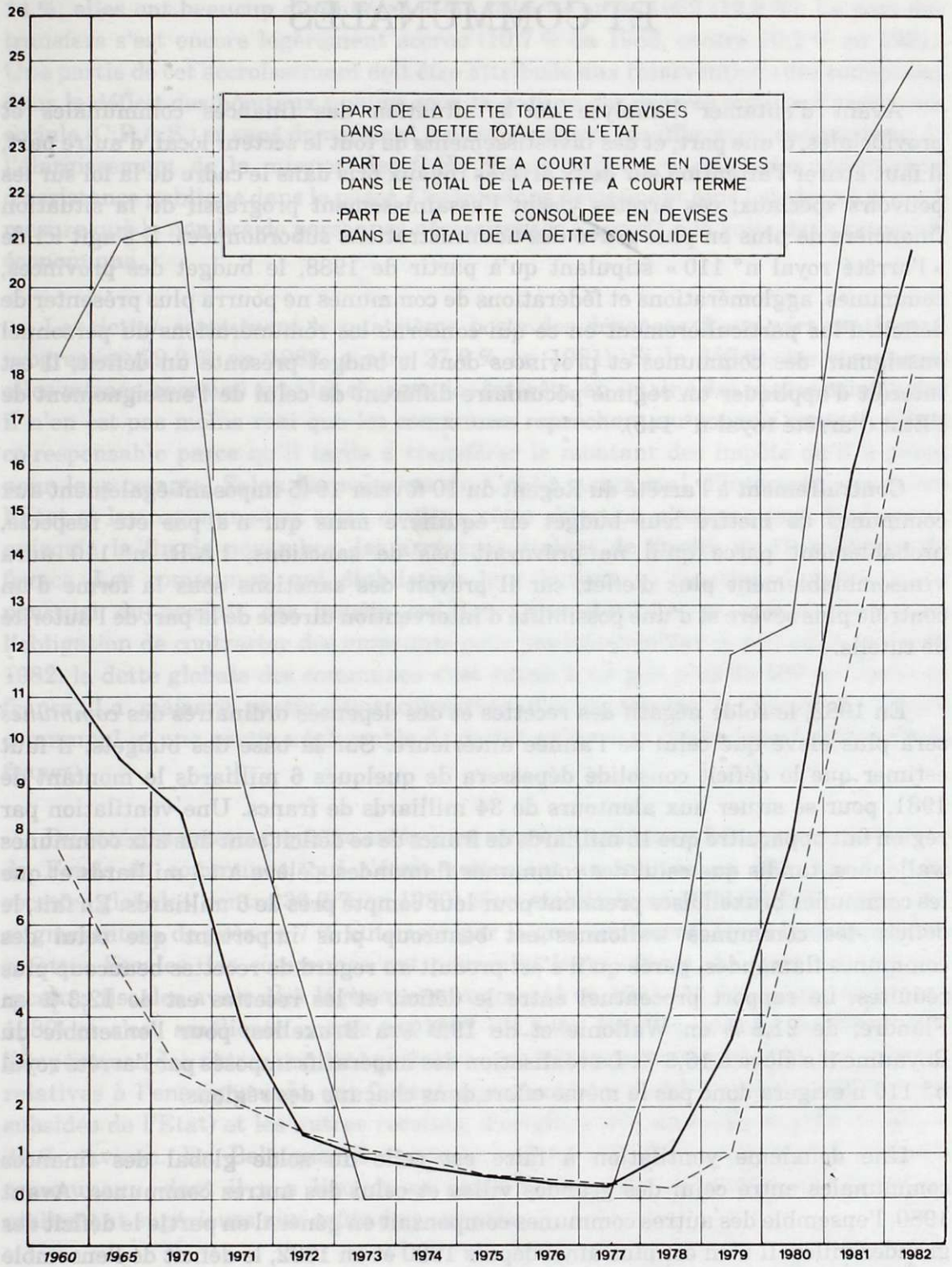


Source : Ministère des Finances.

(a) A partir de 1982, y compris la dette reprise par le Fonds des Routes.

Part de la dette en devises dans le total de la dette publique

(en pourcent)



Source : Ministère des Finances.

SECTION II. — FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES

Avant d'entamer l'analyse de la situation des finances communales et provinciales, d'une part, et des investissements de tout le secteur local, d'autre part, il faut attirer l'attention sur deux arrêtés royaux pris dans le cadre de la loi sur les pouvoirs spéciaux; ces arrêtés visent l'assainissement progressif de la situation financière de plus en plus grave des administrations subordonnées. Il s'agit ici de « l'arrêté royal n° 110 » stipulant qu'à partir de 1988, le budget des provinces, communes, agglomérations et fédérations de communes ne pourra plus présenter de déficit. Plus particulièrement en ce qui concerne les rémunérations du personnel enseignant des communes et provinces dont le budget présente un déficit, il est interdit d'appliquer un régime pécuniaire différent de celui de l'enseignement de l'Etat (l'arrêté royal n° 145).

Contrairement à l'arrêté du Régent du 10 février 1945 imposant également aux communes de mettre leur budget en équilibre mais qui n'a pas été respecté, probablement parce qu'il ne prévoyait pas de sanctions, l'A.R. n° 110 aura vraisemblablement plus d'effet, car il prévoit des sanctions sous la forme d'un contrôle plus sévère et d'une possibilité d'intervention directe de la part de l'autorité de tutelle.

En 1982, le solde négatif des recettes et des dépenses ordinaires des *communes* sera plus élevé que celui de l'année antérieure. Sur la base des budgets, il faut estimer que le déficit consolidé dépassera de quelques 6 milliards le montant de 1981, pour se situer aux alentours de 34 milliards de francs. Une ventilation par région fait apparaître que 15 milliards de francs de ce déficit sont dus aux communes wallonnes, tandis que celui des communes flamandes s'élève à 13 milliards et que les communes bruxelloises prennent pour leur compte près de 6 milliards. En fait, le déficit des communes wallonnes est beaucoup plus important que celui des communes flamandes, parce qu'il s'est produit au regard de recettes beaucoup plus réduites. Le rapport procentuel entre le déficit et les recettes est de 12,3 % en Flandre; de 21,8 % en Wallonie et de 19,9 % à Bruxelles; pour l'ensemble du Royaume il s'élève à 16,6 %. La réalisation des impératifs imposés par l'arrêté royal n° 110 n'exigera donc pas le même effort dans chacune des régions.

Une deuxième ventilation à faire est celle du solde global des finances communales entre celui des grandes villes et celui des autres communes. Avant 1980, l'ensemble des autres communes compensait en général en partie le déficit des grandes villes. Il n'en est plus ainsi depuis 1980 et en 1982, le déficit de l'ensemble des autres communes était devenu aussi élevé que celui des grandes villes.

Sur base des budgets, les dépenses de l'ensemble des communes ont atteint 239,6 milliards de francs en 1982, contre 216,1 milliards en 1981. Le poste le plus important est celui des dépenses relatives au personnel (47,3 % de l'ensemble en 1982). Ces dépenses qui, il y a quelques années encore, dépassaient les 50 % des

dépenses totales, semblent se stabiliser au cours des dernières années à environ 47 %. Jusqu'en 1980, les dépenses de fonctionnement ont fluctué aux alentours de 14 %; elles ont beaucup diminué en 1981 (13,5 %) et en 1982 (12,8 %). La part des transfers s'est encore légèrement accrue (10,7 % en 1982, contre 10,1 % en 1981). Une partie de cet accroissement doit être attribuée aux interventions des communes dans le déficit des hôpitaux publics sous la gestion des centres publics d'assistance sociale (C.P.A.S.) et sans doute aussi aux subventions insuffisantes, compte tenu de l'élargissement de la mission des C.P.A.S. par rapport à celles des commisions d'assistance publique dans le passé. Ces missions deviennent plus lourdes au fur et à mesure que le nombre de personnes nécessiteuses s'accroît à la suite de la récession économique.

Les dettes constituent le quatrième poste des dépenses. Leur part continue à progresser (29,2 % en 1982, contre 27,6 % en 1981). Si le déficit des communes elles-mêmes, combiné avec les charges des intérêts, en est une des causes principales il n'en est pas moins vrai que les communes reprochent au pouvoir central, d'être co-responsable parce qu'il tarde à transférer le montant des impôts qu'il a perçu pour leur compte. Selon les rapports du Crédit communal, l'intermédiaire entre l'Etat et les communes en cette matière, cette objection n'est pas sans fondement, puisqu'à la fin de novembre, les arrérages étaient de l'ordre de 19 milliards de francs. Les communes, qui établissent leur budget en fonction d'un paiement ponctuel du produit des impôts qui leur sont destinés, se voient donc dans l'obligation de contracter des emprunts pour pouvoir combler ce retard. A la fin de 1982, la dette globale des communes s'est située à un peu plus de 400 milliards de francs. La majeure partie était constituée d'engagements à l'égard du Crédit communal et une partie négligeable de dettes en devises (à peu près 5 milliards de francs).

Du côté des recettes, quatre catégories sont à mentionner. L'importance relative du Fonds de communes, qui s'était nettement amenuisée en 1981 (27,5 % des recettes globales, contre 30,2 % en 1980), s'est stabilisée en 1982 (27,7 %), après une augmentation de près de 7 % autorisée par le gouvernement. Dans le domaine des recettes fiscales, les communes ont poursuivi leurs efforts. La part relative des recettes fiscales avait déjà légèrement augmenté en 1981 (33,7 % contre 33,5 % en 1980) et s'est améliorée encore en 1982 (34,8 %). Pour la période de 1980-1983, l'importance des autres recettes peut être considérée comme constante. Les recettes relatives à l'enseignement ont fluctué aux alentours de 16 % (principalement des subsides de l'Etat) et les autres recettes, d'origines très diverses, se sont élevées à 21 % environ. En Belgique, il existe, en effet, 117 différentes sortes d'impôts communaux, dont il y a lieu de se poser la question si certains revenus sont réellement supérieurs aux coûts de perception.

Pour terminer la partie concernant les finances communales, il faut rappeler encore que la situation déficitaire n'est pas générale, bien que partout, la situation se détériore. C'est ainsi qu'en 1982, les cinq « grandes » villes ont montré un solde négatif, alors qu'en 1979, deux d'entre elles présentaient encore un excédent budgétaire. En 1982, 69 communes pourront probablement clôturer sur un solde positif ou en équilibre, ce qui constitue une légère amélioration par rapport à 1981

lorsque leur nombre n'était que de 58. Mais le surplus cumulé de ces communes était légèrement inférieur à celui de 1981. Le déficit cumulé des 527 autres communes a dépassé, en 1982, celui des 538 communes déficitaires en 1981. D'un point de vue régional, il appert que les 19 communes bruxelloises présentaient toutes un solde négatif contre 16 seulement en 1979. En Wallonie, 234 des 262 communes ont clôturé avec un déficit (contre 46 seulement en 1979), tandis qu'en Flandre, 274 des 315 communes sont déficitaires (contre 77 en 1979). Il a déjà été relevé que le déficit des communes wallonnes était en outre plus important que celui des communes flamandes.

Contrairement aux finances de l'Etat de des communes, les *finances provinciales* se sont révélées jusqu'à présent, relativement saines. Les comptes de 1981 ont encore montré un solde positif, nonobstant un budget initialement déficitaire (−3 milliards de francs). Il faut donc estimer que le solde négatif des budgets de 1982 (−2,7 milliards de francs) ne se retrouvera pas en tant-que tel dans les comptes de 1982. La comparaison d'une année à l'autre est rendue difficile du fait de l'intégration d'une société d'électricité provinciale dans une nouvelle intercommunale (dans la province d'Anvers).

Ce changement exerce une influence sur les frais de gestion qui, en 1982, ne représentaient plus que 12,1 % de l'ensemble des dépenses (contre 17,4 % en 1981). La part des charges de personnel s'est élevée à près de 56 % (contre 52 % en 1981), bien que la croissance absolue soit demeurée modérée. La part des transferts s'est maintenue au niveau de 1981 (8 %); en termes absolus également une stabilisation a été enregistrée. Les dépenses relatives à la dette ont atteint 24,1 %, contre 22,6 % en 1981, mais en termes absolus, la progression a été moindre qu'en 1981. Le montant global de l'endettement des provinces est d'environ 45 milliards de francs et est constitué presque exclusivement d'engagements à l'égard du Crédit Communal. Considéré par fonction, il appert que l'enseignement constitue le poste de dépenses le plus important des provinces (46 % de l'ensemble en 1982, contre presque 44 % au cours des deux années précédentes). Les trois postes, dépenses d'administration générale (7,5 % en 1982), de transport routier (7,3 %) et de soins de santé (6,4 %), suivent en importance les dépenses pour l'enseignement. Les autres 17 postes de la ventilation par fonction ne dépassent pas le seuil de 5 %.

Du côté des recettes, l'importance du Fonds des Provinces a continué à régresser et tombe à 19,7 % de l'ensemble des recettes (contre 20,2 % encore en 1981 et 21,8 % en 1980). La part de la fiscalité provinciale a donc augmenté encore, pour atteindre 33,3 % de l'ensemble des dépenses, contre 30,8 % en 1981 et 30,3 % en 1980. Pour les provinces, le produit des centimes additionnels au précompte immobilier constitue toujours la principale source de leurs recettes fiscales, bien que la dernière année, son importance se soit amenuisée (72 %, contre 75,3 % en 1981 et 74,9 % en 1980).

Pour 1981, les neuf provinces avaient déposé un budget déficitaire. Les comptes ont fait apparaître, toutefois, que trois d'entre elles ont encore pu présenter un solde positif, par ailleurs supérieur au déficit des 6 autres provinces. Pour 1982, les neuf provinces ont de nouveau déposé un budget avec solde négatif; les résultats sur base des comptes ne sont pas encore connus. Il peut être admis cependant que dans le

domaine des finances provinciales, aucun problème de quelque importance ne se pose à l'encontre de la situation en matière de finances du pouvoir central et des administrations communales.

Le volume des *investissements* des administrations subordonnées est calculé par le Crédit Communal sur base d'enquêtes auprès d'elles. Le montant ainsi obtenu correspondait à l'ensemble des moyens destinés au financement des investissements. En 1982, ces investissements ont diminué par rapport à 1981 (82,3 contre 89 milliards de francs) et se situent même à un niveau guère plus élevé qu'en 1979 (80,2 milliards de francs). Le recul a suivi une tendance quasiment parallèle pour les investissements tant des provinces, que des intercommunales et des institutions locales (communes et C.P.A.S. exclus) soit 7,4 % (31,1 milliards de francs en 1982, contre 33,6 milliards en 1981). Pour les investissements des communes et des C.P.A.S., la contraction est, en termes relatifs, de l'ordre de 7,6 % mais en termes absolus, la réduction a été bien plus importante (51,2 milliards de francs en 1981, contre 55,4 milliards de francs en 1981). Sur base des données résultant de subsides de l'autorité supérieure et de capitaux fournis par le Crédit Communal, il peut être estimé qu'en 1982, les catégories d'investissement les plus importantes ont été les suivantes : routes, épuration des eaux résiduaires, le groupe formation de la jeunesse, éducation populaire, sports et loisirs et l'enseignement. De plus, il est apparu que 88 % des investissements sont de nature immobilière : plus spécialement la construction ou la rénovation d'immeubles existants (donc pas d'achats de biens immobiliers). Il peut donc en être conclu que sans le secteur local, la construction aurait connu une détérioration plus forte encore en 1982. Considéré par catégorie d'administration subordonnée, il ressort que, pour les communes, les routes constituent le poste d'investissement le plus important tandis que pour les provinces, ce sont l'enseignement et le logement social. L'activité des intercommunales concerne surtout l'épuration des eaux, la production et le transport d'énergie ainsi que l'industrie. Pour les C.P.A.S., par contre, la plupart des investissements se rapportent au secteur des hôpitaux.

*

* *

Aperçu général des finances provinciales

Service ordinaire - Ensemble des provinces

(en millions de francs)

EXERCICES	Total propre à l'exercice			Total général		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
1970 (a, c)	7 716	7 764	— 48	9 158	8 090	+1 068
1971 (b, c)	9 197	9 066	+ 131	10 705	9 851	+ 854
1972 (b, c)	10 879	10 456	+ 423	12 172	11 215	+ 957
1973 (d)	14 018	14 425	— 407	14 859	14 910	— 51
1974 (e)	14 661	15 013	— 352	15 329	15 426	— 97
1975 (e)	16 949	16 402	+ 547	17 441	17 203	+ 237
1976 (e)	21 220	21 234	— 14	21 888	22 590	— 702
1977 (e)	23 850	24 054	— 204	24 895	25 207	— 312
1978 (e)	26 189	26 749	— 560	27 652	28 490	— 838
1979 (e)	27 608	28 885	—1 277	29 747	30 100	— 353
1980 (e)	29 706	31 711	—2 005	32 766	33 527	— 761
1981 (e)	32 174	35 112	—2 938	35 825	36 845	—1 020
1982 (e, f)	32 211	35 661	—3 450	35 537	37 349	—1 812

Source : Institut National de Statistique.

(a) Comptes définitifs.
(b) Comptes provisoires.
(c) Recettes : droits constatés; dépenses : créances liquidées et ordonnées.
(d) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, y compris les modifications intervenues en cours d'exercice.
(e) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.
(f) A partir de 1982 les recettes et les dépenses de fonctionnement du service provincial d'électricité ne sont plus reprises dans le budget de la province d'Anvers.

Finances provinciales. Service ordinaire. Recettes (a)

Principales subdivisions du chapitre « Fonds des provinces et impositions provinciales »

(en millions de francs)

SECTIONS	1978	1979	1980	1981	1982
Quote-parts dans le Fonds des Provinces	6 177	6 497	6 469	6 455	6 040
Centimes additionn. au précompte immobilier	6 341	6 230	6 664	7 440	7 695
Impositions directes et indirectes ..	2 004	2 033	2 292	2 441	2 819
Total ...	**14 522**	**14 760**	**15 425**	**16 336**	**16 554**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.

Finances provinciales - Service ordinaire

Classification économico-fonctionnelle (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Exercices	Recettes					Dépenses					
		Prestations	Transferts	Dette	Facturations internes	Total	Personnel	Fonctionnement	Transferts	Dette	Facturations internes	Total
Opérations non imputables ...	1981	13	16 340	427	—	16 780	80	239	50	214	—	583
	1982	15	16 661	642	—	17 318	111	266	47	340	—	764
Adm. générale, relations avec l'étranger et aide aux pays en voie de développement	1981	217	50	8	132	427	2 280	769	97	222	60	3 428
	1982	276	55	8	175	514	2 680	855	99	234	65	3 933
Ordre et sécurité publique	1981	1	33	—	—	34	31	6	4	20	—	61
	1982	2	39	—	—	41	33	7	8	20	—	68
Communications et régime des eaux	1981	174	463	163	—	800	725	600	124	1 637	—	3 086
	1982	175	442	157	—	774	767	567	106	1 605	—	3 045
Commerce et industrie (b)	1981	2 476	31	228	—	2 735	175	2 074	545	489	—	3 283
	1982	55	12	544	—	611	83	41	543	492	—	1 159
Agriculture et pêche	1981	24	24	1	—	49	197	44	129	72	3	445
	1982	23	20	1	—	44	216	44	129	91	3	483
Enseignement, culture et loisirs	1981	495	8 707	17	—	9 219	12 950	1 816	733	2 741	83	18 323
	1982	571	9 925	23	—	10 519	14 014	1 987	740	2 936	101	19 778
Interventions sociales et santé publique	1981	864	265	94	—	1 223	1 745	459	949	1 189	5	4 347
	1982	868	308	101	—	1 277	1 877	508	985	1 272	6	4 648
Logement et aménagement du territoire	1981	—	123	784	—	907	—	28	201	1 327	—	1 556
	1982	—	120	993	—	1 113	—	32	176	1 575	—	1 783
Total propre à l'exercice (b)...	**1981**	**4 264**	**26 036**	**1 722**	**152**	**32 174**	**18 183**	**6 035**	**2 832**	**7 911**	**151**	**35 112**
	1982	**1 985**	**27 582**	**2 469**	**175**	**32 211**	**19 781**	**4 307**	**2 833**	**8 565**	**175**	**35 661**
Soldes des exercices antérieures	1981					3 529						419
	1982					3 306						706
Prélèvements	1981					122						1 314
	1982					20						982
Total général (b)...	**1981**					**35 825**						**36 845**
	1982					**35 537**						**37 349**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Budgets initiaux approuvés par arrêté royal; donc, non compris les modifications en cours d'exercice.
(b) A partir de 1982 les recettes et les dépenses de fonctionnement du service provincial de l'électricité ne sont plus reprises dans le budget de la province d'Anvers.

Répartition géographique des finances provinciales

Service ordinaire

(en millions de francs)

PROVINCES	Exercices (a)	Total propre à l'exercice			Total général		
		Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Anvers	1975	2 414	2 285	+129	2 585	2 550	+ 35
	1976	2 936	2 880	+ 56	3 380	3 379	+ 1
	1977	3 263	3 225	+ 38	3 707	3 707	—
	1978	3 665	3 688	— 23	3 996	3 996	—
	1979	4 151	4 269	—118	4 576	4 575	+ 1
	1980	4 700	4 748	— 48	5 173	5 173	—
	1981	5 061	5 182	—121	5 544	5 543	+ 1
	1982 (b)	3 054	3 269	—215	3 310	3 594	— 284
Brabant	1975	2 855	2 897	— 42	3 000	2 982	+ 18
	1976	3 977	3 934	+ 43	4 009	4 039	— 30
	1977	4 811	4 344	+467	4 914	4 428	+ 486
	1978	4 886	5 036	—150	5 229	5 204	+ 25
	1979	5 072	5 284	—212	5 550	5 461	+ 89
	1980	5 285	5 768	—483	6 033	6 013	+ 20
	1981	5 543	6 450	—907	6 628	6 532	+ 96
	1982	6 044	6 932	—888	7 234	7 159	+ 75
Hainaut	1975	3 645	3 536	+109	3 674	3 565	+ 109
	1976	4 794	5 153	—359	4 794	5 483	— 689
	1977	5 052	5 867	—815	5 052	5 868	— 816
	1978	6 066	6 319	—253	6 066	6 958	— 892
	1979	6 100	6 516	—416	6 100	6 576	— 476
	1980	6 502	7 131	—629	6 502	7 328	— 826
	1981	7 101	7 894	—793	7 101	8 302	—1 201
	1982	7 891	8 207	—316	7 891	8 714	— 823
Liège	1975	3 388	3 361	+ 27	3 388	3 381	+ 7
	1976	3 947	3 939	+ 8	3 966	3 954	+ 12
	1977	4 364	4 421	— 57	4 481	4 467	+ 14
	1978	4 493	4 696	—203	4 747	4 736	+ 11
	1979	4 655	4 887	—232	4 968	4 936	+ 32
	1980	4 750	5 314	—564	5 373	5 350	+ 23
	1981	5 048	5 683	—635	5 704	5 711	— 7
Limbourg	1975	1 129	1 170	— 41	1 361	1 361	—
	1976	1 307	1 318	— 11			

	1977	1 535	1 551	— 16	1 647	1 647	—
	1978	1 704	1 793	— 89	1 934	1 934	—
	1979	1 880	2 024	—144	2 215	2 215	—1
	1980	2 072	2 252	—180	2 432	2 429	+ 3
	1981	2 366	2 490	—124	2 677	2 673	+ 4
	1982	2 134	2 720	—586	2 396	2 858	— 462
Luxembourg	1975	480	488	— 8	488	488	—
	1976	634	634	—	635	634	+ 1
	1977	747	756	— 9	756	756	—
	1978	878	903	— 25	903	903	—
	1979	962	1 067	—105	1 067	1 067	—
	1980	1 131	1 182	— 51	1 187	1 187	—
	1981	1 305	1 380	— 75	1 380	1 380	—
	1982	1 383	1 423	— 40	1 423	1 423	—
Namur	1975	774	649	+125	774	710	+ 64
	1976	933	929	+ 4	933	931	+ 2
	1977	1 113	1 116	— 3	1 125	1 122	+ 3
	1978	1 274	1 279	— 5	1 309	1 284	+ 25
	1979	1 349	1 428	— 79	1 434	1 433	+ 1
	1980	1 428	1 573	—145	1 600	1 581	+ 19
	1981	1 682	1 756	— 74	1 843	1 766	+ 77
	1982	1 832	1 960	—128	1 993	1 985	+ 8
Flandre orientale	1975	1 240	1 206	+ 34	1 294	1 294	—
	1976	1 486	1 438	+ 48	1 545	1 545	—
	1977	1 728	1 604	+124	1 878	1 775	+ 103
	1978	1 749	1 741	+ 8	1 878	1 886	— 8
	1979	1 875	1 967	— 92	2 122	2 122	—
	1980	2 230	2 150	+ 80	2 521	2 521	—
	1981	2 355	2 447	— 92	2 793	2 785	+ 8
	1982	2 419	2 584	—165	2 845	2 844	+ 1
Flandre occidentale	1975	1 025	841	+184	1 059	1 054	+ 5
	1976	1 206	1 009	+197	1 265	1 264	+ 1
	1977	1 237	1 170	+ 67	1 335	1 437	— 102
	1978	1 474	1 294	+180	1 590	1 589	+ 1
	1979	1 564	1 443	+121	1 715	1 715	—
	1980	1 608	1 593	+ 15	1 945	1 945	—
	1981	1 713	1 830	—117	2 155	2 153	+ 2
	1982	1 784	2 001	—217	2 172	2 173	— 1

Source : Institut National de Statistique.

(a) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.

(b) A partir de 1982 les recettes et les dépenses de fonctionnement du service provincial de l'électricité ne sont plus reprises dans le budget de la province d'Anvers.

matière de revenus et de budget, liée à une politique monétaire rigide. L'adaptation simultanée de ces deux instruments de gestion faciliterait la correction de ces effets défavorables.

Au début, cependant, la position du franc sur le marché des changes ne s'est guère améliorée. La baisse des taux d'intérêt pratiquée par la Banque nationale n'a été que passagère et les ventes de soutien de devises ont dû être poursuivies. Apparemment, les spéculateurs n'ajoutaient que peu de foi à la déclaration qu'il s'agissait d'une opération unique, qui ne changerait rien à l'option fondamentale de maintenir et de défendre une monnaie stable. Cette méfiance est apparue notamment dans le fait que l'écart entre le marché libre et le marché réglementé des changes est demeuré relativement grand et qu'il atteignait un niveau record à fin avril.

Toutefois, lorsqu'au sein du S.M.E. un nouveau réaménagement des parités eut lieu le 12 juin 1982 — le sixième depuis la création du système en mars 1979 — et que la parité du franc belge est restée inchangée en dépit de l'insistance du partenaire français pour dévaluer également, ne fût-ce que partiellement, un revirement s'est produit. Non seulement il était devenu possible d'abaisser graduellement les taux d'intérêt; la Banque nationale a été aussi à même d'acheter des devises, bien qu'encore dans une mesure limitée.

Toutefois, à partir de l'automne et jusqu'à la fin de l'année, le franc a encore dû être soutenu, mais cela n'a pas donné lieu à de nouvelles spéculations. Sur le marché libre, les cours de change se sont rapprochés de plus en plus de ceux du marché réglementé, de sorte qu'à la fin de l'année, l'écart entre les deux marchés était devenu inférieur à 3 %.

Pour l'ensemble de l'année, les interventions de soutien en faveur du franc se sont élevées à 265 milliards de francs, contre 317 milliards en 1981. S'il s'agit là d'une amélioration sensible, il ne faut cependant pas perdre de vue qu'en 1980, les interventions n'avaient atteint que moins de la moitié de celles de 1982, soit 123 milliards de francs. Le fait que la moitié des interventions sur le marché des changes en 1982 aient eu lieu pendant la période de mars à juin démontre que la dévaluation de février n'a pas d'emblée pu rétablir la confiance. Il est à remarquer aussi qu'une partie de la sortie de devises a été nécessaire pour rétablir l'équilibre de la balance des paiements, en raison du déficit du compte courant, toujours croissant jusqu'en 1981.

Plus en général et considéré sur le plan européen, il faut constater que, jusqu'à présent, le S.M.E. n'a guère réussi à réaliser son objectif de stabiliser les cours de change. Jusqu'à la fin de 1982, les parités ont été modifiées à 6 reprises. Si les premières modifications n'étaient que d'une ampleur réduite ou ne concernaient qu'une seule monnaie relativement peu importante, à partir d'octobre 1981, c'étaient surtout les monnaies les plus importantes pour la stabilité au sein du S.M.E., dont la parité était modifiée. C'est ainsi que l'effet global de l'opération de réévaluation-dévaluation entre le DM et le franc français a atteint 8,50 % en octobre 1981 et 10 % en juin 1982 (chaque fois, réévaluation du DM). Il est difficile de

prétendre que c'est toujours le dollar qui ébranle la stabilité du S.M.E. Il faut plutôt chercher la cause des tensions au sein du S.M.E. dans les divergences des structures et développements économiques, de même que dans les options politiques parfois diamétralement opposées des Etats membres. Pour pouvoir appliquer, dans la pratique, le principe du S.M.E. — c'est-à-dire la création d'une zone commerciale qui soit également stable sur le plan monétaire — il faudrait coordonner la politique des partenaires du S.M.E. de telle sorte que les prestations économiques soeient plus ou moins égales dans tous les pays.

2. — *Evolution des taux d'intérêt.*

En ce qui concerne l'évolution des taux d'intérêt, deux tendances ont été observées au cours de l'année écoulée. Durant les 6 premiers mois, les taux sont restés élevés, ce qui doit être imputé surtout à deux facteurs : la méfiance à l'égard du franc belge et les taux d'intérêt élevés aux Etats-Unis et dans d'autres pays occidentaux. A partir de juin, la confiance à l'égard du franc belge s'est restaurée et, pendant les mois de vacances, les taux d'intérêt ont commencé à régresser aux Etats-Unis. La confiance restaurée à l'égard du franc belge a permis à la Belgique de suivre également cette tendance à la baisse, bien que les écarts entre les taux belges et les taux étrangers (notamment ceux des pays « à monnaie forte », comme la République fédérale d'Allemagne et les Pays-Bas) se soient maintenus et même légèrement élargis. Dès l'automne, les intérêts ont peu à peu retrouvé leur structure normale, les taux d'intérêts à long terme dépassant de nouveau ceux à court terme.

Les aspects positifs de ces deux tendances — taux d'intérêt plus bas et retour à la structure normale — sont d'une grande importance, tant pour les autorités que pour les entreprises. Etant donné la volumineuse dette publique, qui continue d'ailleurs à s'accroître à un rythme élevé, la baisse des taux d'intérêt put freiner la progression des charges de cette dette dès 1983, et les maintenir peut-être en-deça du taux de 1982 (cfr. le chapitre sur les finances publiques). Grâce au retour à une structure d'intérêts normale, les autorités publiques pourront plus facilement emprunter du capital sur le marché des obligations et elles seront donc moins amenées à faire appel au financement monétaire du déficit (financement direct et/ou par des emprunts en devises étrangères). De même, les charges des intérêts diminueront-elles considérablement pour les entreprises, surtout pour les emprunts à court terme. A cause de l'accès plus facile au marché des capitaux (possibilité plus large d'émettre de nouvelles actions grâce aux deux arrêtés pris en vertu des pouvoirs spéciaux, n°s 15 et 150) (1) et de la diminution du coût du capital emprunté, beaucoup d'entreprises sont maintenant en mesure d'assainir leur situation financière.

Au début de janvier 1982, le *taux d'escompte* a été diminué de 1 %, après un relèvement de 13 à 15 % en décembre 1981, afin d'intercepter la 3ème vague de spéculation (voir Section « Monnaie et Crédit » dans « L'Economie belge en 1981 »). Ce taux de 14 % a été maintenu jusqu'à la fin de juillet 1982, exception faite de la

(1) Pour de plus amples informations sur l'A.R. n° 15, voir la section « Marché des capitaux ».

période entre le 4 mars et le 8 avril, où il a été ramené à 13 %. Les tensions au sein du S.M.E., qui ont affecté également le franc belge, ont empêché, toutefois, un abaissement rapide et durable en-deça du niveau atteint avant la dévaluation. Le 29 juillet, une nouvelle réduction du taux d'escompte est intervenue, de 0,50 % cette fois, suivie, dans les 4 mois suivants, de 4 diminutions du même ordre de grandeur, mais favorisées maintenant par l'orientation baissière des taux d'intérêt aux Etats-Unis. A la fin de 1982, le taux était de 11,5 %, soit le niveau le plus bas depuis le 28 février 1980, date à laquelle le taux était relevé de 10,50 % à 12 %.

Les autres taux d'intérêt du marché monétaire ont connu une évolution similaire. Le taux sur les certificats de trésorerie à 3 mois, qui était encore de 16 % à la fin de 1981, a été ramené en janvier et février jusqu'à 14,25 %, pour atteindre un nouveau sommet en juin (15,75 %). Ensuite est intervenue une baisse qui s'est poursuivie jusqu'à la fin de l'année (12,25 % fin novembre-décembre) Les certificats du Fonds des Rentes à 4 mois sont également montés à leur niveau le plus élevé vers la moitié de l'année, (15,75 %) pour baisser de façon lente mais continue jusqu'à 12,35 % en décembre.

Les taux offerts pour les très grands (5 à 20 millions de francs) et les grands (1 à 3 millions de francs) dépôts ont connu une évolution parallèle. En outre, l'écart entre les intérêts offerts sur ces deux genres de dépôts s'est rétréci de près de la moitié. En effet, le taux sur les très grands dépôts qui, à la fin de 1981, étaient encore de 4 % supérieurs à ceux des grands dépôts, s'est contracté davantage que celui sur les grands dépôts, de sorte que l'écart entre les deux a été réduit à 2,4 %.

Les taux sur les livrets d'épargne ordinaires n'ont subi aucune modification en 1982. En 1981, ils n'avaient d'ailleurs pas suivi la tendance à la hausse des autres taux d'intérêt du marché monétaire. Toutefois, les taux sur les dépôts ordinaires auprès des banques (à trois mois) ont été diminués de 0,25 % à la fin de 1982.

3. — *Stabilisation du volume du marché monétaire.*

Un certain nombre de facteurs déterminant la liquidité du marché monétaire, ont connu une évolution en sens contraire, mais vers la fin de l'année, ils s'équilibraient de manière telle qu'il est permis de parler d'une stabilisation des disponibilités. La diminution de l'avoir en devises, à la suite des ventes de soutien sur le marché du change, a eu un effet rétrécissant. Par contre, le financement du Trésor par la Banque nationale, soit par le soutien au Fonds des Rentes, soit par l'apport des devises en provenance d'emprunts étrangers, a élargi le marché. Bien qu'en cours d'année d'importantes modifications se soient produites, le nombre de billets de banque en circulation à la fin de 1982 était du même ordre que celui de l'année antérieure.

Une analyse plus approfondie de l'année 1982 fait apparaître qu'au cours du 1er trimestre, le marché monétaire s'est élargi, principalement en raison de l'amenuisement de la circulation monétaire; tandis que les achats de devises et le financement monétaire du Trésor (1) se sont à peu près équilibrés. Le deuxième trimestre a été

(1) Le terme « financement monétaire » est employé ici dans un sens strict, c'est-à-dire la somme du « concours spécial au Fonds des Rentes » et des devises empruntées par le Trésor et reprises par la Banque nationale.

caractérisé par un rétrécissement du marché monétaire, en raison du montant élevé des ventes de devises sur le marché du change pour soutenir le franc belge, et qui ont atteint, en cette période, 96 milliards de francs. Les emprunts en devises étrangères de la part du Trésor (77,9 milliards de francs) et l'accroissement du soutien au Fonds des Rentes (15,2 milliards de francs) en ont constitué la contrepartie. Le resserrement du marché monétaire s'explique par solde, par l'augmentation de la circulation fiduciaire.

Au cours du 3ème trimestre, le marché monétaire s'est élargi à nouveau. En juillet et août, la Banque nationale a pu acheter des devises, qui, à la fin de septembre, n'avaient pas encore été compensées par de nouvelles ventes. Le financement monétaire par les pouvoirs publics s'est poursuivi, cette fois-ci exclusivement au moyen d'emprunts en devises étrangères, car dans cette période, le soutien au Fonds des Rentes avait diminué. L'effet de ces deux facteurs d'expansion n'a été que partiellement contrecarré par la contraction de la circulation des billets de banque. Au cours du 4e trimestre, le marché monétaire s'est une fois de plus resserré à la suite, uniquement, des ventes de devises par la Banque nationale (86 milliards de francs pendant les 3 derniers mois de 1982), mais les autres facteurs déterminants précités ont pu le compenser, de sorte qu'à la fin de 1982, la marge du marché monétaire était comparable à celle de la fin de 1981.

Le « Concours spécial au Fonds des Rentes » a pu être amplifié grâce au relèvement, le 26 janvier et le 4 mai 1982, du plafond de la ligne de crédit de deux fois 20 milliards de francs; ainsi le fonds des Rentes pouvait disposer d'un financement auprès de la Banque nationale à concurrence de 190 milliards de francs. Il y a lieu de rappeler qu'en 1981, ce plafond avait été relevé, en trois étapes, de 90 milliards à 150 milliards de francs. Le Trésor fait appel au Fonds des Rentes pour financer son déficit, lorsqu'il ne parvient pas à réunir assez de moyens financiers sur le marché des obligations, par l'émission de certificats du Trésor, ou par un appel aux marchés de crédit étrangers. C'est ainsi qu'en 1982, il a été fait appel au Fonds des Rentes pour un montant de 40 milliards, de sorte que le portefeuille de certificats du Trésor en possession du Fonds est monté jusqu'à 192,4 milliards de francs à la fin de 1982. Sur base de la moyenne journalière, l'augmentation a été cependant plus importante, soit 62,4 milliards de francs, ce qui porte le niveau global à 173,5 milliards de francs. Comme le Fonds des Rentes a pu faire un appel accru à ses propres moyens pour le financement de son portefeuille des certificats du Trésor, la moyenne journalière de son recours à la Banque nationale n'a augmenté que de 55,4 milliards de francs. En fait, ce dernier montant constitue une meilleure indication du financement monétaire intérieur par les pouvoirs publics que la croissance annuelle du recours du Fonds des Rentes à la Banque nationale à la fin de décembre (+31,5 milliards de francs).

En cours d'année, les possibilités de réescompte des banques auprès de la Banque nationale ont fait l'objet d'une adaptation trimestrielle. Ainsi, les plafonds de réescompte ont été relevés d'un même montant à la fin de février, de mai, de juin et de novembre, pour un total de 8,5 milliards de francs. Grâce au relèvement de ces

plafonds et aux facilités offertes par le marché monétaire lui-même, les banques ont été en mesure de satisfaire la demande de devises, parfois considérable, sans problèmes pour la gestion de leur trésorerie.

Le recours à la Banque nationale en provenance de l'Intitut de Réescompte et de Garantie (I.R.G.) concernait principalement la mobilisation d'effets imputés aux plafonds de réescompte des intitutions financières. En 1982, la moyenne journalière de ce recours à la Banque nationale n'a guère dépassé celle de l'année antérieure (75,3 milliards de francs en 1982, contre 73,1 milliards en 1981). Au cours de l'année, de fortes fluctuations se sont produites cependant avec un sommet en juillet (93,7 milliards de francs) et le niveau le plus bas en octobre (38 milliards de francs).

Le financement global des activités de l'I.R.G. s'est situé à un niveau un peu plus élevé qu'en 1981, 91,2 milliards de francs contre 89,2 milliards en moyenne journalière. Comme en 1981, les possibilités d'appel au marché monétaire (comprenant le marché de l'argent au jour le jour) par l'I.R.G. se sont désamplifiées par rapport aux années antérieures. La part du financement en dehors de la Banque nationale a donc continué à régresser jusqu'à 17 %, après avoir connu déjà un fort recul en 1981 (18 %) par rapport à 1980 (28 %).

L'I.R.G. agit également en tant que sauvegarde de la sécurité du système bancaire et financier. A cet effet, il dispose de certains moyens d'action. Avant 1976, le nombre et l'importance des perturbations, intervenues dans quelques institutions financières, étaient négligeables, mais dès 1976 elles se sont aggravées. C'est ainsi que dans la période 1981-1982 l'I.R.G. a dû dépanner, pour la premiere fois, d'autres institutions financières que des banques et qu'en 1982, il est intervenu pour résoudre les problèmes d'une banque de droit belge de taille moyenne.

4. — *Evolution de la masse monétaire.*

Entre la fin de 1981 et celle de 1982, la masse monétaire globale a augmenté de 37 milliards de francs jusqu'à 938 milliards, soit une croissance de 4,2 %, contre 3,6 % en 1981. Cette progression correspond environ à l'évolution du produit national brut aux prix du marché. La monnaie fiduciaire a enregistré un léger recul, de 1,2 milliards de francs, et sa part dans l'ensemble de la masse monétaire a régressé de 41,6 % en 1981 à 39,8 % en 1982. La monnaie scripturale aux mains des entreprises et des particuliers s'est accrue de 32 milliards de francs, sa part passant de 53,6 % en 1981 à 54,9 % en 1982. La troisième composante de la masse monétaire globale, à savoir la monnaie scripturale aux mains des pouvoirs publics, a progressé de 6,5 milliards de francs, représentant ainsi 5,3 % du total en 1982, contre 4,8 % en 1981. Ce taux n'est pas très élevé, puisqu'il était encore de 6 % en 1978.

A la fin de 1982, la masse monétaire auprès des organismes principalement monétaires a été de 31 milliards de francs supérieure à celle à fin 1981. Le montant des billets et pièces de monnaie du Trésor s'est légèrement rétréci, alors que durant les années antérieures, il était en légère hausse. Etant donné que la quantité de billets émis par la Banque nationale s'est située au même niveau qu'en 1981, la part de la monnaie fiduciaire s'est contractée de 46,8 % à la fin de 1981 à 45 % à la fin de

1982. Logiquement, les deux autres composantes de la masse monétaire ont été responsables de l'accroissement, à savoir la monnaie scripturale aux mains des entreprises et des particuliers (+27 milliards de francs en 1982) et la monnaie scripturale aux mains des pouvoirs publics (+4,9 milliards de francs). La part de ce dernier poste s'est certes accrue en 1982 (4,8 % contre 4,4 % en 1981), mais n'en reste pas moins inférieure au taux d'il y a quelques années (5,5 % en 1978).

La Banque nationale a établi un tableau détaillé indiquant les causes des modifications dans la masse monétaire auprès des institutions principalement monétaires. Ce commentaire se limite à deux des principaux éléments. Le premier se rapporte à l'ensemble des opérations avec l'étranger, notamment le solde courant et les opérations de capitaux des entreprises et des particuliers. En 1982, l'effet négatif de ces opérations paraissait un peu moindre qu'en 1981 (−290 milliards de francs contre −316 milliards). Cette évolution d'année en année récèle une détérioration fondamentale pendant le premier semestre de 1982 (−203,2 milliards de francs, contre −147,6 milliards pendant la même période de 1981), suivie d'une nette amélioration durant la deuxième moitié de l'année (−87 milliards de francs, contre −168,4 pour le deuxième semestre de 1981). Sous-jacents à cette évolution se situent les deux éléments suivants : l'élimination progressive du solde négatif du compte courant au cours du second semestre de 1982 et la régression des exportations de capitaux, devenue possible grâce à la plus grande confiance à l'égard du franc belge, et à l''évolution des taux d'intérêt.

Le financement de l'Etat et des autres autorités publiques a eu, à son tour, une incidence positive plus prononcée sur la masse monétaire des organismes principalement monétaires qu'il y a un an. En 1981, le financement de l'ensemble des pouvoirs publics a augmenté de 362,8 milliards de francs, dont 99 % pour l'Etat (1). En 1982, par contre, l'accroissement s'est chiffré à 431 milliards de francs, dont 95,2 % pour l'Etat (1). Comme en 1981, la majeure partie de cet accroissement s'est située au cours du premier semestre (+336,5 milliards de francs en 1982 contre +271,5 milliards en 1981). Le ralentissement de la croissance du recours des entreprises aux organismes en question a permis à ceux-ci d'augmenter leur aide au financement des pouvoirs publics. Au début de l'année, ceci s'est effectué principalement par l'achat de certificats du Trésor. En effet, au cours de cette période, les taux d'intérêt à court terme étaient plus élevés que ceux à plus long terme. Vers la fin de l'année, toutefois, cette tendance a connu un revirement, lorsque tant les taux effectifs à court terme que les prévisions à cet égard se sont situés en-deça du niveau des taux à plus long terme. En fin de compte, les organismes monétaires ont même souscrit aux emprunts obligataires publics à long terme, à l'encontre de l'année précédente. Cependant, le montant de ces derniers était nettement inférieur à la progression des fonds publics à court terme.

5. — *Actifs financiers.*

Le rythme de croissance des actifs financiers aux mains des particuliers et des entreprises s'est ralenti par rapport à l'année précédente (+596,7 milliards de

(1) Y compris le Fonds des Routes.

francs, contre +626 milliards en 1981); il est à noter, toutefois, qu'en 1981, l'accroissement des actifs financiers avait été exceptionnellement élevé par rapport aux années antérieures : dans la période de 1976 à 1980, il a fluctué entre 449 et 463 milliards de francs.

Par rapport à l'année antérieure, l'évolution la plus importante n'est pas le fait que la formation d'actifs financiers ait été moins forte, mais bien que l'accroissement des actifs en devises se soit rétréci de moitié (+77,6 milliards de francs en 1982, contre +150,9 milliards de francs en 1981). La réduction du taux d'accroissement était surtout due aux actifs à court terme en devises étrangères. Deux éléments ont contribué à cette modification : d'une part, le retour de la confiance à l'égard du franc belge et, d'autre part, l'écart entre les taux d'intérêt qui, comme presque toujours, s'est révélé favorable aux investissements en francs belges et qui s'est même un peu accru par rapport à ceux offerts aux investissements en devises dites fortes.

Par conséquent, la formation d'actifs financiers en francs belges a marqué une forte progression (+483,9 milliards de francs en 1982, contre +355,7 milliards de francs en 1981). Cette plus ample croissance s'est produite tant pour les actifs à un an au plus (+179 milliards de francs en 1982, contre +149,2 milliards de francs en 1981), que pour les actifs à plus d'un an (+304,9 milliards contre +206,5 milliards de francs).

Les actifs financiers à un an au plus constituent un groupe assez hétérogène, comprenant des dépôts ordinaires, mais aussi des dépôts à terme pour lesquels il faut encore opérer une distinction entre les ordinaires, les grands (1 à 3 millions de francs) et les très grands dépôts (5 millions et plus). Les dépôts ordinaires ont enregistré le moins d'attrait, ce qui s'explique par le fait que, pendant les dernières années, les taux d'intérêt offerts pour ces placements n'ont guère suivi ceux du marché de l'argent, rendant plus attractifs les autres dépôts à court terme. Quant aux actifs à plus d'un an, la croissance plus forte doit être imputée principalement, comme pour les années précédentes, aux souscriptions plus importantes aux emprunts obligataires ou aux bons de caisse. Au cours de la deuxième moitié de l'année, ces formes de placement ont bénéficié de l'influence positive du retour à une hiérarchie normale des taux d'intérêt. Une forte amélioration a aussi été constatée pour les placements en actions, grâce notamment à l'arrêté royal n° 15.

6. — *Engagements financiers.*

Les engagements financiers des entreprises ont progressé beaucoup moins qu'en 1981 (+152 milliards de francs contre +197). Il s'agit ainsi du progrès le plus faible depuis 1975. La ventilation selon leur durée fait apparaître que cette évolution est uniquement due aux engagements à court terme, dont la progression (+31 milliards de francs) a été la plus faible de la dernière décennie. Par contre, la croissance des engagements à plus long terme continue à dépasser celle des années antérieures (+121 milliards de francs, contre un accroissement annuel moyen de 102 milliards de francs pendant la période 1976-1980).

Cette évolution peut s'expliquer par les facteurs suivants : l'amélioration des possibilités des entreprises pour faire appel au capital à risques, grâce notamment à l'arrêté royal n° 15; les taux d'intérêt (réels) relativement élevés des engagements à court terme, notamment les taux prohibitifs, pendant certaines périodes de l'année, des crédits de caisse et des crédits d'escompte et d'acceptation; la plus grande possibilité d'autofinancement des entreprises à la suite de leurs meilleures marges bénéficiaires.

Selon les estimations effectuées par la Banque nationale dans ses rapports relatifs à 1982, la capacité nette de financement des sociétés a accusé un progrès sensible, atteignant 3,2 % du P.N.B. La lente amélioration de ce résultat, qui avait même été négatif en 1977, mais était redevenu positif depuis lors pour se situer jusqu'en 1980 entre 0,1 et 1 % du P.N.B., s'est accélérée en 1981 (1/4 % du P.N.B.), et surtout en 1982, même en chiffres absolus (52 milliards en 1981; 124 milliards de francs en 1982).

En 1982, cette évolution favorable peut être imputée en partie à la politique d'assainissement du gouvernement, réduisant, entre autres, la montée des coûts salariaux pour les entreprises par le biais d'une suppression partielle de l'indexation automatique des salaires. D'autres éléments ont aussi favorisé la capacité de financement des sociétés. Les transferts nets de capitaux, y compris l'octroi de crédits et les participations des pouvoirs publics, ont aussi, comme au cours de ces deux années antérieures, marqué une forte croissance. A cet égard, une part importante revient à l'aide aux secteurs en difficulté. En outre, la formation brute de capital en termes absolus et relatifs n'a augmenté que légèrement, demeurant au-dessous de 9 % du P.N.B. Ici, il n'y a pas eu de croissance fondamentale, puisque pendant la période 1977-1981, la formation brute de capital a toujours varié entre 8,4 % et 8,9 % du P.N.B.

Les engagements financiers des particuliers ont connu un accroissement identique à celui de 1981 (+36 milliards de francs), soit une avance exceptionnellement faible par rapport aux évolutions des années précédentes (+100 à 130 milliards de francs par an au cours de la période de 1976 à 1979, +86 milliards de francs en 1980). Les engagements à court terme ont à nouveau enregistré une légère augmentation (+3 milliards de francs), après un recul de 11 milliards de francs en 1981. Le rythme de croissance des engagements à long terme, par contre, a de nouveau ralenti par rapport aux années précédentes (+33 milliards de francs en 1982, contre un accroissement annuel de 88 milliards de francs dans la période 1976-1980 et de 47 milliards encore en 1981). Cette évolution s'explique, entre autres, par l'amenuisement du revenu réel, l'insécurité en matière d'emploi et l'accroissement du nombre de personnes ne disposant que de revenus de transfert. Un autre élément est, à cet égard, le maintien à un niveau élevé des taux d'intérêt, bien qu'ils fussent déjà orientés à la baisse pendant le 2e semestre de 1982.

Les engagements financiers des entreprises et des particuliers contractés à l'égard des institutions financières belges n'ont progressé que de 70,5 milliards de francs, soit près de la moitié de la croissance de 1981 (+126,4 milliards de francs); ils sont restés en deça des montants des années précédentes (+216,9 milliards de francs

en moyenne pendant la période de 1976-1980). La modification la plus importante a été enregistrée pour les engagements à l'égard des organismes principalement monétaires (+18,2 milliards de francs en 1982 contre +66 milliards de francs en 1981). Il a déjà été rappelé que cette évolution ouvre la possibilité à ces organismes de disposer de plus de moyens pour le financement des pouvoirs publics, tant à court qu'à long terme. La seule autre catégorie d'institutions financières belges ayant encore enregistré une modification au cours de l'année précédente a été celle des institutions publiques de crédit spécialisées dans le crédit professionnel. Ici aussi, l'accroissement des engagements des entreprises et des particuliers en 1982 (+11,2 milliards de francs) a été nettement moins important qu'au cours des années précédentes (+19,4 milliards de francs en 1981 et +32,2 milliards de francs en moyenne annuelle pendant la période de 1976-1980). A cet égard, les éléments explicatifs s'inscrivent dans le même ordre que celui esquissé au sujet de l'évolution de l'ensemble des engagements financiers contractés par les entreprises.

*

* *

Actifs financiers (a)

(variations en milliards de francs)

ANNÉE	Actifs en francs belges			Actifs en monnaies étrangères			Autres actifs (c)	Total général
	A un an au plus	A plus d'un an	Total	Dépôts	Valeurs mobilières (b)	Total		
1972	+168,0	+ 64,0	+232,0	— 2,0	+ 33,0	+ 31,0	+ 13,0	+276,0
1973	+171,3	+ 81,9	+253,2	+ 5,4	+ 25,7	+ 31,1	— 3,9	+280,4
1974	+179,2	+ 96,8	+276,0	+ 8,6	+ 13,8	+ 22,4	— 8,5	+289,9
1975	+215,7	+112,3	+328,0	+ 8,3	+ 32,5	+ 40,8	— 11,3	+357,5
1976	+229,9	+154,4	+384,3	+ 17,6	+ 14,2	+ 31,8	+ 46,0	+462,1
1977 (d)	+187,8	+224,3	+412,1	+ 17,0	+ 16,7	+ 33,7	+ 5,1	+450,9
1978 (d)	+224,8	+171,3	+396,1	— 2,3	+ 20,2	+ 17,9	+ 34,8	+448,8
1979 (d)	+178,1	+207,8	+385,9	+ 20,3	+ 11,3	+ 31,6	+ 48,0	+465,5
1980 (d)	+115,6	+259,0	+374,6	+ 54,2	+ 22,9	+ 77,1	+ 11,9	+463,6
1981 (d)	+149,2	+206,5	+355,7	+111,6	+ 39,3	+150,9	+119,4	+626,0
1982 (d)	+179,0	+304,9	+483,9	+ 36,7	+ 40,9	+ 77,6	+ 35,2	+596,7

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Détenus par les particuliers et les entreprises (autres que les intermédiaires financiers), y compris les organismes publics d'exploitation et certains intermédiaires financiers qu'il était impossible d'exclure en 1976 : organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

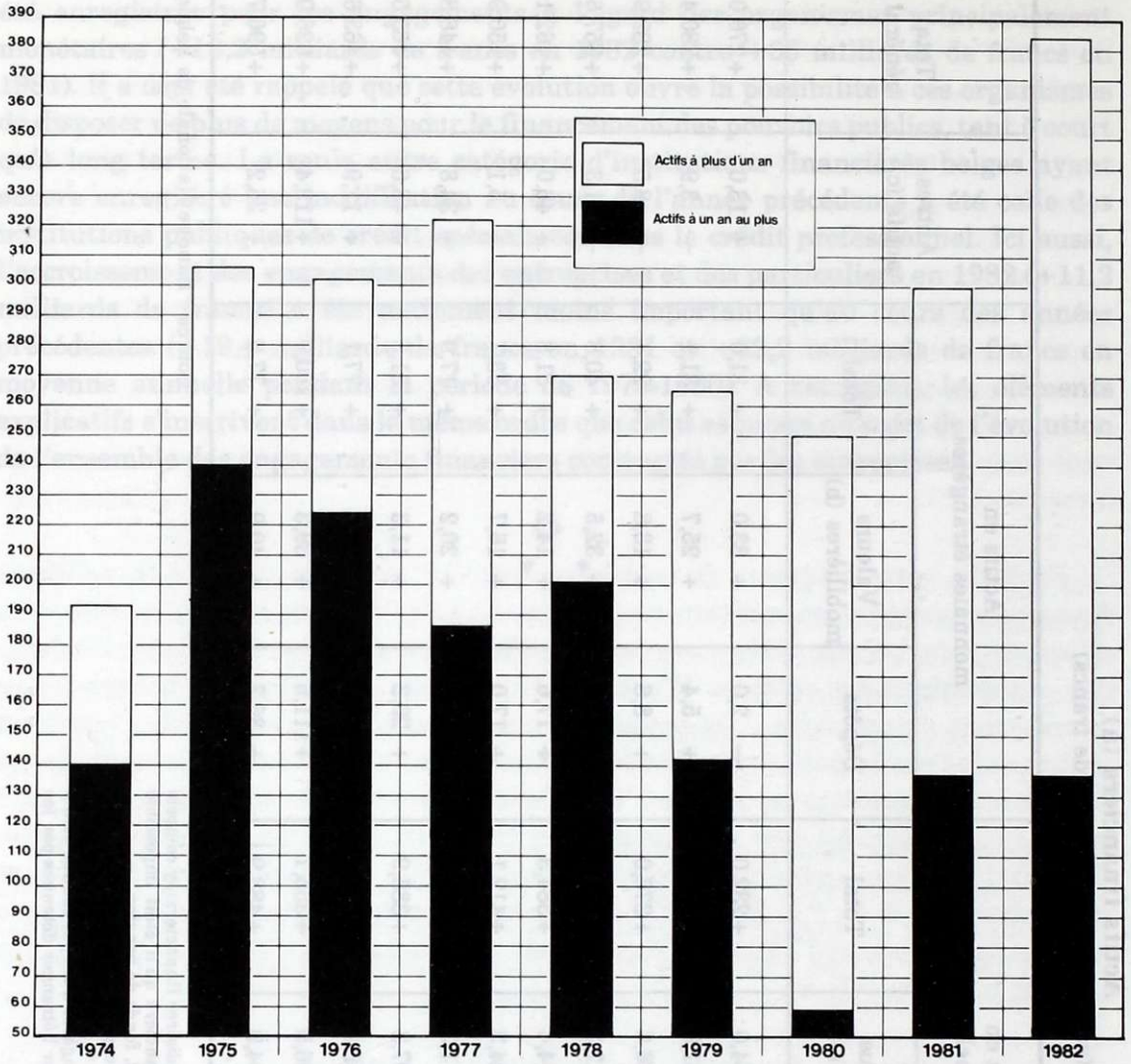
(b) Achats nets par des résidents de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise; la part de l'épargne luxembourgeoise dans ces achats nets est peu importante.

(c) Actifs pour lesquels la ventilation en francs belges et en monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens. Il s'agit notamment des créances commerciales nettes sur l'étranger détenues par les entreprises et des investissements directs à l'étranger.

(d) Données provisoires.

Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers (a)

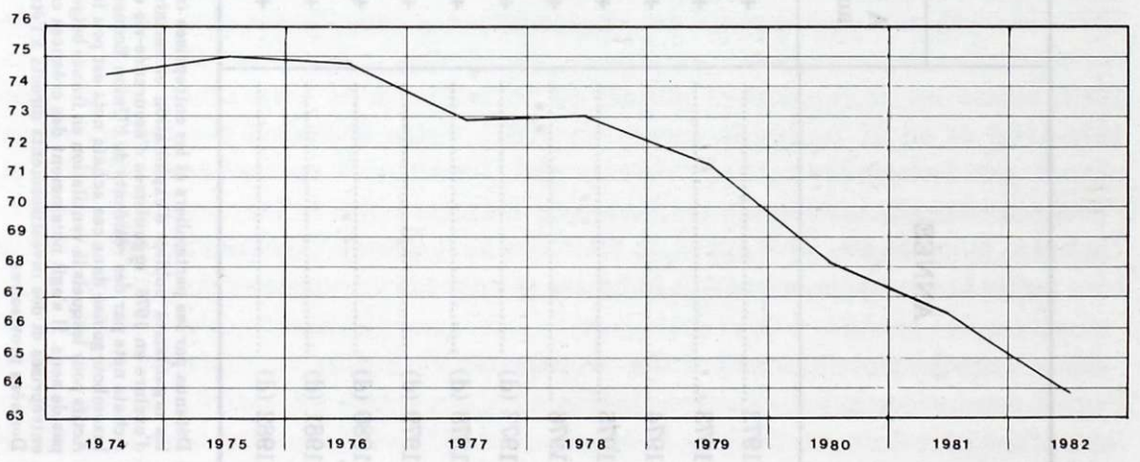
(variation en milliards de francs)



Source : Banque Nationale de Belgique.

Part des actifs à un an au plus dans le total des actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers (a)

(en %)

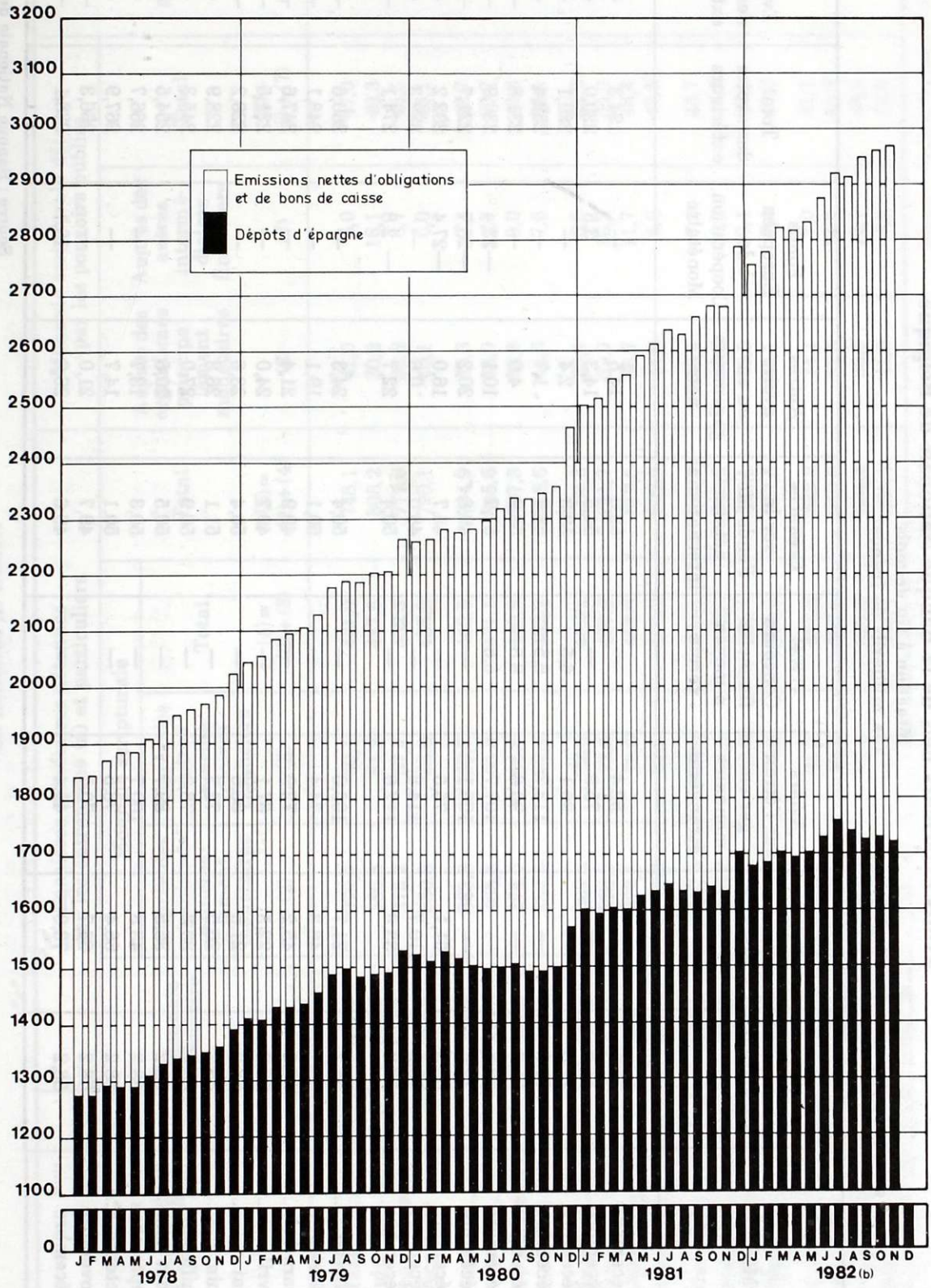


Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Actifs en francs belges et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux, autres que les organismes d'assurance-vie, accidents de travail et fonds de pension.

Evolution des dépôts d'épargne et des émissions nettes d'obligations et bons de caisse (a)

(en milliards de francs)



Source : Ministère des Finances

(a) — *Dépôts d'épargne* auprès de la CGER, des caisses d'épargne privées, du Crédit communal et des Banques.
— *Emissions nettes d'obl. et bons de caisse* auprès de la C.G.E.R., des caisses d'épargne privées, du Crédit communal et des banques.

(b) Les données pour décembre 1982 ne sont pas encore disponibles.

Avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique

Situation à fin de mois

(en milliards de francs)

MOIS	Encaisse-or	Ecu's	Avoirs sur l'étranger en monnaies étrangères	C.E.E. Concours financier à moyen terme	Créances sur le Fonds Monétaire International	Autres avoirs ou engagements nets	Fonds Européen de Coopération Monétaire	Total des avoirs extérieurs	Evolution des avoirs extérieurs
1972 Décembre	75,4	—	52,4	—	52,0	14,5	—	194,3	+ 29,8
1973 Décembre	71,8	—	75,9	—	54,5	14,3	3,5	220,0	+ 25,7
1974 Décembre	71,8	—	95,1	6,5	53,3	2,4	—	229,1	+ 9,1
1975 Décembre	71,8	—	113,7	6,5	58,7	1,7	—	252,4	+ 23,3
1976 Décembre	71,8	—	90,6	6,5	58,9	4,0	—	231,8	— 20,6
1977 Décembre	72,3	—	107,7	6,5	57,7	10,1	—23,4	230,9	— 0,9
1978 Décembre	72,5	—	106,1	—	49,6	20,2	—26,7	221,7	— 9,2
1979 Décembre	58,3	61,1	75,5	—	48,7	16,0	—27,4	232,2	+ 10,5
1980 Décembre	58,2	110,7	114,8	—	48,0	0,6	—	332,3	+100,1
1981 Décembre	58,2	33,6	112,0	—	50,4	22,7	— 2,8	274,1	— 58,2
1982 Janvier	58,2	21,7	106,0	—	50,4	24,3	—	260,6	— 13,5
Février	58,2	46,3	74,4	—	50,1	19,1	—	248,1	— 12,5
Mars	58,2	45,2	72,9	—	49,9	21,4	—	247,6	— 0,5
Avril	58,2	22,5	67,1	—	49,7	24,0	—	221,5	— 26,1
Mai	58,2	21,5	66,5	—	50,4	23,6	—	220,2	— 1,3
Juin	58,2	20,5	72,3	—	51,1	26,8	—	228,9	+ 8,7
Juillet	58,2	30,3	78,9	—	50,9	27,0	—	245,3	+ 16,4
Août	58,2	35,5	89,7	—	50,5	20,6	—	254,5	+ 9,1
Septembre	58,2	43,8	100,7	—	50,3	13,7	—	266,7	+ 12,2
Octobre	58,2	66,4	78,5	—	50,1	14,7	—	267,9	+ 1,2
Novembre	58,2	66,7	70,7	—	49,7	21,0	—	266,3	— 1,6
Décembre	58,2	73,0	49,4	—	49,6	26,0	—18,1	238,1	— 28,2

Source : Banque Nationale de Belgique.

Stock monétaire total

(en milliards de francs)

FIN DE PÉRIODE	Encaisses monétaires détenues par les entreprises (a) et particuliers					Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics			Total général
	Monnaie fiduciaire	Monnaie scripturale			Total	Auprès des organismes principalement monétaires	Auprès des autres intermédiaires financiers	Total	
		Auprès des organismes principalement monétaires	Auprès des autres intermédiaires financiers	Total					
	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7)	(8) + (6) + (7)	(9) = (5) + (8)
1978 Mars	327,1	370,9	50,1	421,0	748,1	41,0	6,0	47,0	**795,1**
Juin	355,6	386,4	61,2	447,6	803,2	30,2	16,1	46,3	**849,5**
Septembre	344,7	375,2	57,1	432,3	777,0	36,8	8,7	45,5	**822,5**
Décembre	354,9	380,3	54,9	435,2	790,1	40,1	6,0	46,1	**836,2**
1979 Mars	351,4	383,8	59,7	443,5	794,9	35,3	7,4	42,7	**837,6**
Juin	374,5	405,8	65,3	471,1	845,6	38,0	12,7	50,7	**896,3**
Septembre	356,5	374,0	66,8	440,8	797,3	33,8	9,0	42,8	**840,1**
Décembre	364,5	384,5	67,7	452,2	816,6	44,5	7,6	52,1	**868,7**
1980 Mars	352,8	369,4	62,6	432,0	784,8	39,4	8,8	48,2	**833,0**
Juin	371,1	396,0	73,6	469,6	841,7	37,7	16,3	54,0	**895,7**
Septembre	358,9	377,1	76,5	453,6	812,5	36,7	11,7	48,4	**860,9**
Décembre	370,8	381,6	69,6	451,2	822,0	41,9	5,6	47,5	**869,5**
1981 Mars	362,3	387,9	71,9	459,8	822,1	36,4	7,3	43,7	**865,8**
Juin	382,5	436,2	81,8	518,0	900,5	38,3	10,2	48,5	**949,0**
Septembre	366,4	381,8	82,9	464,7	831,1	36,9	10,1	47,0	**878,1**
Décembre	374,4	397,5	85,6	483,1	857,5	36,1	7,2	43,3	**900,8**
1982 Mars	365,5	406,1	81,2	487,3	852,8	34,1	7,0	41,1	**893,9**
Juin	385,9	437,6	89,5	527,1	913,0	37,5	14,2	51,7	**964,7**
Septembre	373,1	428,4	92,9	521,3	894,4	35,3	12,7	48,0	**942,4**
Décembre (b)	373,2	423,1	92,0	515,1	888,3	41,0	8,8	49,8	**938,1**

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Entreprises privées qui n'ont pas d'engagements monétaires, intermédiaires financiers publics qui n'ont pas d'engagements monétaires, et organismes publics d'exploitation.
(b) Données provisoires.

Origines des variations du stock monétaire aup

(en milliards

PÉRIODE	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers (a)			Total	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises (b) et particuliers)	Créar entr p
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Crédits d'escomp d'avance d'accep tation
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4) = (6) à (16)	(6)	(d) (7)
1978	+43,4	+64,9	+19,3	— 6,0	**+121,6**	— 63,2	+ 71,8
1979	+19,8	+62,8	+25,7	+ 8,0	**+116,3**	—168,3	+142,6
1980	+ 1,6	+33,0	+45,9	+16,3	**+ 96,8**	—190,2	+ 79,7
1981	+18,2	+34,1	+41,8	+49,8	**+143,9**	—316,0	+ 72,2
1982 (k)	+31,8	+63,8	+57,6	+22,1	**+175,3**	—290,2	+ 24,2
1979 1er trimestre	— 5,4	+28,6	+ 6,9	+ 1,1	**+ 31,2**	— 40,1	+ 1,5
2e trimestre	+50,5	+ 3,6	+ 5,9	+ 3,8	**+ 63,8**	— 26,7	+ 54,(
3e trimestre	—56,9	+16,6	+ 6,4	+ 1,7	**— 32,2**	— 51,2	+ 25,4
4e trimestre	+31,6	+14,0	+ 6,5	+ 1,4	**+ 53,6**	— 50,3	+ 61,7
1980 1er trimestre	—32,2	+32,2	+ 6,5	+ 9,1	**+ 15,6**	— 59,6	+ 0,7
2e trimestre	+44,9	—14,5	+12,4	+ 3,1	**+ 45,9**	— 41,6	+ 31,2
3e trimestre	—33,8	+ 4,6	+16,8	— 1,2	**— 13,6**	— 59,8	+ 3,(
4e trimestre	+23,1	+11,8	+10,2	+ 5,4	**+ 50,5**	— 29,6	+ 40,5
1981 1er trimestre	— 8,2	+13,6	+19,7	+13,9	**+ 39,0**	— 93,0	+ 10,5
2e trimestre	+75,1	+ 9,1	+ 8,7	+15,0	**+107,9**	— 54,6	+ 11,1
3e trimestre	—74,1	+ 4,7	+ 4,5	+14,1	**— 50,8**	— 80,8	+ 16,8
4e trimestre	+25,4	+ 6,7	+ 8,9	+ 6,8	**+ 47,8**	— 87,6	+ 33,8
1982 1er trimestre (k)	— 3,8	+20,7	+18,9	+18,2	**+ 54,0**	—123,9	+ 19,(
2er trimestre (k)	+59,4	+ 5,6	+ 8,9	+ 3,9	**+ 77,8**	— 79,3	— 0,1
3er trimestre (k)	—28,8	+31,6	+14,3	+ 0,4	**+ 17,5**	— 73,8	— 18,4
4er trimestre (k)	+ 5,0	+ 5,9	+15,5	— 0,4	**+ 26,0**	— 13,2	+ 23,7

(a) Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.
(b) Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.
(c) Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.
(d) Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.
(e) Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.
(f) Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers *moins* crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.
(g) Y compris le Fonds des Routes, sous déduction du compte ordinaire du Trésor à la Banque Nationale de Belgique.
(h) Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.
(i) Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations.
(j) Nouvelle série depuis 1978.
(k) Données provisoires.

ganismes principalement monétaires

et	Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation :–) (f)		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires	Divers
liga-ons	- de créances commerciales sur l'étranger	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat	Autres pouvoirs publics	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes		
e) 8)	(9)	(10)	(g) (11)	(h) (12)	(13)	(14)	(i) (15)	(j) (16)
6,0	+ 1,4	—10,5	+111,0	+13,7	—26,5	— 4,9	+ 2,1	— 8,9
- 0,2	— 7,7	— 1,0	+153,7	+31,8	—44,5	+ 5,8	— 0,5	+ 3,6
6,8	—13,4	— 4,0	+264,9	— 1,6	—30,1	—14,8	+12,5	—13,0
5,0	+ 6,5	+ 2,8	+359,3	+ 3,5	—29,4	— 9,7	+66,0	— 6,3
1,4	— 2,9	+ 4,4	+410,2	+20,8	—28,6	— 9,2	+41,2	+ 6,8
- 1,5	— 1,4	— 3,1	+ 81,9	— 1,1	— 5,0	—11,8	+ 5,7	+ 6,2
—	— 4,0	— 3,9	+ 55,4	+13,6	—17,4	+ 2,3	— 2,3	— 7,2
- 0,7	— 0,2	— 2,4	+ 10,1	— 3,0	—10,0	+ 2,8	— 0,4	— 4,0
- 0,6	— 2,1	+ 8,4	+ 6,5	+22,3	—12,1	+12,4	— 2,1	+ 8,2
- 1,1	— 2,9	— 1,8	+113,0	— 9,7	— 9,0	— 4,9	+ 0,4	— 9,5
- 3,3	— 3,3	— 1,4	+ 66,9	+ 1,2	— 3,6	— 4,0	— 3,0	+ 0,2
- 2,0	— 2,8	— 5,8	+ 58,4	+ 0,2	— 9,7	— 6,1	+ 2,9	+ 4,1
- 2,6	— 4,5	+ 5,1	+ 26,6	+13,5	— 7,6	+ 0,2	+ 0,8	+ 2,9
- 1,3	— 0,1	+ 0,7	+125,5	— 8,1	— 5,3	— 4,2	+ 7,0	+ 7,3
- 1,7	+ 2,2	+ 3,1	+145,1	+ 9,0	— 2,4	+ 2,4	+20,0	—26,3
- 3,0	— 2,6	— 0,4	+ 23,5	— 7,4	—10,9	— 6,2	+22,8	— 2,6
+ 1,0	+ 7,0	— 0,6	+ 65,2	+10,0	—10,8	— 1,7	+16,2	+15,3
- 2,2	— 0,1	— 3,0	+204,5	—16,1	— 8,3	— 6,7	+ 6,1	—15,3
- 1,8	— 1,8	+ 9,7	+125,4	+22,7	— 8,0	+ 4,0	+ 6,2	+ 0,8
+ 0,1	— 0,2	— 5,0	+ 81,1	+ 6,6	— 8,0	— 5,2	+41,1	— 0,8
+ 2,5	— 0,8	+ 2,7	— 0,8	+ 7,6	— 4,3	— 1,3	—12,2	+22,1

Source : Banque Nationale de Belgique.

Stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires

(en milliards de francs)

FIN DE PÉRIODE	encaisses monétaires détenues par les entreprises (a) et particuliers								Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	Total général
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale				Total		
	Billets et pièces du Trésor (b) (1)	Billets de la Banque Nationale de Belgique (2)	Stock de monnaie fiduciaire (c) (3)	Auprès de la Banque Nationale de Belgique (d) (4)	Auprès des organismes publics (e) (5)	Auprès des banques (6)	Total (7) = (4) à (6)	(8) = (3) + (7)	(f) (9)	(10) = (8) + (9)
1978 Mars	11,6	328,6	331,5	0,5	89,7	284,9	375,1	706,6	41,0	**747,6**
Juin	11,9	359,5	361,0	0,7	86,7	303,1	390,5	751,5	30,2	**781,7**
Septembre	12,0	346,4	349,3	0,5	85,4	293,0	378,9	728,2	36,8	**765,0**
Décembre	12,2	359,9	360,9	0,8	91,5	291,7	384,0	744,9	40,0	**784,9**
1979 Mars	12,1	353,5	356,4	0,5	88,9	298,5	387,8	744,2	35,3	**779,5**
Juin	12,4	380,1	381,6	1,0	97,3	312,0	410,3	791,9	38,1	**830,0**
Septembre	12,5	358,9	361,3	0,7	87,0	290,2	377,9	739,2	33,9	**773,1**
Décembre	12,7	371,8	371,8	0,7	91,3	296,8	388,8	760,6	44,1	**804,7**
1980 Mars	12,7	357,6	359,0	0,8	91,5	281,7	374,0	733,0	39,4	**772,4**
Juin	13,9	377,6	378,8	1,2	98,9	300,8	400,9	779,7	37,7	**817,4**
Septembre	14,7	361,0	365,0	1,2	90,1	290,6	381,9	746,9	36,7	**783,6**
Décembre	14,7	376,1	378,9	0,4	91,8	293,7	385,9	764,8	41,9	**806,7**
1981 Mars	14,7	364,4	368,5	0,8	92,4	300,5	393,7	762,2	36,3	**798,5**
Juin	15,3	389,9	393,0	0,8	109,1	332,4	442,3	835,3	38,3	**873,6**
Septembre	15,4	369,6	374,7	0,6	90,4	296,8	387,8	762,5	37,0	**799,5**
Décembre	15,7	382,2	385,8	0,9	95,2	306,9	403,0	788,8	36,1	**824,9**
1982 Mars	15,5	371,2	376,0	0,9	99,7	310,5	411,1	787,1	34,1	**821,2**
Juin	15,5	395,9	400,0	1,0	106,9	335,2	443,1	843,1	37,5	**880,6**
Septembre	15,4	377,8	382,5	1,4	104,5	328,1	434,0	816,5	35,3	**851,8**
Décembre (g)	15,4	382,2	384,9	0,3	95,7	334,0	430,0	814,9	41,0	**855,9**

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.
(b) Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.
(c) Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la Banque Nationale de Belgique détenus par les organismes publics monétaires et les banques.
(d) Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la Banque Nationale de Belgique n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.
(e) Office des Chèques Postaux et Crédit Communal de Belgique.
(f) Le compte ordinaire du Trésor à la Banque Nationale de Belgique n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.
(g) Données provisoires.

Répartition approximative des engagements financiers des entreprises et particuliers selon le débiteur et la durée

(variations en milliards de francs)

ANNÉE	Entreprises			Particuliers			Total général
	Court terme	Long terme	Total	Court terme	Long terme	Total	
1974	+ 58	+ 81	+139	+ 5	+ 41	+ 46	+185
1975	+ 75	+ 84	+159	+ 9	+ 46	+ 55	+214
1976	+ 62	+109	+171	+ 26	+ 74	+100	+271
1977	+ 83	+ 88	+171	+ 23	+ 79	+102	+273
1978	+ 42	+113	+155	+ 16	+ 97	+113	+268
1979	+ 90	+ 90	+180	+ 21	+109	+130	+310
1980	+ 68	+ 99	+167	+ 6	+ 80	+ 86	+253
1981	+ 87	+110	+197	— 11	+ 47	+ 36	+233
1982	+ 31	+121	+152	+ 3	+ 33	+ 36	+188

Source : Banque Nationale de Belgique.

Engagements financiers des entreprises et particuliers par rapport aux institutions financières belges

(variations en milliards de francs)

ANNÉE	Institutions principalement monétaires	Autres institutions financières						
		Institutions publiques de crédit spécialisées dans		C.G.E.R.	Caisse d'épargne privée	Divers	Total	Total général
		le crédit professionnel	le crédit à l'habitation					
1974	+ 52,4	+ 28,6	+ 9,6	+ 18,6	+ 21,9	— 0,3	+ 78,4	+130,8
1975	+ 74,4	+ 29,5	+ 12,3	+ 20,9	+ 25,8	+ 0,2	+ 88,7	+163,1
1976	+ 89,7	+ 35,6	+ 18,7	+ 31,7	+ 36,1	+ 0,1	+122,2	+211,9
1977	+111,0	+ 26,8	+ 24,9	+ 28,2	+ 27,3	— 0,2	+107,0	+218,0
1978	+ 76,1	+ 30,5	+ 27,4	+ 33,6	+ 37,5	+ 0,6	+129,6	+205,7
1979	+138,8	+ 36,4	+ 27,5	+ 32,4	+ 32,8	+ 0,6	+129,7	+268,5
1980	+ 79,5	+ 31,5	+ 35,6	+ 19,3	+ 14,9	+ 0,6	+100,7	+180,2
1981	+ 66,0	+ 19,4	+ 29,0	+ 4,1	+ 8,2	— 0,3	+ 60,4	+126,4
1982 (a)	+ 18,2	+ 11,2	+ 29,9	+ 2,2	+ 9,3	— 0,3	+ 52,3	+ 70,5

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) données provisoires.

Synthèse de l'activité de l'I.R.G.

Encours moyens journaliers
(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Effets à nourrir par l'I.R.G.	24,8	21,0	44,2	38,9	54,9	73,2	67,2	79,4	81,3
dont réescomptés à la B.N.B.	*26,3*	*9,1*	*38,6*	*32,8*	*48,6*	*67,4*	*60,3*	*73,1*	*75,3*
Emprunts au jour le jour de l'I.R.G.	*4,2*	*10,4*	*4,6*	*5,5*	*4,7*	*4,8*	*4,4*	*4,4*	*3,8*
Encours des effets vendus ou placés par l'I.R.G.	14,1	23,3	20,9	25,8	27,4	19,6	16,4	9,8	10,4
Encours total des effets traités par l'I.R.G.	38,9	44,3	65,1	64,7	82,2	92,8	83,7	89,2	91,7

Source : Institut de Réescompte et de Garantie.

Evolution des principaux postes de la situation du Fonds des Rentes

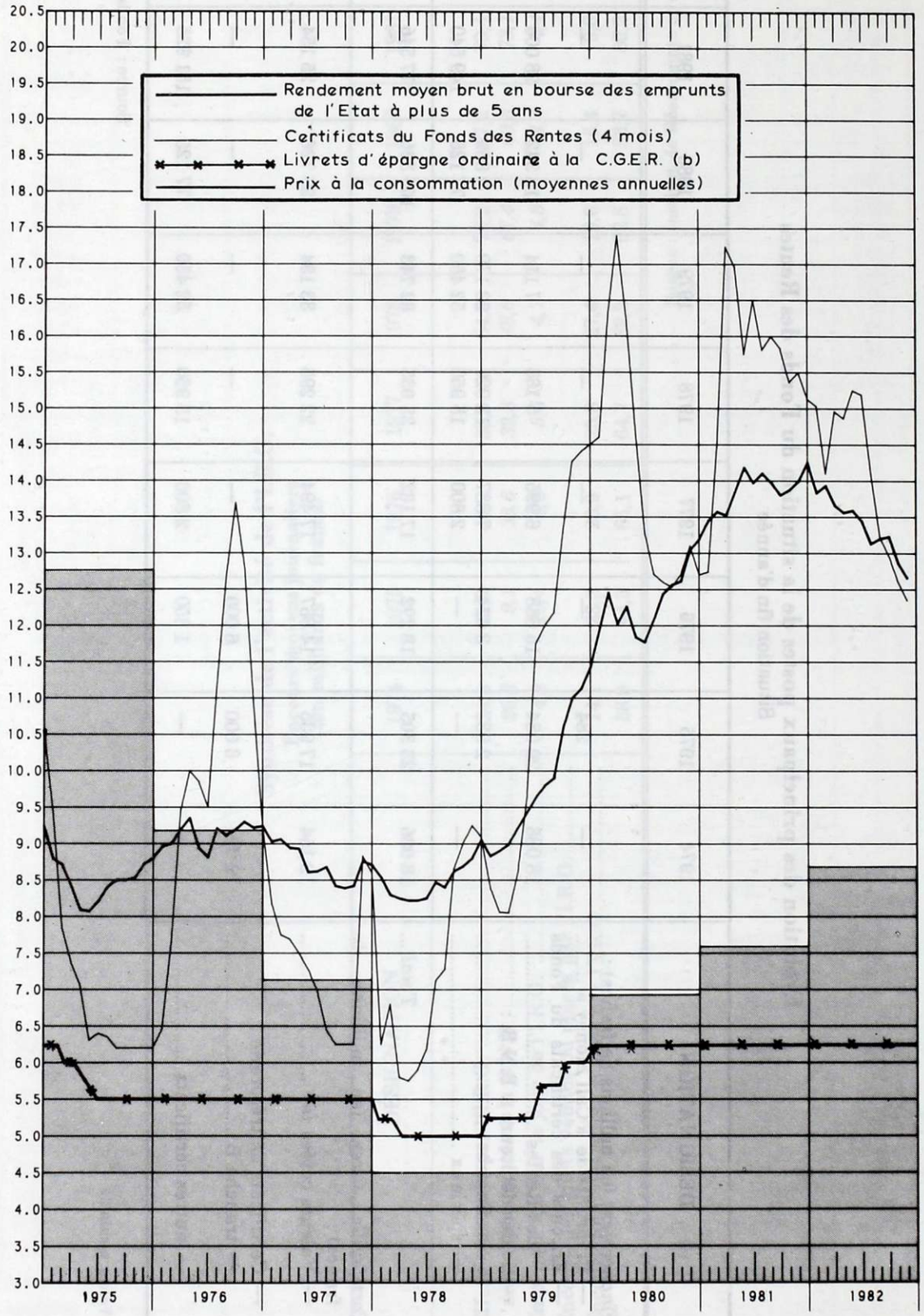
Situation fin d'année

DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Financement (en millions de francs) :									
— Emprunts de « Call money »	—	284	—	—	—	—	—	—	—
— Encours des certificats du Fonds des Rentes	18 086	20 084	15 668	6 995	5 165	7 114	18 342	28 006	28 865
— Soldes débiteurs à B.N.B. :									
— ordinaires	—	2 937	3 624	7 387	13 920	23 179	9 859	—	—
— spéciaux	—	—	—	2 800	15 950	52 450	77 125	149 540	181 059
Total ...	**18 086**	**23 305**	**18 292**	**17 182**	**35 035**	**82 743**	**105 326**	**177 546**	**209 924**
Portefeuille titres (en millions de francs) :									
— Valeurs cotées (a)	12 154	17 935	14 867	17 494	22 295	33 134	29 726	25 154	16 576
— Certificats de trésorerie :									
— tranche B	9 094	6 000	6 000	—	—	—	—	—	—
— autres certificats	—	—	1 350	2 800	15 950	52 450	77 125	151 925	192 375

Source : Fonds des Rentes.

(a) Valeur nominale.

Evolution de quelques taux de placements en francs belges accessibles au public en général comparée avec l'augmentation annuelle moyenne en pourcent des prix à la consommation (a)



Sources : Commission de la Bourse;
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite;
Ministère des Finances;
Ministère des Affaires économiques,
Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Taux avant retenues fiscales à la source.

(b) Du fait qu'à concurrence d'un montant de 30.000 francs par an actuellement les revenus des dépôts sur livrets d'épargne ordinaire sont exonérés d'impôt, leur taux n'est pas comparable aux taux figurant dans les autres courbes. Le taux comprend la prime de fidélité bonifiée sur les sommes restées en dépôt du 16 janvier au 31 décembre.

SECTION II. — MARCHE DES CAPITAUX

Dans le présent chapitre, quatre sujets font l'objet d'un examen plus approfondi : les émissions d'emprunts obligataires, l'évolution de certains taux d'intérêt à long terme, l'émission d'actions et l'évolution des cours à la Bourse de Bruxelles. Il est en effet possible, contrairement aux années précédentes, de noter des éléments ou évolutions moins négatifs voire franchement positifs résultant davantage de mesures gouvernementales que de l'évolution de l'activité économique générale, sans pour autant négliger le rôle joué par l'abaissement du taux d'intérêt sur les cours en Bourse notamment. Les mesures gouvernementales ici visées sont la dévaluation du franc belge et les mesures d'accompagnement qui ont rétabli la confiance dans le franc et rendu, de ce fait, plus attrayants les placements en francs belges.

Sur le marché primaire des obligations, les souscriptions ont augmenté de 44 milliards de francs environ par rapport à 1981. Le montant global de 286 milliards de francs constitue même un nouveau record d'émissions, étant donné que la précédente année record 1978 avait enregistré un montant légèrement inférieur (280 milliards de francs). Toutefois, en prenant en considération la dépréciation monétaire, 1978 demeure une année d'émissions plus importante que 1982. Un élément important pouvant contribuer à expliquer le produit considérable des emprunts obligataires réside dans l'évolution des taux. La baisse du taux d'intérêt à court terme (voir section I. — Marché monétaire) est allée de pair avec une baisse tant du taux du coupon que du rendement à l'échéance finale des emprunts obligataires émis en 1982. Le taux de coupon du dernier emprunt obligataire de 1982 (émetteur : R.T.T.) est inférieur d'un pourcent au dernier emprunt de 1981 du même émetteur, tandis que le rendement à l'échéance finale a enregistré une diminution plus forte encore (−1,34 %).

Le fait que le taux baissier n'ait eu aucune influence sur la collecte des capitaux via les emprunts obligataires découle aussi du retour à une structure normale des taux au cours de la deuxième moitié de l'année 1982, avec des taux d'intérêt à long terme supérieurs aux taux à court terme.

La ventilation selon les émetteurs fait apparaître que l'Etat et le Fonds des Routes demeurent, comme toujours, les principaux prêteurs sur obligations. A eux deux, ils se sont adjugés presque 75 % du montant global émis (78,8 % en 1981). L'Etat a émis trois emprunts obligataires (en janvier, juin et octobre), contre deux seulement, dont « l'emprunt spécial 1981 », au cours de l'année antérieure.

Tout comme en 1981 avec l'emprunt spécial, l'Etat est également intervenu sur le marché en 1982 avec des emprunts plus ou moins spéciaux. Après un emprunt obligataire classique à 7 ans, comportant un taux de coupon de 14,25 % en janvier 1982, lequel a rapporté 55 milliards de francs, le souscripteur d'obligations a eu la possibilité de choisir, tant en juin qu'en octobre, entre un emprunt obligataire classique ou un emprunt obligataire à charnière. Dans les deux cas, les préférences de l'investisseur se sont portées sur la formule charnière. La réserve à l'égard d'une

immobilisation inconditionnelle sur une période plus longue semble avoir été difficile à vaincre et ce en dépit de la tendance baissière des taux d'intérêt à court terme. Un certain progrès a été enregistré, cependant, en faveur de la formule classique. En juin, seulement 32,6 % des souscripteurs ont opté en faveur de la partie classique de l'emprunt; en octobre ce pourcentage se chiffrait à 37,8. L'emprunt d'octobre (deux formules conjuguées) a rapporté 68 milliards de francs. A l'exception de l'emprunt spécial 1981, aucun autre emprunt n'a rapporté autant d'argent depuis 1980. Le montant global du capital réuni par l'Etat s'est élevé, en fin de compte, pour l'année 1982 à 176 milliards de francs, et l'emprunt du Fonds des Routes de mars 1983 s'est soldé par un produit de 38 milliards de francs, donc dans l'ensemble 23 milliards de plus par rapport à 1981.

Les autres émetteurs du secteur public étaient en 1982 la Société nationale de Crédit à l'Industrie (avril, 15 milliards de francs), le Crédit communal de Belgique (septembre, 25 milliards de francs), la Société nationale du Logement (novembre, 20 milliards de francs) et la Régie des Télégraphes et Téléphones (décembre, 12 milliards de francs), ce qui représente, dans l'ensemble, 20,5 milliards de francs de plus que ce que le Crédit communal et la R.T.T. ont prélevé sur le marché en 1981.

L'attention doit être attirée encore sur une particularité commune aux récents emprunts obligataires. Les emprunts obligataires de l'Etat en octobre et de la S.N.L. en novembre se sont vu attribuer une durée de respectivement 8,5 et 7,5 ans. De cette manière, les charges d'intérêt pour 1983 ont été quelque peu allégées du fait qu'au cours de cette année, seul un coupon sur une demi-année a dû être payé.

Sur le marché secondaire des obligations, les cours des obligations ont évolué progressivement à la hausse dès la mi-1982, ce qui constitue un phénomène normal puisque les taux d'intérêt concernant les nouveaux emprunts obligataires s'étaient orientés à la baisse. La seule exception a été le cours de l'emprunt spécial 1981, du moins la première tranche portant sur une durée de 10 ans. Il faut se rappeler que le remboursement de cet emprunt obligataire a été lié à l'ECU et offrait, par conséquent, une protection contre une dévaluation du franc. La dévaluation du franc en février 1982 a eu comme conséquence que la cotation des cours de cet emprunt a grimpé beaucoup plus tôt dans l'année sur le marché secondaire des obligations (environ 117 fin avril 1982 contre 105,5 fin décembre 1981).

Le secteur privé n'a pas fait appel au marché primaire des obligations et ce contrairement aux années précédentes; en 1981 et 1980 déjà, l'appel à ce marché est demeuré limité à une seule entreprise, à savoir Intercom.

L'évolution des *taux d'intérêt à long terme* a été parallèle à celle suivie par les taux de coupon sur les emprunts obligataires. Jusqu'au mois de septembre 1982, les taux d'intérêt débiteurs et créditeurs à long terme sont demeurés constants, leur niveau étant déjà relativement élevé à la fin de l'année 1981. Dès qu'il avait été établi que les taux d'intérêt à court terme ne régressaient pas de manière erratique, mais suivaient une tendance générale, le mouvement a commencé à se communiquer aux autres taux d'intérêt. Le taux offert pour les bons de caisse et d'obligations

émis par les institutions publiques de crédit, leader du marché en ce domaine, a subi, à l'exception des effets à un an, une baisse de chaque fois 0,25 % en septembre et novembre, ce qui a porté, par exemple, le taux sur 5 ans à 13,25 %, soit un résultat encore toujours supérieur de 0,25 % à celui enregistré au début de l'année 1981. Le taux débiteur à long terme a été rabaissé également au cours de la même période de 1982, à savoir de 0,50 %, ce qui a porté le taux de base du crédit hypothécaire à 14,50 % et celui des crédits d'investissements entre cinq et dix ans, à 14,75 %. Bien que ces modestes baisses initiales du taux hypothécaire puissent être qualifiées de favorables en soi pour l'activité dans la construction, il faut rappeler cependant qu'un taux de 14,50 % est encore toujours supérieur à celui enregistré lors de la période précédant le mois de septembre 1981 et que d'autre part, cette timide diminution ne peut être qu'une faible compensation pour les autres critères d'appréciation dont les constructeurs potentiels doivent tenir compte, telles l'insécurité de l'emploi et l'incertitude quant aux revenus.

L'abaissement du taux des crédits d'investissements aura probablement une influence positive sur les investissements, bien qu'il faut admettre que le taux d'intérêt est un facteur beaucoup moins déterminant que, par exemple, le taux d'utilisation des capacités et les possibilités de débouchés et de bénéfice.

Dans bon nombre de secteurs, le taux d'utilisation des capacités de production n'est pas très favorable et pourtant, le montant des crédits nouvellement promis a repris en 1982 par rapport à 1981 pour se rapprocher ensuite du niveau de 1980 (62 milliards en 1980, 44 milliards de francs en 1981 et 60 milliards de francs en 1982). Apparemment, plusieurs chefs d'entreprise ont conservé encore quelque espoir d'une évolution favorable pour l'avenir. De plus il ne faut pas perdre de vue qu'une plus importante part des investissements qu'auparavant a pu être financée par du capital à risque, grâce à la nouvelle baisse sur les actions (voir plus loin).

Une autre évolution positive pour la S.N.C.I, et l'économie belge est que les crédits repris en 1982 ont pu être financés plus largement en monnaie belge qu'en 1981. Ceci peut être attribué notamment au fait que la S.N.C.I., après deux ans de vaines demandes, a pu emprunter pour 15 milliards de francs en avril sur le marché primaire des obligations. En outre, le retour à une structure normale des taux d'intérêts et la tendance baissière des taux à court terme à la fin de 1982, ont eu pour conséquence que les investisseurs institutionnels ont offert à nouveau des capitaux à la S.N.C.I. Ce résultat a été que la S.N.C.I. en 1982 a pu freiner fortement ses appels au marché étranger des capitaux (5 milliards de francs, contre 21 milliards de francs environ en 1981).

En ce qui concerne les *émissions d'actions,* donc la collecte de capital à risque par les entreprises, l'année 1982 sera peut être considérée plus tard comme l'année du revirement, au sens positif du terme. Le mérite en revient surtout à l'arrêté royal n° 15 du 9 mars 1982 (1). L'ensemble de cette disposition légale est parfois nommé « loi De Clercq », mais en fait, elle comprend deux parties auxquelles sont généralement attribuées le nom d'autres inspirateurs. La première partie comprend

(1) Moniteur belge du 12 mars 1982.

le volet-Monory de la loi qui entend stimuler l'achat d'actions par des personnes physiques et ce par le biais d'une déduction fiscale des montants ainsi affectés. Il est entendu qu'il doit s'agir d'actions de sociétés belges ou de certificats de fonds communs de placement belges. Cette dernière catégorie doit également répondre à certaines conditions, dont la plus importante est que 60 % du portefeuille doit consister en actions de sociétés belges. Pour les personnes physiques, la déduction fiscale a été limitée à 40 000 F, montant majoré de 10 000 F par personne à charge et ce par période imposable. L'économie d'impôt à réaliser ainsi est plus importante à mesure que le revenu net imposable est plus élevé (1). Le deuxième volet de cet arrêté royal n° 15, dit « volet Cooreman », a créé un système d'imposition attrayant pour des actions nouvellement émises par des sociétés existantes ou nouvellement créées en 1982 ou 1983. Sous certaines conditions, les revenus distribués du fait d'actions ou de parts de sociétés sont exclus des bénéfices imposables de la société dans l'impôt des sociétés.

C'est ce dernier volet qui a permis en 1982 d'enregistrer un record d'émissions d'actions publiques, à savoir 19,4 milliards de francs, contre à peine 200 millions en 1981, il est vrai, une année particulièrement mauvaise. Notamment, le secteur de l'électricité a pu renouer avec une ancienne habitude, celle de financer ses programmes d'investissements (en partie) par le biais d'émissions d'actions. Ebes., Intercom et Unerg ont augmenté leur capital. En ce qui concerne Intercom, il devient donc immédiatement évident pourquoi cette société n'a plus fait d'appel au marché primaire des obligations en 1982.

L'investisseur particulier a attendu la fin de l'année pour passer, de façon massive, au placement de son argent en actions; il l'a fait largement par le biais de fonds de placement, ce qui pourrait indiquer qu'il s'agit d'investisseurs plaçant pour la première fois leur argent dans des actions. Cette impression se trouve d'ailleurs confirmée par les résultats d'une enquête effectuée en septembre 1982 par l'Institut interuniversitaire pour le Sondage d'Opinion à la demande du Ministère des Affaires économiques. Bien qu'à cette époque, seulement un tiers des personnes interrogées connaissaient la loi De Clercq, 16 % d'entre elles (5 % de l'ensemble des personnes interrogées) ont déclaré que dans les 6 mois elles y feraient appel et, en outre, pour 2 sur 3 de ces acheteurs potentiels, il s'agissait de leur premier placement en actions.

En fin de compte, 8,9 milliards de francs ont été dirigés vers la Bourse par le biais de fonds de placement (2), dont 4,5 milliards de francs durant le mois de décembre 1982. Comme les fonds de placement disposent de trois mois pour

(1) Une famille de 4 personnes achète pour 70 000 F d'actions.
Pour un revenu familial net imposable (R.F.N.I.) de 50 000 F, cela donne dans le système habituel de cumul des revenus, une économie d'impôt de 31 000 F environ; pour un R.F.N.I. d'un million de francs, cette économie s'élève à un peu plus de 35 000 F et pour un R.F.N.I. se situant entre 3,1 et 4 millions de francs, l'épargne atteint plus de 51 000 F.

(2) Six fonds de placement ont été agréés par le Ministère des Finances. A l'exception du fonds B.B.L. existant déjà depuis le 1er octobre 1976, il s'agit pour tous de nouveaux venus. Ils sont au nombre de cinq et regroupent Fivest, E.S. Fonds, Belfund, Interselex, Belga Fund et Hermes. La comparaison des caractéristiques de ces fonds a été publiée dans le bulletin hebdomadaire n° 44 (1982) de la Kredietbank.

parachever les investissements à partir de cet apport d'argent, l'incidence de cette collecte massive se fera sentir sur les cours en bourse en décembre 1982 et également au cours des premiers mois de l'année 1983.

Les cours en bourse ont connu une évolution favorable et la *Bourse de Bruxelles* a été, à l'instar de celle de Wall Street, la meilleure bourse sur le plan international. Déjà en décembre 1981, les cours en bourse se sont mis à reprendre en une mesure si forte qu'à ce moment les résultats relativement mauvais de l'année 1981 s'en sont trouvés couverts. Cette tendance s'est poursuivie durant le premier trimestre de 1982, s'est interrompue ensuite pendant le deuxième trimestre pour se stabiliser, au cours des mois d'été, à un niveau quelque peu inférieur à celui du premier trimestre. A partir du mois d'août, l'indice des actions des sociétés belges s'est remis à monter pour se stabiliser ensuite à un niveau légèrement supérieur à 100. L'année de base de cet indice est 1963 et, exception faite de l'année 1979, il faut retourner à la période 1975/début 1976 pour retrouver un indice plus élevé. La situation en 1982 constitue cependant une réelle amélioration par rapport à 1981, car dans cette dernière année, l'indice des sociétés belges, notée sur le marché au comptant, a enregistré la valeur la plus basse depuis l'année de départ 1963.

L'indice général en bourse des valeurs belges sur le marché au comptant a grimpé de 87,24 le 30 décembre 1981 à 102,88 le 30 décembre 1982, soit une augmentation de 18 % environ.

Les différentes subdivisions, pour lesquelles la commission bancaire établit un indice, ont toutes, à une exception près (la sidérurgie), accusé une progression dans le courant de l'année. Abstraction faite de la rubrique divers (+43 %), les avances les plus fortes ont été observées dans les secteurs textile (+65,8 %), métaux non ferreux (+51,3 %), transports (+54,7 %), électronique (+51,5 %), construction (+46,3 %), production métallurgique (+44 %), charbonnages et grands magasins (+43,9 %).

Il faut encore signaler que, parmi les secteurs dont l'indice se situait en-dessous de 100 au début de l'année 1982, deux seulement ont dépassé le cap des 100 à la fin de l'année, à savoir le secteur eau-gaz-électricité (+20 %, 116 au 30 décembre 1982) et les trusts (+17,5 %, progression jusqu'à 105,8).

Ce sont donc les secteurs des services et des holdings dont les cours des actions se sont les mieux maintenus avant 1982, qui en 1982, ont pris pour leur compte la part du lion des nouvelles augmentations de capitaux par émissions publiques. En effet, le cours des actions déjà cotées en bourse doit dépasser le pair comptable minimum avant qu'il puisse être procédé à l'émission de nouvelles actions à avantage fiscal. Une nouvelle hausse des cours boursiers offrira, par conséquent, en 1983 davantage de possibilités aux entreprises industrielles de réaliser des augmentations publiques de capitaux.

L'évolution positive à la bourse de Bruxelles ne s'est pas seulement manifestée dans les cours boursiers. La capitalisation des effets des sociétés belges côtés au marché au comptant a grossi de 321,9 milliards de francs fin décembre 1981 à 401,9 milliards de francs fin décembre 1982.

Le nombre d'effets et de capitaux négociés tant sur le marché au comptant que sur celui à terme, s'est considérablement accru. Les effets négociés (obligations et actions industrielles) sur le marché au comptant sont passés de 16,8 millions en 1981 à 43,6 millions en 1982, tandis que les capitaux ont grossi de 16,6 milliards de francs à 25,2 milliards de francs. Sur le marché à terme, la progression réalisée en matière d'effets s'est révélée moins importante (de 41,9 millions à 55,9 millions), mais les capitaux négociés ont avancé davantage (de 43,6 milliards de francs à 64,1 milliards de francs).

Enfin, il faut encore signaler que l'indice des cours sur le marché à terme, où prédominent les actions des entreprises étrangères, a connu une évolution similaire, mais à un niveau absolu plus élevé que sur le marché au comptant. L'indice du marché à terme a progressé d'un peu plus de 31 % pour atteindre 251,46 au 30 décembre 1982. Une première reprise au cours du premier trimestre a été suivie ici également par une stabilisation à un niveau inférieur à 200 entre le mois d'avril et le début d'août, à laquelle a succédé une nouvelle hausse. Pour ce marché plus encore que pour le marché au comptant, il faut tenir compte de l'effet que produisent également les taux d'intérêt en baisse depuis le mois d'août sur le plan international, qui, en principe, donnent lieu déjà à une augmentation des cours boursiers sans que se modifient d'autres facteurs déterminants.

*
* *

Principales émissions du secteur public en francs belges

(en millions de francs)

ANNEE	Montant	MOIS	Montant
1972	141 240		
1973	151 200		
		1982 (a)	
1974	139 500		
		Janvier	55 000
1975	175 100	Février	—
		Mars	38 000
1976	196 000	Avril	—
		Mai	15 000
1977	270 300	Juin	63 000
		Juillet	—
1978	280 000	Août	—
		Septembre	25 000
1979	277 700	Octobre	68 000
		Novembre	20 000
1980	222 300	Décembre	12 000
1981	242 500	*Total* ...	286 000
1982	286 000		

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au Moniteur Belge, à l'exception des émissions continues.

Emissions des sociétés (a)

(en milliards de francs)

PÉRIODE	Actions		Obligations (montant normal) — Emissions non continues brutes	Actions et obligations Total
	Emissions nominales (1)	Emissions nettes (2)	(3)	(4) = (2) + (3)
1973	**39,1**	**16,7**	**13,9**	**30,6**
1974	**49,5**	**19,3**	**13,4**	**32,7**
1975	**39,4**	**17,7**	**27,0**	**44,7**
1976 (b)	**0,1**	**21,2**	**17,4**	**38,6**
1977	**91,9**	**50,5**	**8,4**	**58,9**
1978	**64,3**	**37,2**	**6,6**	**43,8**
1979 (c)	**66,7**	**30,4**	**33,6**	**64,0**
1980	**87,1**	**39,7**	**13,0**	**52,7**
1er trimestre	16,6	6,8	1,7	8,5
2e trimestre	23,3	12,4	7,0	19,4
3e trimestre	18,1	7,7	0,7	8,4
4e trimestre	29,1	12,8	3,6	16,4
1981	**115,9**	**48,2**	**46,0**	**94,2**
1er trimestre	8,5	4,9	2,0	6,9
2e trimestre (c)	54,5	21,2	35,2	56,4
3e trimestre	14,5	7,0	2,4	9,4
4e trimestre	38,4	15,1	6,4	21,5
1982	**150,8**	**98,4**	**5,6**	**104,0**
1er trimestre	20,2	13,2	—	13,2
2e trimestre	40,4	20,8	1,6	22,4
3e trimestre	22,0	12,5	1,7	14,2
4e trimestre	68,2	51,9	2,3	54,2

Sources : Banque Nationale de Belgique.
Institut National de Statistique.

(a) Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge, ayant leur principale exploitation en Belgique.
(b) A partir de 1976 : données provisoires calculées par la Commission bancaire et la Banque Nationale de Belgique.
(c) Y compris les opérations résultant du plan d'assainissement de la sidérurgie.

Bourse de Bruxelles

Volume des opérations du marché au comptant

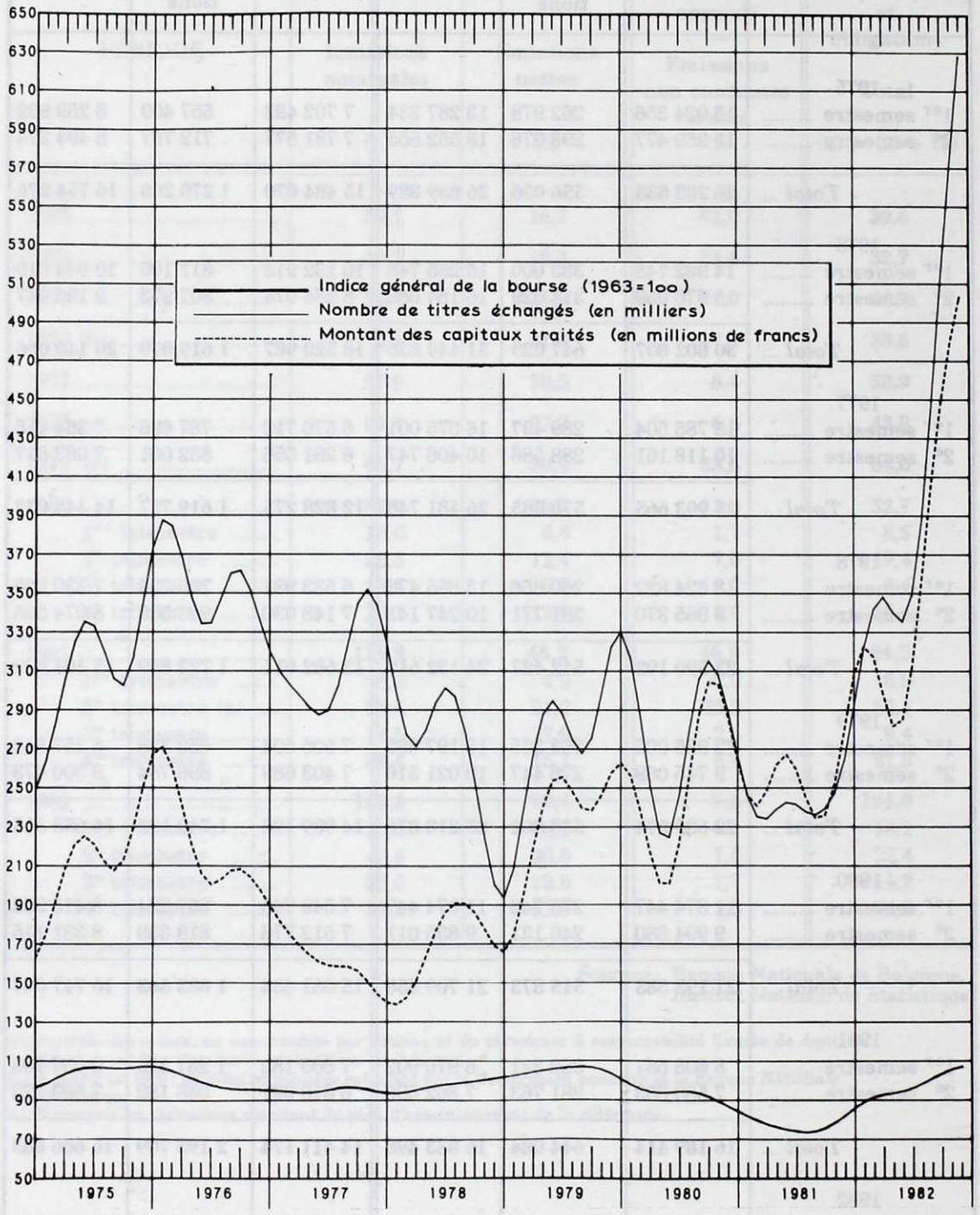
PÉRIODE	Nombre de titres traités			Montant des capitaux traités (en milliers de francs)		
	Actions	Obligations	Total	Actions	Obligations	Total
1975						
1er semestre	13 024 356	262 978	13 287 334	7 702 493	557 409	8 259 902
2e semestre	13 259 477	293 078	13 552 555	7 781 577	712 797	8 494 374
Total ...	**26 283 833**	**556 056**	**26 839 889**	**15 484 070**	**1 270 206**	**16 754 276**
1976						
1er semestre	14 932 748	333 000	15 265 748	10 132 913	811 106	10 944 019
2e semestre	15 870 059	314 029	16 184 088	8 388 074	807 973	9 196 047
Total ...	**30 802 807**	**647 029**	**31 449 836**	**18 520 987**	**1 619 079**	**20 140 066**
1977						
1er semestre	15 785 504	289 497	16 075 001	6 576 719	787 696	7 364 415
2e semestre	10 118 161	288 586	10 406 747	6 251 556	832 061	7 083 617
Total ...	**25 903 665**	**578 083**	**26 481 748**	**12 828 275**	**1 619 757**	**14 448 032**
1978						
1er semestre	13 624 822	260 656	13 885 478	6 533 981	796 324	7 330 305
2e semestre	9 965 370	281 771	10 247 141	7 148 030	926 535	8 074 565
Total ...	**23 590 192**	**542 427**	**24 132 619**	**13 682 011**	**1 722 859**	**15 404 870**
1979						
1er semestre	12 935 005	262 355	13 197 360	7 505 504	852 338	8 357 842
2e semestre	9 745 069	276 447	10 021 516	7 403 689	896 784	8 300 473
Total ...	**22 680 074**	**538 802**	**23 218 876**	**14 909 193**	**1 749 122**	**16 658 315**
1980						
1er semestre	11 874 447	275 742	11 874 447	7 548 708	867 224	8 415 932
2e semestre	9 994 880	240 131	9 835 011	7 512 776	818 339	8 331 115
Total ...	**21 193 585**	**515 873**	**21 709 458**	**15 061 484**	**1 685 563**	**16 747 047**
1981						
1er semestre	8 608 581	362 321	8 970 902	7 800 182	1 237 526	9 037 709
2e semestre	7 580 833	281 763	7 862 596	6 610 991	958 182	7 569 173
Total ...	**16 189 414**	**644 084**	**16 833 498**	**14 411 174**	**2 195 709**	**16 606 883**
1982						
1er semestre	19 319 632	249 951	19 569 583	10 353 557	891 299	11 244 856
2e semestre	23 819 838	258 378	24 078 216	12 988 673	944 391	13 933 064
Total ...	**43 139 470**	**508 329**	**43 647 799**	**23 342 230**	**1 835 690**	**25 177 920**

Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

Bourse de Bruxelles

Activité (a)

(moyenne par séance)



(a) Séries désaisonnalisées et lissées.

Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la bourse de Bruxelles (a)

Emprunts émis après le 1er décembre 1965

MOYENNE ANNUELLE OU TRIMESTRIELLE	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans		
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Sociétés privées
1969 (b)	6,48	6,08	5,95	6,17	..
1970 (b)	6,90	6,86	5,97	6,55	..
1971 (b)	5,98	5,91	5,48	6,07	..
1972	6,11	5,96	6,44	6,32	6,76
1973	7,09	7,08	7,44	7,42	8,00
1974	8,49	8,65	8,68	8,95	10,44
1975	8,21	8,42	8,54	8,72	10,16
1976	8,91	9,02	9,47	9,25	11,23
1977	8,92	8,75	8,80	9,09	10,39
1978	8,55	8,41	8,45	8,71	9,51
1979	9,20	9,22	9,51	9,59	10,21
1980	11,55	11,81	12,03	11,91	11,93
1981	13,13	13,14	13,71	13,17	—
1982 1er trimestre	13,77	13,55	13,83	13,28	—
2e trimestre	13,27	12,97	13,56	13,45	—
3e trimestre	12,73	12,67	13,13	13,31	—
4e trimestre	11,92	12,03	12,87	12,63	—

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

(b) Emprunts émis avant le 1er décembre 1962.

Caisse Générale d'Epargne et de Retraite

Relevé général des placements

(en millions de francs)

DESIGNATION	Encours fin 1981	Levées en 1982	Remboursées en 1982	Encours fin 1982
A. — Placements à moyen et à long terme				
Pouvoirs publics				
Dette belge	93 752,1	6 749,9	7 306,9	93 195,1
Provinces, villes, communes	3 943,5	—	806,0	3 137,5
Autres (a)	17 129,8	5 579,0	1 938,3	20 770,5
Organismes publics d'exploitation				
Société Nationale des chemins de fer belges	3 662,9	987,5	393,4	4 257,0
Régie des Télégraphes et Téléphones	11 388,7	331,7	1 378,2	10 342,2
Office de la Navigation	8 603,1	950,0	950,3	8 602,8
Radio-Télévision belge	5 131,2	325,0	609,8	4 846,4
Fonds des Routes	18 444,5	27,4	2 466,7	16 005,2
Autoroutes	6 468,7	—	775,6	5 693,1
Société Nationale des chemins de fer vicinaux	659,9	—	80,0	579,9
Autres (b)	341,5	1 500,0	8,7	1 832,8
Société Nationale de distribution d'eau	1 319,1	—	110,4	1 208,7
Autres sociétés de distribution d'eau	799,8	—	45,4	754,4
Regie des bâtiments	858,7	—	106,3	752,4
Autres services publics	1,5	—	—	1,5
Logement				
Logement social	127 724,7	8 608,8	9 217,0	127 116,5
Autres logements	183 653,9	11 142,1	11 107,9	183 688,1
Entreprises				
Industrie, commerce, artisanat :				
Crédit direct	42 382,6	4 459,0	5 772,0	41 069,6

Société Nationale de Crédit à l'Industrie	17 927,6	2 998,8	3 017,6	17 908,8
Caisse Nationale de Crédit Professionnel	9 118,5	684,6	1 226,4	8 576,7
Société Nationale d'Investissement	1 873,3	3 274,1	110,5	5 036,9
Agriculture	15 231,5	1 763,1	1 784,0	15 210,6
Armement maritime et batellerie	1 566,1	—	204,2	1 361,9
Sciences, Enseignement, Culture :				
Universités	30 334,3	394,3	352,6	30 376,0
Fonds national pour le financement de la recherche scientifique	605,0	—	—	605,0
Fonds des études de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique	100,6	43,0	18,0	125,6
Organismes à caractère socio-culturel	39,4	—	2,4	37,0
Bâtiments scolaires	2 010,4	152,5	65,3	2 097,6
Soins de santé				
Hôpitaux universitaires	5 529,2	—	149,9	5 379,3
Organismes médico-sociaux	4 668,8	247,6	221,8	4 694,6
Autres crédits (prêts à tempérament, prêts personnels, prêts sur nantissement, etc.)	7 550,4	4 877,8	5 241,6	7 186,6
Total ...	**634 304,5**	**59 497,7**	**58 522,2**	**635 280,0**
B. — Placements à vue et à court terme				
Placements à court terme (⩽ 1 an)	56 871,3	—	—	44 239,1
Certificats de Trésorerie et du fonds des Rentes, acceptations bancaires, call-money	80 475,5	—	—	125 954,4
Total ...	**137 346,8**	—	—	**170 193,5**
Total général ...	**771 651,3**	—	—	**805 473,5**

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

(a) Fonds de dotation pour le financement des pensions de guerre, financement des pensions des assurés libres, Fonds Belgo-Congolais d'amortissement et de gestion, Caisse autonome des dommages de guerre 1921-1923, Caisse publique de prêts de la Ville de Bruxelles, Institut national d'assurance-maladie-invalidité, Fonds de compensation de sécurité d'existence des dockers du port d'Anvers, Fonds de sécurité d'existence des entreprises de réparation de navires du port d'Anvers, Fonds de compensation d'existence au port de Gand, Communauté européenne, Banque européenne d'investissement.

(b) Sabena, Canal maritime, installations du port de Bruxelles.

Caisse Générale d'Epargne et de Retraite

Mouvement de l'épargne des particuliers

(en milliers de francs)

PÉRIODE	Versements Remboursements	Intérêts capitalisés (a)	Avoir global (a) (b)
1974			
1er semestre	3 028 037		
2e semestre	10 029 630		
Total ...	**13 057 667**	10 037 066	248 538 500
1975			
1er semestre	11 568 820		
2e semestre	15 897 685		
Total ...	**27 466 505**	11 506 553	287 511 558
1976			
1er semestre	10 036 069		
2e semestre	9 258 537		
Total ...	**19 294 606**	12 684 717	319 490 881
1977			
1er semestre	7 015 311		
2e semestre	8 573 992		
Total ...	**15 589 303**	13 795 539	348 875 723
1978			
1er semestre	11 856 668		
2e semestre	5 536 629		
Total ...	**17 393 297**	13 988 989	380 258 009
1979			
1er semestre	10 977 604		
2e semestre	567 533		
Total ...	**11 545 137**	16 764 496	408 567 643
1980			
1er semestre	5 137 548		
2e semestre	—13 953 400		
Total ...	**— 8 815 852**	19 402 012	419 153 803
1981			
1er semestre	1 206 000		
2e semestre	— 6 918 833		
Total ...	**— 5 712 833**	19 558 572	432 999 542
1982			
1er semestre	— 4 906 000		
2e semestre	— 8 301 033		
Total ...	**—13 207 033**	19 939 285	439 731 794

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

(a) Précompte déduit.
(b) Situation au 31 décembre, intérêts capitalisés compris.

Société Nationale de Crédit à l'Industrie

Répartition par secteurs économiques (a)

DÉSIGNATION	En-cours des crédits d'investissements à la fin de l'année (en pour-cent) (b)			
	1979	1980	1981	1982
Industrie métallurgique de base	25,14	29,24	25,38	27,73
Fabrications métalliques	12,90	12,01	12,83	12,10
Industrie chimique	14,03	12,72	12,35	10,10
Transports, entrepôts, magasins	8,39	7,95	8,82	9,58
Energie	5,60	5,68	6,43	6,37
Commerce	5,67	5,55	5,63	5,33
Minéraux non métalliques	4,65	4,90	5,06	4,77
Industrie alimentaire	5,19	4,32	4,19	3,98
Industrie textile	4,90	4,63	4,47	3,82
Autres secteurs	13,53	13,00	14,84	16,22
Total ...	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**
Total des crédits en-cours (en milliards de francs belges)	**238,9**	**268,2**	**281,2**	**289,6**
	Crédits d'investissements consentis pendant l'année (en pour-cent)			
	1979	1980	1981	1982
Transports, entrepôts, magasins	10,08	7,40	15,56	47,76
Fabrications métalliques	20,32	10,82	11,16	14,64
Industrie métallurgique de base	19,99	56,49	38,49	8,94
Minéraux non métalliques	4,02	5,92	2,95	5,41
Industrie chimique	9,49	3,82	4,57	4,02
Commerce	6,97	3,81	4,12	3,55
Industrie alimentaire	2,71	1,62	2,54	2,69
Energie	—	—	4,12	2,45
Industrie textile	4,44	2,67	1,01	2,11
Autres secteurs	21,98	7,45	15,48	8,43
Total ...	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**
Total des crédits consentis pendant l'année (en milliards de francs belges)	**84,3**	**58,0**	**60,8**	**54,9**

Source : Société Nationale de Crédit à l'Industrie.

(a) Les secteurs ayant bénéficié le plus largement de l'aide de la S.N.C.I.
(b) A l'exclusion des crédits affectés au financement des engagements contractés par l'Etat en faveur de la sidérurgie.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel

Crédits accordés (en millions de francs)		Répartition des crédits accordés par secteur économique (en % du montant total)		
ANNÉE	Montant	SECTEUR	1981	1982
1963	3 391	Commerce de gros et de détail	19,57	21,12
1964	2 738	Artisanat de l'alimentation	17,54	16,14
1965	3 075	Transports	9,67	9,42
1966	3 546	Tourisme	9,45	11,94
1967	4 043	Industrie de la construction	9,15	6,53
1968	5 081	Professions libérales	8,36	6,65
1969	5 592	Industrie des fabrications métalliques	3,94	4,96
1970	4 901	Services	3,01	3,63
1971	5 048	Industrie du bois	2,03	2,59
1972	6 545	Agriculture, élevage et pêche	1,75	2,71
1973	8 494	Industrie de la confection	0,71	0,70
1974	6 107	Industrie textile	0,27	0,30
1975	8 750	Industrie du cuir	0,18	0,14
1976	11 903	Industries diverses	3,89	4,16
1977	14 029	Autres secteurs	10,48	9,01
1978	16 239			
1979	15 090	*Total* ...	**100,00**	**100,00**
1980	10 117			
1981	8 831			
1982	6 567			

Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

CHAPITRE IV

ASSURANCES

Comme les entreprises commerciales et industrielles, les sociétés d'assurances publient leurs résultats en moyenne six mois après la clôture de l'exercice, de sorte qu'à l'heure actuelle, les données comptables relatives à 1982 ne sont pas encore disponibles. Toutefois on dispose déjà pour cette année des données relatives aux nouvelles dispositions légales et aux activités dans le cadre de la Communauté Européenne.

La législation en matière de contrôle sur les compagnies d'assurances a été complétée par deux arrêtés royaux concernant l'assurance obligatoire de la responsabilité civile pour les véhicules automoteurs. Les deux arrêtés ont paru au Moniteur belge du 9 juin 1982. Le premier se rapporte à un bureau chargé de l'indemnisation, en Belgique, des dommages causés par des véhicules automoteurs habituellement garés à l'étranger. Par le second arrêté, le Fonds de Garantie Communautaire est chargé d'indemniser les dommages résultant de blessures corporelles causées par un véhicule automoteur dans des circonstances exceptionnelles ; ceci est notamment le cas lorsque l'identité du véhicule ayant causé les dommages n'a pas été établie, lorsqu'aucune société d'assurances n'est tenue de payer l'indemnisation ou dans le cas de la faillite de la société devant payer l'indemnisation.

Les *accords internationaux* entre les différents services de contrôle sont conclus principalement dans le cadre de la Communauté Européenne. Au cours de l'année 1982, le Conseil de la C.E.E. n'a émis aucune directive en matière d'assurances, mais le Conseil et les organes de consultation se sont penchés sur différents projets de directive. Les principales concernent « la libre prestation de services non-vie, le contrat d'assurances, l'assurance R.C. auto, la protection juridique et l'assurance crédit ». En outre, deux conférences des services de contrôle des membres de la C.E.E. ont eu lieu, l'une en mars à Dublin, l'autre en octobre à Rome. Il y a été décidé, notamment, d'effectuer une étude comparative des règlements d'application sur les actifs des sociétés d'assurances dans les différents pays de la C.E.E.

Comme déjà signalé, les *données statistiques* relatives au secteur des assurances sont à présent connues pour 1981. Pendant cette année l'encaisse globale des sociétés s'est élevée à 148,8 milliards de francs, soit 6,2 % de plus qu'en 1980, dont la progression était encore de 7,3 % par rapport à l'année antérieure. Cette tendance baissière dans la progression de l'encours, entamée il y a 4 ans environ, s'est donc

poursuivie; 1981 a été la première année où l'avance a été inférieure à celle du taux d'inflation, qui s'élevait à 7,6 % en moyenne. Le nombre de société agréées (315 au 31 décembre de 1982) s'est agrandi de cinq entreprises de droit belge, tandis que le nombre d'entreprises de droit étranger a diminué de quatre.

En ce qui concerne *l'emploi* dans le secteur des assurances, il peut être constaté avec satisfaction qu'il y a une légère augmentation, malgré l'automatisation poussée des bureaux et l'instauration de la micro-électronique. Le nombre de personnes occupées dans ce secteur est passé de 28 810 à 29 112, là où l'emploi global a reculé de 2,7 %.

Le rapport récemment publié par le Service de contrôle pour les Assurances, fait apparaître que 43,1 % de *l'encaissement global* (148,8 milliards de francs) provient de la branche « tous risques », 30,1 % des assurances-vie et 26,8 % des assurances pour les véhicules automoteurs (sans garanties complémentaires). Bien que la part de chaque branche importante dans l'encaisse globale ne change que fort peu d'une année à l'autre, depuis quelque temps un glissement est observé pour les branches « Vie » et « R.C. auto » en faveur de la branche « tous risques », où l'encaissement a augmenté de 3,6 % en deux ans de temps.

Pour les *assurances « tous risques »*, l'encours global des primes a progressé de 7,8 %, pour s'élever à 64,2 milliards de francs, dont plus de la moitié provient des assurances-incendie (37,2 %) et des « Garanties complémentaires à la R.C. auto » (16,3 %). Abstraction faite de l'indexation des valeurs assurées, il est apparu, cependant, que l'encaissement de l'assurance-incendie (Risques simples et risques industriels et exceptionnels) s'est rétréci. Pour les assurances « Garanties complémentaires à la R.C. auto » le rythme de croissance de l'encaissement de l'« Assistance juridique » s'est maintenu. L'encours du « casco » (propres dommages), par contre, n'enregistre guère d'amélioration. Ce phénomène doit être attribué surtout au fait qu'en 1981, les ventes de nouvelles voitures ont reculé de près de 9 %.

L'assurance familiale montre toujours une légère progression, tandis que l'assurance générale R.C. demeure quasiment à son niveau. Pour les autres assurances, c'est contre toute attente, l'assurance « Transport » qui a enregistré le taux de croissance le plus élevé (+31,7 %). La hausse de l'encours de l'assurance-maladie (11,8 %) est nettement inférieure à celle de l'année précédente (+21,6 %).

Au bout de quatre an (1981), le niveau record de la croissance de l'encaissement pour *l'assurance-vie*, s'élevant à 21,5 % en 1977, est retombé à 5 %. Cette progression du chiffre d'affaires est nettement inférieure à celle de l'indice des prix à la consommation. Le recul ne se rapporte pas seulement aux assurances-vie individuelles, mais surtout aux assurances de groupe. Pour ces dernières, la dégradation a été particulièrement sérieuse avec une croissance de 3,5 % seulement contre 12 à 15 % aux cours des 3 années précédentes. Pour les assurances individuelles (la branche la plus importante), l'encaissement a augmenté de 5,6 % par rapport à 1980 (4,9 %) de sorte que la régression réelle a été moins prononcée. Il n'empêche que, comparée à 1977 et 1978, la perte doit être estimée à environ 45 000

contrats, ce qui serait imputable surtout à la grave dépression dans le secteur de la construction; en 1981 le nombre d'autorisations de bâtir délivrées a été de la moitié inférieur à celui de 1978.

En ce qui concerne *l'assurance obligatoire de responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs,* le chiffre d'affaires s'est accru de 5,3 % en 1981 par rapport à 6,2 % l'année antérieure. Comme toujours, la plus forte contribution à l'encaissement global (plus de 80 %) provient de l'assurance pour les voitures personnelles, en ce compris les primes des autobus, autocars, taxis, camions, etc.

Pour les voitures, l'accroissement de l'encours des primes a atteint 5,6 %, mais compte tenu de l'augmentation de 1,4 % du parc automobile et de l'avance de 7,6 % de l'indice des prix à la consommation (répercutée pour 80 % dans les prix), l'encaissement de cette branche aurait dû progresser d'environ 7 %. Si tel n'a finalement pas été le cas, la cause doit en être cherchée dans le fait que, comme pendant les années antérieures, les boni accordés dans le système boni-mali ont été relevés et multipliés. D'une part, le montant total liquidé pour des sinistres a augmenté de 7,8 % et les frais généraux de 18 %. Pour les autres catégories de véhicules automobiles, ces rapports ont été moins défavorables.

Pour l'assurance contre les accidents de travail, dont la gestion a été transférée au Ministère de la Prévoyance Sociale, les primes encaissées ont rapporté 18,8 milliards de francs, soit une avance de 1,1 % seulement par rapport à 1980. La charge des sinistres, par contre, se serait légèrement rétrécie par rapport à l'année précédente (18 milliards de francs contre 18,3 milliards en 1980). Il faut signaler cependant, que la réserve pour les sinistres encore à régler, ne constitue qu'une estimation généralement très large. Tant la croissance négligeable de l'encaissement que la légère baisse de la charge des sinistres, sont en grande partie la conséquence du grand nombre de fermetures d'entreprises et de faillites observées en 1981 à la suite de la crise économique.

Nonobstant les résultats moins favorables brièvement esquissés ci-avant, l'assemblée générale du Comité européen des assurances a établi, en septembre 1982, un bilan plutôt positif des *perspectives pour ce secteur* à l'échelle mondiale. Selon ce comité, l'économie mondiale se trouve, à l'heure actuelle, dans une phase d'assainissement tant du point de vue industriel que financier et mental, assainissement qui, avec le temps, peut conduire à une nouvelle expansion. A terme, une nouvelle progression de la demande d'assurances peut être envisagée, tant au niveau des pays industrialisés que dans le tiers monde.

*
* *

Sociétés agréées selon le droit belge et étranger, réparties par branches au 31 décembre 1982

DÉSIGNATION	Belges	C.E.E.	Autres	Total
Groupes :				
Accidents et Maladie	119	51	20	190
Assurance automobile	97	80	21	198
Assurance maritime et transport	69	76	22	167
Assurance aviation	39	60	15	114
Incendie et autres dommages aux biens	111	92	19	222
Responsabilité civile	112	85	25	222
Crédit et Caution	31	7	4	42
Vie	80	11	5	96

Source : Office de Contrôle des Assurances.

Ventilation des sociétés au 31 décembre 1982

DÉSIGNATION	Nombre	En % du total	En % du total général
Selon le droit belge :			
Sociétés anonymes	135	78,5	42,9
Sociétés coopératives	8	4,7	2,5
Mutuelles	25	14,5	7,9
Divers	4	2,3	1,3
Total ...	**172**	**100,0**	**54,6**
Selon le droit étranger :			
Etat membres de la C.E.E.	115	80,4	36,5
Pays tiers	28	19,6	8,9
Total ...	**143**	**100,0**	**45,4**
Total général ...	**315**	—	**100,0**

Source : Office de Contrôle des Assurances.

Assurances sur la vie (a)
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Primes encaissées				Réserves mathématiques (b)			
	1978	1979	1980	1981	1978	1979	1980	1981
Sociétés belges	32 257	35 521	37 397	39 331	209 910	235 023	260 383	287 533
Sociétés étrangères	4 445	4 880	5 253	5 443	26 029	28 665	31 561	34 716
Total ...	**36 702**	**40 401**	**42 650**	**44 774**	**235 939**	**263 688**	**291 944**	**322 249**

Source : Office de Contrôle des Assurances.

(a) Les données relatives à 1982 ne sont pas encore disponibles.
(b) Comprend les réserves pour sinistres à régler, les réserves pour la participation aux bénéfices, les fonds de répartition, ainsi que les réserves pour les contrats souscrits en monnaies étrangères.

Assurances sur la vie
Valeurs représentatives (a)
(en millions de francs)

NATURE DES VALEURS	1978	1979	1980	1981
Sociétés belges :				
Fonds d'Etat belges et valeurs assimilées (b)	50 858	57 055	62 396	68 316
Obligations de sociétés belges	27 852	30 555	35 058	37933
Actions de sociétés belges	13 287	14 796	14 175	17 178
Emprunts d'organismes internationaux	965	943	842	1 143
Obligations de sociétés étrangères	278	297	713	703
Actions de sociétés étrangères	2 853	3 537	4 329	5 317
Prêts sur polices	6 141	6 791	7 732	8 478
Immeubles	22 795	25 232	28 450	29 869
Prêts hypothécaires	70 840	80 693	91 701	101 087
Espèces	520	2 588	2 593	4 994
Fonds communs de placement	160	219	254	309
Intérêts courus et non échus sur valeurs affectées ...	3 735	4 152	5 314	6 418
Divers	8 539	10 941	10 882	10 347
Sociétés étrangères :				
Fonds d'Etat belges et valeurs assimilées				
Obligations de sociétés belges	10 934	10 975	11 452	12 518
Actions de sociétés belges	2 026	1 566	2 032	2 116
Emprunts d'Etats étrangers	1 107	1 155	1 013	1 145
Emprunts d'organismes internationaux	84	93	108	121
Obligations de sociétés étrangères	159	11	75	173
Actions de sociétés étrangères	238	291	409	433
Prêts sur polices	491	593	1 027	1 200
Immeubles	2 047	2 782	3 339	3 409
Prêts hypothécaires	8 495	9 191	10 169	10 881
Espèces	362	451	647	854
Fonds communs de placement	33	36	47	40
Intérêts courus et non échus sur valeurs affectées ...	592	624	920	1 085
Divers	800	1 431	956	1 559

Source : Office de Contrôle des Assurances.

(a) Les données relatives à 1982 ne sont pas encore disponibles.
(b) Y compris les cautionnements déposés.

Opérations de capitalisation (a)

DÉSIGNATION	1978	1979	1980	1981
Nombre d'entreprises	**17**	**17**	**18**	**18**
	En millions de francs			
Primes encaissées	**74,6**	**65,7**	**98,6**	**63,4**
Valeur nominale des contrats souscrits :				
Capitalisation pure - total	1 314,0	1 297,5	1 524,7	1 508,2
— Capitalisation pure - prime unique	*221,0*	*237,8*	*249,7*	*205,2*
— Capitalisation pure - prime périodique	*1 093,0*	*1 059,7*	*1 275,0*	*1 303,0*
Capitalisation - prêt	693,0	611,1	701,8	637,3
Total ...	**2 007,0**	**1 908,6**	**2 226,5**	**2 145,5**
Réserves mathématiques :				
Capitalisation pure	391,0	395,2	393,8	388,9
Capitalisation - prêt	12,4	14,0	18,2	18,1
Cautionnements	12,3	12,7	13,4	13,5
Total ...	**415,7**	**421,9**	**425,4**	**420,5**

Source : Office de Contrôle des Assurances.

(a) Les données relatives à 1982 ne sont pas encore disponibles.

Opérations de capitalisation

Valeurs représentatives (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1978	1979	1980	1981
Fonds d'Etats étrangers et organismes internationaux	—	0,1	0,4	0,4
Fonds publics belges et valeurs garanties par l'Etat				
Obligations institutions parastatales	104,3	132,4	134,4	134,5
Obligations provinces et communes				
Obligations sociétés belges	2,5	2,5	0,3	0,3
Actions sociétés belges	1,9	0,5	1,8	1,8
Immeubles	25,7	25,7	25,7	31,8
Prêts hypothécaires	328,4	321,9	328,7	294,6
Prêts sur polices	0,4	0,4	0,3	0,3
Espèces	1,5	1,5	1,4	7,3
Total ...	**464,7**	**485,0**	**493,0**	**471,0**

Source : Office de Contrôle des Assurances.

(a) Les données relatives à 1982 ne sont pas encore disponibles.

Prêts hypothécaires (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1978	1979	1980	1981
Prêts hypothécaires par intervention :				
Valeur nominale des prêts	**1 639**	**1 411,4**	**1 366,3**	**1 268,9**
Fonds de reconstitution	369,0	341,1	348,7	333,0
Cautionnements	5,8	5,2	5,6	5,5
Total ...	**374,8**	**346,3**	**354,3**	**338,5**
Prêts hypothécaires sans intervention :				
Solde restant dû	**368 855**	**437 206**	**476 141**	**490 638**

Source : Office de Contrôle des Assurances.

(a) Les données relatives à 1982 ne sont pas encore disponibles.

Prêts hypothécaires par intervention

Valeurs représentatives (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1978	1979	1980	1981
Fonds publics belges (b)				
Obligations institutions parastatales	56,9	64,7	70,7	72,1
Obligations provinces et communes				
Organismes internationaux	0,4	0,6	0,3	0,6
Obligations de sociétés belges	0,4	—	—	—
Actions de sociétés belges	—	—	—	6,0
Immeubles	38,9	25,5	31,0	48,7
Prêts hypothécaires	294,2	284,3	285,4	272,9
Divers	—	—	0,5	2,0
Total ...	**390,8**	**375,1**	**387,9**	**402,3**

Source : Office de Contrôle des Assurances.

(a) Les données relatives à 1982 ne sont pas encore disponibles.
(b) Y compris les cautionnements déposés.

Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Serv. publics d'autobus, services spéc. d'autobus, services d'autocars		Taxis et fiacres automobiles		Transports de choses pour compte de tiers		Transports de choses pour compte propre		Voitures		Motos et cyclomoteurs		Accroissement depuis l'année précédente en % (c)	
	1980	1981	1980	1981	1980	1981	1980	1981	1980	1981	1980	1981	1980	1981
Affaires directes :														
Nombre de véhicules assurés (b)	16,1	14,6	7,8	7,5	39,6	38,2	420,5	420,2	3 215,8	3 262,4	490,6	486,3	+ 2,4	+ 1,3
Primes émises	400,9	405,3	178,5	181,1	1 618,9	1 565,4	3 945,1	4 062,5	30 779,6	32 512,3	1 035,1	1 148,1	+ 6,2	+ 5,3
Montant des sinistres payés	197,2	201,5	142,3	137,5	933,4	912,8	2 240,3	2 369,1	15 336,2	16 538,1	611,3	650,7	+ 6,6	+ 7,6
Evaluation des sinistres en suspens	946,9	838,6	423,8	427,0	2 914,8	3 024,3	6 710,5	7 231,6	49 498,3	53 618,5	3 059,7	3 316,6	+ 9,6	+ 8,3
Réserves pour risques en cours	136,6	147,8	71,0	66,2	713,3	668,2	1 726,9	1 775,2	13 473,1	14 276,3	334,0	383,4	+ 8,7	+ 5,6
Commissions payées	39,4	39,9	15,5	15,3	163,0	155,7	520,5	526,7	4 878,9	5 112,9	169,0	184,9	+ 6,0	+ 4,4
Frais généraux	73,6	77,2	43,8	48,2	239,7	245,1	808,0	910,6	6 520,1	7 700,0	497,2	577,2	+ 9,4	+17,5

Source : Office de Contrôle des Assurances.

(a) Depuis 1981 les données concernant les affaires directes cédées et acceptées en réassurance ne sont plus disponibles. Les données relatives à 1982 ne sont pas encore disponibles.
(b) En milliers d'unités.
(c) Il s'agit de l'ensemble des « Transports de choses pour compte propre » et des « Voitures ».

Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs

Valeurs représentatives (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980	1981		
					Sociétés belges	Sociétés étrangères	Total
Fonds publics belges (b) Parastataux Parastataux de crédit Provinces et communes	23 062	26 139	28 135	28 469	24 114	5 101	29 215
Valeurs étrangères	1 454	1 699	1 750	2 391	2 853	568	3 422
Immeubles	8 365	7 543	8 365	9 689	8 483	2 337	10 820
Prêts hypothécaires	7 788	8 588	10 166	11 593	11 317	424	11 741
Obligations de sociétés belges	10 853	12 204	12 777	13 162	13 557	797	14 354
Actions de sociétés belges	5 802	6 706	7 146	6 529	6 414	573	6 987
Espèces	968	1 382	2 152	2 715	3 884	596	4 481
Créances sur intermédiaires	1 283	1 016	937	1 153	993	153	1 146
Intérêts courus et non échus sur les valeurs affectées	1 357	1 671	1 920	2 203	2 144	381	2 525
Fonds communs de placement	75	89	95	77	94	2	95
Organismes internationaux	681	544	462	505	557	134	691
Divers	1 291	1 710	2 999	2 929	3 583	507	4 089
Total ...	**62 979**	**69 291**	**76 904**	**81 438**	**77 993**	**11 573**	**89 566**

(a) Les données relatives à 1982 ne sont pas encore disponibles.
(b) Y compris les cautionnements déposés.

Source : Office de Contrôle des Assurances.

QUATRIEME PARTIE

PRIX ET REVENUS

CHAPITRE I

PRIX

Durant le premier semestre de 1982, les prix des matières premières sur les marchés internationaux se sont ressentis de la faible activité économique dans les pays industrialisés et de la carence de devises dans les pays en voie de développement, allant de pair avec le cours élevé du dollar et les taux d'intérêt élevés. Au cours du deuxième semestre, les prix se sont rétablis grâce au double effet de l'abaissement des taux d'intérêt et de l'effritement du dollar. La contraction des taux d'intérêt a permis aux secteurs de base très affectés — notamment celui du logement et l'industrie automobile — de reprendre souffle et ainsi les prix des métaux de base ont pu se redresser progressivement. Parmi les métaux de base, ce sont surtout le cuivre, l'étain et l'aluminium qui ont bénéficié de l'amélioration du climat du marché.

Parmi les matières premières agro-industrielles, les prix de la laine se sont maintenus, grâce à la demande relativement élevée, notamment de la part du Japon et de l'Europe de l'Est. De même, l'amenuisement de l'offre de laine de qualité et la plus faible production de laine en Australie ont été des facteurs de soutien des prix. Les prix du coton, par contre, sont demeurés orientés vers la baisse en raison de la position attentiste des acheteurs d'énormes réserves mondiales et de perspectives favorables de récolte. Pour les produits agricoles, les bonnes récoltes et les bonnes perspectives de récolte ont exercé une influence dépressive sur les cotations. L'offre de produits tropicaux, tels le café et le cacao, a été également abondante. Grâce à la prorogation d'un an des accords internationaux du café, les cours du café ont continué à augmenter encore. Par contre, les accords relatifs au cacao et au sucre n'ont pas été en mesure de maintenir les prix du marché au-delà des minima fixés.

En 1982, l'indice général des prix de gros (sans T.V.A.) a progressé de 7,7 % en moyenne, contre 8,1 % en 1981. Durant toute la première moitié de l'année, le rythme de croissance des prix de gros a fluctué aux alentours de 9 %. Ce n'est qu'à partir de juillet 1982, que le rythme s'est ralenti considérablement pour ne plus se chiffrer qu'à 5,4 % en décembre 1982 par rapport à décembre 1981. La hausse des prix de gros des produits importés avait déjà amorcé un ralentissement pendant le deuxième trimestre de 1982, alors que pour les prix des produits indigènes, le recul ne s'est entamé qu'à partir de septembre.

En 1981, l'indice des prix de gros des produits industriels est monté de 7,9 % en moyenne par rapport à 1981. Ce taux de croissance a été de 8,2 % pour les matières

premières, de 9 % pour les produits intermédiaires et de 7 % pour les produits finis. Le recul du rythme de croissance à partir du deuxième semestre de 1982 a été plus important pour les matières premières que pour les produits intermédiaires et les produits finis. En 1982, l'indice des prix des produits agricoles a progressé de 7,1 % en moyenne. La croissance moyenne était plus élevée pour les produits de l'élevage (+11,6 %) que pour ceux des grandes cultures (+3,1 %).

En 1982, les prix à la consommation se sont accrus à un rythme légèrement accéléré. La montée moyenne de l'indice a été de 8,7 % en 1982, contre 7,6 % en 1981 et 6,7 % en 1980. Le rythme de croissance de l'indice des prix des produits alimentaires est passé de 6 % en 1981 à 9,6 % en 1982. En 1982, la progression de l'indice des produits non alimentaires a été identique à celle de 1981 (+9,5 %). Pour les services une légère accélération du taux de croissance a été observée (7,1 % en 1982 contre 5,9 % en 1981), tandis que la progression de l'indice du loyer s'est ralentie (+10,2 % en 1981, +8,1 % en 1982).

Quant aux produits alimentaires, la rubrique « pain et produits de blé » a augmenté de 6,7 % en 1982 (4,3 % en 1981). Le prix de la viande s'est renchéri de 9,4 % (3 % en 1981) et celui du poisson de 7,4 % (10,3 % en 1981). Pour la rubrique « lait, fromage et œufs » une hausse de 9,3 % a été enregistrée (6,5 % en 1981) et pour les huiles et graisses de 10,6 % (8,6 % en 1981); les légumes frais ont marqué une avance de 3,2 % (13,6 % en 1981), les fruits frais de 18,6 % (17,9 % en 1981) et les conserves de légumes et de fruits de 7,6 % (3,3 % en 1981) ; les pommes de terre ont monté de 23,9 % (+16,4 % en 1981), le sucre de 8 % (5,9 % en 1981), le café de 17,9 % (−6,7 % en 1981), les sucreries, la confiserie et les autres produits alimentaires ont grimpé de 6 % (5,4 % en 1981). Les boissons non alcoolisées ont accusé une avance de 7,8 % (10,8 % en 1981) et les boissons alcoolisées de 9,6 % (10,6 % en 1981); dans la rubrique « tabac et produits de tabac » l'augmentation a été de 9,7 % (7,3 % en 1981). La rubrique « article d'habillement » a connu en 1982 une hausse de 5,4 % (3 % en 1981) et celle des chaussures de 6,4 % (8,6 % en 1981).

En ce qui concerne le chauffage et l'éclairage, les prix des combustibles liquides et les tarifs du gaz ont augmenté dans la même proportion en 1982 (+19 %). Les combustibles solides ont augmenté un peu moins (+ 15 %) ; tandis que les tarifs de l'électricité se sont renchéris de 10 % en moyenne en 1982.

Dans la catégorie des meubles, appareils domestiques et outillage, le rythme de croissance s'est élevé à 4,5 % (4 % en 1981). La rubrique « soins du corps et dépenses sanitaires » a montré une légère accélération de la hausse des prix : 5,6 % en 1981 et 6,8 % en 1982. Celle des prix des voitures automobiles a été de 13,6 % en 1982; l'évolution du prix des dépenses relatives à l'emploi de voitures automobiles (e.a. l'essence) montre un recul de 12 % en 1981 à 8,6 % en 1982. Les transports en commun se sont renchéri de 13,7 % par rapport à l'année précédente, dont 11,1 % pour les chemins de fer et 17,1 % pour le tramway et les autobus. Les prix des communications ont augmenté de 11,3 % : +7,9 % pour les lettres et +12,8 % pour le téléphone. Le rythme de croissance des prix des restaurants, cafés et hôtels a diminué de 5,2 % en 1981 à 3,6 % en 1982.

Une comparaison internationale des prix à la consommation révèle qu'en 1982, la R.F.A., les Pays-Bas et les Etats-Unis ont pu ramener le taux de leur hausse des prix à un niveau plus acceptable. Au Royaume-Uni, le taux de l'inflation a pu être limité également à 5 %. En Italie et en France, le rythme de croissance s'est légèrement ralenti.

En Belgique, il n'a pas été possible de ralentir la hausse des prix à la consommation — partiellement à cause de la dévaluation de 8,5 % en février 1982. Cependant, l'influence des tensions inflationnistes a pu être contenue grâce aux mesures d'accompagnement prises par le gouvernement. Il a été stipulé par arrêté ministériel que producteurs, importateurs et distributeurs ne pouvaient plus vendre, offrir à la vente ou acheter sur le marché international des produits, matières premières, denrées alimentaires et biens à des prix supérieurs à ceux qui étaient d'application au 15 février 1982. A partir du 1er avril 1982, toutefois, le Ministre des Affaires économiques a pu accorder des dérogations sélectives au blocage des prix lorsqu'il s'agissait de raisons de nécessité économique.

*
* *

Indices des prix de gros
(1953=100)

PÉRIODE	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels					
		Selon l'origine		Indice général	Selon l'origine		Selon le degré de transformation			Indice général
		Produits indigènes	Produits importés		Produits indigènes	Produits importés	Matières premières	Produits demi-finis	Produits finis	
1978 Moyenne (a)	206,4	210,7	185,7	198,6	224,6	176,8	178,8	217,6	223,0	208,3
1978 Moyenne (b)	184,6	199,4	176,3	187,8	196,9	159,2	162,6	188,7	195,3	183,7
1979 Moyenne (a)	219,4	228,4	193,5	212,9	233,3	199,4	194,6	230,6	232,8	220,9
1979 Moyenne (b)	196,2	216,1	183,7	201,3	204,6	179,6	176,9	200,0	203,9	194,9
1980 Moyenne (a)	232,0	238,3	188,6	216,8	249,0	217,6	207,9	251,5	245,1	235,6
1980 Moyenne (b)	207,5	225,5	179,0	204,9	218,4	195,9	189,1	218,1	214,7	208,1
1981 Moyenne (a)	251,6	265,4	204,2	239,7	267,9	242,1	229,0	269,5	262,4	254,6
1981 Moyenne (b)	224,4	251,2	193,8	226,6	234,1	217,5	207,8	232,8	228,9	223,8
1982 Moyenne (a)	271,8	285,8	215,4	256,7	290,5	261,5	248,1	295,0	281,7	275,6
1982 Moyenne (b)	241,8	270,5	204,3	242,7	252,9	234,4	224,8	253,8	244,8	241,5
1982 (b) Janvier	233,7	258,7	201,4	234,6	244,3	226,3	215,9	245,7	237,3	233,5
Février	235,3	256,6	208,0	235,8	246,0	228,6	217,6	246,6	239,6	235,1
Mars	237,9	263,8	208,0	240,1	247,0	233,2	221,7	247,6	241,0	237,2
Avril	240,9	271,4	203,3	243,0	249,9	237,9	224,7	252,9	242,6	240,3
Mai	242,9	279,1	202,1	247,0	253,0	236,1	228,0	253,1	244,0	241,9
Juin	244,4	285,7	206,0	252,5	253,3	236,3	228,1	252,4	245,6	242,4
Juillet	245,4	282,0	202,5	248,8	256,0	237,0	229,8	257,7	245,8	244,5
Août	245,8	283,1	199,9	248,9	256,6	237,4	229,8	257,7	246,9	244,9
Septembre	243,8	265,6	207,1	240,9	256,6	236,3	227,4	257,3	247,7	244,5
Octobre	244,0	263,0	204,8	238,1	257,3	238,0	227,5	258,7	249,0	245,5
Novembre	244,1	268,5	204,2	241,0	257,5	234,9	224,9	258,1	249,5	244,8
Décembre	243,2	268,6	204,8	241,3	257,3	230,7	221,7	257,8	249,1	243,6

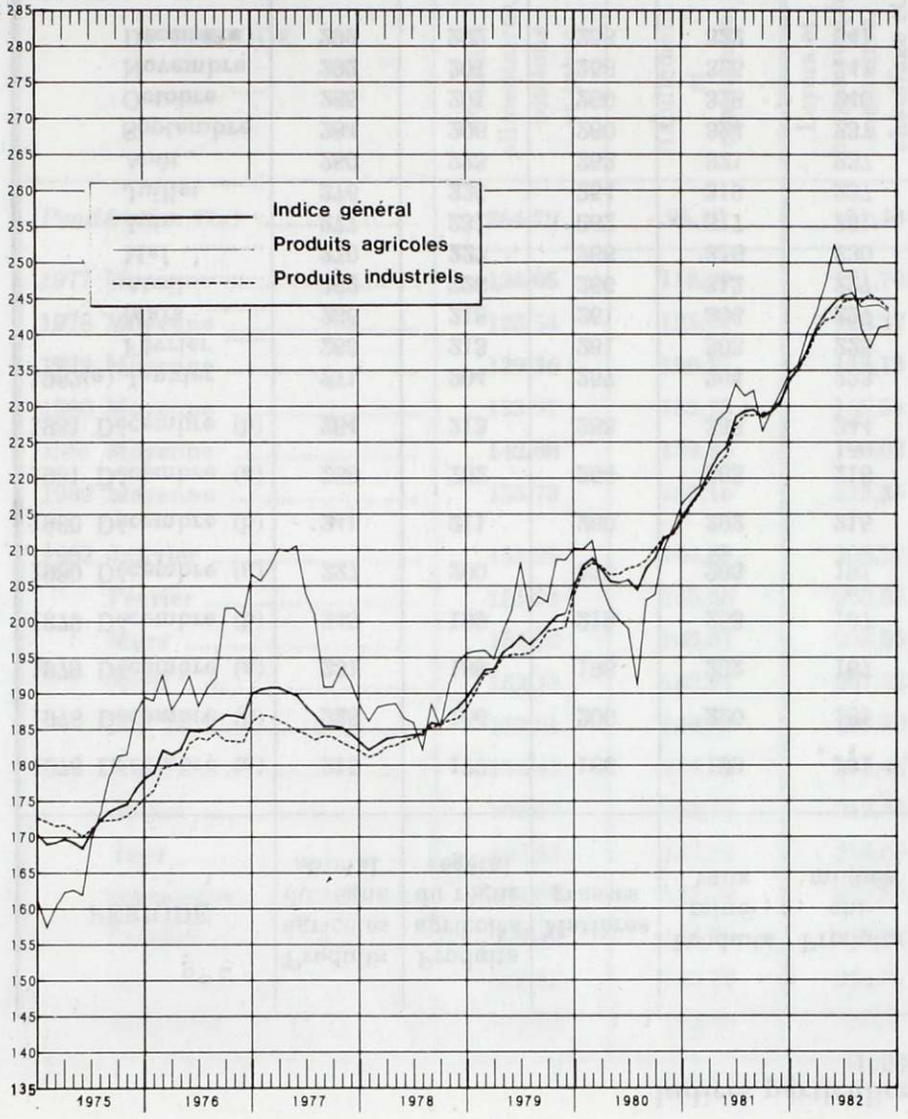
(a) T.V.A. incluse.
(b) T.V.A. exclue.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

Indices des prix de gros

T.V.A. exclue

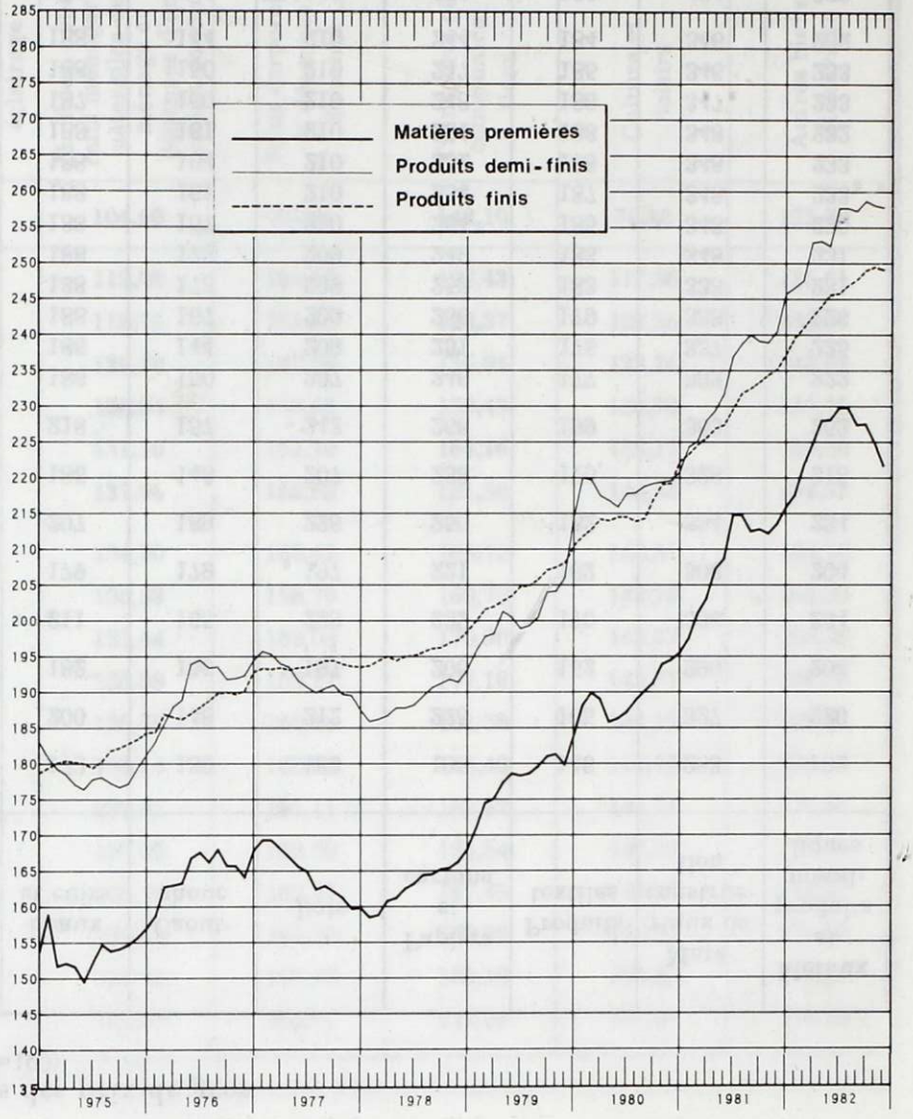
(1953=100)



Indices des prix de gros des produits industriels

T.V.A. exclue

(1953=100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

Indices particuliers des prix de gros
(1953=100)

PÉRIODE	Produits agricoles du règne animal	Produits agricoles du règne végétal	Matières grasses	Produits minéraux	Produits chimiques	Peaux et cuirs	Caoutchouc	Bois	Papiers et cartons	Produits textiles	Matériaux de construction	Métaux et produits métalliques
1978 Décembre (a)	215	177	186	199	161	172	139	183	198	146	283	192
1978 Décembre (b)	228	186	206	220	181	200	148	212	225	165	327	220
1979 Décembre (a)	231	189	198	232	167	182	156	197	205	152	290	204
1979 Décembre (b)	245	199	219	258	187	211	165	228	232	170	336	234
1980 Décembre (a)	227	200	234	263	191	179	179	197	221	162	306	204
1980 Décembre (b)	241	211	260	292	215	207	189	228	250	182	354	234
1981 Décembre (a)	268	202	254	303	216	186	148	207	233	176	328	218
1981 Décembre (b)	284	213	283	338	244	218	157	242	266	199	383	252
1982(a) Janvier	271	204	257	304	223	186	150	207	246	177	332	222
Février	263	213	261	303	225	186	144	209	251	178	337	225
Mars	266	218	261	306	227	188	167	209	256	179	338	226
Avril	262	226	266	312	227	188	175	209	252	183	338	231
Mai	270	227	266	316	230	188	173	209	249	183	348	231
Juin	277	231	262	317	231	188	157	210	254	185	348	230
Juillet	276	225	254	319	237	188	161	210	254	187	348	233
Août	280	223	252	321	237	188	164	210	252	188	348	233
Septembre	284	206	260	324	237	188	161	210	251	186	348	232
Octobre	285	201	260	328	240	187	160	210	248	186	347	233
Novembre	292	201	258	325	241	188	150	210	247	185	346	233
Décembre	292	202	256	322	241	188	144	210	244	184	346	232
1982 Décembre (b)	310	213	285	359	272	220	152	246	278	208	404	269

(a) T.V.A. exclue.
(b) T.V.A. incluse.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

Indices des prix à la consommation

(juillet 1974 / juin 1975 = 100)

PÉRIODE	Catégories d'articles							
	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires, chauffage et éclairage	Meubles, appareils ménagers, ustensiles de ménage et dépenses d'entretien courant	Soins corporels et dépenses de santé	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Pondération (‰)	**264,20**	**96,10**	**151,40**	**104,60**	**39,80**	**142,10**	**76,10**	**125,70**
1977 Moyenne	**126,05**	**118,09**	**121,70**	**115,08**	**124,10**	**122,43**	**117,56**	**126,51**
1978 Moyenne	**128,54**	**125,61**	**128,37**	**118,76**	**131,54**	**128,37**	**122,56**	**135,87**
1979 Moyenne	**129,36**	**130,57**	**143,13**	**122,28**	**137,08**	**136,04**	**125,76**	**142,69**
1980 Moyenne	**133,97**	**133,75**	**165,54**	**126,04**	**143,62**	**150,43**	**130,70**	**149,75**
1981 Moyenne	**142,08**	**139,36**	**190,02**	**131,10**	**151,70**	**164,16**	**137,17**	**159,08**
1982 Moyenne	**155,73**	**147,16**	**213,26**	**137,06**	**162,03**	**181,50**	**146,18**	**169,52**
1982 Janvier	151,28	144,88	205,28	134,70	158,42	168,12	142,31	163,16
Février	151,93	145,55	203,53	135,39	158,79	169,70	143,19	163,33
Mars	152,20	145,57	203,55	135,44	159,08	170,96	143,37	163,36
Avril	152,13	145,91	207,32	135,59	159,17	177,16	143,77	166,88
Mai	153,01	146,39	209,50	135,78	160,19	181,58	144,19	168,01
Juin	154,42	146,62	212,46	136,14	160,52	185,40	144,75	168,03
Juillet	156,57	146,74	212,38	136,61	161,11	186,32	145,79	170,87
Août	157,63	147,12	214,50	137,35	162,50	185,54	146,33	173,39
Septembre	159,67	147,79	219,59	138,10	162,77	187,49	149,25	174,42
Octobre	159,49	148,25	225,90	138,49	164,98	188,99	149,71	174,90
Novembre	159,81	149,75	224,81	139,85	167,79	189,16	150,55	173,13
Décembre	160,65	151,38	220,31	141,28	169,07	187,56	150,94	174,70

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

Indices des prix à la consommation

(juillet 1974 / juin 1975 = 100)

PÉRIODE	Groupes				Indice officiel
	Produits alimentaires	Produits non-alimentaires	Services	Loyer	
Pondération (‰)	251,50	427,90	270,60	50,00	1 000,00
1977 Moyenne	125,46	166,00	129,94	118,92	122,30
1978 Moyenne	127,28	119,87	140,75	127,52	127,77
1979 Moyenne	127,90	127,04	148,52	135,14	133,48
1980 Moyenne	132,53	138,51	157,01	145,36	142,35
1981 Moyenne	140,45	151,66	166,24	160,21	153,21
1982 Moyenne	153,94	166,01	178,01	173,21	166,58
1982 Janvier	149,68	158,96	171,96	167,98	160,59
Février	150,36	158,77	172,36	171,42	160,97
Mars	150,64	159,08	172,79	170,80	161,25
Avril	150,53	161,76	175,71	171,81	163,22
Mai	151,21	164,08	176,69	172,64	164,68
Juin	152,49	166,67	176,83	172,87	166,16
Juillet	154,69	166,97	178,61	173,79	167,37
Août	155,77	167,64	180,30	173,79	168,39
Septembre	157,91	170,28	181,74	174,51	170,48
Octobre	157,72	172,86	182,83	175,26	171,87
Novembre	157,82	173,31	182,48	176,50	172,06
Décembre	158,41	171,76	183,83	177,46	171,95

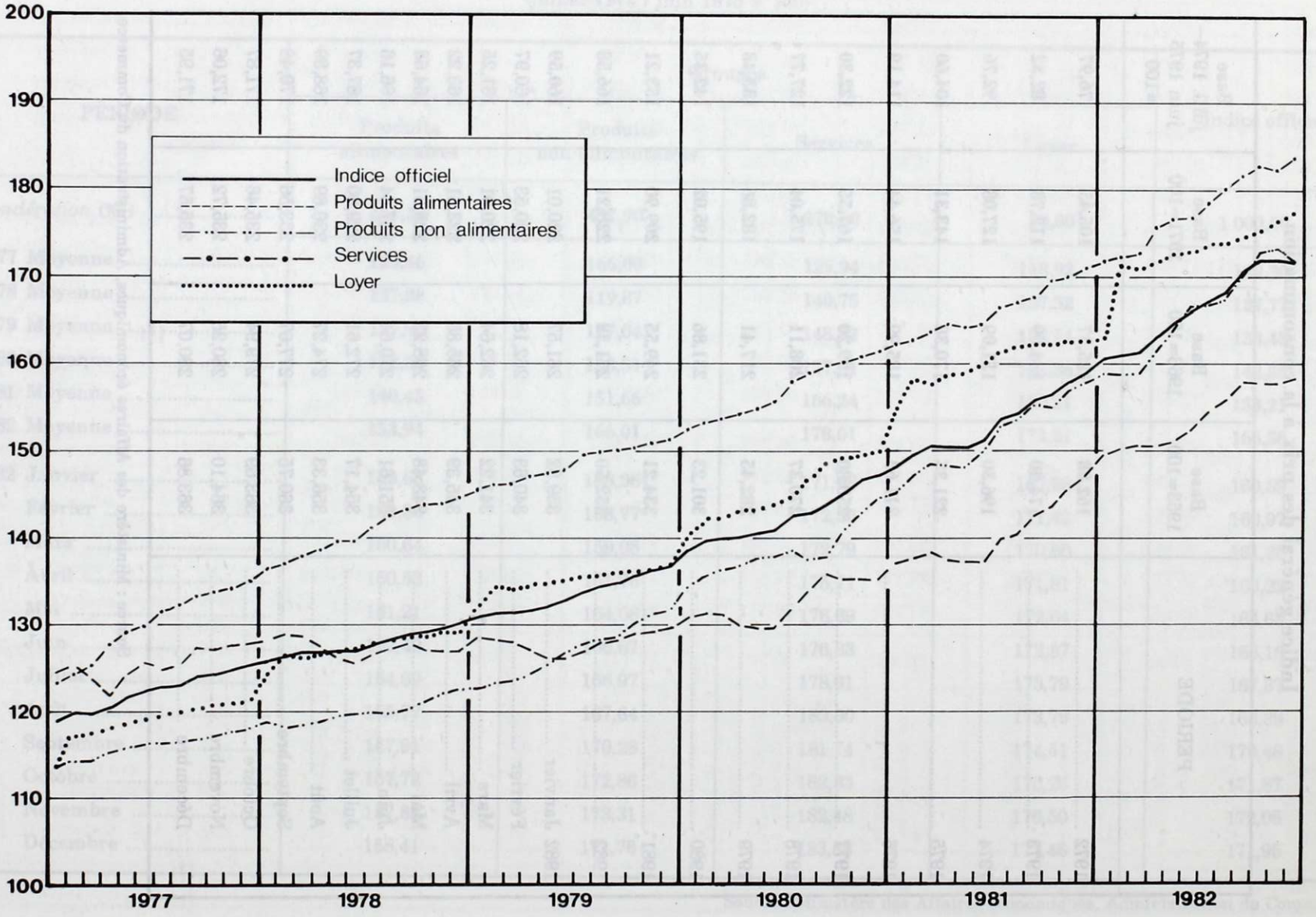
Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

Indice général des prix à la consommation

PERIODE	Base 1953=100	Base 1966=100	Base 1971=100	Base juill. 1974–juin 1975 =100
1972	**162,88**	**125,37**	**105,45**	**76,97**
1973	**174,20**	**134,09**	**112,78**	**82,32**
1974	**196,30**	**151,09**	**127,08**	**92,76**
1975	**221,35**	**170,38**	**143,31**	**104,60**
1976	**241,63**	**185,99**	**156,44**	**114,19**
1977	**258,80**	**199,20**	**167,55**	**122,30**
1978	**270,37**	**208,11**	**175,04**	**127,77**
1979	**282,45**	**217,41**	**182,86**	**133,48**
1980	**301,23**	**231,86**	**195,02**	**142,35**
1981	**334,21**	**249,55**	**209,90**	**153,21**
1982	**352,50**	**271,32**	**228,21**	**166,58**
1982 Janvier	339,82	261,57	220,01	**160,59**
Février	340,63	262,18	220,53	160,97
Mars	341,22	262,64	220,91	161,25
Avril	345,39	265,85	223,61	163,22
Mai	348,48	268,23	225,61	164,68
Juin	351,61	270,64	227,64	166,16
Juillet	354,17	272,61	229,30	167,37
Août	356,33	274,27	230,69	168,39
Septembre	360,75	277,67	233,56	170,48
Octobre	363,69	279,94	235,46	171,87
Novembre	364,10	280,25	235,72	172,06
Décembre	363,86	280,07	235,57	171,95

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

Indices des prix à la consommation de 1977 à 1982
(base juillet 1974 - juin 1975 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

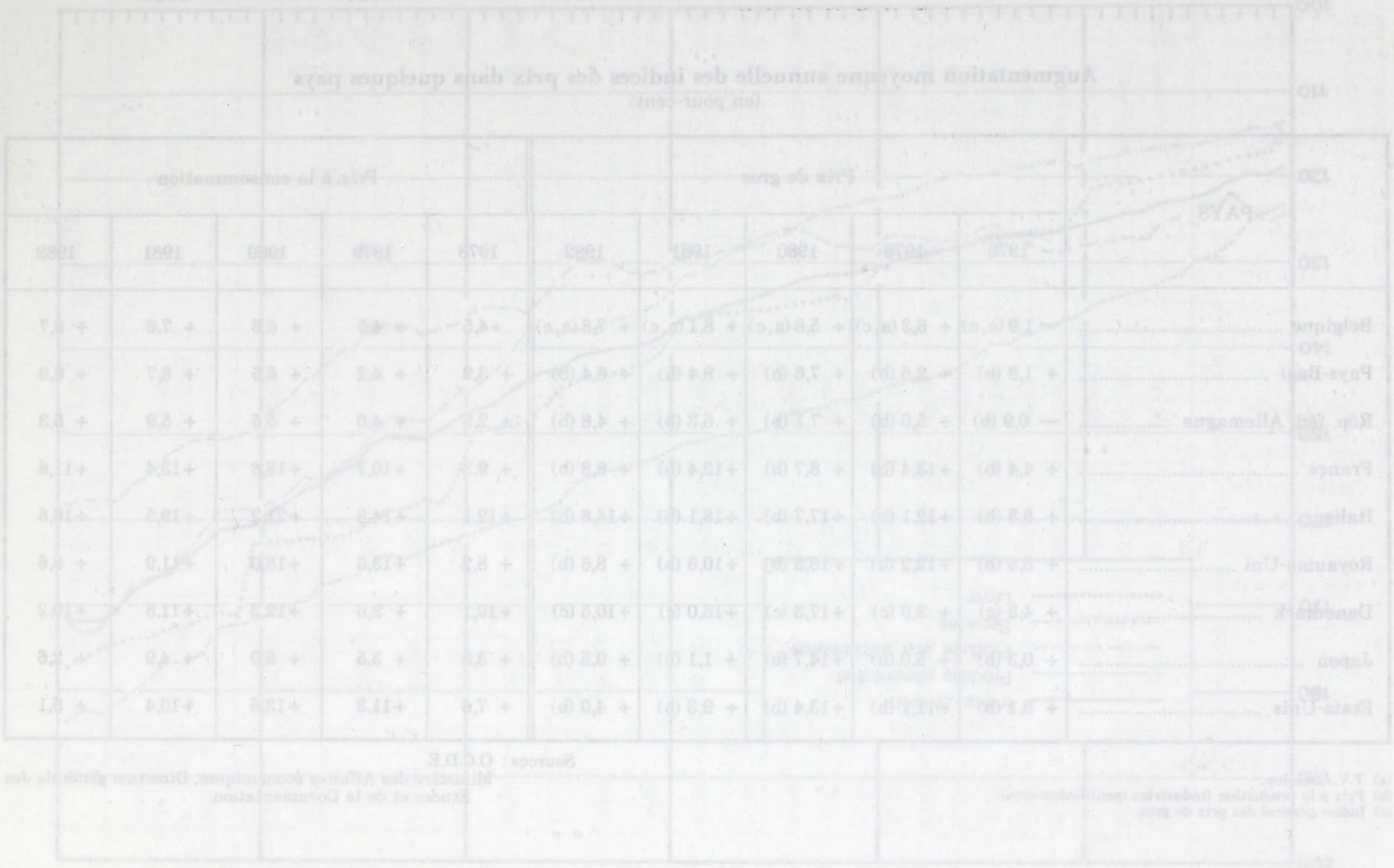
Augmentation moyenne annuelle des indices des prix dans quelques pays

(en pour-cent)

PAYS	Prix de gros					Prix à la consommation				
	1978	1979	1980	1981	1982	1978	1979	1980	1981	1982
Belgique	— 1,9 (a, c)	+ 6,3 (a, c)	+ 5,8 (a, c)	+ 8,1 (a, c)	+ 7,8 (a, c)	+4,5	+ 4,5	+ 6,6	+ 7,6	+ 8,7
Pays-Bas)	+ 1,8 (b)	+ 2,6 (b)	+ 7,6 (b)	+ 9,4 (b)	+ 6,4 (b)	+ 3,9	+ 4,2	+ 6,5	+ 6,7	+ 6,0
Rép. féd. Allemagne	— 0,9 (b)	+ 5,0 (b)	+ 7,1 (b)	+ 6,3 (b)	+ 4,8 (b)	+ 2,6	+ 4,0	+ 5,5	+ 5,9	+ 5,3
France	+ 4,4 (b)	+13,4 (b)	+ 8,7 (b)	+13,4 (b)	+ 8,8 (b)	+ 9,3	+10,7	+13,8	+13,4	+11,6
Italie	+ 8,3 (b)	+12,1 (b)	+17,7 (b)	+18,1 (b)	+14,8 (b)	+12,1	+14,8	+21,2	+19,5	+16,5
Royaume-Uni	+ 8,5 (b)	+12,2 (b)	+16,3 (b)	+10,6 (b)	+ 8,6 (b)	+ 8,2	+13,5	+18,0	+11,9	+ 8,6
Danemark	+ 4,3 (c)	+ 9,0 (c)	+17,3 (c)	+16,0 (c)	+10,5 (c)	+10,1	+ 9,6	+12,3	+11,8	+10,2
Japon	+ 0,3 (b)	+ 5,0 (b)	+14,7 (b)	+ 1,1 (b)	+ 0,5 (h)	+ 3,8	+ 3,5	+ 8,0	+ 4,9	+ 2,6
Etats-Unis	+ 8,1 (b)	+11,1 (b)	+13,4 (b)	+ 9,3 (b)	+ 4,0 (b)	+ 7,6	+11,3	+13,5	+10,4	+ 6,1

Sources : O.C.D.E.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) T.V.A. exclue.
(b) Prix à la production (industries manufacturières).
(c) Indice général des prix de gros.



CHAPITRE II

REVENU

SECTION I. — REVENUS DU TRAVAIL

A la lumière des données fournies par le Ministère de l'Emploi et du Travail et basées sur les conventions collectives de travail, il appert qu'entre décembre 1981 et décembre 1982 les augmentations salariales des ouvriers se sont montées à 6 %. De ce taux, 5,8 % sont à imputer à l'indexation des salaires et 0,2 % à la réduction du temps de travail. Les données relatives aux conventions collectives de travail font apparaître qu'entre décembre 1981 et décembre 1982, les traitements des employés ont augmenté de 5,8 %. Cette progression est due entièrement à l'indexation des rémunérations.

Selon les données de la Banque Nationale de Belgique, le salaire brut moyen par heure ouvrée des ouvriers de l'industrie et des transports a marqué, en 1982, une avance de 6,5 % en moyenne, contre 10,1 % en 1981. D'après l'enquête trimestrielle de l'Institut National de Statistique, les salaires horaires bruts des ouvriers masculins adultes de l'industrie (sans les charbonnages et la sidérurgie) ont connu, en 1982, une croissance de 7,4 %, contre 9,5 % en 1981.

La forte décélération du rythme d'accroissement des salaires, s'est trouvée accentuée, dès le 2e trimestre 1982, par les effets de l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 11, bloquant la liaison des salaires et traitements à l'indice des prix à la consommation au-delà d'un certain minimum, du 1er mars au 31 mai 1982, et ne permettant, ultérieurement, qu'une indexation limitée.

La comparaison de l'évolution salariale dans les branches d'activité fait apparaître que dans certains secteurs traditionnellement faibles, comme le textile, les vêtements et l'alimentation, les salaires des ouvriers masculins ont augmenté dans une mesure plus forte que la moyenne de l'industrie manufacturière (y compris la construction). Par contre, l'accroissement des salaires dans la construction est demeuré, pendant ces dernières années, inférieur à la croissance moyenne; de ce fait, la rémunération horaire brute moyenne des ouvriers masculins de ce secteur a fléchi au-dessous de la moyenne de l'industrie manufacturière (y compris la construction). L'absence d'une véritable reprise économique a eu pour effet un certain nivellement des salaires.

Les dernières mesures gouvernementales en matière de modération salariale (A.R. n° 180 du 30 décembre 1982) stipulent notamment qu'au cours de la période du 1er janvier 1983 au 31 décembre 1984 inclusivement, aucune augmentation salariale, hormis celles liées à l'indice, ne peut être accordée en application d'une convention individuelle ou collective de travail, en vertu d'un accord entre employeurs et travailleurs ou en vertu d'une décision unilatérale de l'employeur. L'indexation intégrale, ne peut être appliquée à nouveau, en 1983, qu'après une période de deux adaptations restreintes, étant entendu que l'adaptation des salaires à l'indice ne se fera plus sur base de l'indice mensuel des prix à la consommation, mais sur la base de la moyenne arithmétique de l'indice au cours des quatre derniers mois.

*
* *

Indices des salaires conventionnels

Ouvriers, hommes + femmes

(1975=100)

SECTEUR D'ACTIVITÉ	1981				1982			
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Agriculture, sylviculture	180,2	181,9	186,4	191,8	194,6	196,8	201,3	207,2
Energie et eau	162,4	162,8	166,3	169,8	173,0	173,2	176,8	179,1
Industries manufacturières	159,6	161,0	164,7	169,8	172,4	174,0	177,1	180,2
dont : produits alimentaires	168,8	169,2	176,0	178,0	181,6	184,2	187,1	190,2
textiles	155,8	162,8	164,6	168,1	171,4	171,6	174,8	178,0
confection, chaussures	157,9	161,1	161,4	169,8	176,4	176,4	182,4	185,7
chimie	158,2	158,2	164,5	167,8	173,4	173,4	177,0	179,3
métallurgie	155,0	155,4	159,5	165,8	164,8	168,0	168,6	171,5
fabrications métalliques	156,8	156,9	160,1	166,7	167,2	170,1	172,8	176,2
Construction	172,1	175,7	177,5	181,7	185,5	185,5	188,0	191,3
Commerce	167,2	169,0	173,0	177,8	179,5	182,1	185,1	188,6
Transports	164,2	166,4	169,3	174,1	177,1	177,9	181,1	184,8
Services	165,0	165,9	170,3	172,6	175,4	175,4	178,7	180,9
Indice général	**163,1**	**165,0**	**168,4**	**173,4**	**176,1**	**177,4**	**180,5**	**183,7**

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

Indices des salaires
(1970=100)

PÉRIODE	Salaires horaires bruts			Salaires-coût		Appointements-coût		Salaires sociaux dans l'industrie (b)		
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type (a)		Charbonnages par jour	Autres industries par heure	Industries par heure	Commerce par heure	Célibataire ou marié sans enfants	Marié et 2 enfants	Marié et 4 enfants
		Ouvrier qualifié	Ouvrier non qualifié							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1976	240	227	239	246	246	241	254	224	221	216
1977	262	249	263	267	270	269	285	245	241	235
1978	281	265	281	285	289	288	311	262	257	250
1979	302	285	301	308	312	310	338	281	275	266
1980	330	311	328	344	341	343	365	301	293	284
1981	364	336	360	362	367	383	397	327	318	308
1982 (c)	386	358	385	374	381	..	..	340	333	324
1981 Mars	348	328	351	364	359	348	365	313	305	296
Juin	361	331	356	363	373	361	375	325	316	305
Septembre	361	336	360	354	357	357	376	325	317	307
Décembre	384	347	372	366	379	466	471	346	335	323
1982 Mars (c)	377	353	378	368	372	378	395	338	329	319
Juin (c)	381	355	381	367	377	394	415	339	328	319
Septembre (c)	384	360	387	376	380	..	..	335	331	323
Décembre (c)	401	365	393	384	396	..	..	349	345	336

(a) Les ouvriers des transports non compris.
(b) A l'exclusion des mines.
(c) Données provisoires.

Sources : Banque Nationale de Belgique (col. 2 à 4).
Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques, Louvain (col. 5 à 11).

Gain horaire moyen brut de l'ouvrier dans l'industrie par branche industrielle et par région. Enquête avril 1982 (a)

(en francs)

DÉSIGNATION	Flandre	Wallonie	Bruxelles-Capitale
Industrie extractive	**302,82**	**265,74**	**(b)**
Electricité et gaz	**(b)**	**(b)**	**(b)**
Industrie manufacturière	**243,63**	**268,56**	**243,46**
Sidérurgie	(b)	(b)	(b)
Industrie des métaux non ferreux	306,97	284,80	(b)
Industrie des produits minéraux non métalliques	266,79	256,88	286,13
Raffinage de pétrole	405,95	(b)	(b)
Industrie chimique	308,14	278,73	226,50
Construction d'automobile et pièces détachées	260,16	273,70	258,93
Construction et assemblage de véhicules automobiles, et construction des moteurs pour ceux-ci	309,04	(b)	269,92
Chantiers navals	280,15	254,59	(b)
Construction électrique	252,28	268,26	242,57
Industrie du bois et du meuble	232,10	218,90	245,37
Industrie du papier et fabrication d'articles en papier; imprimerie et édition	261,10	273,57	274,19
Industrie du caoutchouc et transformation des matières plastiques	245,88	246,64	(b)
Industrie du cuir	196,48	224,90	163,24
Industrie du textile	212,75	207,71	186,48
Industrie de l'habillement	176,70	183,90	190,80
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	234,81	245,73	245,97
Construction	**257,14**	**259,94**	**263,91**
Ensemble de l'industrie	**246,52**	**267,72**	**247,67**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Données provisoires. A partir d'avril 1981, les données globales sont établies à l'aide de nouveaux facteurs de pondération.
(b) Les données n'existent pas où la moyenne couvre moins de quatre entreprises.

Salaires horaires moyens bruts des ouvriers et revenus mensuels moyens bruts des employés dans l'industrie selon l'enquête semestrielle harmonisée (a)

(en francs)

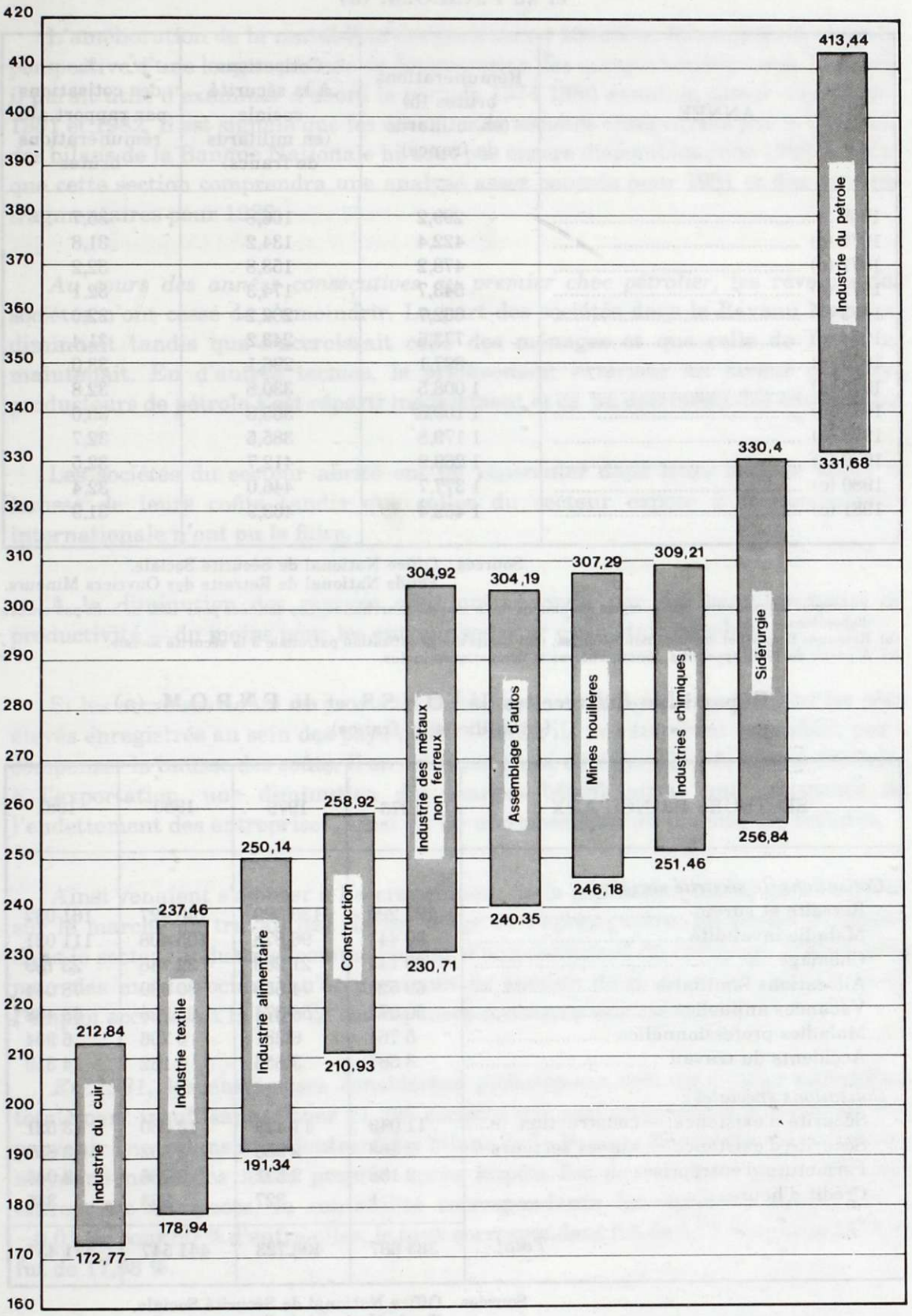
	Flandre	Wallonie (b)	Bruxelles Capitale	LE ROYAUME		
				Hommes	Femmes	Total
Ouvriers :						
Octobre 1978	184,67	197,11	188,22	199,87	143,51	188,29
Avril 1979	191,92	207,42	195,88	208,80	149,78	196,67
Octobre 1979	198,05	219,49	201,16	217,77	151,68	204,27
Avril 1980	209,81	227,09	211,39	228,23	163,37	214,90
Octobre 1980	215,90	239,63	218,24	237,23	164,61	222,39
Avril 1981	230,28	249,57	231,74	250,17	180,72	235,93
Octobre 1981	239,23	259,83	238,62	259,70	188,38	245,05
Avril 1982	246,52	267,72	247,67	267,55	195,11	252,69
Employés :						
Octobre 1978	48 123	48 957	47 157	53 483	31 725	48 454
Avril 1979	49 834	50 575	48 856	55 333	32 925	50 153
Octobre 1979	51 766	53 684	51 182	57 263	34 629	52 028
Avril 1980	54 386	55 092	53 226	60 251	35 890	54 620
Octobre 1980	56 346	57 251	55 056	62 107	37 603	56 440
Avril 1981	59 286	60 635	57 684	65 790	39 108	59 622
Octobre 1981	60 920	62 494	60 382	67 794	40 278	61 434
Avril 1982	63 340	63 991	62 502	70 159	41 504	63 535

Source : Institut National de Statistique.

(a) A partir d'avril 1981, les données globales sont établies à l'aide de nouveaux facteurs de pondération.
(b) Région de rôle linguistique allemand y comprise.

Evolution du salaire horaire moyen brut en francs belges d'un ouvrier masculin dans quelques industries (a)

(avril 1978 à avril 1982)



Source : Institut National de Statistique.

(a) A partir d'avril 1981, les données globales sont établies à l'aide de nouveaux facteurs de pondération.

Rémunérations des travailleurs assujettis à la sécurité sociale et au F.N.R.O.M. (a)

ANNÉE	Rémunérations brutes (b) (en milliards de francs)	Cotisations à la sécurité sociale (en milliards de francs)	% des cotisations par rapport aux rémunérations brutes
1969	299,2	106,8	35,7
1970 (c)	422,4	134,2	31,8
1971 (c)	478,2	153,8	32,2
1972 (c)	543,7	174,3	32,1
1973 (c)	632,7	202,2	32,0
1974 (c)	773,6	243,2	31,4
1975 (c)	897,1	296,1	33,0
1976 (c)	1 008,5	330,8	32,8
1977 (c)	1 109,5	365,8	33,0
1978 (c)	1 179,8	385,5	32,7
1979 (c)	1 269,9	412,7	32,5
1980 (c)	1 377,7	446,0	32,4
1981 (c)	1 452,4	463,9	31,9

Sources : Office National de Sécurité Sociale.
Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.

(a) Y compris les mineurs; non compris les marins de la marine marchande. Les données pour 1982 ne sont pas encore disponibles.
(b) Retenues fiscales et sociales non déduites; non comprise, la cotisation patronale à la sécurité sociale.
(c) A partir de 1970, apprentis, fonctionnaires et domestiques inclus.

Répartition des recettes de l'O.N.S.S. et du F.N.R.O.M. (a)
(en millions de francs)

SECTEURS PRINCIPAUX	1978	1979	1980	1981
Cotisations de sécurité sociale :				
Retraite et survie	122 290	130 399	140 427	161 032
Maladie-invalidité	90 447	96 878	105 408	111 081
Chômage	20 144	21 263	22 746	23 789
Allocations familiales	69 524	74 659	80 589	78 044
Vacances annuelles	56 075	58 374	61 928	65 488
Maladies professionnelles	5 764	6 251	6 736	6 954
Accidents du travail	3 587	3 856	4 162	4 310
Cotisations spéciales :				
Sécurité d'existence — construction	11 049	11 429	13 060	13 521
Sécurité d'existence — autres secteurs	2 868	2 956	3 352	3 859
Fermeture d'entreprises	2 138	2 331	2 786	3 045
Crédit d'heures	1	327	353	335
Total ...	383 887	408 723	441 547	471 457

Sources : Office National de Sécurité Sociale.
Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.

(a) Y compris les apprentis, les fonctionnaires et les domestiques.
Interventions financières de l'Etat exclues.
Les données pour 1982 ne sont pas encore disponibles.

SECTION II. — REVENU DES SOCIETES

L'amélioration de la rentabilité des sociétés en 1982 doit être appréciée dans la perspective d'une longue période de détérioration des marges bénéficiaires. Dès lors, il paraît utile d'examiner d'abord la période 1974-1980 avant de passer aux années 1981 et 1982. Il est signalé que les revenus des sociétés enregistrées par la Centrale des bilans de la Banque Nationale ne sont pas encore disponibles pour 1982 de sorte que cette section comprendra une analyse assez poussée pour 1981 et des données fragmentaires pour 1982.

Au cours des années consécutives au premier choc pétrolier, les revenus des sociétés n'ont cessé de s'amoindrir. La part des sociétés dans le Revenu National diminuait tandis que s'accroissait celle des ménages et que celle de l'Etat se maintenait. En d'autres termes, le prélèvement extérieur en faveur des pays producteurs de pétrole s'est réparti inégalement et ce, au détriment des entreprises.

Les sociétés du secteur abrité ont pu répercuter dans leurs prix de vente la hausse de leurs coûts tandis que celles du secteur exposé à la concurrence internationale n'ont pu le faire.

A la diminution des marges elles ont répondu par des accroissements de productivité — du moins pour les entreprises pour qui c'était possible.

Si les accroissements de productivité observés en Belgique sont parmi les plus élevés enregistrés au sein des pays de l'O.C.D.E., ils ne réussirent cependant pas à compenser la hausse des coûts. Il en est résulté une détérioration de la compétitivité à l'exportation, une diminution des marges bénéficiaires, une croissance de l'endettement des entreprises, ainsi qu'un accroissement du nombre des faillites.

Ainsi venaient s'ajouter à l'accroissement de la population active dû à l'arrivée sur le marché du travail des classes d'âge de l'après-guerre, les pertes d'emplois dans le secteur industriel comme facteur d'accroissement du chômage. L'Etat, tant pour des motifs sociaux qu'économiques de soutien de la demande globale et de l'emploi accroissait la part de ses dépenses consacrée aux transferts.

En 1981, les entreprises considérées globalement ont connu une rentabilité totalement insuffisante : pour 11 398 sociétés qui conformément à la la loi ont fait parvenir leur bilans à la Centrale des bilans de la Banque Nationale, la rentabilité moyenne nette des fonds propres après impôts fut de −1,41 %; pour 75 % des entreprises analysées, la rentabilité correspondante fut égale ou supérieure à −0,01 %; pour 50 % d'entre-elles, le taux correspondant fut de 5,77 % et pour 25 %, il fut de 17,98 %.

La rentabilité moyenne de −1,41 % cache donc de profondes disparités entre secteurs et même au niveau des sous-secteurs.

D'une manière générale, la situation a continué à s'avérer meilleure dans le secteur tertiaire, les entreprises d'utilité publique et le secteur financier que dans l'industrie, exposée à la concurrence internationale, où a été enregistrée une baisse de plus de 42 % du bénéfice brut par rapport à 1980.

Pourtant, quelques secteurs importants sont arrivés à améliorer leur bénéfice brut en 1981, à savoir les fabrications métalliques et l'industrie alimentaire.

Du fait, notamment, de l'opération Maribel et des premiers efforts de modération salariale, les frais de personnel ont progressé à une allure plus lente que l'indice des prix à la consommation.

En revanche, les charges financières se sont alourdies dans tous les secteurs, sauf les transports. Les taux de hausse vont de 6,8 % dans l'industrie alimentaire à 150 % dans l'industrie du pétrole, secteur très touché en 1981.

Cette nette aggravation des charges financières dans presque tous les secteurs contrecarra les efforts de rationalisation. L'exemple extrême à cet égard est fourni par les fabrications métalliques : une augmentation modérée du chiffre d'affaires et des frais de personnel, jointe à une bonne maîtrise des autres frais d'exploitation, a permis d'améliorer sensiblement le résultat brut et net d'exploitation mais l'accroissement des charges financières ne laissa en fin de compte qu'une marge bénéficiaire nette pratiquement nulle.

La marge bénéficiaire nette de l'ensemble des entreprises industrielles est ainsi devenue davantage négative en 1981 pour l'industrie dans son ensemble : −1,70 % contre −0,70 % en 1980.

Les résultats de l'industrie de la construction en 1981, par contre, sont un peu plus favorables (+1,65 % du chiffre d'affaires), ce qui apparaît à première vue contradictoire avec le marasme des affaires de ce secteur. Bien que le secteur traverse une crise grave, les entreprises de l'échantillon sont passées d'une perte à un bénéfice. Au-delà de la souplesse de l'effectif et du grand nombre de faillites qui fait que la situation financière moyenne est améliorée par l'élimination de la statistique des plus mauvais cas, il faut tenir compte principalement de deux éléments. En premier lieu, il y a le fait que l'industrie de la construction comprend quelque 25 000 entreprises généralement de petite dimension qui, pour une bonne part, ne sont pas tenues de publier leurs comptes annuels d'après le schéma complet, de sorte qu'elles ne figurent pas dans l'échantillon. En deuxième lieu, la construction est un secteur dont les coûts fixes sont assez réduits. Cela implique qu'un fléchissement de l'activité peut être relativement bien compensé par une réduction des coûts, si bien que la rentabilité peut être mieux protégée que dans les autres secteurs industriels.

Seules les entreprises d'utilité publique avaient enregistré en 1981 une marge bénéficiaire nette satisfaisante (+3,54 %).

La rentabilité des banques a légèrement progressé sans toutefois atteindre le niveau de 1980.

De ce nouveau déclin global de la rentabilité résulta en 1981 un nouvel effritement de la structure financière des entreprises; seules l'industrie alimentaire et l'industrie chimique sont parvenues à conserver la leur intacte. Même les entreprises d'utilité publique ont vu un affaiblissement de leur structure financière.

Les fabrications métalliques ont vu leur solvabilité se raffermir quelque peu mais le financement de l'immobilisé net par des fonds propres a faibli.

Dans l'industrie textile et dans l'industrie pétrolière, la structure financière s'est gravement détériorée.

L'amélioration observée dans l'industrie sidérurgique est due aux ajustements comptables opérés à Cockerill-Sambre (conversion de dettes en capital et annulation des pertes reportées par réduction des réserves de réévaluation). En dépit de ces mesures, la structure financière reste plus mauvaise qu'en 1979.

La situation encore défavorable en 1981 du marché belge des capitaux n'a pas permis à de nombreuses entreprises de compléter leurs Fonds propres par des augmentations de capital, comme cela avait été possible dans le passé.

L'année *1982* fut une année d'amélioration pour les revenus des sociétés. La dévalution du F.B. et les mesures d'accompagnement du Gouvernement ont permis aux entreprises d'élargir substantiellement leurs marges bénéficiaires, davantage à l'exportation.

Selon le rapport annuel 1982 de la Banque nationale, l'excédent brut d'exploitation aurait progressé de près de 23 % en 1982. Les ressources en capital des sociétés en % du PNB ont augmenté de 1 1/2 % pour se situer à 12 1/2 %.

Les versements nets de revenus sous forme de tantièmes et de dividendes auraient continué de décroître (−8 % en 1982 après une baisse de 21 % en 1981).

Les résultats favorables des sociétés doivent s'apprécier dans le contexte international d'une récession continue, d'une part, et en fonction des mesures énergiques adoptées par les pouvoirs publics afin de remédier à la dégradation continuelle de la situation des entreprises, d'autre part.

Comment les entreprises ont-elles utilisé les opportunités que leur ont offert dévaluation et mesures d'accompagnement ?

Elles pouvaient soit conquérir de nouveaux marchés, soit restaurer rentabilité et sécurité financière, soit mixer les deux stratégies.

Un premier résultat résida dans le gain de parts de marché à l'exportation. Dans l'ensemble, les exportations de biens ont augmenté de 16,1 % en valeur en 1982. En termes réels, ce taux équivaut à 1,4 %, les prix à l'exportation ayant progressé de 14,1 %.

Ce résultat global apparemment modeste doit d'abord s'apprécier dans le contexte mondial où, à l'exception des secteurs moins sensibles à la conjuncture comme l'alimentation et les produits de l'agriculture, l'évolution de la demande à l'étranger a fléchi sur toute la ligne.

La confrontation de la croissance effectivement réalisée à l''exportation et des possibilités d'exportation à parts de marché constantes montre (1) que tous les secteurs considérés, exceptés les produits pétroliers (−5,7 %) et le secteur fer et acier (−13 %) se sont nettement mieux comportés. L'accroissement de nos parts de marché varie suivant les secteurs mais est particulièrement prononcé pour les véhicules et moteurs automobiles (+15 %) et les métaux non ferreux (+10 %). Cet élargissement des parts de marché est plus ou moins marqué selon que les produits sont sensibles à la baisse des prix belges exprimés en devises étrangères ou mieux adaptés à la demande étrangère.

Compte tenu du taux de change effectif, les prix belges à l'exportation exprimés en monnaies étrangères ont évolué en 1982 de manière nettement plus favorable que ceux de la concurrence, notamment pour les produits chimiques (−1 %), les métaux non ferreux (−4,3 %), le papier (−3,1 %) les produits textiles (−2 %) et les véhicules automobiles (−1,4 %).

Trois exceptions sont à citer : les produits pétroliers, les fers et aciers, ainsi que les produits métalliques, pour lesquels les prix mondiaux sont notés relativement plus favorables que les prix belges.

Sur le marché intérieur les possibilités d'élargissement des marges étaient beaucoup plus restreintes, car les prix de vente étaient soumis à un blocage selectif et la concurrence s'y révélait plus âpre. Mais pour la plupart des secteurs, une amélioration semble, ici aussi, s'être produite, suivant le rapport déjà cité.

La situation des sociétés a donc été fort différente en 1982 de ce qu'elle a été en 1981. Jusque là, la crise avait surtout frappé les activités industrielles massivement exposées à la concurrence internationale. En 1982, les mesures gouvernementales ont rétabli les conditions internes de compétitivité et de rentabilité de l'industrie, qui reste toutefois confrontée à ses pertes et charges accumulées depuis une dizaine d'années, ainsi qu'à des perspectives de débouchés médiocres ou incertaines, tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation. L'effet de ces mesures devra surtout se faire sentir en 1983.

*
* *

(1) Kredietbank, *Bulletin hebdomadaire* nº 26, 1er juillet 1983.

Rentabilité et endettement des entreprises belges (a)

DÉSIGNATION (b)	1980					1981				
	Fonds propres (10^6 F)	Dettes à long terme (10^6 F) (c)	% (d)	Bénéfice net recalculé (10^6 F) (e)	% (f)	Fonds propres (10^6 F)	Dettes à long terme (10^6 F) (c)	% (d)	Bénéfice net recalculé (10^6 F) (e)	% (f)
1. Divers (g)	10 749	8 504	79,1	136	1,3	12 978	8 293	63,9	562	4,3
2. Pétrole	62 318	48 652	89,8	11 729	25,3	63 499	43 823	69,0	11 514	18,1
3. Electricité	79 169	113 287	143,1	8 079	10,2	80 858	138 990	171,9	9 254	11,4
4. Distribution	9 046	9 375	103,6	1 459	16,1	10 665	9 367	87,6	1 687	15,8
5. Trusts	23 388	2 269	11,4	1 626	7,0	24 030	1 924	8,0	1 209	5,0
6. Banques	61 227	N.S.	N.S.	4 473	7,3	76 888	N.S.	N.S.	5 337	6,9
7. Chimie	51 450	15 297	29,7	3 790	7,4	52 957	20 642	39,0	2 583	4,9
8. Transport (g)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
9. Holding	44 563	11 048	24,8	226	0,5	70 299	10 828	15,4	2 845	4,0
10. Fabrications métalliques	15 015	12 905	85,9	− 65	− 0,4	15 573	14 850	95,4	1 027	6,6
11. Matériel électrique	4 580	5 878	128,3	201	4,4	4 845	6 310	130,2	224	4,6
12. Construction	13 354	6 518	48,8	− 56	− 0,4	14 443	8 185	56,7	913	6,3
13. Immobilier	2 908	1 153	39,6	81	2,8	2 823	1 287	45,6	142	5,0
14. Alimentation	2 870	209	7,3	108	3,8	4 692	1 037	22,1	90	1,9
15. Textile	3 723	989	26,6	− 110	− 3,0	3 577	1 325	37,0	− 219	− 6,1
16. Verre	12 379	3 044	24,6	− 377	− 3,0	—	—	—	—	—
17. Plantation	1 131	2	0,2	21	1,8	1 201	2	0,2	− 8	− 0,6
18. Non-ferreux	34 002	7 291	21,4	− 166	− 0,5	14 743	6 442	43,7	139	0,9
19. Papier	2 899	1 939	66,9	112	3,9	2 807	2 214	78,9	− 73	− 2,6
20. Sidérurgie	22 180	53 450	241	−13 128	− 59,2	28 199	41 801	148,2	−20 443	− 72,5
21. Charbonnages	637	58	9,1	− 826	−129,7	723	54	7,5	− 726	−100,4
Total avec charbonnages	**457 598**	**302 268**	**76,2**	**17 313**	**3,8**	**486 226**	**317 587**	**77,6**	**16 059**	**3,3**
Total sans charbonnages	**456 961**	**302 210**	**76,4**	**18 139**	**4,0**	**485 503**	**317 533**	**77,7**	**16 785**	**3,5**
Total sans sidérurgie	**435 418**	**248 818**	**68,0**	**30 441**	**7,0**	**458 027**	**275 786**	**72,4**	**36 502**	**8,0**

(a) Les données pour 1982 ne sont pas encore disponibles.
(b) Classés d'après le pourcentage des bénéfices nets recalculés par rapport aux fonds propres en 1976.
(c) Secteur bancaire excepté.
(d) Dettes à long terme par rapport aux fonds propres en %.
(e) Bénéfice net recalculé = Résultat net − résultat exceptionnel − tantièmes.
(f) Bénéfice net recalculé par rapport aux fonds propres en %.
(g) Le secteur divers comprend depuis 1980 une entreprise de transport.

Source : Banque de Paris et des Pays-Bas, Belgique, Notes économiques, septembre 1982.

Rendement des sociétés

Sociétés ayant leur prin
(évolu

DESIGNATION	Banques (b)	Assurances	Opérations financières et immobilières (b)	Commerce de détail	Commerce de gros et extérieur	Fabrications métalliques	Métallurgie du fer	Non-ferreux	Industrie textile	Industrie alimentaire	Industrie du bois	Industrie chimique	
Soldes bénéficiaires nets rapportés aux capitaux et réserves (en %) :													
1971	12,67	12,37	6,49	5,96	9,16	9,62	6,68	9,70	1,21	4,84	2,48	7,04	
1972	12,11	12,91	6,05	—1,50	6,00	8,95	2,32	3,90	4,06	7,49	—3,22	7,43	
1973	11,10	12,61	7,74	3,46	9,69	9,69	1,77	6,13	5,11	7,33	7,78	7,35	
1974	10,83	12,18	7,76	3,36	16,08	9,08	8,37	9,91	4,78	7,77	12,64	10,54	
1975	6,30	11,91	7,79	3,50	9,23	4,17	9,70	10,31	0,14	3,96	—3,01	13,22	
1976 (e)	10,30	13,26	4,16	—1,48	3,12	5,21	—14,56	—0,63	—3,36	4,36	—11,33	2,86	
Dividendes mis en paiement, rapportés aux capitaux et réserves (en %) :													
1971	6,99	7,70	4,39	4,57	2,91	2,82	3,80	5,63	1,37	2,67	0,45	4,29	
1972	6,84	7,95	4,46	1,87	3,04	2,80	1,19	2,42	1,31	3,34	0,45	4,61	
1973	6,81	7,93	4,96	2,11	3,58	3,76	1,95	3,63	1,55	4,07	0,67	4,95	
1974	6,83	8,83	5,75	3,46	3,68	4,61	4,33	5,01	1 80	3,73	1,19	5,74	
1975	4,96	8,77	5,77	4,43	4,16	3,89	4,86	5,80	1,90	2,92	0,72	7,28	
1976 (e)	5,40	8,48	5,18	2,66	3,01	3,15	0,52	1,90	0,91	2,53	0,73	4,44	
Importance des dividendes mis en paiement par rapport aux soldes bénéficiaires nets (en %) :													
1971	55,20	62,30	67,70	76,9	31,8	29,3	56,9	58,0	113,2	55,2	18,3	61,1	
1972	56,40	61,50	73,70	—	50,7	31,3	51,2	62,0	32,2	44,6	—	73,7	
1973	61,40	62,90	64,10	61,1	37,0	38,8	110,0	59,2	30,4	55,4	8,6	66,4	
1974	63,00	72,40	74,10	103,0	22,8	50,7	51,7	50,6	37,6	48,0	9,4	54,4	
1975	78,68	73,63	74,07	126,5	45,1	93,3	50,1	56,3	1 379,1	73,7	—	55,1	
1976 (e)	52,38	63,94	124,62	—	96,5	60,5	—	—	—	57,9	—	155,5	

(a) Les données reprises dans cette statistique se rapportent aux exercices dont les dividendes ont été payés dans l'année « t ». Ces exercices se répartissent donc sur les années « t-1 » et « t ». Les données postérieures à 1976 ne sont pas encore disponibles.
(b) Depuis 1973, les montants concernant la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA ne sont plus repris dans cette statistique.
(c) La rubrique « Electricité » comprend les entreprises privées de production, de la coordination de la production et de distribution d'énergie électrique.
(d) Quoique non détaillés dans ce tableau, les montants se rapportant aux secteurs suivants : « Eau; Déchets et récupération; Diamant; Agriculture, horticulture, pêche et élevage » et quelques autres non dénommés, sont cependant inclus dans les totaux.
(e) Données provisoires.

...s belges (suite) (a)
...exploitation en Belgique
...teur)

Gaz	Industrie du cuir	Industrie du papier et arts graphiques	Transports (b)	Tourisme	Intermédiaires	Industrie de la construction	Charbonnages	Industrie de la terre cuite commune	Cimenteries et industries connexes	Carrières	Industrie de la chaux	Industrie céramique	Industrie du tabac	Edition, librairie, presse	Films, théâtres	Artisanat	Total (d)
10,76	—	7,17	2,53	2,63	7,39	11,82	—0,46	4,26	7,75	12,58	11,33	—3,30	6,94	9,51	5,48	6,67	7,52
7,48	4,22	4,39	0,62	1,70	7,74	11,55	—4,63	—0,20	8,46	13,08	7,88	—6,70	6,36	10,36	8,00	2,25	6,43
7,86	7,44	2,08	6,48	—1,00	8,84	13,84	—7,06	2,17	8,67	10,37	8,67	6,30	6,50	9,24	12,74	6,83	7,67
9,54	—1,07	5,92	6,46	—6,20	10,33	13,22	—8,97	6,94	7,97	8,07	8,10	2,36	3,29	8,93	—	5,69	9,23
6,86	—3,36	9,72	8,70	—10,80	5,75	10,25	4,21	7,36	7,42	6,91	6,36	4,67	1,91	2,46	—2,94	7,68	7,69
4,95	—1,73	—10,03	2,73	—13,55	—6,39	5,80	—2,91	1,07	3,22	3,44	3,11	—8,60	7,06	—1,66	3,88	5,04	2,19
7,30	0,44	1,70	2,93	2,39	2,91	2,31	1,32	1,16	5,49	5,89	4,52	2,28	5,35	4,90	0,91	1,13	4,11
6,45	0,44	1,36	2,70	2,22	3,60	2,51	0,41	0,63	5,80	0,49	4,04	2,76	3,81	3,41	1,64	1,08	3,84
7,44	1,21	1,14	2,82	1,47	3,32	2,45	0,19	1,30	5,97	5,91	3,65	3,36	4,53	4,14	2,12	1,43	4,27
7,67	0,19	1,75	3,83	1,16	3,16	3,08	0,75	1,09	6,38	4,62	5,02	2,91	4,72	3,53	1,81	1,08	5,03
5,07	0,20	3,42	3,76	1,72	3,46	2,78	2,11	1,34	5,48	4,44	5,21	0,78	3,92	1,75	1,63	3,35	5,07
4,65	0,08	0,82	2,85	1,86	2,67	2,14	1,09	1,14	3,04	3,86	4,23	—	3,83	1,24	1,94	1,64	3,80
67,9	—	23,0	116,2	91,1	39,5	19,5	—	27,5	70,9	50,8	39,9	—	77,1	51,5	16,7	17,0	54,7
86,2	10,6	30,9	437,6	130,3	46,8	21,7	—	—	68,5	49,6	55,8	—	59,9	32,9	20,5	47,9	59,7
94,6	16,3	54,7	43,5	—	37,6	17,7	—	59,6	68,8	57,0	42,1	53,3	69,7	44,8	16,7	20,9	55,6
80,4	—	29,7	59,3	—	30,6	23,2	—	15,7	80,0	57,2	62,0	123,0	143,4	39,6	—	19,0	54,5
73,8	—	35,2	43,3	—	60,2	27,1	50,0	18,2	73,9	64,2	81,9	16,7	205,4	71,1	—	43,6	66,0
93,9	—	—	104,2	—	—	36,8	—	107,0	94,4	112,3	135,9	—	54,3	—	49,9	32,6	173,6

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

DÉSIGNATION	En Belgique					
	1971	1972	1973 (b)	1974 (b)	1975 (b)	1976 (b)
Nombre de sociétés recensées	**15 992**	**16 696**	**17 205**	**18 177**	**19 170**	**20 043**
dont : en bénéfice	11 733	11 980	12 605	13 270	13 478	12 708
en perte	4 259	4 716	4 600	4 907	5 692	7 335
Moyens d'action propres	**588 826**	**641 838**	**677 221**	**723 318**	**790 550**	**847 059**
dont : capital versé	373 904	397 300	419 511	440 504	470 402	498 265
réserves	214 922	244 538	257 710	282 814	320 148	348 794
Résultats d'exploitation :						
Solde bénéficiaire net	**44 206**	**41 270**	**51 948**	**66 786**	**60 774**	**18 551**
Bénéfices	54 492	54 809	62 555	78 482	84 094	65 909
Pertes	10 286	18 539	10 607	11 696	23 320	47 358
Dividendes bruts mis en paiement (c)	**24 184**	**24 632**	**28 885**	**36 415**	**40 095**	**32 217**
Dette obligataire (d)	**229 864**	**265 408**	**173 598**	**199 655**	**240 638**	**281 428**
Coupons d'obligations bruts	**13 060**	**16 004**	**10 349**	**12 095**	**14 527**	**18 186**
Rapport $\frac{\text{nombre de sociétés en perte}}{\text{nombre de sociétés recensées}}$	26,63	28,25	26,74	26,99	29,69	36,60
Rapport $\frac{\text{solde bénéficiaire net}}{\text{moyens d'action propres}}$	7,51	6,43	7,67	9,23	7,68	2,19
Rapport $\frac{\text{dividendes bruts distribués}}{\text{moyens d'action propres}}$	4,11	3,84	4,27	5,03	5,07	3,80
Rapport $\frac{\text{dividendes bruts distribués}}{\text{bénéfices réalisés}}$	44,38	44,94	46,18	46,39	47,68	48,88
Rapport $\frac{\text{coupons d'obligations bruts}}{\text{montant de la dette obligataire}}$	5,68	6,03	5,96	6,07	6,03	6,46
Rapport $\frac{\text{montant de la dette obligataire}}{\text{moyens d'action propres}}$	39,04	41,35	25,63	27,54	30,40	33,22

(a) Les données postérieures à 1976 ne sont pas encore disponibles.
(b) Les données concernant la B.N.B., la S.N.C.I. et SABENA ne sont plus incluses dans les montants ci-dessous.
(c) Du fait qu'un certain nombre d'entreprises détiennent des participations dans d'autres entreprises (du même secteur ou de secteurs différents) une partie des dividendes repris dans cette rubrique est comptée deux ou même plusieurs fois.
(d) Les intérêts capitalisés des bons de capitalisation ne sont pas compris dans la dette obligataire en cours.

...ant en Belgique et à l'étranger (a)

	A l'étranger				Total					
	1973 (b)	1974 (b)	1975 (b)	1976 (b)	1971	1972	1973 (b)	1974 (b)	1975 (b)	1976 (b)
	Unités									
29	**212**	**193**	**188**	**174**	**16 227**	**16 925**	**17 417**	**18 370**	**19 358**	**20 217**
68	146	122	116	112	11 917	12 148	12 751	13 392	13 594	12 820
61	66	71	72	62	4 310	4 777	4 666	4 978	5 764	7 397
	En millions de francs									
53	**76 815**	**78 898**	**80 047**	**82 075**	**660 895**	**720 491**	**754 036**	**802 217**	**870 596**	**929 134**
75	44 716	45 789	45 485	43 874	416 875	444 075	464 227	486 293	515 886	542 139
78	32 099	33 109	34 562	38 201	244 020	276 416	289 809	315 924	354 710	386 995
94	**5 179**	**6 737**	**10 305**	**5 789**	**51 068**	**46 364**	**57 127**	**73 523**	**71 078**	**24 340**
97	5 576	7 942	11 073	6 472	61 618	60 106	68 130	86 424	95 166	72 381
03	397	1 204	768	683	10 550	13 742	11 003	12 901	24 088	48 041
57	**3 824**	**4 708**	**5 505**	**4 664**	**28 091**	**28 389**	**32 709**	**41 123**	**45 600**	**36 881**
03	**4 805**	**4 727**	**6 525**	**6 929**	**232 193**	**270 311**	**178 403**	**204 383**	**247 163**	**288 357**
48	**349**	**351**	**345**	**508**	**13 285**	**16 152**	**10 698**	**12 446**	**14 873**	**18 694**
	En pour-cent									
,64	31,13	36,78	38,29	35,63	26,56	28,22	26,79	27,09	29,77	36,59
,48	6,74	8,53	12,87	7,05	7,73	6,43	7,58	9,16	8,16	2,62
,78	4,98	5,96	6,87	5,68	4,25	3,94	4,34	5,12	5,23	3,97
,93	68,58	59,27	53,42	72,06	45,59	47,23	48,01	47,58	47,92	50,95
,02	7,26	7,42	5,28	7,33	5,72	5,98	6,01	6,08	6,01	6,48
,23	6,26	5,99	8,15	8,44	35,13	37,52	23,60	25,47	28,39	31,03

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des bénéfices nets, des dividendes et de l'impôt des sociétés, d'après des sources différentes

(en % par rapport à l'année précédente)

ANNÉE (a)	Bénéfices nets			Dividendes			Impôt sur les sociétés (c)
	(b)	(c)	(d)	(b)	(c)	(d)	
1970	14,1	17,8	3,0	11,3	11,7	8,5	+19,0
1971	− 6,6	−0,6	−11,5	1,1	1,7	− 4,3	+17,3
1972	25,9	53,0	17,5	15,2	17,5	15,1	+14,7
1973	28,9	16,4	40,2	25,7	26,1	19,6	+31,2
1974	28,6	13,7	− 6,6	—	−14,8	6,0	+17,9
1975	—	− 9,4	−58,0	—	9,7	−19,7	+ 8,9
1976	—	8,5	55,1	—	6,3	—	+ 3,7
1977	—	7,0	−51,2	—	5,4	5,9	+ 5,1
1978	—	7,8	86,7	—	5,8	6,0	+ 6,8
1979	—	14,0	—	—	5,4	—	+12,5
1980	—	2,5	−47,5	—	6,2	− 6,8	−2,4
1981 (e)	—	—	—	—	7,3	—	—

Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Années réelles, et non de publication.
(b) D'après la statistique des rendements, établie par l'Institut National de Statistique, et complété jusqu'à l'année de publication 1974.
(c) D'après la Comptabilité nationale; données provisoires de 1974 à 1981.
(d) D'après la Kredietbank, Bulletins hebdomadaires.
(e) Les données pour 1982 ne seront disponibles qu'en octobre 1983 pour la Kredietbank et en juin 1984 pour la Banque nationale.

Evolution de la rentabilité dans quelques secteurs (a)

SECTEURS	Place			Rentabilité d'ensemble (b) (en %)		
	1979	1980	1981	1979	1980	1981
Pétrole	1	1	1	13,9	16,1	15,8
Distribution	2	2	2	25,3	18,8	18,1
Electricité	3	3	3	10,3	10,2	11,4
Banques	6	4	4	6,8	7,3	6,9
Trusts	5	5	7	8,5	7,0	5,0
Mat. électrique	18	6	10	−11,1	4,4	4,6
Alimentation	14	7	13	1,6	1,9	3,8
Portefeuille	10	8	12	3,4	− 0,8	4,0
Divers	12	8	11	2,3	1,3	4,3
Fabr. métall.	10	9	5	3,0	− 0,4	6,6

Source : Banque de Paris et des Pays-Bas.

(a) Classés d'après la rentabilité en 1980. Les données pour 1982 ne seront disponibles qu'en octobre 1983.
(b) Bénéfice net recalculé (en %) = bénéfice net − résultats exceptionnels − tantièmes.

CINQUIEME PARTIE

INVESTISSEMENTS ET CONSOMMATION

Evolution des bénéfices nets, des dividendes et de l'impôt des sociétés, d'après des sources différentes
(en % par rapport à l'année précédente)

ANNÉE (a)	Bénéfices nets			Dividendes			Impôt sur les sociétés (e)
	(b)	(c)	(d)	(b)	(c)	(d)	
1970	14,1	17,8	8,0	11,3	11,7	8,5	+ 19,0
1971	- 6,6	- 0,9	- 11,5	1,1	1,7	- 4,3	+ 17,8
1972	28,6	32,0	+ 17,7	13,2	17,5	15,1	+ 14,2
1973	38,0	+ 18,6	46,5	23,7	20,1	19,6	+ 31,2
1974	25,6	+ 13,7	- 8,0	-	- 14,8	5,0	+ 17,8
1975	-	- 9,1	- 56,0	-	9,7	- 10,7	+ 8,9
1976					8,1	-	+ 9,7
1977					6,8	5,0	+ 6,4
1978		7,6	25,1		5,8	4,0	- 0,5
1979		14,0	-		5,4	-	+ 12,0
1980		2,0	17,0		4,1	6,8	- 8,9
1981 (e)		-	-		-	-	-

(a) Années civiles, ou fins de périodes.
(b) D'après la statistique des revenus, établie par l'Institut National de Statistique, et remplacée depuis l'Annuaire de 1974.
(c) D'après la comptabilité nationale, données provisoires de 1977 à 1981.
(d) D'après la Kredietbank, Bruxelles, hebdomadaires.
(e) Les estimations pour 1981 ne seront disponibles qu'en octobre 1982 pour la Kredietbank et en mai 1982 pour la Banque nationale.

Evolution de la rentabilité dans quelques secteurs (a)

SECTEURS	Place			Rentabilité d'exploitation (b) (en %)		
	1979	1980	1981	1979	1980	1981
Pétrole	1	1	1	13,3	16,1	15,8
Pharmacie	2	3	2	20,4	18,8	18,1
Electricité	3	4	3	10,3	10,3	11,4
Produits	6	5	4	6,8	7,2	6,9
Textile	5	5	7	5,8	4,7	5,0
Mat. électrique	10	6	10	- 11,1	4,6	4,8
Alimentation	14	7	13	1,6	1,9	3,5
Portefeuille	10	8	12	0,4	- 0,8	4,0
Divers	12	8	11	2,3	1,5	4,3
Fabr. métall.	10	9	8	3,0	- 0,4	6,8

Source : Banque de Paris et des Pays-Bas.

(a) Calculs d'après la comptabilité en 1980. Les données pour 1981 ne seront disponibles qu'en octobre 1982.
(b) Bénéfice net normalisé par le C.A. (résultats avant charges financières et impôts).

CHAPITRE PREMIER

INVESTISSEMENTS

A n'en plus douter, 1975 aura marqué un tournant important dans le développement des économies industrielles confirmées d'occident. Avec le recul du temps, apparaissent de plus en plus clairement la portée et l'enracinement profond des variations abruptes enregistrées alors dans nombre d'indicateurs socio-économiques. A la lumière de l'évolution ultérieure, elles livrent leur potentiel, signe méconnu alors par certains, entrevu mais insuffisamment fondé par d'autres, refusé enfin par une troisième catégorie d'analystes qui ne voulaient voir dans cette brusque chute de grandeurs numériques qu'un accident de parcours.

D'une façon plus précise, 1975 sera retenue par l'historien comme moment de la rupture entre deux vagues d'industrialisation, chacune d'entre elles, centrée sur quelques produits spécifiques. La première, l'ancienne, dont la dominance se termine, mais qui n'en disparaît pas pour autant, était construite autour de la production et de la première transformation de produits textiles, métalliques et chimiques, la seconde, la nouvelle, à peine née, place au cœur des produits élaborés, l'intelligence artificielle ou naturelle mais non réfléchie de la puce de silicium ou des formes élémentaires du vivant (cellule, bactérie). En ce sens, 1975 est d'abord et avant tout une crise d'adaptation structurelle de l'industrie.

1. — *Investissements productifs.*

A côté de nombreuses autres grandeurs socio-économiques, dont les moindres ne sont pas la production et l'emploi, les investissements tant sous l'angle de leur évolution au cours des dernières années que de leur structuration sectorielle, reflètent cette mutation d'abord cachée puis révélée brutalement en 1975, et confirmée depuis.

A l'augmentation régulière des investissements (voir le tableau « investissements dans l'ensemble de l'économie », en fin de ce chapitre) dans les industries manufacturières entre 1954 et 1974 (+ 6,6 % d'accroissement annuel moyen en volume) a succédé dès cette date une diminution affirmée des mêmes (− 4,3 % entre 1974 et 1981 en rythme annuel moyen). Pour un niveau sommet de 100 en 1974, plus jamais atteint depuis, le volume des investissements industriels (en prix de 1975) n'était plus que de 72 en 1981 après un redressement à 78 en 1980. A l'inverse, entre 1974 et 1981, les investissements dans les services ont augmenté à un rythme

annuel moyen de 3,0 %; le niveau de 1974 (= 100) a été largement dépassé et atteint 119,6 en 1981 (123,8 en 1980). Si l'on fait abstraction au sein de ces derniers des investissements des administrations publiques et de l'enseignement, la progression est encore plus marquée. Les services marchands progressent entre 1974 et 1981 de 3,6 % en moyenne l'an et leur niveau en 1981 est de 123,0 (120,9 en 1980) pour un départ de 100 en 1974. Aussi les investissements des industries manufacturières qui représentaient encore en 1974 un tiers des équipements productifs de l'économie (formation brute de capital fixe à l'exclusion des immeubles d'habitation) n'interviennent plus qu'à concurrence du quart en 1981.

Toutefois, la progression des investissements dans les services n'a pas été suffisante pour compenser la baisse des investissements industriels. De 1975 à 1979 le volume de la formation brute de capital fixe pour l'ensemble des secteurs producteurs nationaux est demeuré inférieur à celui de 1974; en 1980, il lui était supérieur (106,8 pour 1974 = 100) mais en 1981 la nouvelle contraction des investissements industriels et la réduction des investissements des administrations publiques entraînaient un retour du volume des investissements productifs de l'économie en-dessous de la barre des 100 (92,4).

Significative de la crise est donc l'évolution des investissements des industries manufacturières. Le volume des dépenses d'équipement du secteur des fers, acier et métaux non ferreux s'est effondré dès 1977 et son redressement en 1980 et 1981 le situe encore largement en-dessous du niveau record, atteint dans ce secteur en 1975 (75,8 en 1981 pour 100 en 1975). Dans les industries des fabrications métalliques, le volume des investissements en 1980 et 1981, quoique supérieur à la moyenne des années 1975-1979, demeure en-dessous de son sommet de 1973 (moyenne 95,8 en 1980-1981 pour 100 en 1973). Dans le secteur de la chimie et de ses activités connexes où la baisse des investissements est plus tardive (1977), le volume des dépenses productives entre 1977 et 1981, est, en moyenne, inférieur de près de moitié à celui du sommet de 1976 (55,3 en moyenne entre 1977 et 1981 pour 100 en 1976). Enfin, dernier secteur important dans l'ensemble des branches manufacturières nationales, l'industrie de l'alimentation et des boissons connaît également entre 1975 et 1981 un niveau d'investissement notablement inférieur à celui de 1974 (67 en 1981). A l'exception des industries du papier, de l'impression et de l'édition où le volume des investissements entre 1977 et 1980 est supérieur à celui du sommet de 1974 (mais en 1981 il revient à 90,6), toutes les autres branches d'activité manufacturières de taille restreinte n'ont en moyenne, au cours de la période 1975-1981, effectué des investissements qu'à concurrence d'environ la moitié du dernier sommet de 1974; plus particulièrement en 1981, les niveaux ont été des plus faibles.

Du côté des services marchands, deux secteurs ont montré un développement appréciable de leurs équipements entre 1974 et 1981 : les transports et communications (augmentation annuelle moyenne de 5,0 %) dont le niveau des investissements, particulièrement élevé en 1981, atteignait l'indice volume 143,6 au cours de cette année (pour 1974 = 100), et les professions médicales et autres services aux

ménages et aux entreprises (augmentation annuelle moyenne de 5,4 %) pour lesquelles un indice d'investissement de 125,7 est observé en 1981 (134,1 et 133,2 respectivement en 1979 et 1980, pour 1974 = 100).

Les investissements publics (administrations publiques, enseignement officiel et entreprises publiques) se sont également développés sans revers important au cours de la période 1974-1981. Leur niveau atteignait 130,3 en 1981 (1974 = 100) malgré un léger recul (– 1,6 %) durant cette dernière année par rapport à 1980.

En 1981 seuls deux secteurs de l'économie ont enregistré une augmentation de leurs investissements par rapport à l'année précédente : le secteur fer, acier et métaux non ferreux (essentiellement la sidérurgie) dans l'industrie, et les transports et communications (essentiellement les chemins de fer) dans les services marchands. Pour l'ensemble des industries (y compris le secteur des utilités publiques et la construction) le recul s'élève à 12,2 % tandis que pour les services il se monte à 3,3 %.

Dès la fin de 1981, une amélioration de la propension à investir s'est faite jour. Initiée dans les entreprises du secteur tertiaire, elle s'est par la suite affirmée et étendue aux entreprises industrielles. Ainsi 1982 est-elle caractérisée par un redressement des dépenses productives. C'est ce qui ressort des déclarations à la T.V.A. Pour l'ensemble des déclarants mensuels, la progression des dépenses d'investissement de 1981 à 1982 est de 12,0 % en valeur soit 9 % pour les entreprises industrielles (y compris les utilités publiques et la construction) et 16 % pour les entreprises non industrielles. Si, en valeur, le mouvement de reprise s'est étendu à la plupart des branches d'activité — parmi les exceptions importantes à ce mouvement, il faut citer la production d'électricité nucléaire et le secteur de la construction — il ne se solde toutefois pas encore pour toutes par un accroissement en volume par rapport à l'année antérieure.

Contrastant avec l'évolution manifestée en 1981, les investissements dans le secteur manufacturier se sont particulièrement accrus en 1982. Certes, le rôle joué par deux branches d'activité — la sidérurgie et la construction d'automobiles — a été déterminant pour les performances d'ensemble, cependant très peu nombreuses sont celles qui n'ont pas connu une évolution positive. Quelques unes (outre la sidérurgie et la construction d'automobiles déjà citées, l'industrie des minerais non métalliques, la chimie, l'industrie électro-technique, l'industrie textile, l'industrie du bois et du meuble, l'industrie du papier, de l'impression et de l'édition), se sont signalées par une progression importante des dépenses productives. D'autres cependant n'ont montré qu'une augmentation modérée (industries de l'alimentation et des boissons) voire médiocre (industrie du caoutchouc et du plastique, travaux non mécaniques en métal, construction de machines) de leurs investissements.

Dans le secteur énergétique, les raffineries de pétrole, dont les surcapacités de production sont avérées et les industries de l'électricité et de l'énergie nucléaire ont connu une diminution importante de leurs investissements; par contre, le secteur du gaz a fortement accru ses dépenses d'équipement.

Le secteur de la construction pâtit évidemment quant à son équipement du fort recul de la demande de logements et de la réduction du volume des investissements publics d'infrastructure.

Du côté du tertiaire, doit être particulièrement relevée, l'augmentation des investissements dans le commerce de gros, les transports et communication, les banques et les institutions de crédit.

Confirmation du redressement des investissements productifs en 1982 est trouvée dans les importations de biens d'équipement (+ 14,1 % en 1982 par rapport à 1981 - voir tableau en fin de ce chapitre), les livraisons au marché intérieur de biens d'équipement du secteur des fabrications métalliques et les constructions de bâtiments non-résidentiels réalisées en cours d'année (voir tableaux « industrie des fabrications métalliques » ainsi que « permis de bâtir et bâtiments commencés » au chapitre II, deuxième partie, production de biens et services du présent ouvrage).

En conclusion, après avoir enregistré un recul en 1981, le volume des investissements productifs devrait avoir crû légèrement en 1982. Cette évolution favorable ne répond toutefois plus comme au cours des années antérieures à 1974, à un développement prévisible et important des différentes composantes de la demande : la consommation privée intérieure est en recul depuis 1981, la consommation et l'investissement publics sont contraints par la nécessité d'équilibrer les finances publiques et les exportations ne croissent que modérément. Aussi des considérations stratégiques expliquent-elles avant tout l'amélioration des investissements en 1982 : renouvellement et adaptation de l'appareil de production en fonction d'une nouvelle division internationale des activités, en voie de réalisation. Celle-ci passe nécessairement par une phase de concurrence accrue entre les offreurs d'un marché requalibré à la dimension du monde, avant l'obtention d'un nouvel équilibre, fait d'acceptation réciproque des positions de marché redistribuées. La prise de risque inéluctable mais aussi l'attentisme stratégique caractérisent dès lors la politique d'investissement des entreprises. A cela s'ajoute la nécessité d'un retour à la santé financière pour la majorité d'entre-elles après la période de détérioration qu'elles ont connues et dont elles commencent à émerger.

Quelques mesures gouvernementales prises en vertu des pouvoirs spéciaux peuvent y contribuer. L'arrêté royal n° 16 ramène l'impôt des sociétés de 48 p.c. à 45 p.c. L'arrêté royal n° 15 complété par l'arrêté royal n° 150 encourage par ses deux volets l'émission de capital à risque dans le chef des entreprises, et la souscription d'actions de sociétés belges dans le chef des particuliers par l'octroi d'avantages fiscaux spécifiques. L'arrêté royal n° 48 enfin, instaure la déduction pour investissement et précise les notions de plus-value et d'amortissement; les entreprises ont la possibilité de diminuer leur bénéfice imposable par une déduction pour investissement égale à un pourcentage du prix d'acquisition du nouvel investissement (principalement les investissements économiseurs d'énergie et les investissements en recherche technologique).

2. — *Immeubles d'habitation.*

Demeurée exceptionnellement élevée de 1974 à 1979, la construction de nouveaux logements a fortement régressé par la suite au point d'atteindre un niveau critique pour l'activité du secteur dès 1981 (1).

En 1982, le recul par rapport à l'année antérieure du nombre de nouveaux logements dont la construction a été entreprise en cours d'année, se monte à 12,8 % faisant suite à une baisse de 32,1 % en 1981 par rapport à 1980. Le nombre de nouveaux logements autorisés régresse quant à lui d'un peu plus de 20 % par rapport à 1981.

Si en 1980 et 1981, le recul a surtout été le fait des logements non subventionnés, en 1982, les difficultés financières rencontrées par les sociétés publiques de logements ont entraîné une baisse des initiatives dans le chef de celles-ci.

Mise à part cette situation particulière et sans doute transitoire, la chute de la demande de nouveaux logements depuis 1980 résulte de la conjugaison de différents facteurs dont certains présentent un caractère structurel. Parmi ces derniers, les plus importants sont la faible croissance et le vieillissement de la population. En outre, le comportement du public se modifie progressivement quant à son choix entre logements neufs et existants. Il s'agit d'une évolution complexe répartie inégalement sur les plans géographique et socio-professionnel, mais qui déplace dans une large mesure l'accent vers la nécessité de la construction rénovée. A cet égard il faut noter que la Belgique ne souffre pas et n'a jamais souffert dans un passé récent de pénurie de logements mais dispose au contraire d'un important stock de logements dont certains sont toutefois d'âge avancé.

Un autre facteur déterminant a été dès 1979, la disparition d'une demande spéculative qui envisageait le logement comme un placement de haut rendement. La baisse de ce dernier a tari la demande qui s'y alimentait.

Enfin davantage liés à l'évolution économique à court terme, le niveau élevé des taux d'intérêts, les difficultés rencontrées quant à l'obtention et au maintien de l'emploi ainsi que la réduction de la part du revenu susceptible d'être allouée à l'acquisition d'un nouveau logement ont sans conteste influencé la construction de logement en 1981 et 1982.

En février, le gouvernement, suite à une table ronde regroupant les représentants du secteur de la construction, a décidé d'abaisser momentanément dans ce secteur le taux de la TVA de 17 à 6 % et ce jusqu'au 31 décembre 1983. (Arrêté royal

(1) Les statistiques des permis de bâtir et de la construction de nouveaux logements sont reprises dans le chapitre 2, 2ème partie, production de biens et services; les données de la comptabilité nationale relative aux immeubles d'habitation peuvent être trouvées dans le tableau placé en fin du présent chapitre, relatif aux investissements dans l'économie.

de pouvoirs spéciaux n° 1). Cette mesure, en raison de la pression exercée par des facteurs, tels que la hauteur des taux d'intérêt et la baisse du revenu réel des candidats propriétaires, n'a pas eu en 1982 l'effet souhaité.

*
* *

Accroissements annuels des investissements

(sur base des données mensuelles et trimestrielles relatives à la TVA - à prix courants)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	Variation par rapport à l'année précédente en %				
	1978	1979	1980	1981	1982 (a)
Combustibles solides	— 9,4	55,4	14,8	— 7,9	12,2
Raffinage de pétrole	3,7	24,7	143,7	8,4	—30,5
Electricité et énergie nucléaire	45,5	13,6	14,3	1,1	—12,9
Gaz	7,9	— 9,7	68,5	—21,7	81,4
Métallurgie de base	—34,5	3,5	34,2	—10,0	67,1
Industrie des produits minéraux non métalliques	6,0	—19,0	3,6	—29,7	36,6
Industrie chimique	—9,7	9,7	— 0,3	—15,9	16,3
Industrie transformatrice des métaux	13,7	38,3	12,1	—3,9	14,4
dont : fabrication d'ouvrages en métaux	27,8	— 7,7	26,4	—14,6	3,3
construction de machines	— 2,8	44,0	26,1	—30,3	— 1,0
construction électrique et électronique	10,3	13,9	17,0	—12,9	36,2
construction d'automobiles	53,1	70,5	36,0	31,1	33,3
Industrie produits alimentaires, boissons, tabac	23,8	— 2,8	4,0	—10,6	12,6
Industrie textile	— 7,8	— 2,3	31,0	—17,8	32,4
Industrie du bois et du meuble	5,7	— 4,0	10,8	—24,3	20,8
Industrie du papier, imprimerie et édition	40,7	10,8	— 0,7	— 2,3	18,3
Industrie du caoutchouc et matières plastiques	3,1	5,4	8,7	— 5,1	6,8
Bâtiments et génie civil	6,4	22,3	—15,0	—13,6	— 7,9
Entreprises industrielles	**11,4**	**12,1**	**11,6**	**— 7,5**	**9,0**
Commerce	9,8	16,7	— 4,1	2,6	12,7
Transports et communications	53,3	—21,6	5,1	6,9	14,5
Crédit, assurances, services aux entreprises	— 8,7	17,1	18,4	— 4,4	16,7
Autres services	9,8	17,9	— 8,8	7,3	10,0
Entreprises non industrielles	**20,7**	**— 0,4**	**3,8**	**— 0,9**	**13,9**
Ensemble des déclarants	**16,0**	**5,7**	**7,9**	**— 4,5**	**11,4**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique.

(a) Données provisoires.

Investissements dans l'ensem

Défense nation

(en milli

DÉSIGNATION	En 9		
	1977	1977	1979
1. Agriculture, sylviculture et pêche	13 195	15 138	13.380
2. Industries extractives	1 897	2 232	2 785
a) Charbonnages, y compris leurs centrales électriques	*508*	*790*	*1 013*
b) Autres industries extractives	*1 389*	*1 442*	*1 772*
3. Industries manufacturières	74 453	71 277	72 744
a) Alimentation, boissons, tabac	*11 623*	*13 914*	*13 595*
b) Textiles	*4 022*	*3 556*	*3 739*
c) Vêtements et chaussures	*1 034*	*1 107*	*979*
d) Bois et meubles	*3 153*	*3 021*	*3 405*
e) Papier, impression, édition	*4 069*	*5 809*	*6 176*
f) Chimie et activités connexes	*19 369*	*16 980*	*16 594*
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	*4 774*	*5 394*	*4 826*
h) Fer, acier et métaux non ferreux	*7 304*	*4 155*	*3 525*
i) Fabrications métalliques et constructions navales	*17 342*	*15 943*	*18 273*
j) Activités diverses n.d.a.	*1 763*	*1 398*	*1 632*
4. Construction	11 573	11 057	11 716
5. Electricité, gaz et eau	34 061	33 350	33 042
6. Commerce, banque, assurances, immeubles d'habitation	224 705	234 101	214 723
a) Commerce, banque et assurances	*54 138*	*52 702*	*56 187*
b) Immeubles d'habitation	*170 567*	*181 399*	*158 536*
7. Transports et communications	55 751	65 123	63 955
a) Transports par voie ferrée	*17 516*	*19 087*	*19 819*
b) Transports par route	3 637	3 651	4 625
c) Transports maritimes, navigation fluviale, ports	*17 503*	*25 734*	*22 544*
d) Transports aériens	*267*	*633*	*2 068*
e) Poste, télégraphe, téléphone, radio et télévision	*16 828*	*16 018*	*14 899*
8. Services	110 954	106 044	112 944
a) Pouvoirs publics (y compris les routes)	*54 569*	*52 913*	*55 053*
b) Enseignement (officiel et libre)	*30 430*	*28 896*	*29 163*
c) Autres	*25 955*	*24 235*	*28 728*
Formation intérieure brute de capital fixe (1 à 8)	**526 589**	**538 322**	**525 289**
9. Variations de stocks	7 370	7 064	16 266
a) Cheptel	*— 30*	*664*	*— 234*
b) Autres stocks	*7 400*	*6 400*	*16 500*
Total (de 1 à 9)	**533 959**	**545 386**	**541 555**
Ajustement statistique	3 060	1 565	5 956
Formation intérieure brute de capital	**537 019**	**546 951**	**547 511**

(a) Suivant les comptes nationaux. Les données pour 1982 ne sont pas encore disponibles.

'économie (a)

ue
'a s)

19 5		A prix courants				
980	1981	1977	1978	1979	1980	1981
2 460	11 045	14 683	17 206	15 963	15 294	14 087
2 648	2 325	2 036	2 462	3 053	2 999	2 712
1 045	*1 071*	*553*	*878*	*1 070*	*1 122*	*1 201*
1 603	*1 254*	*1 483*	*1 584*	*1 983*	*1 877*	*1 511*
94 061	86 769	81 194	79 417	83 580	109 189	103 427
14 490	*10 531*	*12 732*	*15 423*	*15 686*	*17 078*	*12 827*
4 552	*3 570*	*4 340*	*3 910*	*4 280*	*5 231*	*4 238*
1 021	*874*	*1 139*	*1 265*	*1 132*	*1 204*	*1 066*
3 220	*1 857*	*3 490*	*3 426*	*3 976*	*3 812*	*2 270*
6 897	*5 203*	*4 405*	*6 437*	*7 058*	*7 985*	*6 181*
19 878	*18 472*	*21 104*	*18 919*	*18 758*	*22 820*	*21 803*
4 782	*3 134*	*5 192*	*6 073*	*5 603*	*5 678*	*3 852*
11 596	*17 489*	*7 879*	*4 558*	*3 954*	*13 225*	*20 453*
25 749	*23 958*	*18 933*	*17 824*	*21 257*	*29 951*	*28 705*
1 876	*1 681*	*1 980*	*1 582*	*1 876*	*2 205*	*2 032*
10 465	7 619	12 665	12 522	13 515	12 226	9 142
29 782	23 560	38 379	39 820	41 906	39 592	33 249
12 682	144 848	264 555	290 975	280 088	297 951	209 244
55 782	*51 231*	*61 800*	*62 300*	*69 400*	*71 300*	*68 600*
59 900	*93 617*	*202 755*	*228 675*	*210 688*	*226 651*	*140 644*
67 920	72 888	61 667	73 547	75 194	82 484	92 279
25 700	*32 264*	*19 967*	*22 456*	*24 197*	*32 328*	*42 523*
3 750	*2 798*	*4 150*	*4 294*	*5 624*	*4 709*	*3 625*
17 588	*18 996*	*19 171*	*28 463*	*26 290*	*21 761*	*24 187*
4 071	*1 832*	*360*	*800*	*2 355*	*4 666*	*2 294*
16 811	*16 998*	*18 019*	*17 534*	*16 728*	*19 020*	*19 650*
122 847	114 177	127 979	128 624	143 668	165 859	168 250
62 878	*55 953*	*62 541*	*63 974*	*69 398*	*84 071*	*82 312*
31 430	*31 299*	*35 538*	*35 650*	*38 170*	*44 188*	*48 238*
28 539	*26 925*	*29 900*	*29 000*	*36 100*	*37 600*	*37 700*
552 865	**463 231**	**603 158**	**644 573**	**656 967**	**725 594**	**632 390**
5 394	9 922	7 917	8 397	19 912	7 016	12 345
— 506	*— 978*	*83*	*697*	*— 188*	*— 684*	*—2 555*
5 900	*10 900*	*8 000*	*7 700*	*20 100*	*7 700*	*14 900*
558 259	**473 153**	**611 075**	**652 970**	**676 879**	**732 610**	**644 735**
— 786	—3 015	1 317	—1 837	1 471	— 218	6 725
557 473	**470 138**	**612 392**	**651 133**	**678 350**	**732 392**	**651 460**

Source : Institut National de Statistique.

Répartition sectorielle des investissements étrangers prévus

(en millions de francs)

SECTEUR	1978	1979	1980	1981	1982		Total de 1959 à 1982	
					Données absolues	%	Données absolues	%
Métal	2 865	1 075	1 428	1 674	3 973	45,4	65 487	26,5
Chimie, pétrole, papier	4 137	5 752	781	2 766	2 995	34,2	111 267	44,9
Textile	151	28	62	167	23	0,3	10 397	4,2
Autres	5 003	3 846	3 453	3 973	1 758	20,1	60 436	24,4
Total ...	**12 156**	**10 701**	**5 724**	**8 580**	**8 749**	**100,0**	**247 587**	**100,0**
dont :								
industrie	*7 454*	*7 488*	*2 563*	*5 457*	*7 292*	*83,4*	*204 861*	*82,7*
commerce	*2 122*	*1 093*	*1 290*	*1 208*	*782*	*8,9*	*16 808*	*6,8*
services	*2 580*	*2 120*	*1 871*	*1 915*	*675*	*7,7*	*25 918*	*10,5*

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Répartition des investissements étrangers prévus par pays de provenance

(en millions de francs)

PAYS	1978	1979	1980	1981	1982		Total de 1959 à 1982	
					Données absolues	%	Données absolues	%
R.F. d'Allemagne ...	1 030	246	996	2 378	191	2,2	28 046	11,3
France	366	422	768	610	249	2,9	25 019	10,1
Italie	65	7	62	11	7	0,1	3 612	1,4
Luxembourg	167	1 319	73	99	109	1,2	2 464	1,0
Pays-Bas	1 924	624	872	959	1 929	22,0	26 617	10,8
Royaume Uni	358	3 339	507	535	464	5,3	16 514	6,7
Danemark	21	14	25	3	—	—	190	0,1
Irlande	—	—	1	1	—	—	4	—
C.E.E. ...	**3 931**	**5 971**	**3 304**	**4 596**	**2 949**	**33,7**	**102 466**	**41,4**
Etats-Unis	5 140	3 115	1 066	976	3 408	39,0	108 701	43,9
Japon	559	46	680	2 140	12	0,1	6 676	2,7
Suède	41	6	41	97	4	0,0	2 653	1,1
Suisse	277	279	248	49	2 062	23,6	6 175	2,5
Autres pays	2 208	1 284	385	722	314	3,6	20 916	8,4
Total ...	**12 156**	**10 701**	**5 724**	**8 580**	**8 749**	**100,0**	**247 587**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Répartition régionale des investissements étrangers prévus dans les industries manufacturières

(en millions de francs)

PROVINCE ET RÉGION	1978	1979	1980	1981	1982	
					Données absolues	%
Anvers	2 179	4 681	1 087	2 040	145	2,0
Flandre occidentale	62	—	—	—	—	—
Flandre orientale	465	1 055	350	852	3 150	43,2
Limbourg	822	175	42	375	—	—
Brabant flamand	249	295	30	—	140	1,9
Région flamande	*3 715*	*6 268*	*1 509*	*3 267*	*3 435*	*47,1*
Hainaut	1 267	436	218	—	—	—
Liège	833	190	661	67	1 947	26,7
Luxembourg	1 200	—	25	—	—	—
Namur	177	80	85	—	—	—
Brabant wallon	209	275	—	70	75	1,0
Région wallonne	*3 686*	*981*	*989*	*137*	*2 022*	*27,7*
Bruxelles-Capitale	*53*	*240*	*65*	*2 053*	*1 835*	*25,2*
Le Royaume ...	**7 454**	**7 489**	**2 563**	**5 457**	**7 292**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Société Nationale d'Investissement

Répartition sectorielle du portefeuille propre au 30 septembre 1982

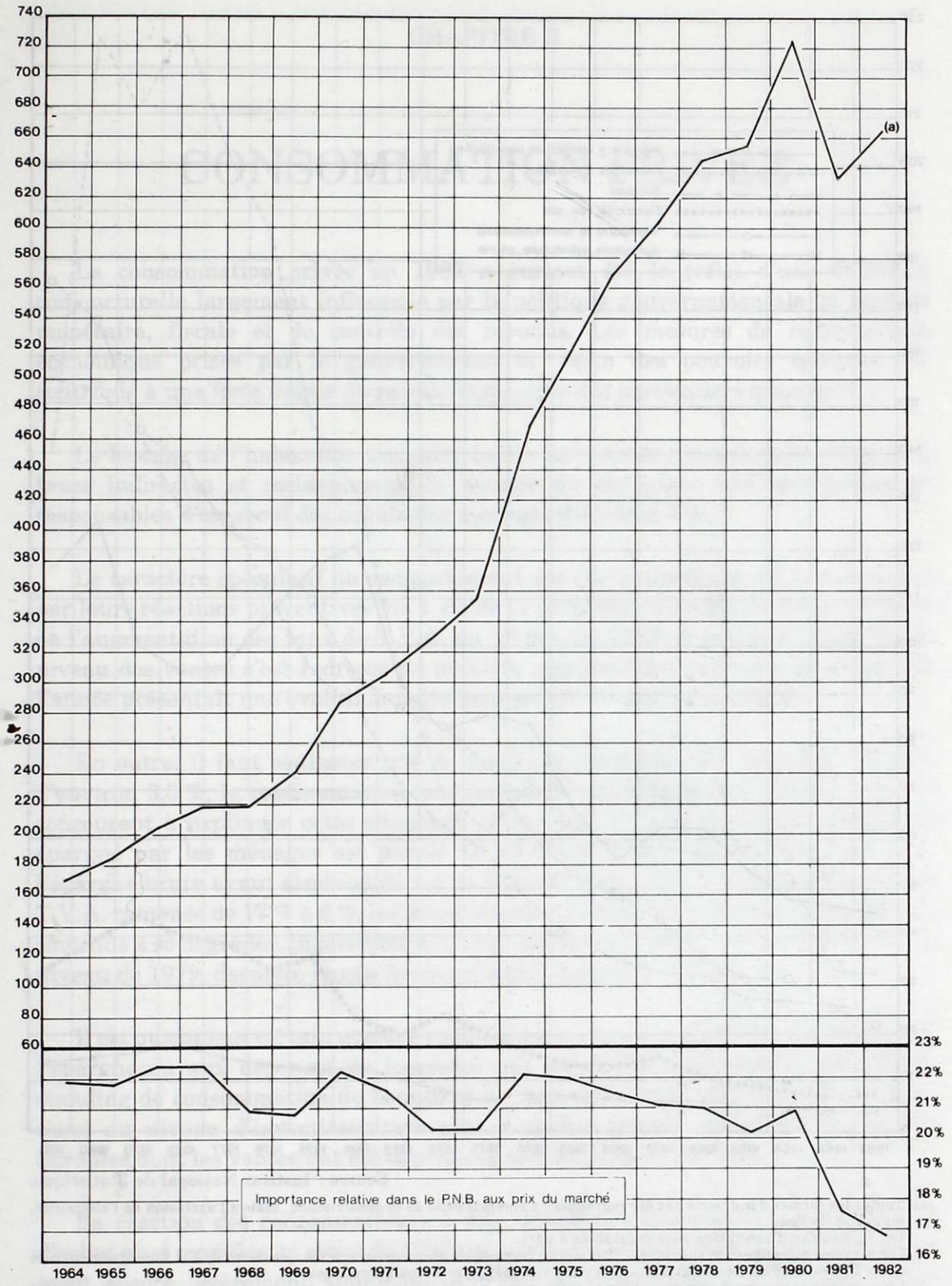
BRANCHE D'ACTIVITÉ	Montants	
	en millions de francs	en %
Alimentation	111,1	1,44
Textile	207,0	2,69
Bois, plastique et fibre de verre	297,1	3,86
Papier et imprimerie	530,7	6,89
Chimie	622,7	8,09
Métallurgie de base	374,7	4,87
Fabrications métalliques	541,3	7,03
Energie	895,7	11,63
Construction et matériaux de construction	219,1	2,85
Electronique et télécommunications	277,5	3,60
Transports et manutentions	1 622,2	21,06
Financements spécialisés	1 342,5	17,43
Etude, ingénieries et transfert de technologie	265,9	3,45
Autres biens et services	393,6	5,11
Total	**7 701,1**	**100,00**

Source : Société Nationale d'Investissement.

Formation intérieure brute de capital

Défense nationale et variations de stocks exclues

(en milliards de francs - à prix courants)



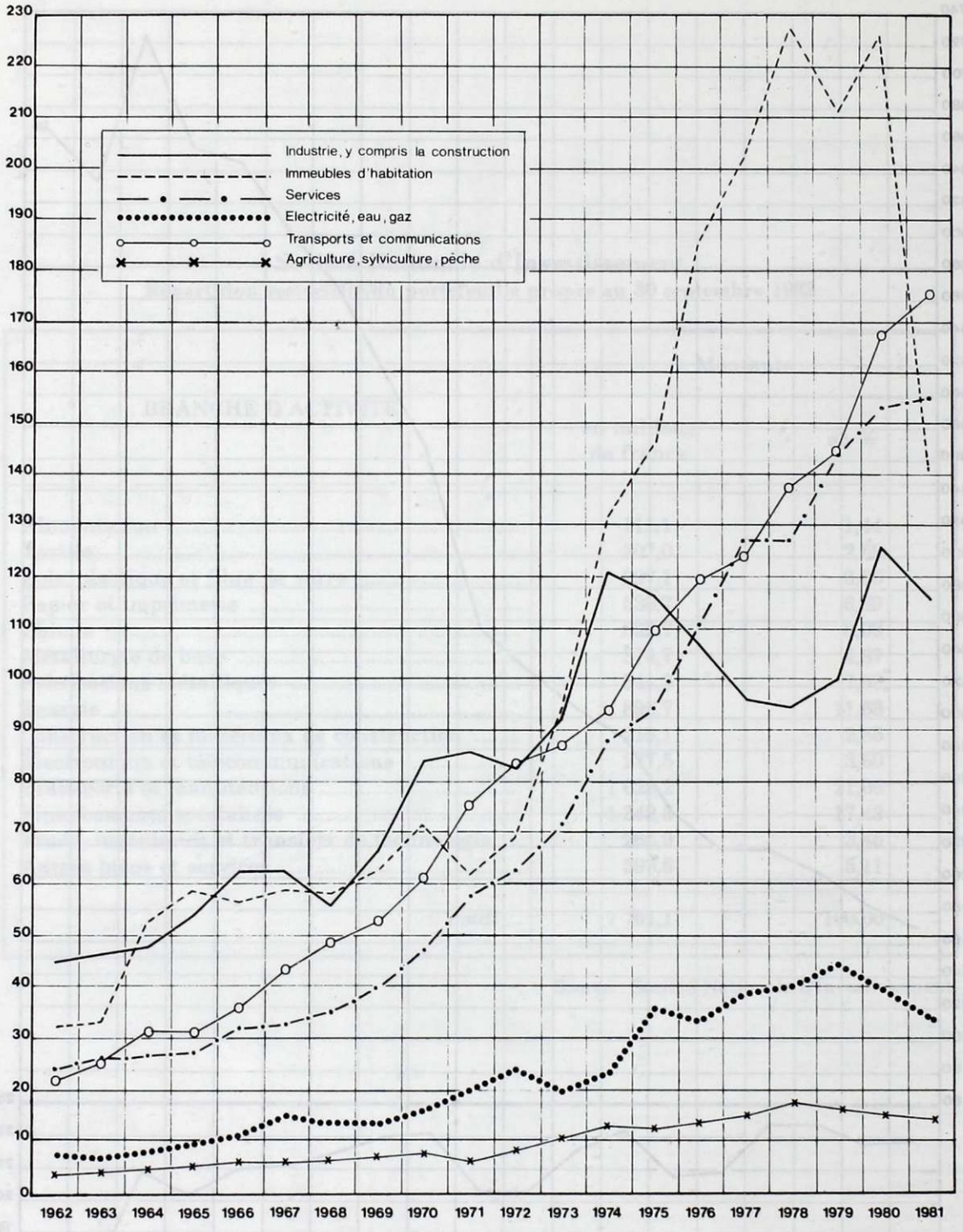
Source : Institut National de Statistique.

(a) Estimation.

Formation intérieure brute de capital des secteurs de l'activité économique (a)

Défense nationale et variations de stocks exclues

(en milliards de francs - à prix courants)



Source : Institut National de Statistique.

(a) Toutes les formes d'industrie ont été regroupées y compris celle de la construction, mais à l'exclusion de l'électricité, du gaz et de l'eau.
Les immeubles d'habitation sont considérés à part.
Les services regroupent la rubrique « Commerce, banques et assurances », ainsi que celles de l' « Enseignement » et des « Professions médicales et autres services aux ménages et aux entreprises ».
La rubrique « Service-Pouvoirs publics » intéressant en majeure partie les transports et communications, a été englobée dans ceux-ci.

CHAPITRE II

CONSOMMATION PRIVEE

La consommation privée en 1982 a surtout été le reflet d'une évolution conjoncturelle largement influencée par la politique gouvernementale en matière monétaire, fiscale et de contrôle des revenus. Les mesures de redressement économique prises par le gouvernement en vertu des pouvoirs spéciaux ont contribué à une forte baisse du revenu disponible des particuliers (plus de 3 %).

Le blocage de l'indexation des salaires, les hausses de cotisations sociales et de taxes indirectes et incidemment, la montée du chômage, sont principalement responsables d'un recul des achats des ménages d'environ 1 %.

Le caractère spéculatif du comportement des consommateurs est bien souligné par leurs réactions préventives vis à vis de la dévaluation du FB de février 1982 et de l'augmentation des taux de T.V.A. du 1er janvier 1983. A ces deux occasions, le niveau des ventes s'est redressé de manière spectaculaire alors que le restant de l'année présentait une évolution nettement en retrait par rapport à 1981.

En outre, il faut souligner que si le revenu disponible des ménages diminue d'environ 3,5 %, la consommation ne s'est tassée que d'environ 1 %. Deux raisons concourent à expliquer cette situation. D'une part, la part du revenu disponible épargné par les ménages est passée de 19,3 % à 17,5 %, le montant global de l'épargne brute ayant diminué de 4,8 %. D'autre part, malgré l'instauration d'une T.V.A. ramenée de 17 % à 6 %, les investissements des particuliers en logements ont continué à se dégrader, la production de logements neufs étant tombée à 42 % de son niveau de 1979, dernière année de bonne activité dans le secteur.

Il est quasiment certain que des sommes qui auraient auparavant été affectées à l'épargne ou aux dépenses de logement ont été reconverties vers le soutien du standing de consommation de beaucoup de ménages. Cette évolution se remarque aussi au niveau d'investissements plus modestes comme les articles ménagers durables dont les ventes ont été déprimées tout au long de l'année.

La réaction des consommateurs à une deuxième année de baisse du pouvoir d'achat s'est modifiée au cours de 1982 par rapport à 1981. Il y a deux ans, l'épargne avait encore légèrement augmenté (épargne de précaution) donnant lieu à une baisse des achats de biens et services d'environ 2 % sans véritable réorientation du modèle de consommation des particuliers. En 1982, les ménages ont essayé de

maintenir un certain niveau de dépenses courantes en reportant certains achats de biens durables et en abaissant le standard de gamme des produits consommés mais sans pouvoir éviter de puiser assez profondément dans leur épargne. Des informations en provenance de la distribution étayent le point de vue. Elles font état de réorientations des achats des consommateurs des produits haut de gamme vers des produits plus simples et moins chers, même dans le secteur de l'alimentation.

La tendance au renforcement des liens existants entre la consommation et le climat conjoncturel s'est fortement accentuée au cours de l'année et cette évolution entraîne et entraînera encore des modifications structurelles dans l'affectation du budget des ménages qui seront mises en évidence ci-après.

L'évolution détaillée des ventes à la consommation peut être suivie à partir de deux indices statistiques établis de manière différente qui sont repris dans deux tableaux distincts :

— les statistiques du chiffre d'affaires du commerce de détail établies par l'I.N.S. sur base d'enquêtes auprès des commerçants, présentent des résultats pour quatre principaux secteurs (1).

— les statistiques publiées par l'I.N.S. à partir des données fiscales qui relèvent le montant des opérations du commerce de détail soumises à la T.V.A. Les indices ont été corrigés par la D.G.E.D. pour éliminer l'impact des sommes de plus en plus importantes déclarées à l'exportation par certains secteurs.

En effet, notamment dans les postes « moyens de transports » et « commerce à assortiment » variés, celles-ci atteignent 10 % des déclarations, chiffre en hausse de 3 à 4 % par rapport à 1981. Dans ces conditions, les indices du chiffre d'affaires publiés par l'I.N.S., s'ils sont encore significatifs pour apprécier le volume du chiffre d'affaires du commerce, ne peuvent plus être pris en considération sans correction pour suivre la croissance des ventes au détail dans l'optique de la demande intérieure.

Après déflation par les indices de prix correspondants par la D.G.E.D., les deux statistiques présentent une évolution similaire du taux de croissance en volume du commerce de détail, avec un recul plus important pour les données T.V.A. (−1,1 %) que pour les indices de l'enquête I.N.S. (−0,6 %). Cette petite différence s'explique par le fait que les données T.V.A. reprennent l'ensemble des déclarants alors que l'enquête I.N.S., si elle est exhaustive pour la grande distribution, procède par sondage pour le petit commerce de détail qui représente encore plus de 70 % des ventes au consommateur.

Il résulte de l'examen des variations trimestrielles des ventes totales que seul le premier trimestre bénéficie d'une croissance par rapport à 1981. Il s'agit surtout de l'impact de la dévaluation du FB de février 1982, les consommateurs s'étant attendus à de fortes hausses de prix, ils ont fait des achats anticipatifs importants

(1) Les indices du quatrième trimestre sont encore provisoires à l'heure actuelle du fait de modifications apportées à l'échantillonnage.

dans tous les secteurs. Les trois autres trimestres présentent une évaluation en retrait par rapport à 1981 avec un léger redressement au mois de décembre suite à de nouveaux achats anticipatifs en vue de la hausse de la T.V.A. au 1er janvier 1983. Cette nouvelle vague d'achats a permis au taux de croissance annuel de ne reculer que d'environ 1 %.

Quant à la ventilation des différents postes des ventes au détail, seuls les secteurs de l'habillement (traditionnellement en croissance), et les articles de bureau et de papeterie (comprenant aussi la micro-informatique), voient leur chiffre d'affaires progresser par rapport à 1981. Les ventes alimentaires et d'articles d'équipement du foyer stagnent alors que les postes carburants, autres commerces de détail (comprenant les combustibles), et les articles divers non alimentaires vendus en supermarchés sont en chute très accentuée. Le budget « énergie » des ménages semble avoir sérieusement retréci suite à l'hiver relativement clément et aux restrictions de pouvoir d'achat qui commencent à faire sentir leurs effets sur le poste « essence » des automobilistes.

En ce qui concerne les biens durables, il est noté une stabilisation pour les articles ménagers uniquement due au spectaculaire redressement des achats au quatrième trimestre précédant le relèvement de la T.V.A. sur ces produits. Ce phénomène est d'ailleurs confirmé par un contre-coup sévère au premier trimestre de 1983. Sans cette modification purement accidentelle, les ventes d'articles d'équipement du foyer auraient subi un nouveau recul à l'image des ventes du secteur « moyens de transport » dont le chiffre d'affaires décroît de 3 % en volume.

Les résultats de l'enquête I.N.S. sur le taux d'équipement des ménages en biens durables, confirment la stagnation de la demande en électroménager. Les types de produits qui étaient en diffusion rapide parmi les ménages (congélateur, TV-couleurs), voient leur taux de pénétration se stabiliser. Etant donné que l'enquête a eu lieu en 1982 (année de forte rétraction des ventes de biens durables), il paraît raisonnable de considérer que le taux d'équipement des ménages va continuer à rester stable au niveau actuel, compte tenu d'une saturation progressive de l'équipement en réfrigérateurs et machines à laver.

L'analyse du nombre d'immatriculations de véhicules neufs (statistique fournie par l'Office de la Circulation Routière) indique seulement une légère diminution de celles-ci de 1981 à 1982 (−1,7 %) grâce à l'impact du salon de l'auto de janvier 1982. Par contre, la comparaison avec 1980, également avec salon, fait apparaître un recul de 13,6 % des immatriculations ce qui signifie une stabilisation des ventes de 1982 à un niveau très bas.

De plus, pour la première fois, il est observé une recrudescence du marché de l'occasion (hausse de 2 % des immatriculations de véhicules usagés), ce qui semble indiquer une préférence croissante des utilisateurs de l'automobile pour le marché de seconde main, qui présente des véhicules moins chers, mieux adaptés aux ressources financières de plus en plus resserrées d'une part importante des ménages. Ce comportement s'intègre d'ailleurs parfaitement dans la tendance très

marquée à réduire les coûts de l'automobile par la baisse du kilométrage parcouru (chute des ventes de carburant) et par la diminution des coûts d'entretien (réparations par les particuliers).

La consommation de services, toujours difficile à estimer étant donné la faiblesse des données statistiques disponibles, peut être approchée par l'examen du chiffre d'affaires soumis à la T.V.A. déclaré par les principaux secteurs. Après déflation par les indices de prix calculés par la D.G.E.D., la hausse du chiffre d'affaires des services est estimée à 3,2 %, en net progrès par rapport à 1981 (+0,8 %). Les postes ayant trait aux loisirs comme l'HORECA et les services récréatifs et culturels progressent de plus de 5 % et échappent à la réduction des dépenses des ménages induite par la baisse du pouvoir d'achat. Une des raisons possibles aux bons résultats dans ces secteurs serait le fait que beaucoup de Belges, ayant réduit leur budget vacances, soient restés en Belgique en y consommant ce type de service qui est peu exposé à la crise. Le poste « réparation de biens de consommation » est également en hausse très nette ce qui est une conséquence logique de la réduction des achats de biens ménagers durables, ceux-ci devant être utilisés plus longtemps. Seuls les services personnels (comme la coiffure) sont en stagnation mais cela n'affecte pas la bonne performance de l'ensemble des services qui bénéficient de la poussée constante des activités de loisirs en pleine expansion malgré les difficultés économiques actuelles.

La manière dont les consommateurs belges perçoivent l'évolution conjoncturelle se reflète dans les réponses à l'enquête effectuée quadrimestriellement par les Communautés européennes.

Deux tableaux ont été retenus qui mettent en évidence la manière dont les Belges suivent l'évolution de leur situation financière à travers leur revenu net et de leur capacité d'épargne. Les réponses sont classées par catégories de revenus ce qui permet de se faire une idée beaucoup plus précise des opinions divergentes des différents niveaux de rémunérations :

— les ménages percevant des revenus mensuels nets inférieurs à 18 000 F estiment que leurs revenus se sont dégradés et doutent de plus en plus de leur capacité à mettre de l'argent de côté ;

— les ménages des catégories de revenus entre 18 000 et 35 000 F signalent une très forte dégradation de leur situation financière et envisagent de moins en moins d'épargner une plus grande partie de leurs revenus ;

— les catégories de revenus allant de 35 000 à 50 000 F font aussi état d'une dégradation de leur situation financière et, eux qui en 1981 entendaient ne pas réduire leur épargne, souhaitent maintenant ne plus épargner une partie plus importante de leurs revenus ;

— les catégories de revenus supérieurs à 50 000 F voient également leur situation financière devenir moins bonne et envisagent de réduire légèrement leur épargne.

Malgré le classicisme des questions posées, les réponses à celles-ci montrent bien la montée de la perception de la contraction de leur pouvoir d'achat par les ménages. Par rapport à 1981, ceux-ci, quelle que soit la catégorie de revenus à laquelle ils appartiennent, ont décidé de réduire leur épargne ce qui s'est effectivement produit.

*
* *

Evolution des opérations relevées par la T.V.A. dans différents postes de la consommation privée (a)

(croissance en % par rapport à l'année précédente)

DÉSIGNATION	1981		1982									
			1er trimestre		2e trimestre		3e trimestre		4e trimestre (b)		L'année (b)	
	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
Commerce de détail	4,4	−2,2	9,8	1,6	7,3	−2,8	8,3	−1,4	8,8	−0,7	8,5	−1,1
Horeca	*8,4*	*3,0*	*10,4*	*6,1*	*7,4*	*3,7*	*10,5*	*7,3*	*9,2*	*5,4*	*9,1*	*5,3*
Réparation de biens de consommation	*0,6*	*−5,8*	*9,4*	*2,2*	*10,7*	*3,9*	*14,6*	*7,6*	*18,0*	*12,1*	*13,1*	*6,4*
Services récréatifs et culturels	*24,4*	*18,4*	*27,8*	*19,6*	*7,9*	*11,8*	*15,1*	*6,1*	*17,4*	*6,8*	*16,5*	*7,8*
Services personnels	*5,7*	*0,1*	*5,9*	*−2,4*	*5,5*	*−1,4*	*3,8*	*−1,3*	*8,4*	*5,6*	*5,9*	*0,2*
Total services (c)	6,5	0,8	10,8	4,8	8,2	0,9	11,1	3,2	12,7	4,8	10,5	3,2
Total consommation des ménages en biens et services (c)	**4,8**	**−1,6**	**10,0**	**2,5**	**7,6**	**−1,8**	**9,1**	**−0,1**	**9,9**	**0,8**	**8,9**	**−0,5**

(a) Tous déclarants réunis. Les désignations sont relatives au type de commerce.
(b) Données provisoires.
(c) Estimations.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut national de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des opérations relevées par la T.V.A. dans le commerce de détail (a)

(croissance en % par rapport à l'année précédente)

DÉSIGNATION	1981		1982									
			1er trimestre		2e trimestre		3e trimestre		4e trimestre (b)		L'année (b)	
	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
Alimentation	7,3	1,1	10,2	1,0	10,7	0,4	11,2	0,5	9,3	0,7	10,3	0,6
Produits de beauté et d'entretien	6,8	2,2	7,1	1,5	5,5	−0,1	9,5	2,0	10,7	1,7	8,1	1,3
Habillement	8,2	5,1	6,1	0,8	5,6	0,1	6,6	0,8	9,1	3,8	7,0	1,5
Chaussures	4,5	− 3,8	7,9	0,2	9,6	2,9	11,9	5,5	8,4	2,8	5,9	0,1
Textile d'ameublement	−2,6	3,3	6,8	1,3	8,5	3,3	7,9	1,8	11,6	4,7	8,8	2,8
Equipement du foyer	4,0	1,0	4,7	1,3	− 5,4	−8,7	1,2	−2,5	14,2	10,2	3,7	0,0
Autos, cycles, accessoires	0,3	7,4	13,5	2,4	7,6	−5,0	8,1	−6,5	12,4	− 1,7	10,4	−2,7
Carburants et lubrifiants	0,8	15,4	12,0	8,9	16,4	0,4	15,8	8,6	11,2	− 2,6	13,8	1,0
Papiers, livres, fournitures	9,6	1,8	4,3	−4,8	5,7	−3,6	4,6	−2,2	6,3	0,4	5,7	−2,0
Autres commerces de détail (c)	3,7	− 9,4	15,1	3,0	10,6	−3,4	7,8	−3,8	10,4	− 2,1	10,8	−1,8
Commerce à assortiment varié	5,5	0,0	4,9	−2,7	6,1	−4,1	5,5	−3,5	5,8	− 4,0	5,6	−4,0
Total ...	**4,4**	**− 2,2**	**9,8**	**1,6**	**7,3**	**−2,8**	**8,3**	**−1,4**	**8,8**	**− 0,7**	**8,5**	**−1,1**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut national de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Tous déclarants réunis.
(b) Données provisoires.
(c) Comprend le commerce de détail en : articles pour la photo et l'optique, horlogerie et bijouterie, jouets, articles de sport, armes, fleurs et plantes, semences et engrais, articles de cadeaux, divers et les combustibles qui prennent une part majeure dans cette rubrique.

Evolution des ventes au détail (a)

(croissance en % par rapport à la même période de l'année précédente)

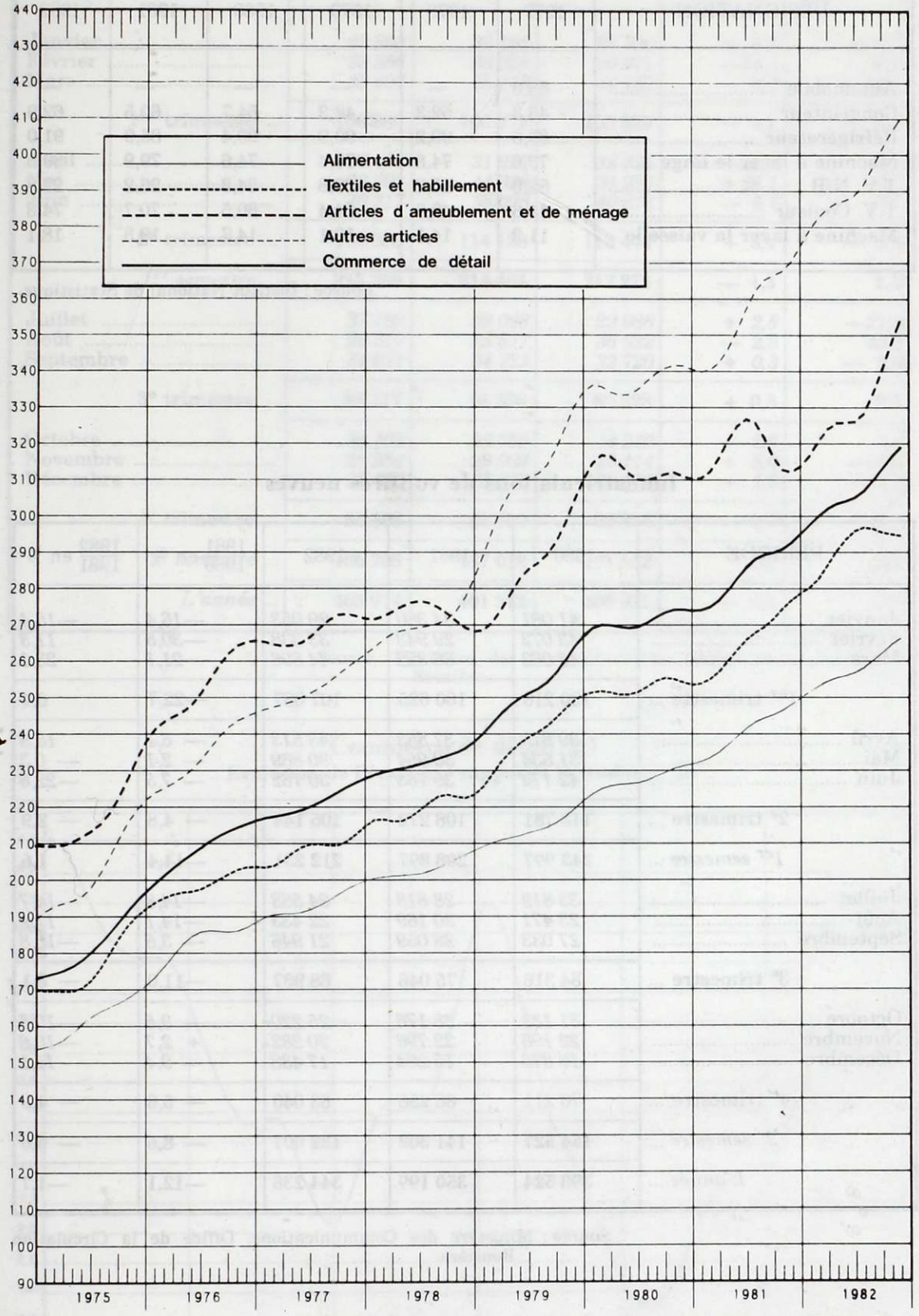
DÉSIGNATION	1981		1982									
			1er trimestre		2e trimestre		3e trimestre		4e trimestre		L'année	
	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité
Alimentation	5,9	−0,2	8,1	−0,8	7,0	−3,0	6,7	−3,5	7,6	−0,8	7,3	−2,1
Textile et habillement ...	4,8	1,3	12,4	6,2	7,5	2,1	11,7	5,5	7,6	2,1	9,5	3,7
Ameublement et ménage	1,5	−1,7	2,9	−0,9	−2,1	−6,1	3,0	−1,5	11,9	6,0	4,1	−0,5
Autres articles	4,9	−6,3	10,8	2,2	11,5	−1,1	9,5	−0,6	9,1	−2,5	10,2	−0,5
Total ...	**4,6**	**−2,0**	**9,0**	**1,5**	**7,0**	**−2,3**	**7,6**	**−1,1**	**8,8**	**−0,2**	**8,1**	**−0,6**

(a) Enquête I.N.S. Données provisoires.
Les résultats en quantité pour les catégories de biens sont obtenus en déflatant les résultats en valeur par des indices de prix correspondants.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des indices du chiffre d'affaires dans le commerce de détail

Répartition par type de biens — indices en valeur
(séries désaisonnalisées et lissées — 1970=100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Taux d'équipement des ménages belges en biens durables

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Automobile	68,0	—	—	—	—	—
Congélateur	46,3	52,3	48,3	54,7	60,5	62,9
Réfrigérateur	89,6	90,2	90,9	90,4	85,9	91,0
Machine à laver le linge	73,0	74,8	70,4	74,6	79,9	80,5
T.V. N/B	52,0	45,2	39,8	34,3	26,2	22,8
T.V. Couleur	41,6	49,8	54,4	60,5	70,7	74,3
Machine à laver la vaisselle	11,2	14,1	12,1	14,7	19,8	18,1

Source : Institut National de Statistique.

Immatriculations de voitures neuves

PÉRIODE	1980	1981	1982	$\frac{1981}{1980}$ en %	$\frac{1982}{1981}$ en %
Janvier	*41 081*	*34 360*	*29 053*	*—16,4*	*—15,4*
Février	*43 072*	*29 943*	*33 338*	*—30,5*	*11,3*
Mars	*46 063*	*36 322*	*44 696*	*—21,1*	*23,1*
1er trimestre	130 216	100 625	107 087	—22,7	6,4
Avril	*39 973*	*37 553*	*43 513*	*— 6,1*	*15,9*
Mai	*31 634*	*30 954*	*30 869*	*— 2,1*	*— 0,3*
Juin	*42 174*	*39 765*	*30 762*	*— 7,5*	*—22,6*
2e trimestre	113 781	108 272	105 144	— 4,8	— 2,9
1er semestre	**243 997**	**208 897**	**212 231**	**—14,4**	**1,6**
Juillet	*33 812*	*28 818*	*24 588*	*—14,8*	*—14,7*
Août	*23 471*	*20 169*	*22 433*	*—14,1*	*11,2*
Septembre	*27 033*	*26 059*	*21 946*	*— 3,6*	*—15,8*
3e trimestre	84 316	75 046	68 967	—11,0	— 8,1
Octobre	*31 139*	*28 176*	*25 220*	*— 9,5*	*—10,5*
Novembre	*22 196*	*22 796*	*20 282*	*+ 2,7*	*—10,6*
Décembre	*16 876*	*15 284*	*17 438*	*— 9,4*	*14,1*
4e trimestre	70 211	66 256	63 040	— 5,6	— 4,9
2e semestre	**154 527**	**141 302**	**132 007**	**— 8,6**	**— 6,6**
L'année	**398 524**	**350 199**	**344 238**	**—12,1**	**—1,7**

Source : Ministère des Communications, Office de la Circulation Routière.

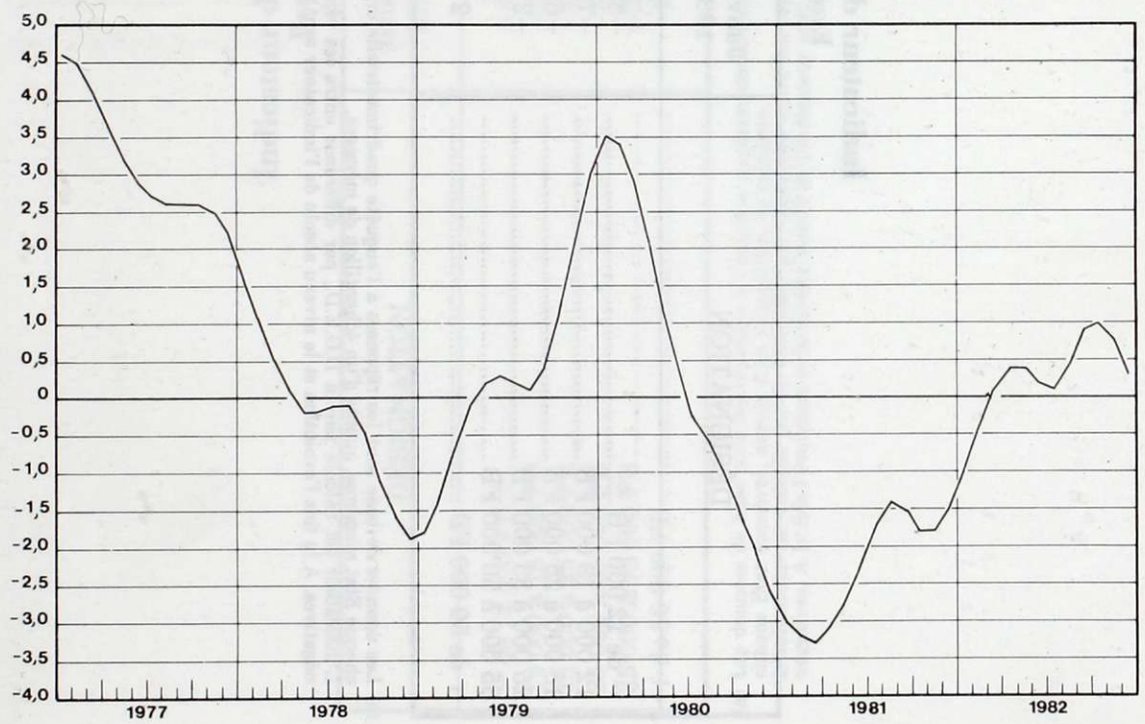
Immatriculations de voitures usagées

PÉRIODE	1980	1981	1982	$\frac{1981}{1980}$ en %	$\frac{1982}{1981}$ en %
Janvier	*29 803*	*32 195*	*28 706*	*+ 8,0*	*—10,8*
Février	*38 586*	*33 028*	*30 971*	*—14,4*	*— 6,2*
Mars	*38 497*	*35 148*	*44 152*	*— 8,7*	*25,6*
1er trimestre ...	106 886	100 371	103 829	— 6,1	3,4
Avril	*37 475*	*31 697*	*38 336*	*—15,4*	*1,6*
Mai	*32 091*	*44 328*	*34 230*	*+ 38,1*	*8,0*
Juin	*40 817*	*38 098*	*40 878*	*— 6,7*	*7,8*
2e trimestre ...	110 383	114 123	113 444	+ 3,4	— 0,3
1er semestre ...	**217 269**	**214 494**	**217 273**	**— 1,3**	**1,5**
Juillet	*37 169*	*38 098*	*29 986*	*+ 2,5*	*—21,3*
Août	*26 317*	*25 577*	*36 622*	*— 2,8*	*43,2*
Septembre	*34 631*	*34 723*	*32 720*	*+ 0,3*	*— 5,8*
3e trimestre ...	98 117	98 398	99 328	+ 0,3	0,9
Octobre	*36 108*	*33 739*	*34 340*	*— 6,6*	*5,0*
Novembre	*26 854*	*29 002*	*29 114*	*+ 8,0*	*—15,2*
Décembre	*25 626*	*25 879*	*28 870*	*+ 1,0*	*— 0,8*
4e trimestre ...	88 588	88 620	92 324	0,0	4,2
2e semestre ...	**186 705**	**187 018**	**191 652**	**0,2**	**2,5**
L'année ...	**403 974**	**401 512**	**408 925**	**— 0,6**	**1,9**

Source : Ministère des Communications, Office de la Circulation Routière.

Commerce de détail (a)

Evolution de l'écart par rapport à la tendance (b)



Source : Institut National de Statistique.

(a) Sur base de l'indice des quantités.
(b) Série standardisée.

Indicateur de capacité d'épargne des ménages (a)

Evolution par classes de revenus nets

DÉSIGNATION	Janvier 1981	Mai 1981	Octobre 1981	Janvier 1982	Mai 1982	Octobre 1982	Janvier 1983
– de 12 000 FB	−83,0	−89,1	−64,7	−79,7	−82,6	−80,1	−67,8
12 000 à 18 000 FB	−76,5	−76,5	−70,2	−77,2	−76,0	−79,3	−73,7
18 000 à 25 000 FB	−65,0	−57,6	−44,6	−53,6	−63,3	−64,1	−57,9
25 000 à 35 000 FB	−27,8	−21,6	−20,6	−32,1	−46,6	−35,4	−31,1
35 000 à 50 000 FB	3,6	− 2,6	6,2	3,3	− 3,5	−12,8	−10,8
+ de 50 000 FB	27,0	29,6	26,1	21,6	19,4	16,1	20,2

(a) Les données de base sont les réponses à l'enquête quadrimestrielle organisée par la C.E.E. dans chaque Etat membres, auprès d'un échantillon de ménages.
L'indicateur est calculé par la D.G.E.D., par différence entre les réponses classées positives et négatives. A la fois l'évolution et le niveau absolu de l'indicateur sont significatifs.

Sources : Communauté Economique Européenne.
Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Indicateur de situation financière des ménages (a)

Evolution par classes de revenus nets

DÉSIGNATION	Janvier 1981	Mai 1981	Octobre 1981	Janvier 1982	Mai 1982	Octobre 1982	Janvier 1983
– de 12 000 FB	−42,4	−43,1	−63,7	−50,0	−56,5	−42,8	−58,1
12 000 à 18 000 FB	−32,0	−40,5	−45,8	−44,5	−49,1	−51,9	−44,4
18 000 à 25 000 FB	−46,2	−32,3	−34,4	−40,9	−42,4	−48,5	−49,3
25 000 à 35 000 FB	−34,0	−30,3	−33,5	−37,9	−45,8	−45,8	−51,0
35 000 à 50 000 FB	−24,0	−24,4	−30,8	−29,8	−40,4	−42,8	−44,2
+ de 50 000 FB	−11,7	−14,6	−27,3	−27,2	−24,1	−37,3	−32,5

(a) Les données de base sont les réponses à l'enquête quadrimestrielle organisée par la C.E.E. dans chaque Etat membres, auprès d'un échantillon de ménages.
L'indicateur est calculé par la D.G.E.D., par différence entre les réponses classées positives et négatives. A la fois l'évolution et le niveau absolu de l'indicateur sont significatifs.

Sources : Communauté Economique Européenne.
Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des crédits à la consommation accordés au cours de chaque semestre

(croissance par rapport au semestre correspondant de l'année antérieure)

PÉRIODE	Ventes à tempérament	Prêts personnels	Total
1978 1er semestre	4,0	29,0	18,3
2e semestre	1,4	15,8	10,4
1979 1er semestre	8,3	9,2	6,8
2e semestre	10,2	14,4	12,9
1980 1er semestre	2,6	5,8	4,3
2e semestre	−15,5	− 3,8	− 7,8
1981 1er semestre	−21,8	−10,9	−15,8
2e semestre	−10,2	− 4,0	− 5,9
1982 1er semestre	5,6	− 2,5	0,9
2e semestre	1,7	− 2,8	− 1,5

Source : Institut National de Statistique.

SIXIEME PARTIE

APERÇU DE L'EVOLUTION ECONOMIQUE DES REGIONS

EVOLUTION ECONOMIQUE DES REGIONS

SECTION I. — BRUXELLES

§ 1er. — PRODUIT REGIONAL

Les données les plus récentes relatives au produit régional brut concernent 1979. Au terme de cette année, cette grandeur, au coût des facteurs et aux prix de 1975, a atteint un montant de 353,6 milliards de francs dans la région; elle représentait 15,1 % du P.N.B. mesuré de la même manière.

Le produit régional brut de Bruxelles constituait 60,6 % de celui du Brabant; il dépassait sensiblement celui de toutes les autres provinces, hormis celle d'Anvers.

Le taux de croissance annuel moyen du produit intérieur brut par habitant aux prix de 1975 s'est élevé entre 1975 et 1979 à 1,8 % (2,9 % pour le Royaume) tandis que celui de la valeur ajoutée brute aux coûts des facteurs aux prix de 1975 atteignait 0,8 % durant la même période; cette expansion, moins rapide que celle des autres régions, se caractérise par une très grande dispersion des taux de croissance enregistrés par les branches ainsi que par des décroissances atteignant plusieurs d'entre elles.

Les forces et les faiblesses persistantes de la région sont reflétées par les données reprises dans les tableaux *ad hoc*. Parmi les éléments favorables de l'époque, il y a lieu de mentionner l'importance relative croissante depuis le début de la crise des services financiers et assurances ainsi que des services autres que commerce, banque et assurance. Cette augmentation de part relative se réalise en défaveur des industries manufacturières, en particulier du papier et de l'édition, et de la construction.

§ 2. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

L'indice général de la production industrielle sans la construction a augmenté de 2,6 % en 1982 alors qu'il avait régressé de 8,7 % un an auparavant. La hausse, importante pendant la première moitié de l'année, s'est ralentie par la suite et une baisse a même été enregistrée en octobre et novembre. Au terme de l'année écoulée, le niveau moyen de l'indice de la production bruxelloise dépasse de 6,9 % celui atteint à la fin de 1970.

En 1981, l'indice général de la production du Royaume sans la construction était supérieur de 16,1 % à celui de Bruxelles ; cet écart a été ramené à 13,5 % en 1982.

Plusieurs branches d'activité ont contribué à l'amélioration dont il vient d'être question alors qu'un an auparavant seules deux d'entre elles avaient progressé, à savoir l'eau et les ouvrages en métaux non métalliques. Parmi les hausses spectaculaires, il convient de citer le matériel de transport (+17,9 % contre une baisse de 21 % en 1981 et un accroissement limité à 6 % pour le Royaume), le papier (+13,2 % contre −10,6 % en 1981), le textile (+28,4 % contre un recul de 24 % un an auparavant), le tabac (+11 %), les carrières (+12 %). Des taux de croissance quelque peu supérieurs à 2 % sont notés pour la construction, le bois, le vêtement et la chaussure ainsi que l'alimentation et les boissons.

L'activité continue de se contracter dans les machines (principalement les électriques : −11 %), la métallurgie de base (−3,3 %) et les minéraux non métalliques (−20 %). L'industrie de la chimie et du caoutchouc ainsi que les fabrications métalliques régressent également, mais dans une plus faible mesure (−0,3 % et −0,9 % respectivement).

§ 3. — EMPLOI ET CHOMAGE

A la fin décembre 1982, le nombre de chômeurs complets indemnisés s'élevait à 51.625 unités, en augmentation de 16,9 % par rapport au même mois de l'année précédente. Ce nombre représentait 10,7 % du total du pays (10,4 % en 1981).

Entre 1981 et 1982, la moyenne mensuelle du nombre de chômeurs complets indemnisés a crû de 18,7 % (16,5 % pour le Royaume) ; un ralentissement s'est produit dans la croissance en question puisqu'une augmentation de 23,9 % était enregistrée un an auparavant. Comme en 1981, cette progression touche davantage les hommes (+22,8 %) que les femmes (+14,4 %) ; pour les premiers cités, elle est légèrement inférieure à celle du pays (+23,8 %) alors que pour les secondes nommées, elle lui est supérieure (+11,1 %).

Le nombre moyen mensuel d'hommes en chômage complet indemnisé représentait 53 % du total des chômeurs contre 51,3 % en 1981 et 45,3 % pour le Royaume (42,6 % en 1981).

Le taux de chômage, c'est-à-dire le rapport entre le nombre de chômeurs complets indemnisés et le nombre d'assurés contre le chômage (I.N.A.M.I.) au 30 juin de l'année précédente, atteignait 17,7 % en 1982 contre 14,7 % un an auparavant. Ce taux est passé de 13,2 % à 16,6 % pour les hommes entre 1981 et 1982 et de 16,6 % à 19,2 % pour les femmes.

Au 30 juin 1982, 561.206 travailleurs assujettis à la sécurité sociale étaient recensés à Bruxelles; leur nombre, qui représentait 19,6 % du total du Royaume, était en baisse de 1,5 % par rapport à la même date en 1981. Ils étaient occupés dans

29 927 établissements (15,3 % du total du pays). Les trois quarts environ sont considérés comme travailleurs intellectuels (56,3 % pour le pays), le restant comme manuels. Parmi les premiers cités, 58,2 % sont des hommes (57,6 % pour le pays) tandis que pour les seconds, 66,8 % le sont (73,4 % pour le pays).

§ 4. — FERMETURES D'ENTREPRISES

En 1982, 199 entreprises ont fermé leurs portes dans la capitale du pays (359 en 1981) affectant 3 493 travailleurs (7 225 en 1981). Relativement à l'évolution nationale, le nombre de fermetures a poursuivi sa régression à Bruxelles, passant de 24 % du total en 1981 à 19,2 % en 1982, tandis que celui des travailleurs frappés par celles-ci baissait de 19,2 % du total à 16,3 %.

Les entreprises classées sous la rubrique « divers » ont été le plus touchées par ces fermetures (42 % du total dans la région) ; les secteurs de la construction (12,6 %), de l'hôtellerie-restauration (11,5 %) et de la mécanique (9,5 %) ont également été particulièrement atteints.

Les pertes d'emploi les plus élevées frappent les « divers » (31 % du total de la région), la confection (27 %), la construction (17 %) et la mécanique (9,5 %).

Le nombre de faillites dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles a diminué de 8,1 % en 1982; leur importance relative est passée de 27 % en 1981 à 24,3 % en 1982.

§ 5. — INVESTISSEMENTS

Les investissements étrangers prévus dans les industries manufacturières s'élèvent à 1 835 millions de francs, soit 25,2 % du total du pays (37,6 % un an auparavant) ; cette part est fortement influencée par deux opérations représentant environ les trois quarts de ce montant, l'une dans le secteur de la chimie, l'autre, de rachat, dans celui du tabac.

Aucune information n'est actuellement disponible concernant les investissements prévus dans le cadre des différentes lois d'expansion.

§ 6. — COMMERCE ET SERVICES

La statistique des opérations enregistrées dans le cadre de la T.V.A. permet d'appréhender dans une certaine mesure l'évolution du secteur sous rubrique. En effet, elle reprend les déclarations mensuelles et trimestrielles à la T.V.A. des entreprises y assujetties. Comme il s'agit de données à prix courants, les mouvements de prix et les variations de quantités sont mélangés.

Le chiffre d'affaires du commerce de gros n'a augmenté que de 0,3 % au cours de l'année écoulée. Cette stagnation implique évidemment un recul en volume, le second en deux années consécutives.

La croissance du chiffre d'affaires du commerce de détail atteint 7,8 % ; ce taux est sensiblement supérieur à celui enregistré un an auparavant (5,2 %) et permet de conclure que la contraction en volume doit sans doute être modeste et inférieure à celle de la moyenne du pays. Pour les produits alimentaires, boissons et tabacs, la croissance du chiffre d'affaires s'élève à 7,3 % et elle se monte à 10 % dans la restauration et l'hébergement.

SECTION II. — FLANDRE

§ 1er. — PRODUIT REGIONAL

En 1979, le produit intérieur brut (P.I.B.) au coût des facteurs de la région flamande s'est élevé, à prix courants, à 1 660,9 milliards de francs; par habitant, il a atteint 296 100 F. Le P.I.B. de la région représente 56,7 % du produit national; par rapport au Royaume (100), le produit par habitant de la région s'établit à l'indice 99,6.

Pendant la période 1975-1979 le produit géographique brut de la Flandre, à prix de 1975, a augmenté en moyenne de 3,7 %. Par habitant, la progression moyenne a été un peu moindre soit 3,4 %. Des mêmes taux d'augmentation se sont élevés à 3 % en région wallonne et à 1,8 % dans la région bruxelloise.

L'analyse sectorielle fait apparaître que tous les secteurs n'ont pas contribué pareillement à la croissance du produit régional brut de la Flandre. Réparti selon les grandes classes d'activité, l'accroissement moyen de la valeur ajoutée entre 1975 et 1979 s'est élevé à 10,8 % pour l'industrie chimique et ses activités connexes, à 9,2 % pour la sidérurgie et les métaux non ferreux, à 8,5 % pour les services financiers et les assurances, à 7,1 % pour l'électricité, l'eau et le gaz, à 5 % pour le textile, à 4,6 % pour l'industrie des fabrications métalliques, à 4,2 % pour les transports et les communications, à 3,9 % pour le bois et les meubles, à 3,8 % pour le commerce, à 2,9 % pour la construction, à 2,7 % pour l'agriculture, la sylviculture et la pêche et à 1,7 % pour les denrées alimentaires, les boissons et le tabac. Au cours de la même période, un sensible recul de la valeur ajoutée s'est manifesté dans les industries extractives (−4,5 %) et dans le secteur des vêtements et des chaussures.

§ 2. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

L'amélioration de l'activité industrielle en Flandre, amorcée en 1981, s'est poursuivie en 1982. Par rapport à 1981, l'indice général de la production industrielle

de la Flandre (construction exclue — base 1970 = 100) a augmenté de 1,8 % (1981 : +0,3 %).

L'industrie chimique et le secteur du caoutchouc ont réalisé en 1981 et 1982, une croissance modérée de 2,4 % et 2,9 % respectivement. L'industrie des fabrications métalliques, par contre, n'a enregistré qu'une très légère augmentation de 0,1 % en 1982, après une évolution favorable en 1981 (+4 %). Dans les fabrications métalliques, seul le secteur de la construction de machines, d'appareils et accessoires électriques a montré une progression, après une forte chute en 1981. Dans la métallurgie de base, la régression de la production entamée en 1980 et poursuivie en 1981 a pu être stoppée en 1982 (+0,6 % en 1982, contre −2,4 % en 1980 et 1981). La production des minéraux non métalliques, par contre, a encore fortement diminué en 1982 (−12,6 % en 1982, contre −14,8 % en 1981). L'industrie textile a montré en 1982, une légère décélération conjoncturelle (−0,8 %), après un accroissement limité en 1981 (+1,5 %). Dans le secteur des vêtements et chaussures, la production a avancé de 5,5 % en 1982, faisant suite à une baisse de 3,3 % en 1981. La production de l'industrie du papier et du carton a enregistré une forte croissance (+18 %) en 1982 alors qu'elle avait sensiblement diminué (−12 %) en 1981.

§ 3. — EMPLOI ET CHOMAGE

Au 30 juin 1982, la région flamande comptait 1 503 974 travailleurs assujettis à la sécurité sociale; l'année antérieure, ce nombre s'élevait à 1 526 977. Proportionnellement, les diminutions les plus fortes ont été notées dans les provinces d'Anvers (−1,8 %) et de Flandre orientale (−1,5 %), et en Brabant flamand (arrondissements de Hal-Vilvorde et de Louvain : −1,5 %). En Flandre occidentale et au Limbourg, le recul a été de 1,3 % et 1,1 % respectivement.

La répartition sectorielle régionale au 30 juin 1982 n'étant pas encore disponible lors de la rédaction de cet aperçu, l'analyse qui suit, porte sur les données enregistrées au 30 juin 1981.

En 1981 une diminution du nombre de travailleurs (36 611) avait été notée. Elle s'est surtout située dans les catégories d'activité suivantes : la construction (16 710), les industries de transformation des métaux, de la mécanique de précision et de l'optique (8 100), les chaussures et l'habillement (3 474), l'extraction et les industries des minéraux non métalliques (2 985), le commerce (2 769), le textile (2 035), le bois et les meubles en bois (1 985), les transports et communications (1 316). Par contre, une nette augmentation — bien que moindre que les années précédentes — de l'emploi a pu être constatée dans les autres services (dont services publics et enseignement) (6 585 travailleurs), ainsi que dans les secteurs des institutions de crédit et les assurances (1 060).

Au cours de la période 1974-1978, l'effritement de l'emploi dans un grand nombre de secteurs d'activité avait pu être compensé par un fort accroissement de

l'emploi dans d'autres secteurs, dont le commerce, l'hôtellerie et les réparations (+9 % entre 1974 et 1978), les transports et communications (+4 %), les institutions de crédit et les assurances (+9 %), les autres services (dont services publics et enseignement) (+16 %). Depuis 1979, dans ces classes d'activité, l'emploi n'a plus augmenté aussi fortement et, dans certaines d'entre elles, il a même diminué en 1982 (notamment le commerce, les transports et communications).

Les données de l'Office National de l'Emploi font apparaître qu'en Flandre, le nombre de chômeurs complets indemnisés s'est élevé en moyenne à 258 255 en 1982, soit une augmentation de 18,4 % par rapport à 1981. En 1982, en moyenne 112 451 hommes (43,5 %) et 145 804 femmes (56,5 %) ont été sans travail. Le chômage chez les femmes s'est accru plus fortement qu'en 1981 (18,8 % en 1982 contre 12 % en 1981) tandis que pour les hommes, le rythme d'augmentation s'est ralenti, passant de 44 % en 1980 à 28 % en 1982.

La ventilation du chômage complet par branche d'activité fait apparaître qu'en 1982, les augmentations les plus fortes ont été enregistrées dans la construction de matériel de transport (+48 %), les services (+27,5 %), la métallurgie (+27,4 %), les transports et communications (+26,6 %), la construction mécanique (+25 %), la construction (+23,9 %), les constructions métalliques (+21,6 %), les banques et assurances (+20,9 %), l'agriculture (+19,9 %), la céramique, la briquetterie et le ciment (+19,2 %).

§ 4. — FERMETURES D'ENTREPRISES

Selon le bureau Dun & Bradstreet — Eurinform, le nombre de faillites en Flandre est passé de 1 763 en 1981 à 1 921 en 1982. En 1982, 45,4 % des faillites ont été situées en Flandre, 30,3 % en Wallonie et 24,3 % à Bruxelles.

En 1982, un nombre décroissant d'entreprises et de travailleurs ont bénéficié de l'intervention du Fonds d'Indemnisation des travailleurs licenciés par suite de fermeture d'entreprise. En Flandre, il s'est agi en 1982 de 572 entreprises, dont un quart dans le secteur de la construction. De plus, un grand nombre de fermetures d'entreprises a été enregistré dans les secteurs des métaux, de l'alimentation, des hôtels et restaurants, du bois, du transport, de la confection et du textile.

§ 5. — INVESTISSEMENTS

Les investissements étrangers dans l'industrie dans la région flamande ont atteint en 1982, 3 435 millions de francs (3 267 millions en 1981), soit 47,1 % du total (59,9 % en 1981).

Au moment de la rédaction du présent aperçu, aucune autre donnée régionalisée récente concernant les investissements n'était disponible.

SECTION III. — WALLONIE

§ 1er. — PRODUIT REGIONAL

L'Institut national de Statistique a publié, en 1982, la valeur ajoutée et le produit global par branche d'activité et région géographique de 1975 à 1979 (1). A cette occasion, il apparaît intéressant de comparer la manière dont les économies des régions se sont comportées par delà la crise de 1975.

Une première constatation est que globalement l'évolution des deux grandes régions n'a que peu divergé. Entre 1976 et 1979, le produit régional de la région flamande a augmenté en moyenne (2) de 2,7 % l'an et celui de la région wallonne de 2,5 %. Par contre, la région bruxelloise se démarque nettement de ces régions par une croissance moyenne sensiblement inférieure : +0,9 %.

La deuxième constatation est que la part de la Wallonie dans le produit intérieur brut du Royaume est demeurée stable entre 1975 et 1979 (29,6 %) alors qu'elle n'avait cessé de fléchir depuis l'existence des comptes régionaux (1955) ; au cours de la même période, celle de la Flandre s'est quelque peu accrue (56,7 % en 1979 pour 55,9 % en 1955) tandis qu'à l'inverse celle de Bruxelles a diminué de 16,5 % à 15,7 %.

Troisième constatation, encore qu'elle porte sur des différences minimes : le poids des industries manufacturières dans l'ensemble du produit des régions s'est légèrement plus affaibli en Flandre qu'en Wallonie tandis qu'à l'inverse celle des services s'est davantage affirmée en Wallonie qu'en Flandre.

En ce qui concerne plus particulièrement la région wallonne, la croissance en volume de la valeur ajoutée des services (commerce, banques, assurances et services) a été particulièrement marquée entre 1976 et 1979 : +3,6 % l'an en moyenne contre +2,9 % pour le reste du Royaume. Dans les industries manufacturières, l'augmentation moyenne du volume de la valeur ajoutée a été de 2,1 % en Wallonie pour 2,5 % pour le reste du Royaume. Trois branches d'activité se sont particulièrement distinguées : les denrées alimentaires, boissons et tabac (+2,4 % en Wallonie pour +1,8 % dans le reste du pays), l'industrie chimique (+8,6 % en Wallonie pour +6,6 % dans le reste du pays) et le papier, l'impression et l'édition (+2,2 % en Wallonie pour +1,2 % dans le reste du pays). Les performances du secteur des fabrications métalliques ont été par ailleurs plus faibles en région wallonne que dans le reste du Royaume : +1,0 (3) contre +2,9 %. Deux branches d'activité sont d'autre part, en chute libre : le textile (−6,7 % l'an en moyenne entre 1976 et 1979) et les vêtements et chaussures (−11,3 %). La situation demeure difficile à apprécier pour les importants secteurs de la sidérurgie et des métaux non ferreux lesquels connaissent une évolution en forme de U entre 1976 et 1979. Enfin les secteurs du

(1) Bulletin de Statistique, 1982, n° 7-8 juillet-août.
(2) Les taux de croissance moyens mentionnés ont été calculés par régression linéaire laquelle prend en compte l'ensemble des observations à la différence d'autres méthodes.
(3) Résultat toutefois statistiquement non significatif.

bois et des meubles enregistrent un déclin en 1978 et 1979 après avoir progressé en 1976 et 1977 tandis que l'évolution est des plus accidentée pour les branches de la terre cuite, de la céramique, du verre et du ciment avec une forte progression de la valeur ajoutée en 1977 (+15,1 % p.r. à 1976) et une forte régression en 1978 (−7,9 % par rapport à 1977). Dans ces secteurs la tendance y a été cependant à une légère hausse.

Il est par ailleurs intéressant de noter que l'importance relative des diverses branches d'activité s'est sensiblement modifiée au sein des industries manufactu rières wallonnes entre 1974, à la veille de la profonde crise de 1975 et au moment de leur dernier sommet de production, et 1979. Quatre changements importants ont eu lieu au cours de cette période. La part des industries de l'alimentation, des boissons et du tabac dans l'ensemble des industries manufacturières de la région est passée de 11,5 % à 14,1 % ; celle de l'industrie chimique a progressé de 7,6 % à 9,3 % tandis que les fabrications métalliques augmentaient leur importance relative de 24,5 % à 29 % ; à l'inverse, la sidérurgie et les métaux non ferreux n'interviennent plus en 1979 qu'à concurrence de 17,5 % de la valeur ajoutée manufacturée totale venant de 30,2 % en 1974. La contribution des autres secteurs n'a que peu varié entre 1974 et 1979, à la hausse, comme le papier, l'édition et l'impression (4,8 à 5,1 %) et les secteurs non dénommés ailleurs (2,7 à 3,4 %) ou à la baisse tels le textile (3,5 à 3,1 %) et les vêtements et chaussures (1,4 à 1,1 %) ; celles du bois et des meubles (2 % en 1974 et 1979) et de la terre cuite, de la céramique, du verre et du ciment (7,1 % en 1974 et 7,2 % en 1979) sont demeurées inchangées.

Enfin, la part de chaque sous-région wallonne dans l'ensemble du produit géographique de la région, ne s'est que faiblement modifiée entre 1974 et 1979. Il faut toutefois relever que les deux provinces les plus industrialisées ont vu leur importance relative légèrement fléchir (Hainaut 39,1 % en 1974 et 38,1 % en 1979, Liège 36,0 % en 1974 et 35,8 % en 1979) à l'avantage des autres provinces (Namur 11,0 % en 1974 et 11,9 % en 1979, Luxembourg 6,1 % en 1974 et 6,3 % en 1979, arrondissement de Nivelle-Brabant wallon 7,8 % en 1974 et 7,9 % en 1979).

§ 2. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

L'indice brut de la production industrielle (sans la construction) qui avait déjà reculé en Wallonie de 6,5 % en 1981 par rapport à 1980 a de nouveau baissé sensiblement en 1982 (−4,4 % par rapport à 1981). Il se trouve ainsi à un niveau (98,1) légèrement inférieur à son point le plus bas atteint en 1975 (98,8). En outre, l'écart par rapport à l'indice national, ayant la même année de base (121,3), s'est élargi (−19 % en 1982 contre −15 % en 1981).

Dans les industries manufacturières, la baisse de la production en 1982 est de 4 % (par rapport à l'année précédente) contre −6,4 % en 1981 et le niveau de l'indice demeure un peu supérieur à celui de 1975 (+2,2 %). De plus, au sein de cet ensemble, quelques branches ont accru leur production par rapport à l'année précédente. Ainsi en est-il des industries de l'alimentation et des boissons dont l'indice de la

production augmente de 21,8 % (alors qu'il avait régressé de 4,1 % en 1981), de l'industrie du bois (+11,1 % contre −12,4 % en 1981), de l'industrie du cuir (+33,2 % contre −5,5 % en 1981) et de l'industrie des fabrications métalliques qui enregistre toutefois une augmentation de sa production plus limitée (+4,3 % contre 13,9 % en 1981). Cette dernière évolution résulte d'une hausse de la production dans les branches des ouvrages non mécaniques en métaux (+12,8 % en 1982 contre −12,4 % en 1981), du matériel de transport (+11,9 % contre −20,6 % en 1981) et des machines non électriques et la fine mécanique (+2,7 % pour +7 % en 1981); la construction électrique a, par contre, fortement baissé : −15,7 % en 1982 pour −1,6 % en 1981.

Si les industries de la chimie et du caoutchouc ainsi que l'industrie des minéraux non métalliques montrent une production quasiment identique à celle de l'année précédente, la métallurgie de base enregistre un recul pour la troisième année consécutive (−3,9 % en 1980, −9,1 % en 1981 et −12,8 % en 1982). Le niveau de sa production en 1982 est inférieur de près de 9 % à son point le plus bas en 1977 et d'environ 60 % à son sommet de 1973. Une diminution accrue de la production est également observée dans les industries du textile (−5,6 % en 1982 pour −14,4 % en 1981) et du vêtement et de la chaussure (−10,7 % en 1982 et −4,8 % en 1981). Enfin, l'industrie du papier et du carton après avoir atteint un sommet de production en 1981, connaît une régression de celle-ci de 21 % en 1982.

§ 3. — EMPLOI

En 1982, en région wallonne, le nombre de travailleurs assujettis à la sécurité sociale (a.s.s.) (799 951 soit 512 862 hommes et 287 087 femmes) a diminué de 11 311 unités ou 1,4 % par rapport à l'année précédente. En 1981, la baisse avait été nettement plus élevée : 28 977 unités ou −3,5 % par rapport à 1980. Elle était alors la plus forte enregistrée depuis le recul en 1975 de 10 828 unités par rapport au sommet de l'emploi de 1974. Par la suite, une diminution moyenne de 5 000 emplois par an était observée à l'exception de 1979 où le nombre de travailleurs a.s.s. avait augmenté de 12 158 unités. La baisse de 1982 est donc proche de celle de 1975 et demeure appréciable.

La diminution de l'emploi est située du côté des travailleurs manuels (−13.759 unités) tandis que le nombre de travailleurs intellectuels a.s.s. a, quant à lui, augmenté (+2.448 unités). De plus, elle est localisée dans le secteur privé (−14.285 unités), le secteur public et l'enseignement enregistrant une hausse de 2 974 travailleurs a.s.s.

C'est dans la province de Liège que la réduction d'emplois est la plus forte tant en valeur absolue (−6 030 unités) que relative (−2,1 %); dans le Hainaut, elle se monte à 4 095 unités (−1,3 %) et dans la province de Namur à 1 075 unités (−1,1 %) ; la province du Luxembourg enregistre un statu quo tandis que la diminution d'emplois est limitée à 110 unités (−0,2 %) dans l'arrondissement de Nivelles.

La ventilation sectorielle régionale de l'emploi en 1982 n'étant pas publiée au moment de la rédaction du présent commentaire, un bref retour à 1981 paraît utile.

C'est dans le secteur industriel que la baisse de l'emploi en Wallonie a été la plus élevée : −18 080 unités. Cependant, au cours de la même année, 8 341 postes de travail ont été supprimés dans le secteur de la construction (−3 513 en 1980 par rapport à 1979) en conséquence de l'aggravation de la crise de ce secteur. De plus, fait également nouveau, le secteur des services a vu ses effectifs salariés diminuer de 2 193 unités, alors qu'il n'avait cessé de croître auparavant. Ainsi, le secteur des services ne semble momentanément plus en mesure de compenser même partiellement, la réduction des postes de travail des secteurs de l'industrie et de la construction au moment où elle s'intensifie.

§ 4. — CHOMAGE

Durant l'année écoulée, le nombre moyen de chômeurs complets indemnisés était de 150 258 unités, en progression de 12,9 % (+16,5 % pour le Royaume) par rapport à l'année précédente; en 1981, l'augmentation avait été nettement plus élevée (+19 %) et était comme en 1982 de peu inférieure à celle du Royaume. Le taux de chômage (1) se monte à 19,4 % en 1982 contre 17,1 % en 1981.

Tout comme en 1981, l'augmentation du chômage complet indemnisé a été plus forte chez les hommes (+17,9 % en 1982 et +32,4 % en 1981) que chez les femmes (+9,0 % en 1982 et +10,4 % en 1981) reflétant avant tout l'incidence d'une conjoncture assez défavorable.

C'est dans la province de Luxembourg que le nombre moyen de chômeurs complets a le plus augmenté en 1982 (+20,7 %), la province de Namur enregistrant une croissance également plus importante (+16,3 %) que dans les deux autres provinces du Hainaut, (+12 %) et de Liège (+11,7 %). C'est cependant dans ces deux dernières que le taux de chômage (2) demeure le plus élevé (Hainaut 20,6 % et Liège 20,5 %); dans les provinces de Namur et du Luxembourg, il se monte à respectivement 19,4 % et 14,9 %.

Suivant une définition quelque peu plus étendue et davantage conforme à la demande d'emploi (3), le nombre de chômeurs complets s'élevait en Wallonie en moyenne en 1982 à 186 669 unités contre 150 258 chômeurs complets indemnisés. L'augmentation du chômage selon cette définition y était de 15,8 % (+20,2 % pour le reste du Royaume) et le taux de chômage était de 24,2 %. Près d'un travailleur sur quatre était en Wallonie sans occupation ; pour le reste du pays, la proportion était

(1) Rapport entre le nombre de chômeurs complets indemnisés et le nombre d'assurés contre le chômage (I.N.A.M.I.).
(2) Rapport entre le nombre de chômeurs complets indemnisés et le nombre d'assurés contre le chômage (I.N.A.M.I.).
(3) Chômeurs complets indemnisés augmenté des catégories « autres chômeurs inscrits obligatoirement » et « demandeurs d'emploi libres inoccupés » (définition retenue par les Communautés européennes).

de un sur cinq. Ainsi, malgré une augmentation nettement plus élevée des demandeurs d'emploi inoccupés dans le reste du pays qu'en Wallonie en 1982, le chômage y demeure largement plus important.

§ 5. — FERMETURES D'ENTREPRISES

Selon le *Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermetures d'entreprises*, le nombre de ces fermetures et de travailleurs touchés par celles-ci a été nettement moindre en Wallonie, en 1982, comparé à 1981 (voir tableau ci-après) (1). La diminution est particulièrement forte pour le nombre de travailleurs touchés par les fermetures d'entreprise, qui revient de 14 492 en 1981 à 5 971 en 1982. C'est dans le secteur des métaux que la baisse est la plus marquée : 8 324 travailleurs touchés en 1981, 1 802 en 1982. Dans pratiquement tous les secteurs, les fermetures et les emplois perdus en conséquence, ont été sensiblement moindres en 1982 qu'en 1981 ; à noter toutefois que dans la chimie, si le nombre d'entreprises fermées en 1982 (4) est moindre qu'en 1981 (6), le nombre de travailleurs touchés par celles-ci y est plus élevé (378 en 1982 pour 208 en 1981).

Le nombre de faillites dans les arrondissements judiciaires de Wallonie s'est, quant à lui, à nouveau accru passant de 1 251 en 1981 à 1 281 en 1982.

§ 6. — COMMERCE ET SERVICES

Sur base des déclarations à la T.V.A. (2), le chiffre d'affaires du commerce de gros a augmenté de 1981 à 1982 de près de 13 % en valeur en Wallonie représentant une progression en volume de quelques 5 %.

L'évolution du commerce de détail est moins favorable puisque la hausse en valeur (+8,3 % par rapport à 1981) du chiffre d'affaires du secteur devrait correspondre, compte tenu de la progression de l'indice des prix à la consommation (+8,7 % entre 1981 et 1982), à un léger recul en volume. C'est dans l'équipement des foyers que la diminution du volume des ventes (tissus d'ameublement et équipement des foyers : respectivement + 6,6 % et +4,0 % en valeur) est la plus forte; cependant l'évolution n'est pas également des plus favorable dans l'habillement (+5,4 % en valeur) ainsi que dans la chaussure et la maroquinerie (+4,1 %). En définitive seules les ventes de biens alimentaires et les boissons ont quelque peu cru en volume (+10,8 % en valeur avec une augmentation de l'indice des prix alimentaires de + 9,6 %).

(1) Voir également le tableau « fermeture d'entreprises » dans la 1re partie, chapitre II, section II du présent ouvrage.
(2) Une certaine précaution est de mise pour l'interprétation régionale de ces données, le lieu de déclaration de l'opération, base de perception de la T.V.A., ne correspondant pas toujours au lieu de réalisation de l'opération.

La restauration et l'hébergement affichent une croissance de leur chiffre d'affaires d'un peu plus de 8 % et la réparation de biens de consommation de près de 12 %. Ces deux secteurs devraient connaître une stabilisation du volume de leurs activités. Par contre, pour les services personnels (blanchisserie, teinturerie, soins de coiffure, instituts de beauté) l'avance de 3,5 % du chiffre d'affaires de 1982 par rapport à 1981, doit correspondre à une baisse en volume relativement sensible.

Ainsi, peut-on conclure que si les besoins primaires, auxquels répondent l'alimentation et certaines formes de restauration, sont satisfaits en priorité par le consommateur, par contre une restriction apparaît sur ce qui est regardé comme nécessité moins immédiate et la satisfaction de tels besoins est reportée à plus tard.

*
* *

Produit régional brut au coût des facteurs aux prix de 1975

PROVINCE OU RÉGION	Données absolues (en millions de francs)				
	1975	1976	1977	1978	1979 (a)
Anvers	397 489	423 591	437 750	447 322	456 902
Brabant	543 418	558 090	559 698	575 302	583 406
Hainaut	220 793	233 438	230 580	241 924	247 159
Liège	210 073	219 871	222 404	229 754	232 645
Limbourg	133 876	146 769	148 844	153 923	159 740
Luxembourg	35 974	37 426	37 698	39 730	40 762
Namur	65 345	70 331	74 257	76 041	77 941
Flandre orientale	246 583	265 805	269 738	280 755	291 635
Flandre occidentale	226 034	238 114	239 583	249 608	255 596
Le Royaume ...	**2 079 585**	**2 193 435**	**2 220 552**	**2 294 359**	**2 345 786**
Région flamande	*1 161 234*	*1 240 074*	*1 262 920*	*1 304 336*	*1 341 932*
Région wallonne	*575 774*	*607 958*	*612 700*	*638 546*	*650 285*
Région bruxelloise	*342 577*	*345 403*	*344 932*	*351 477*	*353 569*

Source : Institut National de Statistique.

(a) Dernières données disponibles.

Produit régional brut au coût des facteurs à prix courants

PROVINCE OU RÉGION	Données absolues (en millions de francs)				
	1975	1976	1977	1978	1979 (a)
					1979
Anvers	397 489	449 445	497 313	587 845	568 235
Brabant	543 418	606 538	655 448	703 643	745 642
Hainaut	220 793	250 019	263 152	287 138	307 056
Liège	210 073	234 917	252 694	272 161	288 522
Limbourg	133 876	157 277	171 202	182 663	197 110
Luxembourg	35 974	40 568	43 222	47 510	51 164
Namur	65 345	75 065	84 598	89 813	96 001
Flandre orientale	246 583	284 476	306 224	331 354	359 078
Flandre occidentale	226 034	256 194	274 871	296 500	315 716
Le Royaume ...	**2 079 585**	**2 354 499**	**2 548 724**	**2 738 627**	**2 928 524**
Région flamande	*1 161 234*	*1 326 588*	*1 441 899*	*1 545 507*	*1 660 902*
Région wallonne	*575 774*	*650 688*	*697 796*	*757 010*	*806 913*
Région bruxelloise	*342 577*	*377 223*	*409 029*	*436 110*	*460 709*

Source : Institut National de Statistique.

(a) Dernières données disponibles.

Valeur ajoutée brute au coût des facteurs à prix courants

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Région Flamande		Région Wallonne		Région Bruxelloise		Le Royaume	
	1978	1979 (a)	1978	1979 (a)	1978	1979 (a)	1978	1979 (a)
1. Agriculture, sylviculture et pêche	49 729	48 238	25 443	24 495	73	62	75 243	72 793
2. Industries extractives	15 912	15 774	9 410	9 340			25 324	25 116
3. Industries manufacturières	(493 582)	(527 892)	(217 825)	(233 572)	(66 092)	(68 033)	(777 499)	(829 497)
a) Denrées alimentaires, boissons, tabac	81 413	84 899	31 615	32 826	13 045	13 454	126 073	131 179
b) Textiles	29 423	33 700	6 794	7 327	1 577	1 478	37 794	42 505
c) Vêtements et chaussures	16 809	17 815	2 721	2 568	4 053	3 755	23 583	24 138
d) Bois et meubles	28 207	29 584	4 652	4 725	1 363	1 368	34 222	35 677
e) Papier, impression, édition	18 814	20 161	10 641	11 828	9 642	9 813	39 097	41 802
f) Industries chimiques et activités connexes	62 868	70 657	20 072	21 640	4 127	4 314	87 067	96 611
g) Terre cuite, céramique, verre, ciment	17 121	16 803	16 238	16 838	505	518	33 864	34 159
h-i) Sidérurgie, métaux non ferreux	18 294	21 931	35 652	40 823	184	171	54 130	62 925
j) Fabrications métall. (y compris construct. navales)	158 188	165 107	64 842	67 794	22 917	23 948	245 947	256 849
k) Garages	30 980	33 768	17 633	19 196	6 698	7 146	55 311	60 110
l) Industries non dénommées ailleurs	31 465	33 467	6 965	8 007	1 981	2 068	40 411	43 542
4. Construction		115 561	64 389	64 784	25 491	25 046	201 460	205 391
5. Electricité, gaz et eau	49 752	52 452	28 757	28 181	8 284	8 788	86 793	89 421
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitat.	(291 691)	(313 529)	(136 978)	(146 199)	(163 075)	(174 948)	(591 744)	(634 676)
a) Commerce	174 136	183 822	76 612	79 697	68 759	71 303	319 507	334 822
b) Services financiers et assurances	50 593	57 075	21 410	24 223	65 853	72 813	137 856	154 111
c) Immeubles d'habitation	66 962	72 632	38 956	42 279	28 463	30 832	134 381	145 743
7. Transports et communications	160 417	178 516	42 926	47 179	28 516	30 056	231 859	255 751
8. Services	401 471	436 557	246 794	266 580	152 939	161 437	801 204	
Ajustement statistique	—29 627	—27 617	—14 512	—13 417	—8 360	—7 661	—52 499	—48 695
Produit intérieur brut ...	**1 545 507**	**1 660 902**	**757 010**	**806 913**	**436 110**	**460 709**	**2 738 627**	**2 928 524**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Dernières données disponibles.

Indices de la valeur ajoutée brute au coût des facteurs aux prix de 1975

(1975 = 100)

DÉSIGNATION	Région Flamande		Région Wallonne		Région Bruxelloise		Le Royaume	
	1978	1979 (a)	1978	1979 (a)	1978	1979 (a)	1978	1979 (a)
1. Agriculture, sylviculture et pêche	110	111	109	108	100	85	109	110
2. Industries extractives	89	83	72	69			81	77
3. Industries manufacturières	(115)	(120)	(113)	(116)	(101)	(101)	(113)	(117)
a) Denrées alimentaires, boissons, tabac	104	107	107	110	101	104	104	107
b) Textiles	106	119	109	115	117	108	106	118
c) Vêtements et chaussures	83	84	79	72	79	70	82	80
d) Bois et meubles	116	116	107	104	104	99	115	113
e) Papier, impression, édition	104	105	113	119	87	83	102	102
f) Industries chimiques et activités connexes	139	150	156	163	124	127	142	151
g) Terre cuite, céramique, verre, ciment	112	107	112	114	113	115	112	111
h-i) Sidérurgie, métaux non ferreux	131	140	124	123	103	89	169	172
j) Fabrications métall. (y compris construct. navales)	116	119	101	104	107	110	111	114
k) Garages	116	120	115	118	108	109	115	118
l) Industries non dénommées ailleurs	134	133	120	131	82	80	127	129
4. Construction	115	112	113	110	87	81	110	106
5. Electricité, gaz et eau	123	131	140	140	94	94	124	129
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitat.	(113)	(118)	(111)	(115)	(107)	(111)	(111)	(115)
a) Commerce	111	116	110	114	97	99	108	112
b) Services financiers et assurances	128	138	125	136	118	125	123	132
c) Immeubles d'habitation	108	110	106	109	108	110	107	110
7. Transports et communications	112	118	107	114	98	100	109	115
8. Services	111	115	112	115	107	107	111	114
Produit intérieur brut ...	**112**	**116**	**111**	**113**	**103**	**103**	**110**	**113**

(a) Dernières données disponibles.

Source : Ministère des Affaires économiques; Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Répartition par région du total des livraisons industrielles et des livraisons industrielles à l'étranger

(en millions de francs)

RÉGION	Livraisons totales					Dont à l'étranger				
	1974	1975	1976	1977	1978	1974	1975	1976	1977	1978
Anvers	360 952	367 829	442 096	479 297	452 824	189 970	190 309	247 070	262 305	259 299
Brabant	254 383	245 309	270 370	287 035	292 616	104 464	97 886	115 804	126 910	134 348
Hainaut	214 062	191 945	208 663	201 296	210 583	106 635	90 668	101 549	95 946	104 107
Liège	176 838	162 431	177 750	183 095	188 867	88 499	77 544	84 084	88 137	94 087
Limbourg	96 583	104 537	136 088	143 591	143 260	60 953	66 603	92 892	97 139	96 126
Luxembourg	14 465	11 415	12 183	10 257	9 786	6 393	4 253	5 714	4 117	3 660
Namur	29 332	27 089	33 116	36 791	35 637	11 727	10 701	12 951	14 813	15 380
Flandre orientale	221 579	204 250	232 542	237 464	253 053	101 734	92 304	107 515	109 353	114 893
Flandre occidentale	177 491	173 581	199 920	205 065	204 664	84 245	82 332	94 845	97 803	97 721
Le Royaume ...	**1 545 685**	**1 488 386**	**1 712 728**	**1 783 891**	**1 791 290**	**754 620**	**712 600**	**862 424**	**896 523**	**919 621**
Région flamande	966 663	958 422	1 133 657	1 193 813	1 184 483	480 103	474 346	596 060	624 044	628 528
Région wallonne	470 253	420 407	462 673	463 021	479 532	234 674	197 866	221 159	220 325	236 573
Région bruxelloise	108 769	109 557	116 398	127 057	127 275	39 843	40 388	45 205	52 154	54 520

Source : Institut National de Statistique.

Investissements étrangers prévus

Répartitions régionales et sectorielles (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1981			1982			1976-1982		
	Flandre	Wallonie	Bruxelles-Capitale	Flandre	Wallonie	Bruxelles-Capitale	Flandre	Wallonie	Bruxelles-Capitale
Métal et assimilés	591	36	1 047	1 527	1 878	568	5 799	4 487	3 313
Chimie	2 355	72	323	168	136	831	12 281	8 285	1 599
Pétrole	12	—	—	1 850	—	—	2 717	29	6
Papier	3	—	1	3	—	7	800	1	72
Textile	48	73	46	14	4	5	872	107	624
Autres	1 894	31	2 048	430	144	1 184	10 350	4 053	10 271
Total ...	**4 903**	**212**	**3 465**	**3 992**	**2 162**	**2 595**	**32 819**	**16 962**	**15 885**

(a) Sur base de la localisation du siège d'exploitation.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Indices bruts de l'activité industrielle

(1970 = 100)

RÉGION	1981					1982				
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle
Indice général (y compris la construction) :										
Région flamande	121,7	126,7	114,5	123,1	121,5	122,8	128,3	115,0	126,4	123,1
Région wallonne	90,8	102,2	87,2	97,3	94,4	82,7	100,7	82,3	90,0	88,9
Région bruxelloise	82,9	89,1	76,1	86,3	83,6	86,8	93,0	76,6	84,9	85,3
Le Royaume ...	**105,8**	**113,2**	**99,8**	**109,2**	**107,0**	**104,4**	**114,2**	**98,7**	**108,4**	**106,4**
Indice général (non compris la construction) :										
Région flamande	139,5	138,0	128,2	142,1	136,9	142,6	141,6	129,4	144,0	139,4
Région wallonne	103,2	105,2	93,6	108,3	102,6	95,7	106,9	89,5	100,1	98,1
Région bruxelloise	106,0	106,7	94,4	109,8	104,2	111,3	112,4	96,7	107,4	106,9
Le Royaume ...	**122,8**	**122,7**	**112,0**	**126,4**	**121,0**	**122,8**	**126,2**	**111,8**	**124,6**	**121,3**
Industries manufacturières :										
Région flamande	141,8	140,2	130,7	144,9	139,4	145,5	144,4	132,3	146,6	142,2
Région wallonne	110,8	112,9	100,6	116,6	110,2	103,1	115,3	96,7	108,2	105,8
Région bruxelloise	106,3	107,1	94,8	109,4	104,4	111,0	112,2	96,8	107,3	106,8
Le Royaume ...	**126,8**	**126,8**	**115,9**	**130,8**	**125,1**	**126,9**	**130,3**	**115,8**	**128,7**	**125,4**
Construction :										
Région flamande	60,2	80,8	64,0	58,2	65,8	56,3	74,2	61,1	62,8	63,6
Région wallonne	49,6	82,1	61,0	58,8	62,8	44,6	74,0	55,6	56,0	57,5
Région bruxelloise	41,8	53,7	41,7	44,0	45,3	45,8	54,5	40,2	45,1	46,4
Le Royaume ...	**53,1**	**75,5**	**58,3**	**55,5**	**60,6**	**50,5**	**70,2**	**55,2**	**57,0**	**58,2**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Chômeurs complets indemnisés

RÉGION	Fin décembre 1981	Variation en % par rapport à 1980	Fin décembre 1982	Variation en % par rapport à 1981
Région flamande	239 398	+12,6	273 638	+14,3
Région wallonne	140 302	+10,1	158 696	+13,1
Région bruxelloise	44 147	+19,3	51 625	+16,9
Le Royaume ...	**423 847**	**+12,4**	**483 959**	**+14,2**

Source : Office National de l'Emploi.

Chômeurs complets indemnisés
(moyennes mensuelles)

RÉGION	1981			1982					
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Variation en % par rapport à 1981	Femmes	Variation en % par rapport à 1981	Total	Variation en % par rapport à 1981
Rég. flamande	87 873	130 329	218 200	112 451	+28,0	145 804	+18,8	258 255	+18,4
Rég. wallonne	58 351	74 745	133 102	68 814	+17,9	81 444	+ 9,0	150 258	+12,9
Région bruxelloise ...	20 765	19 719	40 482	25 498	+22,8	22 566	+14,4	48 064	+18,7
Le Royaume	**166 991**	**224 792**	**391 784**	**206 763**	**+23,8**	**249 814**	**+11,1**	**456 577**	**+16,5**

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution du taux de chômage par région (a)

ANNÉES	REGIONS								
	Région flamande			Région wallonne			Région bruxelloise		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
1978	5,7	19,0	10,4	8,5	21,8	13,2	9,1	12,8	10,7
1979	5,7	19,9	10,8	8,2	22,6	13,4	9,1	13,2	10,8
1980	6,3	21,2	11,7	9,0	23,5	14,4	9,9	14,4	11,8
1981	9,1	23,7	14,4	11,9	26,0	17,1	13,2	16,6	14,7
1982	11,7	25,9	16,9	14,3	27,8	19,4	16,6	19,2	17,7

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Rapport entre le nombre de chômeurs complets indemnisés, et le nombre d'assurés contre le chômage (I.N.A.M.I.) au 30 juin de l'année précédente (moyennes mensuelles).

Faillites par région

RÉGION	Nombre			Importance relative (en %)		
	1980	1981	1982	1980	1981	1982
Région flamande	1 475	1 763	1 028	41,9	42,7	24,3
Région wallonne	1 060	1 251	1 921	30,1	30,3	45,4
Bruxelles (arrond. judic.)	984	1 119	1 281	28,0	27,0	30,3
Le Royaume ...	**3 519**	**4 133**	**4 230**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Eurinform.

Fermetures d'entreprises

Ventilation par région

RÉGION	Nombre de fermetures			Nombre de travailleurs affectés		
	1980	1981	1982	1980	1981	1982
Région flamande	622	784	572	13 198	15 534	12 014
Région wallonne	326	352	268	7 511	14 942	5 971
Région bruxelloise	335	359	199	6 723	7 225	3 493
Le Royaume...	**1 283**	**1 495**	**1 039**	**27 432**	**37 701**	**21 478**

Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés par suite de la fermeture d'entreprises.

Répartition des faillites par province

PROVINCE	1980	1981	1982	Evolution en 1982 en % par rapport à l'année précédente
Anvers	640	704	698	— 0,9
Brabant	1 200	1 266	1 236	— 2,4
Flandre occidentale	307	367	447	+21,8
Flandre orientale	273	394	358	— 9,1
Hainaut	371	431	493	+14,4
Liège	360	430	456	+ 6,0
Limbourg	161	312	306	— 1,9
Luxembourg	71	58	74	+27,6
Namur	136	171	162	— 5,3
Le Royaume ...	**3 519**	**4 133**	**4 230**	**+ 2,3**

Source : Eurinform.

SEPTIEME PARTIE

COMMERCE EXTERIEUR DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

Faillites par région

RÉGION	Nombre			Importance relative (en %)		
	1980	1981	1982	1980	1981	1982
Région flamande	1 475	1 763	1 028	41,9	42,7	24,3
Région wallonne	1 080	1 231	1 921	30,1	30,3	45,4
Bruxelles (arrond. judic.)	984	1 119	1 281	28,0	27,0	30,3
Le Royaume	3 539	4 133	4 230	100,0	100,0	100,0

Source : Euriniferm.

Fermetures d'entreprises

RÉGION	Nombre de fermetures			Nombre de travailleurs affectés		
	1980	1981	1982	1980	1981	1982
Région flamande	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	12 014
Région wallonne	326	352	268	7 511	14 942	5 971
Région bruxelloise	335	359	199	6 723	7 225	3 493
Le Royaume	1 283	1 495	1 639	27 432	37 701	21 478

Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés par suite de la fermeture d'entreprises.

Répartition des faillites par province

PROVINCE	1980	1981	1982	Evolution en 1982 en % par rapport à l'année précédente
Anvers	640	704	698	— 0,9
Brabant	1 200	1 266	1 235	— 2,4
Flandre occidentale	307	307	447	+21,8
Flandre orientale	272	394	358	— 9,1
Hainaut	371	431	493	+14,4
Liège	380	430	456	+ 6,0
Limbourg	161	712	306	— 1,9
Luxembourg	71	58	74	+27,6
Namur	106	171	162	— 5,3
Le Royaume	3 539	4 133	4 230	+ 2,3

Source : Euriniferm.

CHAPITRE PREMIER

COMMERCE EXTERIEUR DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

SECTION 1 : POLITIQUE COMMERCIALE

Depuis plusieurs années, l'économie belge fait face à un déficit de plus en plus important de son commerce extérieur, lié en partie à une perte de compétitivité des entreprises nationales sur les marchés extérieurs. Pour enrayer cette évolution, ainsi d'ailleurs que d'autres tout aussi perverses, le gouvernement a décidé de dévaluer le franc de 8,5 %, le 21 février 1982. Il s'agissait par là d'améliorer rapidement le niveau concurrentiel des entreprises, à la condition toutefois d'adopter simultanément des mesures d'accompagnement adéquates visant à l'allègement des coûts de production, ce qui fut réalisé (1).

D'autres actions de soutien aux ventes à l'étranger, plus habituelles, ont continué d'être mises en œuvre. Ainsi, l'Office national Ducroire a garanti en 1982 des opérations à concurrence de 177 milliards de francs, contre 150 milliards en 1981. Le montant total des engagements (ou risques en cours) s'élevait à la fin de 1982 à 337 milliards de francs, dont 70 milliards ont été assurés pour le compte de l'Etat. L'office intervient essentiellement dans trois directions : les pays en voie de développement, les pays membres de l'OPEP et les pays à économie planifiée. En 1982, les plafonds d'engagements atteignaient 260 milliards pour l'Office et 90 milliards pour l'Etat.

Le caractère mondial de la crise économique affecte gravement la capacité de paiement des pays du tiers monde et de certains pays à économie planifiée. Dès lors, le Ducroire a été amené à conclure des accords de consolidation avec d'autres pays qui ne pouvaient plus faire face à leurs obligations financières. En exécution de ces accords, il se substitue à l'exportateur-détenteur de la créance. L'année 1982 a surtout été marquée par la consolidation de la dette du Zaïre, du Soudan et de la Pologne. Les indemnités payées par l'Office en 1982 atteignaient 4,3 milliards de

(1) L'exposé de ces mesures figure dans la partie « Introduction générale ».

francs, montant supérieur au total des primes encaissées (2,5 milliards de francs). Le montant des indemnités en cours à la fin de 1982 s'élève à 15,9 milliards de francs (en 1981 : 13,2 milliards de francs).

Le « Comité pour la promotion des exportations de biens d'équipement belges » (COPROMEX) a continué à donner son avis au Ministre du Commerce extérieur pour toute demande relative à des crédits à l'exportation, à deux ans et au-delà, portant sur les biens d'équipement. Dans un souci de coordination avec les autres institutions intéressées aux crédits à l'exportation, le Comité s'efforce d'agir selon les mêmes principes et les mêmes critères que l'Office national du Ducroire et Créditexport.

En Belgique, les taux de Créditexport pour les crédits à moyen terme ont été fixés à 13,20 % le 5 juillet 1982 (y compris la commission bancaire de 0,45 %), alors que les taux fixés dans l'arrangement international conclu entre les pays de l'O.C.D.E. varient de 10 % à 12,15 % selon le pays destinataire de l'exportation et la durée du crédit. L'augmentation des taux date du 5 juillet 1982.

En ce qui concerne les prêts d'Etat, la loi du 10 août 1981 a prévu la création :

— d'un « Fonds des prêts à des Etats étrangers »;

— d'une commission chargée de la coordination de la politique adoptée en la matière, ainsi que de la gestion de ces prêts.

Le Fonds est alimenté par des crédits budgétaires, par le remboursement de ces prêts et éventuellement par le paiement des intérêts y afférents. En ce qui concerne le but et les modalités d'octroi et d'utilisation de ces prêts d'Etat, la politique menée depuis 1980 a été poursuivie : un crédit identique de 3.225 millions de francs y a été réservé.

Les principaux pays bénéficiaires de ce programme ont été le Bangladesh, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Turquie, le Zaïre et les Philippines.

Dans les demandes de crédit d'Etat, une attention particulière est désormais donnée :

— aux perspectives de coopération économique durable rendue possible par l'octroi du crédit d'Etat;

— aux sources complémentaires de financement existant pour le projet à couvrir. Dans de nombreux cas, ces sources de financement complémentaire pourraient être les institutions financières internationales ou les fonds de développement, notamment arabes.

L'OBCE a poursuivi ses efforts pour affiner et en même temps intensifier la diffusion sélective de l'information. Il organisa plusieurs missions officielles, mit sur pied ou en encadra d'autres et organisa des journées de contact en Belgique comme à l'étranger ainsi que des journées à l'exportation. Des arrêtés royaux pris en

décembre 1982 consacrent un élargissement de l'action régionale de l'OBCE, l'association plus étroite des instances régionales à son Conseil d'administration et l'intégration du Fonds du commerce extérieur à ses services.

En 1982, le Fonds du Commerce extérieur a reçu 606 demandes d'intervention contre 541 en 1981. Le plafond des autorisations d'engagements a été relevé en 1982 à 428 millions de francs belges au lieu de 400 millions en 1981; les engagements bruts réels pour l'année totalisent 323 millions dont 208 millions à titre de prêts, 90 millions à titre de subventions et 24 millions à titre de garantie. Les interventions du Fonds ont servi à soutenir des actions de prospection menées dans plusieurs pays.

A la suite d'une décision du Comité permanent pour la promotion des exportations, le Gouvernement belge s'attache à accroître le nombre d'accords de protection des investissements privés qui sont effectués sur territoire étranger et dont l'effet bénéfique sur les exportations de l'UEBL est indéniable. Douze conventions ont pu être réalisées jusqu'ici; dix accords sont entrés en vigueur et pour deux autres, les procédures à cette fin ont été entamées. Des négociations sont en cours de préparation avec plusieurs pays. Cette action est concentrée principalement sur l'Afrique.

Il sied également de faire état de l'activité déployée par la Belgique au sein des organisations spécialisées des Nations-Unies et dans d'autres instances internationales.

Le projet de texte de la déclaration qui aurait dû être approuvée durant la réunion ministérielle de novembre du GATT comportait quelques points litigieux, inacceptables pour la C.E.E., tels que la limitation des subventions à l'exportation, l'interdiction de nouvelles mesures protectionnistes, l'engagement de supprimer les mesures existantes et des attaques contre la politique de subvention de la Communauté dans le secteur de l'agriculture. Pour d'autres points, aucun texte n'avait été élaboré durant les travaux préparatoires; il s'agissait notamment de la procédure en matière de règlement des différends, des subventions, des produits de la pêche, des services et des dispositions régissant le commerce des produits de haute technologie.

La question des mesures de sauvegarde fit à nouveau l'objet de discussions, étant donné que certaines parties contractantes estimaient que le texte présenté était insignifiant. La C.E.E. s'est déclarée dès le début disposée à négocier en vue de parvenir à un accord global. Ainsi, la Commission européenne a tenté de faire accepter aux pays en voie de développement l'idée d'une étude sur les services (requête des U.S.A.), ceci afin de persuader les Etats-Unis de faire des concessions, et atténuer ainsi les attaques américaines contre la politique agricole commune.

Vu que les pays en développement refusaient de négocier sur le texte initial, le premier souci de la Commission européenne a été de rendre ce document négociable avec l'objectif de créer une marge de négociation dans les limites qui lui sont accordées par le conseil C.E.E. Le texte final ne comporte qu'une déclaration commune au profit du libre échange ainsi qu'une série d'accords vagues sur des

points concrets, comme les mesures de sauvegarde, pour lesquelles il a seulement été décidé de poursuivre les négociations dans la perspective d'une décision finale en novembre 1983.

La 24ème session du Conseil du Commerce et du Développement, dépendant de la C.N.U.C.E.D. a, pour la première fois, fait l'examen, désormais annuel, des structures de la production et du commerce dans l'économie mondiale, ainsi que la revue correspondante des « faits nouveaux comportant des restrictions au commerce ». Le Secrétariat de la C.N.U.C.E.D. a notamment fourni une étude intitulée « Protectionnisme et aménagements de structures dans le secteur agricole et d'autres secteurs de production primaire ». Au départ des thèses développées par le Secrétariat et les P.V.D., la C.N.U.C.E.D. est entrée ainsi au cœur d'un processus annuel d'examen approfondi du proctectionnisme et des ajustements de structure qui ne pourra éviter de doubler dans une certaine mesure l'activité du G.A.T.T. dans ce domaine. Un tel double emploi est certes contestable, mais quasi inévitable car ces questions relèvent aussi du mandat de la C.N.U.C.E.D. Les pays occidentaux ont néanmoins pu faire obstacle à la tendance du Secrétariat à un examen des mesures prises pays par pays.

En ce qui concerne les relations extérieures de la Communauté économique européenne, il convient, en premier lieu, de signaler que les négociations en vue de l'adhésion du Portugal et de l'Espagne se sont poursuivies au cours de l'année 1982 et que, sous l'impulsion de la présidence de la Belgique, des progrès substantiels ont été réalisés dans plusieurs chapitres.

Par ailleurs, les relations de la Communauté avec les pays du Maghreb (Algérie, Maroc et Tunisie) et du Machrek (Liban, Egypte, Jordanie, Syrie) ont été marquées, en 1982, par la signature de nouveaux protocoles financiers, valables pour une période s'étendant jusqu'au 31 octobre 1986 et qui mettent à la disposition de ces pays un montant total de 489 millions d'Ecus.

Dans le cadre de la deuxième Convention A.C.P./C.E.E. de Lomé, les engagements financiers pris par la Communauté en faveur des pays A.C.P. se sont élevés en 1982 à près de 1.200 millions d'Ecus. Dans une déclaration interprétative, la C.E.E. a essentiellement mis l'accent sur sa vision de la problématique agricole, secteur pour lequel un programme de travail global a été accepté, sans cependant un engagement de négociation. De même, il a été demandé, en ce qui concerne le règlement des différends, que la procédure traditionnelle de consensus soit respectée. Les études et les programmes de travail qui seront élaborés dans divers secteurs (services, produits tropicaux, restrictions quantitatives) peuvent être acceptés par la C.E.E. moyennant quelques nuances.

*

* *

SECTION 2. — EVOLUTION GENERALE DU COMMERCE EXTERIEUR

En 1981, les échanges extérieurs de l'U.E.B.L. en valeur avaient connu une expansion modérée, inférieure aussi bien pour les importations que les exportations à dix pour-cent; ces dernières mêmes, pendant une partie de l'année, avaient reculé par rapport à l'année antérieure. En 1982, une reprise s'est produite, due principalement à la dévaluation du franc belge par rapport à l'ensemble des monnaies du S.M.E. et aux mesures prises pour accroître la compétitivité des entreprises sur les marchés internationaux : au mois de juin, le taux de croissance (1) des achats à l'étanger atteignait 18,7 %; pour l'année entière, il s'établit à 14,4 % cependant que l'expansion des ventes à l'extérieur se fixe à 16,1 % après s'être élevée à 17,3 % au milieu de l'année.

En volume, les importations n'ont crû que faiblement pour l'ensemble de l'année (+ 0,5 %) alors qu'un recul de 4,1 % s'était produit en 1981; en juin 1982, toutefois, une hausse de 4,6 % était encore notée. Cette flexion importante reflète celle de la demande intérieure. Les exportations se sont développées de 1,4 % contre une stagnation en 1981 (+ 0,2 %); cette légère progression s'est déroulée principalement durant le second semestre et malgré la faiblesse de la demande mondiale.

En dépit de la dévaluation du franc, une baisse de 1 % du taux de croissance de l'indice des prix à l'importation s'est produite en 1982 (+ 13,8 % contre + 14,7 % en 1981); celui-ci a de la sorte répercuté en ordre principal le ralentissement des prix mondiaux des matières premières. A l'exportation par contre, l'augmentation des prix est passée de 8,9 % en 1981 à 14,1 % en 1982, les exportateurs belges alignant leurs prix sur ceux de leurs concurrents étrangers.

L'examen des séries désaisonnalisées et lissées du commerce extérieur en valeur fait apparaître une amélioration constante des exportations durant l'année entière alors qu'une cassure se produisait en mai pour les importations; à l'orientation favorable qu'elles avaient connue jusque-là succédait une période de moindre croissance due en grande partie au peu de soutien de l'activité intérieure.

Le déficit commercial de l'U.E.B.L. atteint, au terme de 1982, un montant de 247, 8 milliards, donc quasi identique à celui enregistré un an auparavant (247,4 milliards). Il représente désormais 10,3 % des exportations et 9,4 % des importations contre respectivement 12 % et 10,7 % en 1981. L'ampleur de ce déficit — non cumulé — a baissé de trimestre en trimestre : il se chiffrait à 106,5 milliards durant les trois premiers mois de l'année; par la suite, il s'est élevé à 81,4 milliards et à 43,1 milliards pour ne plus atteindre que 16,7 milliards d'octobre à décembre. Le surplus pour les produits autres qu'énergétiques est passé de 42 milliards en 1981 à 93,4 milliards en 1982.

(1) Les taux de croissance indiqués dans ce paragraphe et les suivants sont calculés sur base de données cumulées à la fin de la période mentionnée et par rapport à la période correspondante de l'année antérieure.

La dégradation des termes de l'échange, présente depuis un certain temps, a été enrayée au cours de l'année écoulée : l'indice en question passe en effet de 85,4 en 1981 à 85,7 en 1982. Par contre, l'indice des termes de l'échange en volume a plus nettement progressé, grimpant en un an de 102,8 à 104. De même, le coefficient de couverture des importations par les exportations s'est redressé, évoluant de 89,3 à 90,6.

A titre de comparaison, le G.A.T.T. estime (1) que le volume du commerce mondial a diminué de 2 % en 1982, revenant ainsi à peu près au même niveau qu'en 1979. Son seul point fort se situe dans le commerce des produits agricoles (+ 1 % contre + 4 % en 1981) alors que celui des produits manufacturés diminuait de 1 % (+ 3 % en 1981) et celui des produits minéraux fléchissait de 7 % (— 9 % en 1981).

Pour ce qui concerne la valeur du commerce mondial, le G.A.T.T. signale que les chiffres sont fortement influencés par la baisse des valeurs unitaires en dollars, résultant de l'appréciation de la monnaie américaine. Cette baisse, qui est de 3 % pour les produits manufacturés et de 7 % pour les produits agricoles, est de 4 % en moyenne pour l'ensemble du commerce mondial. Une contraction en volume, conjugée avec une baisse des valeurs unitaires en dollars, ont fait chuter la valeur du commerce mondial à un niveau estimé à 1.800 milliards de dollars en 1982, inférieur de 6 % à celui de 1981.

§ 1. — EXPORTATIONS

1. — *Répartition sectorielle.*

A la différence de ce qui s'était produit en 1981, année durant laquelle les ventes à l'étranger de produits minéraux avaient reculé, aucune branche d'activité N.A.C.E.-C.L.I.O. n'enregistre de baisse de ses exportations; certaines d'entre elles cependant connaissent une expansion en valeur inférieure à celle du total général de 16,1 %. Ainsi la branche de l'énergie n'augmente que de 11,3 % et celle de l'industrie textile et de l'habillement, que de 12,7 %. Pour cette dernière, l'évolution en question est due principalement aux tapis ainsi qu'aux « autres produits ».

L'expansion des produits minéraux est également inférieure à la moyenne générale. Les produits C.E.C.A. en portent la responsabilité, avec une hausse de 4,8 %, qui marque cependant une amélioration par rapport à l'année précédente durant laquelle un recul s'était produit. Les autres sous-branches évoluent favorablement, y compris les métaux non ferreux, eux aussi en baisse en 1981.

Pour ce qui concerne les produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche, il ya lieu de mentionner la bonne tenue des produits végétaux alors que les autres n'augmentent que modestement.

---

(1) Il s'agit de la première évaluation du commerce mondial établie par le Secrétariat du G.A.T.T. Celle-ci est très approximative dans la mesure où, au moment de la publier, le G.A.T.T. ne dispose de statistiques couvrant l'année que pour un certain nombre de pays industriels seulement.

Dans les autres industries, le papier, le caoutchouc et plastiques et l'orfèvrerie se développent moins rapidement que l'ensemble; pour la dernière sous-branche mentionnée, l'augmentation est sensiblement plus rapide qu'en 1981. Il y a lieu également de signaler l'expansion du cuir, en régression l'année précédente.

Parmi les branches dont la croissance dépasse la moyenne générale, les produits chimiques occupent la première place. Ils ont été principalement soutenus par les produits pharmaceutiques, ceux d'hygiène et domestique ainsi que ceux destinés à l'industrie et à l'agriculture. Par contre, les matières synthétiques et artificielles régressent.

La hausse rapide des véhicules et moteurs automobiles ainsi que des autres moyens de transport soutient les produits métalliques et électrotechniques; elle contrebalance la faible performance des installations et fournitures électriques.

La croissance des exportations de produits alimentaires, quoique supérieure à la moyenne, est en baisse par rapport aux résultats de 1981; cette évolution est causée par la viande alors que le lait et les autres produits alimentaires sont en expansion rapide.

2. — *Répartition géographique.*

La déconcentration des exportations, qui se poursuivait depuis trois années, a été arrêtée en 1982. La part des pays tiers industrialisés dans le total des ventes à l'étranger est en effet passée en un an de 84,6 % à 85,2 %, celle des pays de la C.E.E. croissant de 70 % à 70,6 %; cette avance se réalise essentiellement en défaveur des pays en voie de développement dont la part régresse de 12,1 % à 11,6 % cependant que celle des pays à commerce d'Etat reste stable (2,2 % contre 2,3 %).

Les ventes à certains pays membres de la C.E.E. ont augmenté de manière spectaculaire. Le cas le plus évident est constitué par l'avance de plus de 30 % des exportations vers le Royaume-Uni; de plus, il y a lieu de mentionner un développement rapide vers l'Irlande, tout comme ce fut déjà le cas en 1981, ainsi qu'une honorable performance vers la R.F.A. Les ventes aux Pays-Bas ne croissent que faiblement alors que celles vers le Danemark reculent.

Pour ce qui concerne les autres pays industrialisés, il convient de noter la poursuite de l'expansion soutenue des exportations vers les Etats-Unis et le Japon, mais à un rythme moindre qu'un an auparavant.

Les ventes aux pays en développement ont connu des évolutions divergentes : celles aux pays producteurs de pétrole africains principalement la Lybie et le Nigéria, diminuent alors que vers ceux d'Asie, une croissance doit être mentionnée, avec toutefois l'exception notable de l'Iran. Les ventes au Mexique baissent également. Les exportations vers ces pays, non producteurs de pétrole, enregistrent, sur tous les continents, des taux de croissance confortables.

Les exportations vers les pays européens à commerce d'Etat sont en diminution importante, sauf celles à destination de l'U.R.S.S.; les taux de croissance sont tous largement inférieurs à ceux de 1981. Il y a lieu de mentionner que les ventes à la Chine ont plus que doublé en un an; leur part dans le total ne représente toutefois que 0,4 %.

§ 2. — IMPORTATIONS

1. — *Répartition sectorielle.*

Toutes les branches d'activité N.A.C.E.-C.L.I.O. ont participé à la hausse globale des importations. Les taux de croissance les plus faibles proviennent des produits minéraux (+ 6,3 %) et des « autres industries » (+ 9,3 %). Pour la première de ces branches, ce résultat est causé par le recul, déjà présent en 1981, des métaux non ferreux et la faible croissance des minerais de fer et autres minerais; pour la seconde, il est entraîné par le bois et les meubles ainsi que l'orfèvrerie et les diamants taillés.

Les autres branches connaissent une expansion égale ou supérieure à la moyenne, la plus importante étant celle des industries alimentaires.

Il convient également de noter la diminution sensible — plus de la moitié par rapport à 1981 — de la croissance des importations des produits pétroliers en valeur, due à un recul des quantités importées.

2. — *Répartition géographique.*

Comme pour les exportations, un phénomène de reconcentration des achats en provenance des pays industrialisés se produit : leur part croît en un an de 80,7 % à 81 %. Par ailleurs, une augmentation importante des importations venant des pays à commerce d'Etat fait passer leur importance relative de 2,6 % à 3,5 % du total. Ces deux mouvements s'effectuent au détriment des pays en développement dont le poids baisse de 16,6 % à 15,4 %.

Parmi les résultats remarquables, il y a lieu de mentionner la hausse de 84,7 % des importations en provenance d'U.R.S.S. (essentiellement des combustibles et lubrifiants) alors que celles des autres pays à commerce d'Etat régressent ainsi que la diminution des achats à de nombreux pays producteurs de pétrole, l'Algérie, le Nigéria et le Mexique constituant des exceptions. Les importations japonaises reculent de plus de 8 % après avoir augmenté de 29 % environ en 1981.

Des taux de croissance élevés sont enregistrés pour les importations en provenance de tous les pays de la C.E.E. à l'exception du Royaume-Uni.

§ 3. — BALANCE COMMERCIALE

1. — *Répartition sectorielle.*

Deux branches d'activité N.A.C.E.-C.L.I.O. ont grandement influencé la balance commerciale dans le sens négatif. Il s'agit de celles de l'énergie dont le solde est passé de − 279,8 milliards à − 332,3 milliards (1) et des produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche dont le déficit a crû de 84,4 milliards à 102,3 milliards. De plus, le solde positif des industries alimentaires s'est légèrement contracté (26 milliards contre 27,5 en 1981), à cause des produits laitiers.

Les autres branches ont connu une évolution favorable :

- pour les produits minéraux, le surplus passe de 86,6 milliards à 120,4 milliards; il est dû en très grande mesure à la contraction du déficit des métaux non ferreux (− 4,9 milliards contre − 30,4 milliards en 1981) ainsi qu'aux matières non métalliques (+ 10,6 milliards contre + 7,2 milliards en 1981);
- pour les produits chimiques, le solde positif s'est accru de 67,6 milliards à 79,9 milliards; toutes les sous-branches ont amélioré leur position, en particulier les produits d'hygiène et domestiques ainsi que les produits chimiques destinés à l'industrie et à l'agriculture; par contre, le déficit des matières synthétiques et artificielles s'est accru;
- l'amélioration est faible pour les matières textiles (22,8 milliards contre 22 milliards);
- pour les produits métalliques et électro-techniques, le déficit s'est contracté de 47,8 milliards en 1981 à 39,1 milliards en 1982. Le solde négatif en 1981 des véhicules et moteurs automobiles (− 10,5 milliards) a fait place à un léger surplus (0,6 milliards); les autres sous-branches enregistrent aussi une amélioration sauf les machines agricoles et industrielles dont le déficit a haussé considérablement (− 19,6 milliards contre − 8,5 milliards en 1981);
- pour les industries diverses, l'amélioration sensible (− 23 milliards contre − 39 milliards en 1981) est due principalement à l'orfèvrerie et aux diamants taillés (− 2,9 milliards contre − 15,8 milliards en 1981).

2. — *Répartition géographique.*

Le déficit commercial de l'U.E.B.L. avec les pays tiers industrialisés s'est sensiblement contracté (− 99,4 milliards contre − 121,2 milliards en 1981); cette amélioration est due à une évolution favorable des échanges avec les pays européens non membres de la C.E.E. (+ 16,1 milliards contre − 9,5 milliards en 1981) et le

(1) Le déficit de la branche « énergie » représente désormais 134 % du déficit global contre 113 % en 1981.

Japon (– 35 milliards contre – 42,3 milliards en 1981). Tel n'a pas été le cas des relations avec la C.E.E. (20,7 milliards contre 26,7 milliards en 1981) et, dans une moindre mesure, de celles avec les Etats-Unis (– 80,4 milliards contre – 78,7 milliards en 1981). Il convient de remarquer l'accroissement important du déficit vis-à-vis des Pays-Bas (– 125,5 milliards contre – 89 milliards en 1981 dû aux combustibles minéraux et l'amélioration substantielle du surplus vis-à-vis du Royaume-Uni (45,3 milliards contre 6,3 milliards en 1981).

Le déficit commercial de l'U.E.B.L. avec les pays en voie de développement s'est amenuisé (– 131,6 milliards contre – 132,7 milliards en 1981). Deux mouvements opposés se compensent : une réduction du solde négatif des échanges avec l'Arabie saoudite et une détérioration de celui avec la Libye. Par ailleurs, le surplus des relations commerciales avec Hong-Kong, Taïwan et la Corée du Sud s'est accru (4,2 milliards contre 1,9 milliards en 1981).

Les échanges entre l'U.E.B.L. et les pays à économie planifiée se sont détériorés : le solde négatif est passé de – 14,1 milliards en 1981 à – 39,5 milliards en 1982. L'U.R.S.S. est à l'origine de cet écart, le déficit de l'Union économique à son égard s'étant largement creusé (– 42,6 milliards contre – 14,4 milliards en 1981).

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Commerce spécial

MOIS	Quantité (en milliers de tonnes)		Valeur (en millions de francs)		Solde (en millions de francs)	Coefficient de couverture (pourcentage)
	Importations	Exportations	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)		
1972 Moyenne mensuelle	**11 971**	**6 342**	**56 814**	**59 248**	**+ 2 434**	**104,3**
1973 Moyenne mensuelle	**12 954**	**6 982**	**71 344**	**72 510**	**+ 1 166**	**101,6**
1974 Moyenne mensuelle	**13 371**	**6 798**	**96 724**	**91 652**	**— 5 072**	**94,8**
1975 Moyenne mensuelle	**11 488**	**6 328**	**94 245**	**88 073**	**— 6 172**	**93,5**
1976 Moyenne mensuelle	**12 689**	**6 701**	**114 080**	**105 538**	**— 8 542**	**92,5**
1977 Moyenne mensuelle	**12 452**	**7 044**	**120 665**	**112 059**	**— 8 606**	**92,9**
1978 Moyenne mensuelle	**12 981**	**6 874**	**127 170**	**117 522**	**— 9 648**	**92,4**
1979 Moyenne mensuelle	**14 026**	**7 302**	**148 696**	**138 435**	**—10 261**	**93,1**
1980 Moyenne mensuelle	**13 608**	**7 661**	**175 067**	**157 530**	**—17 537**	**90,0**
1981 Moyenne mensuelle	**12 872**	**7 455**	**192 480**	**171 860**	**—20 620**	**89,3**
1982 Moyenne mensuelle (a)	**12 316**	**7 310**	**220 190**	**199 539**	**—20 651**	**90,6**
1981 Janvier	12 722	6 548	175 801	143 878	—31 923	81,8
Février	12 472	7 074	188 933	158 064	—30 869	83,7
Mars	13 646	7 207	207 419	174 755	—32 664	84,3
Avril	13 303	7 652	195 803	172 826	—22 977	88,3
Mai	11 874	6 971	176 340	161 188	—15 152	91,4
Juin	13 314	7 929	194 494	180 847	—13 647	93,0
Juillet	11 734	7 677	184 900	165 799	—19 101	89,7
Août	12 784	5 982	183 479	131 645	—51 834	71,7
Septembre	13 043	8 698	199 551	199 494	— 57	100,0
Octobre	13 044	8 813	202 038	200 784	— 1 254	99,4
Novembre	12 580	7 459	197 261	179 627	—17 634	91,1
Décembre	13 950	7 448	203 745	193 409	—10 336	94,9
Total ...	**154 465**	**89 460**	**2 309 761**	**2 062 316**	**–247 445**	**89,3**
1982 Janvier	11 998	5 437	193 533	156 371	—37 162	80,8
(a) Février	11 436	6 470	201 092	181 108	—19 984	90,1
Mars	14 124	7 868	268 344	218 949	—49 395	81,6
Avril	14 412	7 831	239 352	203 543	—35 809	85,0
Mai	12 347	7 127	215 563	188 905	—26 658	87,6
Juin	13 876	7 865	233 596	214 627	—18 969	91,9
Juillet	11 428	7 541	197 647	192 358	— 5 289	97,3
Août	11 434	6 229	191 735	144 354	—47 381	75,3
Septembre	12 348	8 190	225 255	234 765	+ 9 510	104,2
Octobre	11 970	8 473	220 443	237 255	+ 16 812	107,6
Novembre	11 904	7 025	237 975	203 451	—34 524	85,5
Décembre	10 518	7 667	217 744	218 777	+ 1 033	100,5
Total...	**147 797**	**87 722**	**2 642 280**	**2 394 463**	**–247 817**	**90,6**

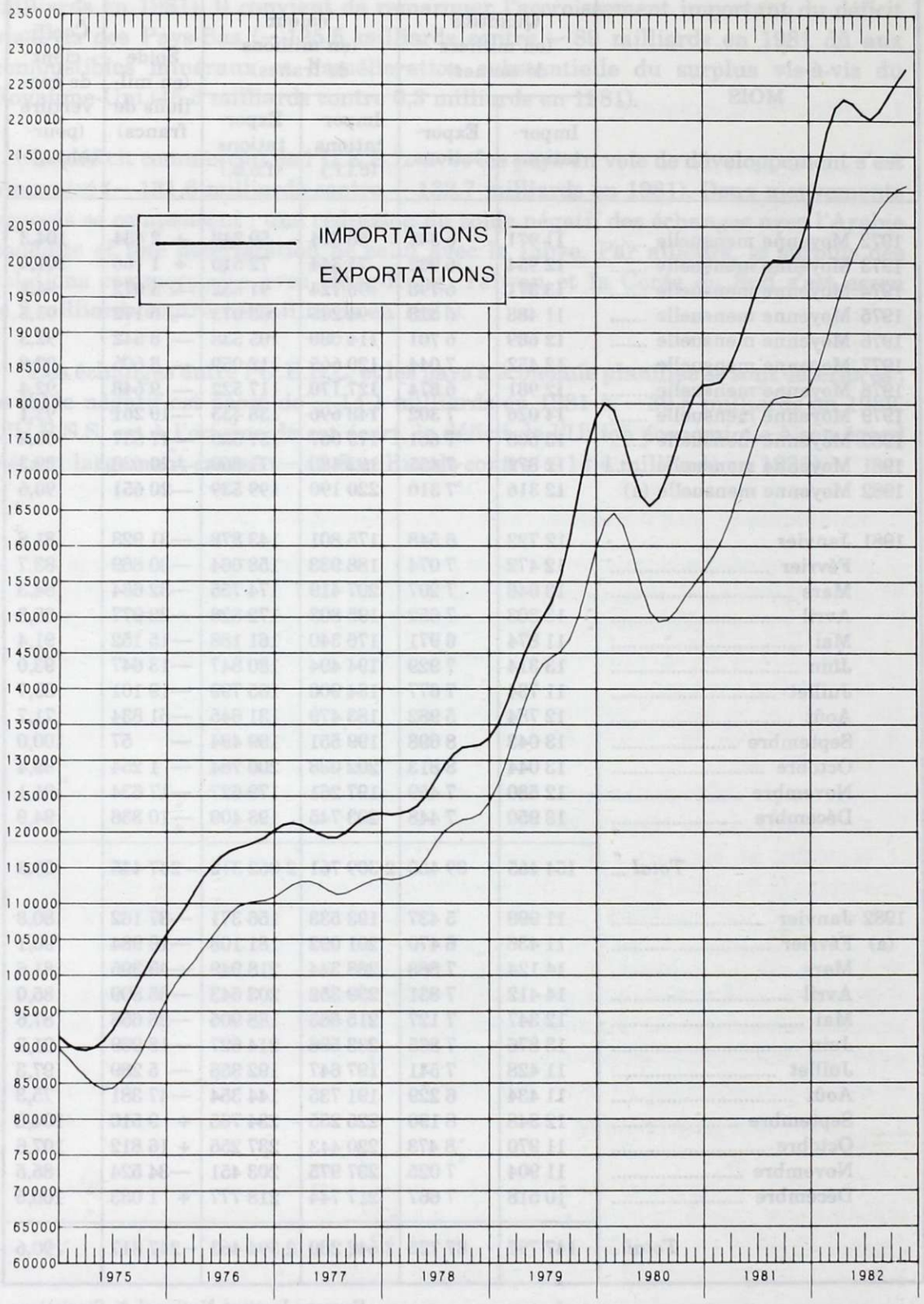
Source : Institut National de Statistique.

(a) Données provisoires.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Valeur

(en millions de francs - séries désaisonnalisées et lissées - 1970=100)

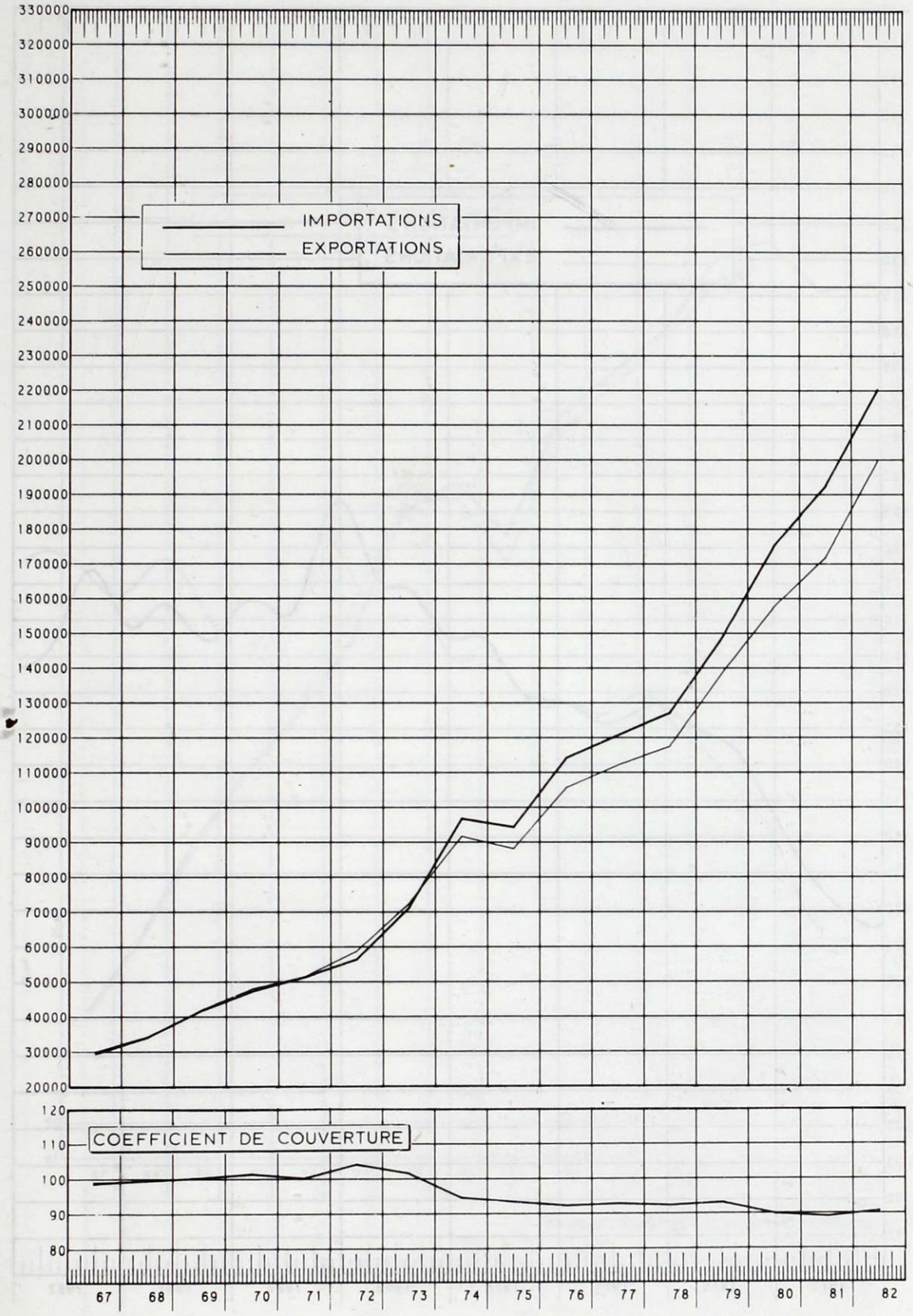


Source : Institut National de Statistique.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Valeur

(moyennes annuelles - en millions de francs)

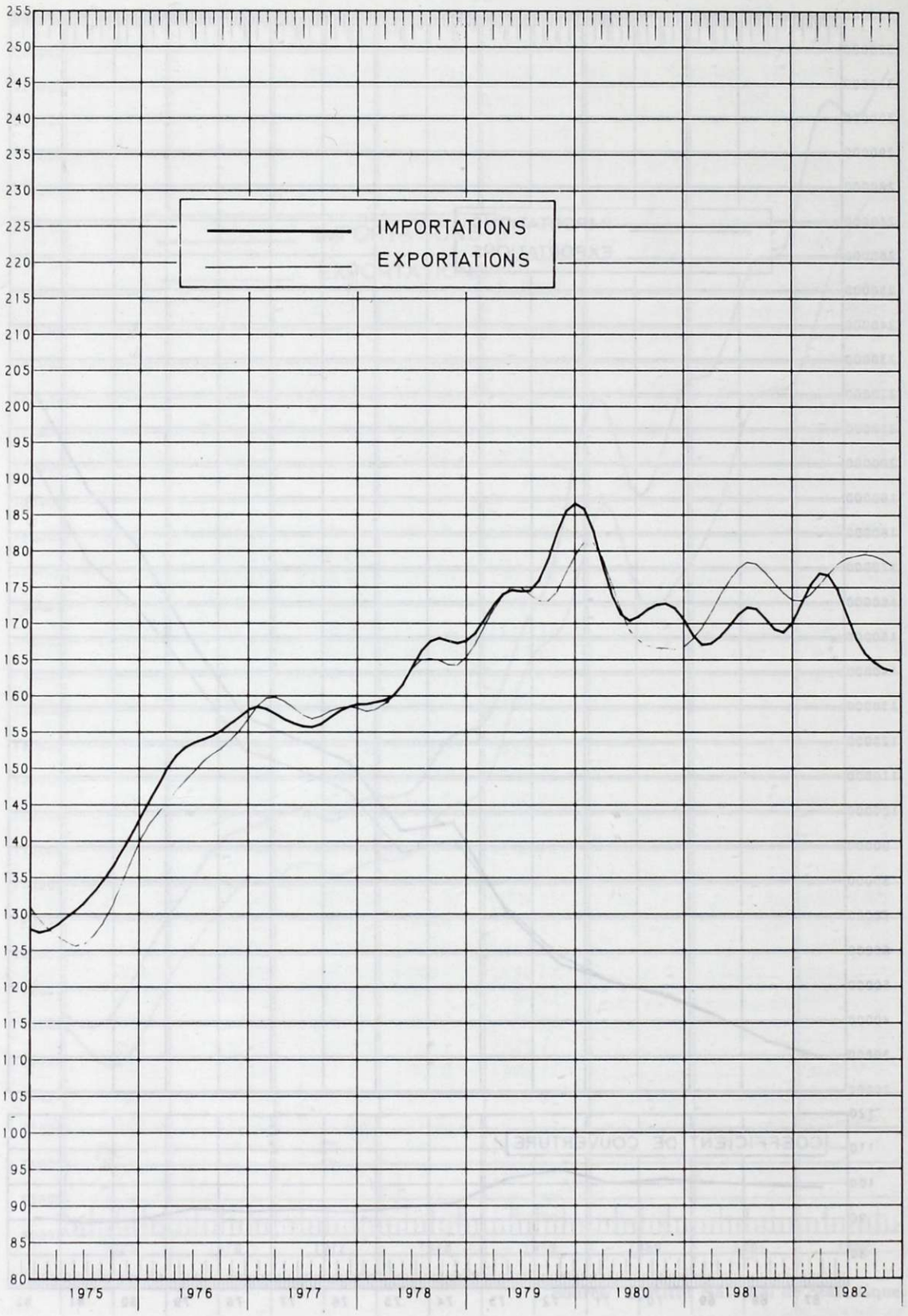


Source : Institut National de Statistique.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Indices de quantité

(séries désaisonnalisées et lissées - 1970=100)

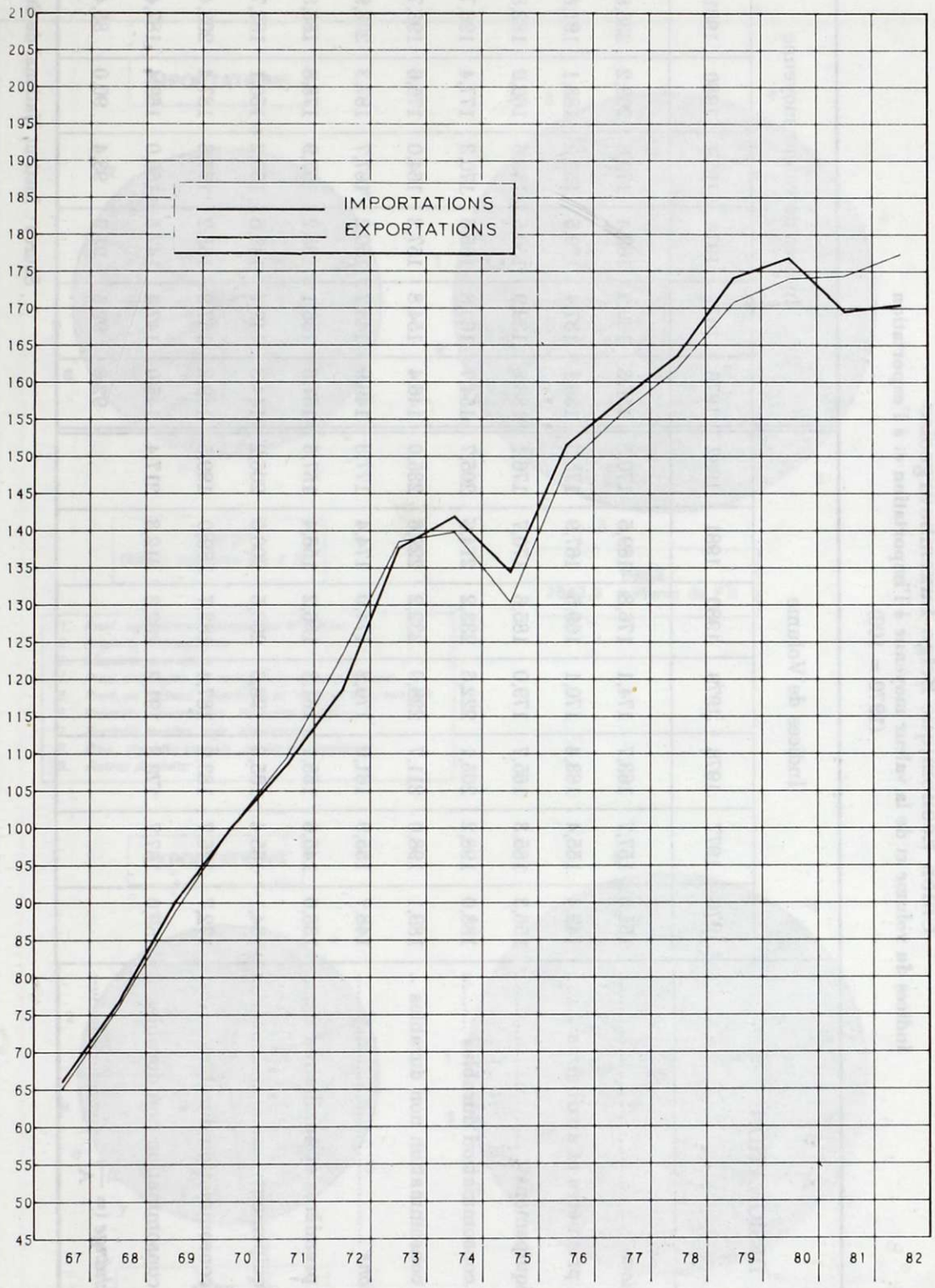


Source : Institut National de Statistique.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Indices de quantité

(moyennes mensuelles par année - 1970 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

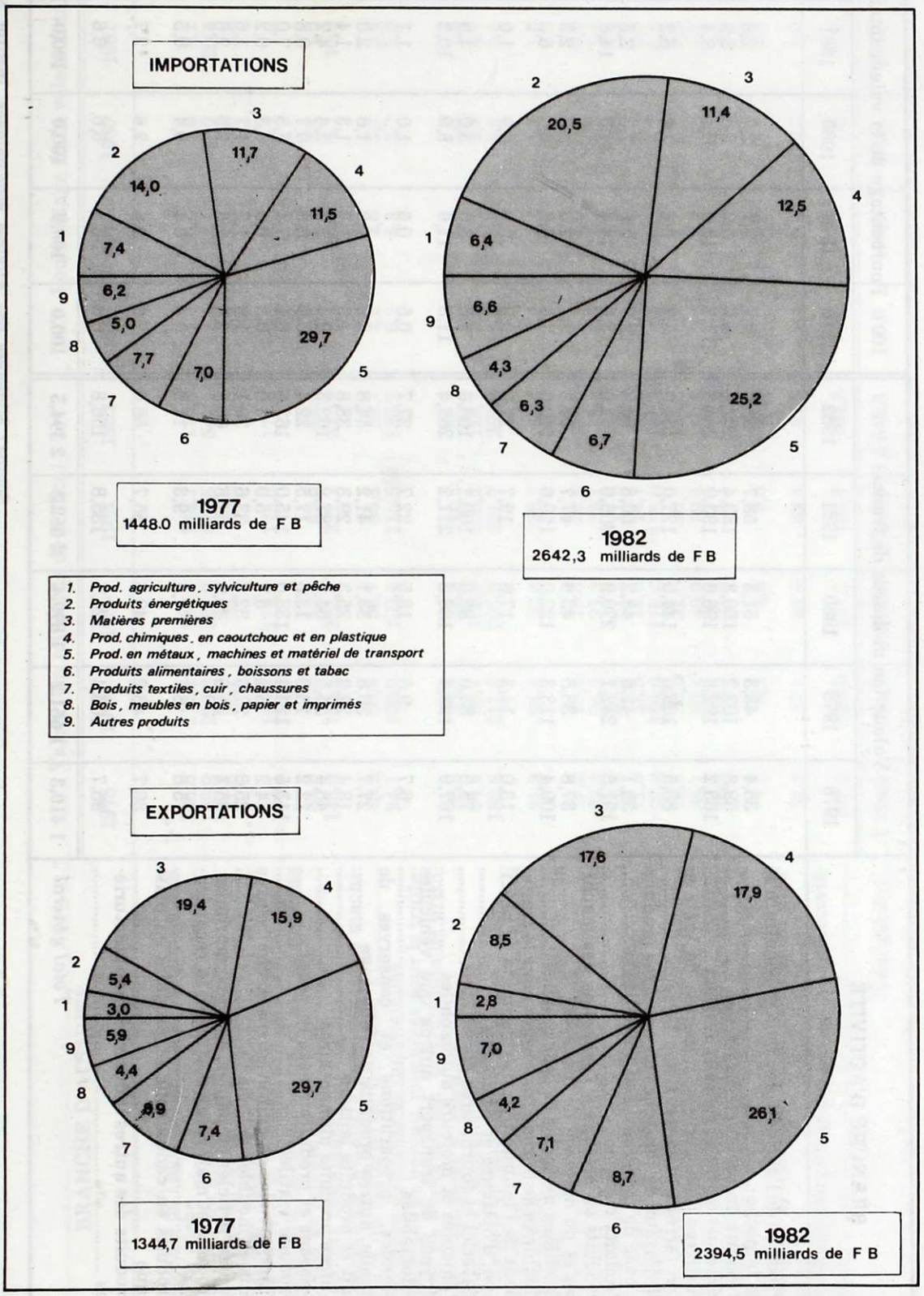
Indices du volume et de la valeur moyenne à l'importation et à l'exportation
(1970 = 100)

DÉSIGNATION	Indices de Volume							Indices de valeur moyenne						
	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
A. *Importations*	151,5	157,7	163,7	174,1	176,8	169,5	170,5	158,3	160,9	163,4	179,6	208,2	238,8	271,6
Matières premières et auxiliaires	149,4	155,4	163,4	170,1	169,5	167,9	175,3	138,1	137,4	139,5	159,3	183,1	191,6	208,0
Biens d'équipement	156,3	165,3	165,7	179,0	185,6	170,7	176,1	138,8	139,9	150,5	153,6	160,9	182,8	209,3
Biens de consommation durables	188,0	198,2	205,1	222,6	233,2	214,6	205,7	154,7	160,8	165,6	170,3	177,4	196,7	223,0
Biens de consommation non durables	189,1	198,0	211,7	226,0	232,2	229,6	235,0	146,4	154,8	157,2	164,0	175,6	193,7	223,6
B. *Exportations*	148,7	155,9	161,9	170,8	174,0	174,4	177,3	146,9	148,7	150,2	167,7	187,3	203,9	232,8
Matières premières et auxiliaires	138,0	145,6	155,1	161,3	156,2	156,4	157,5	137,5	136,1	138,2	157,9	178,8	186,3	209,0
Biens d'équipement	184,1	185,4	185,3	198,6	208,5	206,5	206,2	144,8	149,7	149,5	155,2	166,1	182,7	211,8
Biens de consommation durables	172,7	176,7	183,9	187,4	183,7	189,0	199,5	149,2	157,9	165,2	177,6	187,4	203,4	236,2
Biens de consommation non durables	159,0	167,7	173,3	191,2	202,3	212,3	217,4	145,0	147,4	147,5	150,0	169,4	187,4	210,3
C. *Taux d'échange* ($= \frac{B}{A}$)								92,8	92,5	91,9	93,4	90,0	85,4	85,7

Source : Institut National de Statistique.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Structure des importations et des exportations en 1977 et 1982
(par classes de produits - en %)



Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Exportations par branche d'activité
(classification N.A.C.E.-C.L.I.O.)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	Valeur (en milliards de francs)					Pourcentage de la valeur totale				
	1978	1979	1980	1981	1982	1978	1979	1980	1981	1982
1. Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	38,4	45,3	51,3	58,7	68,0	2,7	2,7	2,7	2,8	2,8
2. Produits du secteur énergétique	59,8	103,2	156,3	183,4	202,4	4,2	6,2	8,3	8,9	8,5
3. Minerais de fer et métaux ferreux	165,2	192,8	196,0	193,0	208,3	11,7	11,6	10,4	9,4	8,7
4. Matières radioactives, minerais de métaux non ferreux et métaux non ferreux	80,5	109,6	144,0	127,0	154,0	5,7	6,6	7,6	6,2	6,4
5. Matériaux de construction et autres produits à base de minéraux non métalliques	39,1	41,5	48,2	50,8	60,2	2,8	2,5	2,5	2,5	2,5
6. Produits chimiques	191,5	242,1	270,9	306,0	361,6	13,6	14,6	14,3	14,8	15,1
7. Produits en métaux à l'exclusion des machines et du matériel de transport	37,8	38,5	43,9	47,7	54,4	2,7	2,3	2,3	2,3	2,3
8. Machines agricoles et industrielles	109,4	113,3	122,0	129,6	140,0	7,8	6,8	6,5	6,3	5,8
9. Machines de bureau, machines pour le traitement de l'information, instruments de précision, d'optiques et similaires	13,0	14,3	17,6	19,7	27,8	0,9	0,9	0,9	1,0	1,2
10. Matériel et fournitures électriques	78,6	83,0	95,0	100,1	106,5	5,6	5,0	5,0	4,9	4,4
11. Véhicules et moteurs automobiles	167,0	193,4	186,2	211,2	269,4	11,8	11,6	9,9	10,2	11,3
12. Moyens de transport autres que véhicules automobiles	6,7	9,5	18,5	22,7	27,7	0,5	0,6	1,0	1,1	1,2
13. Viandes, préparations et conserves de viande, autres produits de l'abattage	27,7	30,8	33,1	41,2	44,8	2,0	1,9	1,8	2,0	1,9
14. Lait et produits laitiers	18,4	22,3	25,3	29,3	38,8	1,3	1,3	1,3	1,4	1,6
15. Autres produits alimentaires	48,4	54,6	64,0	87,2	102,3	3,4	3,3	3,4	4,2	4,3
16. Boissons et produits à base de tabacs	12,2	13,0	13,6	17,5	22,4	0,9	0,8	0,7	0,8	0,9
17. Produits textiles	113,5	123,4	138,0	145,0	163,6	8,1	7,4	7,3	7,0	6,8
18. Cuirs, articles en cuir et en peau, chaussures	4,2	5,2	5,2	5,0	6,0	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3
19. Bois et meubles en bois	25,6	27,5	32,3	33,6	39,1	1,8	1,7	1,7	1,6	1,6
20. Papier, articles en papier, articles imprimés	35,4	41,6	46,9	52,8	60,5	2,5	2,5	2,5	2,6	2,5
21. Produits et matériaux destinés à la récupération	5,5	6,7	7,8	9,3	11,9	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5
22. Produits en caoutchouc et produits en plastique	36,7	43,2	49,6	55,7	68,0	2,6	2,6	2,6	2,7	2,9
23. Produits des autres industries manufacturières	95,7	106,4	124,7	135,8	156,8	6,8	6,4	6,6	6,6	6,5
Total général	**1 410,3**	**1 661,2**	**1 890,4**	**2 062,3**	**2 394,5**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations par branche d'activité

(classification N.A.C.E.-C.L.I.O.)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	Valeur (en milliards de francs)					Pourcentage de la valeur totale				
	1978	1979	1980	1981	1982	1978	1979	1980	1981	1982
1. Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	106,3	117,1	124,3	143,1	170,3	7,0	6,6	5,9	6,2	6,4
2. Produits du secteur énergétique	188,9	250,8	362,2	470,5	542,1	12,4	14,1	17,2	20,4	20,5
3. Minerais de fer et métaux ferreux	51,6	58,7	63,1	65,6	78,0	3,4	3,3	3,0	2,9	3,0
4. Matières radioactives, minerais de métaux non ferreux et métaux non ferreux	93,4	120,7	172,5	175,0	174,5	6,1	6,8	8,2	7,6	6,6
5. Matériaux de construction et autres produits à base de minéraux non métalliques	34,9	37,9	43,4	43,6	49,6	2,3	2,1	2,1	1,9	1,9
6. Produits chimiques	143,9	183,6	203,4	231,2	277,9	9,4	10,3	9,7	10,0	10,5
7. Produits en métaux à l'exclusion des machines et du matériel de transport	43,9	50,0	56,7	55,8	59,7	2,9	2,8	2,7	2,4	2,3
8. Machines agricoles et industrielles	94,1	103,0	120,4	115,5	135,2	6,2	5,8	5,7	5,0	5,1
9. Machines de bureau, machines pour le traitement de l'information, instruments de précision, d'optiques et similaires	28,5	33,0	37,8	42,3	52,2	1,9	1,8	1,8	1,8	2,0
10. Matériel et fournitures électriques	84,4	90,7	102,9	108,2	112,7	5,5	5,1	4,9	4,7	4,3
11. Véhicules et moteurs automobiles	188,6	211,5	205,9	221,7	268,8	12,4	11,8	9,8	9,6	10,2
12. Moyens de transport autres que véhicules automobiles	21,8	24,4	32,4	35,1	36,4	1,4	1,4	1,5	1,5	1,4
13. Viandes, préparations et conserves de viande, autres produits de l'abattage	17,2	18,5	18,3	20,2	24,6	1,1	1,0	0,9	0,9	0,9
14. Lait et produits laitiers	23,3	24,3	27,3	33,1	45,3	1,5	1,4	1,3	1,4	1,7
15. Autres produits alimentaires	54,6	62,9	67,7	77,0	90,1	3,6	3,5	3,2	3,3	3,4
16. Boissons et produits à base de tabacs	11,3	12,5	14,0	14,7	17,2	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7
17. Produits textiles	97,6	108,0	119,6	123,0	140,8	6,4	6,0	5,7	5,3	5,3
18. Cuirs, articles en cuir et en peau, chaussures	16,7	20,2	22,0	20,7	24,6	1,1	1,1	1,1	0,9	0,9
19. Bois et meubles en bois	35,1	39,4	40,9	39,6	40,5	2,3	2,2	2,0	1,7	1,5
20. Papier, articles en papier, articles imprimés	43,5	52,0	57,5	64,1	73,9	2,8	2,9	2,7	2,8	2,8
21. Produits et matériaux destinés à la récupération	7,5	9,1	8,6	9,3	10,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4
22. Produits en caoutchouc et produits en plastique	31,7	37,1	42,8	43,8	52,5	2,1	2,1	2,0	1,9	2,0
23. Produits des autres industries manufacturières	107,2	119,0	157,1	156,7	164,8	7,0	6,7	7,5	6,8	6,2
Total général	**1 526,0**	**1 784,4**	**2 100,8**	**2 309,8**	**2 642,3**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Exportations nettes par branche d'activité

(classification N.A.C.E.-C.L.I.O. - en milliards de francs)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1978	1979	1980	1981	1982
1. Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	— 67,9	— 71,8	— 73,0	— 84,4	—102,3
2. Produits du secteur énergétique	—129,1	—147,6	—205,9	—287,1	—339,7
3. Minerais de fer et métaux ferreux	+113,6	+134,1	+132,9	+127,4	+130,3
4. Matières radioactives, minerais de métaux non ferreux et métaux non ferreux	— 12,9	— 11,1	— 28,5	— 48,0	— 20,5
5. Matériaux de construction et autres produits à base de minéraux non métalliques	+ 4,2	+ 3,6	+ 4,8	+ 7,2	+ 10,6
6. Produits chimiques	+ 47,6	+ 58,5	+ 67,5	+ 74,8	+ 83,7
7. Produits en métaux à l'exclusion des machines et du matériel de transport	— 6,1	— 11,5	— 12,8	— 8,1	— 5,3
8. Machines agricoles et industrielles	+ 15,3	+ 10,3	+ 1,6	+ 14,1	+ 4,8
9. Machines de bureau, machines pour le traitement de l'information, instruments de précision, d'optiques et similaires	— 15,5	— 18,7	— 20,2	— 22,6	— 24,4
10. Matériel et fournitures électriques	— 5,8	— 7,7	— 7,9	— 8,1	— 6,2
11. Véhicules et moteurs automobiles	— 21,6	— 18,1	— 19,7	— 10,5	+ 0,6
12. Moyens de transport autres que véhicules automobiles	— 15,1	— 14,9	— 13,9	— 12,4	— 8,7
13. Viandes, préparations et conserves de viande, autres produits de l'abattage	+ 10,5	+ 12,3	+ 14,8	+ 21,0	+ 20,2
14. Lait et produits laitiers	— 4,9	— 2,0	— 2,0	— 3,8	— 6,5
15. Autres produits alimentaires	— 6,2	— 8,3	— 3,7	+ 10,2	+ 12,2
16. Boissons et produits à base de tabacs	+ 0,9	+ 0,5	— 0,4	+ 2,8	+ 5,2
17. Produits textiles	+ 15,9	+ 15,4	+ 18,4	+ 22,0	+ 22,8
18. Cuirs, articles en cuir et en peau, chaussures	— 12,5	— 15,0	— 16,8	— 15,7	— 18,6
19. Bois et meubles en bois	— 9,5	— 11,9	— 8,6	— 6,0	— 1,4
20. Papier, articles en papier, articles imprimés	— 8,1	— 10,4	— 10,6	— 11,3	— 13,4
21. Produits et matériaux destinés à la récupération	— 2,0	— 2,4	— 0,8	0,0	+ 1,3
22. Produits en caoutchouc et produits en plastique	+ 5,0	+ 6,1	+ 6,8	+ 11,9	+ 15,5
23. Produits des autres industries manufacturières	— 11,5	— 12,6	— 32,4	— 20,9	— 8,0
Total général	**—115,7**	**—123,1**	**—210,4**	**—247,5**	**—247,8**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union économique belgo-luxembourgeoise

Exportations par grandes catégories économiques

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
1. *Produits alimentaires et boissons*	95 757	105 281	108 973	115 684	131 885	150 178	185 312	210 661
1.1. Produits de base	*46 500*	*50 873*	*46 741*	*26 909*	*30 969*	*34 593*	*39 632*	*43 286*
1.2. Produits ayant subi une transformation	*49 257*	*54 408*	*62 232*	*88 775*	*100 916*	*115 585*	*145 680*	*167 375*
2. *Approvisionnements industriels non désignés ailleurs*	523 102	627 271	662 255	710 834	847 276	949 910	994 853	1 147 712
2.1. Produits de base	*61 577*	*82 683*	*105 802*	*69 816*	*82 686*	*89 992*	*101 954*	*118 247*
2.2. Produits ayant subi une transformation	*461 526*	*544 587*	*556 453*	*641 017*	*764 589*	*859 918*	*892 899*	*1 029 466*
3. *Combustibles et lubrifiants*	47 003	54 411	64 386	58 808	102 085	154 212	180 836	200 031
3.1. Produits de base	*1 748*	*1 544*	*2 127*	*879*	*1 031*	*1 735*	*3 486*	*5 295*
3.2. Produits ayant subi une transformation	*45 255*	*52 867*	*62 259*	*57 929*	*101 054*	*152 477*	*177 350*	*194 736*
4. *Biens d'équipement* (a)	127 518	149 009	154 621	159 534	169 969	190 859	200 975	230 017
4.1. Biens d'équipement (à l'exclusion du matériel de transport	*110 900*	*131 531*	*135 064*	*105 845*	*114 047*	*126 212*	*134 212*	*156 242*
4.2. Parties, pièces détachées et accessoires	*16 619*	*17 479*	*19 557*	*53 689*	*55 922*	*64 647*	*66 763*	*73 774*
5. *Matériel de transport et ses parties, pièces détachées et accessoires*	126 784	174 471	185 438	195 198	226 669	231 905	264 861	334 251
5.1. Automobiles pour le transport des personnes	*70 683*	*104 830*	*113 118*	*127 818*	*143 086*	*134 501*	*154 831*	*203 967*
5.2. Autre matériel de transport	*21 362*	*28 672*	*29 195*	*25 258*	*32 482*	*41 357*	*43 257*	*53 390*
5.3. Parties, pièces détachées et accessoires	*34 739*	*40 969*	*43 125*	*42 122*	*51 101*	*56 047*	*66 773*	*76 894*
6. *Biens de consommation non désignés ailleurs*	126 710	142 316	152 002	155 556	168 569	194 853	215 129	247 955
6.1. Durables	*49 373*	*56 492*	*60 478*	*64 847*	*68 114*	*79 567*	*84 649*	*90 974*
6.2. Semi-durables	*45 109*	*49 416*	*51 557*	*42 211*	*45 673*	*51 326*	*55 378*	*65 097*
6.3. Non durables	*32 228*	*36 409*	*39 966*	*48 498*	*54 781*	*63 960*	*75 102*	*91 884*
7. *Biens non désignés ailleurs*	10 005	13 697	17 031	14 645	14 774	18 441	20 351	23 835
Total général ...	**1 056 879**	**1 266 457**	**1 344 704**	**1 410 258**	**1 661 224**	**1 890 359**	**2 062 316**	**2 394 463**

(a) A l'exclusion du matériel de transport, et leurs parties, pièces détachées et accessoires.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut national de Statistiques et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union économique belgo-luxembourgeoise

Taux de variation annuel des exportations par grandes catégories économiques
(en pour-cent)

DÉSIGNATION	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
1. *Produits alimentaires et boissons*	9,9	3,5	6,2	14,0	13,9	23,4	13,7
1.1. Produits de base	*9,4*	*– 8,1*	*–42,4*	*15,1*	*11,7*	*14,6*	*9,2*
1.2. Produits ayant subi une transformation	*10,5*	*14,3*	*42,7*	*13,7*	*14,5*	*26,0*	*14,9*
2. *Approvisionnements industriels non désignés ailleurs*	19,9	5,6	7,3	19,2	12,1	4,7	15,4
2.1. Produits de base	*34,3*	*28,0*	*–34,0*	*18,4*	*8,8*	*13,3*	*16,0*
2.2. Produits ayant subi une transformation	*18,0*	*2,2*	*15,2*	*19,3*	*12,5*	*3,8*	*15,3*
3. *Combustibles et lubrifiants*	15,8	18,3	8,7	73,6	51,1	17,3	10,6
3.1. Produits de base	*–11,7*	*37,8*	*–58,7*	*17,3*	*68,3*	*0,9*	*51,9*
3.2. Produits ayant subi une transformation	*16,8*	*17,8*	*– 7,0*	*74,4*	*50,9*	*16,3*	*9,8*
4. *Biens d'équipement* (a)	16,9	3,8	3,2	6,5	12,3	5,3	14,5
4.1. Biens d'équipement (à l'exclusion du matériel de transport)	*18,6*	*2,7*	*–21,6*	*7,7*	*10,7*	*6,3*	*16,4*
4.2. Parties, pièces détachées et accessoires	*5,2*	*11,9*	*7,5*	*4,2*	*15,6*	*3,3*	*10,5*
5. *Matériel de transport et ses parties, pièces détachées et accessoires*	37,6	6,3	5,3	16,1	2,3	14,2	26,2
5.1. Automobiles pour le transport des personnes	*48,3*	*7,9*	*13,0*	*11,9*	*– 6,0*	*15,1*	*31,7*
5.2. Autre matériel de transport	*34,2*	*1,8*	*–13,5*	*28,6*	*27,3*	*4,6*	*23,4*
5.3. Parties, pièces détachées et accessoires	*17,9*	*5,3*	*–12,3*	*21,3*	*9,7*	*19,1*	*15,2*
6. *Biens de consommation non désignés ailleurs*	12,3	6,8	2,3	8,4	15,6	10,4	15,3
6.1. Durables	*14,4*	*7,1*	*7,2*	*5,0*	*16,8*	*6,4*	*7,5*
6.2. Semi-durables	*9,5*	*4,3*	*–18,1*	*8,2*	*12,4*	*7,9*	*17,6*
6.3. Non durables	*13,0*	*9,8*	*21,3*	*13,0*	*16,8*	*17,4*	*22,3*
7. *Biens non désignés ailleurs*	36,9	24,3	–14,0	0,8	24,8	10,4	17,1
Total général ...	**19,8**	**6,2**	**5,4**	**17,8**	**13,8**	**9,1**	**16,1**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut national de Statistiques et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) A l'exclusion du matériel de transport, et ses parties, pièces détachées et accessoires.

Union économique belgo-luxembourgeoise

Importations par grandes catégories économiques
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
1. *Produits alimentaires et boissons*	116 931	138 482	151 641	164 015	180 077	192 831	224 511	269 168
1.1. Produits de base	*65 627*	*77 270*	*82 363*	*70 215*	*76 302*	*81 950*	*100 354*	*120 018*
1.2. Produits ayant subi une transformation	*51 304*	*61 212*	*69 278*	*93 800*	*103 775*	*110 881*	*124 157*	*149 150*
2. *Approvisionnements industriels non désignés ailleurs*	434 901	534 721	550 811	594 756	711 436	826 278	858 890	976 932
2.1. Produits de base	*114 894*	*148 616*	*159 682*	*135 129*	*161 982*	*193 561*	*199 134*	*212 463*
2.2. Produits ayant subi une transformation	*320 007*	*386 105*	*391 129*	*459 627*	*549 454*	*632 717*	*659 756*	*764 469*
3. *Combustibles et lubrifiants*	157 821	191 740	201 666	188 403	249 769	361 138	468 657	539 210
3.1. Produits de base	*114 885*	*141 569*	*164 839*	*139 696*	*174 606*	*255 633*	*338 223*	*362 619*
3.2. Produits ayant subi une transformation	*42 936*	*50 171*	*36 827*	*48 707*	*75 163*	*105 505*	*130 434*	*176 591*
4. *Biens d'équipement* (a)	138 541	147 507	155 223	168 204	185 537	213 714	218 066	248 128
4.1. Biens d'équipement (à l'exclusion du matériel de transport)	*112 988*	*121 741*	*127 684*	*103 813*	*114 652*	*130 213*	*133 298*	*152 330*
4.2. Parties, pièces détachées et accessoires	*25 553*	*25 766*	*27 539*	*64 391*	*70 885*	*83 501*	*84 768*	*95 798*
5. *Matériel de transport et ses parties, pièces détachées et accessoires*	148 219	193 756	210 117	227 614	254 990	260 507	279 251	332 087
5.1. Automobiles pour le transport des personnes	31 301	44 809	48 332	54 437	64 915	65 884	69 448	74 710
5.2. Autre matériel de transport	*19 763*	*16 646*	*22 953*	*22 296*	*26 493*	*32 371*	*28 078*	*29 983*
5.3. Parties, pièces détachées et accessoires	*97 155*	*132 301*	*138 832*	*150 881*	*163 582*	*162 252*	*181 725*	*227 394*
6. *Biens de consommation non désignés ailleurs*	131 339	158 781	175 101	179 395	197 344	219 698	227 740	256 838
6.1. Durables	*37 468*	*45 618*	*49 936*	*52 774*	*56 300*	*61 712*	*61 156*	*62 868*
6.2. Semi-durables	*65 956*	*80 062*	*89 930*	*77 446*	*85 853*	*96 626*	*101 274*	*115 192*
6.3. Non durables	*27 914*	*33 101*	*35 235*	*49 175*	*55 191*	*61 360*	*65 309*	*78 778*
7. *Biens non désignés ailleurs*	3 193	3 974	3 423	3 658	5 200	26 642	32 645	19 918
Total général ...	**1 130 945**	**1 368 961**	**1 447 981**	**1 526 044**	**1 784 353**	**2 100 807**	**2 309 761**	**2 642 280**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut national de Statistiques et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) A l'exclusion du matériel de transport, et ses parties, pièces détachées et accessoires.

Union économique belgo-luxembourgeoise

Taux de variation annuel des importations par grandes catégories économiques
(en pour-cent)

DÉSIGNATION	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
1. *Produits alimentaires et boissons*	18,4	9,5	8,2	9,8	7,1	16,4	19,9
1.1. Produits de base	*17,7*	*6,6*	*−14,7*	*8,7*	*7,4*	*22,5*	*19,6*
1.2. Produits ayant subi une transformation	*19,3*	*13,2*	*35,4*	*10,6*	*6,8*	*12,0*	*20,1*
2. *Approvisionnements industriels non désignés ailleurs*	23,0	3,0	80,0	19,6	16,1	3,9	13,7
2.1. Produits de base	*29,4*	*7,4*	*−15,4*	*19,9*	*19,5*	*2,9*	*6,7*
2.2. Produits ayant subi une transformation	*23,8*	*− 1,3*	*17,5*	*19,5*	*15,2*	*4,3*	*15,9*
3. *Combustibles et lubrifiants*	21,5	5,2	− 6,6	32,6	44,6	29,8	15,1
3.1. Produits de base	*23,2*	*16,4*	*−15,3*	*25,0*	*46,4*	*32,3*	*7,2*
3.2. Produits ayant subi une transformation	*16,9*	*−26,6*	*32,3*	*54,3*	*40,4*	*23,6*	*35,4*
4. *Biens d'équipement* (a)	6,5	5,2	8,4	10,3	15,2	2,0	13,8
4.1. Biens d'équipement (à l'exclusion du matériel de transport)	*7,7*	*4,9*	*−18,7*	*10,4*	*13,6*	*2,4*	*14,3*
4.2. Parties, pièces détachées et accessoires	*0,8*	*6,9*	*33,8*	*10,1*	*17,8*	*1,5*	*13,0*
5. *Matériel de transport et ses parties, pièces détachées et accessoires*	30,7	8,4	8,3	12,0	2,2	7,2	18,9
5.1. Automobiles pour le transport des personnes	*43,2*	*7,9*	*12,6*	*19,2*	*1,5*	*5,4*	*7,6*
5.2. Autre matériel de transport	*−15,8*	*37,9*	*− 2,7*	*18,8*	*22,2*	*−13,3*	*6,8*
5.3. Parties, pièces détachées et accessoires	*36,2*	*4,9*	*8,7*	*8,4*	*− 0,9*	*12,0*	*25,1*
6. *Biens de consommation non désignés ailleurs*	21,0	0,3	2,5	10,0	11,3	3,7	12,8
6.1. Durables	*21,8*	*9,5*	*5,7*	*6,7*	*9,6*	*− 0,9*	*2,8*
6.2. Semi-durables	*21,4*	*2,3*	*−13,9*	*10,9*	*12,5*	*4,8*	*13,7*
6.3. Non durables	*18,6*	*6,4*	*39,6*	*12,2*	*11,2*	*6,4*	*20,6*
7. *Biens non désignés ailleurs*	24,5	−13,9	6,9	42,2	12,3	22,5	−39,0
Total général ...	**21,0**	**5,8**	**5,4**	**16,9**	**17,7**	**9,9**	**14,4**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut national de Statistiques et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) A l'exclusion du matériel de transport, et ses parties, pièces détachées et accessoires.

Union économique belgo-luxembourgeoise

Exportations nettes par grandes catégories économiques

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
1. *Produits alimentaires et boissons*	− 21 175	− 33 200	− 42 668	− 48 331	− 48 192	− 42 652	− 39 200	− 58 507
1.1. Produits de base	*− 19 128*	*− 26 397*	*− 35 622*	*− 43 306*	*− 45 334*	*− 47 356*	*− 60 723*	*− 76 732*
1.2. Produits ayant subi une transformation	*− 2 047*	*− 6 803*	*− 7 046*	*− 5 025*	*− 2 858*	*4 704*	*21 523*	*18 225*
2. *Approvisionnements industriels non désignés ailleurs*	88 201	92 550	111 444	116 077	135 840	123 632	135 963	170 781
2.1. Produits de base	*− 53 317*	*− 65 933*	*− 53 880*	*− 65 313*	*− 79 296*	*−103 569*	*− 97 180*	*− 94 217*
2.2. Produits ayant subi une transformation	*141 518*	*158 482*	*165 323*	*181 390*	*215 136*	*227 201*	*233 143*	*264 997*
3. *Combustibles et lubrifiants*	−110 818	−137 329	−137 281	−129 595	−147 684	−206 926	−287 821	−339 178
3.1. Produits de base	*−113 137*	*−140 025*	*−162 712*	*−138 817*	*−173 575*	*−253 898*	*−334 737*	*−357 323*
3.2. Produits ayant subi une transformation	*2 319*	*2 696*	*25 431*	*9 222*	*25 891*	*46 972*	*46 916*	*18 145*
4. *Biens d'équipement* (a)	− 11 023	1 502	− 602	− 8 670	− 15 569	− 22 855	− 17 092	− 18 112
4.1. Biens d'équipement (à l'exclusion du matériel de transport)	*− 2 088*	*9 789*	*7 380*	*2 032*	*− 606*	*− 4 001*	*914*	*3 911*
4.2. Parties, pièces détachées et accessoires	*− 8 935*	*− 8 287*	*− 7 982*	*− 10 702*	*− 14 963*	*− 18 854*	*− 18 006*	*− 22 023*
5. *Matériel de transport et ses parties, pièces détachées et accessoires*	− 21 434	− 19 284	− 24 680	− 32 417	− 28 321	− 28 601	− 14 390	2 165
5.1. Automobiles pour le transport des personnes	*39 382*	*60 022*	*64 785*	*73 380*	*78 171*	*68 617*	*85 382*	*129 257*
5.2. Autre matériel de transport	*1 600*	*12 026*	*6 242*	*2 962*	*5 989*	*8 987*	*15 179*	*23 408*
5.3. Parties, pièces détachées et accessoires	*− 62 416*	*− 91 332*	*− 95 707*	*−108 759*	*−112 481*	*−106 205*	*−114 952*	*−150 500*
6. *Biens de consommation non désignés ailleurs*	− 4 628	− 16 466	− 23 099	− 23 838	− 28 775	− 24 845	− 12 611	− 8 883
6.1. Durables	*11 905*	*10 873*	*10 543*	*12 073*	*11 814*	*17 855*	*23 493*	*28 106*
6.2. Semi-durables	*− 20 847*	*− 30 647*	*− 38 372*	*− 35 235*	*− 40 179*	*− 45 301*	*− 45 897*	*− 50 095*
6.3. Non durables	*4 314*	*3 308*	*4 731*	*− 676*	*− 410*	*2.600*	*9 792*	*13 106*
7. *Biens non désignés ailleurs*	6 812	9 723	13 609	10 987	9 573	− 8 201	−12 294	3 918
Total général ...	**− 74 065**	**−102 504**	**−103 277**	**−115 787**	**−123 129**	**−210 448**	**−247 445**	**−247 817**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut national de Statistiques et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) A l'exclusion du matériel de transport, et ses parties, pièces détachées et accessoires.

Union économique
Répartition géographique des exportations
(en millio

DÉSIGNATION	FRANCE	PAYS-BAS	RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE	ITALIE	ROYAUME-UNI	DANEMARK	IRLANDE	GRÈCE	C.E.E.	PAYS À COMMERCE D'ÉTAT
1. *Produits alimentaires et boissons*	52 141	47 529	38 719	13 840	11 782	1 104	648	1 319	167 082	3 47
1.1. Produits de base	*12 850*	*8 672*	*9 567*	*3 214*	*1 505*	*62*	*61*	*216*	*36 147*	*14*
1.2. Produits ayant subi une transformation	*39 291*	*38 857*	*29 152*	*10 626*	*10 277*	*1 042*	*587*	*1 103*	*130 935*	*3 33*
2. *Approvisionnements industriels non désignés ailleurs*	229 402	130 906	220 461	56 241	108 080	10 380	4 464	6 350	766 284	30 9
2.1. Produits de base	*15 386*	*15 445*	*12 692*	*2 466*	*29 609*	*170*	*163*	*152*	*76 083*	*1 68*
2.2. Produits ayant subi une transformation	*214 016*	*115 461*	*207 769*	*53 775*	*78 471*	*10 210*	*4 301*	*6 198*	*690 201*	*29 25*
3. *Combustibles et lubrifiants*	19 255	29 853	56 014	2 527	24 875	1 565	799	108	134 996	1 66
3.1. Produits de base	*523*	*252*	*3 997*	*11*	*175*	*1*	—	—	*4 959*	-
3.2. Produits ayant subi une transformation	*18 732*	*29 601*	*52 017*	*2 516*	*24 700*	*1 564*	*799*	*108*	*130 037*	*1 66*
4. *Biens d'équipement* (a)	49 766	30 929	32 310	10 482	16 381	1 567	746	1 465	143 646	3 23
4.1. Biens d'équipement (à l'exclusion du matériel de transport)	*38 591*	*20 509*	*19 339*	*7 135*	*11 904*	*958*	*438*	*889*	*99 763*	*1 59*
4.2. Parties, pièces détachées et accessoires	*11 175*	*10 420*	*12 971*	*3 347*	*4 477*	*609*	*308*	*576*	*43 883*	*1 63*
5. *Matériel de transport et ses parties, pièces détachées et accessoires*	54 656	40 563	93 781	26 329	50 969	6 287	1 003	1 589	275 177	53
5.1. Automobiles pour le transport des personnes	*33 038*	*17 483*	*71 239*	*18 647*	*38 353*	*1 283*	*827*	*683*	*181 553*	*7*
5.2. Autre matériel de transport	*10 154*	*6 220*	*7 677*	*5 440*	*3 804*	*4 125*	*12*	*600*	*38 032*	*14*
5.3. Parties, pièces détachées et accessoires	*11 464*	*16 860*	*14 865*	*2 242*	*8 812*	*879*	*164*	*306*	*55 592*	*31*
6. *Biens de consommation non désignés ailleurs*	58 733	59 609	48 056	11 015	18 578	2 575	947	870	200 383	1 71
6.1. Durables	22 334	16 456	19 870	3 851	8 567	980	375	273	72 706	29
6.2. Semi-durables	*16 704*	*18 903*	*13 030*	*3 485*	*3 639*	*550*	*369*	*213*	*56 893*	*39*
6.3. Non durables	*19 695*	*24 250*	*15 156*	*3 679*	*6 372*	*1 045*	*203*	*384*	*70 784*	*1 01*
7. *Biens non désignés ailleurs*	324	215	421	326	610	29	15	77	2 017	
Total général ...	**464 277**	**339 604**	**489 762**	**120 760**	**231 275**	**23 507**	**8 622**	**11 778**	**1 689 585**	**41 56**

a) A l'exclusion du matériel de transport, et ses parties, pièces détachées et accessoires.

go uxembourgeoise
ar randes catégories économiques en 1982
de ancs)

AUTRES PAYS DE L'UNION	EUROPE	ZAÏRE	RÉPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD	AUTRES PAYS D'AFRIQUE	AFRIQUE	U.S.A.	CANADA	AUTRES PAYS D'AMÉRIQUE	AMÉRIQUE	JAPON	AUTRES PAYS DE L'ASIE	ASIE	OCÉANIE ET DIVERS	TOTAL GÉNÉRAL
3 21	173 581	1 066	340	13 587	14 993	1 302	222	4 361	5 885	1 344	14 560	15 904	298	210 661
1 50	*37 344*	*116*	*63*	*2 027*	*2 206*	*170*	*21*	*391*	*582*	*40*	*3 099*	*3 139*	*15*	*43 286*
1 71	*136 237*	*950*	*277*	*11 560*	*12 787*	*1 132*	*201*	*3 970*	*5 303*	*1 304*	*11 461*	*12 765*	*283*	*167 375*
04 63	902 183	2 638	5 437	30 381	38 456	73 844	5 952	12 994	92 790	11 149	99 221	110 370	3 914	1 147 713
3 12	*81 681*	*268*	*202*	*1 234*	*1 704*	*5 158*	*267*	*174*	*5 599*	*377*	*28 869*	*29 246*	*17*	*118 247*
0 51	*820 502*	*2 370*	*5 235*	*29 147*	*36 752*	*68 686*	*5 685*	*12 820*	*87 191*	*10 772*	*70 352*	*81 124*	*3 897*	*1 029 466*
2 65	159 830	94	179	4 368	4 641	7 406	1 163	286	8 855	41	4 237	4 278	22 428	200 032
334	*5 293*	*1*	—	*1*	*2*	—	—	—	—	—	—	—	—	*5 295*
2 331	*154 537*	*93*	*179*	*4 367*	*4 639*	*7 406*	*1 163*	*286*	*8 855*	*41*	*4 237*	*4 278*	*22 428*	*194 737*
2 506	168 388	2 276	3 383	12 004	17 663	6 592	782	5 376	12 750	1 248	27 507	28 755	2 461	230 016
1 544	*115 905*	*1 143*	*2 430*	*8 425*	*11 998*	*3 958*	*480*	*3 545*	*7 983*	*1 000*	*17 709*	*18 709*	*1 648*	*156 242*
962	*52 483*	*1 133*	*953*	*3 579*	*5 665*	*2 634*	*302*	*1 831*	*4 767*	*248*	*9 798*	*10 046*	*813*	*73 774*
2 476	302 185	1 489	289	8 558	10 336	9 693	181	1 702	11 576	426	9 287	9 713	441	334 251
323	*196 950*	*455*	*24*	*2 561*	*3 040*	*1 393*	*16*	*228*	*1 637*	*110*	*2 195*	*2 305*	*35*	*203 967*
659	*43 837*	*442*	*32*	*4 263*	*4 737*	*765*	*64*	*617*	*1 446*	*124*	*3 200*	*3 324*	*45*	*53 390*
494	*61 398*	*592*	*233*	*1 734*	*2 559*	*7 535*	*101*	*857*	*8 493*	*192*	*3 892*	*4 084*	*361*	*76 894*
923	221 021	1 266	762	3 597	5 625	5 526	778	993	7 297	699	12 374	13 073	938	247 955
795	*80 800*	*208*	*124*	*1 086*	*1 418*	*2 494*	*180*	*297*	*2 971*	*105*	*5 420*	*5 525*	*259*	*90 974*
022	*61 312*	*377*	*89*	*669*	*1 135*	*892*	*106*	*91*	*1 089*	*140*	*1 241*	*1 381*	*180*	*65 097*
106	*78 909*	*681*	*549*	*1 842*	*3 072*	*2 140*	*492*	*605*	*3 237*	*454*	*5 713*	*6 167*	*499*	*91 884*
401	8 419	—	3	2 434	2 437	1 013	66	2 261	3 340	1	8 386	8 387	1 252	23 835
455	**1 935 607**	**8 829**	**10 393**	**74 929**	**94 151**	**105 376**	**9 144**	**27 973**	**142 493**	**14 908**	**175 572**	**190 480**	**31 732**	**2 394 463**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut national de Statistiques et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

DÉSIGNATION	FRANCE	PAYS-BAS	RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE	ITALIE	ROYAUME-UNI	DANEMARK	IRLANDE	GRÈCE	C.E.E.	PAYS À
1. *Produits alimentaires et boissons*	+24,6	+20,3	+ 18,6	+ 36,8	+ 37,3	+25,0	+ 40,9	− 7,7	+23,4	−5
1.1. Produits de base	*+23,2*	*+ 8,0*	*+ 18,1*	*+107,0*	*+ 61,3*	*−34,7*	*0,0*	*+260,0*	*+23,5*	*−8*
1.2. Produits ayant subi une transformation ...	*+25,1*	*+23,4*	*+ 18,8*	*+ 24,1*	*+ 34,4*	*+32,2*	*+ 47,1*	*− 19,4*	*+23,3*	*−4*
2. *Approvisionnements industriels non désignés ailleurs*	+13,7	+12,1	+ 17,4	+ 20,4	+ 13,9	+22,6	+ 28,5	+ 6,4	+15,1	+1
2.1. Produits de base	*+ 9,3*	*+29,6*	*+ 9,2*	*+ 18,3*	*+ 23,3*	*−28,9*	*− 24,5*	*+ 20,6*	*+18,3*	+
2.2. Produits ayant subi une transformation ...	*+14,0*	*+10,1*	*+ 18,0*	*+ 20,5*	*+ 10,7*	*+24,1*	*+ 32,1*	*+ 6,1*	*+14,8*	*+1*
3. *Combustibles et lubrifiants*	+18,8	−11,1	+ 22,8	− 35,0	+ 50,2	−80,8	+ 5,8	+ 28,6	+ 8,1	−1
3.1. Produits de base	*−14,4*	*−24,6*	*+145,2*	*− 38,9*	—	—	—	—	*+91,0*	-
3.2. Produits ayant subi une transformation ...	*+20,1*	*−11,0*	*+ 18,3*	*− 35,0*	*+ 49,2*	*−80,8*	*+ 5,8*	*+ 28,6*	*+ 6,4*	*−1*
4. *Biens d'équipement* (a)	+19,6	+15,4	+ 16,0	+ 8,0	+ 31,6	+12,4	− 16,6	+ 6,4	+17,7	+4
4.1. Biens d'équipement (à l'exclusion du matériel de transport)	*+23,0*	*+19,6*	*+ 17,6*	*+ 5,8*	*+ 42,6*	*+14,3*	*− 26,1*	*+ 4,0*	*+21,1*	*+1*
4.2. Parties, pièces détachées et accessoires	*+ 9,2*	*+8,1*	*+ 13,6*	*+ 13,2*	*+ 9,2*	*+ 9,5*	*+ 2,3*	*+ 10,3*	*+10,4*	*+7*
5. *Matériel de transport et ses parties, pièces détachées et accessoires*	+28,8	+14,5	+ 18,2	+ 8,1	+ 74,6	+ 4,5	+ 75,0	+ 38,7	+26,0	−1
5.1. Automobiles pour le transport des personnes	*+40,3*	*+14,9*	*+ 16,5*	*+ 13,4*	*+ 89,3*	*+65,5*	*+178,5*	*+197,0*	*+31,6*	*−1*
5.2. Autre matériel de transport	*+31,4*	*+ 5,8*	*+ 36,0*	*− 10,3*	*+ 98,4*	*− 4,1*	*− 81,8*	*+ 0,3*	*+18,1*	*−4*
5.3. Parties, pièces détachées et accessoires	*+ 2,7*	*+17,7*	*+ 18,8*	*+ 22,2*	*+ 25,4*	*− 6,3*	*− 21,9*	*− 3,8*	*+15,0*	*+1*
6. *Biens de consommation non désignés ailleurs* ...	+14,0	+12,1	+ 18,4	+ 13,2	+ 18,1	+14,6	+ 17,6	+ 42,4	+14,9	+1
6.1. Durables	*+ 6,4*	*+10,9*	*+ 6,8*	*− 1,6*	*+ 17,1*	*+ 0,5*	*+ 10,9*	*+ 73,9*	*+ 8,3*	+
6.2. Semi-durables	*+27,4*	*+14,1*	*+ 13,6*	*+ 24,2*	*− 10,7*	*+ 8,7*	*+ 11,8*	*+ 65,1*	*+16,1*	*+*
6.3. Non durables	*+13,2*	*+11,5*	*+ 44,0*	*+ 22,3*	*+ 46,9*	*+36,4*	*+ 48,2*	*+ 18,2*	*+21,5*	*+1*
7. *Biens non désignés ailleurs*	+33,9	+62,9	+ 12,0	+ 26,4	+147,0	+61,1	− 21,1	− 67,0	+32,2	
Total général ...	+17,4	+11,2	+ 18,3	+ 15,3	+ 30,2	−13,4	+ 23,6	+ 8,6	+17,1	+

(a) A l'exclusion du matériel de transport, et ses parties, pièces détachées et accessoires.

luxembourgeoise
982 par rapport à 1981

DE L'EUROPE	EUROPE	ZAÏRE	RÉPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD	AUTRES PAYS D'AFRIQUE	AFRIQUE	U.S.A.	CANADA	AUTRES PAYS D'AMÉRIQUE	AMÉRIQUE	JAPON	AUTRES PAYS DE L'ASIE	ASIE	OCÉANIE ET DIVERS	TOTAL GÉNÉRAL
− 6,3	+ 18,4	+ 54,0	+17,2	− 14,2	− 10,8	+106,3	+ 65,7	− 6,6	+ 8,3	+64,1	− 6,0	− 2,4	+73,3	+13,7
− 14,0	*+ 17,0*	*+197,4*	*+28,6*	*− 11,1*	*− 6,9*	*+ 14,1*	*+162,5*	*− 10,9*	*− 2,3*	*+37,9*	*− 34,1*	*− 33,7*	*+15,4*	*+ 9,2*
− 1,5	*+ 18,8*	*+ 45,5*	*+14,9*	*− 14,7*	*− 11,5*	*+134,9*	*+ 59,5*	*− 6,2*	*+ 9,6*	*+65,1*	*+ 6,3*	*+ 10,3*	*+78,0*	*+14,9*
− 17,2	+ 15,3	+ 35,7	−14,9	+ 6,4	+ 4,3	+ 11,5	− 13,4	− 16,3	+ 4,7	+16,2	+ 34,2	+ 32,1	+ 9,9	+15,4
− 56,5	*+ 9,0*	*+ 38,9*	*−60,7*	*+ 18,1*	*− 2,7*	*+ 14,6*	*− 4,6*	*+ 4,8*	*+ 13,2*	*+ 7,1*	*+ 44,6*	*+ 44,0*	*−50,0*	*+16,0*
− 25,5	*+ 16,0*	*+ 35,4*	*−10,9*	*+ 6,0*	*+ 4,6*	*+ 11,3*	*− 13,8*	*− 16,5*	*+ 4,2*	*+16,6*	*+ 30,3*	*+ 28,3*	*+10,5*	*+15,3*
− 4,0	+ 5,9	− 54,8	+ 3,5	+ 46,3	+ 37,8	+478,1	+508,9	+116,7	+452,1	−65,3	− 11,5	− 12,8	+11,6	+10,6
− 13,6	*+ 83,1*	*0,0*	—	—	*+100,0*	—	—	—	—	—	—	—	—	*+51,9*
− 4,2	*+ 4,4*	*− 55,1*	*+ 3,5*	*+ 46,2*	*+ 37,8*	*+973,3*	*+622,4*	*+120,0*	*+775,9*	*−65,3*	*− 11,5*	*− 12,8*	*+11,6*	*+ 9,8*
17,6	+ 18,1	+ 17,8	+ 1,3	− 14,3	− 8,4	− 12,3	− 5,0	− 5,2	− 9,0	+76,8	+ 23,2	+ 24,9	+21,4	+14,5
25,8	*+ 21,7*	*+ 28,6*	*− 4,9*	*− 14,7*	*− 9,9*	*− 21,8*	*− 15,2*	*+ 2,5*	*− 12,1*	*+77,3*	*+ 20,4*	*+ 22,5*	*+29,4*	*+16,4*
3,6	*+ 10,8*	*+ 8,6*	*+21,9*	*− 13,4*	*− 4,9*	*+ 7,0*	*+ 17,5*	*− 17,2*	*− 3,3*	*+74,6*	*+ 28,7*	*+ 29,5*	*+ 7,8*	*+10,5*
12,5	+ 24,6	− 0,7	−33,3	+ 66,2	+ 45,9	+ 45,9	− 45,3	− 21,5	+ 26,7	+57,8	+ 68,9	+ 68,4	+66,4	+26,2
10,7	*+ 29,7*	*+ 7,6*	*0,0*	*+121,7*	*+ 89,8*	—	*+128,6*	*+ 5,6*	*+393,1*	*+66,7*	*+136,0*	*+131,4*	*+34,6*	*+31,7*
37,5	*+ 19,9*	*− 7,9*	*−71,7*	*+ 76,5*	*+ 57,5*	*+ 45,7*	*− 73,2*	*− 32,1*	*− 13,6*	—	*+ 63,1*	*+ 69,2*	*− 2,2*	*+23,4*
1,4	*+ 13,4*	*− 0,8*	*−21,3*	*+ 9,8*	*+ 3,5*	*+ 25,4*	*+ 18,8*	*− 17,8*	*+ 19,0*	*− 5,0*	*+ 49,3*	*+ 45,4*	*+87,0*	*+15,2*
15,8	+ 15,0	+ 23,2	+42,7	− 16,8	− 4,4	+ 28,2	+ 32,3	− 0,5	+ 23,8	+27,1	+ 23,6	+ 23,8	+56,3	+15,3
8,2	*+ 8,3*	*+ 62,5*	*− 2,4*	*− 53,2*	*− 45,0*	*+ 17,4*	*+ 19,2*	*− 3,3*	*+ 15,0*	*− 9,4*	*+ 18,4*	*+ 18,3*	*+43,0*	*+ 7,5*
29,2	*+ 17,1*	*+ 62,5*	*+12,7*	*+ 14,0*	*+ 26,4*	*+ 15,8*	*+ 37,7*	*− 24,2*	*+ 12,6*	*−25,5*	*+ 46,2*	*+ 33,2*	*+66,7*	*+17,6*
18,0	*+ 21,1*	*+ 1,9*	*+67,4*	*+ 30,4*	*+ 27,5*	*+ 51,3*	*+ 36,7*	*+ 6,0*	*+ 38,0*	*+70,7*	*+ 24,5*	*+ 27,0*	*+60,5*	*+22,3*
143,4	+102,5	—	+50,0	− 66,2	− 66,2	+ 86,9	+ 57,1	+ 61,7	+ 68,5	−50,00	+ 36,1	+ 36,0	+49,2	+17,1
15,1	**+ 16,5**	**+ 20,9**	**− 6,9**	**− 4,0**	**− 2,4**	**+ 20,9**	**+ 1,8**	**− 8,5**	**+ 12,5**	**+23,7**	**+ 27,0**	**+ 26,8**	**+15,1**	**+16,1**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut national de Statistiques et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union économique b
Répartition géographique des importations
(en millior

DÉSIGNATION	FRANCE	PAYS-BAS	RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE	ITALIE	ROYAUME-UNI	DANEMARK	IRLANDE	GRÈCE	C.E.E.	PAYS À COMMERCE D'ÉTAT
1. *Produits alimentaires et boissons*	65 905	71 227	25 620	8 167	14 222	4 061	2 261	588	192 051	2 3
1.1. Produits de base	*27 048*	*23 642*	*4 736*	*2 848*	*5 228*	*1 768*	*284*	*279*	*65 833*	*1 3*
1.2. Produits ayant subi une transformation	*38 857*	*47 585*	*20 884*	*5 319*	*8 994*	*2 293*	*1 977*	*309*	*126 218*	*9*
2. *Approvisionnements industriels non désignés ailleurs*	140 106	160 711	189 434	28 869	99 550	3 057	4 443	2 241	628 411	24 9
2.1. Produits de base	*21 080*	*18 431*	*11 034*	*1 603*	*55 224*	*729*	*799*	*599*	*109 499*	*2 5*
2.2. Produits ayant subi une transformation	*119 026*	*142 280*	*178 400*	*27 266*	*44 326*	*2 328*	*3 644*	*1 642*	*518 912*	*22 3*
3. *Combustibles et lubrifiants*	16 246	126 675	24 655	2 936	20 790	17	—	658	191 977	51 6
3.1. Produits de base	*3 388*	*46 655*	*8 162*	*9*	*9 820*	—	—	—	*68 034*	*23 8*
3.2. Produits ayant subi une transformation	*12 858*	*80 020*	*16 493*	*2 927*	*10 970*	*17*	—	*658*	*123 943*	*27 8*
4. *Biens d'équipement* (a)	36 528	34 927	82 794	12 799	16 020	2 173	1 875	69	187 185	9
4.1. Biens d'équipement (à l'exclusion du matériel de transport)	*21 053*	*22 702*	*49 107*	*8 278*	*9 643*	*1 464*	*1 444*	*22*	*113 713*	*6*
4.2. Parties, pièces détachées et accessoires	*15 475*	*12 225*	*33 687*	*4 521*	*6 377*	*709*	*431*	*47*	*73 472*	*2*
5. *Matériel de transport et ses parties, pièces détachées et accessoires*	56 355	16 390	146 534	9 695	22 866	1 136	807	77	253 860	1 8
5.1. Automobiles pour le transport des personnes	*13 999*	*913*	*29 855*	*3 407*	*2 701*	*22*	—	—	*50 897*	*1 5*
5.2. Autre matériel de transport	*4 475*	*6 425*	*10 071*	*1 108*	*934*	*128*	*363*	*1*	*23 505*	
5.3. Parties, pièces détachées et accessoires	*37 881*	*9 052*	*106 608*	*5 180*	*19 231*	*986*	*444*	*76*	*179 458*	*2*
6. *Biens de consommation non désignés ailleurs*	51 486	54 679	56 339	32 010	12 035	1 923	878	636	209 986	2 9
6.1. Durables	*7 245*	*11 555*	*18 555*	*7 254*	*2 097*	*847*	*317*	*11*	*47 881*	*1 3*
6.2. Semi-durables	*25 775*	*22 081*	*20 199*	*21 296*	*4 199*	*530*	*414*	*437*	*94 931*	*1 2*
6.3. Non durables	*18 466*	*21 043*	*17 585*	*3 460*	*5 739*	*546*	*147*	*188*	*67 174*	*2*
7. *Biens non désignés ailleurs*	694	463	3 184	552	475	13	2	93	5 476	
Total général ...	**367 320**	**465 072**	**528 560**	**95 028**	**185 958**	**12 380**	**10 266**	**4 362**	**1 668 946**	**84**

(a) A l'exclusion du matériel de transport, et ses parties, pièces détachées et accessoires.

go uxembourgeoise
ar randes catégories économiques en 1982
de ancs)

AUTRES PAYS	EUROPE	ZAÏRE	RÉPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD	AUTRES PAYS D'AFRIQUE	AFRIQUE	U.S.A.	CANADA	AUTRES PAYS D'AMÉRIQUE	AMÉRIQUE	JAPON	AUTRES PAYS DE L'ASIE	ASIE	OCÉANIE ET DIVERS	TOTAL GÉNÉRAL
9 01	203 674	327	1 723	5 121	7 171	29 960	1 896	12 677	44 533	268	10 906	11 174	2 616	269 168
4 62	*71 276*	*327*	*1 489*	*3 330*	*5 146*	*24 707*	*781*	*8 529*	*34 017*	*30*	*7 611*	*7 641*	*1 938*	*120 018*
5 89	*132 398*	—	*234*	*1 791*	*2 025*	*5 253*	*1 115*	*4 148*	*10 516*	*238*	*3 295*	*3 533*	*678*	*149 150*
78 38	732 158	26 043	7 420	25 741	59 204	87 186	15 112	31 527	133 825	6 826	39 315	46 140	5 605	976 932
9 02	*121 591*	*3 103*	*2 701*	*18 927*	*24 731*	*32 329*	*7 715*	*14 923*	*54 967*	*425*	*6 402*	*6 827*	*4 348*	*212 463*
69 36	*610 567*	*22 940*	*4 719*	*6 814*	*34 473*	*54 857*	*7 397*	*16 604*	*78 858*	*6 401*	*32 913*	*39 313*	*1 257*	*764 469*
27 56	270 917	—	8 210	78 390	86 600	17 115	78	14 315	31 509	8	148 390	148 398	1 785	539 211
19 25	*110 902*	—	*8 192*	*71 884*	*80 076*	*14 908*	*78*	*11 078*	*26 064*	*4*	*143 996*	*144 000*	*1 576*	*362 619*
8 31	*160 015*	—	*18*	*6 506*	*6 524*	*2 207*	—	*3 237*	*5 445*	*4*	*4 394*	*4 398*	*209*	*176 592*
18 06	206 743	60	238	134	432	26 424	583	380	27 387	11 119	1 822	12 940	626	248 128
11 47	*126 049*	*56*	*163*	*89*	*308*	*15 929*	*443*	*274*	*16 646*	*7 613*	*1 319*	*8 932*	*395*	*152 330*
6 59	*80 694*	*4*	*75*	*45*	*124*	*10 495*	*140*	*106*	*10 741*	*3 506*	*503*	*4008*	*231*	*95 798*
23 31	279 427	38	17	647	702	17 962	330	1 514	20 171	26 034	3 619	29 651	2 137	332 086
. 16	*53 862*	*1*	—	*4*	*5*	*140*	*4*	*4*	*149*	*20 579*	*115*	*20 693*	*2*	*74 710*
. 22	*25 787*	—	*4*	*1*	*5*	*114*	*33*	*24*	*535*	*2 021*	*1 611*	*3 631*	*25*	*29 982*
2 93	*199 778*	*37*	*13*	*642*	*692*	*17 708*	*293*	*1 486*	*19 487*	*3 434*	*1 893*	*5 327*	*2 110*	*227 394*
1 98	230 490	4	9	2 527	2 540	6 100	238	213	6 551	5 641	11 338	16 978	279	257 838
72	*54 773*	*2*	*3*	*68*	*73*	*1 298*	*39*	*29*	*1 366*	*3 916*	*2 614*	*6 530*	*127*	*62 868*
34	*102 460*	*2*	*3*	*2 334*	*2 339*	*1 977*	*102*	*93*	*2 172*	*1 269*	*6 897*	*8 166*	*53*	*115 192*
92	*73 257*	—	*3*	*125*	*128*	*2 825*	*97*	*91*	*3 013*	*456*	*1 827*	*2 282*	*99*	*78 778*
1 091	18 593	18	30	20	68	696	346	24	1 067	3	178	181	9	19 918
371	**1 942 002**	**26 490**	**17 647**	**112 580**	**156 717**	**185 808**	**18 582**	**60 652**	**265 042**	**49 899**	**215 565**	**265 464**	**13 055**	**2 642 280**

Source : Ministère des Affaires économiques,
Institut national de Statistiques et Direction générale des Etudes et de l
Documentation.

DÉSIGNATION	FRANCE	PAYS-BAS	RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE	ITALIE	ROYAUME-UNI	DANEMARK	IRLANDE	GRÈCE	C.E.E.	PAYS À
1. *Produits alimentaires et boissons*	+ 13,2	+ 25,1	+11,9	+ 15,8	+ 34,1	+37,5	+ 21,8	+ 64,2	+19,4	–
1.1. Produits de base	+ *9,3*	+ *30,6*	+*13,2*	+ *6,0*	+ *7,5*	+*71,7*	+ *8,0*	+*248,8*	+*17,7*	–
1.2. Produits ayant subi une transformation	+ *16,0*	+ *22,5*	+*11,6*	+ *21,9*	+ *56,6*	+*19,2*	+ *24,1*	+ *11,2*	+*20,3*	–
2. *Approvisionnements industriels non désignés ailleurs*	+ 20,9	+ 12,4	+24,6	+ 23,9	+ 14,1	+17,6	+ 29,7	+ 32,8	+18,7	+
2.1. Produits de base	+ *27,0*	+ *2,4*	+ *5,7*	– *4,6*	+ *13,1*	+*23,4*	+ *20,3*	+ *97,0*	+*12,8*	+
2.2. Produits ayant subi une transformation	+ *19,9*	+ *13,8*	+*26,0*	+ *26,1*	+ *15,3*	+*15,9*	+ *32,0*	+ *18,6*	+*20,1*	+
3. *Combustibles et lubrifiants*	+ 40,4	+ 22,7	+ 2,6	+137,2	– 29,6	–45,2	—	—	+13,0	+
3.1. Produits de base	+*433,5*	+ *6,7*	– *7,8*	—	– *45,8*	—	—	—	– *4,6*	+1
3.2. Produits ayant subi une transformation	+ *17,6*	+ *34,4*	+ *8,7*	+*136,4*	– *3,9*	–*45,2*	—	—	+*25,7*	+
4. *Biens d'équipement* (a)	+ 9,9	+ 12,9	+18,8	+ 14,8	+ 7,3	+16,2	+ 32,4	+ 53,3	+14,9	+
4.1. Biens d'équipement (à l'exclusion du matériel de transport)	+ *13,4*	+ *16,5*	+*17,3*	+ *13,3*	+ *8,8*	+*30,9*	+ *25,8*	+ *29,4*	+*16,0*	+
4.2. Parties, pièces détachées et accessoires	+ *5,5*	+ *6,8*	+*21,0*	+ *17,6*	+ *5,3*	– *5,7*	+ *60,8*	+ *67,9*	+*13,2*	+
5. *Matériel de transport et ses parties, pièces détachées et accessoires*	+ 15,4	+ 23,0	+30,2	+ 18,1	+ 23,0	+22,8	+ 3,3	+ 51,0	+24,9	+
5.1. Automobiles pour le transport des personnes	+ *5,7*	– *3,9*	+*34,0*	– *3,2*	+*398,3*	–*24,1*	—	—	+*25,5*	+
5.2. Autre matériel de transport	+ *10,9*	+ *24,1*	+*27,2*	– *12,3*	– *2,1*	+*47,1*	– *2,2*	—	+*18,7*	+
5.3. Parties, pièces détachées et accessoires	+ *20,0*	+ *25,7*	+*29,5*	+ *51,2*	+ *12,5*	+*21,9*	+ *8,3*	+ *52,0*	+*25,6*	+
6. *Biens de consommation non désignés ailleurs*	+ 8,2	+ 16,7	+10,5	+ 21,0	+ 22,4	+21,2	+ 89,6	+ 41,0	+14,0	+
6.1. Durables	– *2,0*	+ *3,3*	– *2,8*	+ *16,6*	+ *5,3*	+*24,2*	+*145,7*	*0,0*	+ *2,5*	+
6.2. Semi-durables	+ *6,0*	+ *16,8*	+*15,8*	+ *24,3*	+ *13,0*	+*19,1*	+ *77,7*	+ *34,9*	+*15,1*	+
6.3. Non durables	+ *16,2*	+ *25,6*	+*21,7*	+ *11,9*	+ *39,0*	+*18,7*	+ *45,5*	+ *62,1*	+*22,1*	+
7. *Biens non désignés ailleurs*	– 18,3	+267,5	– 0,7	+127,2	– 31,9	–23,5	0,0	+158,3	+ 5,8	–
Total général	**+ 16,3**	**+ 17,9**	**+21,4**	**+ 22,4**	**+ 8,5**	**+24,0**	**+ 25,0**	**+ 65,9**	**+17,9**	+

(a) A l'exclusion du matériel de transport, et ses parties, pièces détachées et accessoires.

-luxembourgeoise
e 1982 par rapport à 1981
nt)

AUTRES PAYS DE L'EUROPE	EUROPE	ZAÏRE	RÉPUBLIQUE D'AFRIQUE	AUTRES PAYS D'AFRIQUE	AFRIQUE	U.S.A.	CANADA	AUTRES PAYS D'AMÉRIQUE	AMÉRIQUE	JAPON	AUTRES PAYS DE L'ASIE	ASIE	OCÉANIE ET DIVERS	TOTAL GÉNÉRAL
+1,7	+18,5	+ 23,4	+ 26,1	+ 18,5	+ 20,5	+ 38,7	+ 10,7	+ 10,5	+31,8	− 9,5	+ 11,7	+ 11,1	+ 37,0	+19,9
+1,5	*+16,7*	*+ 23,4*	*+ 41,3*	*+ 30,8*	*+ 33,1*	*+ 40,3*	*+ 0,8*	*− 0,6*	*+26,2*	*+400,0*	*+ 7,0*	*+ 7,3*	*+ 43,9*	*+19,6*
+2,4	*+19,6*	—	*− 25,0*	*+ 0,8*	*− 3,0*	*+ 31,4*	*+ 12,9*	*+ 43,4*	*+34,3*	*− 17,9*	*+ 24,4*	*+ 20,3*	*+ 20,6*	*+20,1*
−2,8	+16,0	− 26,8	+ 1,6	+ 31,1	− 5,3	+ 3,9	− 7,7	+ 34,6	+ 7,9	+ 17,9	+ 33,5	+ 30,9	− 6,9	+13,7
−3,6	*+ 3,0*	*+134,4*	*+ 35,6*	*+ 26,9*	*+ 35,7*	*+ 5,7*	*− 9,1*	*+ 10,1*	*+ 4,5*	*+ 24,6*	*+ 15,2*	*+ 15,8*	*+ 0,4*	*+ 6,7*
+7,8	*+19,0*	*− 33,0*	*− 18,8*	*+ 44,3*	*− 22,1*	*+ 2,9*	*− 6,1*	*+ 63,2*	*+10,5*	*+ 17,4*	*+ 37,7*	*+ 34,0*	*− 25,7*	*+15,9*
+9,7	+23,8	—	+ 41,6	+244,2	+203,2	+ 52,7	− 61,6	+ 25,6	+38,2	+100,0	− 24,7	− 24,7	+ 23,1	+15,1
+5,8	*+13,6*	—	*+ 41,8*	*+248,4*	*+203,2*	*+ 43,8*	*− 58,7*	*− 43,9*	*+31,9*	—	*− 25,4*	*− 25,4*	*+ 16,1*	*+ 7,2*
+9,8	*+32,1*	—	*0,0*	*+203,7*	*+202,0*	*+164,3*	—	*+47,6*	*+79,0*	*0,0*	*+ 9,3*	*+ 9,3*	*+124,7*	*+35,4*
+1,2	+16,1	− 4,8	+1 033,3	+ 61,4	+158,7	+ 9,0	− 6,9	− 5,5	+ 8,4	− 9,5	− 0,5	− 8,4	+ 28,3	+13,8
+0,3	*+17,1*	*− 3,4*	*+1 381,8*	*+229,6*	*+220,8*	*+ 8,6*	*− 7,7*	*+ 25,7*	*+ 8,3*	*− 11,4*	*+ 6,7*	*− 9,2*	*+ 21,5*	*+14,3*
+2,6	*+14,7*	*− 20,0*	*+ 650,0*	*− 19,6*	*+ 74,6*	*+ 9,7*	*− 4,1*	*− 42,4*	*+ 8,5*	*− 5,0*	*− 15,6*	*− 6,5*	*+ 41,7*	*+13,0*
−9,3	+24,5	− 43,3	+ 13,3	− 57,9	− 56,6	− 4,3	− 2,4	+ 10,1	− 1,5	− 12,0	+ 22,6	− 8,9	—	+18,9
−2,4	*+25,2*	*− 66,7*	—	*− 50,0*	*− 54,5*	*− 72,4*	*+100,0*	*+300,0*	*−70,8*	*− 20,1*	*− 25,3*	*− 20,1*	*− 33,3*	*+ 7,6*
−4,7	*+16,3*	—	—	—	—	*− 92,7*	*+725,0*	*− 96,1*	*−75,4*	*+ 7,4*	*+ 78,0*	*+ 30,3*	*+733,3*	*+ 6,8*
−4,2	*+25,5*	*− 37,3*	*− 13,3*	*+ 7,4*	*+ 3,0*	*+ 6,0*	*− 11,7*	*+ 94,2*	*+ 9,5*	*+ 74,6*	*− 0,1*	*+ 38,0*	—	*+25,1*
−0,6	+14,6	− 33,3	− 55,0	+ 20,1	+19,2	+ 4,2	− 17,1	− 25,3	+ 2,0	− 12,2	− 1,1	− 5,1	+ 14,8	+13,2
−4,8	*+ 5,8*	*− 33,3*	*− 40,0*	*− 8,1*	*− 11,0*	*− 2,1*	*+ 18,2*	*+163,6*	*− 0,3*	*− 20,3*	*− 11,2*	*− 16,9*	*+ 30,9*	*+ 2,8*
−3,9	*+15,1*	*− 33,3*	*− 62,5*	*+ 20,7*	*+ 20,3*	*− 3,1*	*− 33,3*	*− 27,3*	*− 6,5*	*+ 7,9*	*+ 2,4*	*+ 3,2*	*− 7,0*	*+13,7*
−6,0	*+21,6*	—	*− 57,1*	*+ 30,2*	*+ 24,3*	*+ 13,6*	*− 4,0*	*− 37,3*	*+10,2*	*+ 35,7*	*+ 2,6*	*+ 7,8*	*+ 11,2*	*+20,6*
−50,8	−41,6	− 30,8	+ 114,3	− 28,6	0,0	+ 91,2	+ 19,7	+ 50,0	+59,5	− 25,0	+187,1	+174,2	+350,0	−39,0
0,6	**+17,2**	**− 26,4**	**+ 21,4**	**+123,0**	**+ 55,1**	**+ 12,0**	**− 6,3**	**+ 24,6**	**+13,1**	**− 8,3**	**− 14,7**	**− 13,5**	**+ 27,1**	**+14,4**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut national de Statistiques et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
Exportations par pays de destination

PAYS DE DESTINATION (a)	Valeur (en milliards de francs)							Pourcentage de la valeur totale						
	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
1. Rép. féd. d'Allemagne	294,1	301,6	321,9	373,3	401,5	414,1	489,8	23,2	22,4	22,8	22,5	21,2	20,1	20,5
2. France	266,2	256,7	268,4	317,6	367,1	395,6	464,3	21,0	19,1	19,0	19,1	19,4	19,2	19,4
3. Pays-Bas	214,6	226,0	231,8	268,2	287,0	305,4	339,6	17,0	16,8	16,4	16,1	15,2	14,8	14,2
4. Royaume-Uni	76,3	92,0	101,7	134,5	160,3	177,7	231,3	6,0	6,8	7,2	8,1	8,5	8,6	9,7
5. Italie	60,0	58,9	64,5	87,7	104,3	104,7	120,8	4,7	4,4	4,6	5,3	5,5	5,1	5,0
6. Etats-Unis	45,0	56,6	58,2	61,9	63,3	87,2	105,4	3,6	4,2	4,1	3,7	3,3	4,2	4,4
7. Suisse	22,1	26,7	32,7	47,6	72,3	64,8	76,9	1,8	2,0	2,3	2,9	3,8	3,1	3,2
8. Suède	23,7	23,5	19,4	28,2	31,0	32,9	35,9	1,9	1,8	1,4	1,7	1,6	1,6	1,5
9. Arabie Saoudite	6,9	12,5	15,0	14,3	15,5	25,3	29,4	0,6	0,9	1,1	0,9	0,8	1,2	1,2
10. Inde	5,8	9,4	14,3	11,7	10,7	20,0	27,0	0,5	0,7	1,0	0,7	0,6	1,0	1,1
11. U.R.S.S.	11,7	9,8	11,0	13,8	18,1	21,9	24,5	0,9	0,7	0,8	0,8	1,0	1,1	1,0
12. Espagne	13,0	12,7	11,2	14,0	17,4	18,2	24,3	1,0	0,9	0,8	0,9	0,9	0,9	1,0
13. Danemark	18,1	18,8	16,6	19,8	22,5	27,2	23,5	1,4	1,4	1,2	1,2	1,2	1,3	1,0
14. Autriche	9,6	12,7	11,1	12,8	14,5	15,9	16,6	0,8	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7
15. Hong-Kong	4,9	6,2	10,4	10,9	11,4	11,8	16,0	0,4	0,5	0,7	0,6	0,6	0,6	0,7
16. Irak	4,2	4,4	5,8	8,5	10,0	11,8	15,4	0,3	0,3	0,4	0,5	0,5	0,6	0,7
17. Israël	5,7	9,1	7,7	8,2	9,8	9,7	15,4	0,5	0,7	0,6	0,5	0,5	0,5	0,7
18. Norvège	11,6	12,0	9,4	13,2	15,1	14,0	15,3	0,9	0,9	0,7	0,8	0,8	0,7	0,6
19. Algérie	5,5	10,3	12,8	14,8	17,6	13,5	15,3	0,4	0,8	0,9	0,9	0,9	0,7	0,6
20. Japon	6,9	6,0	8,9	10,2	9,2	12,1	14,9	0,5	0,5	0,6	0,6	0,5	0,6	0,6
21. Nigéria	8,0	8,4	9,3	10,3	17,7	17,1	13,6	0,6	0,6	0,7	0,6	0,9	0,8	0,6
22. Grèce	6,8	7,1	6,9	8,2	4,2	10,8	11,8	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5
23. Zaïre, Rwanda et Burundi	6,0	7,4	6,9	7,0	9,0	8,8	10,9	0,5	0,6	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5
24. Portugal	4,3	5,9	5,3	5,8	8,2	9,1	10,5	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
25. République d'Afrique du Sud	4,4	4,8	4,6	5,1	7,4	11,2	10,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	0,5	0,4
Autres pays	131,1	145,2	144,5	153,6	185,3	221,5	235,7	10,3	10,8	10,2	9,2	9,8	10,7	9,8
Total ...	**1 266,5**	**1 344,7**	**1 410,3**	**1 661,2**	**1 890,4**	**2 062,3**	**2 394,5**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(a) Classés d'après le montant des exportations en 1982.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations par pays de provenance

PAYS DE PROVENANCE (a)	Valeur (en milliards de francs)							Pourcentage de la valeur totale						
	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
1. Rép. féd. d'Allemagne	306,4	321,7	350,8	394,2	413,0	435,4	528,6	22,4	22,2	23,0	22,1	19,7	18,8	20,0
2. Pays-Bas	240,8	245,3	250,0	297,4	344,5	394,4	465,1	17,6	16,9	16,4	16,7	16,4	17,1	17,6
3. France	222,6	230,2	249,7	279,3	303,3	316,0	367,3	16,3	15,9	16,4	15,6	14,4	13,7	13,9
4. Royaume-Uni	92,1	112,8	127,8	141,5	169,5	171,4	186,0	6,7	7,8	8,4	7,9	8,1	7,4	7,0
5. Etats-Unis	83,7	87,2	88,1	119,1	161,1	165,9	185,8	6,1	6,0	5,8	6,7	7,7	7,2	7,0
6. Arabie Saoudite	53,8	54,9	44,4	58,9	121,1	165,2	115,0	3,9	3,8	2,9	3,3	5,8	7,1	4,4
7. Italie	52,3	57,4	61,2	72,4	75,3	77,6	95,0	3,8	4,0	4,0	4,1	3,6	3,4	3,6
8. U.R.S.S.	11,6	14,5	14,8	17,4	32,5	36,3	67,1	0,8	1,0	1,0	1,0	1,5	1,6	2,5
9. Suisse	21,4	20,6	28,4	35,7	57,8	80,5	61,2	1,6	1,4	1,9	2,0	2,7	3,5	2,3
10. Japon	21,5	23,1	25,3	29,9	42,0	54,4	49,9	1,6	1,6	1,7	1,7	2,0	2,3	1,9
11. Suède	21,4	21,0	21,2	27,3	30,6	35,0	41,6	1,6	1,4	1,4	1,5	1,5	1,5	1,6
12. Libye	1,0	0,7	0,4	2,9	1,7	3,8	34,8	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,2	1,3
13. Zaïre, Rwanda et Burundi	24,1	23,2	25,0	28,9	37,3	36,9	28,4	1,8	1,6	1,6	1,6	1,8	1,6	1,1
14. Norvège	6,3	5,8	9,0	13,6	17,6	23,8	28,2	0,5	0,4	0,6	0,8	0,8	1,0	1,1
15. Nigéria	8,0	6,5	7,2	15,5	12,7	11,3	23,8	0,6	0,5	0,5	0,9	0,6	0,5	0,9
16. Espagne	11,5	11,8	12,6	15,2	17,9	20,7	23,1	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9
17. Canada	14,1	11,9	12,0	14,3	15,6	19,8	18,6	1,0	0,8	0,8	0,8	0,7	0,9	0,7
18. République d'Afrique du Sud	9,6	10,6	10,4	12,5	13,0	14,5	17,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7
19. Brésil	7,3	7,1	6,9	8,2	9,1	13,2	16,7	0,5	0,5	0,4	0,5	0,4	0,6	0,6
20. Iran	18,4	26,7	24,2	11,3	7,9	16,0	12,8	1,3	1,8	1,6	0,6	0,4	0,7	0,5
21. Danemark	6,1	6,7	7,3	8,1	9,7	10,0	12,4	0,4	0,5	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5
22. Autriche	4,9	5,2	5,8	6,7	7,9	8,2	10,9	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4
23. Irlande	3,5	5,3	7,0	7,9	7,9	8,2	10,3	0,3	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
24. Inde	3,8	7,5	9,7	7,1	6,6	7,8	9,7	0,3	0,5	0,6	0,4	0,3	0,3	0,4
25. Finlande	4,2	5,4	5,1	5,5	6,4	7,6	9,2	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Autres pays	118,6	124,9	121,7	153,6	178,8	175,9	223,2	8,7	8,6	8,0	8,6	8,5	7,6	8,4
Total ...	**1 369,0**	**1 448,0**	**1 526,0**	**1 784,4**	**2 100,8**	**2 309,8**	**2 642,3**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

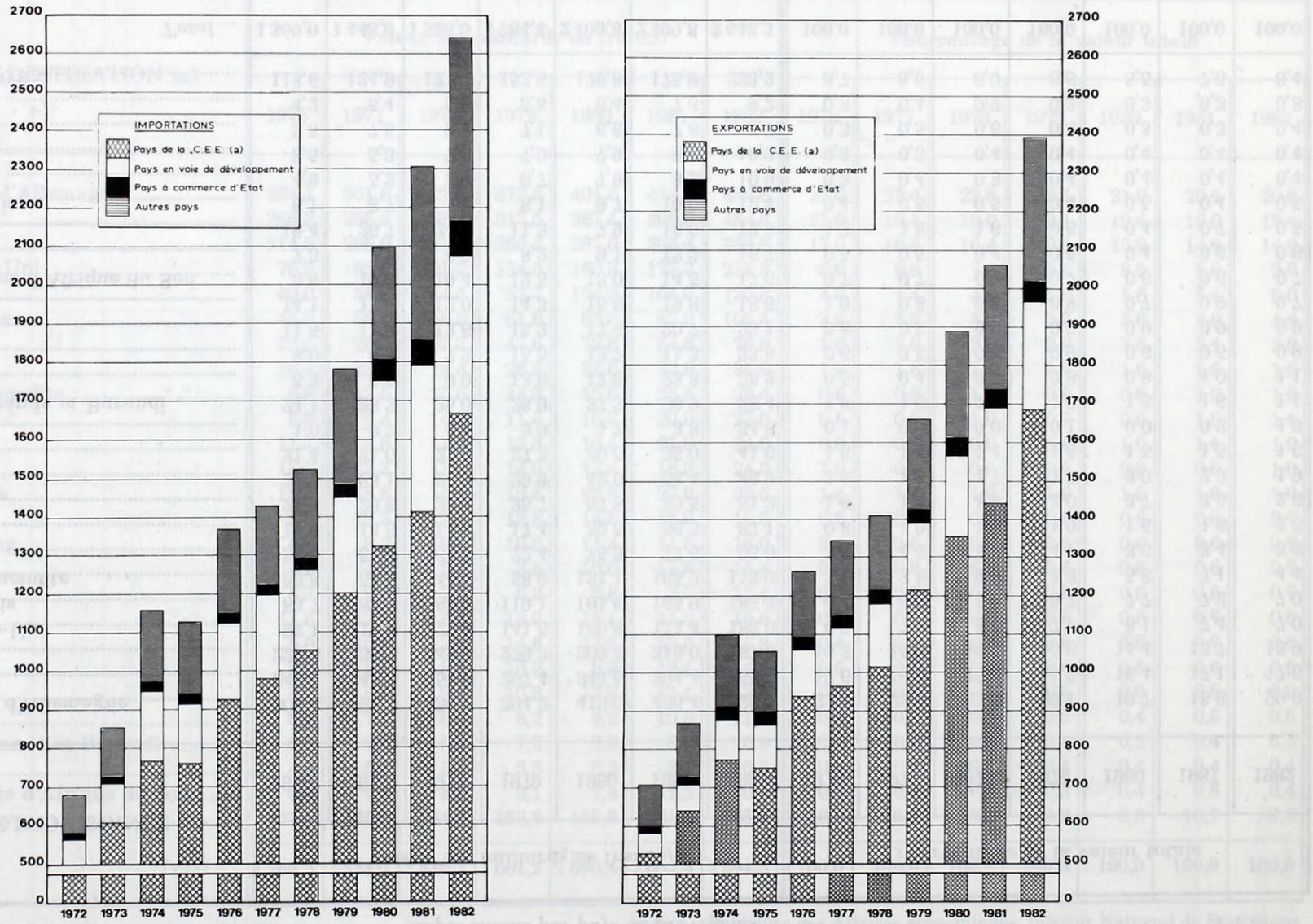
(a) Classés d'après le montant des importations en 1982.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations et exportations par groupe de pays

(en milliards de francs)



(a) Pays membres de la C.E.E. au 1er janvier 1981.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations, exportations et balance commerciale apparente par région

(en millions de francs)

RÉGION	1981 (a)			1982		
	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)	Solde	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)	Solde
I. *Europe occidentale*	1 602 783	1 620 109	17 326	1 857 317	1 894 040	36 723
II. *Europe orientale*	54 285	41 155	— 13 130	84 685	41 567	— 43 118
III. *Afrique*	101 010	96 509	— 4 501	156 717	94 151	— 62 566
1. Zaïre, Rwanda, Burundi	(36 920)	(8 774)	(— 28 146)	(28 397)	(10 918)	(— 17 479)
2. Afrique du Sud	(14 535)	(11 160)	(— 3 375)	(17 647)	(10 393)	(— 7 254)
IV. a) *Amérique du Nord* ..	185 763	96 138	— 89 625	204 430	114 692	— 89 738
1. U.S.A.	(165 940)	(87 152)	(— 78 788)	(185 808)	(105 376)	(— 80 432)
2. Canada	(19 822)	(8 983)	(— 10 839)	(18 582)	(9 144)	(— 9 438)
b) *Amérique latine*	48 670	30 560	— 18 110	60 612	27 801	— 32 811
1. Argentine	(4 727)	(2 877)	(— 1 850)	(6 576)	(2 538)	(— 4 038)
2. Brésil	(13 168)	(4 558)	(— 8 610)	(16 738)	(4 983)	(— 11 755)
3. Vénézuéla	(10 941)	(5 110)	(— 5 831)	(8 191)	(4 816)	(— 3 375)
V. *Asie*	306 978	150 280	—156 698	265 464	190 480	— 74 984
1. Iran	(16 025)	(9 509)	(— 6 516)	(12 775)	(6 697)	(— 6 078)
2. Arabie saoudite	(165 200)	(25 275)	(—139 925)	(115 010)	(29 424)	(— 85 586)
3. Japon	(54 400)	(12 056)	(— 42 344)	(49 899)	(14 908)	(— 34 991)
4. Hong-Kong, Taïwan, Corée du Sud, Singapour	(19 205)	(22 382)	(+ 3 177)	(21 383)	(28 094)	(+ 6 711)
VI. *Océanie*	9 123	6 000	— 3 123	11 206	7 231	— 3 975
VII. *Divers* (b)	1 149	21 565	20 416	1 849	24 501	22 652
Total général ...	**2 309 761**	**2 062 316**	**—247 445**	**2 642 280**	**2 394 463**	**—247 817**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Données rectifiées.
(b) Y compris les provisions de bord des navires et avions étrangers.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Evolution des échanges avec les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques

(en millions de francs)

PAYS	1981 (a)			1982		
	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)	Solde	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)	Solde
1. *Communauté Economique Européenne*	**1 415 608**	**1 442 443**	**26 835**	**1 668 946**	**1 689 585**	**20 639**
France	315 952	395 583	79 631	367 320	464 277	96 957
Pays-Bas	394 398	305 357	—89 041	465 072	339 604	—125 468
Rép. féd. d'Allemagne	435 354	414 124	—21 230	528 560	489 762	—38 798
Italie	77 632	104 735	27 103	95 028	120 760	25 732
Royaume-Uni	171 443	177 660	6 217	185 958	231 275	45 317
Irlande	8 216	6 978	— 1 238	10 266	8 622	— 1 644
Danemark	9 983	27 157	17 174	12 380	23 507	11 127
Grèce	2 630	10 849	8 219	4 362	11 778	7 416
2. *Association Européenne de Libre-Echange*	**160 321**	**146 001**	**—14 320**	**158 079**	**166 557**	**8 478**
Islande	487	957	470	538	1 104	566
Norvège	23 774	14 020	— 9 754	28 229	15 346	—12 883
Suède	35 021	32 940	—2 081	41 588	35 919	— 5 669
Finlande	7 633	8 255	622	9 185	10 248	1 063
Suisse	80 538	64 788	—15 750	61 240	76 902	15 662
Autriche	8 195	15 917	7 722	10 899	16 563	5 664
Portugal	4 673	9 124	4 451	6 400	10 475	4 075
3. *Autres pays membres de l'O.C.D.E.*	**274 465**	**143 888**	**—130 577**	**294 530**	**172 279**	**—122 251**
— en Amérique du Nord :						
Etats-Unis	165 940	87 152	—78 788	185 808	105 376	—80 432
Canada	19 822	8 983	—10 839	18 582	9 144	— 9 438
— en Asie :						
Japon	54 400	12 056	—42 344	49 899	14 908	—34 991
— en Europe :						
Espagne	20 711	18 233	— 2 478	23 118	24 300	1 182
Turquie	2 702	6 270	3 568	3 871	6 180	2 309
Yougoslavie (b)	2 109	5 519	3 410	2 428	5 550	3 122
— en Océanie :						
Australie	6 094	4 589	— 1 505	7 140	5 590	— 1 550
Nouvelle-Zélande	2 687	1 086	— 1 601	3 684	1 231	— 2 453
Total O.C.D.E.	**1 850 394**	**1 732 332**	**—118 062**	**2 121 555**	**2 028 421**	**—93 134**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Données rectifiées.
(b) Statut particulier au sein de l'O.C.D.E.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Solde de la balance commerciale par région

(en pourcentage du total des importations)

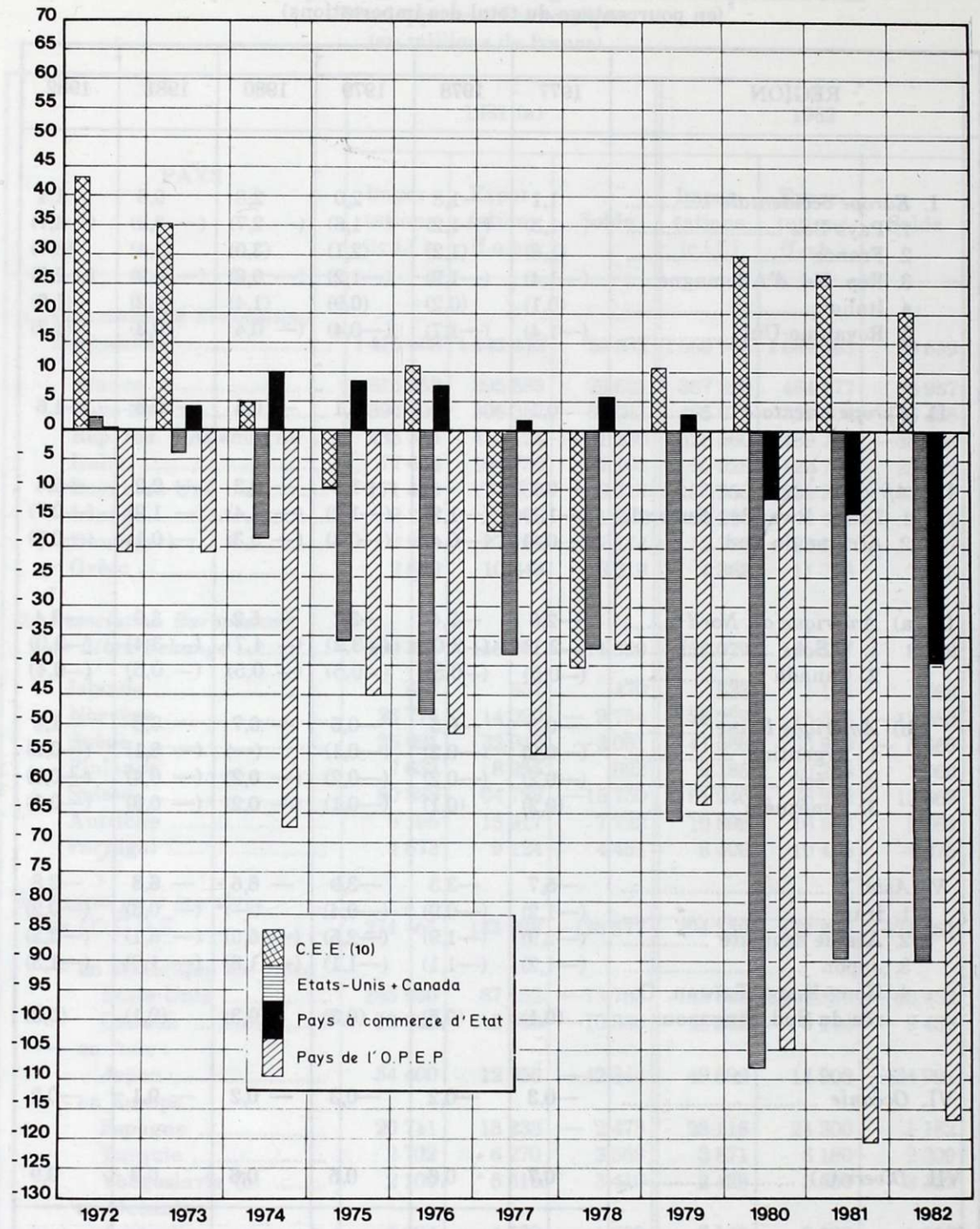
RÉGION	1977	1978	1979	1980	1981	1982
I. *Europe occidentale*	1,1	—1,8	2,0	2,8	0,8	1,4
1. Pays-Bas	(—1,3)	(—1,2)	(—1,6)	(— 2,7)	(— 3,9)	(—4,7)
2. France	(1,8)	(1,2)	(2,1)	(3,0)	(3,4)	(3,7)
3. Rép. féd. d'Allemagne	(—1,4)	(—1,9)	(—1,2)	(— 0,6)	(— 0,9)	(—1,5)
4. Italie	(0,1)	(0,2)	(0,9)	(1,4)	(1,2)	(1,0)
5. Royaume-Uni	(—1,4)	(—1,7)	(—0,4)	(— 0,4)	(0,3)	(1,7)
II. *Europe orientale*	0,1	—	0,1	— 0,4	— 0,6	—1,6
III. *Afrique*	—0,1	—	—1,0	— 0,3	— 0,2	—2,4
1. Zaïre, Rwanda, Burundi	(—1,1)	(—1,2)	(—1,2)	(— 1,4)	(— 1,2)	(—0,7)
2. Afrique du Sud	(—0,4)	(—0,4)	(—0,4)	(— 0,3)	(— 0,1)	(—0,3)
IV. a) *Amérique du Nord*	—2,6	—2,4	—3,7	— 5,2	— 3,9	—3,4
1. U.S.A.	(—2,1)	(—2,0)	(—3,2)	(— 4,7)	(— 3,4)	(—3,0)
2. Canada	(—0,5)	(—0,5)	(—0,5)	(— 0,5)	(— 0,5)	(—0,4)
b) *Amérique latine*	—0,3	—0,5	—0,6	— 0,7	— 0,8	—1,3
1. Argentine	(—0,2)	(—0,2)	(—0,1)	(—)	(— 0,1)	(—0,2)
2. Brésil	(—0,2)	(—0,2)	(—0,2)	(— 0,2)	(— 0,4)	(—0,4)
3. Vénézuéla	(0,2)	(0,1)	(—0,1)	(— 0,2)	(— 0,3)	(—0,1)
V. *Asie*	—5,7	—3,3	—3,9	— 6,6	— 6,8	—2,8
1. Iran	(—1,2)	(—0,9)	(—0,4)	(—)	(— 0,3)	(—0,2)
2. Arabie saoudite	(—2,9)	(—1,9)	(—2,5)	(— 5,0)	(— 6,1)	(—3,2)
3. Japon	(—1,2)	(—1,1)	(—1,1)	(— 1,6)	(— 1,8)	(—1,3)
4. Hong-Kong, Taïwan, Corée du Sud, Singapour	(0,1)	(0,5)	(0,3)	(0,3)	(0,1)	(0,3)
VI. *Océanie*	—0,3	—0,2	—0,3	— 0,2	— 0,1	—0,2
VII. *Divers* (a)	0,7	0,6	0,5	0,6	0,9	0,9
Total général	**—7,1**	**—7,6**	**—6,9**	**—10,0**	**—10,7**	**—9,4**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Y compris les provisions de bord des navires et avions étrangers.

Solde de la balance commerciale de l'U.E.B.L. par zone géographique

(en milliards de francs)



Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

SECTION III. — BALANCE DES PAIEMENTS

Le déficit apparent de la Balance générale des paiements reprenant l'ensemble des opérations non monétaires s'est considérablement résorbé en 1982 pour atteindre 6,9 milliards seulement contre 60,1 milliards en 1981 et 66 milliards en 1980. Cette notable amélioration du solde global ne correspond néanmoins pas à une diminution du déficit des échanges extérieurs.

La balance commerciale belge est restée largement déficitaire au cours du premier semestre de l'année, probablement à cause de l'impact de la dévaluation du F.B. de février qui a renchéri les importations directement alors que l'effet positif attendu sur les exportations ne se manifeste qu'avec un certain délai. Au cours du second semestre, la contraction de la demande intérieure a pesé sur le volume des importations et la faible hausse du cours des matières premières (surtout énergie) a soulagé le solde commercial d'une bonne partie du renchérissement attendu des produits de base après la dévaluation. Les exportations ont aussi bénéficie de l'amélioration des termes d'échange et progressent par rapport à 1981. Ces éléments ont permis à la balance commerciale de se redresser considérablement à la fin de l'année pour s'établir à un niveau comparable à celui de 1982 (−177,4 milliards contre −175,8 milliards).

Le solde des opérations courantes, qui comprend les opérations sur marchandises, les services, et les transferts, a vu la progression de son déficit stoppée au cours du second semestre. Celui-ci n'atteint plus que 71,1 milliards contre 107 milliards en 1981. Cette diminution du déficit courant est surtout due à l'amélioration sensible du solde des services qui s'explique principalement par la baisse des dépenses touristiques des belges à l'étranger. En effet, le déficit des postes « déplacements à l'étranger » est revenu de 46,9 milliards à 28 milliards, c.-à-d. à son niveau de 1976. C'est en grande partie la réduction du pouvoir d'achat des ménages par la réduction de l'emploi et par les mesures gouvernementales prises en vertu des pouvoirs spéciaux qui est à l'origine de la décision d'un nombre croissant de Belges de ne pas quitter le pays pendant leurs vacances. Ce comportement est confirmé par les bons résultats du secteur HORECA pendant l'année 1982. Par contre, le déficit des revenus de placements à l'étranger s'est accru en raison notamment de l'élargissement des charges d'intérêt d'une partie de la dette publique placée à l'extérieur. Enfin, l'aggravation du déficit du solde des transferts est essentiellement due à l'accroissement des transferts publics qui suivent la hausse continue des cotisations et impôts versés aux Communautés Européennes alors que les transferts privés avaient plutôt tendance à diminuer.

La balance des opérations en capital distingue les opérations du secteur public et du secteur privé. Les opérations du secteur public connaissent à nouveau un boni important en 1982 (+235 milliards), du même ordre que celui enregistré en 1981 (+258 milliards). La dette en monnaies étrangères du Trésor s'est encore accrue de 116 milliards contre 100 en 1981, ce qui implique que l'endettement du trésor en devises reste la principale contrepartie du déficit des opérations courantes. Il faut en

outre signaler que les emprunts des pouvoirs publics ont surtout augmenté au cours du 1er semestre de l'année tandis que leurs besoins ont été bien moindres à la fin de l'exercice.

Il est encore difficile à l'heure actuelle de suivre avec précision l'évolution des opérations en capital du secteur privé, étant donné que les mouvements des créances commerciales pour l'ensemble de l'année ne sont pas encore connus à l'heure actuelle. Il n'est donc pas possible de présenter comme l'année dernière le tableau détaillé des opérations du secteur privé. Il peut néanmoins déja être indiqué que l'évolution générale de ces opérations a été nettement meilleure qu'en 1981, avec un renversement du solde des placements des non résidents auprès des banques belges, qui devient positif, et une diminution des emprunts à l'étranger des sociétés belges à la suite des possibilités de financement intérieur offertes par la nouvelle législation plus favorables aux émissions d'actions. Sur le plan des investissements et placements, il faut souligner que les résidents ont accru leurs placements en valeurs mobilières étrangers qui croissent de 20 milliards alors que les investissements des non résidents sont en recul sensible (−40 milliards). Globalement, le déficit des mouvements de capitaux privés devrait être réduit de moitié en 1982 pour s'établir à environ 100 milliards s'il est tenu compte de la forte hausse des avoirs en F.B. des non résidents auprès des banques de l'U.E.B.L.

La synthèse de l'ensemble des opérations courantes et en capital fait apparaître une amélioration très nette des résultats par rapport à 1981. L'influence de la dévaluation de février a permis une meilleure tenue du F.B. vis-à-vis des autres monnaies européennes et a favorisé la diminution des sorties de capitaux à court terme qui avaient fortement augmenté en 1981. Grâce à cette meilleure orientation des flux de capitaux à caractère spéculatif, les réserves de change de la Banque Nationale n'ont été réduites que de 37,5 milliards comparés à la perte record de 95,7 milliards en 1981. Les avoirs en monnaies étrangères des banques belges progressent de 48 milliards (contre -30,3 milliards en 1981) pendant que les dépôts en F.B. des non-résidents subissent une évolution similaire.

Toutefois, c'est l'endettement du Trésor qui reste le principal moyen de financement du déficit courant, malgré les efforts consentis en fin d'année (faible recours à l'emprunt au quatrième trimestre). L'élargissement du marché intérieur des capitaux dû à une plus grande confiance dans la monnaie nationale devrait permettre de réduire le montant des emprunts publics à l'étranger qui vont être à l'origine de sorties de devises de plus en plus importantes.

Enfin, le maintien d'un déficit courant important rend l'équilibre des comptes extérieurs du pays de plus en plus dépendant de la situation des marchés internationaux des capitaux et des taux d'intérêts qui y prévalent, qui influent directement sur la stabilité du Franc belge.

*
* *

Balance des paiements (sur base de transactions) de l'U.E.B.L. en 1981 et 1982

(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Recettes		Dépenses		Solde	
	1981	1982 (a)	1981	1982 (a)	1981	1982 (a)
A. *Transactions sur biens et services :*						
1. Opérations sur marchandises						
a) Exportations et importations	*1 853,6*	*2 193,1*	*2 029,4*	*2 370,5*	*−175,8*	*−177,4*
b) Travail à façon	*78,2*	*100,9*	*36,7*	*46,7*	*+ 41,5*	*+ 54,2*
c) Opérations d'arbitrage	*25,0*	*24,3*	—	—	*+ 25,0*	*+ 24,3*
2. Frets et assurances pour le transport de marchandises	118,9	123,0	100,3	106,5	+ 18,6	+ 16,5
3. Autres frais de transport	62,6	78,4	66,4	68,4	− 3,8	+ 10,0
4. Déplacements à l'étranger	60,6	72,1	107,5	100,1	− 46,9	− 28,0
5. Revenus d'investissements	881,3	1 019,9	884,3	1 028,2	− 3,0	− 8,3
6. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	50,9	58,4	14,0	15,9	+ 36,9	+ 42,5
7. Autres services	192,4	207,8	191,9	212,7	+ 0,5	− 4,9
dont travailleurs frontaliers	(18,3)	(20,6)	(15,0)	(18,4)	(+ 3,3)	(+ 2,2)
Total des transactions sur biens et services (b)	**3 323,5**	**3 878,6**	**3 430,5**	**3 949,7**	**−107,0**	**− 71,1**
(dont : services = 2 à 7)	**1 366,7**	**1 559,6**	**1 364,4**	**1 531,8**	**+ 2,3**	**+ 27,8**
B. *Transferts :*						
9. Transferts privés	24,0	26,9	39,3	38,0	− 15,3	− 11,1
10. Transferts de l'Etat	25,7	26,0	58,2	71,8	− 32,5	− 45,8
Total des transferts ...	**49,7**	**52,9**	**97,5**	**109,8**	**− 47,8**	**− 56,9**
Total des opérations courantes (A + B) :	**3 373,2**	**3 931,5**	**3 528,0**	**4 059,5**	**−154,8**	**−128,0**

(suite à la page 418)

Balance des paiements (sur base de transactions) de l'U.E.B.L. en 1981 et 1982 *(suite)*

(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Recettes		Dépenses		Solde	
	1981	1982 (a)	1981	1982 (a)	1981	1982 (a)
C. *Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :*						
11. Etat						
11.1. Avoirs	0,1	0,1	4,5	5,8	− 4,4	− 5,7
11.2. Engagements	198,0	289,5	92,1	176,7	+105,9	+112,6
12. Autres pouvoirs publics	6,4	18,0	0,8	7,8	+ 5,6	+ 10,2
Total du mouvement des capitaux des pouvoirs publics ...	**204,5**	**307,6**	**97,4**	**190,3**	**+107,1**	**+ 117,3**
D. *Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers* (c) :						
13. Crédits commerciaux	—	34,9	47,0	29,1	− 47,0	+ 5,8
14. Organismes publics d'exploitation	20,7	20,6	2,2	6,7	+ 18,5	+ 13,9
15. Intermédiaires financiers du secteur public	33,9	12,4	21,0	10,6	+ 12,9	+ 1,8
16. Secteur privé (résident et non résident)	153,3	130,6	147,0	150,5	+ 6,3	− 19,5
a) Transactions identifiées en valeurs mobilières (chiffres nets)	—	*8,8*	*43,1*	*63,2*	*− 43,1*	*− 54,4*
b) Investissements directs	*89,1*	*93,8*	*38,6*	*22,1*	*+ 50,6*	*+ 71,7*
c) Immeubles	*6,4*	*11,2*	*8,9*	*6,4*	*− 2,5*	*+ 4,8*
d) Autres	*57,7*	*16,8*	*56,4*	*58,4*	*+ 1,3*	*− 41,6*
Total du mouvement des capitaux des entreprises et particuliers ...	**207,9**	**198,5**	**198,4**	**196,5**	**− 9,3**	**+ 2,0**

(suite à la page 419)

Balance des paiements (sur base de transactions) de l'U.E.B.L. en 1981 et 1982 *(suite)*

(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Recettes		Dépenses		Solde	
	1981	1982 (a)	1981	1982 (a)	1981	1982 (a)
E. *Erreurs et omissions*	—	24,6	3,1	22,8	− 3,1	+ 1,8
Total général ...	**3 785,6**	**4 462,2**	**3 845,1**	**4 469,1**	**− 60,1**	**− 6,9**
F. *Financement du total :*						
1. Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges					− 3,4	3,5
2. Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :						
— Banque Nationale de Belgique					− 71,5	− 37,1
— Banques belges et luxembourgeoises :						
Crédits commerciaux					− 5,3	− 5,3
Francs belges et luxembourgeois					+ 51,9	− 16,1
Monnaies étrangères					− 30,3	+ 48,9
— Organismes divers					− 1,5	− 0,8

(a) Doonées provisoires. Les résultats du quatrième trimestre 1982 sur base des transactions n'étant pas disponibles, on a tenu compte des trois premiers trimestres sur base des transactions et du quatrième établi sur base de caisse par le service des études de la B.N.B.
(b) Y compris en recettes le solde positif des opérations d'arbitrage.
(c) Ne comprend pas les mouvements des capitaux des banques commerciales.

Source : Banque Nationale de Belgique.

Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme (a)

(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	1979	1980	1981	1982 (i)
1. — *Transactions sur biens et services* (rubrique *A* de la balance générale des paiements) (b)	−61,0	−115,5	−154,8	−128,0
2. — *Transferts* (rubrique *B* de la balance générale des paiements)	−28,4	− 38,4	− 47,8	− 56,9
3. — *Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :*				
Rubrique *C* de la balance générale des paiements	+ 4,3	+ 25,7	+107,1	+117,3
Augmentation (+) ou diminution (−) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	+36,0	+ 64,8	+ 99,9	+116,2
Augmentation (+) ou diminution (−) de l'encours des monnaies étrangères à terme de la B.N.B. .	− 7,7	+ 17,2	+ 2,4	. .
4. — *Mouvement des crédits commerciaux :*				
Augmentation (−) ou diminution (+) des crédits consentis à des non-résidents et mobilisés auprès des banques belges	−18,0	− 2,5	− 14,0	+ 1,9
Augmentation (−) ou diminution (+) de l'excédent des autres crédits consentis à des non-résidents sur les crédits reçus des non-résidents	− 7,0	− 12,7	− 47,0	(− 2,9)
5. — *Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers* (c) :				
Rubrique *D* de la balance générale des paiements (non compris crédits commerciaux)	−16,5	+ 49,9	+ 46,9	− 3,8
Mouvements des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :				
Augmentation (+) ou diminution (−) d'avoirs :				
Créances en monnaies étrangères	−43,9	− 68,3	−127,8	− 12,1
Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	− 1,6	− 46,2	− 64,6	+ 9,5
Augmentation (+) ou diminution (−) d'engagements :				
Endettement en monnaies étrangères	+55,2	+ 55,3	+ 62,7	− 33,7

Augmentation (+) ou diminution (−) de l'excédent des avoirs sur les autres engagements au comptant	+41,5	+ 64,4	− 51,9	+ 16,4
Augmentation (+) ou diminution (−) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourgeois à livrer à terme	−14,8	− 14,9	+ 12,9	− 22,2
7. — *Position de change des banques belges et luxembourgeoises* (d) :				
Augmentation (+) ou diminution (−) de la position au comptant (e)	+10,8	− 16,4	− 7,9	−110,7
Augmentation (+) ou diminution (−) de la position à terme	+11,4	− 3,3	− 14,8	+ 25,8
8. — *Erreurs et omissions :*				
Rubrique *E* de la balance générale des paiements	−11,1	+ 20,9	+ 7,7	+ 1,8
Discordances dans les statistiques des opérations au comptant avec les résidents et des opérations à terme	+ 6,6	− 4,2	+ 5,0	− 8,6
Total 1 *à* 8 ...	**−39,2**	**+ 44,2**	**− 93,3**	**− 37,5**
9. — *Contreparties du total dans la situation de la B.N.B.* [Augmentation (+); diminution (−)] :				
Encaisse en or	+ 0,2	..	..	..
Avoirs détenus auprès du F.M.I. (f)	− 4,3	− 3,9	− 1,8	− 0,8
Avoirs nets sur le Fonds Européen de Coopération Monétaire (y compris écus)	−26,5	+ 0,5	− 76,1	+ 48,5
Avoirs nets en monnaies étrangères :				
Avoirs nets au comptant (g)	− 0,6	+ 30,6	− 10,1	− 73,8
Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	− 7,7	+ 16,6	+ 3,0	..
Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :				
Avoirs au comptant (h)	− 0,3	− 0,2	− 2,3	+ 2,9
Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme	..	+ 0,6	− 0,6	..

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les étrangers, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.
Depuis janvier 1974, les mouvements des avoirs et des engagements, au comptant et à terme, en monnaies étrangères des banques belges et luxembourgeoises et de la Banque Nationale de Belgique ont été convertis en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaleur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.
(b) Les opérations courantes comprennent le quatrième trimestre 1982 sur base de caisse.
(c) Autres que les organismes monétaires.
(d) Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.
(e) Non compris l'immobilisé (essentiellement les participations des banques dans leurs filiales étrangères), qui, étant considéré dans la balance des paiements comme un investissement direct, est déjà recensé à la rubrique 5.1. du présent tableau.
(f) Non compris le mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations.
(g) Y compris le concours financier à moyen terme C.E.E.
(h) Autres que les acceptations représentatives d'exportations qui, dans le présent tableau, figurent sous la rubrique 4.1.
(i) Données provisoires.

ASPECTS MACRO-ECONOMIQUES

En 1982, l'économie belge a connu une légère augmentation par rapport à l'année antérieure (de 1,0 % environ) du volume total des valeurs ajoutées de biens et services produits sur le territoire national. Cette progression du produit intérieur brut (P.I.B.), faisant suite à un recul de 1,7 % en 1981 s'inscrit dans la série des faibles performances de l'économie nationale enregistrée depuis la récession de 1974-1975. Le contraste est marqué entre les évolutions du P.I.B. avant et après cette période. Alors que l'augmentation moyenne du P.I.B. se montait à 5 p.c. l'an entre 1965 et 1974 (1), elle n'est plus que de 1,8 p.c. de 1976 à 1981 (2). Cette diminution de la croissance économique au cours de cette dernière période n'est toutefois pas propre à la Belgique. A une progression moyenne du P.I.B. de la Communauté économique européenne (C.E.E.) de 4,5 p.c. l'an entre 1965 et 1974, a succédé un rythme d'accroissement annuel moyen de 2,2 p.c. de 1976 à 1981. Pour l'ensemble des pays de l'Organisation de Coopération et de Développement économique (O.C.D.E.), ces évolutions étaient de respectivement 4,5 et 2,7 p.c. On le voit, la croissance du P.I.B. de la Belgique, de légèrement supérieure au cours de la première période à celle de l'ensemble des pays de la C.E.E. et de l'O.C.D.E. est devenue quelque peu inférieure durant la seconde. Cette situation caractérise par ailleurs également les autres pays du Benelux. La question est posée de l'influence de facteurs communs à ces économies tels que leur taille restreinte, leur degré d'ouverture particulièrement important, leur structure sectorielle, quant à l'explication des performances de croissance plus faibles dans ces pays que dans l'ensemble de la C.E.E. au cours de la période 1976-1981.

D'une façon générale une discrimination pondérée entre facteurs internes et facteurs externes apparaît à ce jour encore, faute de recul, difficile à opérer quant à leur responsabilité dans la faiblesse des résultats économiques récents.

Plus particulièrement en ce qui concerne la Belgique, un net affaiblissement du développement de la demande extérieure est observé au cours des années postérieures à la crise de 1974-1975. Alors que le volume des exportations de biens et services croissait à un rythme annuel moyen de 9,7 p.c. de 1965 à 1974, il n'augmentait plus en moyenne que de 4,4 p.c. entre 1976 et 1981. Ce dernier taux était par ailleurs semblable à celui enregistré pour les exportations de biens et services des pays de la Communauté européenne. En 1980 et 1981, le volume des exportations belges des seules marchandises ne progressait plus que de 3,1 et 1,4 p.c.

(1) Les croissances annuelles moyennes mentionnées dans ce chapitre ont été établies par régression linéaire, laquelle prend en compte l'ensemble des observations à la différence d'autres méthodes.
(2) L'année 1975 n'est pas prise en compte pour le calcul de ces moyennes en raison de l'ampleur de la chute de nombre de grandeurs économiques au cours de cette année, largement compensée en 1976, susceptible d'altérer la qualité de l'ajustement statistique (mesurée par R2) sans cependant modifier sensiblement l'ordre de grandeur des paramètres de l'équation de la droite d'ajustement.

par rapport à l'année antérieure et les parts des exportations belges dans le total des importations de l'O.C.D.E. régressaient (respectivement à 4,9 et 4,5 p.c. contre 5,1 p.c. en 1979). En 1982, la dévaluation du franc et le relâchement de la pression qu'exerçait sur les prix de vente à l'exportation l'évolution des coûts salariaux permettaient un redressement de la compétitivité-prix des produits belges. Il en est résulté un gain limité de la pénétration de ces produits sur les marchés étrangers et, alors que le commerce mondial se contractait, les exportations belges se sont accrues. Indubitablement l'affaiblissement, puis la contraction des échanges commerciaux, ont pesé lourdement sur les performances de l'économie belge. Toutefois, il n'est pas moins douteux que des facteurs internes tels que l'évolution propre à l'économie de certains coûts, y ont contribué également.

Deuxième composante de la demande globale à avoir connu un fléchissement sensible au cours des années postérieures à la crise de 1974-1975 : les investissements productifs. Le volume de ceux-ci qui s'était accru en moyenne de 4,5 p.c. l'an entre 1965 et 1974, n'a plus progressé que de 0,3 p.c. l'an entre 1976 et 1981.

Au cours de cette dernière année, il montrait même un recul important —13,5 % par rapport à l'année antérieure. Plus particulièrement c'est dans les industries manufacturières que l'évolution a été des plus négatives de 1975 à 1981 puisque le volume des investissements est demeuré largement inférieur au niveau sommet de 1974 tandis qu'à l'inverse, dans les services marchands et non marchands, la croissance s'est poursuivie. En 1982, un redressement de la propension à investir est apparu et a déterminé une augmentation du volume des investissements productifs tant dans les industries manufacturières que dans les services. Par ailleurs, depuis 1979, le volume de la construction d'immeubles d'habitations s'est fortement réduit. En 1981, son recul était particulièrement important et s'élevait à près de 40 p.c. par rapport à l'année antérieure. Sans atteindre la même ampleur, il s'est poursuivi en 1982.

La consommation des ménages a, elle aussi, connu une baisse de régime entre 1976 et 1981 en comparaison de la période 1965-1974. Au cours de ces années, elle avait progressé à un rythme annuel moyen de 4,9 p.c.; entre 1976 et 1981 l'augmentation n'était plus que de 2,2 p.c. l'an. En 1981, pour la première fois depuis l'existence des comptes nationaux (1953) le volume des dépenses de consommation privée diminuait de 1,4 p.c. par rapport à l'année précédente; en 1982, toutefois une augmentation de 1 p.c. était observée. Cette faible progression est à mettre en rapport avec les difficultés rencontrées par les ménages quant à la formation de leurs revenus. Celles-ci sont pour partie la conséquence de la politique de modération salariale menée en 1982 par le Gouvernement mais aussi et surtout, sur moyenne période, de la détérioration de l'évolution de l'emploi depuis 1980.

Le net fléchissement du dynamisme des composantes essentielles de la demande globale adressé au secteur producteur national a pesé avant tout sur les entreprises du secteur manufacturier.

Alors que le volume total des valeurs ajoutées des industries manufacturières augmentait de 7,2 p.c. l'an en moyenne entre 1965 et 1974, sa progression entre

1976 et 1981 chutait à moins d'un pourcent; en 1980 et 1981, un recul de la valeur ajoutée globale de respectivement 1,2 et 2,5 p.c. par rapport à l'année précédente était enregistré. Si le développement des services marchands a également diminué entre 1976 et 1981 en comparaison de 1965-1974, la baisse de rythme, tout en demeurant appréciable, est cependant moindre que celle qu'affecte le P.I.B. : + 4,7 p.c. entre 1965 et 1974 et + 2,1 p.c. entre 1976 et 1981, pour la valeur ajoutée des services marchands à comparer avec + 5,0 p.c. et + 1,8 p.c. pour le P.I.B. Toutefois en 1981, un recul de 1,7 p.c. est noté. Révélateur de la perte d'importance récente des industries manufacturières est le rapport entre la valeur ajoutée de celles-ci et celle des services marchands. Alors qu'il était croissant de 1965 à 1974, passant de 39,7 p.c. à 48,0 p.c. un mouvement inverse est observé entre 1975 et 1981 lequel s'accentue dès 1977 passant de 47,0 p.c. à 44,0 p.c. en 1981. Aussi la crise apparaît-elle avant tout industrielle.

Troisième facteur explicatif de l'atonie grandissante de l'économie belge au cours des dernières années : le partage de ressources dégagées par l'activité économique entre ménages et entreprises. Celui-ci s'est opéré dans les dernières années au détriment des entreprises et à l'avantage des ménages. L'excédent net d'exploitation qui représentait entre 1965 et 1970 près de 38 p.c. du revenu des facteurs issus de la production intérieure a baissé sensiblement pour ne plus atteindre que 27 p.c. en moyenne entre 1977 et 1981 (35 p.c. de 1971 à 1973, 30 p.c. de 1974 à 1976). En particulier, le bénéfice réservé des sociétés s'est considérablement amoindri et ne représentait plus en 1981 que 0,4 p.c. du revenu des facteurs issus de la production intérieure. Depuis 1975 ce rapport a oscillé entre 0,4 et 1 p.c. L'une des sources de financement de l'investissement, particulièrement appréciable en période de crédits onéreux, s'est trouvée dès lors pratiquement tarrie.

En 1982, la dévaluation du franc belge, laquelle s'est surtout traduite par un relèvement des prix à l'exportation exprimés en monnaie nationale, la modération salariale et l'allègement de certaines charges sociales, ont entraîné un élargissement des marges d'exploitations.

Ainsi le fléchissement de la demande globale, l'allègement de la contribution des branches manufacturières à la formation de la richesse nationale, et la répartition des revenus de la production, permettent dans une première approche de rendre compte de la baisse des performances de l'économie belge depuis 1975.

*

* *

Valeur ajoutée brute par branche d'activité et produit national brut aux prix du marché

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	A prix courants					A prix constants (de 1975)				
	1977	1978	1979	1980	1981 (b)	1977	1978	1979	1980	1981 (b)
1. Agriculture, sylviculture et pêche	68 337	76 035	73 242	75 958	83 665	67 532	74 646	74 877	76 738	80 325
2. Industries extractives	18 232	16 930	15 650	17 727	18 230	16 709	15 740	15 057	15 434	14 004
3. Industries manufacturières	763 183	804 637	842 219	856 754	870 762	694 174	701 696	727 499	718 616	700 906
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	*135 533*	*146 932*	*153 654*	*161 273*	*169 578*	*123 599*	*124 614*	*129 486*	*131 513*	*131 516*
b) Textiles	*37 465*	*37 083*	*37 835*	*41 164*	*43 091*	*33 995*	*33 491*	*38 489*	*40 181*	*39 246*
c) Vêtements et chaussures	*24 129*	*23 061*	*23 328*	*23 071*	*22 865*	*20 673*	*19 369*	*19 116*	*18 456*	*17 985*
d) Bois et meubles	*36 630*	*36 391*	*37 612*	*41 905*	*43 343*	*33 307*	*33 585*	*32 221*	*34 534*	*34 378*
e) Papier, impression, édition	*39 398*	*39 854*	*44 761*	*46 532*	*48 466*	*36 435*	*36 040*	*41 086*	*40 305*	*39 208*
f) Industries chimiques et activités annexes	*74 215*	*82 637*	*92 024*	*97 629*	*106 767*	*78 764*	*81 893*	*89 796*	*84 269*	*84 443*
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	*37 719*	*36 101*	*36 410*	*38 552*	*37 364*	*33 557*	*32 282*	*32 379*	*33 516*	*30 090*
h) Fer et aciers	*29 040*	*39 550*	*47 168*	*33 730*	*26 696*	*31 190*	*36 562*	*37 039*	*34 495*	*33 002*
i) Métaux non ferreux	*12 319*	*11 800*	*13 100*	*13 000*	*12 500*	*11 589*	*11 000*	*11 360*	*11 390*	*10 230*
j, k) Fabrications métalliques, construction navale et garages	*300 321*	*313 836*	*316 982*	*318 497*	*319 331*	*259 069*	*259 274*	*263 069*	*257 544*	*249 410*
l) Industries non dénommées ailleurs	*36 414*	*37 392*	*39 345*	*41 401*	*40 761*	*31 996*	*33 586*	*33 458*	*32 413*	*31 398*

tation	778 990	836 447	897 160	961 953	1 025 708	645 345	666 612	692 812	[illegible]	[illegible]
a) Commerce	*536 678*	*566 815*	*600 681*	*642 582*	*668 585*	*443 206*	*454 336*	*470 831*	*478 871*	*459 455*
b, c) Services financiers et assurances	*119 485*	*135 234*	*150 719*	*158 815*	*175 742*	*96 008*	*103 750*	*111 014*	*116 320*	*117 248*
d) Immeubles d'habitation	*122 827*	*134 398*	*145 760*	*160 556*	*181 381*	*106 131*	*108 526*	*110 967*	*113 475*	*115 996*
7. Transports et communications	216 942	237 132	261 939	292 184	311 764	185 740	194 398	204 322	214 511	220 169
8. Services	765 064	842 420	908 322	984 587	1 062 127	635 540	658 484	677 159	692 921	701 791
9. Correction pour investissements par moyens propres	4 079	4 031	4 288	5 049	4 568	3 700	3 532	3 625	4 216	3 701
10. Consommation intermédiaire d'intérêts imputés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers	—39 625	—45 115	—48 629	—43 887	—51 713	—30 187	—32 986	—34 325	—32 410	—33 735
11. T.V.A. déductible sur la formation de capital	—30 280	—32 050	—34 820	—47 250	—55 500	—27 330	—27 370	—29 430	—31 190	—28 610
Produit intérieur brut aux prix du marché										
Total des rubriques 1 à 11	**2 846 632**	**3 065 180**	**3 260 885**	**3 489 720**	**3 634 416**	**2 455 815**	**2 526 648**	**2 605 370**	**2 651 832**	**2 595 643**
Ajustement statistique	— 4 813	—10 521	— 2 808	— 295	—19 018	11 863	18 255	971	28 174	38 097
Total corrigé	**2 841 819**	**3 054 659**	**3 258 077**	**3 489 425**	**3 615 398**	**2 467 678**	**2 544 903**	**2 606 341**	**2 680 006**	**2 633 740**
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	12 100	10 100	— 3 500	—18 300	—26 700	10 500	8 400	— 2 800	—13 900	—19 500
Produit national brut aux prix du marché										
(ajusté)	**2 853 919**	**3 064 759**	**3 254 577**	**3 471 125**	**3 588 698**	**2 478 178**	**2 553 303**	**2 603 541**	**2 666 106**	**2 614 240**

Source : Institut National de Statistique.

(a) La nomenclature est celle des comptes nationaux tels que publiés par l'Institut National de Statistiques.
(b) Les données pour 1982 ne sont pas encore disponibles.

Affectation du produit national
(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	A prix courants					A prix constants (1975)				
	1977	1978	1979	1980	1981 (b)	1977	1978	1979	1980	1981 (b)
A. *Consommation privée*	**1 766 811**	**1 890 658**	**2 052 012**	**2 219 895**	**2 386 784**	**1 530 158**	**1 571 424**	**1 643 700**	**1 665 397**	**1 641 907**
1.-3. Produits alimentaires, boissons, tabacs	460 778	481 505	505 344	533 778	556 554	392 650	401 292	416 355	424 391	414 354
4. Vêtements et effets personnels	137 245	144 002	155 836	168 738	170 320	120 379	118 531	122 738	127 096	124 907
5.-6.-8. Loyers, taxes, eau, chauffage, éclairage, entretien de la maison	342 613	378 624	425 038	475 309	533 251	297 583	312 200	323 755	325 301	327 152
7. Articles ménagers durables	184 733	186 344	192 580	214 756	215 375	169 856	169 069	172 993	191 027	187 134
9. Soins personnels et hygiène	183 618	202 781	215 219	228 342	247 757	157 437	164 301	167 391	170 082	175 616
10.-11. Transports et communications	209 185	228 367	250 682	273 811	293 112	180 368	187 718	194 249	192 578	188 738
12. Loisirs	151 923	162 925	176 464	193 454	203 756	127 382	127 374	133 734	139 773	139 377
13.-17. Autres	92 916	111 442	126 399	132 369	142 019	75 785	86 444	94 609	97 496	95 159
Ajustement statistique	3 800	— 5 332	4 450	— 662	24 640	8 718	4 495	17 876	— 2 347	—10 530
B. *Consommation publique*	**491 516**	**547 168**	**591 215**	**646 638**	**703 054**	**417 401**	**443 228**	**454 830**	**461 836**	**464 695**
1. Rémunérations et pensions	357 234	394 352	428 944	471 224	517 294	299 430	313 792	324 326	329 907	334 811
2. Achats courants de biens										

C. *Formation intérieure brute*										
1. Agriculture	14 683	17 206	15 963	15 294	14 087	13 195	15 138	13 380	12 400	11 043
2. Industries extractives	2 036	2 462	3 053	2 999	2 712	1 897	2 232	2 785	2 648	2 325
3. Industries manufacturières	81 194	79 417	83 580	109 189	103 427	74 453	71 277	72 744	94 061	86 769
4. Construction	12 665	12 522	13 515	12 226	9 142	11 573	11 057	11 716	10 465	7 619
5. Electricité, gaz et eau	38 379	39 820	41 906	39 592	33 249	34 061	33 350	33 042	29 782	23 560
6. *a*) Commerce, banque, assurances	61 800	62 300	69 400	71 300	68 600	54 138	52 702	56 187	55 782	51 231
b) Immeubles d'habitation	202 755	228 675	210 688	226 651	140 644	170 567	181 399	158 536	156 900	93 617
7. Transports et communications	61 667	73 547	75 194	82 484	92 279	55 751	65 123	63 955	67 920	72 888
8. Services	127 979	128 624	143 668	165 859	168 250	110 954	106 044	112 944	122 847	114 177
9. Variation de stock	7 917	8 397	19 912	7 016	12 345	7 370	7 064	16 266	5 394	9 922
Ajustement statistique	1 317	— 1 837	1 471	— 218	6 725	3 060	1 565	5 956	— 786	— 3 015
D. *Exportations nettes de biens et services*	**— 16 800**	**— 24 200**	**— 67 000**	**—127 800**	**—152 600**	**— 6 400**	**— 8 300**	**— 42 500**	**— 18 600**	**— 37 500**
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	97 000	114 100	134 400	211 900	345 100	84 100	95 100	107 400	162 300	251 700
2. Exportations de biens et services	1 480 200	1 550 900	1 825 800	2 090 200	2 340 300	1 350 600	1 405 200	1 517 900	1 594 900	1 634 900
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	84 900	104 000	137 900	230 200	371 800	73 600	86 700	110 200	176 200	271 200
4. Importations de biens et services	1 509 100	1 585 200	1 889 300	2 199 700	2 466 200	1 367 500	1 421 900	1 557 600	1 599 600	1 577 900
Produit national brut aux prix du marché										
(ajusté)	**2 853 919**	**3 064 759**	**3 254 577**	**3 471 125**	**3 588 698**	**2 478 178**	**2 553 303**	**2 603 541**	**2 666 106**	**2 614 240**

(a) La nomenclature retenue est celle des comptes nationaux de l'I.N.S.
Des regroupements ont été opérés. A 13.-17. : Autres : Enseignement et recherches, services financiers, services divers, dépenses personnelles à l'étranger moins les dépenses des non-résidents en Belgique. B 3.-6. : Autres : Intérêts imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics, loyers payés, amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics, amortissement mobilier et matériel.

(b) Les données pour 1982 ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Statistique.

Répartition du produit national entre les facteurs de production

(en millions de francs courants)

DESIGNATION (a)	1977	1978	1979	1980	1981 (b)
A. Rémunération des salariés	1 661 384	1 787 852	1 909 120	2 073 040	2 171 593
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes	357 335	379 438	385 761	388 515	394 311
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers	305 507	331 846	368 552	417 793	474 739
D. Bénéfices non distribués des sociétés	11 097	24 110	25 803	21 260	12 648
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	76 441	81 660	91 890	89 717	87 265
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	3 644	165	6 010	23 082	34 645
G. Intérêt de la dette publique	—116 959	—137 866	—166 142	—214 409	—288 720
Revenu national net au coût des facteurs					
(ajusté)	**2 298 449**	**2 467 205**	**2 620 994**	**2 798 998**	**2 886 481**
H. Amortissements	260 546	279 097	300 143	310 916	323 016
Revenu national brut au coût des facteurs					
(ajusté)	**2 558 995**	**2 746 302**	**2 921 137**	**3 109 914**	**3 209 497**
I. Impôts indirects	335 151	364 957	388 861	413 851	438 695
J. Subventions	— 40 227	— 46 500	— 55 421	— 52 640	— 59 494
Produit national brut aux prix du marché					
(ajusté)	**2 853 919**	**3 064 759**	**3 254 577**	**3 471 125**	**3 588 698**

Source : Institut National de Statistiques.

(a) La nomenclature est celle des comptes nationaux publiés par l'I.N.S.
(b) Les données pour 1982 ne sont pas encore disponibles.

Produit intérieur brut dans les pays de la Communauté

Variations en pourcent

PÉRIODE	Belgique	Dane-mark	Allemagne Occidentale	Grèce	France	Irlande	Italie	Luxem-bourg	Pays-Bas	Royaume-Uni	C.E.E.
1960-69	4,9	5,3	5,2	7,3	5,7	4,5	5,9	4,0	5,5	3,1	5,0
1970-79	3,5	2,8	3,2	5,4	4,0	3,8	3,3	2,8	3,5	2,2	3,3
1978	3,0	1,5	3,2	6,2	3,3	6,3	2,6	4,2	2,5	3,6	3,2
1979	2,4	3,4	4,4	4,0	3,2	1,9	5,0	3,6	2,2	—0,9	3,4
1980	2,4	—0,2	1,9	1,7	1,3	1,9	4,0	0,7	0,6	—1,4	1,1
1981	—1,7	0,1	0,1	—0,7	0,3	1,1	—0,2	—1,8	—1,2	—2,0	—0,4
1982 (a)	—0,7	2,3	—1,0	0,4	1,4	1,4	—0,2	—1,6	—1,5	1,2	0,2

Source : Office Statique des Communautés européennes.

(a) Estimation C.E.E.

Liste chronologique des arrêtés royaux pris en 1982 en exécution de la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi

N°	Date de l'A.R. Date du M.B.	Sujet
1	15/02/82 20/02/82	Réduction T.V.A. dans la construction
2	15/02/82 20/02/82	Dispense de plus-values sur immeubles non bâtis
3	15/02/82 20/02/82	Travail à temps partiel : suppression discriminatoire pour l'assurance maladie-invalidité
4	15/02/82 20/02/82	Vacances annuelles et travail à temps partiel : suppression de la discrimination
5	15/02/82 20/02/82	Passage temporaire au travail à temps partiel : suppression de la discrimination
6	15/02/82 20/02/82	Exemption de la majoration de l'impôt pour les jeunes indépendants
7	15/02/82 20/02/82	Réserve immunisée d'impôt en vue de couvrir le passif social
8	15/02/82 20/02/82	Modification de la T.V.A. dans le commerce d'objets d'art
9	15/02/82 20/02/82	Réduction du taux de T.V.A. sur l'or
10	15/02/82 20/02/82	Bonification d'impôt sur les versements anticipés
11	26/02/82 27/02/82	Désindexation des salaires
12	26/02/82 27/02/82	Cotisation sociale de solidarité des indépendants
13	26/02/82 27/02/82	Blocage des tarifs d'honoraires dans le secteur médical
14	26/02/82 27/02/82	Blocage des tantièmes
15	09/03/82 12/03/82	Encouragement à la souscription d'actions
16	09/03/82 12/03/82	Réduction du taux de base de l'impôt des sociétés
17	09/03/82 12/03/82	Réduction temporaire des cotisations patronales lors de l'embauche de jeunes chômeurs

N°	Date de l'A.R. Date du M.B.	Sujet
18	18/03/82 20/03/82	Contrôle de la politique de modération dans les entreprises
19	18/03/82 20/03/82	Affectation du produit de la modération salariale dans les institutions de crédit
20	23/03/82 25/03/82	Actions privilégiées sans droit de vote dans le secteur textile
21	23/03/82 25/03/82	Modification des cotisations de sécurité sociale
22	23/03/82 25/03/82	Mesures concernant l'assurance maladie-invalidité
23	23/03/82 25/03/82	Retenue sur le pécule de vacances des travailleurs
24	23/03/82 25/03/82	Modification de la réparation des dommages résultant de maladies professionnelles
25	24/03/82 26/03/82	Programme pour la promotion de l'emploi
26	24/03/82 26/03/82	Stage des jeunes (voir aussi A.R. n° 57)
27	24/03/82 26/03/82	Réduction de l'allocation C.S.T.
28	24/03/82 26/03/82	Suppression des primes d'adaptation et de réadaptation
29	30/03/82 01/04/82	Modification des impôts sur les revenus en matière de taxation des revenus de remplacement
30	30/03/82 01/04/82	Modification de la législation des pensions dans le secteur public
31	30/03/82 01/04/82	Désindexation des pensions du secteur public
32	30/03/82 01/04/82	Modification de l'indemnité d'adaptation pour les veuves des travailleurs salariés
33	30/03/82 01/04/82	Retenue sur les indemnités d'invalidité et les prépensions
34	30/03/82 01/04/82	Modification de l'indemnité d'adaptation pour les veuves des travailleurs indépendants
35	30/03/82 01/04/82	Diminution des allocations familiales pour travailleurs salariés

N°	Date de l'A.R. Date du M.B.	Sujet
36	30/03/82 01/04/82	Cotisation à charge des isolés et des ménages sans enfants (travailleurs salariés)
37	30/03/82 01/04/82	Diminution des allocations familiales pour travailleurs indépendants
38	30/03/82 01/04/82	Cotisation à charge des isolés et des ménages sans enfant (travailleurs indépendants)
39	31/03/82 03/04/82	Loi sur les accidents du travail (modification)
40	02/04/82 07/04/82	Suppression de certains intérêts de retard
41	02/04/82 07/04/82	Circonstances atténuantes en matière de la répression de la fraude fiscale
42	02/04/82 07/02/82	Liquidation des trois caisses communes en matière des accidents du travail
43	20/04/82 23/04/82	Emprunt aux communes de la Région bruxelloise
44	05/05/82 11/05/82	Augmentation de la limite des revenus pour l'imposition collective des époux
45	06/05/82 11/05/82	Dotation du Fonds des communes et du Fonds des provinces
46	10/06/82 15/06/82	Cumuls d'activités professionnelles dans les services publics
47	10/06/82 15/06/82	Utilisation des subventions de fonctionnement dans l'enseignement
48	22/06/82 26/06/82	Déduction d'impôts pour investissements
49	02/07/82 09/07/82	Normes de création, de maintien et de dédoublement dans l'enseignement
50	02/07/82 09/07/82	Garantie de l'Etat aux secteurs relevant de la politique nationale
51	02/07/82 09/07/82	Régime des pensions dans le secteur public (modification de l'A.R. n° 30)
52	02/07/82 09/07/82	Retenue sur les indemnités d'invalidité et les prépensions (modification de l'A.R. n° 33)
53	14/07/82 17/07/82	Modification de l'arrêté royal n° 38

N°	Date de l'A.R. Date du M.B.	Sujet
54	15/07/82 20/07/82	Suppression du cumul d'allocations familiales
55	16/07/82 24/07/82	Cotisation unique de sécurité sociale pour les revenus élevés
56	16/07/82 24/07/82	Recrutement dans certains services publics (réglementation et contrôle)
57	19/07/82 24/07/82	Stage des jeunes (voir aussi A.R. n° 26)
58	22/07/82 27/07/82	Réglementation des séjours dans les hôpitaux
59	22/07/82 27/07/82	Agréation de certaines autres formes de soins dispensés aux malades
60	22/07/82 27/07/82	Modification de la loi sur les hôpitaux
61	20/07/82 29/07/82	Réductions de personnel dans l'enseignement secondaire et supérieur
62	20/07/82 29/07/82	Réductions de personnel dans les établissements d'enseignement technique de l'Etat
63	20/07/82 29/07/82	Modification des dispositions du statut pécuniaire dans l'enseignement
64	20/07/82 29/07/82	Minima de population scolaire dans l'enseignement de promotion sociale
65	20/07/82 29/07/82	Normes concernant le personnel dans l'enseignement spécial
66	20/07/82 29/07/82	Idem
67	20/07/82 29/07/82	Idem
68	20/07/82 29/07/82	Restrictions des rémunérations pour les occupations accessoires dans l'enseignement de l'Etat
69	20/07/82 29/07/82	Congés pour des raisons de convenances personnelles dans l'enseignement
70	20/07/82 29/07/82	Congés pour des raisons sociales ou familiales dans l'enseignement
71	20/07/82 29/07/82	Congés aux professeurs enseignant la religion catholique et protestante dans l'enseignement

N°	Date de l'A.R. Date du M.B.	Sujet
72	20/07/82 29/07/82	Congés au personnel administratif, aux gens de métier et de service dans l'enseignement
73	20/07/82 29/07/82	Congés au personnel technique des centres psycho-médico-sociaux
74	20/07/82 29/07/82	Congés au personnel de l'enseignement subventionné
75	20/07/82 29/07/82	Congés au personnel des centres psycho-médico-sociaux subventionnés
76	20/07/82 29/07/82	Mise en disponibilité pour convenances personnelles dans l'enseignement subventionné
77	20/07/82 29/07/82	Application de normes plus rigides dans l'enseignement supérieur (T.L.)
78	21/07/82 29/07/82	Personnel auxiliaire d'éducation et personnel administratif dans l'enseignement supérieur (T.C.) : réduction des fonctions
79	21/07/82 29/07/82	Meilleure adaptation du système d'encadrement du personnel dans les établissements d'enseignement supérieur (T.C.)
80	21/07/82 29/07/82	Périodes supplémentaires admissibles dans l'enseignement supérieur pédagogique (T.C.)
81	31/07/82 07/08/82	Réduction des dépenses dans l'enseignement universitaire
82	31/07/82 07/08/82	Assainissement des finances des institutions universitaires déficitaires
83	31/07/82 07/08/82	Modification du statut du personnel scientifique de l'Etat
84	31/07/82 07/08/82	Complément de l'arrêté royal n° 35
85	31/07/82 07/08/82	Versement des entreprises d'assurance au profit du Fonds des accidents du travail
86	31/07/82 07/08/82	Modification de l'arrêté royal n° 36
87	31/07/82 07/08/82	Règlement d'exécution de l'arrêté royal n° 25
88	31/07/82 07/08/82	Réduction des frais de personnel dans certains organismes d'intérêt public
89	31/07/82 07/08/82	Idem en ce qui concerne les frais de fonctionnement

N°	Date de l'A.R. Date du M.B.	Sujet
90	20/08/82 07/09/82	Action sociale et culturelle à l'armée
91	23/08/82 07/09/82	Affectation du produit de la modération salariale
92	09/09/82 11/09/82	Modalités d'exécution de l'article 3 de l'arrêté royal n° 18
93	17/09/82 22/09/82	Transferts de l'ensemble des patrimoines des sociétés nationales du textile, des charbonnages et de la sidérurgie dans la nouvelle société (la S.N.S.N.)
94	28/09/82 29/09/82	Congés pour prestations réduites dans l'enseignement
95	28/09/82 29/09/82	Prépension de retraite pour hommes
96	28/09/82 30/09/82	O.N.S.S. : suppression des plafonds salariaux
97	28/09/82 30/09/82	Assainissement de certains organismes d'intérêt public
98	18/10/82 20/10/82	Réduction des montants des subventions à l'I.R.S.I.A.
99	18/10/82 20/10/82	Assainissement des finances du Centre d'étude et de l'Energie nucléaire
100	18/10/82 20/10/82	Assainissement des finances de l'I.R.E.
101	18/10/82 20/10/82	Assainissement des finances de l'I.N.I.E.X.
102	18/10/82 20/10/82	Assainissement des finances de l'I.I.S.N.
103	20/10/82 23/10/82	Mobilité du personnel de certains services publics
104	16/11/82 20/11/82	Service des Postes : distribution du samedi
105	23/11/82 27/11/82	Création d'une délégation générale à la Réforme de la comptabilité de l'Etat
106	23/11/82 27/11/82	Mobilité du personnel du Fonds des Routes et Exécutifs communautaires
107	26/11/82 01/12/82	Déduction pour investissement (modification de l'A.R. n° 48)

N°	Date de l'A.R. Date du M.B.	Sujet
108	07/12/82 10/12/82	Fixation des dotations du Fonds des communes et du Fonds des provinces pour 1983
109	09/12/82 15/12/82	Prorogation partielle de la loi du 9/7/75 concernant l'institution d'un régime de prix pour les spécialités pharmaceutiques
110	13/12/82 16/12/82	Maîtrise de l'équilibre budgétaire des provinces, des agglomérations et des fédérations de communes
111	15/12/82 21/12/82	Réduction temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale en faveur des employeurs qui engagent un premier travailleur
112	17/12/82 22/12/82	Prorogation de l'application de l'arrêté royal n° 20
113	23/12/82 29/12/82	Prorogation de la cotisation de solidarité dans le secteur public jusqu'au 31/12/84
114	23/12/82 29/12/82	Limitation des dépenses du Fonds de Rénovation industrielle (F.R.I.)
115	23/12/82 29/12/82	Modification des modalités de l'arrêté royal n° 25
116	23/12/82 29/12/82	Modification de la loi du 16/7/48 concernant l'Office belge du Commerce extérieur
117	23/12/82 29/12/82	Modification de la loi du 24/3/54 concernant le Fonds du Commerce extérieur
118	23/12/82 29/12/82	Création de zones d'emploi
119	23/12/82 29/12/82	Suppression de la prise en charge par l'Etat des prestations familiales garanties pour travailleurs salariés payées par l'Office national d'allocations familiales à partir du 1/1/82
120	23/12/82 29/12/82	Modification de l'arrêté royal n° 42
121	30/12/82 15/01/83	Modification de l'arrêté royal du 21/4/65 concernant le statut du personnel scientifique de l'Etat
122	30/12/82 12/01/83	Modification des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés
123	30/12/83 18/01/83	Engagement de chômeurs affectés à certains projets d'expansion économique au bénéfice des P.M.E.
124	30/12/82 12/01/83	Cotisation unique et spéciale de sécurité sociale pour les revenus dépassant 3 millions de francs pour l'exercice d'imposition 1984 (prorogation de l'A.R. n° 55)

N°	Date de l'A.R. Date du M.B.	Sujet
125	30/12/82 18/01/83	Modification de l'arrêté royal n° 55 concernant la cotisation unique de sécurité sociale pour les revenus élevés
126	30/12/82 12/01/83	Modification de l'arrêté royal n° 30
127	30/12/82 15/01/83	Régime de pension des membres du personnel enseignant de l'enseignement supérieur
128	30/12/82 12/01/83	Modification de la loi du 10/4/71 sur les accidents du travail
129	30/12/82 12/01/83	Cotisation spéciale à charge des isolés et des familles sans enfants pour les appointés et salariés du secteur public et privé (prorogation des A.R. n°s 35 et 84)
130	30/12/82 12/01/83	Diminution des allocations familiales pour les travailleurs salariés et les membres du personnel du secteur public (prorogation des A.R. n°s 35 et 84)
131	30/12/82 12/01/83	Redistribution des allocations familiales pour travailleurs salariés
132	30/12/82 12/01/83	Modification de la loi du 9/8/63 concernant l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité
133	30/12/82 12/01/83	Modification des lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles
134	30/12/82 12/01/83	Modification de la loi du 29/6/81 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés et les lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles
135	30/12/82 12/01/83	Adaptation du taux d'intérêt de retard calculé sur les cotisations de sécurité sociale des travailleurs
136	30/12/82 15/01/83	Mise en disponibilité pour convenances personnelles des membres du personnel des centres psycho-médico-sociaux subventionnés
137	30/12/82 15/01/83	Congés pour prestations réduites justifiés par des raisons de convenances personnelles accordés aux membres du personnel de l'enseignement des centres psycho-médico-sociaux et des centres de formation
138	30/12/82 15/01/83	Modification de l'arrêté royal n° 49
139	30/12/82 12/01/83	Modification de l'arrêté royal n° 31
140	30/12/82 20/01/83	Mesures d'assainissement applicables à certains organismes d'intérêt public dépendant du Ministère des Communications

N°	Date de l'A.R. Date du M.B.	Sujet
141	30/12/82 13/01/83	Création d'une banque de données relatives aux membres du personnel du secteur public
142	30/12/82 13/01/83	Modification de l'arrêté royal n° 46
143	30/12/82 12/01/83	Conditions auxquelles les laboratoires doivent répondre en vue de l'intervention de l'assurance maladie pour les prestations de biologie clinique
144	30/12/82 13/01/83	Montants des tantièmes payables pour les exercices comptables 1983 et 1984
145	30/12/82 13/01/83	Modification de l'arrêté royal n° 110 concernant l'équilibre budgétaire des provinces, communes et agglomérations et fédérations des communes
146	30/12/82 20/01/83	Modifications des dispositions actuelles concernant le stage des jeunes
147	30/12/82 19/01/83	Nouvelles dispositions relatives à la transformation du Comité de Contrôle de l'Electricité et du Gaz en un établissement public
148	30/12/82 19/01/83	Provision pour passif social pour l'année 1983 - Exemption d'impôt (modification de l'A.R. n° 7)
149	30/12/82 19/01/83	Modification de l'arrêté royal n° 48 concernant la déduction pour investissement
150	30/12/82 19/01/83	Modification de l'arrêté royal n° 15 portant encouragement à la souscription d'actions
151	30/12/82 15/01/83	Restrictions du personnel dans les établissements d'enseignement technique de l'Etat
152	30/12/82 15/01/83	Restrictions du personnel dans l'enseignement secondaire et supérieur
153	30/12/82 15/01/83	Normes du personnel dans l'enseignement de l'Etat
154	30/12/82 15/01/83	Adaptation du montant des subventions à l'enseignement
155	30/12/82 12/01/83	Limitation du pourcentage d'augmentation des frais d'administration des organismes assureurs
156	30/12/82 18/01/83	Modification du système d'indexation des prestations sociales
157	30/12/82 12/01/83	Diminution de moitié de l'opération Maribel (réduction forfaitaire de sécurité sociale par travailleur)

N°	Date de l'A.R. Date du M.B.	Sujet
158	30/12/82 12/01/83	Augmentation de la retenue sur le double pécule de vacances des travailleurs
159	30/12/82 15/01/83	Diminution des allocations familiales pour travailleurs indépendants (prorogation de l'A.R. n° 37)
160	30/12/82 15/01/83	Cotisation des travailleurs indépendants, isolés et familles sans enfants (prorogation de l'A.R. n° 38)
161	30/12/82 15/01/83	Modifications à l'A.R. n° 63
162	30/12/82 12/01/83	Plan d'assainissement des hôpitaux
163	30/12/82 21/01/83	Précisions concernant l'arrêté royal n° 83
164	30/12/82 15/01/83	Modification de l'arrêté royal n° 83
165	30/12/82 21/01/83	Application de la méthode dégressive aux subventions supplémentaires, accordées aux universités
166	30/12/82 21/01/83	Modification de l'allocation de fonctionnement attribuée aux universités
167	30/12/82 21/01/83	Limitation des bonifications d'intérêt pour les prêts en faveur des investissements dans le secteur social des institutions universitaires
168	30/12/82 21/01/83	Modification de l'arrêté royal n° 82
169	30/12/82 21/01/83	Congé pour prestations réduites justifié par des raisons sociales et familiales dans l'enseignement universitaire
170	30/12/82 21/01/83	Modification du statut du personnel enseignant de l'U.I.A. et de l'U.C.L.
171	30/12/82 21/01/83	Modification des lois relatives à l'enseignement universitaire
172	30/12/82 12/01/83	Modification de l'arrêté royal n° 13
173	30/12/82 20/01/83	Modification du statut de l'Office régulateur de la Navigation intérieure
174	30/12/82 20/01/83	Instauration de l'adaptation annuelle des tarifs de transport par les sociétés de transports en commun

N°	Date de l'A.R. Date du M.B.	Sujet
175	30/12/82 20/01/83	Plan d'assainissement élaboré pour la « Maatschappij voor het Intercommunaal Vervoer te Gent »
176	30/12/82 12/01/83	Modification du régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité
177	30/12/82 18/01/83	Modification des statuts de la « Sabena »
178	30/12/82 13/01/83	Modification du système d'indexation de certaines dépenses dans le secteur public
179	30/12/82 20/01/83	Expériences d'aménagement du temps de travail
180	30/12/82 18/01/83	Mesures en matière de modération des rémunérations (prorogation de l'A.R. n° 11 et nouvelles dispositions)
181	30/12/82 18/01/83	Création d'un fonds en vue de l'utilisation de la modération salariale (complément à l'A.R. n° 180)
182	30/12/82 20/01/83	Mesures d'assainissement applicables à la Régie des Postes
183	30/12/82 20/01/83	Mesures de réorganisation relatives au Fonds des Routes
184	30/12/82 21/01/83	Détermination des fonctions du personnel paramédical et du personnel d'éducation pour les Instituts d'enseignement spécial de l'Etat
185	30/12/82 18/01/83	Complément à l'arrêté royal n° 180 : utilisation de la modération salariale dans les P.M.E.
186	30/12/82 18/01/83	Cotisation sociale de solidarité des indépendants et des professions libérales (prorogation de l'A.R. n° 12)
187	30/12/82 13/01/83	Création de centres de coordination
188	30/12/82 20/01/83	Prolongation des dispositions prévues par la loi du 8 août 1980 concernant le Cadre spécial temporaire
189	30/12/82 19/01/83	Modification de l'arrêté royal n° 19
190	30/12/82 19/01/83	Prolongation des mesures d'économie relatives aux organismes d'intérêt public
191	30/12/82 19/01/83	Modification des arrêtés royaux n°s 99, 100, 101 et 102
192	30/12/82 19/01/83	Suppression de l'octroi d'un 14e mois de traitement aux agents du C.E.N. et de l'I.R.E.

LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES (1)

Pages

AGRICULTURE.

Superficies cultivées. Selon le recensement du 15 mai 53
Rendement et production totale des principales cultures 54
Cheptel au 15 mai 54
Animaux abattus 55
Production de lait et d'œufs 55
Commerce extérieur des produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche. Valeur 56-57

ASSURANCES.

Sociétés agréées selon le droit belge et étranger, réparties par branches au 31 décembre 1982 282
Ventilation des sociétés au 31 décembre 1982 282
Assurances sur la vie. Primes encaissées et réserves mathématiques 283
Assurances sur la vie. Valeurs représentatives 283
Opérations de capitalisation 284
Opérations de capitalisation. Valeurs représentatives 284
Prêts hypothécaires 285
Prêts hypothécaires par intervention. Valeurs représentatives 285
Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs 286
Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs. Valeurs représentatives 287

CHOMAGE (Voir Emploi et chômage).

COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

Commerce spécial (quantité et valeur) 385
Indices du volume et de la valeur moyenne à l'importation et à l'exportation . 390
Exportations par branche d'activité 392
Importations par branche d'activité 393
Exportations nettes par branche d'activité 394
Exportation par grandes catégories économiques 395
Taux de variation annuel des exportations par grandes catégories économiques 396
Importations par grandes catégories économiques 397

(1) — Par ordre alphabétique des rubriques principales.
— Signification des signes employés dans les tableaux :
.. Non disponible;
— Nul, négligeable ou sans signification statistique;
/ Moyenne.
— Lorsque les nombres qui figurent dans les tableaux statistiques ont été arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours aux additions des données partielles.

Pages

Taux de variation annuel des importations par grandes catégories économiques 398
Exportations nettes par grandes catégories économiques 399
Répartition géographique des exportations par grandes catégories économiques en 1982 400-401
Différence des exportations de 1982 par rapport à 1981 402-403
Répartition géographique des importations par grandes catégories économiques en 1982 404-405
Différence des importations de 1982 par rapport à 1981 406-407
Exportations par pays de destination 408
Importations par pays de provenance 409
Importations, exportations et balance commerciale apparente par région 411
Evolution des échanges avec les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques 412
Solde de la balance commerciale par région 413
Commerce extérieur des produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche. Valeur 56-57
Commerce extérieur de minerais de fer et de métaux ferreux. Valeur 75
Commerce extérieur de matières radio-actives, de minerais de métaux non ferreux et de métaux non ferreux. Valeur 76
Commerce extérieur des produits en métaux à l'exclusion des machines et du matériel de transport. Valeur 83
Commerce extérieur des machines agricoles et industrielles. Valeur 84-85
Commerce extérieur de matériel et fournitures électriques. Valeur 86-87
Commerce extérieur des machines de bureau, machines pour le traitement de l'information, instruments de précision, d'optique et similaires. Valeur .. 88
Commerce extérieur des véhicules automobiles et de moteurs automobiles. Valeur 89
Commerce extérieur des moyens de transport autres que véhicules automobiles. Valeur 90
Commerce extérieur des produits chimiques. Valeur 94-95
Commerce extérieur de produits textiles. Valeur 100-101
Commerce extérieur de viandes, préparations et conserves de viande et d'autres produits de l'abattage. Valeur 106
Commerce extérieur de lait et de produits laitiers. Valeur 107
Commerce extérieur d'autres produits alimentaires. Valeur 108-109
Commerce extérieur de boissons et de produits à base de tabacs. Valeur 110
Commerce extérieur de matériaux de construction et autres produits à base de minerais non métalliques. Valeur 119
Commerce extérieur de cuirs, d'articles en cuir et en peau et de chaussures. Valeur 126
Commerce extérieur de bois et de meubles en bois. Valeur 127
Commerce extérieur de papier, d'articles en papier et d'articles imprimés. Valeur 128
Commerce extérieur de produits en caoutchouc et de produits en plastique. Valeur 129
Commerce extérieur de produits et matériaux destinés à la récupération. Valeur 130
Commerce extérieur de produits des autres industries manufacturières. Valeur 131
Bilan tous gaz 147
Bilan global de l'énergie 160-161
Bilan résumé par forme d'énergie 162
Commerce extérieur du secteur énergétique. Valeur 164
Commerce extérieur du secteur énergétique. Quantité 165

Pages

Solde importateur net du secteur énergétique 166
Balance des paiements de l'U.E.B.L. (sur base de transactions) en 1981 et 1982 .....417- 418-419
Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme 420-421

COMPTABILITE NATIONALE.

Principaux indicateurs de base .....XXVI- XXVII
Produit régional brut au coût des facteurs aux prix de 1975 365
Produit régional brut aux coût des facteurs à prix courants 365
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs à prix courants 366
Indices de la valeur ajoutée brute au coût des facteurs aux prix de 1975 367
Valeur ajoutée brute par branche d'activité et produit national brut aux prix du marché 428-429
Affectation du produit national 430-431
Répartition du produit national entre les facteurs de production 432
Produit intérieur brut dans les pays de la Communauté 433

CONSOMMATION.

Ventes à la consommation 193- 194-195
Evolution des opérations relevées par la T.V.A. dans différents postes de la consommation privée 342
Evolution des opérations relevées par la T.V.A. dans le commerce de détail 343
Evolution des ventes au détail 344
Taux d'équipement des ménages belges en biens durables 346
Immatriculations de voitures neuves 346
Immatriculations de voitures usagées 347
Indicateur de capacité d'épargne des ménages 348
Indicateur de situation financière des ménages 349
Evolution des crédits à la consommation accordés au cours de chaque trimestre 350

DISTRIBUTION.

Commerce ambulant. Répartition des commerçants ambulants suivant la nature du commerce 191
Immatriculations et radiations au Registre du Commerce 192
Ventes à la consommation 193- 194-195
Evolution des magasins en libre service au 1er janvier 195
Evolution des ventes au détail par type de distribution 196-197
Répartition des ventes au détail par formes de distribution 198
Bilan de l'application de la loi du 29 juin 1975 relative aux implantations commerciales 201
Caisse Nationale de Crédit Professionnel. Crédits accordés 202
Faillites par région 372
Répartition des faillites par province 372

EMPLOI ET CHOMAGE.

Evolution de l'emploi O.N.S.S. au 30 juin 11
Evolution de l'emploi O.N.S.S. dans l'industrie 12
Evolution de l'emploi O.N.S.S. au 30 juin dans le tertiaire privé 13
Evolution de l'emploi O.N.S.S. 14
Ouvriers et heures-ouvriers dans certains secteurs 16

Pages

Population active. Répartition par branche d'activité 17-18
Travailleurs assujettis à la sécurité sociale 18
Répartition (N.A.C.E.) par branche d'activité des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin 19
Travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin 20-21
Travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin dans l'industrie 22
Evolution de l'emploi et du chômage dans les pays de la Communauté européenne 23
Evolution du chômage complet indemnisé 24
Chômage dans le secteur des services 27
Evolution du chômage 31
Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés. Hommes et femmes 31-32
Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés, aptitude normale. Hommes et femmes 33-34
Evolution mensuelle des chômeurs complets indemnisés en 1982 35
Répartition par branche d'activité et par sexe des chômeurs complets en 1982 36
Répartition par branche d'activité et région linguistique des chômeurs complets en 1982 37
Taux de chômage 38
Plan en vue de la résorption du chômage 39
Déficits d'emplois 40
Chômeurs complets indemnisés, de nationalité belge et étrangère 41
Faillites - fermetures d'entreprises 42
Fermetures d'entreprises en 1982 43-372
Chômeurs complets indemnisés 371
Evolution du taux de chômage par région 371

FINANCES DE L'ETAT.

Situation de caisse de Trésorerie et Financement des besoins 220
Regroupement économique des recettes et des dépenses du pouvoir central 222
Situation en matière des recettes fiscales 225
Exécution du budget 226
Répartition des dépenses budgétaires par nature des dépenses 226
Dette publique. Situation à fin d'année 227
Evolution de la dette publique 229

FINANCES PRIVEES (Voir Monnaie et crédit).

FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES.

Aperçu général des finances provinciales. Service ordinaire. Ensemble des provinces 236
Finances provinciales. Service ordinaire. Recettes. Principales subdivisions du chapitre « Fonds des provinces et impositions provinciales » 236
Finances provinciales. Service ordinaire. Classification économico-fonctionnelle 237
Répartition géographique des finances provinciales. Service ordinaire 238-239
Aperçu général des budgets communaux. Service ordinaire 240
Evolution des principales recettes communales 240

INDUSTRIE.

Moyennes trimestrielles de l'indice mensuel désaisonnalisé de la production industrielle 62
Indices bruts de la production industrielle 63

Pages

Indices bruts annuels et trimestriels de l'activité industrielle 65-66-67
Production de fonte brute et d'acier brut dans la Communauté européenne 72
Production des produits finis et produits finals de la sidérurgie 73
Production de métaux non ferreux 74
Industrie des fabrications métalliques. Evolution de l'emploi total selon les catégories et secteurs de produits 80
Industrie des fabrications métalliques. Evolution des commandes selon les catégories et secteurs de produits 81
Industrie des fabrications métalliques. Evolution des livraisons selon les catégories et secteurs de produits 82
Commerce extérieur de minerais de fer et de métaux ferreux. Valeur 75
Commerce extérieur de matières radio-actives, de minerais de métaux non ferreux et de métaux non ferreux. Valeur 76
Commerce extérieur des produits en métaux à l'exclusion des machines et du matériel de transport. Valeur 83
Commerce extérieur des machines agricoles et industrielles. Valeur 84-85
Commerce extérieur de matériel et fournitures électriques. Valeur 86-87
Commerce extérieur des machines de bureau, machines pour le traitement de l'information, instruments de précision, d'optique et similaires. Valeur .. 88
Commerce extérieur des véhicules automobiles et de moteurs automobiles. Valeur 89
Commerce extérieur des moyens de transport autres que véhicules automobiles. Valeur 90
Production dans quelques branches de l'industrie chimique 92
Consommation de matières premières et livraisons de l'industrie de transformation des matières plastiques 93
Commerce extérieur des produits chimiques. Valeur 94-95
Production textile. Filatures, tissage, préparation de la laine 97
Stocks de tissus 99
Production de la bonneterie 99
Commerce extérieur de produits textiles. Valeur 100-101
Activité dans quelques branches de l'industrie alimentaire 103
Activité des laiteries et fromageries 105
Commerce extérieur de viandes, préparations et conserves de viande et d'autres produits de l'abattage. Valeur 106
Commerce extérieur de lait et de produits laitiers. Valeur 107
Commerce extérieur d'autres produits alimentaires. Valeur 108-109
Commerce extérieur de boissons et de produits à base de tabacs. Valeur 110
Permis de bâtir et bâtiments commencés 113
Production de l'industrie du ciment 116
Activité dans l'industrie du verre 116
Production de l'industrie de la terre cuite 117
Production de chaux, calcaire et dérivés 117
Production de l'industrie céramique 118
Commerce extérieur de matériaux de construction et autres produits à base de minerais non métalliques. Valeur 119
Industrie du papier et du carton. Production et transformation 122
Production de cuirs, chaussures et pantoufles 123
Industries du bois et des produits connexes 124
Industrie du tabac. Quantités mises en œuvre 125
Commerce extérieur de cuirs, d'articles en cuir et en peau et de chaussures. Valeur 126
Commerce extérieur de bois et de meubles en bois. Valeur 127
Commerce extérieur de papier, d'articles en papier et d'articles imprimés. Valeur 128

Pages

Commerce extérieur de produits en caoutchouc et de produits en plastique. Valeur 129
Commerce extérieur de produits et matériaux destinés à la récupération. Valeur 130
Commerce extérieur de produits des autres industries manufacturières. Valeur 131
Main-d'œuvre dans les mines de houille 138
Rendement dans les mines de houille 138
Balance charbonnière 139
Résultats comptables de l'exploitation des mines de houille de 1980 à 1982 142
Balance du coke 143
Energie électrique disponible 144
Bilans tous gaz 147
Transport et distribution du gaz par canalisation 149
Production et consommation de produits pétroliers 151
Consommation apparente brute d'énergie primaire 154
Consommation finale d'énergie par produit énergétique 157
Bilan global de l'énergie 160-161
Bilan résumé par forme d'énergie 162
Commerce extérieur du secteur énergétique. Valeur 164
Commerce extérieur du secteur énergétique. Quantité 165
Solde importateur net du secteur énergétique 166
Indices bruts de l'activité industrielle 370
Exportations par branche d'activité 392
Importations par branche d'activité 393
Exportations nettes par branches d'activité 394

INVESTISSEMENTS.

Acroissements annuels des investissements. 329
Investissements dans l'ensemble de l'économie 330-331
Répartition sectorielle des investissements étrangers prévus 332
Répartition des investissements étrangers prévus par pays de provenance 333
Répartition régionale des investissements étrangers prévus dans les industries manufacturières 333
Société Nationale d'Investissements. Répartition sectorielle du portefeuille au 30 septembre 1982 334
Investissements étrangers prévus. Répartitions régionales et sectorielles 369

MONNAIE ET CREDIT.

Actifs financiers 251
Avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique 254
Stock monétaire total 255
Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires 256-257
Stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires 258
Répartition approximative des engagements financiers des entreprises et particuliers selon le débiteur et la durée 259
Engagements financiers des entreprises et particuliers par rapport aux institutions financières belges 259
Synthèse de l'activité de l'I.R.G. Encours moyens journaliers 260
Evolution des principaux postes de la situation du Fonds des Rentes 261
Principales émissions du secteur public en francs belges 269
Emissions des sociétés 270
Bourse de Bruxelles. Volume des opérations du marché au comptant 271

Pages

Taux de rendement de titres à revenu fixe cotés à la bourse de Bruxelles 273
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. Relevé général des placements 274-275
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. Mouvement de l'épargne des particuliers 276
Société Nationale de Crédit à l'Industrie. Répartition par secteurs économiques 277
Caisse Nationale de Crédit Professionnel 278

PECHE.

Arrivages de poissons. Quantité 58
Arrivages de poissons. Valeur 58

POPULATION.

Naissances, décès, accroissement démographique et population totale 5
Mouvement de la population en 1982 6-7

PRIX.

Indices des prix de gros 294
Indices particuliers des prix de gros 296
Indices des prix à la consommation 297- 298-299
Augmentation moyenne annuelle des indices des prix dans quelques pays 301

PRODUCTION (Voir Industrie, Agriculture).

PRODUIT NATIONAL (Voir Comptabilité nationale).

REGIONS (Evolution économique).

Produit régional brut au coût des facteurs aux prix de 1975 365
Produit régional brut aux coût des facteurs à prix courants 365
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs à prix courants 366
Indices de la valeur ajoutée brute au coût des facteurs aux prix de 1975 367
Répartition par région du total des livraisons industrielles et des livraisons industrielles à l'étranger 368
Investissements étrangers prévus. Répartitions régionales et sectorielles 369
Indices bruts de l'activité industrielle 370
Chômeurs complets indemnisés 371
Evolution du taux de chômage par région 371
Fermetures d'entreprises 372
Faillites par région 372
Répartition des faillites par province 372

REMUNERATIONS.

Indices des salaires conventionnels 305
Indices des salaires 306
Gain horaire moyen brut de l'ouvrier, dans l'industrie par branche industrielle et par région. Enquête avril 1982 307
Salaires horaires moyens bruts des ouvriers et revenus mensuels moyens bruts des employés dans l'industrie selon l'enquête semestrielle harmonisée 308
Rémunérations des travailleurs assujettis à la sécurité sociale et au F.N.R.O.M. 310
Répartition des recettes de l'O.N.S.S. et du F.N.R.O.M. 310

Pages

REVENU NATIONAL (Voir Comptabilité nationale).

REVENUS (Voir Monnaie et crédit, Rémunérations, Revenus des sociétés).

REVENUS DES SOCIETES.

Rentabilité et endettement des entreprises belges 315
Rendement des sociétés par actions belges. Sociétés ayant leur principal siège d'exploitation en Belgique 316-317
Rendement des sociétés par actions belges exploitant en Belgique et à l'étranger 318-319
Evolution des bénéfices nets, des dividendes et de l'impôt des sociétés, d'après des sources différentes 320
Evolution de la rentabilité dans quelques secteurs 320

SALAIRES (Voir Rémunérations).

TOURISME.

Répartition des nuitées par pays de provenance 204
Répartition des nuitées par région touristique et suivant le pays de résidence des touristes en 1981 205
Répartition des nuitées par saison 205
Nombre des nuitées de camping par saison et par pays de provenance 206
Recettes et dépenses du tourisme et des voyageurs 207
Mouvement et recettes du trafic voyageurs. Société Nationale des Chemins de Fer Belges 207
Etablissements de tourisme social 208

TRANSPORTS.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic global des marchandises par wagons complets 172
Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic des marchandises par wagons complets : répartition du trafic suivant la nature des marchandises 172
Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic des voyageurs 173
Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux. Nombre de voyageurs 173
Parc de véhicules routiers 175
Evolution du nombre d'entreprises s'occupant du transport de marchandises par route 175
Transports fluviaux. Répartition du trafic suivant la nature des marchandises 176
Transports fluviaux. Trafic par bassin 176
Composition de la flotte fluviale belge 177
Transports fluviaux. Marchandises transportées 178
Situation de la marine marchande belge 178
Port d'Anvers. Navigation maritime 179
Port de Gand. Navigation maritime 180
Ports de Bruges et de Zeebrugge. Navigation maritime et fluviale 181
Quantités de marchandises transportées par les trois principaux modes de transport 182
Comparaison en tkm des trois principaux modes de transport 183
Trafic commercial des aérodromes belges 184
Trafic de la SABENA 185

LISTE DES GRAPHIQUES (1)

Pages

COMMERCE EXTERIEUR.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Valeur ... 386-387
Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Indices de quantité ... 388-389
Structure des importations et des exportations en 1977 et 1982 ... 391
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Importations et exportations par groupe de pays ... 410
Solde de la balance commerciale de l'U.E.B.L. par zone géographique ... 414

CONSOMMATION.

Evolution des indices du chiffre d'affaires dans le commerce de détail ... 345
Commerce de détail ... 347

DISTRIBUTION.

Evolution du chiffre d'affaires dans le commerce de détail ... 199
Evolution des indices du chiffre d'affaires dans le commerce de détail ... 200
Caisse Nationale de Crédit Professionnel. Crédits accordés en 1982 d'après leur destination ... 202

EMPLOI ET CHOMAGE.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois. Toutes catégories ... 44-45
Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois. Aptitude normale ... 46-47

FINANCES DE L'ETAT.

Situation du Trésor ... 221
Charge fiscale et parafiscale dans les pays membres des Communautés européennes ... 223-224
Dette publique ... 228
Evolution de la dette de l'Etat ... 230
Part de la dette en devises dans le total de la dette publique ... 231

INDUSTRIE.

Production industrielle. Indice général ... 64
Evolution de la production industrielle par catégorie de bien ... 68
Production dans la sidérurgie et première transformation ... 73
Production de l'industrie des métaux non ferreux ... 74
Production de l'industrie des fabrications métalliques ... 79
Production de l'industrie chimique et industrie du caoutchouc ... 93
Industrie textile ... 98
Alimentation ... 104

(1) Par ordre alphabétique des rubriques principales.

Pages

Industrie de la construction et des minéraux non métalliques 116
Production des matériaux de construction 118
Industrie du papier et du carton. Production 122
Production de l'industrie du cuir, de chaussures et pantoufles 123
Production dans les industries du bois et du tabac et de la distribution d'eau .. 125
Balance charbonnière 140
Livraisons de charbons aux grands secteurs de consommation intérieure 141
Coke de four 143
Production nette d'électricité par source d'énergie 145
Consommation d'électricité 146
Gaz disponibles 148
Consommation nette de gaz. Tous gaz, y compris GPL et gaz de raffinerie 150
Production, importations, exportations et livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur 152
Livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur 153
Consommation apparente d'énergie primaire 155
Comparaison de l'évolution des indices de la production industrielle et de la consommation brute d'énergie primaire 156
Consommation finale d'énergie par forme d'énergie 158
Consommation finale d'énergie par secteur 159
Evolution des prix moyens de l'énergie 163

INVESTISSEMENTS.

Formation intérieure brute de capital. 335
Formation intérieure brute de capital des secteurs de l'activité économique ... 336

MONNAIE ET CREDIT.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel. Crédits accordés en 1982 d'après leur destination 202
Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers 252
Part des actifs à un an au plus dans le total des actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers 252
Evolution des dépôts d'épargne et des émissions nettes d'obligations et bons de caisse 253
Evolution de quelques taux de placements en francs belges accessibles au public en général comparée avec l'augmentation annuelle moyenne en pourcent des prix à la consommation 262
Bourse de Bruxelles. Activité 272

PRIX.

Evolution des prix moyens de l'énergie 163
Indices des prix de gros 295
Indices des prix de gros des produits industriels 295
Indices des prix à la consommation de 1977 à 1982 300

SALAIRES.

Evolution du salaire horaire moyen brut en francs belges d'un ouvrier masculin dans quelques industries 309

Pages

TRANSPORT.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic des voyageurs 174
Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic global des marchandises par wagons complets 174
Trafic maritime au port d'Anvers 179
Trafic maritime au port de Gand 180

LISTE DES ABRÉVIATIONS

A.E.L.E.	Association Européenne de Libre-échange.
A.E.T.R.	Accord Européen des Transports internationaux par Route.
AGEFI	Agence économique et financière.
A.I.E.	Agence Internationale de l'Energie.
A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
A.R.	Arrêté royal.
BENELUX	Union Economique Belgo-Néerlando-Luxembourgeoise.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail (O.N.U.).
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
B.R.T.	Bruto register ton.
C.A.D.	Comité d'Aide au Développement.
C.A.R.	Centre automobile de Réparation.
C.C.E.S.	Conseil Consultatif Economique et Social (Benelux).
C.C.P.	Compte Chèques postaux.
C.C.T.	Convention Collective du Travail.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.E.E.A.	Communauté Européenne de l'Energie Atomique (EURATOM).
C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.I.T.I.	Classification Internationale Type par Industrie.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
C.N.U.C.E.D.	Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement.
COBECHAR	Comptoir Belge des Charbons.
C.T.C.I.	Classification Type du Commerce International.
D.G.E.D.	Direction générale des Etudes et de la Documentation du Ministère des Affaires économiques.
DISTRIGAZ	Société de Distribution du Gaz.
D.T.S.	Droits de tirage spéciaux.
D.W.T.	Death Weight ton.
E.A.M.A.	Etats Africains et Malgache associés.
E.C.A.	Economic Cooperation Administration.
Ecu	European Currency Unit (Unité Monétaire européenne).
E.F.T.A.	European Free Trade Association (Association Européenne de Libre-échange).
E.R.P.	European Recovery Program.
EURATOM	Communauté Européenne de l'Energie Atomique.
EUROCHEMIC	Société Européenne pour le Traitement Chimique des Combustibles Irradiés.
EXIMBANK	Export-Import Bank.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques..
F.A.O.	Food and Agricultural Organization (O.N.U.) (Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture)..
FEBECA	Fédération belge du commerce alimentaire.
FEBELTEX	Fédération belge des Industries textiles.
F.E.C.O.M.	Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.E.D.	Fonds Européen de Développement.
F.E.O.G.A.	Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricoles.
F.I.B.C.F.	Formation intérieure brute de capital fixe.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
F.N.A.M.I.	Fonds National d'Assurance Maladie-Invalidité.
F.N.F.R.S.	Fondation Nationale pour le Financement de la Recherche Scientifique.
F.N.R.O.M.	Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.
G.A.T.T.	General Agreement on Tariffs and Trade (Accord général sur les Tarifs douaniers et le Commerce).
G.P.L.	Gaz de pétrole liquéfié.
I.A.T.A.	International Air Transport Association.
I.B.L.C.	Institut Belgo-Luxembourgeois du Change.
I.E.A.	Institut Economique Agricole.

I.N.A.M.I.	Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité.
INASTI	Institut National d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants.
I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Louvain).
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
I.R.S.I.A.	Institut pour l'Encouragement de la Recherche Scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture.
kWh	Kilowatt-heure.
L.A.SH.	« Lighter Aboard Ship ».
M.B.	Moniteur belge.
MW	Megawatt.
N.A.C.E.	Nomenclature générale des activités économiques dans les Communautés Européennes.
N.A.M.	« Nederlandse Aardgas Maatschappij ».
n.d.a.	non dénommé ailleurs.
N.R.T.	Netto register ton.
O.B.A.P.	Office Belge pour l'Accroissement de la Productivité.
O.B.C.E.	Office Belge du Commerce Extérieur.
O.B.E.A.	Office Belge de l'Economie et de l'Agriculture.
O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
O.C.C.L.	Office Central des Contingents et Licences.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.C.R.A.	Office Commercial du Ravitaillement.
O.E.C.E.	Organisation Européenne de Coopération Economique.
O.N.D.	Office National du Ducroire.
O.N.D.A.H.	Office National des Débouchés Agricoles et Horticoles.
O.N.Em.	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
O.P.E.P.	Organisation des Pays exportateurs de Pétrole.
O.S.S.M.M.	Office de Sécurité Sociale de la Marine Marchande.
O.T.A.N.	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.
P.A.M.	Programme Alimentaire Mondial.
P.C.S.	Pouvoir calorifique supérieur.
P.N.B.	Produit National Brut.
P.T.O.M.	Pays et Territoires d'Outre-Mer.
q.m.	quintal métrique.
R.A.U.	République Arabe Unie.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et Téléphones.
R.V.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
SIDMAR	Sidérurgie Maritime S.A.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de Fer Belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux.
S.N.I.	Société Nationale d'Investissement.
S.T.I.B.	Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles.
Tcal	Teracalorie.
T.D.	Tarif douanier.
T.D.C.	Tarif douanier commun.
tec	tonnes équivalent charbon.
t.e.p.	tonnes équivalent de pétrole.
T.N.B.	Tonne Nette Belge.
T.V.A.	Taxe sur la valeur ajoutée.
U.C.	Unité de compte.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.
U.P.E.A.	Union Professionnelle des Entreprises d'Assurances.
U.R.S.S.	Union des Républiques Socialistes Soviétiques.
U.S.A.	United States of America.
VENEX	« Vennootschap ter bevordering van de economische expansie ».

TABLE DES MATIERES

Pages

AVERTISSEMENT VII
INTRODUCTION GENERALE IX
§ 1. — *La conjoncture internationale* IX
§ 2. — *La conjoncture en Belgique* XV

MESURES DE POLITIQUE ECONOMIQUE ..... XXV-III

PREMIERE PARTIE : Population et Emploi

CHAPITRE PREMIER. — POPULATION 3
CHAPITRE II. — EMPLOI ET CHOMAGE 9
SECTION I. — EMPLOI 9
SECTION II. — CHOMAGE 24

DEUXIEME PARTIE : Production de biens et de services

CHAPITRE PREMIER. — AGRICULTURE ET PECHE MARITIME 51
CHAPITRE II. — INDUSTRIE 59
§ 1. — *Aperçu général* 59
§ 2. — *Métallurgie de base* 69
§ 3. — *Industrie des fabrications métalliques* 77
§ 4. — *Industrie chimique et du caoutchouc* 91
§ 5. — *Industrie textile* 96
§ 6. — *Industrie des produits alimentaires et des boissons* 102
§ 7. — *Industrie de la construction* 111
§ 8. — *Matériaux de construction* 114
§ 9. — *Secteurs divers* 120
CHAPITRE III. — EVOLUTION DU SECTEUR DE L'ENERGIE 133
§ 1. — *La politique énergétique en 1982* 133
§ 2. — *Evolution de la consommation d'énergie en 1982* 134
CHAPITRE IV. — TRANSPORTS 167
§ 1. — *Transport par chemin de fer* 167
§ 2. — *Transport routier.* 168
§ 3. — *Transport par eau* 169
1. — Navigation intérieure 169
2. — Ports de mer 169
§ 4. — *Trafic aérien* 170

Pages

CHAPITRE V. — DISTRIBUTION 187

CHAPITRE VI. — TOURISME 203

TROISIEME PARTIE : Finances, Monnaie et Crédit

CHAPITRE PREMIER. — APERÇU GENERAL 211

CHAPITRE II. — FINANCES PUBLIQUES 215

SECTION I. — FINANCES DE L'ETAT 215

SECTION II. — FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES 232

CHAPITRE III. — MONNAIE ET CREDIT 241

SECTION I. — MARCHE MONETAIRE 241
1. — Cours du change 241
2. — Evolution des taux d'intérêt 243
3. — Stabilisation du volume du marché monétaire 244
4. — Evolution de la masse monétaire 246
5. — Actifs financiers 248
6. — Engagements financiers 248

SECTION II. — MARCHE DES CAPITAUX 263

CHAPITRE IV. — ASSURANCES 279

QUATRIEME PARTIE : Prix et Revenus

CHAPITRE PREMIER. — PRIX 291

CHAPITRE II. — REVENUS 303

SECTION I. — REVENUS DU TRAVAIL 303

SECTION II. — REVENUS DES SOCIETES 311

CINQUIEME PARTIE : Investissements et Consommation

CHAPITRE PREMIER. — INVESTISSEMENTS 323

CHAPITRE II. — CONSOMMATION PRIVEE 337

SIXIEME PARTIE : Aperçu de l'évolution économique des régions

EVOLUTION ECONOMIQUE DES REGIONS 353

SECTION I. — BRUXELLES 353
§ 1. — *Produit régional* 353
§ 2. — *Production industrielle* 353
§ 3. — *Emploi et chômage* 354

Pages

§ 4. — *Fermetures des entreprises* 355
§ 5. — *Investissements* 355
§ 6. — *Commerce et services* 355

SECTION II. — FLANDRE 356
§ 1. — *Produit régional* 356
§ 2. — *Production industrielle* 356
§ 3. — *Emploi et chômage* 357
§ 4. — *Fermetures d'entreprises* 358
§ 5. — *Investissements* 358

SECTION III. — WALLONIE 359
§ 1. — *Produit régional* 359
§ 2. — *Production industrielle* 360
§ 3. — *Emploi* 361
§ 4. — *Chômage* 362
§ 5. — *Fermetures d'entreprises* 363
§ 6. — *Commerce et services* 363

SEPTIEME PARTIE : Commerce extérieur de l'Union économique Belgo-Luxembourgeoise

CHAPITRE PREMIER. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE 375

SECTION I. — POLITIQUE COMMERCIALE 375

SECTION II. — EVOLUTION GENERALE DU COMMERCE EXTERIEUR 379
§ 1. — *Exportations* 380
1. — Répartition sectorielle 380
2. — Répartition géographique 381
§ 2. — *Importations* 382
1. — Répartition sectorielle 382
2. — Répartition géographique 382
§ 3. — *Balance commerciale* 383
1. — Répartition sectorielle 383
2. — Répartition géographique 383

SECTION III. — BALANCE DES PAIEMENTS 415

HUITIEME PARTIE : Aspects macro-économiques

ASPECTS MACRO-ECONOMIQUES 425

*
* *

Pages

Liste chronologique des arrêtés royaux pris en 1982 en exécution de la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi 435

Liste des tableaux statistiques 447

Liste des graphiques 455

Liste des abréviations 459

Table des matières 461

*
* *

Liste des publications de la Direction générale des Etudes et de la Documentation du Ministère des Affaires économiques 465

PUBLICATIONS

de la Direction générale des Etudes et de la Documentation du Ministère des Affaires économiques

I. — PUBLICATIONS A CARACTERE GENERAL.

— *L'économie belge en 19..* Publication annuelle. Prix : 400 F.

— *Entreprises industrielles et commerciales en Belgique. Formalités à accomplir. Régime fiscal et social. Aide à la création et à l'expansion.* 13e Edition. Décembre 1980. Cette brochure est complétée par les mesures prises en faveur des entreprises dans le cadre de la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi. Prix 150 F.

— *Aperçu de l'évolution économique.* A partir de 1984 cet aperçu sera remplacé par une publication trimestrielle entièrement renouvelée.

— *Aperçu de la conjoncture.* Publication mensuelle. (Diffusion restreinte).

II. — PUBLICATIONS DE LA BIBLIOTHEQUE CENTRALE (Fonds Quetelet).

— *Accroissements de la Bibliothèque centrale (Fonds Quetelet).* Liste mensuelle. (Bilingue). Abonnement annuel pour la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg : 250 F (autres pays : 375 F). Par numéro : 25 F (autres pays : 37 F).

Ces publications, pour autant qu'elles soient encore disponibles, sont en vente ou peuvent être obtenues au Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation, rue de l'Industrie 6, 3e étage, 1040 Bruxelles (comptes chèques postaux n° 000-2005876-13) et peuvent être consultées à la Bibliothèque centrale (Fonds Quetelet), même adresse.

Outre les publications régulières mentionnées ci-dessus, la D.G.E.D. réalise un certain nombre d'études spéciales sur des sujets variés; celles-ci peuvent également être obtenues pour autant qu'elles soient encore disponibles.